Région îledeFrance

Conseil régional

RAA 407

DECEMBRE 2020

ISSN 0762-6096

Recueil
des actes administratifs
de la Région d'Île-de-France

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

DÉSIGNATION ET REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL

- N° CR 2020-067 du 16 décembre 2020 portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes - Décembre 2020……...8

FINANCES ET ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

- N° CR 2020-060 du 16 décembre 2020 relative au projet de budget pour 2021……29

- N° CR 2020-066 du 16 décembre 2020 relative à la communication au conseil régional sur des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein du budget 2020……..254

- N° CR 2020-071 du 16 décembre 2020 relative à l'accord de relance entre l'État et la Région Île-de-France……274

- N° CR 2020-072 du 16 décembre 2020 relative aux orientations du futur CPER 2021-2027……..285

- N° CR 2020-073 du 16 décembre 2020 relative aux diverses mesures en faveur des franciliens (1ère partie)…….300

- N° CR 2020-074 du 16 décembre 2020 relative aux diverses mesures en faveur des Franciliens (2éme partie)…….326

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AMÉNAGEMENT

- N° CR 2020-063 du 16 décembre 2020 relative à la communication - Rapport sur la situation en matière de développement durable……..412

- N° CR 2020-062 du 16 décembre 2020 relative à la stratégie environnementale régionale (jaune budgétaire - projet de budget 2021)……442

ÉGALITE FEMMES-HOMMES

- N° CR 2020-065 du 16 décembre 2020 relative à la communication - Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes……..517

SPORTS, LOISIRS, JEUNESSE, CITOYENNETÉ ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CR 2020-050 du 16 décembre 2020 relative à la communication - Rapport sur la stratégie d'accompagnement de la Région Île-de-France lors des JOP de Paris 2024……..614

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ

- N° CR 2020-C01 du 16 décembre 2020 relative au dispositif d'aide à la relance des commerces et fonds résilience 2021…….638

TRANSPORTS ET MOBILITES– ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

- N° CR 2020-070 du 16 décembre 2020 relative à l'avenant au CPER 2015-2020 sur les domaines Transports et Enseignement Supérieur et Recherche - Avenant au CPIER Vallée de la Seine 2015-2020…648

AVIS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

Avis du CESER du 10 décembre 2020 portant sur le budget primitif 2021 de la Région Ile-de-France…….688

MOTION PRESENTÉE PAR L'EXECUTIF

Motion de l'exécutif pour un déconfinement culturel du 16 décembre 2020……...705

QUESTIONS ÉCRITES

- N° 2019-003 QE du 22 janvier 2019 de Monsieur Eddie AÏT, Président du groupe Ecologiste et progressistes pour l'Île-de-France, concernant la sécurité sanitaire en Île-de-France……..707

- N° 2019-014 QE du 3 avril 2019 de Madame Nadège AZZAZ et de Monsieur Yannick TRIGANCE, du groupe Ensemble, l'Île-de-France, concernant la sécurité sanitaire en Île-de-France……...711

- N° 2020-039 QE du 16 décembre 2020 de Monsieur Florent HUBERT, Monsieur Maxime DES GAYETS, élus du groupe Ensemble, l'Île-de-France, et des élus du Groupe Socialiste, Écologiste et Progressiste, concernant la situation du lycée Voltaire à Paris 11e……713

- N° 2020-040 QE du 16 décembre 2020 de Monsieur Nicola D'ASTA, Madame Nadège AZZAZ, Madame Catherine LIME-BIFFE, Monsieur Maxime des GAYETS, élus du groupe Ensemble, l'Île-de-France, et des élus du Groupe Socialiste, Écologiste et Progressiste du groupe Ensemble, l'Île-de-France, concernant Toulouse-Lautrec à Vaucresson (92)……716

ARRÊTÉS DE LA PRÉSIDENTE
DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

- N°2020-274 du 1er décembre 2020 fixant la composition de la Commission consultative d'élaboration et de suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France……...719

- N°2020-278 du 1er décembre 2020 portant nomination des membres professionnels au sein des Commissions de visionnage court et long métrage de l'Aide après réalisation…….737

- N°2020-279 du 2décembre 2020 portant désignation des candidats admis à participer au dialogue compétitif en vue de la rénovation globale de la CMR Paul Valéry à Paris 12ème……...739

- N°2020-293 du 8 décembre 2020 portant délégation temporaire de signature……..740

- N°2020-294 du 8 décembre 2020 de désignation pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France……742

- N°2020-295 du 9 décembre 2020 portant modification de l'arrêté d'agrément n° 18-363 du 14 décembre 2018 délivré à un établissement de formation en travail social IFSY - Institut de Formation Sociale des Yvelines……743

- N°2020-296 du 8 décembre 2020 portant modification de l'arrêté d'agrément n° 18-187 du 6 juillet 2018 délivré à un établissement de formation en travail social IFSY - Institut de Formation Sociale des Yvelines……744

- N°2020-297 du 11 décembre 2020 portant délégations de signature du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux……...745

- N°2020-298 du 14 décembre 2020 portant désignation pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la mission Locale Rives de Seine : Sophie Deschiens – Conseillère régionale d'Île-de-France, Déléguée spéciale……...751

- N°2020-299 du 14 décembre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical renouvellement de capacité d'accueil annuelle Institut de formation d'Auxiliaire de Puériculture (IFAP) Lycée des Métiers de la Santé et du Social Henri-Sellier, 73, avenue Colone-Fabien – 93190 Livry-Gargan……752

- N°2020-300 du 14 décembre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical renouvellement de capacité d'accueil annuelle Institut de formation d'Aides-soignants (IFAS) Lycée des Métiers de la Santé et du Social Henri-Sellier, 73, avenue Colonel-Fabien – 93190 Livry-Gargan……...753

- N°2020-301 du 14 décembre 2020 portant modification de l'arrêté d'agrément n°18-394 du 28 décembre 2018 délivré à un établissement de formation en travail social 1901 FORMATION……754

- N°2020-302 du 17 décembre 2020 portant désignation des candidats admis à concourir au concours de maîtrise en vue de la construction d'un lycée neuf à Colombes 92……756

- N°2020-303 du 17 décembre 2020 portant désignation des candidats admis à concourir au concours de maîtrise en vue de la rénovation globale du lycée Le Corbusier à Poissy 78……757

- N°2020-304 du 18 décembre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical - renouvellement de capacité d'accueil annuelle Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) de l'Hôpital Foch……758

- N°2020-305 du 18 décembre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical - renouvellement de capacité d'accueil annuelle - Institut de formation d'Auxiliaires de puériculture (IFAP) - Site de Poissy……..759

- N°2020-306 du 18 décembre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical - renouvellement de capacité d'accueil annuelle - Institut de formation d'auxiliaires de puériculture (IFAP) - Site Juvisy-sur-Orge……...760

- N°2020-307 du 18 décembre 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical - renouvellement de capacité d'accueil annuelle - Institut de formation en Ergothérapie (IFE) de l'Association pour le Développement, l'Enseignement et la Recherche en Ergothérapie (ADERE) - 52 rue Vitruve - 75020 Paris……761

- N°2020-308 du 18 décembre 2020 portant modification de l'arrêté n° 16-179 du 30 mai 2016 - augmentation de capacité d'accueil annuelle - Institut de Formation d'Auxiliaire de Puériculture (IFAP) du Lycée Camille Pissarro 1 rue Henri Matisse - 95300 Pontoise……..762

- N°2020-337 du 1er décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……763

- N°2020-338 du 1er décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……764

- N°2020-339 du 27 novembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……765

- N°2020-341 du 2 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……766

- N°2020-342 du 2 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……767

- N°2020-343 du 2 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……768

- N°2020-344 du 2 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……769

- N°2020-345 du 2 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……770

- N°2020-346 du 2 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……771

- N°2020-347 du 2 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……772

- N°2020-389 du 14 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……773

- N°2020-390 du 14 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……774

- N°2020-391 du 14 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……775

- N°2020-394 du 15 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……776

- N°2020-395 du 15 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……777

- N°2020-396 du 16 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……778

- N°2020-398 du 16 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……779

- N°2020-399 du 17 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……780

- N°2020-400 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……781

- N°2020-401 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……782

- N°2020-402 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……783

- N°2020-403 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……784

- N°2020-406 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……785

- N°2020-407 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……786

- N°2020-415 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……787

- N°2020-416 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……788

- N°2020-417 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……789

- N°2020-418 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……790

- N°2020-419 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……791

- N°2020-420 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……792

- N°2020-421 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……793

- N°2020-422 du 18 décembre 2020 portant virement de crédits de paiement entre chapitres……794

DÉLIBERATIONS
DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

- N° 20-139 du 3 décembre 2020 portant sur l'adoption de la décision modificative n°1 du budget 2020……795

- N° 20-140 du 3 décembre 2020 portant sur l'affectation d'autorisations de programme 2020 pour l'aménagement des espaces régionaux (programme 13) et pour l'équipement de l'Agence (programme 16)……..797

- N° 20-141 du 3 décembre 2020 portant sur l'autorisation donnée à la Présidente du Conseil d'administration d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2021 avant le vote du budget primitif, dans la limite de 25% des crédits ouverts en 2020……..799

- N° 20-142 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation d'une remise gracieuse sur les redevances d'occupation du Fort de Cormeilles……..800

- N° 20-143 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation du contrat de cession des menus produits ligneux……801

- N° 20-145 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation de l'accord-cadre à bons de commande pour l'entretien des espaces verts régionaux pour 9 lots géographiques et 1 lot technique, sur plusieurs sites des territoires Nord-Est, Nord-Ouest et Sud……..806

- N° 20-146 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation du marché d'assurance statutaire du personnel……...808

- N° 20-147 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation des lignes directrices de gestion : avancements de grade et promotions internes……..809

- N° 20-148 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation du plan de formation pour les années 2021-2023……813

- N° 20-149 du 3 décembre 2020 portant sur la modification du tableau des effectifs…….828

- N° 20-150 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation de la convention de participation à la protection sociale complémentaire 2020-2025 souscrite par le CIG Grande Couronne pour les risques santé & prévoyance……832

- N° 20-151 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation de la convention de participation financière de la commune de Brétigny-sur-Orge à la gestion de l'espace naturel régional de l'Orge aval / site des Joncs Marins pour la période 2021-2023……..839

- N° 20-152 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation de la conclusion d'une convention de participation financière pour la prise en charge des frais de gestion des espaces naturels régionaux situés en Seine-Saint-Denis par le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis pour l'année 2020…….845

- N° 20-153 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation de la convention partenariale avec la commune de Palaiseau relative à la mise en place d'un projet agricole et forestier sur l'espace naturel régional du Plateau de Saclay……...853

- N° 20-154 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel entre l'Agence des espaces verts et un chasseur……864

- N° 20-155 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation d'une convention d'objectifs pour la mise en valeur du Fort de Cormeilles……..870

- N° 20-156 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation d'un bail emphytéotique avec un agriculteur (PRIF des Vallées de l'Yerres et du Réveillon)……..877

- N° 20-157 du 3 décembre 2020 portant sur la mise à disposition temporaire du domaine régional de la Cocharde (Commune de Gouaix) à l'association de gestion de la Réserve Naturelle de La Bassée (AGRENABA)……919

- N° 20-158 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation d'acquisitions foncières au titre d'opérations d'acquisition amiable……...937

- N° 20-159 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation de préemption au titre des Espaces naturels sensibles……942

- N° 20-160 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation de la cession d'un terrain régional situé à Haute-Isle (PRIF de la Roche-Guyon)……...944

- N° 20-161 du 3 décembre 2020 portant sur l'approbation de la cession d'une propriété régionale située aux Mureaux (78) au profit d'un agriculteur (PRIF de la Plaine de la Haye)…….945

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-067
DU 14 DÉCEMBRE 2020

DÉSIGNATION ET REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL RÉGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES - DÉCEMBRE 2020

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n° 2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ;

VU le décret n° 2020-1506 du 1er décembre 2020 relatif à la communauté d'universités et établissements « Université Paris-Est » ;

VU l'arrêté préfectoral n° IDF-2019-07-26-027 du 26 juillet 2019 portant fusion d'établissements publics locaux d'enseignement ;

VU l'arrêté préfectoral n° IDF-2019-07-26-028 du 26 juillet 2019 portant fusion d'établissements publics locaux d'enseignement ;

VU l'arrêté préfectoral n° IDF-2019-07-26-029 du 26 juillet 2019 portant fusion d'établissements publics locaux d'enseignement ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 modifiée portant désignation des représentants du conseil régional dans divers organismes – Janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 13-16 du 21 janvier 2016 modifiée portant adoption du règlement intérieur du conseil régional ;

VU la délibération n° CR 30-16 du 18 février 2016 modifiée portant désignation des représentants du conseil régional dans divers organismes – Février 2016 ;

VU la délibération n° CR 119-16 du 20 mai 2016 modifiée portant désignation des représentants du conseil régional dans divers organismes – Mai 2016 ;

VU le rapport n°CR 2020-067 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Secteur lycées

Abroge la désignation, approuvée à l'article 1.1 de la délibération n° CR 30-16 du 18 février 2016 modifiée et susvisée, des représentants du conseil régional et de leur suppléant **aux conseils d'administration des établissements publics locaux d'enseignement (EPLE) suivants :**

- les deux lycées, général et technologique (LGT) et professionnel (LP), Pierre de Coubertin à Meaux ;
- les deux lycées polyvalents (LPO) Gérard de Nerval et René Cassin à Noisiel ;
- les deux LGT et LP Samuel de Champlain à Chennevières-sur-Marne.

Désigne **aux conseils d'administration des nouveaux établissements publics LPO Pierre de Coubertin à Meaux, LPO de Noisiel et LPO Samuel de Champlain à Chennevières-sur-Marne :** deux représentants et leur suppléant au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne, tels que figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Abroge la désignation, approuvée à l'article 1.3 de la délibération n° CR 30-16 du 18 février 2016 modifiée et susvisée, des représentants du conseil régional et de leur suppléant **aux conseils d'administration des établissements privés suivants :**

- les deux lycées généraux (LG) d'Hulst et Paul Claudel dans le 7e arrondissement de Paris ;
- les deux lycées, polyvalent (LPO) et professionnel (LP), Saint-Nicolas à Issy-les-Moulineaux.

Désigne **aux conseils d'administration des nouveaux établissements privés LG Paul Claudel d'Hulst dans le 7e arrondissement de Paris et LPO Saint-Nicolas à Issy-les-Moulineaux :** un représentant et son suppléant au scrutin majoritaire à deux tours, tels que figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : Secteur enseignement supérieur et recherche

Abroge la désignation des représentants du conseil régional, et de leur suppléant, **au sein des instances centrales de la communauté d'universités et établissements « Université Paris-Est » (COMUE UPE),** approuvée aux articles 2.2 des délibérations n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 et n° CR 119-16 du 20 mai 2016 modifiées et susvisées.

Désigne **au conseil d'administration de la COMUE UPE :** un représentant au scrutin majoritaire à deux tours, tel que figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 3 : Remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes

Procède aux remplacements figurant en annexe 3 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 18 décembre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 18 décembre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201214-lmc1100587-DE-1-1) et affichage ou notification le 18 décembre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Secteur lycées

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n° 1.

Conseils d'administration d'établissements publics locaux d'enseignement (EPLE)

Désigne 2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
LPO Pierre de Coubertin *à Meaux*	Mme Hamida REZEG M. Julien LELOUP*	Mme Marie-Pierre BADRÉ M. Sébastien MALKIC*
LPO de Noisiel	M. Michel FOUCHAULT M. Marcus DRAMÉ*	Mme Thi Hong Chau VAN M. Frédéric PARIS*
LPO Samuel de Champlain *à Chennevières-sur-Marne*	Mme Marie-Christine DIRRINGER M. Serge OREAL*	M. Didier DOUSSET Mme Christiane CORNU*

** Non membre de l'assemblée régionale*

En cas de constitution d'une commission hygiène et sécurité (CHS) dans un lycée d'enseignement technique et professionnel, le 1er titulaire désigné au conseil d'administration de cet établissement est le représentant du conseil régional.

Conseils d'administration des lycées privés sous contrat d'association

Désigne 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
LG Paul Claudel d'Hulst *à Paris 7e*	Mme Emmanuelle DAUVERGNE	M. Jean-François LEGARET
LPO Saint-Nicolas *à Issy-les-Moulineaux*	M. Bernard GAUDUCHEAU	M. Arnaud LE CLERE

Annexe 2 : Secteur enseignement supérieur et recherche

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n° 2.

Conseil d'administration de la communauté d'universités et établissements « Université Paris-Est » (COMUE UPE)

Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

Mme Faten HIDRI

Annexe 3 : Remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes

Annexe à compléter selon les propositions des groupes politiques composant l'assemblée régionale et telles que figurant dans le bulletin de vote n° 3.

DÉMISSIONS		CANDIDATURES

Conseil d'administration du lycée public (LG) Colbert *à Paris 10e*

Mme Fanny REZAI*	Titulaire	Mme Flore Nicolas*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Gustave Ferrié *à Paris 10e*

M. William PESSON*	Titulaire	M. Bertil FORT*

Conseil d'administration du lycée public (LT) Jules Siegfried *à Paris 10e*

M. Cyril BIAGGI*	Titulaire	Mme Joëlle LABBEZ*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Marie Laurencin *à Paris 10e*

Mme Élodie LARROUSSE*	Titulaire	M. Bertil FORT*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Dorian *à Paris 11e*

M. Jacques LEFORT*	Titulaire	M. Michel GAUVIN*
M. Michel GAUVIN*	Suppléant	M. Laurent BARTHE*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Marcel Deprez *à Paris 11e*

Mme Nicole SPINNEWEBER*	Titulaire	M. Jean-Christophe MARTIN*
Mme Lucienne VERRONS*	Suppléante	Mme Édith ZEMIROU*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Paul Poiret *à Paris 11e*

Mme Nicole SPINNEWEBER*	Titulaire	Mme Aurore MOUYSSET-NOZERAND*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Turquetil *à Paris 11e*

M. Jacques LEFORT*	Titulaire	Mme Annie KOGAN*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) *Voltaire à Paris 11e*

Mme Nicole SPINNEWEBER*	Titulaire	M. Jean-Christophe MARTIN*
M. Willy FAIVRE*	Suppléant	Mme Hanna KHELOUIATI*

Conseil d'administration de l'établissement régional d'enseignement adapté (EREA) Croce-Spinelli *à Paris 14e*

M. Arnaud VALLIN*	Titulaire	M. Benoît BLOSSIER*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Raspail *à Paris 14e*

M. Jean-Roch SERGENT*	Suppléant	Mme Marie-Cécile VEYRENC*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Émile Dubois *à Paris 14e*

M. Franck LAYRE-CASSOU*	Titulaire	M. Nicola DECONCHAS*
M. Nicola DECONCHAS*	Suppléant	Mme Anne LEVY-THIBERT*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Erik Satie *à Paris 14e*

M. Yves OGE*	Titulaire	M. Jean-Marie MICHEAUX*
M. Jean-Marie MICHEAUX*	Suppléant	

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Guillaume Tirel *à Paris 14e*

Mme Annick BADINA*	Titulaire	M. Jean-Francois ALEXANDRE*
M. Arnaud VALLIN*	Suppléant	Mme Marie-Louise DUHALDE*

Conseil d'administration du lycée public (LG) Paul Bert *à Paris 14e*

M. Jean-Roch SERGENT*	Titulaire	M. Bruno SAINTE-ROSE*
M. René BONNET*	Suppléant	M. Paul COMTE*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Beaugrenelle *à Paris 15e*

M. Denis BARBET-MASSIN*	Suppléant	Mme Ségolène FOUCHE*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Buffon *à Paris 15e*

M. Denis BARBET-MASSIN*	Titulaire	Mme Clotilde DEROUARD (LRI)

Conseil d'administration de l'établissement régional d'enseignement adapté (EREA) Alexandre Dumas *à Paris 15e*

Mme Élisabeth de FRESQUET*	Titulaire	Mme Clotilde DEROUARD (LRI)
M. Arnold BORNET*	Suppléant	M. Marc ESCLAPEZ*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Fresnel *à Paris 15e*

Mme Françoise FICHEUX*	Titulaire	Mme Clotilde DEROUARD (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Léonard de Vinci *à Paris 15e*

Mme Sylvie CEYRAC*	Titulaire	M. François MALASSIS*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Roger Verlomme *à Paris 15e*

Mme Élisabeth de FRESQUET*	Suppléante	M. Grégory MORIN-MARTIN*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Louis Armand *à Paris 15e*

Mme Louise FERHAT*	Suppléante	M. Pierre ANDRÉ-KOCH*

Conseil d'administration du lycée privé (LG) Active Bilingue Janine Manuel *à Paris 15e*

M. Thierry SOLÈRE (NI / ex-LRI)	Titulaire	M. Daniel-Georges COURTOIS (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LG) Molière *à Paris 16e*

M. Ijab KHOURY*	Titulaire	M. Benjamin GIRAUDAT*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Octave Feuillet *à Paris 16e*

M. Thierry MARTIN*	Titulaire	M. Freddy COUDRIER*

Conseil d'administration du lycée privé (LG) Institut de La Tour *à Paris 16e*

M. Thierry SOLÈRE (NI / ex-LRI)	Titulaire	M. Jérémy REDLER (LRI)
M. Jérémy REDLER (LRI)	Suppléant	Mme Béatrice LECOUTURIER (CD)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) d'Alembert *à Paris 19e*

M. Florian POUVREAU*	Titulaire	Mme Marie TOUBIANA*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Armand Carrel *à Paris 19e*

M. David MISERAY*	Titulaire	Mme Marie TOUBIANA*

Conseil d'administration du lycée public (LT) du Bâtiment et des travaux publics (BTP) Saint-Lambert *à Paris 19e*

M. Thierry RAG*	Titulaire	Mme Marie TOUBIANA*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Diderot *à Paris 19e*

Mme Chantal PELLETIER*	Titulaire	Mme Marie TOUBIANA*

Conseil d'administration du lycée public (LG) Georges Brassens *à Paris 19e*

Mme Chantal PELLETIER*	Titulaire	Mme Marie TOUBIANA*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Hector Guimard *à Paris 19e*

M. Nora MAZNI*	Titulaire	Mme Marie TOUBIANA*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Henri Bergson *à Paris 19e*

M. Stéphane CARINI*	Titulaire	Mme Marie TOUBIANA*
M. Daniel DROUOT*	Suppléant	Mme Audrey LABARTHE*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Blaise Pascal *à Brie-Comte-Robert*

M. Antoine FONCIN*	Titulaire	M. Franck DENION*
M. Pascal CHARPENTIER*	Suppléant	M. Bruno AVIGNON*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Charles Baudelaire *à Meaux*

Mme Marie-Cécile SCHMIDT*	Titulaire	M. Julien LELOUP*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Henri Moissan *à Meaux*

Mme Marie-Cécile SCHMIDT*	Titulaire	M. Julien LELOUP*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Jean Vilar *à Meaux*

Mme Marie-Cécile SCHMIDT*	Titulaire	M. Julien LELOUP*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) René Descartes *à Champs-sur-Marne*

M. Éric BITBOL*	Titulaire	M. Michel COLAS*
Mme Evelyn JACQUOT*	Suppléante	Mme Michelle BOUZANNE*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Camille Claudel *à Pontault-Combault*

Mme Monique HAUER*	Titulaire	M. Stéphane FINANCE*
Mme Marie GOEBEL*	Suppléante	M. Fabrice LEBOUCHER*

Conseil d'administration du lycée public (LG) Franco-Allemand *à Buc*

Mme Cendrine BARRUYER*	Titulaire	Mme Juliette ESPINOS*
Mme Brigitte CHAUDRON*	Suppléante	Mme Sylvie SUTY*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) de l'Hôtellerie et du Tourisme *à Guyancourt*

M. Quentin BAREILLE*	Titulaire	M. Rodolphe BARRY*
M. Philippe CHANCELIER*	Suppléant	M. Quentin BAREILLE*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Jean Moulin *au Chesnay*

M. Michel CHARLET*	Titulaire	Mme Nicole ALQUIER*
Mme Nicole ALQUIER*	Suppléante	Mme Laetitia VIOT*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Alain *au Vésinet*

M. Benoît FERNIOT (UDI)	Suppléant	Mme Alexandra DUBLANCHE (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) François Villon *aux Mureaux*

M. Servais LOCKO*	Titulaire	M. Hervé RIOU*
M. Jean-Claude CARON*	Suppléant	Mme Fatma LAMIR*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) *Vaucanson aux Mureaux*

M. Servais LOCKO*	Titulaire	M. Hervé RIOU*
M. Jean-Claude CARON*	Suppléant	Mme Fatma LAMIR*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Le Corbusier *à Poissy*

Mme Michèle de VAUCOULEURS*	Titulaire	Mme Vanessa HUBERT*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Jean Perrin *à Saint-Cyr-l'École*

Mme Pauline TESSIER*	Titulaire	M. Vladimir BOIRE*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Jules Hardouin-Mansart *à Saint-Cyr-l'École*

Mme Pauline TESSIER*	Titulaire	M. Vladimir BOIRE*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Évariste Galois *à Sartrouville*

Mme Marie-Christine ROYER*	Titulaire	M. Denis VAIGREVILLE*
M. Rodolphe LANGE*	Suppléant	M. Benoît BOUHEBEN-DEMAY*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Viollet-le-Duc *à Villiers-Saint-Frédéric*

M. Adrien FARE*	Suppléant	M. Stéphane TRONCHE*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Edmond Michelet *à Arpajon*

Mme Mireille BAPTISTE*	Titulaire	Mme Aude COSSIC*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Paul Belmondo *à Arpajon*

Mme Annie LECLERC*	Titulaire	Mme Aude COSSIC*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) René Cassin *à Arpajon*

Mme Annie LECLERC*	Titulaire	Mme Aude COSSIC*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) François Truffaut *à Bondoufle*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Suppléante	M. Jean-Philippe DUGOIN-CLÉMENT (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Alexandre Denis *à Cerny*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Suppléante	Mme Isabelle PERDEREAU (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Robert Doisneau *à Corbeil-Essonnes*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Titulaire	M. Jean-Philippe DUGOIN-CLÉMENT (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Saint-Léon *à Corbeil-Essonnes*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Suppléante	M. Stéphane BEAUDET (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Nadar *à Draveil*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Titulaire	Mme Faten HIDRI (UDI)
Mme Faten HIDRI (UDI)	Suppléante	M. Stéphane BEAUDET (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Maurice Éliot *à Épinay-sous-Sénart*

Mme Sylvie CARILLON (LRI)	Titulaire	M. Georges PUJALS*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Geoffroy Saint-Hilaire *à Étampes*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Suppléante	Mme Isabelle PERDEREAU (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Nelson Mandela *à Étampes*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Suppléante	Mme Isabelle PERDEREAU (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Nelson Mandela *à Étampes*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Suppléante	Mme Isabelle PERDEREAU (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Château des Coudraies *à Étiolles*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Titulaire	M. Stéphane BEAUDET (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Charles Baudelaire *à Évry-Courcouronnes*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Suppléante	Mme Isabelle PERDEREAU (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) de l'Essouriau *aux Ulis*

Mme Véronique DUBAULT*	Titulaire	Mme Françoise MARHUENDA*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Marie Laurencin *à Mennecy*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Suppléante	Mme Faten HIDRI (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) André-Marie Ampère *à Morsang-sur-Orge*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Suppléante	Mme Isabelle PERDEREAU (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Blaise Pascal *à Orsay*

Mme Irène BESOMBES*	Titulaire	Mme Louis LEROY*
Mme Gabrielle HAMZAL*	Suppléante	Mme Marion VEDRINE*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Pierre Mendès France *à Ris-Orangis*

Mme Aurélie GROS (ancienne élue)	Titulaire	Mme Isabelle PERDEREAU (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Paul Langevin *à Sainte-Geneviève-des-Bois*

Mme Sophie GODAR*	Titulaire	Mme Marie-Noëlle ROLLY*
Mme Marie-Noëlle ROLLY*	Suppléante	Mme Sophie GODAR*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Jean-Baptiste Corot *à Savigny-sur-Orge*

M. Romuald PRIEUR-LAURENT*	Suppléant	Mme Nadège ACHTERGAELE (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Léonard de Vinci *à Bagneux*

Mme Aurore GONZALES*	Titulaire	M. Patrice MARTIN*
M. Gérard MORIEULT*	Suppléant	M. Gilbert ZAMBETTI*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) du Trapèze *à Boulogne-Billancourt*

Mme Christine BRUNEAU*	Titulaire	Mme Dorine BOURNETON*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Jacques Prévert *à Boulogne-Billancourt*

M. Thierry SOLÈRE (NI / ex-LRI)	Suppléant	Mme Anne-Louise MESADIEU (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Louise Michel *à Nanterre*

M. Alexandre GUILLEMAUD*	Suppléant	M. Camille BEDIN*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Joliot-Curie *à Nanterre*

Mme Marie TRAN*	Titulaire	Mme Hélène DECIS-LARTIGAU*
M. Ilheme AZZOUZI*	Suppléante	Mme Magali PINEL*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Alfred Nobel *à Clichy-sous-Bois*

M. Mohamed BOULABIZA*	Titulaire	Mme Sylvie PAUL-BERNARD*
Mme Sezer OSMEN*	Suppléante	M. Gilles PAUL*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) François Rabelais *à Dugny*

M. Quentin GÉSELLE*	Titulaire	M. Michel CLAVEL*
Mme Séverine LÈVE*	Suppléante	M. Quentin GÉSELLE*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Wolfgang Amadeus Mozart *au Blanc-Mesnil*

M. Pierre-Marie PERRIN*	Suppléant	M. Gilles FLEURY*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Condorcet *à Montreuil*

M. Mickaël RIGAULT*	Suppléant	M. Julien GUILLOT*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Condorcet *à Montreuil*

M. Nabil BENGHANEN*	Titulaire	Mme Murielle MAZE*
M. Pierre SITBON*	Suppléant	M. Julien GUILLOT*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Eugénie Cotton *à Montreuil*

Mme Joëlle SOUTHON*	Titulaire	M. Julien GUILLOT*
M. Richard DORIDANT*	Suppléant	M. Pierre SITBON*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) de l'Horticulture et du Paysage *à Montreuil*

M. Nabil BENGHANEN*	Titulaire	Mme Murielle MAZE*
M. Maurice HOUZARD*	Suppléant	M. Julien GUILLOT*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Lucie Aubrac *à Pantin*

M. Geoffrey CARVALHINHO*	Titulaire	Mme Catrina TAVARES*
M. Michel WOLF*	Suppléant	M. Geoffrey CARVALHINHO*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Marcelin Berthelot *à Pantin*

M. Geoffrey CARVALHINHO*	Titulaire	Mme Catrina TAVARES*
M. Michel WOLF*	Suppléant	M. Geoffrey CARVALHINHO*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Simone Weil *à Pantin*

M. Geoffrey CARVALHINHO*	Titulaire	Mme Catrina TAVARES*
Mme Marie-Françoise MESSEZ*	Suppléante	M. Geoffrey CARVALHINHO*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Auguste Blanqui *à Saint-Ouen*

Mme Tiziana ZUMBO-VITAL*	Titulaire	Mme Marina VENTURINI*
M. Thierry MEIGNEN (LRI)	Suppléant	Mme Sophia BAHRI*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Marcel Cachin *à Saint-Ouen*

Mme Tiziana ZUMBO-VITAL*	Titulaire	Mme Marina VENTURINI*
M. Thierry MEIGNEN (LRI)	Suppléant	Mme Sophia BAHRI*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Blaise Cendrars *à Sevran*

M. Yvon KERGOA*	Titulaire	Mme Naima HAMDAOUI*
Mme Christine DUPUY*	Suppléante	M. Olivier CORDIN*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Maximilien Perret *à Alfortville*

Mme Déborah ZABOUNIAN*	Titulaire	M. Cédric TARTAUD-GINESTE*
M. Morgan LE HEGARAT*	Suppléante	Mme Éléonore DECLERCQ*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Langevin-Wallon *à Champigny-sur-Marne*

M. Olivier DOSNE (LRI)	Titulaire 1	M. Laurent JEANNE (LRI)
M. Laurent JEANNE (LRI)	Titulaire 2	M. Olivier DOSNE (LRI)
Mme Marie NGUYEN-DINH*	Suppléante	M. Lionel VEDRINE*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Louise Michel *à Champigny-sur-Marne*

M. Olivier DOSNE (LRI)	Titulaire 1	M. Laurent JEANNE (LRI)
M. Laurent JEANNE (LRI)	Titulaire 2	M. Olivier DOSNE (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Marx Dormoy *à Champigny-sur-Marne*

Mme Marie NGUYEN-DINH*	Suppléante	M. Lionel VEDRINE*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Pauline Roland *à Chevilly-Larue*

Mme Beverly ZEHIA*	Titulaire	Mme Susan CANELAS*
Mme Olivia ENNOYOTIE*	Suppléante	M. Amar LALMAS*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Val-de-Bièvre *à Gentilly*

M. Jean-Brice GRENIER*	Suppléant	Mme Marion MAZIÈRES*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Frédéric Mistral *à Fresnes*

M. Camille DUBARRY-BARBE*	Suppléante	Mme Jessy CLAUDE*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) d'Arsonval *à Saint-Maur-des-Fossés*

M. Areski OUDJEBOUR*	Suppléant	M. Adrien CAILLEREZ*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Marcelin Berthelot *à Saint-Maur-des-Fossés*

M. Areski OUDJEBOUR*	Suppléant	M. Adrien CAILLEREZ*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Georges Braque *à Argenteuil*

Mme Fatima AMARIR*	Suppléante	M. Ouissam MECHRIA*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Jean Jaurès *à Argenteuil*

M. Maxime RENAULT*	Titulaire	M. Xavier PÉRICAT (LRI)
M. Xavier PÉRICAT (LRI)	Suppléant	M. Ouissam MECHRIA*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Julie-Victoire Daubié *à Argenteuil*

Mme Fatima AMARIR*	Titulaire	M. Maxime RENAULT*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Virginia Henderson *à Arnouville*

Mme Edwina MANIKA*	Titulaire	M. Jérôme BERTIN*
M. Jérôme BERTIN*	Suppléant	Mme Edwina MANIKA*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Évariste Galois *à Beaumont-sur-Oise*

M. Jérôme CHARTIER (ancien élu)	Suppléant	M. Morgan TOUBOUL*

Conseil d'administration de l'établissement régional d'enseignement adapté (EREA) Françoise Dolto *à Beaumont-sur-Oise*

M. Jérôme CHARTIER (ancien élu)	Suppléant	M. Morgan TOUBOUL*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) de Bezons

M. Jérôme RAGENARD*	Titulaire	M. Marc ROUILLER*
Mme Evelyne HEYMAN*	Suppléante	Mme Corine JEAN-MARIE*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Le Corbusier *à Cormeilles-en-Parisis*

M. Patrick JOLY*	Suppléant	M. Anisse MAGRI*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) George Sand *à Domont*

M. Jérôme CHARTIER (ancien élu)	Titulaire	M. Benoît JIMENEZ (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Louis Armand *à Eaubonne*

M. Dominique REVEILLÈRE*	Titulaire	M. Grégoire DUBLINEAU*
Mme Nathalie ELIMAS (CD)	Suppléante 1	Mme Nathalie GROUX (UDI)
Mme Nathalie GROUX (UDI)	Suppléante 2	M. Carlos PESSOA*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Gustave Monod *à Enghien-les-Bains*

M. Julien BACHARD*	Titulaire	M. Anisse MAGRI*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Auguste Escoffier *à Éragny*

M. Jean-Louis LAMOUROUX*	Titulaire	Mme Edwina MANIKA*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) René Cassin *à Gonesse*

M. Claude TIBI*	Titulaire	M. Jérôme BERTIN*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Montesquieu *à Herblay*

M. Patrick JOLY*	Suppléant	M. Anisse MAGRI*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Fragonard *à L'Isle-Adam*

M. Jérôme CHARTIER (ancien élu)	Suppléant	Mme Stéphanie VON EUW (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Gérard de Nerval *à Luzarche*

M. Jérôme CHARTIER (ancien élu)	Suppléant	Mme Nathalie GROUX (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Jean-Jacques Rousseau *à Montmorency*

Mme Samira SAKI-AIDOUD (LRI)	Titulaire	M. Maxime THORY*
M. Benoît JIMENEZ (UDI)	Suppléant 1	Mme Samira SAKI-AIDOUD (LRI)
M. Maxime THORY*	Suppléant 2	M. Benoît JIMENEZ (UDI)

Conseil d'administration du lycée public (LP) Turgot *à Montmorency*

M. Jérôme CHARTIER (ancien élu)	Titulaire	M. Maxime THORY*

Conseil d'administration du lycée public (LP) Jean Mermoz *à Montsoult*

M. Jérôme CHARTIER (ancien élu)	Suppléant	Mme Stéphanie VON EUW (LRI)

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Paul-Émile Victor *à Osny*

M. Foued BOUBERKA*	Suppléant	Mme Laura BELLOIS*

Conseil d'administration du lycée public (LGT) Jacques Prévert *à Taverny*

Mme Florence PORTELLI (LRI)	Titulaire	Mme Lucie MICOLLI*
M. Claude BODIN (LRI)	Suppléant 1	Mme Florence PORTELLI (LRI)
Mme Lucie MICOLLI*	Suppléant 2	Mme Modeste MARQUES*

Conseil d'administration du lycée public (LPO) Louis Jouvet *à Taverny*

Mme Florence PORTELLI (LRI)	Titulaire	Mme Lucie MICOLLI*
M. Claude BODIN (LRI)	Suppléant 1	Mme Florence PORTELLI (LRI)
Mme Lucie MICOLLI*	Suppléant 2	Mme Modeste MARQUES*

Conseil d'administration de la fondation Institut Paris Région

M. Jérôme CHARTIER (ancien élu)	Suppléant	M. Xavier PÉRICAT (RI)

Assemblée générale et conseil d'administration de l'association Institut Paris Région

M. Jérôme CHARTIER (ancien élu)	Suppléant	M. Xavier PÉRICAT (RI)

Comité syndical du Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP)

M. Jérôme CHARTIER (ancien élu)	Suppléant	M. Xavier PÉRICAT (RI)

Commission consultative de l'environnement (CCE) de l'aérodrome des Mureaux

M. Jean-Luc SANTINI (ex-LRI)	Titulaire	M. Michel CAFFIN (LRI)
M. Michel CAFFIN (LRI)	Suppléant	Mme Anne MESSIER (LRI)

Assemblée générale des Centres d'accueil Régionaux du Tourisme (CaRT)

M. Jean-Luc SANTINI (ex-LRI)	Représentant	M. Michel CAFFIN (LRI)

** Non membre de l'assemblée régionale*

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-060
DU 16 DÉCEMBRE 2020

FIXANT LE MONTANT DES RECETTES ET PORTANT OUVERTURE D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME, D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DE CRÉDITS DE PAIEMENT DANS LE BUDGET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE POUR 2021

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général des impôts ;

VU le code des douanes ;

VU le code monétaire et financier,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU l'arrêté n° NOR/MDIB0400012A du 1er août 2004 modifié relatif à l'application d'un plan comptable au secteur public local ;

VU l'arrêté n° NOR/TERB1934205A du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 71 applicable aux régions ;

VU la délibération n° CR 51-04 du 16 décembre 2004 sur le choix du mode de vote du budget régional ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 portant adoption du règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 ;

VU les délibérations n° CR 03-05 du 31 janvier 2005 et n° CR 69-05 du 15 décembre 2005 relatives à l'inventaire comptable à la Région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 45-12 du 27 septembre 2012 portant diverses dispositions d'ordre budgétaire et financier et notamment ses articles 6, 7, 8 et 9, et la délibération CR 2018-012 du 31 mai 2018 portant budget supplémentaire pour 2018, notamment son article 5 ;

VU la délibération n° CR 12-00 du 4 mai 2000 portant diverses mesures relatives aux instruments pluriannuels de gestion de l'emprunt, et notamment son article 2 relatif à la mise en place d'un programme d'émissions internationales de titres à moyen terme (EMTN) ;

VU le budget de la Région pour 2002 en date du 1er février 2002, et notamment son article 10 relatif à la mise en place d'un programme de billets de trésorerie ;

VU la délibération n° CR 32-10 du 17 juin 2010 relative aux règles de transparence demandées par la Région Ile-de-France à ses partenaires financiers et bancaires, en particulier au regard de leur activité dans les paradis fiscaux ;

VU la délibération n° CR 08-14 du 13 février 2014 relative à la prise d'autorité de gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) de la période 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à la prise d'autorité de gestion et à la mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE et FEADER de la période 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 90-14 du 19 décembre 2014 fixant le montant des recettes et portant ouverture d'autorisations de programme, d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement dans le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2015, et portant adoption de l'annexe au règlement budgétaire et financier n° CR 33-10 relative aux modalités de gestion des fonds européens pour la programmation 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 2020-027 relative à l'adoption du compte administratif 2019 ;

VU la délibération n° CR 2020-028 du 11 juin 2020 portant budget supplémentaire 2020 ;

VU la délibération n° CR 2020-049 du 19 novembre 2020 sur les orientations budgétaires pour 2021 ;

VU la délibération n° CR 2020-059 du 19 novembre 2020 portant diverses dispositions fiscales pour 2021 ;

VU le rapport n° CR 2020-063 sur la situation en matière de développement durable ;

VU le rapport n° CR 2020-065 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;

VU la contribution du Conseil économique, social et environnemental régional portant sur le budget primitif en date du 10 décembre 2020 portant sur le budget primitif ;

VU les avis émis par les commissions saisies ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2020-060 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

DELIBERE

TITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1

Le montant des recettes affectées à la section de fonctionnement est fixé pour 2021 à 5 974 321 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3e partie (B) du budget annexé à la présente délibération.

Le montant de l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget est fixé pour 2021 à 578 814 000 euros.

Le montant des recettes affectées à la section d'investissement est fixé pour 2021 à 4 626 785 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3e partie (A) du budget annexé à la présente délibération.

Article 2

Le Conseil régional réitère, dans le contexte de crise que notre pays et notre territoire traversent, le mandat donné à la Présidente de la Région pour obtenir du Gouvernement, notamment dans le cadre des négociations qui suivront l'accord de partenariat Etat-régions du 28 septembre 2020 :

a. une indexation de la dotation régionale d'équipement scolaire afin que les évolutions démographiques et l'inflation soient prises en compte dans son calcul ;

b. des ressources pérennes et dynamiques, en phase avec ses compétences, pour répondre aux besoins des Franciliens ;

c. la mise en place d'une TVA à 5,5 % dans les transports publics ;

d. la possibilité de moduler le taux, le barème et l'assiette de ses recettes d'origine fiscale ;

e. une péréquation plus juste et équilibrée, qui tienne compte de l'ampleur des enjeux spécifiques au sein de chaque territoire régional, en termes de déséquilibres territoriaux, d'enjeux environnementaux, de besoins de transports urbains et de charges de centralité ;

f. le remboursement des charges nettes non compensées par l'Etat issues de la phase II de la décentralisation ;

g. une indexation sur l'ensemble des fractions de TICPE attribuées à la Région, puisqu'elles correspondent à des compensations de compétences, aux coûts dynamiques, transférées par l'Etat à la Région ;

h. le renforcement de la pertinence du dispositif d'exonération fiscale régional des cartes grises pour les véhicules propres, en inscrivant dans la loi que les véhicules polluants soumis au malus écologique ne bénéficieront pas de l'exonération régionale de cartes grises au titre des véhicules dits « propres » ;

i. la mise en place d'un mécanisme plancher, pris à un haut niveau de norme législative (organique ou de programmation), pour garantir une stabilité des ressources locales, au regard des impératifs de continuité des compétences territoriales ;

j. le soutien des autorités nationales et européennes, pour un traitement préférentiel des émetteurs publics d'emprunts verts et responsables, contrepartie des efforts des collectivités territoriales dans la lutte contre le dérèglement climatique et en faveur de l'écologie ;

k. la mise en place d'une expérimentation de taxe kilométrique pour les poids lourds en transit en Ile-de-France.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 3

Le montant des autorisations de programme ouvertes à la section d'investissement du budget de la Région d'Ile-de-France est fixé pour 2021 à 2 583 316 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3e partie (A) du budget annexé à la présente délibération.

Le montant des crédits de paiement ouverts à la section d'investissement est fixé pour 2021 à 4 626 785 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3e partie (A) du budget annexé à la présente délibération.

Le montant des autorisations d'engagement ouvertes à la section de fonctionnement du budget de la Région d'Ile-de-France est fixé pour 2021 à 2 109 776 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3e partie (B) du budget annexé à la présente délibération.

Le montant des crédits de paiement ouverts à la section de fonctionnement est fixé pour 2021 à 5 974 321 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant à la 3e partie (B) du budget annexé à la présente délibération.

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

TITRE III
DISPOSITIONS DIVERSES

Article 4

Décide de constituer 10 provisions pour un montant de 3 410 000 euros au titre du risque de contentieux pour les litiges récapitulés dans le tableau joint en annexe n° 3 à la présente délibération. Ces provisions sont imputées sur le chapitre 945 « Provisions et autres charges opérations mixtes », nature 6815 « Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement ».

Article 5

Approuve la reprise partielle de provision déclinée selon l'annexe IV – B3 du document budgétaire joint en annexe à la présente délibération comme suit : Reprise partielle de 1 400 000 euros de la provision de 3 132 600 euros constituée par la délibération CR 83-14 du 21 novembre 2014 au titre du risque de contentieux lié aux loyers de la Tour Montparnasse. Cette reprise est inscrite sur le chapitre 945 « Provisions et autres opérations mixtes », nature 7815 « Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement ».

Article 6

Au-delà du montant de l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget, il peut être procédé, dans la limite de 587 000 000 euros, à des tirages d'emprunt ayant pour objet le refinancement d'opérations de remboursement qui seraient effectuées, dans les mêmes limites, sur l'encours de dette mobilisé sur la ligne de crédit long terme à encours variable conclue en 2007 auprès du groupe Caisse d'Epargne-Crédit Foncier. La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France est autorisée à négocier et à signer les documents contractuels correspondants.

Article 7

Les emprunts de la Région Ile-de-France nécessaires à l'équilibre du budget peuvent être contractés sur une durée maximale de 30 ans, soit dans le cadre du document d'information relatif à son programme d'émissions internationales de titres à moyen terme (Euro Medium Term Note - *EMTN)*, soit hors de cette documentation-cadre.

Ces emprunts peuvent prendre la forme :

1. de contrats nécessaires à l'émission de titres, avec ou sans cotation, qu'il s'agisse d'émissions syndiquées ou non, réalisées dans le cadre d'une offre au public de titres financiers au sens du règlement (UE) n°2017/1129 du 14 juin 2017 et de l'article L. 411-1 du code monétaire et financier, ou réservées aux investisseurs qualifiés au sens de l'article 2 du règlement (UE) n°2017/1129 du 14 juin 2017 et de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier, de bons nominatifs ou autres instruments similaires ;

2. de contrats auprès d'institutions financières publiques nationales et internationales, à mobilisation annuelle ou pluriannuelle ;

3. de tirages dans le cadre du contrat mentionné à l'article 6 ;

4. de contrats d'emprunt auprès des établissements bancaires.

Ces emprunts peuvent être régis par le droit français ou par le droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

Ces emprunts peuvent être libellés en euros ou en toutes autres devises. Dans ce dernier cas, afin d'assurer une couverture intégrale du risque de change de la Région, un contrat d'échange de devises contre euros doit être conclu lors de la souscription de l'emprunt pour le montant total et la durée totale de l'emprunt.

Les emprunts contractés au titre de cet article, le cas échéant après contrat d'échange de devises, sont indexés uniquement sur des indices sous-jacents de la zone euro communément utilisés par les marchés financiers.

En termes de structure, ils ne comportent aucun effet multiplicateur.

Les offres sont sélectionnées après mise en concurrence par appels à propositions, adressés à plusieurs établissements financiers.

Les primes et commissions versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers lors d'une opération d'emprunt ne peuvent excéder 0,50 % du montant de l'opération réalisée.

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à définir l'ensemble des caractéristiques de l'opération (notamment en termes de montant, durée, type d'amortissement), à lancer des consultations, à retenir les meilleures offres, à passer les ordres pour effectuer l'opération retenue et à signer les documents contractuels correspondants et les avenants éventuels.

Article 8

La Présidente du Conseil Régional est habilitée à mettre à jour et à signer la documentation et les contrats relatifs à l'actualisation du programme EMTN, dont le « Document d'Information » qui s'est substitué en 2020 à l'ancien prospectus, supprimé pour les autorités régionales ou locales des Etats Membres de l'Union. Ce programme EMTN actualisé porte les engagements de la Région en matière de financements verts et responsables.

Article 9

Pour couvrir ses besoins de trésorerie, la Région peut recourir à des émissions de titres de créances négociables à court terme (dits NEU CP, ex billets de trésorerie) réalisées dans le cadre de son programme signé en 2002. Les émissions sont réalisées après consultation de l'ensemble des établissements ayant signé le programme. La Région a la faculté d'effectuer à son gré des émissions et des remboursements, dans la limite du plafond de ce programme.

Le plafond de ce programme est porté, à compter de 2021, à 1 500 000 000 euros.

La Présidente du Conseil Régional est habilitée à mettre à jour et à signer la documentation et les contrats relatifs à ce programme.

La durée des titres émis dans le cadre de ce programme ne peut excéder 12 mois. Les titres sont émis en euros, soit à taux fixe, soit à taux variable.

Dans le cas d'émissions à taux fixe, un contrat d'échange de taux fixe contre taux variable peut être conclu. Dans le cas d'émissions à taux variable, un contrat d'échange de taux variable contre taux fixe peut être conclu. La Présidente du Conseil Régional est habilitée à négocier et à signer les documents contractuels correspondants.

Article 10

Pour la gestion de sa trésorerie, la Région peut utiliser la ligne de crédit mentionnée à l'article 6 en tant que ligne de trésorerie et elle aura la faculté d'effectuer à son gré des tirages et des remboursements sur cette ligne dans la limite du plafond contractuel, fixé à 587 000 000 euros.

Article 11

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à lancer des consultations, retenir les meilleures offres et signer les documents contractuels pour la mise en place d'une ou plusieurs lignes de trésorerie pour un montant maximum de 1 000 000 000 euros. La Région a la faculté d'effectuer à son gré des tirages et des remboursements sur ces lignes pour répondre aux besoins occasionnels de trésorerie. Ces lignes peuvent être indexées, au choix de la Région, sur les indices sous-jacents de la zone euro communément utilisés par les marchés financiers.

Article 12

Les emprunts en cours au 31 décembre 2020, ou contractés au titre de l'exercice 2021, peuvent faire l'objet d'opérations d'aménagement et de gestion active de la dette dans un objectif de couverture du risque de taux d'intérêt et d'optimisation du coût de la dette régionale.

Le capital des emprunts faisant l'objet de ces opérations ne peut être supérieur à leur capital restant dû.

Ces opérations peuvent prendre la forme de contrats de couverture ou d'échange de taux d'intérêt à engagement ferme, conditionnel ou optionnel sur les marchés de gré à gré, afin de transférer le risque de taux entre taux variable et taux fixe ou inversement, de garantir ou de fixer par anticipation ou en différé un niveau de taux ou de marge.

La durée maximale de ces opérations ne doit pas être supérieure à la durée d'amortissement résiduelle des emprunts sur lesquels elles portent.

Les produits de couverture retenus sont, en termes d'indices, indexés uniquement sur des indices sous-jacents de la zone euro communément utilisés par les marchés financiers et, en termes de structure, ne comportent aucun effet multiplicateur.

Les établissements de crédit cocontractants doivent être sélectionnés à la suite d'une consultation mettant en concurrence au moins deux établissements dont la compétence est reconnue pour ce type d'opération.

Les primes et commissions cumulées versées au titre des contrats de couverture et d'échange de taux d'intérêt ne peuvent excéder 0,50 % annuellement du capital de référence cumulé couvert.

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à lancer des consultations, retenir les meilleures offres, passer les ordres pour effectuer l'opération retenue, signer les documents contractuels correspondants ainsi qu'à résilier ou modifier les contrats déjà conclus.

Article 13

La Présidente du Conseil Régional est autorisée à opérer des remboursements anticipés d'emprunts. Elle est autorisée à lancer des consultations, négocier et signer les documents contractuels pour la mise en œuvre de ces opérations.

Article 14

La Présidente du Conseil Régional est habilitée à prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1 618-2 du code général des collectivités territoriales concernant les placements des fonds disponibles, dans les conditions prévues par cet article.

La Présidente du Conseil Régional est habilitée à négocier et signer tout document nécessaire à la réalisation de ces placements.

La décision prise dans le cadre de cette délégation doit porter les mentions suivantes :

- l'origine des fonds ;
- le montant à placer ;
- la nature du produit souscrit ;
- la durée du placement ou l'échéance maximale du placement.

Article 15

L'assemblée délibérante est tenue informée, à l'issue de chaque exercice budgétaire, des opérations conduites en application des articles 7, 11, 12, 13 et 14 du présent titre. Il est rendu compte des éléments relatifs aux opérations visées par ces articles au compte administratif de l'exercice considéré. S'agissant des opérations visées à l'article 12, ce compte rendu précise les caractéristiques de chacune des opérations (taux de référence, durée, montant et spécification de la dette couverte) et les conditions d'exécution du contrat. Il fait en outre apparaître le montant de la dette couverte ainsi que le total des charges et produits constatés sur chaque ligne d'emprunt depuis la signature des contrats correspondants.

Article 16

Approuve la création de 107 postes ainsi que de 1 poste d'assistants technique dans le cadre des programmes européens. La ventilation par catégorie et cadre d'emploi est déclinée selon le tableau figurant à l'annexe n° 1 jointe à la présente délibération.

Article 17

Le Conseil régional autorise le recours à des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en raison des besoins de service ou de la nature des fonctions, sur les postes de catégorie A inscrits en annexe IV D1 « Autres éléments d'informations – Etat du personnel au 01/01/2021 » à la présente délibération et dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 de la présente délibération, à la condition qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Article 18

Le Conseil régional mandate la Présidente pour obtenir de l'Etat :

- le remboursement partiel des masques achetés par la Région Ile-de-France sur l'ensemble de l'année 2020 et non pas uniquement entre le 13 avril et le 1er juin 2020 comme prévu actuellement ;

- la capacité d'imputer directement en section d'investissement du budget régional certaines dépenses exceptionnelles de réponse à la crise de la Covid-19, en particulier s'agissant du soutien au tissu économique, afin de pouvoir les financer par l'emprunt sans pour autant déséquilibrer la section de fonctionnement du budget.

Article 19

Le Conseil régional mandate la Présidente pour demander à l'Etat de clarifier les compétences en matière d'investissement pour les formations sanitaires, et pour obtenir la compensation intégrale des dépenses régionales liées.

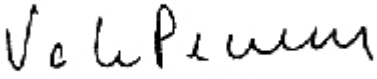
Article 20

Il est créé un label « formations régionales climat » ouvrant droit à un « bonus éco » sur le coût contrat des CFA. Une réflexion sera menée sur l'extension de ce label à toutes les formations.

Article 21

Il est identifié un agent référent au sein des services, travaillant avec l'ensemble des services régionaux concernés par l'innovation sociale et pouvant être le point d'entrée unique des porteurs de projets et le contact privilégié des partenaires de la région.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 17 décembre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 17 décembre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201216-lmc199820-BF-1-1) et affichage ou notification le 17 décembre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexes 1, 2 et 3 à la délibération

Annexe 1 à la délibération

CREATION D'EMPLOIS PAR CATEGORIE

Créations d'emploi concernant les établissements publics locaux d'enseignement

VENTILATION SELON LA DESTINATION DES CREATIONS D'EMPLOIS	CATEGORIE	CADRE D'EMPLOIS	NOMBRE DE POSTES
Brigade mobile d'urgence pour les lycées	B	Technicien	1
	C	Adjoint technique	4
Créations d'emplois pour les lycées liées au renforcement de l'organisation des services dans les établissements publics	C	Adjoint technique des établissements d'enseignement	101
S/Total			**106**

Créations d'emploi concernant les services du siège

VENTILATION SELON LA DESTINATION DES CREATIONS D'EMPLOIS	CATEGORIE	CADRE D'EMPLOIS	NOMBRE DE POSTES
Création d'un poste de Directeur Général Adjoint (DGA)	A	Administrateur	1

VENTILATION SELON LA DESTINATION DES CREATIONS D'EMPLOIS	CATEGORIE	CADRE D'EMPLOIS	NOMBRE DE POSTES
Emplois dédiés à l'assistance technique dans le cadre des programmes européens	A	Attaché territorial	1

Annexe 2 à la délibération :
Fonctions regroupant les postes de catégorie A, B et C pour lesquels l'Assemblée régionale autorise le recours à des agents contractuels

Une Fonction regroupe les postes budgétaires proches les uns des autres du fait des activités exercées, des connaissances et savoir-faire mobilisés ainsi que du niveau de compétences attendu. Aussi, les fonctions décrites ci-après regroupent l'ensemble des postes de catégorie A, B et C pour lesquels l'Assemblée régionale autorise le recours à des agents contractuels.

* Le total de la rémunération des contractuels correspond au traitement indiciaire mensuel brut de référence et au régime indemnitaire versé en application de la délibération CR 2017-175 du 23 novembre 2017 et de la délibération CR 2018-036 du 20 septembre 2018.

FONCTIONS	NATURE DES FONCTIONS	GRADES DE REFERENCE	NIVEAU DE RECRUTEMENT	REMUNERATION*
Domaine 4 : Pilotage des ressources				
Famille 18 : Management stratégique				
Directeur / Directrice	Mission : Participer à la définition des orientations de l'institution et assurer leur mise en œuvre. Sous la responsabilité de la direction générale, assurer la direction des services dont il a la charge et piloter leur organisation. Connaissances : Très bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire, leurs enjeux et évolutions. Connaissance des fondements de l'action publique et des libertés publiques. Très bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Connaissance des réglementations applicables aux collectivités et à leurs groupements. Connaissance du statut de la fonction publique territoriale. Maîtrise les risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissances en gestion financière, contrôle de gestion et procédures budgétaires/comptables. Niveau de technicité : Conception, élaboration et contrôle de la mise en œuvre de politiques publiques. Traduire des orientations, politiques et objectifs au niveau d'une structure administrative en objectifs spécifiques, programmes et plans d'actions et piloter leur mise en œuvre. Veiller au déploiement des objectifs et assurer le suivi des résultats afférents auprès de plusieurs pôles, services. Allouer des ressources et délégations nécessaires aux activités. Exercer une fonction avec des responsabilités managériales. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe- Administrateur général - Attaché principal Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe - Ingénieur général - Ingénieur principal	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable de direction	Mission : Diriger des structures et/ou équipes et piloter leur organisation. Participer à la définition des orientations de la collectivité et assurer leur mise en œuvre. Il peut être autorité hiérarchique et conduire les entretiens professionnels, à ce titre. Connaissances : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire, leurs enjeux et évolutions. Connaissance des fondements de l'action publique et des libertés publiques. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Connaissance des réglementations applicables aux collectivités et à leurs groupements. Connaissance du statut de la fonction publique territoriale. Maîtrise les risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissances en gestion financière, contrôle de gestion et procédures budgétaires/comptables. Niveau de technicité : Coordination et mise en œuvre de politiques publiques. Traduire des orientations, politiques et objectifs au niveau d'une structure administrative en objectifs spécifiques, programmes et plans d'actions et piloter leur mise en œuvre. Veiller au déploiement des objectifs et assurer le suivi des résultats afférents auprès de plusieurs services. Allouer des ressources et délégations nécessaires aux activités. Exercer une fonction avec des responsabilités managériales. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Directeur / Directrice adjoint /adjointe	Mission : Contribuer à organiser les moyens matériels et humains afin d'assurer la mise en œuvre des politiques publiques avec efficience et en adéquation avec les objectifs de la direction. Peut recevoir une délégation de fonctions temporaire (partielle ou totale) et/ou assurer l'intérim de l'autorité hiérarchique. Connaissances : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire, leurs enjeux et évolutions. Connaissance des fondements de l'action publique et des libertés publiques. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Connaissance des réglementations applicables aux collectivités et à leurs groupements. Connaissance du statut de la fonction publique territoriale. Maîtrise les risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissances en gestion financière, contrôle de gestion et procédures budgétaires/comptables. Niveau de technicité : Coordination et mise en œuvre de politiques publiques. Traduire des orientations, politiques et objectifs au niveau d'une structure administrative en objectifs spécifiques, programmes et plans d'actions et piloter leur mise en œuvre. Veiller au déploiement des objectifs et assurer le suivi des résultats afférents auprès de plusieurs services. Allouer des ressources et délégations nécessaires aux activités. Exercer une fonction avec des responsabilités managériales. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 15 : Elaboration des politiques publiques				
Inspecteur général / Inspectrice générale	Mission : Piloter des missions générales de contrôle, d'audit, d'étude, de conseil, de médiation à l'égard des services de la collectivité et des organismes associés. Connaissances : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire (finances publiques, comptabilité publique, comptabilité générale, analytique, gestion budgétaire, statut de la fonction publique, droit public, etc.), leurs enjeux et évolutions. Bonnes connaissances des fondements de Niveau de technicité : Conception, élaboration et mise en œuvre de politiques publiques. Coordination d'études et/ou des projets transversaux en intégrant des contraintes techniques administratives et financières. Elaboration de solutions à des problèmes transversaux complexes.	Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe- Administrateur général Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe - Ingénieur général	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Expert/Experte de haut niveau	Mission : Fournir au management supérieur, sur la demande de celui-ci, ou de sa propre initiative, une expertise sûre et indépendante dans un domaine de spécialité juridique, budgétaire ou technique, pour lui permettre d'agir en pleine connaissance de l'état des sujets, de leurs perspectives et des conséquences des actions envisagées. Connaissances : Très bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire (finances publiques, comptabilité publique, comptabilité générale, analytique, gestion budgétaire, statut de la fonction publique, droit public, etc.), leurs enjeux et évolutions. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Très bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Directeur/Attaché hors classe - Administrateur – Administrateur hors classe - Administrateur général Ingénieur hors-classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe - Ingénieur général	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Chargé /Chargée de mission politiques publiques	Mission : A partir des orientations de la direction générale, exercer une activité d'expertise et de prospective qui contribue à l'élaboration et au déploiement efficient des politiques publiques. Connaissances : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire (finances publiques, comptabilité publique, comptabilité générale, analytique, gestion budgétaire, statut de la fonction publique, droit public, etc.), leurs enjeux et évolutions. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Très bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe- Ingénieur en chef Attaché de conservation du patrimoine.	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Directeur / Directrice de projet complexe	Mission : Diriger des structures et/ou équipes et piloter leur organisation ou conduire des projets stratégiques pour la collectivité. Participer à la définition des orientations de la collectivité et assurer leur mise en œuvre. Il peut être autorité hiérarchique et conduire les entretiens professionnels, à ce titre. Connaissances : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire, leurs enjeux et évolutions. Connaissance des fondements de l'action publique et des libertés publiques. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Connaissance des réglementations applicables aux collectivités et à leurs groupements. Connaissance du statut de la fonction publique territoriale. Maîtrise les risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissances en gestion financière, contrôle de gestion et procédures budgétaires/comptables. Niveau de technicité : Coordination et mise en œuvre de politiques publiques. Traduire des orientations, politiques et objectifs au niveau d'une structure administrative en objectifs spécifiques, programmes et plans d'actions et piloter leur mise en œuvre. Veiller au déploiement des objectifs et assurer le suivi des résultats afférents auprès de plusieurs services. Allouer des ressources et délégations nécessaires aux activités. Exercer une fonction avec des responsabilités managériales. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Chef / Cheffe de projet complexe	Mission : Diriger des projets stratégiques pour la collectivité. Participer à la définition des orientations de la collectivité et assurer leur mise en œuvre. Connaissances : Bonnes connaissances de l'environnement territorial, des politiques publiques locales et de leur cadre réglementaire, leurs enjeux et évolutions. Connaissance des fondements de l'action publique et des libertés publiques. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Connaissance des réglementations applicables aux collectivités et à leurs groupements. Connaissance du statut de la fonction publique territoriale. Maîtrise les risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissances en gestion financière, contrôle de gestion et procédures budgétaires/comptables. Niveau de technicité : Coordination et mise en œuvre de politiques publiques. Traduire des orientations, politiques et objectifs au niveau d'une structure administrative en objectifs spécifiques, programmes et plans d'actions et piloter leur mise en œuvre. Veiller au déploiement des objectifs et assurer le suivi des résultats afférents auprès de plusieurs services. Allouer des ressources et délégations nécessaires aux activités. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Directeur/Attaché hors classe – Administrateur – Administrateur hors-classe Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef – Ingénieur en chef hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 17 : Management opérationnel				
Responsable de service	Mission : Participer à la définition de la stratégie de déploiement des politiques publiques de son périmètre. Organiser les moyens matériels et humains à disposition afin d'assurer leur mise en œuvre avec efficience et en adéquation avec les objectifs de la direction. Autorité hiérarchique, conduite des entretiens professionnels. Connaissances : Connaissances des réglementations du périmètre d'intervention. Bonnes Connaissances en droit et gestion publique (statut, marchés publics, finances, comptabilité, etc.). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Conception, élaboration et mise en œuvre de politiques publiques. Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration des plans d'actions et la mise en œuvre de la partie correspondant à ce domaine. Coordonner le travail d'un service. Savoir déployer un management à la fois vertical et transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe- Ingénieur en chef	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable de service adjoint / adjointe	Mission : Participer au déploiement des politiques publiques de son périmètre. Contribuer à l'organisation des moyens matériels et humains à disposition afin de participer à leur mise en œuvre avec efficience et en adéquation avec les objectifs du service. Peut recevoir une délégation de fonctions temporaire (partielle ou totale) et/ou assurer l'intérim de l'autorité hiérarchique. Connaissances : Connaissances des réglementations du périmètre d'intervention. Bonnes Connaissances en droit et gestion publique (statut, marchés publics, finances, comptabilité, etc.). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Elaboration et mise en œuvre de politiques publiques. Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration des plans d'actions et la mise en œuvre de la partie correspondant à ce domaine. Participer à la coordination du travail d'un service. Savoir déployer un management à la fois vertical et transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques. Coordonner des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe- Ingénieur en chef	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Chargé /Chargée de coordination des infrastructures SI	Mission : Mettre en œuvre des projets relatifs aux technologies de l'information et de la communication de son périmètre. Autorité hiérarchique, conduite des entretiens professionnels. Connaissances : Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Connaissances de l'architecture, modélisation et fonctionnalités du SI de son périmètre d'intervention. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable de secteur	Mission : Organiser les moyens matériels et humains à disposition afin d'assurer une mise en œuvre efficiente des politiques publiques, en adéquation avec les objectifs de la direction. Assurer l'autorité hiérarchique. Connaissances : Bonnes connaissances des réglementations du périmètre d'intervention. Bonnes connaissances en droit et gestion publique (statut de la fonction publique, marchés publics, finances, comptabilité, etc.). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Mettre en œuvre de politiques publiques. Animer une équipe et élaborer des plans d'actions. Coordonner le travail et les activités d'un secteur. Apporter une expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien : Niveau BAC technologique ou professionnel ou sanctionnant une formation technico-professionnelle ou équivalente ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien principal 2eme classe / Technicien principal 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercées dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 16 : Management de proximité				
Responsable d'équipe	Mission : Participer au déploiement des politiques publiques de son périmètre. Contribuer à l'organisation des moyens matériels et humains à disposition afin de participer à leur mise en œuvre avec efficience et en adéquation avec les objectifs du service. Assurer l'autorité hiérarchique. Connaissances : Connaissances des réglementations du périmètre d'intervention. Bonnes connaissances en droit et gestion publique (statut, marchés publics, finances, comptabilité, etc.). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Mise en œuvre de politiques publiques. Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration des plans d'actions et la mise en œuvre de la partie correspondant à ce domaine. Participer à la coordination du travail d'un service. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux.	Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Technicien : Niveau BAC technologique ou professionnel ou sanctionnant une formation technico-professionnelle ou équivalente ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien principal 2eme classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercée dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe Technicien principal 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercées dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Chef/ cheffe de cuisine, Responsable d'entretien, Responsable d'entretien et de maintenance, Responsable de maintenance	Mission : Participer au déploiement des politiques publiques de son périmètre. Contribuer à l'organisation des moyens matériels et humains à disposition afin de participer à leur mise en œuvre avec efficience et en adéquation avec les objectifs du service. Assurer l'autorité hiérarchique. Connaissances : Connaissances des réglementations du périmètre d'intervention. Bonnes Connaissances en droit et gestion publique (statut, marchés publics, finances, comptabilité, etc.). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Mise en œuvre de politiques publiques. Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration des plans d'actions et la mise en œuvre de la partie correspondant à ce domaine. Participer à la coordination du travail d'un service. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux.	Agent de maitrise, adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement, adjoint technique principal de 1ère classe des établissements d'enseignement,	CAP ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience dans la spécialité technique supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Domaine 3 : Organisation et gestion des ressources				
Famille 9 : Affaires générales				
Auditeur / Auditrice Contrôleur / Contrôleuse interne/externe	Missions : Analyser le fonctionnement des activités de l'institution et de ses organismes associés et effectuer des préconisations (audit) ou mettre en œuvre un dispositif de contrôle de l'organisation et des processus pour réduire les risques liés au fonctionnement de la collectivité et faciliter la continuité de ses activités en cas de problème majeur (contrôle). Connaissances : Maîtrise du cadre réglementaire et législatif relatif au contrôle et à l'audit interne. Maîtrise de la méthodologie et des normes professionnelles d'audit et de contrôle interne. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, du fonctionnement des assemblées délibérantes, des processus de décision et circuits administratifs. Bonne connaissance des risques juridiques et financiers liées à la gestion locale. Connaissance de l'organisation et du fonctionnement interne de l'institution. Connaissances de base de la stratégie des organisations. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Chargé /Chargée de coordination affaires générales	Mission : Coordonner en transversalité l'activité et les procédures administratives, juridiques et/ou financières d'une unité, d'une direction ou d'un service. Connaissances : Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des règles et procédures budgétaires et comptables. Bonnes connaissances du code des marchés publics. Bonnes connaissances du processus de décision des exécutifs locaux, le fonctionnement des assemblées délibérantes, les processus de décision et circuits administratifs. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Gestionnaire affaires générales	Mission: Assurer la gestion et le suivi administratif, budgétaire ou comptable de dossiers complexes de son périmètre. Connaissances : Bonnes connaissances des techniques rédactionnelles. Bonnes connaissances des politiques publiques du secteur d'intervention. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances des champs disciplinaires de son périmètre d'intervention. Technicité : Coordonner les activités de suivi de son secteur d'intervention. Communiquer avec des acteurs internes et externes sur des procédures. Réalisation de tâches complexes. Maîtrise technique de gestion administrative.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Assistant / assistante de direction générale	Mission: Assurer un secrétariat particulier de haut niveau en lien avec l'exécutif et l'encadrement stratégique. Connaissances : Très bonnes connaissances des techniques rédactionnelles et d'expression orale. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances des circuits administratifs, des techniques de classements et d'archivage. Technicité : Assurer le suivi des dossiers administratifs. Communiquer avec des acteurs internes et externes. Maîtriser des techniques d'accueil physique et téléphonique. Réaliser de tâches complexes. Maîtriser les techniques de secrétariat, de prise de notes et de gestion administrative.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Conducteur / Conductrice automobile	Mission : En fonction de son domaine et de son lieu d'affectation, transporter des personnes et/ou équipements, courriers, colis ne nécessitant pas de manipulation lourde ou de matériel de portage. Contrôle, entretien et maintenance préventive du véhicule . Connaissances : Bonnes connaissances des règles de la circulation routière, de sécurité et sanctions encourues en cas de non respect. Bonnes connaissances des principes courants de fonctionnement d'un véhicule automobile. Niveau de technicité : Permis nécessaire à la conduite des véhicules affectés.	Adjoint technique principal de 2ème classe - Adjoint technique principal de 1ère classe.	CAP ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 8 : Achat public/Affaires juridiques				
Acheteur / Acheteuse public	Mission : Participer à la programmation et à la stratégie d'achat dans son périmètre d'intervention. Management de l'achat public de l'évaluation des besoins au bilan d'exécution. Pilote la conception et l'élaboration de la commande publique en liaison avec les services concernés avec pour objectif de satisfaire les besoins tout en optimisant l'impact économique, social et environnemental de l'acte d'achat. Connaissances : Très bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Connaissances des techniques de rédaction administrative. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Connaissance ou sensibilisation au droit de la concurrence et au droit privé. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets marchés publics	Mission : Concevoir et élaborer les contrats publics et les dossiers de marchés publics (procédure, programmation, etc.), en liaison avec les pôles, directions, services concernés. Connaissances : Très bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Connaissances des techniques de rédaction administrative. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Juriste	Mission : Mission de conseil juridique, de rédaction ou de contrôle de la validité des actes et de gestion des litiges et des contentieux. Connaissances : Connaissances approfondies dans une ou plusieurs branches spécialisées du droit. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Gestionnaire affaires juridiques	Mission : Assurer la gestion et le suivi juridique, administratif, budgétaire ou comptable de dossiers complexes de son périmètre. Connaissances : Bonnes connaissances des techniques rédactionnelles. Bonnes connaissances des politiques publiques du secteur d'intervention. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances des champs disciplinaires de son périmètre d'intervention. Technicité : Coordonner les activités de suivi de son secteur d'intervention. Communiquer avec des acteurs internes et externes sur des procédures. Réalisation de tâches complexes. Maîtrise technique de gestion administrative.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Gestionnaire commande publique	Mission: Assurer la gestion et le suivi administratif, budgétaire ou comptable de dossiers complexes de son périmètre. Connaissances : Bonnes connaissances des techniques rédactionnelles. Bonnes connaissances des politiques publiques du secteur d'intervention. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances des champs disciplinaires de son périmètre d'intervention. Technicité : Coordonner les activités de suivi de son secteur d'intervention. Communiquer avec des acteurs internes et externes sur des procédures. Réalisation de tâches complexes. Maîtrise technique de gestion administrative.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 10 : Communication				
Attaché / Attachée de presse	Mission : Gérer les relations avec les médias (presse écrite, TV, radio, web, etc.). Contribuer à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions de communication internes et externes, vers des publics variés, en cohérence avec la stratégie de communication globale. Connaissances : Connaissances des techniques journalistiques et de plan médias. Bonnes connaissances des modes de fonctionnement et de l'organisation des médias. Bonnes capacités rédactionnelles. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Gérer un domaine d'activités spécifiques en participant à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans d'actions. S'exprimer avec des interlocuteurs de niveaux professionnels variés. Etablir et entretenir des relations avec les partenaires décideurs et des acteurs externes. Optimiser les moyens d'action et ressources pour atteindre les objectifs de l'activité.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets communication	Mission : Mettre en œuvre la communication et la valorisation des dispositifs régionaux au sein de son unité. Connaissances : Capacités rédactionnelles. Connaissance de base des principaux langages de la communication (écrit, oral, événementiel, signalétique, charte graphique, multimédia, etc.). Connaissance des méthodes d'ingénierie de projet de communication. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Choisir parmi les moyens d'actions les mieux adaptés à chaque situation.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Chargé/ chargée de coordination des actions de communication	Mission : Elaborer, coordonner et mettre en œuvre les actions de communication vers des publics variés, en cohérence avec la stratégie de communication globale. Connaissances : Connaissances des principaux langages de la communication (écrit, oral, événementiel, signalétique, charte graphique, multimédia, etc.). Très bonnes connaissances des méthodes d'ingénierie de projet de communication. Bonnes connaissances des techniques rédactionnelles (papier, web, etc.). Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : S'exprimer avec des interlocuteurs de niveaux professionnels variés. Etablir et entretenir des relations avec des partenaires internes et externes. Mobiliser un ensemble d'acteurs en vue de la mise en œuvre des politiques régionales. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Chargé/ chargée des actions de communication	Mission : Participer à la mise en œuvre des actions de communication vers des publics variés, en cohérence avec la stratégie de communication globale. Connaissances : Connaissances des outils de la communication (édition, événementiel, signalétique, média, etc.). Bonnes connaissances des techniques rédactionnelles (papier, web, etc.). Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Communiquer avec des partenaires internes et externes. Mobiliser un ensemble d'acteurs en vue de la mise en œuvre d'une action de communication. Collecter, structurer et analyser des informations. S'adapter à de nouveaux outils et techniques.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Infographiste -PAO	Mission : Participer à la réalisation d'illustrations, de visuel ou de supports graphiques de communication interne et externe. Connaissances : Très bonnes connaissances des logiciels d'arts graphiques. Bonnes connaissances de la charte graphique régionale. Connaissances des outils de la communication (édition, événementiel, signalétique, média, etc.). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Communiquer avec des interlocuteurs variés, internes et externes. Maîtrise des techniques de conception graphique. Analyser des besoins. S'adapter à de nouveaux outils et techniques. Capacités de créativité.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien : Niveau BAC technologique ou professionnel ou sanctionnant une formation technico-professionnelle ou équivalente ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien principal 2eme classe / Technicien principal 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercées dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 11 : Finances				
Contrôleur / Contrôleuse de gestion	Mission : Concevoir et animer un dispositif d'aide au pilotage pour améliorer les connaissances des moyens et des ressources de l'action publique et optimiser leur rapport avec les résultats de l'activité de l'institution. Connaissances : Bonnes connaissances des moyens et ressources de l'action publique. Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des outils et techniques du contrôle de gestion. Connaissances des méthodes et outils d'analyse des coûts. Connaissances de base en droit public. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Contrôleur / Contrôleuse budgétaire	Mission : Concevoir et animer un dispositif de conseil à l'élaboration et l'exécution budgétaire de son portefeuille. Est garant de l'optimisation de l'allocation des ressources. Connaissances : Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des règles et procédures budgétaires et comptables. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Chargé /Chargée de coordination budgétaire et/ou comptable	Mission : Coordonner l'activité budgétaire, comptable et/ou financière de son périmètre. Connaissances : Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des règles et procédures budgétaires et comptables. Bonnes connaissances du code des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable opérationnel des processus financiers	Mission : Participer à la définition, mettre en œuvre, suivre et contrôler les processus financiers de son périmètre (emprunt, dette, recettes, trésorerie) en lien avec les partenaires internes et externes. Connaissances : Bonnes connaissances des finances publiques. Maîtrise des règles et procédures budgétaires et comptables. Connaissance des outils de suivi financier et applications comptables. Maîtrise de l'anglais professionnel et financier (conversation, négociation, discussions budgétaires). Connaissances de base des techniques de simulation financière. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets affaires financières	Mission : Piloter des projets en vue de déployer et/ou réformer un système, un processus, dans le domaine des affaires financières. Connaissances : Connaissances des procédures et règles budgétaires et de comptabilité publique (nomenclature M71). Connaissance des applications comptables et bureautiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Gestionnaire comptable et financier	Mission: Assurer la gestion et le suivi administratif, budgétaire ou comptable de dossiers complexes de son périmètre. Connaissances : Bonnes connaissances des techniques rédactionnelles. Bonnes connaissances des politiques publiques du secteur d'intervention. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances des champs disciplinaires de son périmètre d'intervention. Technicité : Coordonner les activités de suivi de son secteur d'intervention. Communiquer avec des acteurs internes et externes sur des procédures. Réalisation de tâches complexes. Maîtrise technique de gestion administrative.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 12 : Ressources Humaines				
Responsable des dispositifs ressources humaines	Mission : Mettre en œuvre et suivre les dispositifs RH dont il a la charge (prévention-santé au travail, maintien dans l'emploi, dialogue social, gestion de fin de carrière, etc.). Connaissances : Connaissances du statut de la fonction publique. Connaissances en droit public. Bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable du recrutement et des parcours professionnels	Mission : Assurer la gestion individuelle des agents sur son périmètre : mobilité, recrutement, accompagnement des parcours, gestion des situations individuelles, etc. Connaissances : Très bonnes connaissances du statut de la fonction publique et des règles de gestion associées. Connaissances en droit public. Bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets ressources humaines	Mission : Piloter l'accompagnement et le déploiement des politiques RH de son périmètre (formation, GPEC, organisation, effectifs, etc.). Connaissances : Bonnes connaissances du statut de la fonction publique. Connaissances en droit public. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable du management des ressources humaines	Mission : Participer à l'élaboration et au portage des politiques RH au sein des pôles. Assure le conseil RH auprès des DGA, encadrement et agents dans une logique d'harmonisation et d'accompagnement collectif. Connaissances : Très bonnes connaissances du statut de la fonction publique. Bonnes connaissances en droit public. Bonnes connaissances en gestion de compétences. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Savoir déployer un management à la fois vertical et transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques. Conception, élaboration et mise en œuvre de politiques publiques. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe - Administrateur territorial	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Gestionnaire ressources humaines	Mission: Assurer la gestion et le suivi administratif, budgétaire ou comptable de dossiers complexes de son périmètre. Connaissances : Bonnes connaissances des techniques rédactionnelles. Bonnes connaissances des politiques publiques du secteur d'intervention. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances des champs disciplinaires de son périmètre d'intervention. Technicité : Coordonner les activités de suivi de son secteur d'intervention. Communiquer avec des acteurs internes et externes sur des procédures. Réalisation de tâches complexes. Maîtrise technique de gestion administrative.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Référent / référente paie	Mission: Assurer l'expertise ainsi que le suivi réglementaire et technique des opérations liées à la paye en participant à la sécurisation et l'amélioration du processus. Connaissances : Bonnes connaissances des politiques publiques du secteur d'intervention. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances du statut de la fonction publique territoriale et des règles de gestion associées. Connaissances des systèmes d'information des ressources humaines. Technicité : Suivre et gérer les activités de son secteur d'intervention. Communiquer avec des acteurs internes et externes sur des procédures et des règles. Réaliser des analyses sur des anomalies de saisie. Maîtriser techniquement l'utilisation des systèmes d'information.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 13 : Santé-Sécurité-Conditions de travail				
Ergonome	Mission : Etudier les activités pour améliorer les conditions de travail des agents dans les situations existantes ou futures. Concevoir des situations de travail adaptées à l'homme, aussi bien d'un point de vue des caractéristiques physiques et cognitives que psychiques. Connaissances : Maîtrise de la démarche et des outils de l'ergonomie et de la conception des systèmes de travail (espaces, outils et modes d'organisation). Connaissances de la règlementation en matière de risques professionnels. Niveau de technicité : Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expertise technique dans un ou plusieurs domaines d'activité. Elaborer des solutions à des problèmes transversaux complexes. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Conseiller / Conseillère en prévention des risques professionnels	Mission : Participer à la définition, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la politique de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail à la Région (siège et lycées). Connaissances : Connaissance du référentiel qualité normative applicable à la santé et la sécurité. Connaissance de la démarche et des outils de l'ergonomie et de la conception des systèmes de travail (espaces, outils et modes Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets sécurité-sûreté	Mission : Garantir par son expertise, la stricte application de la réglementation et des grands principes adoptés par la région en matière de Sécurité incendie au sein du parc immobilier de la collectivité. Connaissances : Bonnes connaissances relatives aux normes Systèmes Sécurité Incendie. Bonnes connaissances du code de la construction et de l'habitation, de la réglementation contre les risques incendie et de panique. Connaissances de la réglementation en matière d'hygiène et sécurité. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable projets management qualité	Mission : Participer à la conception et au déploiement de la démarche qualité de la région. Connaissances : Connaissance des obligations réglementaires et législatives en matière de management de la qualité. Connaissance des référentiels normatifs applicables au management de la qualité. Bonnes connaissances des processus de l'institution, ses flux, les technologies, compétences mobilisées. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Assistant / assistante de prévention	Mission: Contribuer à l'amélioration de la prévention des risques professionnels en assistant et en conseillant les services dans la mise en œuvre des règles de santé et de sécurité au travail. Connaissances : Connaissances en droit et marchés publics. Bonnes connaissances des politiques publiques du secteur d'intervention. Très bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Très bonnes connaissances du périmètre d'intervention, de la réglementation et des normes applicables. Bonnes connaissances des outils de l'ergonomie et des systèmes de travail. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour mettre en œuvre les politiques publiques de son périmètre. Expliquer des procédures, des normes et la réglementation à des interlocuteurs multiples. Savoir diagnostiquer une situation et s'adapter à différents contextes et enjeux.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien : Niveau BAC technologique ou professionnel ou sanctionnant une formation technico-professionnelle ou équivalente ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien principal 2eme classe / Technicien principal 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercées dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Agent / Agente de sécurité et de sureté	Mission : Assurer la sécurité des personnes, des biens et des bâtiments du conseil régional. Connaissances : Bonnes connaissances de la règlementation relative à la sécurité des biens et des personnes et de la règlementation en matière d'hygiène et sécurité. Bonnes connaissances des référentiels qualité normatifs applicables à la santé et la sécurité. Bonnes connaissances des techniques de surveillance et fonctionnement des dispositifs de vidéosurveillance. Bonnes connaissances de l'environnement professionnel. Technicité : Interagir avec des intervenants externes de différente nature dans un contexte complexe. Utiliser et respecter des procédures et des notices techniques. Déceler une situation anormale et alerter.	Adjoint technique principal de 2ème classe - Adjoint technique principal de 1ère classe.	SIAAP 1 ou 2 et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 14 : Systèmes d'information (SI)				
Responsable projets maîtrise d'œuvre systèmes d'information	Mission : Piloter les mises en production, la maintenance et mettre en œuvre des projets informatiques de son périmètre d'intervention. Connaissances : Connaissances de l'architecture, modélisation et fonctionnalités du SI de son périmètre d'intervention. Maîtrise de l'environnement numérique ainsi que des méthodes, normes et outils de développement. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets maîtrise d'ouvrage systèmes d'information et services numériques	Mission : Assurer la maîtrise d'ouvrage des projets informatiques et/ou de services numériques de son périmètre et garantir le bon fonctionnement des applications ainsi que leur adaptation aux besoins de la collectivité. Connaissances : Maîtrise de l'environnement numérique ainsi que des méthodes, normes et outils de développement. Connaissances des méthodes de développement d'applications. Très bonnes connaissances des dispositifs Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable de la sécurité des systèmes d'information	Mission : A partir de l'analyse des risques relatifs aux systèmes d'information de la région, définir et mettre en œuvre la politique de sécurité informatique de la collectivité. Connaissances : Connaissance de l'architecture, modélisation et fonctionnalités du SI de son périmètre d'intervention. Maîtrise de l'environnement numérique ainsi que des méthodes, normes et outils de développement. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Connaissance des normes, outils, procédures et règles de sécurité en matière de systèmes d'information. Connaissance de base de la méthodologie relative aux normes ISO 27000 et ISO 31000. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Administrateur fonctionnel / Administratrice fonctionnelle d'applications	Mission : Assurer la qualité du fonctionnement des applications en veillant à leur adéquation avec les besoins des utilisateurs. Connaissances : Connaissances en marchés publics. Bonnes connaissances de l'environnement numérique et des outils de développement. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Très bonnes connaissances du périmètre d'intervention, de la réglementation et des normes applicables. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques et financières pour mettre en œuvre les actions de son périmètre. Savoir décliner les étapes d'un projet. Maîtriser techniquement les imports/exports de données et des systèmes d'information. Appliquer une démarche utilisateurs et analyser un besoin.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien : Niveau BAC technologique ou professionnel ou sanctionnant une formation technico-professionnelle ou équivalente ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien principal 2eme classe / Technicien principal 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercées dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Cartographe - géographe	Mission : Assurer l'administration d'un système d'information géographique et cartographique. Connaissances : Connaissances géographiques. Très bonnes connaissances des logiciels et des systèmes d'informations géographiques . Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Très bonnes connaissances du périmètre d'intervention, de la réglementation et des normes applicables. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques et financières pour mettre en œuvre les actions de son périmètre. Savoir décliner les étapes d'un projet et apporter des solutions applicatives pour développer le système. Maîtriser les techniques de traitement des données géographiques et de gestion des métadonnées.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien : Niveau BAC technologique ou professionnel ou sanctionnant une formation technico-professionnelle ou équivalente ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien principal 2eme classe / Technicien principal 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercées dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Intégrateur / Intégratrice d'applications	Mission : Assurer le déploiement et l'assemblage des composants logiciels et des infrastructures techniques nécessaires aux systèmes d'informations. Connaissances : Connaissance des environnements de développement et d'exploitation. Très bonnes connaissances des langages et des outils de développement. Bonnes connaissances de l'architecture technique des systèmes d'informations. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Très bonnes connaissances du périmètre d'intervention, de la réglementation et des normes applicables. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques et financières pour mettre en œuvre les actions de son périmètre. Maîtrise de la méthodologie de programmation et paramétrage des composants logiciels. Maîtriser les techniques de modélisation des données et des traitements.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien : Niveau BAC technologique ou professionnel ou sanctionnant une formation technico-professionnelle ou équivalente ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien principal 2eme classe / Technicien principal 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercées dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Technicien / Technicienne poste de travail - mobilité	Mission : Superviser les activités d'infogérance liées à l'assistance de proximité auprès des utilisateurs. Connaissances : Bonnes connaissances de l'architecture et des fonctionnalités des systèmes d'informations et des technologies de l'information et de la communication. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances des normes et procédures du périmètre d'intervention.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

	Technicité : Tenir compte des contraintes techniques et financières pour mettre en œuvre les actions de son périmètre. Analyser les situations et les besoins pour proposer des solutions aux problématiques. Maîtriser les procédures de mise en exploitation et de mise en conformité .			

Domaine 1 : Conservation et Gestion du patrimoine				
Famille 1 : Conservation du patrimoine				
Archiviste	Mission : Participer à la collecte, au traitement et à la valorisation des archives de la région et de ses organismes associés. Connaissances : Maîtrise du cadre réglementaire et des normes applicables aux archives et aux versements des éliminations. Maîtrise des règles de communication des archives. Connaissances de base de la propriété intellectuelle. Niveau de technicité : Appliquer une ou plusieurs techniques professionnelles. Interpréter les informations complémentaires recueillies en vue d'opérer les adaptations nécessaires. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Attaché de conservation du patrimoine	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Documentaliste	Mission : Mettre en œuvre la politique documentaire de la collectivité en conduisant notamment la mise en œuvre de projets documentaires et en coordonnant le déploiement des outils d'informatique documentaire. Connaissances : Maîtrise des techniques documentaires. Connaissances de base de la propriété intellectuelle. Connaissances des règles de gestion électronique des documents. Connaissances des procédures de passation des Niveau de technicité : Appliquer une ou plusieurs techniques professionnelles. Interpréter les informations complémentaires recueillies en vue d'opérer les adaptations nécessaires. Gérer un domaine d'activités spécifiques dans le cadre de procédures définies. Formaliser des modes de faire. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Attaché de conservation du patrimoine	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable études valorisation du patrimoine	Mission : Piloter l'accompagnement et le déploiement des projets d'étude et de valorisation du patrimoine de la région. Connaissances : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés à la conservation et la valorisation du patrimoine. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés à la conservation et la valorisation du patrimoine. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques de conservation et de valorisation du patrimoine. Connaissances des enjeux d'aménagement du territoire francilien. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Très bonnes connaissances en histoire de l'architecture et histoire de l'art. Connaissance des méthodes de l'inventaire général du patrimoine culturel. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef Attaché de conservation du patrimoine - Conservateur de patrimoine	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Assistant / Assistante archiviste	Mission : Participer à la collecte, au traitement, à la valorisation des archives régionales et des organismes associés. Connaissances : Bonnes connaissances des règles de gestion électronique des documents. Connaissances de l'archivage numérique. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances du cadre réglementaire et des normes applicables au périmètre d'intervention. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques. Communiquer avec des interlocuteurs variés. Assurer une fonction de conseil et de sensibilisation auprès des services. Maîtrise des techniques d'archivage, de classement et d'indexation. Réaliser des tâches complexes.	Assistant de conservation - Assistant de conservation principal de 2ème classe - Assistant de conservation principal de 1er classe	Assistant de conservation : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Assistant de conservation principal de 2ème classe / Assistant de conservation principal de 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercée dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux Assistants de conservation principaux de 2eme classe.	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Assistant / Assistante documentaliste	Mission : Constituer, gérer et diffuser le fond documentaire et les outils de recherche en répondant aux besoins des utilisateurs. Connaissances : Bonnes connaissances des règles de gestion électronique des documents. Connaissances des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances du cadre réglementaire et des normes applicables au périmètre d'intervention. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques. Communiquer avec des interlocuteurs variés. Assurer l'orientation des demandes des utilisateurs. Maîtrise des normes de catalogage et des techniques de recherche documentaire, de classement et d'indexation. Réaliser des tâches complexes.	Assistant de conservation - Assistant de conservation principal de 2ème classe - Assistant de conservation principal de 1er classe	Assistant de conservation : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Assistant de conservation principal de 2ème classe / Assistant de conservation principal de 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercée dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux Assistants de conservation principaux de 2eme classe.	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Photographe	Mission: Réaliser des prises de vue dans un but de valorisation et de communication interne et externe. Connaissances : Bonnes connaissances en histoire de l'art et en architecture. Connaissances du droit de diffusion. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances du cadre réglementaire et des normes applicables au périmètre d'intervention. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques. Communiquer avec des interlocuteurs variés internes et externes. Conduire des recherches photographiques. Maîtriser techniquement des outils, des matériels et des logiciels de photographie et de traitement de l'image.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien : Niveau BAC technologique ou professionnel ou sanctionnant une formation technico-professionnelle ou équivalente ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien principal 2eme classe / Technicien principal 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercées dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 2 : Travaux et maintenance du patrimoine				
Responsable études gestion du patrimoine	Mission : Assurer le montage technique, financier et architectural des opérations de construction, de rénovation et/ou d'équipement du patrimoine de la région (siège et lycées). Connaissances : Connaissances techniques (génie civil, entretien des bâtiments, corps d'état, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Conduire des études et/ou des projets transversaux en intégrant les contraintes techniques administratives et financières. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service.	Attaché de conservation du patrimoine - Conservateur de patrimoine	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable opérations de construction et/ou de maintenance	Mission : Piloter et coordonner les travaux de construction, de rénovation, d'aménagement, d'entretien et de maintenance du patrimoine de la Région (siège et lycées). Connaissances : Très bonnes connaissances techniques (génie civil, entretien des bâtiments, corps d'état, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe - Ingénieur en chef	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Dessinateur-projeteur / Dessinatrice-projeteuse	Mission : Concevoir, réaliser, mettre à jour les plans et la documentation associée. Connaissances : Bonnes connaissances des bases de données et progiciels de gestion du patrimoine. Connaissance en génie civil, tous corps d'état ainsi que voiries et réseaux divers. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances du cadre réglementaire et des normes applicables au périmètre d'intervention. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques pour mettre en œuvre les actions de son périmètre. Communiquer avec des interlocuteurs variés internes et externes. Participer à la politique de dématérialisation de la gestion du patrimoine. Contrôler les prestations externalisées et vérifier la concordance "plan- terrain". Maîtriser techniquement des logiciels de conception et de dessin assisté par ordinateur.	Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Technicien : Niveau BAC technologique ou professionnel ou sanctionnant une formation technico-professionnelle ou équivalente ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien principal 2eme classe / Technicien principal 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercées dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Technicien / Technicienne opérations de construction et/ou maintenance	Mission: Effectuer le suivi des travaux de construction, de rénovation, d'aménagement, d'entretien et de maintenance du patrimoine de la région. Connaissances : Connaissances en finances publiques et en passation de marchés publics. Bonnes connaissance en génie civil, tous corps d'état ainsi que voiries et réseaux divers. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances du cadre réglementaire et des normes applicables au périmètre d'intervention. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques et budgétaires pour mettre en œuvre les actions de son périmètre. Assurer des fonctions d'informations et de conseil auprès des gestionnaires des EPLE (Etablissements publics locaux d'enseignement). Communiquer sur les enjeux et les finalités d'un projet. Coordonner et vérifier les travaux exécutés par des prestataires. Maîtrise des techniques de planification, de métré et de lecture de plan.	Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Technicien : Niveau BAC technologique ou professionnel ou sanctionnant une formation technico-professionnelle ou équivalente ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien principal 2eme classe / Technicien principal 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercées dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Technicien / Technicienne hygiène et propreté	Mission : Evaluer, assister et conseiller les établissements scolaires pour leur service d'entretien général. Connaissances : Bonnes connaissances du contexte institutionnel et du fonctionnement des EPLE (Etablissements publics locaux d'enseignement) . Connaissances des procédures de nettoyage et de désinfection. Très bonnes connaissance des règles d'hygiène et de sécurité. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Bonnes connaissances du cadre réglementaire et des normes applicables au périmètre d'intervention. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques pour mettre en œuvre les actions de son périmètre. Elaborer et déployer des projets, procédures ou outils transversaux visant à l'amélioration continue du périmètre d'intervention. Assurer des fonctions de conseil en matière de coordination et de planification des opérations de nettoyage et d'entretien. Maîtriser des outils de l'ergonomie et de la conception des systèmes de travail.	Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Technicien : Niveau BAC technologique ou professionnel ou sanctionnant une formation technico-professionnelle ou équivalente ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien principal 2eme classe / Technicien principal 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercées dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Domaine 2 : Développement du territoire et service aux usagers				
Famille 3 : Actions éducatives/formation professionnelle				
Responsable des dispositifs d'actions éducatives, formation professionnelle et/ou emploi	Mission : Mettre en œuvre la politique régionale dont il a la charge par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.). Connaissances : Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Connaissances en droit public (marchés publics, comptabilité, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Chargé/Chargée de l'information relative aux actions éducatives, formation professionnelle et/ou emploi	Mission : Assurer la bonne transmission des informations relatives à la mise en œuvre des politiques de son périmètre auprès des élus, partenaires et usagers. Connaissances : Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : S'exprimer avec des interlocuteurs de niveaux professionnels variés. Etablir et entretenir des relations avec des partenaires internes et externes. Mobiliser un ensemble d'acteurs en vue de la mise en œuvre des politiques régionales. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Gestionnaire de dispositifs d'actions éducatives, formation professionnelle et/ou emploi	Mission : Instruire, analyser et assurer le suivi des demandes de subventions et de financements de son périmètre. Connaissances : Connaissances en droit et marchés publics. Bonnes connaissances des politiques publiques du secteur d'intervention. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Très bonnes connaissances du périmètre d'intervention, de la réglementation et des normes applicables. Technicité : Analyser et contrôler les dispositifs de son secteur d'intervention. Communiquer avec des acteurs internes et externes. Réaliser des tâches complexes. Maîtriser techniquement la gestion de dispositifs.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 4 : Aménagement et développement économique				
Chargé /Chargée d'études sociodémographiques, statistiques et données numériques	Mission : Capter, créer, exploiter, analyser les données démographiques, statistiques et numériques nécessaires à la mise en œuvre efficiente des politiques publiques de la collectivité. Connaissances : Bonnes connaissances de l'administration de base de données, des outils de traitement des données statistiques (SAS, BO, Access, etc.). et cartographiques (Géo-concept, etc.). Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention et des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable des dispositifs d'innovation sociale	Mission : Mettre en œuvre la politique régionale dont il a la charge par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.). Connaissances : Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Connaissances en droit public (marchés publics, comptabilité, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable des dispositifs affaires européennes et/ou internationales	Mission : Mettre en œuvre la politique régionale par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.). Connaissances : Connaissances des différents acteurs communautaires liés aux fonds structurels. Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux fonds structurels et/ou à la coopération. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux fonds structurels et/ou à la coopération décentralisation/interrégionale. Connaissances des politiques et dispositifs d'intervention de l'UE en lien avec les territoires. Bonnes connaissances des aides publiques et aides d'Etat. Bonnes connaissances des programmes européens (cadre réglementaire, champ d'intervention, principes de fonctionnement). Très bonnes connaissances du programme opérationnel régional (POR) : gouvernance, processus d'élaboration, contenu des axes, OS, DGSC, etc. Bonnes connaissances des modalités d'instruction d'un dossier de demande de financements européens : éligibilité, règles de gestion, suivi, certification, évaluation, contrôle. Connaissances de base des dispositifs de prévention et de détection de la fraude. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable des dispositifs en développement économique-innovation-recherche	Mission : Mettre en œuvre la politique régionale dont il a la charge par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.). Connaissances : Connaissance des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Connaissances en droit public (marchés publics, comptabilité, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets affaires européennes et/ou internationales	Mission : Pilote l'accompagnement et la structuration des projets concernés par les financements européens et/ou le déploiement de la politique de coopération décentralisée/interrégionale. Connaissances : Connaissance des différents acteurs communautaires liés aux fonds structurels. Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux fonds structurels et/ou à la coopération. Très bonnes Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Responsable projets aménagement et/ou transformation du territoire	Mission : Piloter l'accompagnement et le déploiement des politiques d'aménagement et de transformation du territoire de son périmètre (prospective, planification, aménagement, sdrif, créations urbaines, etc.). Connaissances : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux politiques d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux politiques d'aménagement du territoire ou de l'urbanisme. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets management environnemental	Mission : Piloter l'accompagnement et le déploiement des politiques en faveur de la préservation et de la protection de l'environnement (agenda 21, développement agricole, air, bruit, parcs naturels, déchets, énergie, climat, biodiversité, etc.). Connaissances : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux politiques de management environnemental. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux politiques de management environnemental. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques de management environnemental. Bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Gestionnaire de dispositifs affaires européennes et/ou internationales	Mission : Instruire, analyser et assurer le suivi des demandes de subventions et de financements de son périmètre. Connaissances : Connaissances en droit et marchés publics. Bonnes connaissances des politiques publiques du secteur d'intervention. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Très bonnes connaissances du périmètre d'intervention, de la réglementation et des normes applicables. Technicité : Analyser et contrôler les dispositifs de son secteur d'intervention. Communiquer avec des acteurs internes et externes. Réaliser des tâches complexes. Maîtriser techniquement la gestion de dispositifs.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 5 : Culture/Loisirs/Vie associative				
Responsable des dispositifs de développement culture, sport, jeunesse et/ou vie associative	Mission : Mettre en œuvre la politique régionale dont il a la charge par la coordination des acteurs de son périmètre d'intervention ainsi que par le financement d'appels à projets et de programmes d'actions (conception, pilotage, suivi, animation, évaluation, etc.). Connaissances : Connaissances des politiques publiques en lien avec son secteur d'intervention. Connaissances en droit public (marchés publics, comptabilité, etc.). Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Et/ou Animation fonctionnelle d'une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Responsable projets développement culture, sport, jeunesse et/ou vie associative	Mission : Piloter l'accompagnement et le déploiement de projets de développement culturel ou de politiques du sport. Connaissances : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux politiques culturelles et de développement du sport. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux politiques culturelles et de développement du sport. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques culturelles et de développement du sport. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Gestionnaire de dispositifs culture, sport, jeunesse et/ou vie associative	Mission : Instruire, analyser et assurer le suivi des demandes de subventions et de financements de son périmètre. Connaissances : Connaissances en droit et marchés publics. Bonnes connaissances des politiques publiques du secteur d'intervention. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Très bonnes connaissances du périmètre d'intervention, de la réglementation et des normes applicables. Technicité : Analyser et contrôler les dispositifs de son secteur d'intervention. Communiquer avec des acteurs internes et externes. Réaliser des tâches complexes. Maîtriser techniquement la gestion de dispositifs.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Famille 6 : Restauration et hébergement collectifs				
Responsable projets restauration et/ou hébergement collectifs	Mission : Piloter l'accompagnement et le déploiement de projets en hébergement et restauration scolaires : tarification, modes de gestion, qualité, lutte contre le gaspillage alimentaire. Connaissances : Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques de restauration collective. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie, des procédures et de la réglementation de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Connaissances du contexte institutionnel et juridique des EPLE (Etablissements publics locaux d'enseignement). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Savoir déployer un management transversal et définir les besoins (humains, matériels, financiers…) nécessaires pour répondre à des orientations stratégiques.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Conseiller / Conseillère en restauration collective	Mission : Conseiller, assister et évaluer les établissements scolaires dans la mise en œuvre de leur service de restauration collective : modes de fonctionnement, équipements techniques, qualité nutritionnelle, respect des normes réglementaires, lutte contre le gaspillage. Connaissances : Très bonnes connaissances techniques de la restauration collective. Très bonnes connaissances de la réglementation et des normes applicables de son périmètre. Bonnes connaissances des outils de l'ergonomie et des systèmes de travail. Très bonnes connaissances du fonctionnement des EPLE (Etablissements publics locaux d'enseignement). Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour mettre en œuvre les politiques publiques de son périmètre. Expliquer des procédures, des normes et la réglementation à des interlocuteurs multiples. Savoir diagnostiquer une situation et s'adapter à différents contextes et enjeux.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe Technicien - Technicien principal de 2ème classe - Technicien principal de 1ère classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien : Niveau BAC technologique ou professionnel ou sanctionnant une formation technico-professionnelle ou équivalente ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Technicien principal 2eme classe / Technicien principal 1er classe : Titulaire d'un diplôme sanctionnant 2 années de formation technico-professionnelle homologuées au niveau BAC+2 ou équivalent ou d'une expérience professionnelle exercées dans des domaines correspondant aux missions dévolues aux techniciens principaux de 2eme classe	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Gestionnaire de dispositifs de restauration et/ou hébergement collectifs	Mission : Instruire, analyser et assurer le suivi des demandes de subventions et de financements de son périmètre. Connaissances : Connaissances en droit et marchés publics. Bonnes connaissances des politiques publiques du secteur d'intervention. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité territoriale et l'environnement institutionnel. Très bonnes connaissances du périmètre d'intervention, de la réglementation et des normes applicables. Technicité : Analyser et contrôler les dispositifs de son secteur d'intervention. Communiquer avec des acteurs internes et externes. Réaliser de tâches complexes. Maîtriser techniquement la gestion de dispositifs.	Rédacteur / Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe	Rédacteur : Niveau BAC ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans Rédacteur principal 2eme classe / Rédacteur principal 1er classe : Niveau BAC+2 ou diplôme équivalent ou d'une expérience professionnelle quelle qu'en soit la nature supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Famille 7 : Transport/déplacements				
Responsable projets transport-mobilité	Mission : Piloter l'accompagnement et le déploiement des politiques relatives aux déplacements, mobilité, transports (collectifs et de marchandises). Connaissances : Bonnes connaissances des acteurs internes et externes nationaux liés aux politiques de déplacement/mobilité. Très bonnes connaissances des acteurs internes et externes locaux liés aux politiques de déplacement/mobilité. Bonnes connaissances techniques et réglementaires des politiques de déplacement. Bonnes connaissances des enjeux d'aménagement du territoire francilien. Très bonnes connaissances des dispositifs d'ingénierie de son périmètre. Bonnes connaissances des procédures de passation des marchés publics. Bonnes connaissances en finances publiques. Bonnes connaissances du fonctionnement d'une collectivité locale et de son environnement institutionnel. Niveau de technicité : Tenir compte des contraintes techniques, administratives et financières pour résoudre une problématique déterminée par analyse et synthèse. Expliquer des situations ou des décisions en s'appuyant sur des connaissances dans le domaine d'activités au sein de son service. Et/ou Animer fonctionnellement une équipe. Participer à un réseau professionnel dans son domaine d'activités.	Attaché -Attaché principal-Directeur/Attaché hors classe Ingénieur-Ingénieur principal-Ingénieur hors classe	BAC +3 à 5 ou diplôme équivalent. ou connaissances professionnelles approfondies et large expérience recouvrant plusieurs techniques supérieure à 4 ans	La rémunération s'établit sur un indice compris entre l'indice de début et l'indice terminal de la grille du grade de référence fixé en application de l'article 1-2 du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Annexe 3 à la délibération – PROVISIONS

N° dossier	Juridiction	Intitulé	Montant provision (€)	Objet
E-2017-008050	CONSEIL DES PRUD'HOMMES DE PARIS	Mme X C/ Association LE MOTIF et la RIF Contestation de licenciement	64 000,00	Mme X a signé un contrat de travail en 2008 avec l'association LE MOTIF, association à l'époque subventionnée par la Région et plus depuis 2017.
E-2018-000198	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	ARDECO C/ CITALLIOS et REGION - Demande indemnitaire	170 000,00	La société ARDECO estime devoir se voir régler le solde des travaux effectués.
E-2019-000043	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE VERSAILLES	Société VIOLA C/ RIF et ART'UR ARCHITECTES - demande indemnitaire - Lycée agricole et horticole de Saint-Germain-en-Laye	1 630 000,00	La société VIOLA estime qu'elle s'est heurtée à des difficultés lors de l'exécution du marché du fait, selon elle, de la conception du projet par les maîtres d'oeuvre et d'ouvrage.
E-2019-000600	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MONTREUIL	SNEF CLIM C/ Région - Demande indemnitaire - BU Paris 13 Villetaneuse	150 000,00	Le société SNEF CLIM conteste, selon elle, le montant du décompte général.
E-2019-001198	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	SPR BATIMENT ET INDUSTRIE C/ RIF et AMENAGEMENT 77 - Demande indemnitaire - Lycée le Gué à Tresmes à Congis-sur-Thérouane (77)	150 000,00	La société SPR BATIMENT et INDUSTRIE estime que le délai d'exécution du marché a été prolongé, ce qui, selon elle, aurait porté préjuce à l'entreprise. .
E-2019-001832	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES	Mme X c/ RIF demande d'indemnisation suite aux préjudices subis	136 000,00	Recours de plein contentieux tendant à l'indemnisation des préjudices prétendument subis par Madame X en raison du refus de la Région de lui accorder le bénéfice des aides à l'agriculture biologique pour les années de campagne 2015 et 2016.
E-2020-000262	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	REFERE PROVISION - SAVOIE SAS C/ RIF - Référé provisions- Maison des sciences Université Paris Est	490 000,00	SAVOIE SAS conteste, selon elle, le décompte général.
E-2020-000423	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	Société ERI lot 2 c/ RIF - Opération Bâtiment formation continue Université Paris Ouest Nanterre le Défense	110 000,00	La société ERI conteste, selon elle, le décompte général.
E-2020-000986	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	SICRA ILE DE FRANCE C/ RIF - Demande indemnitaire - Maison Ile de France	390 000,00	La société SICRA ILE DE France conteste, selon elle, le décompte général.
E-2020-000820	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES	Sté ELIEZ C/ RIF - Demande indemnitaire - Lycée François Mansart à Saint-Cyr-l'Ecole	120 000,00	Réclamation en cours.
Total			**3 410 000,00**	

Budget primitif 2021 - M 71

REPUBLIQUE FRANÇAISE

REGION : REGION ILE DE FRANCE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 23750007900312

POSTE COMPTABLE : DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION ILE DE FRANCE

M. 71

Budget primitif
voté par fonction

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit « Région : nom de la région », soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (de la région ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent : Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8
D1 - Présentation des AP votées 9
D2 - Présentation des AE votées 15

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget 22
A2 - Vue d'ensemble - Total des opérations réelles et d'ordre 23
B - Récapitulation par groupes fonctionnels 24
C1 - Equilibre financier - Investissement 28
C2 - Equilibre financier - Fonctionnement 29
D1 - Balance générale - Dépenses 30
D2 - Balance générale - Recettes 32

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 34
A.900 - Services généraux 37
A.901 - Formation professionnelle et apprentissage 38
A.902 - Enseignement 39
A.903 - Culture, sports et loisirs 40
A.904 - Santé et action sociale 41
A.905 - Aménagement des territoires 42
A.906 - Gestion des fonds européens 43
A.907 - Environnement 44
A.908 - Transports 45
A.909 - Action économique 48
A.921 - Taxes non affectées 49
A.922 - Dotations et participations 50
A.923 - Dettes et autres opérations financières 51
A.925 - Opérations patrimoniales 52
A.926 - Transferts entre les sections 54
A.95 - Chapitres sans prévisions de réalisations 57
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 58
B.930 - Services généraux 61
B.931 - Formation professionnelle et apprentissage 62
B.932 - Enseignement 63
B.933 - Culture, sports et loisirs 64
B.934 - Santé et action sociale 65
B.935 - Aménagement des territoires 66
B.936 - Gestion des fonds européens 67
B.937 - Environnement 68
B.938 - Transports 69
B.939 - Action économique 72
B.940 - Impositions directes 73
B.941 - Autres impôts et taxes 74
B.942 - Dotations et participations 75
B.943 - Opérations financières 76
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus 77
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes 78
B.946 - Transferts entre les sections 79
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement 80
B.95 - Chapitres sans prévisions de réalisations 81

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A/900 - Services généraux 82
A/901 - Formation professionnelle et apprentissage 83
A/902 - Enseignement 84

A/903 - Culture, sports et loisirs 85
A/904 - Santé et action sociale 86
A/905 - Aménagement des territoires 87
A/906 - Gestion des fonds européens 88
A/907 - Environnement 89
A/908 - Transports 90
A/909 - Action économique 93
A/930 - Services généraux 94
A/931 - Formation professionnelle et apprentissage 97
A/932 - Enseignement 98
A/933 - Culture, sports et loisirs 100
A/934 - Santé et action sociale 101
A/935 - Aménagement des territoires 102
A/936 - Gestion des fonds européens 103
A/937 - Environnement 104
A/938 - Transports 105
A/939 - Action économique 108

B - Eléments du bilan

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 109
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 110
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 115
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 116
B2 - Méthodes utilisées 118
B3 - Etat des provisions constituées 122
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 125
B6 - Prêts 156
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 157
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 158

C - Engagements hors bilan

C1.1 - Etat des emprunts garantis 160
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 162
C2 - Subventions versées Sans Objet
C3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
C4 - Etat des contrats de PPP 163
C5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
C6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
C7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 164

D - Autres éléments d'information

D1 - Etat du personnel 167
D2 - Liste des organismes dans lesquels la région a pris un engagement financier 171
D3.1 - Liste des organismes de regroupement 173
D3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D3.5.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D3.5.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet

E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures

E1 - Décisions en matière de taux 174
E2 - Arrêté - Signatures 175

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques			
	Valeurs		**Valeurs**
Population totale	12291279	Nombre de mètres carrés de surface utile de bâtiments (3)	
Longueur de la voirie régionale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels participe la région	

Informations fiscales (N-2)		
	Région	**Pour mémoire, la moyenne nationale**
Indicateur de ressources fiscales / habitant défini par l'article L. 4332-5 du CGCT (1)	Sans objet	Sans objet

(1) Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

	Informations financières – ratios	Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	216,88	
2	Produit des impositions directes / population	10,15	
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	280,2	
4	Dépenses d'équipement brut / population	161,52	
5	Encours de dette / population (2)	467,92	
6	DGF / population	sans objet	
7	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	0,17	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (3)	0,83	
9	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,58	
10	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	1,67	

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.
(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
  - avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :
65861

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune de ces sections.

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget (4) primitif de l'exercice précédent.

VI – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent » ;

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(1) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(2) 0,00	A3 0,00

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
900	Services généraux		0,00
901	Formation pro. et apprentissage		0,00
902	Enseignement		0,00
903	Culture, sports et loisirs		0,00
904	Santé et action sociale		0,00
905	Aménagement des territoires		0,00
906	Gestion des fonds européens		0,00
907	Environnement		0,00
908	Transports		0,00
909	Action économique		0,00
921	Taxes non affectées		0,00
922	Dotations et participations		0,00
923	Dettes et autres opérations financières		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
930	Services généraux		0,00
931	Formation pro. et apprentissage		0,00
932	Enseignement		0,00
933	Culture, sports et loisirs		0,00
934	Santé et action sociale		0,00
935	Aménagement des territoires		0,00
936	Gestion des fonds européens		0,00
937	Environnement		0,00
938	Transports		0,00
939	Action économique		0,00
940	Impositions directes		0,00
941	Autres impôts et taxes		0,00
942	Dotations et participations		0,00
943	Opérations financières		0,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
900	Services généraux		0,00
901	Formation pro. et apprentissage		0,00
902	Enseignement		0,00
903	Culture, sports et loisirs		0,00
904	Santé et action sociale		0,00
905	Aménagement des territoires		0,00
906	Gestion des fonds européens		0,00
907	Environnement		0,00
908	Transports		0,00
909	Action économique		0,00
921	Taxes non affectées		0,00
922	Dotations et participations		0,00
923	Dettes et autres opérations financières		0,00
954	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
930	Services généraux		0,00
931	Formation pro. et apprentissage		0,00
932	Enseignement		0,00
933	Culture, sports et loisirs		0,00
934	Santé et action sociale		0,00
935	Aménagement des territoires		0,00
936	Gestion des fonds européens		0,00
937	Environnement		0,00
938	Transports		0,00
939	Action économique		0,00
940	Impositions directes		0,00
941	Autres impôts et taxes		0,00
942	Dotations et participations		0,00
943	Opérations financières		0,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

PRESENTATION DES AP VOTEES — D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP810-001	Accessibilité du réseau	908	0,00
2021 - HP810-001	Accessibilité du réseau	908	50 000 000,00
2020 - HP222-002	Acquisitions	902	0,00
2021 - HP222-002	Acquisitions	902	250 000,00
2020 - HP54-005	Action en faveur du logement des jeunes	905	0,00
2020 - HP312-008	Actions en faveur du livre et de la lecture	903	0,00
2021 - HP54-005	Actions en faveur du logement des jeunes	905	19 000 000,00
2020 - HP76-001	Agence des espaces verts	907	0,00
2021 - HP76-001	Agence des espaces verts	907	10 400 000,00
2020 - HP93-004	Agricuture et environnement	909	0,00
2021 - HP93-004	Agricuture et environnement	909	2 150 000,00
2020 - PR56-001	Aide au développement du territoire numérique	905	0,00
2021 - PR56-001	Aide au développement du territoire numérique	905	10 500 000,00
2021 - HP312-008	Aide au livre et à la lecture	903	3 200 000,00
2020 - HP54-004	Aide au parc privé	905	0,00
2021 - HP54-004	Aide au parc privé	905	14 000 000,00
2020 - HP94-003	Aide aux renouvellements de véhicules utilitaires des artisans et des TPE	909	0,00
2021 - HP94-003	Aide aux renouvellements de véhicules utilitaires des artisans et des TPE	909	19 000 000,00
2020 - HP0201-026	Amélioration de l'environnement professionnel	900	0,00
2021 - HP0201-026	Amélioration de l'environnement professionnel	900	130 000,00
2020 - HP824-006	Aménagement des infrastructures de voirie communale	908	0,00
2021 - HP824-006	Aménagement des infrastructures de voirie communale	908	7 000 000,00
2020 - HP823-003	Aménagement des infrastructures de voirie départementale	908	0,00
2021 - HP823-003	Aménagement des infrastructures de voirie départementale	908	18 850 000,00
2020 - PR821-001	Aménagement des infrastructures de voirie nationale	908	0,00
2021 - PR821-001	Aménagement des infrastructures de voirie nationale	908	29 600 000,00
2020 - HP311-001	Aménagement des structures d'accueil	903	0,00
2021 - HP311-001	Aménagement des structures d'accueil	903	2 000 000,00
2020 - PR041-018	Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale	900	0,00
2021 - PR041-018	Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale	900	400 000,00
2020 - HP883-001	Aménagement et modernisation des voies navigables	908	0,00
2021 - HP883-001	Aménagement et modernisation des voies navigables	908	10 000 000,00
2020 - HP53-001	Aménagement et équipement de l'espace rural	905	0,00
2021 - HP53-001	Aménagement et équipement de l'espace rural	905	5 900 000,00
2020 - HP825-004	Aménagements de sécurité	908	0,00
2021 - HP825-004	Aménagements de sécurité	908	6 000 000,00
2020 - HP94-004	Back'up	909	0,00
2021 - HP94-004	Back'up	909	500 000,00
2020 - HP57-001	Bouclier de sécurité	905	0,00
2021 - HP57-001	Bouclier de sécurité	905	18 500 000,00
2020 - HP78-001	Circulations douces	907	0,00
2021 - HP78-001	Circulations douces	907	25 000 000,00
2020 - HP0202-003	Communication institutionnelle	900	0,00
2021 - HP0202-003	Communication institutionnelle	900	260 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP222-003	Construction des lycées neufs	902	0,00
2021 - HP222-003	Construction des lycées neufs	902	84 061 000,00
2020 - HP12-001	Construction et travaux dans les CFA	901	0,00
2021 - HP12-001	Construction et travaux dans les CFA	901	18 030 000,00
2020 - HP52-002	Contrat d'aménagement régional (contrat régional et territorial)	905	0,00
2021 - HP52-002	Contrat d'aménagement régional (contrat régional et territorial)	905	44 500 000,00
2020 - PR52-004	Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées	905	0,00
2021 - PR52-004	Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées	905	5 000 000,00
2020 - HP32-005	Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées	903	0,00
2021 - HP32-005	Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées	903	3 000 000,00
2020 - HP048-016	Coopération décentralisée	900	0,00
2021 - HP048-016	Coopération décentralisée	900	900 000,00
2020 - HP62-006	Diminuer les vulnérabilités du bassin hydrographique de la Seine	906	0,00
2021 - HP62-006	Diminuer les vulnérabilités du bassin hydrographique de la Seine	906	1 354 000,00
2020 - HP048-019	Dispositif actions internationales	900	0,00
2021 - HP048-019	Dispositif actions internationales	900	550 000,00
2020 - HP42-001	Dispositif en faveur de la petite enfance	904	0,00
2021 - HP42-001	Dispositif en faveur de la petite enfance	904	1 200 000,00
2020 - HP42-004	Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap	904	0,00
2021 - HP42-004	Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap	904	7 050 000,00
2020 - HP42-003	Dispositif en faveur des personnes en situation précaire	904	0,00
2021 - HP42-003	Dispositif en faveur des personnes en situation précaire	904	10 500 000,00
2020 - HP95-001	Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique	909	0,00
2021 - HP95-001	Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique	909	5 000 000,00
2020 - HP62-004	Diversification et amélioration des applications des TIC	906	0,00
2021 - HP62-004	Diversification et amélioration des applications des TIC	906	4 024 000,00
2020 - HP54-002	Développement du parc locatif social	905	0,00
2021 - HP54-002	Développement du parc locatif social	905	30 000 000,00
2020 - HP313-004	Développement du patrimoine en région	903	0,00
2021 - HP313-004	Développement du patrimoine en région	903	9 220 000,00
2020 - HP885-003	Développement du transport multimodal	908	0,00
2021 - HP885-003	Développement du transport multimodal	908	3 000 000,00
2020 - PR885-003	Développement du transport mutimodal	908	0,00
2021 - PR885-003	Développement du transport mutimodal	908	20 000 000,00
2020 - PR818-015	Développement et amélioration des sites propres pour autobus	908	0,00
2021 - PR818-015	Développement et amélioration des sites propres pour autobus	908	35 000 000,00
2020 - HP91-003	Economie sociale et solidaire	909	0,00
2021 - HP91-003	Economie sociale et solidaire	909	3 000 000,00
2020 - PR75-001	Energie	907	0,00
2021 - PR75-001	Energie	907	52 000 000,00
2020 - PR23-002	Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur	902	0,00
2021 - PR23-002	Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur	902	64 130 000,00
2020 - HP12-002	Equipement des centres de formation d'apprentis	901	0,00
2021 - HP12-002	Equipement des centres de formation d'apprentis	901	5 000 000,00
2020 - HP224-030	Equipement des cités mixtes régionales	902	0,00
2021 - HP224-030	Equipement des cités mixtes régionales	902	6 290 000,00
2020 - HP312-002	Equipements culturels de diffusion et de création	903	0,00
2021 - HP312-002	Equipements culturels de diffusion et de création	903	20 400 000,00
2020 - HP224-034	Etudes générales cités mixtes régionales	902	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2021 - HP224-034	Etudes générales cités mixtes régionales	902	600 000,00
2020 - HP312-015	Fonds d'investissement pour la culture	903	0,00
2021 - HP312-015	Fonds d'investissement pour la culture	903	18 700 000,00
2020 - HP13-001	Formations sanitaires	901	0,00
2021 - HP13-001	Formations sanitaires	901	32 770 000,00
2020 - HP13-002	Formations sociales	901	0,00
2021 - HP13-002	Formations sociales	901	1 460 000,00
2020 - HP93-005	Forêt et éco-matériaux	909	0,00
2021 - HP93-005	Forêt et éco-matériaux	909	2 000 000,00
2020 - HP41-009	Garantie immobilière solidaire	904	0,00
2020 - PR812-010	Grands pôles intermodaux	908	0,00
2021 - PR812-010	Grands pôles intermodaux	908	5 000 000,00
2020 - HP224-032	Grosses réparations dans les cités mixtes régionales	902	0,00
2021 - HP224-032	Grosses réparations dans les cités mixtes régionales	902	12 015 000,00
2020 - HP222-005	Grosses réparations dans les lycées publics	902	0,00
2021 - HP222-005	Grosses réparations dans les lycées publics	902	100 000 000,00
2020 - PR77-003	Intégration environnementale des infrastructures de transport	907	0,00
2021 - PR77-003	Intégration environnementale des infrastructures de transport	907	1 663 000,00
2020 - HP33-001	Investissements dans les Iles de loisirs	903	0,00
2021 - HP33-001	Investissements dans les Iles de loisirs	903	7 280 000,00
2020 - PR76-005	Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)	907	0,00
2021 - PR76-005	Investissements pour la biodiversité en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)	907	1 700 000,00
2020 - HP021-005	Jeunesse et vie associative	900	0,00
2021 - HP021-005	Jeunesse et vie associative	900	450 000,00
2020 - HP811-004	Liaisons ferroviaires	908	0,00
2020 - PR811-004	Liaisons ferroviaires	908	0,00
2021 - PR811-004	Liaisons ferroviaires	908	550 000 000,00
2020 - PR811-005	Liaisons tramways	908	0,00
2021 - PR811-005	Liaisons tramways	908	76 000 000,00
2020 - HP54-008	Lutte contre la précarité énergétique	905	0,00
2021 - HP54-008	Lutte contre la précarité énergétique	905	10 000 000,00
2020 - HP78-002	Lutte contre le bruit	907	0,00
2021 - HP78-002	Lutte contre le bruit	907	270 000,00
2020 - HP28-010	Manuels et ressources pédagogiques	902	0,00
2021 - HP28-010	Manuels et ressources pédagogiques	902	60 000 000,00
2020 - PR74-006	Milieux aquatiques et humides	907	0,00
2021 - PR74-006	Milieux aquatiques et humides	907	2 700 000,00
2020 - HP0202-001	Moyens des services (hors informatique)	900	0,00
2021 - HP0202-001	Moyens des services (hors informatique)	900	4 630 000,00
2020 - HP0202-002	Moyens informatiques des services	900	0,00
2021 - HP0202-002	Moyens informatiques des services	900	9 000 000,00
2020 - HP811-006	Métro	908	0,00
2020 - PR811-006	Métro	908	0,00
2021 - PR811-006	Métro	908	160 000 000,00
2020 - HP23-009	Orientation et formations supérieures	902	0,00
2021 - HP23-009	Orientation et formations supérieures	902	2 220 000,00
2020 - PR76-002	Parcs naturels régionaux	907	0,00
2021 - PR76-002	Parcs naturels régionaux	907	4 000 000,00
2020 - HP91-013	Paris Région Entreprises (PRE)	909	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2021 - HP91-013	Paris Région Entreprises (PRE)	909	140 000,00
2020 - HP32-006	Participation de la Région aux JOP 2024	903	0,00
2021 - HP32-006	Participation de la Région aux JOP 2024	903	16 875 000,00
2020 - HP223-009	Participation à la rénovation des lycées privés	902	0,00
2021 - HP223-009	Participation à la rénovation des lycées privés	902	10 000 000,00
2020 - HP313-010	Patrimoine régional à vocation culturelle	903	0,00
2021 - HP313-010	Patrimoine régional à vocation culturelle	903	2 020 000,00
2021 - HP52-005	Plan Friches	905	17 000 000,00
2020 - HP73-002	Plan changeons d'air	907	0,00
2021 - HP73-002	Plan changeons d'air	907	7 500 000,00
2020 - HP71-001	Plans de prévention des risques technologiques (PPRT)	907	0,00
2021 - HP71-001	Plans de prévention des risques technologiques (PPRT)	907	170 000,00
2020 - HP53-002	Politiques contractuelles en milieu rural	905	0,00
2021 - HP53-002	Politiques contractuelles en milieu rural	905	12 000 000,00
2020 - HP76-003	Protection des milieux naturels et des paysages	907	0,00
2020 - PR76-003	Protection des milieux naturels et des paysages	907	0,00
2021 - HP76-003	Protection des milieux naturels et des paysages	907	8 600 000,00
2021 - PR76-003	Protection des milieux naturels et des paysages	907	800 000,00
2021 - HP62-002	Préservation de la biodiversité	906	1 881 000,00
2020 - HP62-002	Préserver la biodiversité	906	0,00
2020 - HP72-001	Prévention et gestion des déchets	907	0,00
2020 - PR72-001	Prévention et gestion des déchets	907	0,00
2021 - HP72-001	Prévention et gestion des déchets	907	3 000 000,00
2021 - PR72-001	Prévention et gestion des déchets	907	7 000 000,00
2020 - PR73-001	Qualité de l'air - Climat	907	0,00
2021 - PR73-001	Qualité de l'air - Climat	907	760 000,00
2020 - HP41-002	Renforcement de l'offre de soins	904	0,00
2021 - HP41-002	Renforcement de l'offre de soins	904	17 000 000,00
2020 - HP62-003	Renforcement des facteurs de compétitivité	906	0,00
2021 - HP62-003	Renforcer les facteurs de compétitivité	906	3 904 000,00
2020 - HP51-002	Requalification urbaine : actions contractualisées	905	0,00
2021 - HP51-002	Requalification urbaine : actions contractualisées	905	23 000 000,00
2020 - HP224-011	Rénovation des cités mixtes départementales	902	0,00
2021 - HP224-011	Rénovation des cités mixtes départementales	902	50 000,00
2020 - HP224-035	Rénovation des cités mixtes régionales	902	0,00
2021 - HP224-035	Rénovation des cités mixtes régionales	902	10 000 000,00
2020 - HP222-004	Rénovation des lycées publics	902	0,00
2021 - HP222-004	Rénovation des lycées publics	902	312 027 000,00
2020 - HP92-009	Smart Région, modernisation et innovation territoriale	909	0,00
2021 - HP92-009	Smart Région, modernisation et innovation territoriale	909	2 500 000,00
2020 - HP044-013	Solidarité internationale	900	0,00
2021 - HP044-013	Solidarité internationale	900	450 000,00
2021 - HP62-005	Soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	906	3 489 000,00
2021 - HP92-007	Soutien au dialogue Sciences- Société	909	100 000,00
2020 - HP92-007	Soutien au dialogue sciences- société	909	0,00
2020 - HP41-008	Soutien aux centres d'IVG	904	0,00
2021 - HP41-008	Soutien aux centres d'IVG	904	400 000,00
2020 - HP92-001	Soutien aux compétences scientifiques et technologiques	909	0,00
2021 - HP92-001	Soutien aux compétences scientifiques et technologiques	909	6 000 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP92-006	Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)	909	0,00
2021 - HP92-006	Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)	909	18 300 000,00
2020 - HP92-005	Soutien aux pôles de compétitivité	909	0,00
2021 - HP92-005	Soutien aux pôles de compétitivité	909	20 000 000,00
2020 - HP93-001	Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire	909	0,00
2021 - HP93-001	Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire	909	9 700 000,00
2020 - HP92-008	Soutien aux transferts de technologie	909	0,00
2021 - HP92-008	Soutien aux transferts de technologie	909	7 600 000,00
2020 - HP62-001	Soutien à l'aménagement durable des territoires franciliens	906	0,00
2021 - HP62-001	Soutien à l'aménagement durable des territoires franciliens	906	6 398 000,00
2020 - HP94-002	Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art	909	0,00
2021 - HP94-002	Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art	909	4 500 000,00
2020 - HP94-001	Soutien à l'industrie et aux autres services	909	0,00
2021 - HP94-001	Soutien à l'industrie et aux autres services	909	34 900 000,00
2020 - HP92-002	Soutien à l'innovation	909	0,00
2021 - HP92-002	Soutien à l'innovation	909	28 000 000,00
2020 - HP91-001	Soutien à la création et au développement des entreprises	909	0,00
2021 - HP91-001	Soutien à la création et au développement des entreprises	909	37 000 000,00
2020 - HP312-007	Soutien à la création et à la diffusion numériques	903	0,00
2021 - HP312-007	Soutien à la création et à la diffusion numériques	903	1 000 000,00
2020 - HP62-005	Soutien à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	906	0,00
2020 - HP811-009	Suppression des passages à niveau	908	0,00
2021 - HP811-009	Suppression des passages à niveau	908	8 000 000,00
2020 - HP27-001	Sécurisation des lycées	902	0,00
2021 - HP27-001	Sécurisation des lycées	902	14 540 000,00
2020 - HP13-005	Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales	901	0,00
2021 - HP13-005	Sécurisation des écoles et instituts de formations sanitaires et sociales	901	150 000,00
2020 - HP37-001	Sécurité dans les propriétés régionales	903	0,00
2021 - HP37-001	Sécurité dans les propriétés régionales	903	1 500 000,00
2020 - PR52-001	Territoires stratégiques	905	0,00
2021 - PR52-001	Territoires stratégiques	905	34 530 000,00
2020 - HP222-006	Travaux de maintenance	902	0,00
2021 - HP222-006	Travaux de maintenance	902	9 200 000,00
2020 - HP224-012	Travaux de maintenance dans les cités mixtes départementales	902	0,00
2021 - HP224-012	Travaux de maintenance dans les cités mixtes départementales	902	300 000,00
2020 - HP224-029	Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales	902	0,00
2021 - HP224-029	Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales	902	3 125 000,00
2020 - HP224-013	Équipement des cités mixtes départementales	902	0,00
2021 - HP224-013	Équipement des cités mixtes départementales	902	250 000,00
2020 - HP222-008	Équipement des lycées publics	902	0,00
2021 - HP222-008	Équipement des lycées publics	902	50 400 000,00
2020 - HP32-001	Équipements sportifs d'intérêt régional	903	0,00
2020 - PJ32-001	Équipements sportifs d'intérêt régional	903	0,00
2021 - HP32-001	Équipements sportifs d'intérêt régional	903	52 950 000,00
2020 - HP818-014	Études d'amélioration et de développement de l'offre de transport	908	0,00
2021 - HP818-014	Études d'amélioration et de développement de l'offre de transport	908	2 000 000,00
2020 - HP810-003	Études et expérimentations	908	0,00
2021 - HP810-003	Études et expérimentations	908	15 000 000,00
2020 - HP222-001	Études générales lycées publics	902	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2021 - HP222-001	Études générales lycées publics	902	9 000 000,00
TOTAL			

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	0,00

TOTAL GENERAL	**2 583 316 000,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

I – INFORMATIONS GENERALES

PRESENTATION DES AE VOTEES

I
D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP23-008	Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants	932	0,00
2021 - HP23-008	Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants	932	5 680 000,00
2020 - HP113-004	Accès à l'information et à l'orientation	931	0,00
2020 - HP116-004	Accès à l'information et à l'orientation	931	0,00
2021 - HP113-004	Accès à l'information et à l'orientation	931	5 720 000,00
2021 - HP116-004	Accès à l'information et à l'orientation	931	24 500 000,00
2020 - HP54-005	Action en faveur du logement des jeunes	935	0,00
2020 - HP51-003	Actions Politique de la Ville	935	0,00
2021 - HP51-003	Actions Politique de la Ville	935	1 700 000,00
2020 - HP93-003	Actions agri-environnementales	939	0,00
2020 - PR93-003	Actions agri-environnementales	939	0,00
2021 - HP93-003	Actions agri-environnementales	939	4 710 000,00
2021 - PR93-003	Actions agri-environnementales	939	300 000,00
2020 - HP23-004	Actions en faveur de la mobilité internationale	932	0,00
2021 - HP23-004	Actions en faveur de la mobilité internationale	932	3 920 000,00
2020 - HP312-008	Actions en faveur du livre et de la lecture	933	0,00
2021 - HP54-005	Actions en faveur du logement des jeunes	935	45 000,00
2020 - PR76-006	Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)	937	0,00
2021 - PR76-006	Actions en lien avec l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)	937	350 000,00
2020 - HP042-004	Actions européennes	930	0,00
2021 - HP042-004	Actions européennes	930	523 000,00
2020 - HP810-020	Actions spécifiques en matière de tarification	938	0,00
2021 - HP810-020	Actions spécifiques en matière de tarification	938	97 500 000,00
2020 - HP71-008	Actions transversales	937	0,00
2020 - PR71-008	Actions transversales	937	0,00
2021 - HP71-008	Actions transversales	937	500 000,00
2021 - PR71-008	Actions transversales	937	4 781 000,00
2020 - HP76-001	Agence des espaces verts	937	0,00
2021 - HP76-001	Agence des espaces verts	937	8 600 000,00
2020 - HP56-001	Aide au développement du territoire numérique	935	0,00
2021 - HP56-001	Aide au développement du territoire numérique	935	1 200 000,00
2021 - HP312-008	Aide au livre et à la lecture	933	3 700 000,00
2020 - HP28-011	Aide à l'introduction de produits biologiques et locaux dans les lycées	932	0,00
2021 - HP28-011	Aide à l'introduction de produits biologiques et locaux dans les lycées	932	3 400 000,00
2020 - HP312-005	Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue	933	0,00
2021 - HP312-005	Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue	933	35 840 000,00
2020 - HP312-006	Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques	933	0,00
2021 - HP312-006	Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques	933	2 446 000,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP28-004	Aides aux élèves de second cycle	932	0,00
2021 - HP28-004	Aides aux élèves de second cycle	932	20 092 000,00
2020 - HP28-009	Aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post-bac et assimilées	932	0,00
2021 - HP28-009	Aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post-bac et assimilées	932	721 000,00
2020 - PR041-018	Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale	930	0,00
2021 - PR041-018	Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale	930	100 000,00
2020 - HP62-007	Assistance technique FEDER	936	0,00
2021 - HP62-007	Assistance technique FEDER	936	2 348 000,00
2020 - HP61-005	Assistance technique FSE	936	0,00
2021 - HP61-005	Assistance technique FSE	936	3 027 000,00
2020 - HP28-003	Centre de ressources	932	0,00
2021 - HP28-003	Centre de ressources	932	1 105 000,00
2020 - HP33-002	Charges diverses liées aux Iles de loisirs	933	0,00
2021 - HP33-002	Charges diverses liées aux Iles de loisirs	933	375 000,00
2020 - HP0202-011	Charges liées aux immeubles	930	0,00
2021 - HP0202-011	Charges liées aux immeubles	930	22 466 000,00
2020 - HP0202-003	Communication institutionnelle	930	0,00
2021 - HP0202-003	Communication institutionnelle	930	7 325 000,00
2020 - PR74-007	Contrats trame verte et bleue	937	0,00
2021 - PR74-007	Contrats trame verte et bleue	937	300 000,00
2020 - HP810-019	Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens	938	0,00
2021 - HP810-019	Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens	938	671 440 000,00
2020 - HP048-017	Coopération décentralisée	930	0,00
2021 - HP048-017	Coopération décentralisée	930	1 050 000,00
2020 - HP62-006	Diminuer les vulnérabilités du bassin hydrographique de la Seine	936	0,00
2021 - HP62-006	Diminuer les vulnérabilités du bassin hydrographique de la Seine	936	2 032 000,00
2020 - HP048-019	Dispositif actions internationales	930	0,00
2021 - HP048-019	Dispositif actions internationales	930	250 000,00
2020 - HP42-001	Dispositif en faveur de la petite enfance	934	0,00
2021 - HP42-001	Dispositif en faveur de la petite enfance	934	150 000,00
2020 - HP42-003	Dispositif en faveur des personnes en situation précaire	934	0,00
2021 - HP42-003	Dispositif en faveur des personnes en situation précaire	934	4 156 000,00
2020 - HP95-001	Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique	939	0,00
2021 - HP95-001	Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique	939	2 209 000,00
2020 - HP62-004	Diversification et amélioration des applications des TIC	936	0,00
2021 - HP62-004	Diversification et amélioration des applications des TIC	936	1 006 000,00
2020 - HP222-024	Dépenses associées aux agents des lycées	932	0,00
2021 - HP222-024	Dépenses associées aux agents des lycées	932	935 000,00
2020 - HP0202-004	Dépenses associées aux frais de personnel	930	0,00
2021 - HP0202-004	Dépenses associées aux frais de personnel	930	4 366 000,00
2020 - HP222-018	Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires	932	0,00
2021 - HP222-018	Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires	932	8 700 000,00
2020 - HP33-003	Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances	933	0,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2021 - HP33-003	Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances	933	1 400 000,00
2020 - HP32-002	Développement de la pratique sportive	933	0,00
2021 - HP32-002	Développement de la pratique sportive	933	6 810 000,00
2020 - HP40-001	Développement de la vie associative	934	0,00
2021 - HP40-001	Développement de la vie associative	934	610 000,00
2020 - HP313-004	Développement du patrimoine en région	933	0,00
2021 - HP313-004	Développement du patrimoine en région	933	850 000,00
2020 - HP885-003	Développement du transport multimodal	938	0,00
2021 - HP885-003	Développement du transport multimodal	938	150 000,00
2020 - HP91-006	Développement économique des territoires	939	0,00
2020 - PR91-006	Développement économique des territoires	939	0,00
2021 - HP91-006	Développement économique des territoires	939	2 715 000,00
2020 - HP91-003	Economie sociale et solidaire	939	0,00
2021 - HP91-003	Economie sociale et solidaire	939	4 250 000,00
2020 - PR75-001	Energie	937	0,00
2021 - PR75-001	Energie	937	850 000,00
2021 - HP50-001	Etudes générales	935	100 000,00
2020 - HP92-003	Evaluations, études, actions support	939	0,00
2021 - HP92-003	Evaluations, études, actions support	939	55 000,00
2020 - HP630-002	FEADER	936	0,00
2021 - HP630-002	FEADER	936	9 000 000,00
2020 - HP0202-012	Fonctionnement des services	930	0,00
2021 - HP0202-012	Fonctionnement des services	930	17 143 000,00
2020 - HP022-023	Fonctionnement général du CESER	930	0,00
2021 - HP022-023	Fonctionnement général du CESER	930	305 000,00
2020 - HP021-020	Fonctionnement général du CR	930	0,00
2021 - HP021-020	Fonctionnement général du CR	930	1 676 000,00
2020 - HP13-004	Fonds régional d'aide sociale	931	0,00
2021 - HP13-004	Fonds régional d'aide sociale	931	400 000,00
2020 - HP113-011	Formation continue - Aides soignants et auxiliaires de puériculture	931	0,00
2021 - HP113-011	Formation continue - Aides soignants et auxiliaires de puériculture	931	5 618 000,00
2020 - HP114-007	Formation des salariés	931	0,00
2021 - HP114-007	Formation des salariés	931	1 940 000,00
2020 - HP021-021	Formation, information des élus régionaux	930	0,00
2021 - HP021-021	Formation, information des élus régionaux	930	360 000,00
2020 - HP112-006	Formations qualifiantes et métiers	931	0,00
2020 - HP113-006	Formations qualifiantes et métiers	931	0,00
2020 - HP114-006	Formations qualifiantes et métiers	931	0,00
2021 - HP112-006	Formations qualifiantes et métiers	931	21 850 000,00
2021 - HP113-006	Formations qualifiantes et métiers	931	163 912 000,00
2021 - HP114-006	Formations qualifiantes et métiers	931	1 950 000,00
2020 - HP13-001	Formations sanitaires	931	0,00
2021 - HP13-001	Formations sanitaires	931	166 396 000,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2020 - HP13-002	Formations sociales	931	0,00
2021 - HP13-002	Formations sociales	931	41 331 000,00
2020 - HP93-005	Forêt et éco-matériaux	939	0,00
2021 - HP93-005	Forêt et éco-matériaux	939	500 000,00
2020 - HP01-003	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	944	0,00
2021 - HP01-003	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	944	35 000,00
2021 - HP41-009	Garantie immobilière solidaire	934	1 800 000,00
2021 - HP61-004	IEJ en Seine Saint Denis	936	4 030 000,00
2020 - HP12-004	Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprentis	931	0,00
2021 - HP12-004	Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprentis	931	6 200 000,00
2020 - HP022-022	Indemnités et charges du CESER	930	0,00
2021 - HP022-022	Indemnités et charges du CESER	930	50 000,00
2020 - HP61-003	Investissement dans l'éducation et adaptation des compétences	936	0,00
2021 - HP61-003	Investissement dans l'éducation et adaptation des compétences	936	14 027 000,00
2020 - HP021-028	Jeunesse	930	0,00
2021 - HP021-028	Jeunesse	930	50 000,00
2020 - HP021-005	Jeunesse et vie associative	930	0,00
2021 - HP021-005	Jeunesse et vie associative	930	3 000 000,00
2020 - HP78-002	Lutte contre le bruit	937	0,00
2021 - HP78-002	Lutte contre le bruit	937	960 000,00
2020 - HP223-016	Lycées privés forfait d'externat "matériel"	932	0,00
2021 - HP223-016	Lycées privés forfait d'externat "matériel"	932	34 170 000,00
2020 - HP223-028	Lycées privés forfait d'externat "personnel"	932	0,00
2021 - HP223-028	Lycées privés forfait d'externat "personnel"	932	34 170 000,00
2020 - HP111-005	Mesures d'insertion professionnelle	931	0,00
2021 - HP111-005	Mesures d'insertion professionnelle	931	102 730 000,00
2020 - HP13-003	Mesures diverses	931	0,00
2020 - PR13-003	Mesures diverses	931	0,00
2021 - HP13-003	Mesures diverses	931	20 000,00
2021 - PR13-003	Mesures diverses	931	72 000,00
2020 - HP10-002	Mesures transversales	931	0,00
2020 - PR10-002	Mesures transversales	931	0,00
2021 - HP10-002	Mesures transversales	931	6 000 000,00
2021 - PR10-002	Mesures transversales	931	1 260 000,00
2020 - HP57-004	Mieux accompagner les victimes	935	0,00
2021 - HP57-004	Mieux accompagner les victimes	935	650 000,00
2020 - HP40-004	Observatoires et organismes consultatifs	934	0,00
2021 - HP40-004	Observatoires et organismes consultatifs	934	755 000,00
2020 - HP23-009	Orientation et formations supérieures	932	0,00
2021 - HP23-009	Orientation et formations supérieures	932	590 000,00
2020 - PR76-002	Parcs naturels régionaux	937	0,00
2021 - PR76-002	Parcs naturels régionaux	937	5 007 000,00
2020 - HP91-013	Paris Région Entreprises (PRE)	939	0,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2021 - HP91-013	Paris Région Entreprises (PRE)	939	9 633 000,00
2020 - HP224-031	Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales	932	0,00
2021 - HP224-031	Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales	932	20 129 000,00
2020 - HP224-020	Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes départementales	932	0,00
2021 - HP224-020	Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes départementales	932	128 000,00
2020 - HP222-017	Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics	932	0,00
2021 - HP222-017	Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics	932	149 038 000,00
2020 - HP32-006	Participation de la Région aux JOP 2024	933	0,00
2021 - HP32-006	Participation de la Région aux JOP 2024	933	400 000,00
2020 - HP313-010	Patrimoine régional à vocation culturelle	933	0,00
2021 - HP313-010	Patrimoine régional à vocation culturelle	933	686 000,00
2020 - HP312-009	Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel	933	0,00
2021 - HP312-009	Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel	933	4 228 000,00
2020 - HP76-003	Protection des milieux naturels et des paysages	937	0,00
2020 - PR76-003	Protection des milieux naturels et des paysages	937	0,00
2021 - HP76-003	Protection des milieux naturels et des paysages	937	260 000,00
2021 - PR76-003	Protection des milieux naturels et des paysages	937	1 800 000,00
2020 - HP72-001	Prévention et gestion des déchets	937	0,00
2021 - HP72-001	Prévention et gestion des déchets	937	878 000,00
2020 - HP41-001	Prévention et éducation à la santé	934	0,00
2021 - HP41-001	Prévention et éducation à la santé	934	4 495 000,00
2020 - HP312-016	Pôles supérieurs d'enseignement artistique	933	0,00
2021 - HP312-016	Pôles supérieurs d'enseignement artistique	933	100 000,00
2020 - HP12-003	Qualification par l'apprentissage	931	0,00
2021 - HP12-003	Qualification par l'apprentissage	931	23 370 000,00
2020 - PR73-001	Qualité de l'air - Climat	937	0,00
2021 - PR73-001	Qualité de l'air - Climat	937	850 000,00
2020 - HP048-007	Rayonnement international	930	0,00
2021 - HP048-007	Rayonnement international	930	100 000,00
2020 - HP62-003	Renforcement des facteurs de compétitivité	936	0,00
2021 - HP62-003	Renforcer les facteurs de compétitivité	936	976 000,00
2020 - HP115-008	Rémunération des stagiaires et frais annexes	931	0,00
2021 - HP115-008	Rémunération des stagiaires et frais annexes	931	132 696 000,00
2020 - HP50-001	SDRIF	935	0,00
2020 - HP28-005	Schéma des formations	932	0,00
2020 - PR28-005	Schéma des formations	932	0,00
2021 - HP28-005	Schéma des formations	932	15 150 000,00
2020 - HP92-009	Smart Région, modernisation et innovation territoriale	939	0,00
2021 - HP92-009	Smart Région, modernisation et innovation territoriale	939	1 500 000,00
2020 - HP021-019	Société d'entraide des conseillers régionaux	930	0,00
2021 - HP021-019	Société d'entraide des conseillers régionaux	930	1 400 000,00
2020 - HP044-015	Solidarité internationale	930	0,00
2021 - HP044-015	Solidarité internationale	930	210 000,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2021 - HP92-007	Soutien au dialogue Sciences- Société	939	700 000,00
2020 - HP92-007	Soutien au dialogue sciences- société	939	0,00
2020 - HP810-021	Soutien au développement des transports en commun	938	0,00
2021 - HP810-021	Soutien au développement des transports en commun	938	60 000,00
2020 - HP92-001	Soutien aux compétences scientifiques et technologiques	939	0,00
2021 - HP92-001	Soutien aux compétences scientifiques et technologiques	939	4 465 000,00
2020 - HP92-006	Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)	939	0,00
2021 - HP92-006	Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)	939	15 180 000,00
2020 - HP61-002	Soutien aux dynamiques de l'inclusion	936	0,00
2021 - HP61-002	Soutien aux dynamiques de l'inclusion	936	4 020 000,00
2020 - HP95-002	Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine du tourisme	939	0,00
2021 - HP95-002	Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine du tourisme	939	13 173 000,00
2020 - HP92-005	Soutien aux pôles de compétitivité	939	0,00
2021 - HP92-005	Soutien aux pôles de compétitivité	939	4 241 000,00
2020 - HP93-001	Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire	939	0,00
2021 - HP93-001	Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire	939	1 910 000,00
2020 - HP92-008	Soutien aux transferts de technologie	939	0,00
2021 - HP92-008	Soutien aux transferts de technologie	939	600 000,00
2020 - HP312-013	Soutien culturel pluridisciplinaire	933	0,00
2021 - HP312-013	Soutien culturel pluridisciplinaire	933	4 000 000,00
2020 - HP94-002	Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art	939	0,00
2021 - HP94-002	Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art	939	1 100 000,00
2020 - HP94-001	Soutien à l'industrie et aux autres services	939	0,00
2021 - HP94-001	Soutien à l'industrie et aux autres services	939	3 922 000,00
2020 - HP92-002	Soutien à l'innovation	939	0,00
2021 - HP92-002	Soutien à l'innovation	939	1 000 000,00
2020 - HP50-002	Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement	935	0,00
2021 - HP50-002	Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement	935	17 978 000,00
2020 - HP91-001	Soutien à la création et au développement des entreprises	939	0,00
2021 - HP91-001	Soutien à la création et au développement des entreprises	939	6 604 000,00
2020 - HP312-007	Soutien à la création et à la diffusion numériques	933	0,00
2021 - HP312-007	Soutien à la création et à la diffusion numériques	933	650 000,00
2020 - HP61-001	Soutien à la création et à la reprise d'activité	936	0,00
2021 - HP61-001	Soutien à la création et à la reprise d'activité	936	15 404 000,00
2020 - HP50-008	Stratégies métropolitaines et métropole francilienne	935	0,00
2021 - HP50-008	Stratégies métropolitaines et métropole francilienne	935	100 000,00
2020 - HP0202-016	Subventions à divers organismes	930	0,00
2021 - HP0202-016	Subventions à divers organismes	930	1 121 000,00
2020 - PR52-001	Territoires stratégiques	935	0,00
2021 - PR52-001	Territoires stratégiques	935	1 070 000,00
2020 - HP41-004	Transport aérien d'urgence	934	0,00
2021 - HP41-004	Transport aérien d'urgence	934	200 000,00
2020 - HP818-018	Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées	938	0,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2021 - HP818-018	Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées	938	14 000 000,00
2020 - HP93-002	Valorisation de la production agricole et agro-alimentaire	939	0,00
2021 - HP93-002	Valorisation de la production agricole et agro-alimentaire	939	1 493 000,00
2020 - HP0202-013	Véhicules	930	0,00
2021 - HP0202-013	Véhicules	930	637 000,00
2020 - HP80-001	Études générales	938	0,00
2021 - HP80-001	Études générales	938	556 000,00
2020 - HP32-003	Événements sportifs	933	0,00
2021 - HP32-003	Événements sportifs	933	2 250 000,00
TOTAL			

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00

TOTAL GENERAL	**2 109 776 000,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET — A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés (y compris le compte 1068)	4 626 785 000,00	4 626 785 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	4 626 785 000,00	4 626 785 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés	5 974 321 000,00	5 974 321 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	5 974 321 000,00	5 974 321 000,00

TOTAL DU BUDGET (4)	10 601 106 000,00	10 601 106 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 4312.6 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 4312-5 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés	3 401 374 000,00	1 225 411 000,00	4 626 785 000,00	2 623 046 000,00	2 003 739 000,00	4 626 785 000,00
Crédits de fonctionnement votés	4 872 992 000,00	1 101 329 000,00	5 974 321 000,00	5 651 320 000,00	323 001 000,00	5 974 321 000,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	8 274 366 000,00	2 326 740 000,00	10 601 106 000,00	8 274 366 000,00	2 326 740 000,00	10 601 106 000,00

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS — B

SECTION	POUR MEMOIRE		PROPOSITIONS DU PRÉSIDENT	VOTE DE L'ASSEMBLEE	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)	DONT NON VENTILE	DONT 0 Services généraux (sauf 01)
	POUR MÉMOIRE BUDGET PRÉCÉDENT (1)	RESTES A REALISER N-1					
AP VOTEES	**2 210 932 000,00**		**2 583 316 000,00**	**2 583 316 000,00**	**2 583 316 000,00**	**0,00**	**16 770 000,00**
Dont dépenses imprévues (950)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
AE VOTEES	**2 087 231 000,00**		**2 109 776 000,00**	**2 109 776 000,00**	**2 109 776 000,00**	**35 000,00**	**62 132 000,00**
Dont dépenses imprévues (952)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**4 714 394 000,00**	**0,00**	**4 626 785 000,00**	**4 626 785 000,00**	**4 626 785 000,00**	**2 633 785 000,00**	**20 735 000,00**
90 Opérations ventilées	1 888 701 000,00	0,00	1 993 000 000,00	1 993 000 000,00	1 993 000 000,00		20 735 000,00
- en AP/CP (2)	1 888 681 000,00	0,00	1 992 980 000,00	1 992 980 000,00	1 992 980 000,00		20 715 000,00
- hors AP/CP (2)	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00		20 000,00
Dont opérations pour comptes de tiers	3 410 000,00	0,00	5 811 000,00	5 811 000,00	5 811 000,00		0,00
92 Opérations non ventilées	2 825 693 000,00	0,00	2 633 785 000,00	2 633 785 000,00	2 633 785 000,00	2 633 785 000,00	
001 Solde exécution section investissement	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**4 714 394 000,00**	**0,00**	**4 626 785 000,00**	**4 626 785 000,00**	**4 626 785 000,00**	**4 508 377 000,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées	100 315 000,00	0,00	118 408 000,00	118 408 000,00	118 408 000,00		0,00
- Recettes affectées	94 105 000,00	0,00	112 198 000,00	112 198 000,00	112 198 000,00		0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région	6 210 000,00	0,00	6 210 000,00	6 210 000,00	6 210 000,00		0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	4 273 754 000,00	0,00	4 393 308 000,00	4 393 308 000,00	4 393 308 000,00	4 393 308 000,00	
954 Produits des cessions d'immobilisations	189 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
951 Virement de la section de fonctionnement	*151 025 000,00*		*115 069 000,00*	*115 069 000,00*	*115 069 000,00*	*115 069 000,00*	
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
001 Solde exécution section investissement	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**6 002 879 000,00**	**0,00**	**5 974 321 000,00**	**5 974 321 000,00**	**5 974 321 000,00**	**3 422 186 000,00**	**199 342 000,00**
93 Services ventilés	2 528 267 000,00	0,00	2 552 135 000,00	2 552 135 000,00	2 552 135 000,00		199 342 000,00
- en AE/CP	2 046 952 000,00	0,00	2 076 273 000,00	2 076 273 000,00	2 076 273 000,00		62 237 000,00
- hors AE/CP	481 315 000,00	0,00	475 862 000,00	475 862 000,00	475 862 000,00		137 105 000,00
94 Services communs non ventilés	3 323 587 000,00	0,00	3 307 117 000,00	3 307 117 000,00	3 307 117 000,00	3 307 117 000,00	
953 Virement à la section d'investissement	*151 025 000,00*		*115 069 000,00*	*115 069 000,00*	*115 069 000,00*	*115 069 000,00*	
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	

REGION ILE DE FRANCE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2021

SECTION	POUR MEMOIRE		PROPOSITIONS DU PRÉSIDENT	VOTE DE L'ASSEMBLEE	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)	DONT NON VENTILE	DONT 0 Services généraux (sauf 01)
	POUR MÉMOIRE BUDGET PRÉCÉDENT (1)	RESTES A REALISER N-1					
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**6 002 879 000,00**	**0,00**	**5 974 321 000,00**	**5 974 321 000,00**	**5 974 321 000,00**	**5 830 394 000,00**	**0,00**
93 Services ventilés	147 228 000,00	0,00	143 927 000,00	143 927 000,00	143 927 000,00		0,00
94 Services communs non ventilés	5 855 651 000,00	0,00	5 830 394 000,00	5 830 394 000,00	5 830 394 000,00	5 830 394 000,00	
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite) — B

SECTION	1 Formation pro. et apprentissage	2 Enseignement	3 Culture, sports et loisirs	4 Santé et action sociale	5 Aménagement des territoires	6 Gestion des fonds européens	7 Environnement	8 Transports	9 Action économique
AP VOTEES	**57 410 000,00**	**748 458 000,00**	**138 145 000,00**	**36 150 000,00**	**243 930 000,00**	**21 050 000,00**	**125 563 000,00**	**995 450 000,00**	**200 390 000,00**
Dont dépenses imprévues (950)									
AE VOTEES	**705 965 000,00**	**297 928 000,00**	**63 735 000,00**	**12 166 000,00**	**22 843 000,00**	**55 870 000,00**	**25 136 000,00**	**783 706 000,00**	**80 260 000,00**
Dont dépenses imprévues (952)									
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**44 432 000,00**	**694 866 000,00**	**78 935 000,00**	**25 102 000,00**	**215 790 000,00**	**20 109 000,00**	**87 737 000,00**	**631 369 000,00**	**173 925 000,00**
90 Opérations ventilées	44 432 000,00	694 866 000,00	78 935 000,00	25 102 000,00	215 790 000,00	20 109 000,00	87 737 000,00	631 369 000,00	173 925 000,00
- en AP/CP (2)	44 432 000,00	694 866 000,00	78 935 000,00	25 102 000,00	215 790 000,00	20 109 000,00	87 737 000,00	631 369 000,00	173 925 000,00
- hors AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	5 811 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées									
001 Solde exécution section investissement									
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**0,00**	**94 799 000,00**	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 109 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées	0,00	94 799 000,00	3 500 000,00	0,00	0,00	20 109 000,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées	0,00	88 589 000,00	3 500 000,00	0,00	0,00	20 109 000,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région	0,00	6 210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)									
954 Produits des cessions d'immobilisations									
951 Virement de la section de fonctionnement									
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés									

001 Solde exécution section investissement									
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**680 787 000,00**	**638 518 000,00**	**63 735 000,00**	**12 166 000,00**	**22 843 000,00**	**45 692 000,00**	**25 136 000,00**	**783 656 000,00**	**80 260 000,00**
93 Services ventilés	680 787 000,00	638 518 000,00	63 735 000,00	12 166 000,00	22 843 000,00	45 692 000,00	25 136 000,00	783 656 000,00	80 260 000,00
- en AE/CP	680 787 000,00	299 761 000,00	63 735 000,00	12 166 000,00	22 843 000,00	45 692 000,00	25 136 000,00	783 656 000,00	80 260 000,00
- hors AE/CP	0,00	338 757 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés									
953 Virement à la section d'investissement									
002 Résultat de fonctionnement reporté									
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**79 000 000,00**	**16 350 000,00**	**2 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**45 692 000,00**	**285 000,00**	**0,00**	**0,00**
93 Services ventilés	79 000 000,00	16 350 000,00	2 600 000,00	0,00	0,00	45 692 000,00	285 000,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés									
002 Résultat de fonctionnement reporté									

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT — C1

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	**1 993 000 000,00**	**118 408 000,00**
900 Services généraux	20 735 000,00	0,00
901 Formation pro. et apprentissage	44 432 000,00	0,00
902 Enseignement	694 866 000,00	94 799 000,00
903 Culture, sports et loisirs	78 935 000,00	3 500 000,00
904 Santé et action sociale	25 102 000,00	0,00
905 Aménagement des territoires	215 790 000,00	0,00
906 Gestion des fonds européens	20 109 000,00	20 109 000,00
907 Environnement	87 737 000,00	0,00
908 Transports	631 369 000,00	0,00
909 Action économique	173 925 000,00	0,00
92 Opérations non ventilées	**1 408 374 000,00**	**2 504 638 000,00**
921 Taxes non affectées	44 000 000,00	390 388 000,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	113 029 000,00
923 Dettes et autres opérations financières	1 364 374 000,00	2 001 221 000,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		**0,00**
954 Produits des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL	I **3 401 374 000,00**	II **2 623 046 000,00**

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	902 410 000,00	902 410 000,00
926 Transferts entre les sections	*323 001 000,00*	*986 260 000,00*
951 Virement de la section de fonctionnement		*115 069 000,00*
TOTAL	III **1 225 411 000,00**	IV **2 003 739 000,00**

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :……	**778 328 000,00**

001 Solde exécution section investissement	V	0,00	VI	0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**4 626 785 000,00**	II + IV + VI + VII	**4 626 785 000,00**

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT — C2

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	**2 552 135 000,00**	**143 927 000,00**
930 Services généraux	199 342 000,00	0,00
931 Formation pro. et apprentissage	680 787 000,00	79 000 000,00
932 Enseignement	638 518 000,00	16 350 000,00
933 Culture, sports et loisirs	63 735 000,00	2 600 000,00
934 Santé et action sociale	12 166 000,00	0,00
935 Aménagement des territoires	22 843 000,00	0,00
936 Gestion des fonds européens	45 692 000,00	45 692 000,00
937 Environnement	25 136 000,00	285 000,00
938 Transports	783 656 000,00	0,00
939 Action économique	80 260 000,00	0,00
94 Services communs non ventilés	**2 320 857 000,00**	**5 507 393 000,00**
940 Impositions directes	2 207 254 000,00	124 763 000,00
941 Autres impôts et taxes	3 000 000,00	5 300 121 000,00
942 Dotations et participations	0,00	76 588 000,00
943 Opérations financières	104 328 000,00	4 521 000,00
944 Frais de fonctionnements groupes d'élus	2 865 000,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes	3 410 000,00	1 400 000,00
TOTAL	I **4 872 992 000,00**	II **5 651 320 000,00**

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections	*986 260 000,00*	*323 001 000,00*
947 Transferts dans section fonctionnement	*0,00*	*0,00*
953 Virement à la section d'investissement	*115 069 000,00*	
TOTAL	III **1 101 329 000,00**	IV **323 001 000,00**

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :……	**778 328 000,00**

002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	VI	0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**5 974 321 000,00**	II + IV + VI	**5 974 321 000,00**

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions du président (2)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		**4 714 394 000,00**	**0,00**	**4 626 785 000,00**	**4 626 785 000,00**	**4 626 785 000,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**3 517 615 000,00**	**0,00**	**3 401 374 000,00**	**3 401 374 000,00**	**3 401 374 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	22 000 000,00	0,00	44 000 000,00	44 000 000,00	44 000 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 606 914 000,00	0,00	1 364 374 000,00	1 364 374 000,00	1 364 374 000,00
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	24 585 000,00	0,00	54 976 000,00	54 976 000,00	54 976 000,00
204	Subventions d'équipement versées	1 174 447 000,00	0,00	1 270 597 000,00	1 270 397 000,00	1 270 397 000,00
21	Immobilisations corporelles	98 852 000,00	0,00	101 335 000,00	101 535 000,00	101 535 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	569 438 000,00	0,00	548 263 000,00	548 263 000,00	548 263 000,00
26	Participations et créances rattachées	5 000 000,00	0,00	1 647 000,00	1 647 000,00	1 647 000,00
27	Autres immobilisations financières	12 969 000,00	0,00	10 371 000,00	10 371 000,00	10 371 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	3 410 000,00	0,00	5 811 000,00	5 811 000,00	5 811 000,00
Sous total des opérations d'ordre		***1 196 779 000,00***		***1 225 411 000,00***	***1 225 411 000,00***	***1 225 411 000,00***
925	*Opérations patrimoniales*	*886 800 000,00*		*902 410 000,00*	*902 410 000,00*	*902 410 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*309 979 000,00*		*323 001 000,00*	*323 001 000,00*	*323 001 000,00*
001	Solde exécution section investissement	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le Président pour l'exercice N.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions du président (2)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		**6 002 879 000,00**	**0,00**	**5 974 321 000,00**	**5 974 321 000,00**	**5 974 321 000,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**4 858 620 000,00**	**0,00**	**4 872 992 000,00**	**4 872 992 000,00**	**4 872 992 000,00**
011	Charges à caractère général	361 995 800,00	0,00	327 184 000,00	327 264 000,00	327 264 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	450 284 000,00	0,00	459 668 000,00	459 668 000,00	459 668 000,00
014	Atténuations de produits	2 210 549 000,00	0,00	2 210 254 000,00	2 210 254 000,00	2 210 254 000,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 720 216 200,00	0,00	1 769 602 000,00	1 769 522 000,00	1 769 522 000,00
6586	Frais de fonctionnement groupes d'élus	2 753 000,00	0,00	2 753 000,00	2 753 000,00	2 753 000,00
66	Charges financières	110 434 000,00	0,00	99 829 000,00	99 829 000,00	99 829 000,00
67	Charges exceptionnelles	388 000,00	0,00	292 000,00	292 000,00	292 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 000 000,00		3 410 000,00	3 410 000,00	3 410 000,00
Sous total des opérations d'ordre		***1 144 259 000,00***		***1 101 329 000,00***	***1 101 329 000,00***	***1 101 329 000,00***
946	*Transferts entre les sections*	*993 234 000,00*		*986 260 000,00*	*986 260 000,00*	*986 260 000,00*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
953	*Virement à la section d'investissement*	*151 025 000,00*		*115 069 000,00*	*115 069 000,00*	*115 069 000,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le Président pour l'exercice N.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président (3)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes d'investissement – Total		**4 714 394 000,00**	**0,00**	**4 626 785 000,00**	**4 626 785 000,00**	**4 626 785 000,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**2 683 335 000,00**	**0,00**	**2 623 046 000,00**	**2 623 046 000,00**	**2 623 046 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	216 000 000,00	0,00	208 029 000,00	208 029 000,00	208 029 000,00
13	Subventions d'investissement	416 993 000,00	0,00	405 086 000,00	405 086 000,00	405 086 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 815 467 000,00	0,00	1 752 814 000,00	1 752 814 000,00	1 752 814 000,00
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (1)	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	36 865 000,00	0,00	248 407 000,00	248 407 000,00	248 407 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	6 210 000,00	0,00	6 210 000,00	6 210 000,00	6 210 000,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	189 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***2 031 059 000,00***		***2 003 739 000,00***	***2 003 739 000,00***	***2 003 739 000,00***
925	*Opérations patrimoniales*	*886 800 000,00*		*902 410 000,00*	*902 410 000,00*	*902 410 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*993 234 000,00*		*986 260 000,00*	*986 260 000,00*	*986 260 000,00*
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*151 025 000,00*		*115 069 000,00*	*115 069 000,00*	*115 069 000,00*
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution section investissement	0,00			0,00	0,00

(1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(2) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(3) Propositions formulées par le Président pour l'exercice N.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président (3)	Vote de l'exercice	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		**6 002 879 000,00**	**0,00**	**5 974 321 000,00**	**5 974 321 000,00**	**5 974 321 000,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**5 692 900 000,00**	**0,00**	**5 651 320 000,00**	**5 651 320 000,00**	**5 651 320 000,00**
70	Produits services, domaine, ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impôts locaux	3 245 834 000,00	0,00	124 763 000,00	124 763 000,00	124 763 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 222 517 000,00	0,00	5 300 121 000,00	5 300 121 000,00	5 300 121 000,00
74	Dotations, subventions et participations	200 528 000,00	0,00	219 165 000,00	219 165 000,00	219 165 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	22 671 000,00	0,00	4 521 000,00	4 521 000,00	4 521 000,00
77	Produits exceptionnels	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
013	Atténuations de charges	350 000,00	0,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		1 400 000,00	1 400 000,00	1 400 000,00
Sous total des opérations d'ordre		***309 979 000,00***		***323 001 000,00***	***323 001 000,00***	***323 001 000,00***
946	*Transferts entre les sections*	*309 979 000,00*		*323 001 000,00*	*323 001 000,00*	*323 001 000,00*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(2) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(3) Propositions formulées par le Président pour l'exercice N.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES — A

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**1 888 701 000,00**	**0,00**	**2 583 316 000,00**	**1 993 000 000,00**	**1 993 000 000,00**	**1 992 980 000,00**	**20 000,00**	**1 993 000 000,00**
900	Services généraux	30 160 000,00	0,00	16 770 000,00	20 435 000,00	20 735 000,00	20 715 000,00	20 000,00	20 735 000,00
901	Formation pro. et apprentissage	21 190 000,00	0,00	57 410 000,00	44 432 000,00	44 432 000,00	44 432 000,00	0,00	44 432 000,00
902	Enseignement	668 740 000,00	0,00	748 458 000,00	694 866 000,00	694 866 000,00	694 866 000,00	0,00	694 866 000,00
903	Culture, sports et loisirs	93 915 000,00	0,00	138 145 000,00	78 835 000,00	78 935 000,00	78 935 000,00	0,00	78 935 000,00
904	Santé et action sociale	25 000 000,00	0,00	36 150 000,00	25 102 000,00	25 102 000,00	25 102 000,00	0,00	25 102 000,00
905	Aménagement des territoires	184 820 000,00	0,00	243 930 000,00	215 490 000,00	215 790 000,00	215 790 000,00	0,00	215 790 000,00
906	Gestion des fonds européens	5 516 000,00	0,00	21 050 000,00	20 109 000,00	20 109 000,00	20 109 000,00	0,00	20 109 000,00
907	Environnement	93 619 000,00	0,00	125 563 000,00	87 707 000,00	87 737 000,00	87 737 000,00	0,00	87 737 000,00
908	Transports	641 751 000,00	0,00	995 450 000,00	632 549 000,00	631 369 000,00	631 369 000,00	0,00	631 369 000,00
909	Action économique	123 990 000,00	0,00	200 390 000,00	173 475 000,00	173 925 000,00	173 925 000,00	0,00	173 925 000,00
92	**Opérations non ventilées**	**2 825 693 000,00**	**0,00**		**2 633 785 000,00**	**2 633 785 000,00**		**2 633 785 000,00**	**2 633 785 000,00**
921	Taxes non affectées	22 000 000,00	0,00		44 000 000,00	44 000 000,00		44 000 000,00	44 000 000,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	1 606 914 000,00	0,00		1 364 374 000,00	1 364 374 000,00		1 364 374 000,00	1 364 374 000,00
925	*Opérations patrimoniales*	*886 800 000,00*			*902 410 000,00*	*902 410 000,00*		*902 410 000,00*	*902 410 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*309 979 000,00*			*323 001 000,00*	*323 001 000,00*		*323 001 000,00*	*323 001 000,00*
95	***Chapitre de prévision sans réalisation***			**0,00**					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		**4 714 394 000,00**	**0,00**	**2 583 316 000,00**	**4 626 785 000,00**	**4 626 785 000,00**	**1 992 980 000,00**	**2 633 805 000,00**	**4 626 785 000,00**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (3)	**0,00**
TOTAL	**4 626 785 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent..

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**100 315 000,00**	**0,00**	**118 408 000,00**	**118 408 000,00**	**118 408 000,00**
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseignement	94 799 000,00	0,00	94 799 000,00	94 799 000,00	94 799 000,00
903	Culture, sports et loisirs	0,00	0,00	3 500 000,00	3 500 000,00	3 500 000,00
904	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Gestion des fonds européens	5 516 000,00	0,00	20 109 000,00	20 109 000,00	20 109 000,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92	**Opérations non ventilées**	**4 273 754 000,00**	**0,00**	**4 393 308 000,00**	**4 393 308 000,00**	**4 393 308 000,00**
921	Taxes non affectées	429 388 000,00	0,00	390 388 000,00	390 388 000,00	390 388 000,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	112 000 000,00	0,00	113 029 000,00	113 029 000,00	113 029 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	1 852 332 000,00	0,00	2 001 221 000,00	2 001 221 000,00	2 001 221 000,00
925	*Opérations patrimoniales*	*886 800 000,00*		*902 410 000,00*	*902 410 000,00*	*902 410 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*993 234 000,00*		*986 260 000,00*	*986 260 000,00*	*986 260 000,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**340 325 000,00**	**0,00**	**115 069 000,00**	**115 069 000,00**	**115 069 000,00**
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*151 025 000,00*		*115 069 000,00*	*115 069 000,00*	*115 069 000,00*
954	Produits des cessions d'immobilisations	189 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		**4 714 394 000,00**	**0,00**	**4 626 785 000,00**	**4 626 785 000,00**	**4 626 785 000,00**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (3)	**0,00**

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (4)	**0,00**

TOTAL	**4 626 785 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(4) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux | **AP (1) = 16 770 000,00**

	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
	20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvent° globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
	201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES D'EQUIPEMENT													
Total (RAR N-1 + Vote)	**130 000,00**	**18 005 000,00**	**450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**450 000,00**	**1 450 000,00**	**20 735 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**130 000,00**	**17 805 000,00**	**450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**450 000,00**	**1 350 000,00**	**20 435 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**130 000,00**	**18 005 000,00**	**450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**450 000,00**	**1 450 000,00**	**20 735 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)		17 985 000,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	450 000,00	1 450 000,00	20 715 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
Dont op. pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS													
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 901

Détail par articles

CHAPITRE 901 – Formation professionnelle et apprentissage — **AP (1) = 57 410 000,00**

	0 Services communs	1 Formation professionnelle						2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Insertion sociale et professionnelle	12 Formation professionnalisante personnes	13 Formation certifiante des personnes	14 Formation des actifs occupés	15 Rémunération des stagiaires	16 Autres			
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 037 000,00**	**26 395 000,00**	**44 432 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 037 000,00**	**26 395 000,00**	**44 432 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 037 000,00**	**26 395 000,00**	**44 432 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 037 000,00	26 395 000,00	44 432 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement | **AP (1) = 748 458 000,00**

	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
			21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**1 329 000,00**	**0,00**	**482 624 000,00**	**8 496 000,00**	**70 317 000,00**	**76 700 000,00**	**12 866 000,00**	**42 534 000,00**	**694 866 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**1 329 000,00**	**0,00**	**482 624 000,00**	**8 496 000,00**	**70 317 000,00**	**76 700 000,00**	**12 866 000,00**	**42 534 000,00**	**694 866 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**1 329 000,00**	**0,00**	**482 624 000,00**	**8 496 000,00**	**70 317 000,00**	**76 700 000,00**	**12 866 000,00**	**42 534 000,00**	**694 866 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	1 329 000,00	0,00	482 624 000,00	8 496 000,00	70 317 000,00	76 700 000,00	12 866 000,00	42 534 000,00	694 866 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 811 000,00	0,00	0,00	0,00	5 811 000,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Total (RAR N-1 + Vote)	**86 089 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 500 000,00**	**0,00**	**6 210 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 799 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**86 089 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 500 000,00**	**0,00**	**6 210 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 799 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**86 089 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 500 000,00**	**0,00**	**6 210 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 799 000,00**
Recettes affectées	86 089 000,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 589 000,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 210 000,00	0,00	0,00	0,00	6 210 000,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 903

CHAPITRE 903 – Culture, sports et loisirs | **AP (1) = 138 145 000,00**

	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**1 446 000,00**	**27 065 000,00**	**5 479 000,00**	**36 395 000,00**	**7 050 000,00**	**1 500 000,00**	**78 935 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**1 446 000,00**	**27 065 000,00**	**5 479 000,00**	**36 295 000,00**	**7 050 000,00**	**1 500 000,00**	**78 835 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**1 446 000,00**	**27 065 000,00**	**5 479 000,00**	**36 395 000,00**	**7 050 000,00**	**1 500 000,00**	**78 935 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	1 446 000,00	27 065 000,00	5 479 000,00	36 395 000,00	7 050 000,00	1 500 000,00	78 935 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500 000,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500 000,00	0,00	0,00	3 500 000,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 904

Détail par articles

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale — **AP (1) = 36 150 000,00**

	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**7 282 000,00**	**17 820 000,00**	**0,00**	**25 102 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**7 282 000,00**	**17 820 000,00**	**0,00**	**25 102 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**7 282 000,00**	**17 820 000,00**	**0,00**	**25 102 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	7 282 000,00	17 820 000,00	0,00	25 102 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 905

Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires | **AP (1) = 243 930 000,00**

	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**17 000 000,00**	**82 480 000,00**	**13 730 000,00**	**72 200 000,00**	**0,00**	**11 291 000,00**	**19 089 000,00**	**0,00**	**215 790 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**17 000 000,00**	**82 980 000,00**	**13 730 000,00**	**72 000 000,00**	**0,00**	**11 291 000,00**	**18 489 000,00**	**0,00**	**215 490 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**17 000 000,00**	**82 480 000,00**	**13 730 000,00**	**72 200 000,00**	**0,00**	**11 291 000,00**	**19 089 000,00**	**0,00**	**215 790 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	17 000 000,00	82 480 000,00	13 730 000,00	72 200 000,00	0,00	11 291 000,00	19 089 000,00	0,00	215 790 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 906

CHAPITRE 906 – Gestion des fonds européens | **AP (1) = 21 050 000,00**

	1 FSE	2 FEDER	3 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			30 FEADER	31 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**20 109 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 109 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**20 109 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 109 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**20 109 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 109 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	20 109 000,00	0,00	0,00	20 109 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**20 109 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 109 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**20 109 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 109 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**20 109 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 109 000,00**
Recettes affectées	0,00	20 109 000,00	0,00	0,00	20 109 000,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement | **AP (1) = 125 563 000,00**

	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnemt infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**2 470 000,00**	**4 500 000,00**	**2 410 000,00**	**4 000 000,00**	**31 127 000,00**	**18 380 000,00**	**4 580 000,00**	**20 270 000,00**	**87 737 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**2 470 000,00**	**4 500 000,00**	**2 410 000,00**	**4 000 000,00**	**31 127 000,00**	**18 350 000,00**	**4 580 000,00**	**20 270 000,00**	**87 707 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**2 470 000,00**	**4 500 000,00**	**2 410 000,00**	**4 000 000,00**	**31 127 000,00**	**18 380 000,00**	**4 580 000,00**	**20 270 000,00**	**87 737 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	2 470 000,00	4 500 000,00	2 410 000,00	4 000 000,00	31 127 000,00	18 380 000,00	4 580 000,00	20 270 000,00	87 737 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports | **AP (1) = 995 450 000,00**

	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
		10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**32 000 000,00**	**468 700 000,00**	**16 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 700 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**32 000 000,00**	**468 700 000,00**	**16 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 700 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**32 000 000,00**	**468 700 000,00**	**16 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 700 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	32 000 000,00	468 700 000,00	16 800 000,00	0,00	0,00	0,00	51 700 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

	2 Routes et voiries						7 Sécurité
	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**18 850 000,00**	**0,00**	**24 020 000,00**	**600 000,00**	**4 300 000,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**19 050 000,00**	**0,00**	**25 000 000,00**	**600 000,00**	**4 300 000,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**18 850 000,00**	**0,00**	**24 020 000,00**	**600 000,00**	**4 300 000,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	18 850 000,00	0,00	24 020 000,00	600 000,00	4 300 000,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**9 999 000,00**	**900 000,00**	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**631 369 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**9 999 000,00**	**900 000,00**	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**632 549 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**9 999 000,00**	**900 000,00**	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**631 369 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	9 999 000,00	900 000,00	3 500 000,00	0,00	0,00	631 369 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 909

Détail par articles

CHAPITRE 909 – Action économique — **AP (1) = 200 390 000,00**

	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**47 747 000,00**	**72 897 000,00**	**10 800 000,00**	**37 981 000,00**	**4 500 000,00**	**173 925 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**47 397 000,00**	**72 897 000,00**	**10 700 000,00**	**37 981 000,00**	**4 500 000,00**	**173 475 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**47 747 000,00**	**72 897 000,00**	**10 800 000,00**	**37 981 000,00**	**4 500 000,00**	**173 925 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	47 747 000,00	72 897 000,00	10 800 000,00	37 981 000,00	4 500 000,00	173 925 000,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES — A 921

Détail par articles

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**22 000 000,00**	**0,00**	**44 000 000,00**	**44 000 000,00**	**44 000 000,00**
13332	Taxe sur construction de bureaux	20 000 000,00	0,00	40 000 000,00	40 000 000,00	40 000 000,00
13333	Taxe complémentaire à la TLE	1 500 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
13334	Taxe sur les surfaces de stationnement	500 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
	RECETTES	**429 388 000,00**	**0,00**	**390 388 000,00**	**390 388 000,00**	**390 388 000,00**
10223	TICPE 2ème part	64 000 000,00	0,00	60 000 000,00	60 000 000,00	60 000 000,00
10226	Taxe aménagement	40 000 000,00	0,00	35 000 000,00	35 000 000,00	35 000 000,00
13331	Amendes de police	69 388 000,00	0,00	69 388 000,00	69 388 000,00	69 388 000,00
13332	Taxe sur construction de bureaux	110 000 000,00	0,00	80 000 000,00	80 000 000,00	80 000 000,00
13334	Taxe sur les surfaces de stationnement	66 000 000,00	0,00	66 000 000,00	66 000 000,00	66 000 000,00
1338	Autres	80 000 000,00	0,00	80 000 000,00	80 000 000,00	80 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**112 000 000,00**	**0,00**	**113 029 000,00**	**113 029 000,00**	**113 029 000,00**
1021	Dotation	22 000 000,00	0,00	23 029 000,00	23 029 000,00	23 029 000,00
10222	FCTVA	90 000 000,00	0,00	90 000 000,00	90 000 000,00	90 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Reversement de dotations (trop perçu).

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES — A 923

Détail par articles

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**1 606 914 000,00**	**0,00**	**1 364 374 000,00**	**1 364 374 000,00**	**1 364 374 000,00**
16311	Emprunt obligataire remboursable in fine	410 000 000,00	0,00	166 797 000,00	166 797 000,00	166 797 000,00
1641	Emprunts en euros	22 914 000,00	0,00	23 577 000,00	23 577 000,00	23 577 000,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	587 000 000,00	0,00	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	587 000 000,00	0,00	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
	RECETTES	**1 852 332 000,00**	**0,00**	**2 001 221 000,00**	**2 001 221 000,00**	**2 001 221 000,00**
16311	Emprunt obligataire remboursable in fine	641 467 000,00	0,00	578 814 000,00	578 814 000,00	578 814 000,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	587 000 000,00	0,00	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	587 000 000,00	0,00	587 000 000,00	587 000 000,00	587 000 000,00
2745	Avances remboursables	4 285 000,00	0,00	4 211 000,00	4 211 000,00	4 211 000,00
2748	Autres prêts	32 580 000,00	0,00	244 196 000,00	244 196 000,00	244 196 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES — A 925

Détail par articles

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	***886 800 000,00***	***902 410 000,00***	***902 410 000,00***
16441	*Opérat° afférentes à l'emprunt*	*587 000 000,00*	*587 000 000,00*	*587 000 000,00*
204182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*2 500 000,00*	*1 500 000,00*	*1 500 000,00*
2117	*Bois et forêts*	*2 500 000,00*	*17 500 000,00*	*17 500 000,00*
2128	*Autres agencements et aménagts*	*7 500 000,00*	*3 000 000,00*	*3 000 000,00*
2313	*Constructions*	*224 290 000,00*	*236 500 000,00*	*236 500 000,00*
2318	*Autres immo. corporelles en cours*	*60 210 000,00*	*54 110 000,00*	*54 110 000,00*
4551750507	*75019 PARIS CMR G. BRASSENS*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551750654	*75005 PARIS CMR HENRI IV*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551750699	*75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY*	*400 000,00*	*400 000,00*	*400 000,00*
4551750700	*75016 PARIS CMR SAY*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752524	*75003 PARIS CMR V.HUGO*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752525	*75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
4551752527	*75006 PARIS CMR MONTAIGNE*	*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
4551752528	*75007 PARIS CMR V.DURUY*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752529	*75008 PARIS CMR CHAPTAL*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752531	*75005 PARIS CMR LAVOISIER*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752533	*75009 PARIS CMR J. FERRY*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752534	*75009 PARIS CMR LAMARTINE*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752536	*75011 PARIS CMR VOLTAIRE*	*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
4551752537	*75012 PARIS CMR VALERY*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752538	*75013 PARIS CMR RODIN*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752539	*75013 PARIS CMR MONET*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752540	*75013 PARIS CMR FAURE*	*1 000 000,00*	*1 000 000,00*	*1 000 000,00*
4551752543	*75014 PARIS CMR P. BERT*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752544	*75014 PARIS CMR VILLON*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752545	*75015 PARIS CMR BUFFON*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752546	*75015 PARIS CMR CAMILLE SEE*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752547	*75016 PARIS CMR C. BERNARD*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752548	*75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752550	*75016 PARIS CMR FONTAINE*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752551	*75016 PARIS CMR MOLIERE*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752553	*75017 PARIS CMR HONORE DE BALZAC*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752555	*75019 PARIS CMR BERGSON*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
4551752556	*75020 PARIS CMR H. BOUCHER*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
4551752557	*75020 PARIS CMR RAVEL*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551771765	*77 FONTAINEBLEAU CMR F. COUPERIN*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551781101	*78 POISSY CMR LE CORBUSIER*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551781106	*78 VERSAILLES CMR HOCHE*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
4551910677	*91 MONTGERON CMR WEILER*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551921780	*92 NEUILLY CMR PASTEUR*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551921782	*92 MEUDON CMR RABELAIS*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551921783	*92 VANVES CMR MICHELET*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
4551921784	*92 SCEAUX CMR LAKANAL*	*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
4551921785	*92 SCEAUX CMR M. CURIE*	*500 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
4551931186	*93 AUBERVIL CMR ALEMBERT*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551931709	*93 AUBERVILLIERS CMR H. WALLON*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551931710	*93 NOISY LE SEC CMR OLYMPE DE GOUGES*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551931711	*93 BONDY CMR J. RENOIR*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551931712	*93 MONTREUIL CMR J. JAURES*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551941598	*94 VINCENNES CMR H. BERLIOZ*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551941599	*94 NOGENT SUR MARNE - CMR Branly*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551941602	*94 VILLENEUVE LE ROI GEORGES BRASSENS*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	RECETTES (3)	***886 800 000,00***	***902 410 000,00***	***902 410 000,00***
16449	*Opérat° de tirage sur ligne trésorerie*	*587 000 000,00*	*587 000 000,00*	*587 000 000,00*
2031	*Frais d'études*	*14 200 000,00*	*26 490 000,00*	*26 490 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*300 000,00*	*120 000,00*	*120 000,00*
2313	*Constructions*	*2 800 000,00*	*2 800 000,00*	*2 800 000,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*282 500 000,00*	*286 000 000,00*	*286 000 000,00*
4551752523	*CMR TURGOT 75003*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752529	*CMR CHAPTAL 75008*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752543	*CMR BERT 75014*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752553	*CMR BALZAC 75017*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752555	*CMR BERGSON 75019*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551752557	*CMR RAVEL 75020*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551931186	*93 AUBERVIL CMR ALEMBERT*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551931709	*93 AUBERVILLIERS CMR H. WALLON*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551931710	*93 NOISY LE SEC CMR OLYMPE DE GOUGES*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551931711	*93 BONDY CMR J. RENOIR*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4551931712	*93 MONTREUIL CMR J. JAURES*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4552781106	*78 VERSAILLES CMR HOCHE*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
4552941599	*94 NOGENT CMR BRANLY*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES

Détail par articles

III

A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	**309 979 000,00**	**323 001 000,00**	**323 001 000,00**
	Reprises sur autofinancement	**309 979 000,00**	**323 001 000,00**	**323 001 000,00**
13911	*Sub. transf cpte résult. Etat, établist*	11 000 000,00	11 000 000,00	11 000 000,00
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	1 600 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00
13914	*Sub. transf cpte résult. Communes*	70 000,00	50 000,00	50 000,00
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	10 000,00	12 000,00	12 000,00
139172	*Sub. transf cpte résult. FEDER*	120 000,00	50 000,00	50 000,00
13918	*Autres subventions d'équipement*	300 000,00	200 000,00	200 000,00
13932	*Dotation régionale d'équipement scolaire*	86 089 000,00	86 089 000,00	86 089 000,00
139331	*Amendes de police- Ile de France*	56 790 000,00	56 000 000,00	56 000 000,00
139332	*Taxe sur construction de bureaux*	94 000 000,00	98 000 000,00	98 000 000,00
139333	*Taxe complémentaire à la T.L.E. IF*	11 000 000,00	11 000 000,00	11 000 000,00
139334	*Taxe sur les surfaces de stationnement*	14 000 000,00	18 000 000,00	18 000 000,00
13938	*Autres*	35 000 000,00	41 000 000,00	41 000 000,00
	Charges transférées	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES DE L'EXERCICE (4)	**993 234 000,00**	**986 260 000,00**	**986 260 000,00**
	Amortissement des immobilisations	**993 234 000,00**	**986 260 000,00**	**986 260 000,00**
28031	*Frais d'études*	7 456 000,00	8 320 000,00	8 320 000,00
28032	*Frais de recherche et de développement*	10 000,00	0,00	0,00
28033	*Frais d'insertion*	179 000,00	110 000,00	110 000,00
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	2 373 000,00	1 710 000,00	1 710 000,00
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	18 852 000,00	15 900 000,00	15 900 000,00
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	17 538 000,00	22 620 000,00	22 620 000,00
2804114	*Voiries*	297 000,00	890 000,00	890 000,00
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	10 000,00	10 000,00	10 000,00
2804123	*Subv.Régions : Projet infrastructure*	10 000,00	10 000,00	10 000,00
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	3 424 000,00	1 890 000,00	1 890 000,00
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	41 819 000,00	41 750 000,00	41 750 000,00
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	22 390 000,00	22 550 000,00	22 550 000,00
2804141	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	18 748 000,00	17 410 000,00	17 410 000,00
2804142	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	197 332 000,00	194 940 000,00	194 940 000,00
2804143	*Subv.Cne : Projet infrastructure*	3 876 000,00	3 510 000,00	3 510 000,00
2804151	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	164 000,00	30 000,00	30 000,00
2804152	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	2 755 000,00	1 820 000,00	1 820 000,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
2804161	*Subv. SPIC : Bien mobilier, matériel*	808 000,00	160 000,00	160 000,00
2804162	*Subv. SPIC : Bâtiments, installations*	36 204 000,00	32 970 000,00	32 970 000,00
2804163	*Subv. SPIC : Projet infrastructure*	4 933 000,00	4 770 000,00	4 770 000,00
28041711	*Subv. SNCF : Bien mobilier, matériel*	10 000,00	40 000,00	40 000,00
28041712	*Subv. SNCF : Bâtiments, installations*	15 982 000,00	18 680 000,00	18 680 000,00
28041713	*Subv. SNCF : Projet infrastructure*	9 419 000,00	8 940 000,00	8 940 000,00
28041721	*SNCF réseau : Bien mobilier, matériel*	10 000,00	90 000,00	90 000,00
28041722	*SNCF réseau : Bâtiments, installations*	20 245 000,00	24 420 000,00	24 420 000,00
28041723	*SNCF réseau : Projet infrastructure*	30 744 000,00	33 990 000,00	33 990 000,00
28041732	*Subv. STIF : Bâtiments, installations*	3 935 000,00	3 290 000,00	3 290 000,00
28041733	*Subv. STIF : Projet infrastructure*	5 479 000,00	8 230 000,00	8 230 000,00
28041781	*Subv. Autres : Bien mobilier, matériel*	12 000,00	180 000,00	180 000,00
28041782	*Subv. Autres : Bâtiments, installations*	16 650 000,00	16 030 000,00	16 030 000,00
28041783	*Subv. Autres : Projet infrastructure*	65 752 000,00	77 270 000,00	77 270 000,00
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	13 954 000,00	17 450 000,00	17 450 000,00
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	120 731 000,00	133 490 000,00	133 490 000,00
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	2 712 000,00	2 340 000,00	2 340 000,00
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	23 077 000,00	23 120 000,00	23 120 000,00
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	97 891 000,00	107 970 000,00	107 970 000,00
280423	*Privé : Projet infrastructure*	194 000,00	430 000,00	430 000,00
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	151 000,00	80 000,00	80 000,00
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	5 252 000,00	2 630 000,00	2 630 000,00
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	0,00	20 000,00	20 000,00
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	139 000,00	40 000,00	40 000,00
28051	*Concessions,droits similaires,brevets,..*	8 026 000,00	6 130 000,00	6 130 000,00
2808	*Autres immobilisations incorporelles*	10 000,00	10 000,00	10 000,00
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	10 000,00	10 000,00	10 000,00
28128	*Autres aménagements de terrains*	8 434 000,00	8 110 000,00	8 110 000,00
281311	*Bâtiments administratifs*	1 058 000,00	6 420 000,00	6 420 000,00
281312	*Bâtiments scolaires*	65 726 000,00	70 890 000,00	70 890 000,00
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	706 000,00	770 000,00	770 000,00
281318	*Autres bâtiments publics*	171 000,00	80 000,00	80 000,00
281351	*Bâtiments publics*	6 139 000,00	5 910 000,00	5 910 000,00
281572	*Matériel technique scolaire*	3 650 000,00	510 000,00	510 000,00
281578	*Autre matériel technique*	1 161 000,00	380 000,00	380 000,00
28181	*Installations générales, aménagt divers*	443 000,00	600 000,00	600 000,00
281828	*Autres matériels de transport*	995 000,00	670 000,00	670 000,00
281831	*Matériel informatique scolaire*	50 905 000,00	11 730 000,00	11 730 000,00
281838	*Autre matériel informatique*	2 984 000,00	330 000,00	330 000,00
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	6 328 000,00	860 000,00	860 000,00
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	5 553 000,00	250 000,00	250 000,00
28185	*Matériel de téléphonie*	873 000,00	380 000,00	380 000,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
28188	*Autres immo. corporelles*	18 545 000,00	22 120 000,00	22 120 000,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnemen.t

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A.950 A 951 A 954

DEPENSES

950
Dépenses imprévues

Pour mémoire budget AP précédent	Vote de l'assemblée sur les AP
0,00	0,00

RECETTES

951
Virements de la section de fonctionnement

Pour mémoire budget précédent (1)	Vote de l'assemblée
151 025 000,00	*115 069 000,00*

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

RECETTES

954
Produits des cessions d'immobilisations

Pour mémoire budget précédent (1)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
189 300 000,00	0,00	0,00

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES — B

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**2 528 267 000,00**	**0,00**	**2 109 741 000,00**	**2 552 135 000,00**	**2 552 135 000,00**	**2 076 273 000,00**	**475 862 000,00**	**2 552 135 000,00**
930	Services généraux	202 581 000,00	0,00	62 132 000,00	199 242 000,00	199 342 000,00	62 237 000,00	137 105 000,00	199 342 000,00
931	Formation pro. et apprentissage	676 555 000,00	0,00	705 965 000,00	680 687 000,00	680 787 000,00	680 787 000,00	0,00	680 787 000,00
932	Enseignement	610 743 000,00	0,00	297 928 000,00	638 468 000,00	638 518 000,00	299 761 000,00	338 757 000,00	638 518 000,00
933	Culture, sports et loisirs	62 915 000,00	0,00	63 735 000,00	63 585 000,00	63 735 000,00	63 735 000,00	0,00	63 735 000,00
934	Santé et action sociale	9 716 000,00	0,00	12 166 000,00	11 516 000,00	12 166 000,00	12 166 000,00	0,00	12 166 000,00
935	Aménagement des territoires	22 713 000,00	0,00	22 843 000,00	22 763 000,00	22 843 000,00	22 843 000,00	0,00	22 843 000,00
936	Gestion des fonds européens	63 993 000,00	0,00	55 870 000,00	45 692 000,00	45 692 000,00	45 692 000,00	0,00	45 692 000,00
937	Environnement	23 919 000,00	0,00	25 136 000,00	24 936 000,00	25 136 000,00	25 136 000,00	0,00	25 136 000,00
938	Transports	778 056 000,00	0,00	783 706 000,00	785 646 000,00	783 656 000,00	783 656 000,00	0,00	783 656 000,00
939	Action économique	77 076 000,00	0,00	80 260 000,00	79 600 000,00	80 260 000,00	80 260 000,00	0,00	80 260 000,00
94	**Services communs non ventilés**	**3 323 587 000,00**	**0,00**		**3 307 117 000,00**	**3 307 117 000,00**		**3 307 082 000,00**	**3 307 117 000,00**
940	Impositions directes	2 207 549 000,00	0,00		2 207 254 000,00	2 207 254 000,00		2 207 254 000,00	2 207 254 000,00
941	Autres impôts et taxes	3 000 000,00	0,00		3 000 000,00	3 000 000,00		3 000 000,00	3 000 000,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	114 934 000,00	0,00		104 328 000,00	104 328 000,00		104 328 000,00	104 328 000,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	2 870 000,00	0,00		2 865 000,00	2 865 000,00		2 830 000,00	2 865 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 000 000,00			3 410 000,00	3 410 000,00		3 410 000,00	3 410 000,00
946	*Transferts entre les sections*	*993 234 000,00*			*986 260 000,00*	*986 260 000,00*		*986 260 000,00*	*986 260 000,00*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**151 025 000,00**		**0,00**	**115 069 000,00**	**115 069 000,00**		**115 069 000,00**	**115 069 000,00**
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	*Virement à la section d'investissement*	*151 025 000,00*			*115 069 000,00*	*115 069 000,00*		*115 069 000,00*	*115 069 000,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**6 002 879 000,00**	**0,00**	**2 109 776 000,00**	**5 974 321 000,00**	**5 974 321 000,00**	**2 076 308 000,00**	**3 898 013 000,00**	**5 974 321 000,00**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (3)	0,00

TOTAL	**5 974 321 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**147 228 000,00**	**0,00**	**143 927 000,00**	**143 927 000,00**	**143 927 000,00**
930	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Formation pro. et apprentissage	79 000 000,00	0,00	79 000 000,00	79 000 000,00	79 000 000,00
932	Enseignement	16 350 000,00	0,00	16 350 000,00	16 350 000,00	16 350 000,00
933	Culture, sports et loisirs	2 600 000,00	0,00	2 600 000,00	2 600 000,00	2 600 000,00
934	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Gestion des fonds européens	48 993 000,00	0,00	45 692 000,00	45 692 000,00	45 692 000,00
937	Environnement	285 000,00	0,00	285 000,00	285 000,00	285 000,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	**Services communs non ventilés**	**5 855 651 000,00**	**0,00**	**5 830 394 000,00**	**5 830 394 000,00**	**5 830 394 000,00**
940	Impositions directes	3 245 834 000,00	0,00	124 763 000,00	124 763 000,00	124 763 000,00
941	Autres impôts et taxes	2 222 517 000,00	0,00	5 300 121 000,00	5 300 121 000,00	5 300 121 000,00
942	Dotations et participations	54 650 000,00	0,00	76 588 000,00	76 588 000,00	76 588 000,00
943	Opérations financières	22 671 000,00	0,00	4 521 000,00	4 521 000,00	4 521 000,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		1 400 000,00	1 400 000,00	1 400 000,00
946	*Transferts entre les sections*	*309 979 000,00*		*323 001 000,00*	*323 001 000,00*	*323 001 000,00*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**6 002 879 000,00**	**0,00**	**5 974 321 000,00**	**5 974 321 000,00**	**5 974 321 000,00**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (3)	**0,00**
TOTAL	**5 974 321 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent..

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux | **AE (1) = 62 132 000,00**

	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
	20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
	201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT													
Total (RAR N-1 + Vote)	**123 855 000,00**	**53 143 000,00**	**16 756 000,00**	**3 355 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**523 000,00**	**0,00**	**210 000,00**	**1 400 000,00**	**199 342 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**123 855 000,00**	**53 143 000,00**	**16 656 000,00**	**3 355 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**523 000,00**	**0,00**	**210 000,00**	**1 400 000,00**	**199 242 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**123 855 000,00**	**53 143 000,00**	**16 756 000,00**	**3 355 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**523 000,00**	**0,00**	**210 000,00**	**1 400 000,00**	**199 342 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP		53 143 000,00	6 506 000,00	355 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	523 000,00	0,00	210 000,00	1 400 000,00	62 237 000,00
Hors AE-CP	123 855 000,00	0,00	10 250 000,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 105 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT													
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 931

CHAPITRE 931 – Formation professionnelle et apprentissage | **AE (1) = 705 965 000,00**

	0 Services communs	1 Formation professionnelle						2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Insertion sociale et professionnelle	12 Formation professionnalisante personnes	13 Formation certifiante des personnes	14 Formation des actifs occupés	15 Rémunération des stagiaires	16 Autres			
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**8 097 000,00**	**80 534 000,00**	**21 990 000,00**	**169 929 000,00**	**3 750 000,00**	**136 056 000,00**	**22 642 000,00**	**29 570 000,00**	**208 219 000,00**	**680 787 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**8 097 000,00**	**80 534 000,00**	**21 990 000,00**	**169 929 000,00**	**3 700 000,00**	**136 056 000,00**	**22 592 000,00**	**29 570 000,00**	**208 219 000,00**	**680 687 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**8 097 000,00**	**80 534 000,00**	**21 990 000,00**	**169 929 000,00**	**3 750 000,00**	**136 056 000,00**	**22 642 000,00**	**29 570 000,00**	**208 219 000,00**	**680 787 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	8 097 000,00	80 534 000,00	21 990 000,00	169 929 000,00	3 750 000,00	136 056 000,00	22 642 000,00	29 570 000,00	208 219 000,00	680 787 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**79 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 000 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**79 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 000 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**79 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 000 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement **AE (1) = 297 928 000,00**

	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
			21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**497 263 000,00**	**68 340 000,00**	**20 257 000,00**	**12 190 000,00**	**0,00**	**40 468 000,00**	**638 518 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**497 263 000,00**	**68 340 000,00**	**20 257 000,00**	**12 140 000,00**	**0,00**	**40 468 000,00**	**638 468 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**497 263 000,00**	**68 340 000,00**	**20 257 000,00**	**12 190 000,00**	**0,00**	**40 468 000,00**	**638 518 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	158 506 000,00	68 340 000,00	20 257 000,00	12 190 000,00	0,00	40 468 000,00	299 761 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	338 757 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338 757 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 350 000,00**	**0,00**	**9 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 350 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 350 000,00**	**0,00**	**9 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 350 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 350 000,00**	**0,00**	**9 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 350 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 933

CHAPITRE 933 – Culture, sports et loisirs | **AE (1) = 63 735 000,00**

	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**50 964 000,00**	**1 536 000,00**	**9 460 000,00**	**1 775 000,00**	**0,00**	**63 735 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**50 964 000,00**	**1 536 000,00**	**9 410 000,00**	**1 675 000,00**	**0,00**	**63 585 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**50 964 000,00**	**1 536 000,00**	**9 460 000,00**	**1 775 000,00**	**0,00**	**63 735 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	50 964 000,00	1 536 000,00	9 460 000,00	1 775 000,00	0,00	63 735 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**2 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 600 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**2 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 600 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**2 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 600 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale **AE (1) = 12 166 000,00**

	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 365 000,00**	**6 495 000,00**	**4 306 000,00**	**0,00**	**12 166 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**1 315 000,00**	**6 395 000,00**	**3 806 000,00**	**0,00**	**11 516 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 365 000,00**	**6 495 000,00**	**4 306 000,00**	**0,00**	**12 166 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	1 365 000,00	6 495 000,00	4 306 000,00	0,00	12 166 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 935

Détail par articles

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires | **AE (1) = 22 843 000,00**

	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**18 178 000,00**	**1 700 000,00**	**1 070 000,00**	**0,00**	**45 000,00**	**0,00**	**1 200 000,00**	**650 000,00**	**0,00**	**22 843 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**18 098 000,00**	**1 700 000,00**	**1 070 000,00**	**0,00**	**45 000,00**	**0,00**	**1 200 000,00**	**650 000,00**	**0,00**	**22 763 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**18 178 000,00**	**1 700 000,00**	**1 070 000,00**	**0,00**	**45 000,00**	**0,00**	**1 200 000,00**	**650 000,00**	**0,00**	**22 843 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	18 178 000,00	1 700 000,00	1 070 000,00	0,00	45 000,00	0,00	1 200 000,00	650 000,00	0,00	22 843 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 936

CHAPITRE 936 – Gestion des fonds européens | **AE (1) = 55 870 000,00**

	1 FSE	2 FEDER	3 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			30 FEADER	31 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**31 912 000,00**	**6 080 000,00**	**7 700 000,00**	**0,00**	**45 692 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**31 912 000,00**	**6 080 000,00**	**7 700 000,00**	**0,00**	**45 692 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**31 912 000,00**	**6 080 000,00**	**7 700 000,00**	**0,00**	**45 692 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	31 912 000,00	6 080 000,00	7 700 000,00	0,00	45 692 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**31 912 000,00**	**6 080 000,00**	**7 700 000,00**	**0,00**	**45 692 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**31 912 000,00**	**6 080 000,00**	**7 700 000,00**	**0,00**	**45 692 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**31 912 000,00**	**6 080 000,00**	**7 700 000,00**	**0,00**	**45 692 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 937

CHAPITRE 937 – Environnement | **AE (1) = 25 136 000,00**

	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnemt infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**5 281 000,00**	**878 000,00**	**850 000,00**	**300 000,00**	**850 000,00**	**16 017 000,00**	**0,00**	**960 000,00**	**25 136 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**5 281 000,00**	**878 000,00**	**850 000,00**	**300 000,00**	**850 000,00**	**15 817 000,00**	**0,00**	**960 000,00**	**24 936 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**5 281 000,00**	**878 000,00**	**850 000,00**	**300 000,00**	**850 000,00**	**16 017 000,00**	**0,00**	**960 000,00**	**25 136 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	5 281 000,00	878 000,00	850 000,00	300 000,00	850 000,00	16 017 000,00	0,00	960 000,00	25 136 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**285 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**285 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**285 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**285 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**285 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**285 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports | **AE (1) = 783 706 000,00**

	0	1						
	Services communs	Transports en commun de voyageurs						
		10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**556 000,00**	**768 950 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**556 000,00**	**770 940 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**556 000,00**	**768 950 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	556 000,00	768 950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

	2 Routes et voiries						7 Sécurité
	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**783 656 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**785 646 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**783 656 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	783 656 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 939

CHAPITRE 939 – Action économique | **AE (1) = 80 260 000,00**

	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**23 202 000,00**	**27 741 000,00**	**8 913 000,00**	**5 022 000,00**	**15 382 000,00**	**80 260 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**23 202 000,00**	**27 741 000,00**	**8 453 000,00**	**5 022 000,00**	**15 182 000,00**	**79 600 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**23 202 000,00**	**27 741 000,00**	**8 913 000,00**	**5 022 000,00**	**15 382 000,00**	**80 260 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	23 202 000,00	27 741 000,00	8 913 000,00	5 022 000,00	15 382 000,00	80 260 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits du BP hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES — B 940

Détail par articles

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**2 207 549 000,00**	**0,00**	**2 207 254 000,00**	**2 207 254 000,00**	**2 207 254 000,00**
73912	FNGIR	674 816 000,00	0,00	674 816 000,00	674 816 000,00	674 816 000,00
73913	Attributions de compensation CVAE	1 372 419 000,00	0,00	1 372 419 000,00	1 372 419 000,00	1 372 419 000,00
73914	Fonds péréquation rec.perçues par région	160 314 000,00	0,00	160 019 000,00	160 019 000,00	160 019 000,00
	RECETTES	**3 245 834 000,00**	**0,00**	**124 763 000,00**	**124 763 000,00**	**124 763 000,00**
73112	Cotisation sur la VAE	1 749 581 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseau	123 834 000,00	0,00	124 763 000,00	124 763 000,00	124 763 000,00
73123	Attributions de compensation CVAE	1 372 419 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES — B 941

Détail par articles

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**3 000 000,00**	**0,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**
73918	Autres reversements sur impôts locaux	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
	RECETTES	**2 222 517 000,00**	**0,00**	**5 300 121 000,00**	**5 300 121 000,00**	**5 300 121 000,00**
7321	TICPE 1ere part - modulation LRL	965 400 000,00	0,00	963 900 000,00	963 900 000,00	963 900 000,00
733	Fraction de TVA	510 985 000,00	0,00	3 652 628 000,00	3 652 628 000,00	3 652 628 000,00
7344	Taxe/certif. immatriculation véhicules	340 000 000,00	0,00	320 000 000,00	320 000 000,00	320 000 000,00
7352	Taxe sur les locaux à usage de bureaux	212 939 000,00	0,00	212 939 000,00	212 939 000,00	212 939 000,00
7353	Taxe additionnelle droits de mutation	60 000 000,00	0,00	55 000 000,00	55 000 000,00	55 000 000,00
7382	Fracti° TICPE Accomp. réf. apprentissage	0,00	0,00	6 202 000,00	6 202 000,00	6 202 000,00
73841	Frais de gestion	88 111 000,00	0,00	49 000 000,00	49 000 000,00	49 000 000,00
73842	TICPE FPA	38 882 000,00	0,00	38 952 000,00	38 952 000,00	38 952 000,00
7388	Autres	6 200 000,00	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**54 650 000,00**	**0,00**	**76 588 000,00**	**76 588 000,00**	**76 588 000,00**
744	FCTVA	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
7454	Prélèv sur rec - Réforme apprentissage	0,00	0,00	9 237 000,00	9 237 000,00	9 237 000,00
7461	DGD	8 820 000,00	0,00	8 820 000,00	8 820 000,00	8 820 000,00
74718	Autres participations Etat	45 800 000,00	0,00	58 501 000,00	58 501 000,00	58 501 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	**114 934 000,00**	**0,00**	**104 328 000,00**	**104 328 000,00**	**104 328 000,00**
6182	Documentation générale et technique	75 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00
6228	Divers	925 000,00	0,00	925 000,00	925 000,00	925 000,00
627	Services bancaires et assimilés	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00	3 500 000,00	3 500 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	110 879 000,00	0,00	94 223 000,00	94 223 000,00	94 223 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-1 163 000,00	0,00	4 948 000,00	4 948 000,00	4 948 000,00
6688	Autres	718 000,00	0,00	657 000,00	657 000,00	657 000,00
	RECETTES (4)	**22 671 000,00**	**0,00**	**4 521 000,00**	**4 521 000,00**	**4 521 000,00**
7622	Prod. Immo. fin. - rattachement ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	22 671 000,00	0,00	4 521 000,00	4 521 000,00	4 521 000,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	61 781 000,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	56 833 000,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	4 948 000,00
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	1 134 000,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 134 000,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnements des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**2 870 000,00**	**0,00**	**2 865 000,00**	**2 865 000,00**	**2 865 000,00**
6184	Frais de formation	40 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	77 000,00	0,00	77 000,00	77 000,00	77 000,00
65861	Frais de personnel	2 753 000,00	0,00	2 753 000,00	2 753 000,00	2 753 000,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES	**2 000 000,00**	**3 410 000,00**	**3 410 000,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	2 000 000,00	3 410 000,00	3 410 000,00
	RECETTES	**0,00**	**1 400 000,00**	**1 400 000,00**
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	**993 234 000,00**	**986 260 000,00**	**986 260 000,00**
	Dot. aux amortissements et provisions	**993 234 000,00**	**986 260 000,00**	**986 260 000,00**
6811	*Dot. amort. Immos incorporelles*	993 234 000,00	986 260 000,00	986 260 000,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (4)	**309 979 000,00**	**323 001 000,00**	**323 001 000,00**
	Reprises sur autofinancement	**309 979 000,00**	**323 001 000,00**	**323 001 000,00**
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	309 979 000,00	323 001 000,00	323 001 000,00
	Transfert de charges	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 952 B 953

DEPENSES

952 Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AE précédent	**Vote de l'assemblée sur les AE**
0,00	0,00

DEPENSES

953 *Virement à la section d'investissement*	
Pour mémoire budget précédent (1)	**Vote de l'assemblée**
151 025 000,00	*115 069 000,00*

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/900

CHAPITRE 900 – Services généraux

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvent° globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES		**130 000,00**	**18 005 000,00**	**450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**450 000,00**	**1 450 000,00**	**20 735 000,00**
203	Frais études,recherche,dév. et insertion	0,00	713 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	713 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	450 000,00	1 450 000,00	2 600 000,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	7 487 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 487 000,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	15 000,00	1 360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 375 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	115 000,00	3 148 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 263 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	5 115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 115 000,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A/901

Détail par articles

CHAPITRE 901 – Formation professionnelle et apprentissage

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle						2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Insertion sociale et professionnelle	12 Formation professionnalisante personnes	13 Formation certifiante des personnes	14 Formation des actifs occupés	15 Rémunération des stagiaires	16 Autres			
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 037 000,00**	**26 395 000,00**	**44 432 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 037 000,00	26 395 000,00	44 432 000,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A/902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES		**0,00**	**1 329 000,00**	**0,00**	**482 624 000,00**	**8 496 000,00**	**70 317 000,00**	**76 700 000,00**	**12 866 000,00**	**42 534 000,00**	**694 866 000,00**
203	Frais études,recherche,dév. et insertion	0,00	0,00	0,00	18 682 000,00	0,00	3 684 000,00	20 709 000,00	1 569 000,00	0,00	44 644 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 329 000,00	0,00	600 000,00	8 496 000,00	0,00	16 491 000,00	2 092 000,00	529 000,00	29 537 000,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	920 000,00	0,00	0,00	920 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	8 250 000,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00	8 286 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	1 984 000,00	0,00	171 000,00	0,00	0,00	0,00	2 155 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	24 073 000,00	0,00	4 562 000,00	0,00	0,00	42 000 000,00	70 635 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	84 963 000,00	0,00	38 492 000,00	20 172 000,00	7 113 000,00	0,00	150 740 000,00
236	Avances aux EPLE sur immos régionales	0,00	0,00	0,00	16 678 000,00	0,00	3 401 000,00	0,00	2 092 000,00	5 000,00	22 176 000,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	326 934 000,00	0,00	14 080 000,00	18 408 000,00	0,00	0,00	359 422 000,00
455	Opérat° invest.établist publics enseignt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 811 000,00	0,00	0,00	0,00	5 811 000,00
RECETTES		**86 089 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 500 000,00**	**0,00**	**6 210 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 799 000,00**
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	86 089 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 089 000,00
236	Avances aux EPLE sur immos régionales	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
455	Opérat° invest.établist publics enseignt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 210 000,00	0,00	0,00	0,00	6 210 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A/903

Détail par articles

CHAPITRE 903 – Culture, sports et loisirs

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES		**0,00**	**1 446 000,00**	**27 065 000,00**	**5 479 000,00**	**36 395 000,00**	**7 050 000,00**	**1 500 000,00**	**78 935 000,00**
203	Frais études,recherche,dév. et insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	96 000,00	154 000,00	0,00	250 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 446 000,00	14 173 000,00	5 479 000,00	34 041 000,00	6 157 000,00	1 500 000,00	62 796 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	12 892 000,00	0,00	1 830 000,00	739 000,00	0,00	15 461 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	261 000,00	0,00	0,00	261 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	167 000,00	0,00	0,00	167 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500 000,00	0,00	0,00	3 500 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A/904

Détail par articles

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**7 282 000,00**	**17 820 000,00**	**0,00**	**25 102 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	7 282 000,00	17 820 000,00	0,00	25 102 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A/905

Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**17 000 000,00**	**82 480 000,00**	**13 730 000,00**	**72 200 000,00**	**0,00**	**11 291 000,00**	**19 089 000,00**	**0,00**	**215 790 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	17 000 000,00	82 480 000,00	13 730 000,00	72 200 000,00	0,00	11 291 000,00	19 089 000,00	0,00	215 790 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A/906

Détail par articles

CHAPITRE 906 – Gestion des fonds européens

Article / compte par nature (1)	Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				30 FEADER	31 FEAMP	
DEPENSES		**0,00**	**20 109 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 109 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	20 109 000,00	0,00	0,00	20 109 000,00
RECETTES		**0,00**	**20 109 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 109 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	20 109 000,00	0,00	0,00	20 109 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A/907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnemt infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**2 470 000,00**	**4 500 000,00**	**2 410 000,00**	**4 000 000,00**	**31 127 000,00**	**18 380 000,00**	**4 580 000,00**	**20 270 000,00**	**87 737 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 470 000,00	4 500 000,00	2 410 000,00	4 000 000,00	31 127 000,00	8 430 000,00	4 580 000,00	20 270 000,00	77 787 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 950 000,00	0,00	0,00	9 950 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/908

CHAPITRE 908 – Transports

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES		**0,00**	**32 000 000,00**	**468 700 000,00**	**16 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 700 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	32 000 000,00	468 700 000,00	16 800 000,00	0,00	0,00	0,00	51 700 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A/908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Routes et voiries						7 Sécurité
		21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES		**18 850 000,00**	**0,00**	**24 020 000,00**	**600 000,00**	**4 300 000,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	18 850 000,00	0,00	24 020 000,00	600 000,00	4 300 000,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Article / compte par nature (1)	Libellé	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**9 999 000,00**	**900 000,00**	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**631 369 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	9 999 000,00	900 000,00	3 500 000,00	0,00	0,00	631 369 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A/909

Détail par articles

CHAPITRE 909 – Action économique

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**47 747 000,00**	**72 897 000,00**	**10 800 000,00**	**37 981 000,00**	**4 500 000,00**	**173 925 000,00**
203	Frais études,recherche,dév. et insertion	0,00	0,00	952 000,00	0,00	0,00	0,00	952 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	40 234 000,00	67 660 000,00	10 500 000,00	37 981 000,00	4 500 000,00	160 875 000,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
261	Titres de participation	0,00	1 647 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 647 000,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
274	Prêts	0,00	2 866 000,00	4 185 000,00	300 000,00	0,00	0,00	7 351 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/930

CHAPITRE 930 – Services généraux

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES		**123 855 000,00**	**53 143 000,00**	**16 756 000,00**	**3 355 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**523 000,00**	**0,00**	**210 000,00**	**1 400 000,00**	**199 342 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	1 523 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 523 000,00
606	Achats non stockés de matières	11 000,00	2 256 000,00	54 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 324 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	4 074 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 074 000,00
613	Locations	0,00	10 468 000,00	229 000,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	10 708 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 940 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 940 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	4 761 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 761 000,00
616	Primes d'assurances	0,00	1 922 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 924 000,00
617	Etudes et recherches	25 000,00	291 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 000,00
618	Divers	19 000,00	1 596 000,00	161 000,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 846 000,00
621	Personnel extérieur au service	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	22 000,00	11 071 000,00	50 000,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	11 188 000,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	5 823 000,00	949 000,00	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	63 000,00	7 054 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	30 000,00	1 460 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	1 505 000,00
625	Déplacements et missions	493 000,00	229 000,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	730 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunicat°	0,00	921 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	921 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
628	Divers	0,00	2 930 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 000,00	0,00	0,00	0,00	3 116 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 701 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 701 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	272 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	272 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 000,00
641	Rémunérations du personnel	87 767 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 767 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	30 160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 160 000,00
647	Autres charges sociales	1 694 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 714 000,00
648	Autres charges de personnel	703 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	703 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
652	Indemnités de présence	0,00	0,00	0,00	3 030 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 030 000,00
653	Indemnités, frais et format° élus	0,00	0,00	10 924 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 924 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	10 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
656	Participations	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	899 000,00	4 358 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	318 000,00	0,00	210 000,00	1 317 000,00	7 202 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
671	Charges exceptionnelles opérat° gestion	24 000,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
674	Subv. fonctionnement exceptionnelles	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

A/931

Détail par articles

CHAPITRE 931 – Formation professionnelle et apprentissage

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle						2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Insertion sociale et professionnelle	12 Formation professionnalisante personnes	13 Formation certifiante des personnes	14 Formation des actifs occupés	15 Rémunération des stagiaires	16 Autres			
DEPENSES		**8 097 000,00**	**80 534 000,00**	**21 990 000,00**	**169 929 000,00**	**3 750 000,00**	**136 056 000,00**	**22 642 000,00**	**29 570 000,00**	**208 219 000,00**	**680 787 000,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	57 470 000,00	0,00	101 991 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 461 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	2 907 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 907 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	1 311 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	20 000,00	1 333 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunicat°	58 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	5 000 000,00	0,00	136 056 000,00	0,00	0,00	34 631 000,00	175 687 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 917 000,00	0,00	5 917 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	3 821 000,00	23 064 000,00	21 990 000,00	62 938 000,00	3 750 000,00	0,00	22 642 000,00	23 640 000,00	173 568 000,00	335 413 000,00
RECETTES		**0,00**	**79 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 000 000,00**
747	Participations	0,00	79 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/932

CHAPITRE 932 – Enseignement

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**497 263 000,00**	**68 340 000,00**	**20 257 000,00**	**12 190 000,00**	**0,00**	**40 468 000,00**	**638 518 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
606	Achats non stockés de matières	0,00	0,00	0,00	52 441 000,00	0,00	9 962 000,00	0,00	0,00	0,00	62 403 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	1 579 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	3 579 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	5 000 000,00	0,00	938 000,00	12 000,00	0,00	5 000,00	5 955 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 691 000,00	8 931 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	846 000,00	0,00	0,00	61 000,00	0,00	150 000,00	1 057 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	1 430 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 430 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	1 111 000,00	0,00	0,00	194 000,00	0,00	1 375 000,00	2 680 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	0,00	0,00	307 000,00	0,00	0,00	218 000,00	0,00	41 000,00	566 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	6 316 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 316 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunicat°	0,00	0,00	0,00	1 650 000,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	1 790 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	1 620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 620 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	6 855 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 855 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	234 996 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 996 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	86 612 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 612 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	5 184 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 184 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	1 289 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 289 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 475 000,00	0,00	5 000,00	3 480 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	74 033 000,00	68 340 000,00	7 182 000,00	61 000,00	0,00	0,00	149 616 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	0,00	15 315 000,00	0,00	2 035 000,00	6 151 000,00	0,00	30 201 000,00	53 702 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	24 000,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
671	Charges exceptionnelles opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 000,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	107 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 000,00
674	Subv. fonctionnement exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 350 000,00**	**0,00**	**9 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 350 000,00**
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
748	Compensat°, attribut°, autres participat	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00	0,00	9 000 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — A/933

Détail par articles

CHAPITRE 933 – Culture, sports et loisirs

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**50 964 000,00**	**1 536 000,00**	**9 460 000,00**	**1 775 000,00**	**0,00**	**63 735 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	340 000,00	0,00	0,00	0,00	340 000,00
606	Achats non stockés de matières	0,00	0,00	0,00	515 000,00	0,00	0,00	0,00	515 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	202 000,00	0,00	0,00	202 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00	0,00	0,00	51 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	708 000,00	0,00	0,00	708 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	0,00	0,00	465 000,00	626 000,00	100 000,00	0,00	1 191 000,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	202 000,00	0,00	0,00	202 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 675 000,00	0,00	1 675 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	50 964 000,00	216 000,00	7 671 000,00	0,00	0,00	58 851 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**2 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 600 000,00**
747	Participations	0,00	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**1 365 000,00**	**6 495 000,00**	**4 306 000,00**	**0,00**	**12 166 000,00**
617	Etudes et recherches	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	22 000,00	0,00	0,00	22 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	75 000,00	0,00	0,00	75 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	1 365 000,00	6 373 000,00	4 306 000,00	0,00	12 044 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

A/935

Détail par articles

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**18 178 000,00**	**1 700 000,00**	**1 070 000,00**	**0,00**	**45 000,00**	**0,00**	**1 200 000,00**	**650 000,00**	**0,00**	**22 843 000,00**
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
628	Divers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	105 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	18 078 000,00	1 700 000,00	1 070 000,00	0,00	40 000,00	0,00	1 100 000,00	650 000,00	0,00	22 638 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — A/936

Détail par articles

CHAPITRE 936 – Gestion des fonds européens

Article / compte par nature (1)	Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				30 FEADER	31 FEAMP	
DEPENSES		**31 912 000,00**	**6 080 000,00**	**7 700 000,00**	**0,00**	**45 692 000,00**
657	Subventions de fonctionnement versées	31 912 000,00	6 080 000,00	7 700 000,00	0,00	45 692 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**31 912 000,00**	**6 080 000,00**	**7 700 000,00**	**0,00**	**45 692 000,00**
747	Participations	31 912 000,00	6 080 000,00	7 700 000,00	0,00	45 692 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — A/937

Détail par articles

CHAPITRE 937 – Environnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnemt infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**5 281 000,00**	**878 000,00**	**850 000,00**	**300 000,00**	**850 000,00**	**16 017 000,00**	**0,00**	**960 000,00**	**25 136 000,00**
617	Etudes et recherches	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
628	Divers	0,00	30 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	300 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	5 176 000,00	858 000,00	850 000,00	280 000,00	850 000,00	15 767 000,00	0,00	960 000,00	24 741 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**285 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**285 000,00**
747	Participations	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — A/938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES		**556 000,00**	**768 950 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000 000,00**
617	Etudes et recherches	556 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	671 390 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	97 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – PRESENTATION CROISEE — IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — A/938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Routes et voiries						7 Sécurité
		21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Article / compte par nature (1)	Libellé	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
		81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**783 656 000,00**
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	706 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	671 390 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 500 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

IV

A/939

CHAPITRE 939 – Action économique

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**23 202 000,00**	**27 741 000,00**	**8 913 000,00**	**5 022 000,00**	**15 382 000,00**	**80 260 000,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	126 000,00	0,00	0,00	0,00	126 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	101 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	201 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	713 000,00	1 377 000,00	128 000,00	0,00	1 000,00	2 219 000,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	0,00	2 003 000,00	0,00	292 000,00	69 000,00	2 364 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	203 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	305 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	305 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	21 880 000,00	23 982 000,00	8 685 000,00	4 730 000,00	15 309 000,00	74 586 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	253 000,00	0,00	0,00	0,00	253 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
CE - CFF	16/12/2020	587 000 000,00	500 000 000,00	0,00	500 000 000,00	0,00
5194 Billets de trésorerie						
Programme de NEU-CP	16/12/2020	1 500 000 000,00	1 000 000 000,00	-1 670 011,33	1 000 000 000,00	500 000 000,00
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**2 087 000 000,00**	**1 500 000 000,00**	**-1 670 011,33**	**1 500 000 000,00**	**500 000 000,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**5 147 612 644,69**									
2011.EP.EUR.410	SG, DB, HSBC, Natixis	06/06/2011	08/06/2011	07/01/2022	410 000 000,00	F	Fixe	3,625	3,625	EUR	A	F	O	A-1
2011.PP.AUD.66,8	CACIB	27/06/2011	28/06/2011	28/06/2021	66 796 318,16	V	EUR3M	1,921	1,948	AUD	T	F	O	A-1
2011.PP.EUR.60	SG	11/07/2011	13/07/2011	13/07/2026	60 000 000,00	F	Fixe	4,035	4,035	EUR	A	F	O	A-1
2012.EP.EUR.350	BNP PARIBAS et CACIB	23/03/2012	27/03/2012	27/03/2024	350 000 000,00	F	Fixe	3,625	3,625	EUR	A	F	O	A-1
2013.EP.EUR.300	BARCLAYS, NATIXIS	06/06/2013	10/06/2013	10/06/2023	300 000 000,00	F	Fixe	2,250	2,250	EUR	A	F	O	A-1
2013.PP.EUR.40	NATIXIS	26/03/2013	28/03/2013	28/03/2025	40 000 000,00	F	Fixe	2,594	2,594	EUR	A	F	O	A-1
2013.PP.EUR.50	Commerzbank	27/11/2013	29/11/2013	29/11/2024	50 000 000,00	F	Fixe	2,675	2,675	EUR	A	F	O	A-1
2013.PP.EUR.70	HSBC	29/10/2013	31/10/2013	31/10/2028	70 000 000,00	F	Fixe	3,060	3,060	EUR	A	F	O	A-1
2013.PP.JPY.40,8	CACIB	10/04/2013	11/04/2013	11/04/2028	40 816 326,53	V	EUR3M	0,976	0,990	JPY	T	F	O	A-1
2013.SSD.EUR.50	HELABA	04/04/2013	10/04/2013	10/04/2028	50 000 000,00	F	Fixe	2,750	2,750	EUR	A	F	N	A-1
2014.EP.EUR.600	CACIB, HSBC et Natixis	22/04/2014	24/04/2014	24/04/2026	600 000 000,00	F	Fixe	2,375	2,375	EUR	A	F	O	A-1
2014.PP.EUR.35	HSBC	23/09/2014	25/09/2014	25/09/2025	35 000 000,00	F	Fixe	1,640	1,640	EUR	A	F	O	A-1
2015.EP.EUR.500	BNPP, CACIB, NATIXIS	21/04/2015	23/04/2015	23/04/2027	500 000 000,00	F	Fixe	0,625	0,625	EUR	A	F	O	A-1
2015.PP.EUR.100	Bred	29/07/2015	31/07/2015	31/07/2021	100 000 000,00	V	EUR3M	0,127	0,129	EUR	T	F	O	A-1
2015.TAP.EUR.25	BNPP	26/10/2015	28/10/2015	27/03/2024	25 000 000,00	F	Fixe	3,625	3,625	EUR	A	F	O	A-1
2016.EP.EUR.650	BNPP, CACIB, NATIXIS, SGCIB	10/06/2016	14/06/2016	14/06/2025	650 000 000,00	F	Fixe	0,500	0,500	EUR	A	F	O	A-1
2017.EP.EUR.500	BARCLAYS, CACIB, HSBC, SG	07/03/2017	14/03/2017	14/03/2029	500 000 000,00	F	Fixe	1,375	1,375	EUR	A	F	O	A-1
2018.EP.EUR.500	CACIB, HSBC, NATIXIS, SG	18/06/2018	20/06/2018	20/06/2033	500 000 000,00	F	Fixe	1,375	1,375	EUR	A	F	O	A-1
2020.EP.EUR.250	BNPP, CACIB, DB, HSBC, Unicredit	26/06/2020	30/06/2020	02/07/2040	250 000 000,00	F	Fixe	0,610	0,610	EUR	A	F	O	A-1
2020.EP.EUR.550	BNPP, CACIB, DB, HSBC, Unicredit	26/06/2020	30/06/2020	02/07/2030	550 000 000,00	F	Fixe	0,100	0,100	EUR	A	F	O	A-1
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**752 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					752 000 000,00									
2011.BQ.EUR.252	CDC	14/12/2011	20/12/2011	01/03/2012	252 000 000,00	F	Fixe	3,570	3,570	EUR	T	P	O	A-1
2012.BQ.EUR.200	BEI	16/03/2012	26/03/2012	25/03/2027	200 000 000,00	F	Fixe	3,827	3,827	EUR	T	F	O	A-1
2018.BQ.EUR.40	CDC	19/05/2017	06/03/2018	01/03/2019	40 000 000,00	F	Fixe	0,000	0,000	EUR	T	C	O	A-1
2018.BQ.EUR.60	CDC	19/05/2017	08/06/2018	01/09/2018	60 000 000,00	F	Fixe	1,340	1,340	EUR	T	P	O	A-1
2019.BQ.EUR.150	BEI	19/12/2014	26/07/2019	22/11/2023	150 000 000,00	F	Fixe	0,000	0,000	EUR	A	F	O	A-1
2019.BQ.EUR.50	BEI	19/12/2014	26/07/2019	20/11/2024	50 000 000,00	F	Fixe	0,000	0,000	EUR	A	F	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
2007.REVOLVING.1000	Caisses d'épargne	07/11/2007	31/12/2007	30/12/2011	0,00	V	EONIA	4,021	4,077	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Prévision pour emprunt 2021					0,00			0,000	0,000				N	-
Prévision pour rachat de dette 2021					0,00			0,000	0,000				N	-
Total général					**5 899 612 644,69**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**167 612 644,69**		**5 147 612 644,69**					**166 796 318,16**	**82 682 152,47**	**2 421 000,00**	**56 485 475,15**
2011.EP.EUR.410	N	0,00	A-1	410 000 000,00	2,00	F	Fixe	3,625	0,00	14 862 500,00	0,00	14 577 465,76
2011.PP.AUD.66,8	O	66 796 318,16	A-1	66 796 318,16	1,50	V	EUR3M	1,090	66 796 318,16	335 234,02	0,00	0,00
2011.PP.EUR.60	O	60 000 000,00	A-1	60 000 000,00	6,50	V	EUR3M	1,180	0,00	3 078 000,00	2 421 000,00	1 276 421,92
2012.EP.EUR.350	N	0,00	A-1	350 000 000,00	4,20	F	Fixe	3,625	0,00	12 687 500,00	0,00	9 698 116,44
2013.EP.EUR.300	N	0,00	A-1	300 000 000,00	3,40	F	Fixe	2,250	0,00	6 750 000,00	0,00	3 772 602,74
2013.PP.EUR.40	N	0,00	A-1	40 000 000,00	5,20	F	Fixe	2,594	0,00	1 037 600,00	0,00	790 281,65
2013.PP.EUR.50	N	0,00	A-1	50 000 000,00	4,90	F	Fixe	2,675	0,00	1 337 500,00	0,00	117 260,28
2013.PP.EUR.70	N	0,00	A-1	70 000 000,00	8,80	F	Fixe	3,060	0,00	2 142 000,00	0,00	357 978,09
2013.PP.JPY.40,8	O	40 816 326,53	A-1	40 816 326,53	8,30	V	EUR3M	1,465	0,00	564 880,95	0,00	125 357,14
2013.SSD.EUR.50	N	0,00	A-1	50 000 000,00	7,30	F	Fixe	2,750	0,00	1 375 000,00	0,00	998 287,68
2014.EP.EUR.600	N	0,00	A-1	600 000 000,00	6,30	F	Fixe	2,375	0,00	14 250 000,00	0,00	9 799 315,07
2014.PP.EUR.35	N	0,00	A-1	35 000 000,00	5,70	F	Fixe	1,640	0,00	574 000,00	0,00	152 542,47
2015.EP.EUR.500	N	0,00	A-1	500 000 000,00	7,30	F	Fixe	0,625	0,00	3 125 000,00	0,00	2 157 534,25
2015.PP.EUR.100	N	0,00	A-1	100 000 000,00	1,60	V	EUR3M	0,850	100 000 000,00	570 312,50	0,00	0,00
2015.TAP.EUR.25	N	0,00	A-1	25 000 000,00	4,20	F	Fixe	3,625	0,00	906 250,00	0,00	692 722,61
2016.EP.EUR.650	N	0,00	A-1	650 000 000,00	5,50	F	Fixe	0,500	0,00	3 250 000,00	0,00	1 780 821,92
2017.EP.EUR.500	N	0,00	A-1	500 000 000,00	9,20	F	Fixe	1,375	0,00	6 875 000,00	0,00	5 500 000,00
2018.EP.EUR.500	N	0,00	A-1	500 000 000,00	13,50	F	Fixe	1,375	0,00	6 875 000,00	0,00	3 654 109,59
2020.EP.EUR.250	N	0,00	A-1	250 000 000,00	19,50	F	Fixe	0,610	0,00	1 533 350,00	0,00	760 410,96
2020.EP.EUR.550	N	0,00	A-1	550 000 000,00	9,50	F	Fixe	0,100	0,00	553 025,00	0,00	274 246,58
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**603 713 643,16**					**23 576 847,65**	**12 197 702,25**	**0,00**	**471 807,42**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		603 713 643,16					23 576 847,65	12 197 702,25	0,00	471 807,42
2011.BQ.EUR.252	N	0,00	A-1	116 900 527,52	6,90	F	Fixe	3,570	17 815 634,18	3 884 955,20	0,00	290 911,44
2012.BQ.EUR.200	N	0,00	A-1	200 000 000,00	7,20	F	Fixe	3,827	0,00	7 654 000,00	0,00	127 566,67
2018.BQ.EUR.40	N	0,00	A-1	36 000 000,00	18,20	F	Fixe	0,000	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00
2018.BQ.EUR.60	N	0,00	A-1	50 813 115,64	13,50	F	Fixe	1,340	3 761 213,47	658 747,05	0,00	53 329,31
2019.BQ.EUR.150	N	0,00	A-1	150 000 000,00	3,90	F	Fixe	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2019.BQ.EUR.50	N	0,00	A-1	50 000 000,00	4,90	F	Fixe	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
2007.REVOLVING.1000	N	0,00	A-1	0,00	3,00	V	EONIA	0,680	0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 823 405,42**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	4 823 405,42
Prévision pour emprunt 2021	N	0,00	-	0,00	0,00			0,000	0,00	0,00	0,00	4 823 405,42
Prévision pour rachat de dette 2021	N	0,00	-	0,00	0,00			0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**167 612 644,69**		**5 751 326 287,85**					**190 373 165,81**	**94 879 854,72**	**2 421 000,00**	**61 780 687,99**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	27	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 751 326 287,85	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**167 612 644,69**					**167 612 644,69**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
2011.PP.AUD.66,8.DEV	2011.PP.AUD.66,8	66 796 318,16	28/06/2021	CACIB	Swap	Change	66 796 318,16	28/06/2011	28/06/2021	T	0,00	0,00	0,00
2011.PP.EUR.60.DV1	2011.PP.EUR.60	60 000 000,00	13/07/2026	SG	Swap	Taux	60 000 000,00	13/07/2011	13/07/2026	T	0,00	0,00	0,00
2013.PP.JPY.40,8.DEV	2013.PP.JPY.40,8	40 816 326,53	11/04/2028	CACIB	Swap	Change	40 816 326,53	11/04/2013	11/04/2028	T	0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**167 612 644,69**					**167 612 644,69**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						2 530 878,24	21 373 736,66		
2011.PP.AUD.66,8.DEV	2011.PP.AUD.66,8	EUR3M	0,990		0,000	0,00	0,00	A-1	A-1
2011.PP.EUR.60.DV1	2011.PP.EUR.60	EUR3M	1,080	Fixe	4,035	2 530 878,24	21 373 736,66	A-1	A-1
2013.PP.JPY.40,8.DEV	2013.PP.JPY.40,8	EUR3M	1,365		0,000	0,00	0,00	A-1	A-1
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						2 530 878,24	21 373 736,66		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES — B2

METHODES UTILISEES

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D. 4321-1 du CGCT) : 1 500 TTC €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	REGUL AMORTISSEMENT EXCEPTIONNELLE - 8 ANS	8	01/01/2005
L	SUB ETAT HORS INFRA	15	01/01/2005
L	Matériel informatique administratif	4	01/01/2005
L	SUB RFF0 HORS MAT FERROV	15	01/01/2005
L	STIF HORS MAT FERROV	15	01/01/2005
L	Autres bâtiments publics	30	01/01/2005
L	SUB AUTRES ORG DE TRANSPORT HORS MAT FERRO	15	01/01/2005
L	SUB STIF MAT FERROVIAIRE	30	01/01/2005
L	SUBV AUTRES ORG TRANSP MAT FERROVIAIRE	30	01/01/2005
L	Installations aménagements constructions bât. publics	15	01/01/2005
L	SUB RFF INFRASTRUCTURES	50	01/01/2005
L	SUB STIF INFRASTUCTURES	50	01/01/2005
L	SUBV AUTRES ORG TRANS INFRASTRUCTURES	50	01/01/2005
L	AVANCES AUX EPLE	30	01/01/2005
L	SUB REGION HORS INFRA	15	01/01/2005
L	SUB DEPT HORS INFRA	15	01/01/2005
L	SUB COMMUNES ET INTERCO HORS INFRA	15	01/01/2005
L	Installations aménagements constructions bât. privés	15	01/01/2005
L	SUB AUTRES GROUPEMENTS ET EPL HORS INFRA	15	01/01/2005
L	SUB SPIC HORS INFRA	15	01/01/2005
L	SUB SNCF MATERIEL FERROVIAIRE	30	01/01/2005
L	SUB SNCF HORS MATERIEL DE TRANSPORT	15	01/01/2005
L	SUB ORGANISMES PUBLICS DIVERS HORS INFRA	15	01/01/2005
L	SUB ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PUBLICS	15	01/01/2005
L	SUB PERSONNE DE DROIT PRIVE	5	01/01/2005
L	Matériel informatique scolaire	4	01/01/2005
L	Mobilier administratif et autres	8	01/01/2005
L	Matériel etchnique léger	5	01/01/2005
L	Matériel de bureau et mobilier scolaire	8	01/01/2005
L	Matériel technique scolaire lourd	10	01/01/2005

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Matériel de téléphonie	5	01/01/2005
L	Autres matériel	10	01/01/2005
L	Installation, agencement et aménagement	15	01/01/2005
L	Bâtiments administratifs	30	01/01/2005
L	Avances aux mandataires	30	01/01/2005
L	Batiments scolaires	30	01/01/2005
L	SUB ETAT2 INFRA	50	01/01/2005
L	SUB DEPT 2 INFRA	50	01/01/2005
L	Licences et logiciels	2	01/01/2005
L	Matériel technique lourd	10	01/01/2005
L	Matériel technique scolaire léger	5	01/01/2005
L	véhicules légers et industriels	5	01/01/2005
L	Plantations	15	01/01/2005
L	Autres	5	01/01/2005
L	SUB ETABLISSEMENS SCOLAIRES PUBLICS	15	01/01/2005
L	SUB ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PRIVES	5	01/01/2005
L	SUB COMMUNE2 ET INTERCO INFRA	50	01/01/2005
L	Avances mandataires - Bâtiments scolaires	30	01/01/2005
L	SUB SPIC 2 INFRA	50	01/01/2005
L	SUB SNCF2 INFRA	50	01/01/2005
L	Grpt/EPL infra	50	01/01/2005
L	Org public div infra	50	01/01/2005
L	SUB SPIC 30	30	01/01/2005
L	Avances Enseignement Supérieur	15	01/01/2005
L	Reprise des bâtiments scolaires avant le 31/12/2004	1	01/01/2005
L	Fiches mères - Bâtiments scolaires	30	01/01/2005
L	Fiches mères - Bâtiments Enseignement Supérieur	30	01/01/2005
L	Matériel informatique Enseignement supérieur	15	01/01/2005
L	Matériel bureau et mobilier Ensignement Superieur	15	01/01/2005
L	Construction Batiments enseignement superieur	30	01/01/2005
L	Batiment scolaires recus a disposition	30	01/01/2005
L	SUB DEPARTEMENTALES SCOLAIRE HORS INFRA	15	01/01/2005
L	SUB COMMUNALES SCOLAIRE HORS INFRA	15	01/01/2005
L	Reprise batiment scolaires recus a disposition	30	01/01/2005
L	Plantations AEV	15	01/01/2005
L	AVANCES EQUIPEMENTS EPLE	10	01/01/2005
L	RECHERCHE DEVELOPPEM	5	01/01/2005
L	INST MATERIEL OUTILLAGE TECHNIQUE LOURD	10	01/01/2005

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	SUB ETAT INFRA SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB DEPT INFRA SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB COMMUNE 2 SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB GRPT EPLE INFRA SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB SPIC 2 SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB SNCF 2 INFRA SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	ORG PUB DIV SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB RFF2 SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB STIF2 SPECIF 2011 ANCIEN 50 -> 30 ans	30	01/01/2011
L	SUB AUTRE ORG TRANS SPECIF 2011 ANCIEN 50 ->30 ans	30	01/01/2011
L	SUB ETAT - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB ETAT - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB ETAT - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB REGION - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB REGION - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB REGION - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB DEPT - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB DEPT - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB DEPT - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB COMMUNES / EPCI - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB COMMUNES / EPCI - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB COMMUNES / EPCI - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB AUTRES GRPTS ET EPLE - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB AUTRES GRPTS - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB AUTRES GRPTS - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB SPIC - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB SPIC - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB SPIC - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB SNCF - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB SNCF - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB SNCF - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB RFF - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB RFF - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	RFF 30	30	01/01/2011
L	SUB STIF - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB STIF - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	STIF 30	30	01/01/2011
L	SUB AUTRES ORG DE TRANSP - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	SUB AUTRES ORG DE TRANSP - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB AUTRES ORG DE TRANSP - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	ORGA PUBLICS DIVERS - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	ORGA PUBLICS DIVERS - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	ORGA PUB DIV 30	30	01/01/2011
L	SUB PERSONNE DROIT PRIVE - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB PERSONNE DROIT PRIVE - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB PERSONNE DROIT PRIVE - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB ETABLS SCOL EQUIPT - BIEN MOB MAT ETU - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	SUB ETABLS SCOL EQUIPT - BAT INST - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB ETABLS SCOL EQUIPT - INFRA INT NAT - AMORT 30 ANS	30	01/01/2011
L	SUB EQUIPT EN NATURE - AMORT 15 ANS	15	01/01/2011
L	SUB EQUIPT EN NATURE - AMORT 5 ANS	5	01/01/2011
L	Concessions et droits similaires	2	01/01/2012
L	SUB ETAT - VOIERIES - AMORT 40 ANS	40	31/05/2018
L	SUB ETAT - MONUMENTS HIST - AMORT 40 ANS	40	31/05/2018

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Provisions pour risques et charges (2)	**3 410 000,00**		**20 451 600,00**	**23 861 600,00**	**1 400 000,00**	**22 461 600,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**3 410 000,00**		**20 451 600,00**	**23 861 600,00**	**1 400 000,00**	**22 461 600,00**
Provision pour risque de contentieux pour les loyers de la Tour Montparnasse	0,00	21/11/2014	3 132 600,00	3 132 600,00	1 400 000,00	1 732 600,00
Complément à la provision pour risque de contentieux pour les loyers de la Tour Montparnasse	0,00	13/10/2016	2 500 000,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00
Règlement du marché de rénovation et d'extension du lycée Corneille à la Celle Saint Cloud	0,00	13/10/2016	650 000,00	650 000,00	0,00	650 000,00
Résiliation de la convention de mise à disposition de la région de bâtiments appartenant à l'APHRL	0,00	13/10/2016	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00
Litige concernant les travaux de restructuration de la cité scolaire Hoche à Versailles	0,00	13/10/2016	650 000,00	650 000,00	0,00	650 000,00
Complément au règlement du marché de rénovation et d'extension du lycée Corneille Celle Saint Cloud	0,00	11/06/2020	280 000,00	280 000,00	0,00	280 000,00
Complément à la résiliation de la convention de MAD de la région de bâtiments appartenant à l'APHRL	0,00	11/06/2020	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00
Complément au litige concernant les travaux de restructuration de la cité scolaire Hoche Versailles	0,00	11/06/2020	250 000,00	250 000,00	0,00	250 000,00
Recours indemnitaire concernant le marché 05-061 relatif à la maitrise d'œuvre	0,00	11/06/2020	30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00
Règlement du solde du marché de construction du lycée international à Noisy le Grand	0,00	11/06/2020	4 700 000,00	4 700 000,00	0,00	4 700 000,00
Demande indemnitaire concernant le marché passé pour la construction du lycée de Dammartin en Goèle	0,00	11/06/2020	415 000,00	415 000,00	0,00	415 000,00
Litige concernant l'indemnisation de préjudices résultant du non respect du délai de prévenance	0,00	11/06/2020	8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00
Litige concernant des demandes de subvention du département de Seine Saint Denis	0,00	11/06/2020	863 000,00	863 000,00	0,00	863 000,00
Recours indemnitaire lycée Prony à Asnière	0,00	11/06/2020	1 255 000,00	1 255 000,00	0,00	1 255 000,00
Recours indemnitaire lycée Arago à Villeneuve Saint Georges	0,00	11/06/2020	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00
Recours indemnitaire lycée Aubrac à Pantin	0,00	11/06/2020	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
Litige relatif à des travaux réalisés à proximité de la Bibliothèque de l'Université Paris Descartes	0,00	11/06/2020	21 000,00	21 000,00	0,00	21 000,00

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Litige relatif à deux marchés de réalisation de prestations intellectuelles	0,00	11/06/2020	29 000,00	29 000,00	0,00	29 000,00
Litige relatif au marché de construction de la Maison des sciences de l'environnement	0,00	11/06/2020	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
Litige relatif au marché de construction du batiment de format° continue de l'université Paris Ouest	0,00	11/06/2020	4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00
Litige relatif aux travaux de reconstruction et d'extension du lycée Fustel de Coulanges à Massy	0,00	11/06/2020	535 000,00	535 000,00	0,00	535 000,00
Litige concernant une demande de subvention dans le domaine de la production cinématographique	0,00	11/06/2020	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
Demande indemnitaire concernant une demande de poste adapté	0,00	11/06/2020	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00
Provision pour risque de contentieux - Prolongation délais de chantier Influence 2 - ALRIC	0,00	11/06/2020	120 000,00	120 000,00	0,00	120 000,00
Provision pour risque de contentieux - Prolongation délais de chantier Influence 2 - DERICHEBOURG	0,00	11/06/2020	791 000,00	791 000,00	0,00	791 000,00
Provision pour risque de contentieux - Prolongation délais de chantier Influence 2 - DBS	0,00	11/06/2020	371 000,00	371 000,00	0,00	371 000,00
Provision pour risque de contentieux - Prolongation délais de chantier Influence 2 - SUSCILLON	0,00	11/06/2020	278 000,00	278 000,00	0,00	278 000,00
Provision pour risque de contentieux - Prolongation délais de chantier Influence 2 - INEO	0,00	11/06/2020	339 000,00	339 000,00	0,00	339 000,00
Provision pour risque de contentieux - Prolongation délais de chantier Influence 2 - MOE	0,00	11/06/2020	120 000,00	120 000,00	0,00	120 000,00
Litige relatif à une procédure de licenciement pour motif économique	64 000,00	14/12/2020	0,00	64 000,00	0,00	64 000,00
Litige relatif aux travaux réalisés au lycée Langevin Wallon à Champigny sur Marne	170 000,00	14/12/2020	0,00	170 000,00	0,00	170 000,00
Litige relatif au marché de travaux du lycée agricole de Saint-Germain-en-Laye	1 630 000,00	14/12/2020	0,00	1 630 000,00	0,00	1 630 000,00
Litige relatif au marché de construction de l'extension de la Bibliothèque de l'Université Paris 13	150 000,00	14/12/2020	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
Litige relatif au marché de rénovation du lycée Le Gué à Tresmes à Congis-sur-Thérouane	150 000,00	14/12/2020	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
Recours indemnitaire relaitf à l'attribution d'une aide dans le domaine de l'agriculture biologique	136 000,00	14/12/2020	0,00	136 000,00	0,00	136 000,00
Litige relatif au marché de construction de la Maison des sciences et l'environnement à Creteil	490 000,00	14/12/2020	0,00	490 000,00	0,00	490 000,00
Litige relatif au marché de construction du bâtiment de formation de l'Université Paris la Défense	110 000,00	14/12/2020	0,00	110 000,00	0,00	110 000,00
Litige relatif au marché de construction de la Maison IDF à la CIU de Paris	390 000,00	14/12/2020	0,00	390 000,00	0,00	390 000,00
Recours indemnitaire Lycée François Mansart à Saint-Cyr-l'Ecole	120 000,00	14/12/2020	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	3 410 000,00		20 451 600,00	23 861 600,00	1 400 000,00	22 461 600,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 101	Intitulé de l'opération : 75003 PARIS CMR HUGO			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**414 693,39**	**0,00**	**118 967,25**	**118 967,25**
4551750115 75003 PARIS CMR HUGO (5)	51 594,31	0,00	0,00	0,00
4551750116 75003 PARIS CMR HUGO (5)	30 530,89	0,00	0,00	0,00
4551750117 75003 PARIS CMR HUGO (5)	19 135,12	0,00	0,00	0,00
4551750118 75003 PARIS CMR HUGO (5)	258 219,03	0,00	0,00	0,00
4551750119 75003 PARIS CMR HUGO (5)	53 997,57	0,00	61 672,44	61 672,44
4551750120 75003 PARIS CMR HUGO (5)	1 216,47	0,00	57 294,81	57 294,81
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**414 693,39**	**0,00**	**118 967,25**	**118 967,25**
RECETTES (b)	**141 950,14**	**0,00**	**262 136,20**	**262 136,20**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	141 950,14	0,00	262 136,20	262 136,20
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**141 950,14**	**0,00**	**262 136,20**	**262 136,20**

N° opération : 102	Intitulé de l'opération : 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**245 673,60**	**0,00**	**76 382,78**	**76 382,78**
4551750215 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE (5)	9 477,99	0,00	0,00	0,00
4551750216 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE (5)	38 890,03	0,00	0,00	0,00
4551750217 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE (5)	46 043,30	0,00	1 149,59	1 149,59
4551750218 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE (5)	107 243,37	0,00	17 588,89	17 588,89
4551750219 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE (5)	44 018,91	0,00	57 644,30	57 644,30
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**245 673,60**	**0,00**	**76 382,78**	**76 382,78**

N° opération : 102	Intitulé de l'opération : 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
RECETTES (b)	**38 163,94**	**0,00**	**131 427,79**	**131 427,79**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	38 163,94	0,00	131 427,79	131 427,79
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**38 163,94**	**0,00**	**131 427,79**	**131 427,79**

N° opération : 103	Intitulé de l'opération : 75005 PARIS CMR HENRI IV			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**665 765,85**	**0,00**	**117 733,55**	**117 733,55**
4551750315 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	215 489,08	0,00	0,00	0,00
4551750316 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	139 664,80	0,00	0,00	0,00
4551750317 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	202 067,05	0,00	0,00	0,00
4551750318 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	50 236,93	0,00	888,62	888,62
4551750319 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	19 160,13	0,00	59 550,07	59 550,07
4551750320 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	39 147,86	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**665 765,85**	**0,00**	**117 733,55**	**117 733,55**
RECETTES (b)	**188 317,96**	**0,00**	**53 051,07**	**53 051,07**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	188 317,96	0,00	53 051,07	53 051,07
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**188 317,96**	**0,00**	**53 051,07**	**53 051,07**

N° opération : 104	Intitulé de l'opération : 75005 PARIS CMR LAVOISIER			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**187 537,59**	**0,00**	**160 570,01**	**160 570,01**
4551750415 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)	27 254,35	0,00	0,00	0,00
4551750416 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)	43 492,00	0,00	0,00	0,00
4551750417 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)	62 808,86	0,00	0,00	0,00

N° opération : 104	Intitulé de l'opération : 75005 PARIS CMR LAVOISIER			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
4551750418 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)	29 168,03	0,00	25 020,92	25 020,92
4551750419 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)	8 688,64	0,00	78 254,23	78 254,23
4551750420 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)	16 125,71	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**187 537,59**	**0,00**	**160 570,01**	**160 570,01**
RECETTES (b)	**46 754,16**	**0,00**	**27 704,74**	**27 704,74**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	46 754,16	0,00	27 704,74	27 704,74
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**46 754,16**	**0,00**	**27 704,74**	**27 704,74**

N° opération : 105	Intitulé de l'opération : 75006 PARIS CMR MONTAIGNE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**360 301,19**	**0,00**	**118 338,92**	**118 338,92**
4551750515 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)	90 520,25	0,00	2 169,55	2 169,55
4551750516 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)	65 838,05	0,00	0,00	0,00
4551750517 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)	167 326,87	0,00	0,00	0,00
4551750518 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)	17 105,24	0,00	0,00	0,00
4551750519 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)	9 921,40	0,00	58 874,51	58 874,51
4551750520 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)	9 589,38	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**360 301,19**	**0,00**	**118 338,92**	**118 338,92**
RECETTES (b)	**81 333,58**	**0,00**	**13 016,49**	**13 016,49**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	81 333,58	0,00	13 016,49	13 016,49
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**81 333,58**	**0,00**	**13 016,49**	**13 016,49**

N° opération : 106	Intitulé de l'opération : 75007 PARIS CMR DURUY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**485 072,98**	**0,00**	**123 320,45**	**123 320,45**
4551750615 75007 PARIS CMR DURUY (5)	165 112,60	0,00	0,00	0,00
4551750616 75007 PARIS CMR DURUY (5)	44 846,18	0,00	0,00	0,00
4551750617 75007 PARIS CMR DURUY (5)	55 749,18	0,00	1 213,76	1 213,76
4551750618 75007 PARIS CMR DURUY (5)	33 537,74	0,00	134,71	134,71
4551750619 75007 PARIS CMR DURUY (5)	18 060,29	0,00	64 677,12	64 677,12
4551750620 75007 PARIS CMR DURUY (5)	167 766,99	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**485 072,98**	**0,00**	**123 320,45**	**123 320,45**
RECETTES (b)	**136 188,63**	**0,00**	**35 068,28**	**35 068,28**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	136 188,63	0,00	35 068,28	35 068,28
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**136 188,63**	**0,00**	**35 068,28**	**35 068,28**

N° opération : 107	Intitulé de l'opération : 75008 PARIS CMR CHAPTAL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**522 921,93**	**0,00**	**137 281,60**	**137 281,60**
4551750715 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)	64 124,84	0,00	0,00	0,00
4551750716 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)	269 895,59	0,00	0,00	0,00
4551750717 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)	25 221,42	0,00	1 004,55	1 004,55
4551750718 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)	33 732,51	0,00	9 516,40	9 516,40
4551750719 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)	81 794,88	0,00	69 465,79	69 465,79
4551750720 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)	48 152,69	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**522 921,93**	**0,00**	**137 281,60**	**137 281,60**
RECETTES (b)	**162 418,61**	**0,00**	**91 765,88**	**91 765,88**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	162 418,61	0,00	91 765,88	91 765,88
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 107	Intitulé de l'opération : 75008 PARIS CMR CHAPTAL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**162 418,61**	**0,00**	**91 765,88**	**91 765,88**

N° opération : 108	Intitulé de l'opération : 75009 PARIS CMR DECOUR			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**445 727,17**	**0,00**	**124 528,74**	**124 528,74**
4551750815 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	89 620,38	0,00	0,00	0,00
4551750816 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	96 434,84	0,00	0,00	0,00
4551750817 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	37 381,58	0,00	168,77	168,77
4551750818 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	68 653,05	0,00	277,40	277,40
4551750819 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	50 248,49	0,00	66 787,71	66 787,71
4551750820 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	103 388,83	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**445 727,17**	**0,00**	**124 528,74**	**124 528,74**
RECETTES (b)	**88 122,62**	**0,00**	**100 373,06**	**100 373,06**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	88 122,62	0,00	100 373,06	100 373,06
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**88 122,62**	**0,00**	**100 373,06**	**100 373,06**

N° opération : 109	Intitulé de l'opération : 75009 PARIS CMR FERRY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**238 543,19**	**0,00**	**213 383,32**	**213 383,32**
4551750915 75009 PARIS CMR FERRY (5)	36 036,32	0,00	0,00	0,00
4551750916 75009 PARIS CMR FERRY (5)	28 316,26	0,00	592,36	592,36
4551750917 75009 PARIS CMR FERRY (5)	19 075,48	0,00	89 283,00	89 283,00
4551750918 75009 PARIS CMR FERRY (5)	66 025,10	0,00	8 507,07	8 507,07
4551750919 75009 PARIS CMR FERRY (5)	33 650,03	0,00	57 706,03	57 706,03
4551750920 75009 PARIS CMR FERRY (5)	55 440,00	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 109	Intitulé de l'opération : 75009 PARIS CMR FERRY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**238 543,19**	**0,00**	**213 383,32**	**213 383,32**
RECETTES (b)	**103 903,85**	**0,00**	**76 886,90**	**76 886,90**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	103 903,85	0,00	76 886,90	76 886,90
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**103 903,85**	**0,00**	**76 886,90**	**76 886,90**

N° opération : 110	Intitulé de l'opération : 75009 PARIS CMR LAMARTINE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**382 872,65**	**0,00**	**117 534,92**	**117 534,92**
4551751015 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)	35 744,28	0,00	0,00	0,00
4551751016 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)	28 454,72	0,00	0,00	0,00
4551751017 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)	94 516,11	0,00	1 218,67	1 218,67
4551751018 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)	83 153,54	0,00	1 137,04	1 137,04
4551751019 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)	110 445,63	0,00	57 884,35	57 884,35
4551751020 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)	30 558,37	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**382 872,65**	**0,00**	**117 534,92**	**117 534,92**
RECETTES (b)	**77 381,57**	**0,00**	**168 574,02**	**168 574,02**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	77 381,57	0,00	168 574,02	168 574,02
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**77 381,57**	**0,00**	**168 574,02**	**168 574,02**

N° opération : 111	Intitulé de l'opération : 75011 PARIS CMR VOLTAIRE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**377 952,94**	**0,00**	**101 421,87**	**101 421,87**
4551751115 75011 PARIS CMR VOLTAIRE (5)	10 451,77	0,00	0,00	0,00
4551751116 75011 PARIS CMR VOLTAIRE (5)	28 827,76	0,00	0,00	0,00
4551751117 75011 PARIS CMR VOLTAIRE (5)	173 769,39	0,00	37 373,81	37 373,81
4551751118 75011 PARIS CMR VOLTAIRE (5)	131 299,47	0,00	6 045,09	6 045,09
4551751119 75011 PARIS CMR VOLTAIRE (5)	33 604,55	0,00	58 002,97	58 002,97
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**377 952,94**	**0,00**	**101 421,87**	**101 421,87**
RECETTES (b)	**140 003,89**	**0,00**	**140 946,92**	**140 946,92**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	140 003,89	0,00	140 946,92	140 946,92
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**140 003,89**	**0,00**	**140 946,92**	**140 946,92**

N° opération : 112	Intitulé de l'opération : 75012 PARIS CMR VALERY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**428 484,76**	**0,00**	**136 087,57**	**136 087,57**
4551751215 75012 PARIS CMR VALERY (5)	49 068,60	0,00	0,00	0,00
4551751216 75012 PARIS CMR VALERY (5)	85 432,15	0,00	0,00	0,00
4551751217 75012 PARIS CMR VALERY (5)	135 056,46	0,00	0,00	0,00
4551751218 75012 PARIS CMR VALERY (5)	90 751,93	0,00	0,00	0,00
4551751219 75012 PARIS CMR VALERY (5)	62 294,29	0,00	78 792,71	78 792,71
4551751220 75012 PARIS CMR VALERY (5)	5 881,33	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**428 484,76**	**0,00**	**136 087,57**	**136 087,57**
RECETTES (b)	**78 146,25**	**0,00**	**129 625,29**	**129 625,29**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	78 146,25	0,00	129 625,29	129 625,29
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 112	Intitulé de l'opération : 75012 PARIS CMR VALERY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Recettes nettes (b - d)	**78 146,25**	**0,00**	**129 625,29**	**129 625,29**

N° opération : 113	Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR FAURE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**49 268,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4551751315 75013 PARIS CMR FAURE (5)	25 887,01	0,00	0,00	0,00
4551751316 75013 PARIS CMR FAURE (5)	12 427,13	0,00	0,00	0,00
4551751317 75013 PARIS CMR FAURE (5)	10 180,09	0,00	0,00	0,00
4551751318 75013 PARIS CMR FAURE (5)	774,61	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**49 268,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**52 568,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	52 568,33	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**52 568,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 114	Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR MONET			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**185 612,66**	**0,00**	**125 910,98**	**125 910,98**
4551751418 75013 PARIS CMR MONET (5)	182 050,84	0,00	10 222,59	10 222,59
4551751419 75013 PARIS CMR MONET (5)	3 165,35	0,00	58 393,53	58 393,53
4551751420 75013 PARIS CMR MONET (5)	396,47	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**185 612,66**	**0,00**	**125 910,98**	**125 910,98**
RECETTES (b)	**116,00**	**0,00**	**172 899,59**	**172 899,59**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	116,00	0,00	172 899,59	172 899,59

N° opération : 114	Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR MONET			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**116,00**	**0,00**	**172 899,59**	**172 899,59**

N° opération : 115	Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR MONNET			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**94 549,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4551751415 75013 PARIS CMR MONNET (5)	34 119,37	0,00	0,00	0,00
4551751416 75013 PARIS CMR MONNET (5)	12 174,42	0,00	0,00	0,00
4551751417 75013 PARIS CMR MONNET (5)	48 255,55	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**94 549,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**37 328,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	37 328,65	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**37 328,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 116	Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR RODIN			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**429 370,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4551751515 75013 PARIS CMR RODIN (5)	83 210,24	0,00	0,00	0,00
4551751516 75013 PARIS CMR RODIN (5)	56 621,40	0,00	0,00	0,00
4551751517 75013 PARIS CMR RODIN (5)	289 538,42	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**429 370,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 116	Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR RODIN			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
RECETTES (b)	**158 988,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	158 988,36	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**158 988,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 117	Intitulé de l'opération : 75013 PARIS CMR VILLON			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**306 650,46**	**0,00**	**121 424,62**	**121 424,62**
4551751718 75013 PARIS CMR VILLON (5)	66 690,46	0,00	1 601,87	1 601,87
4551751719 75013 PARIS CMR VILLON (5)	92 761,69	0,00	62 527,89	62 527,89
4551751720 75013 PARIS CMR VILLON (5)	147 198,31	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**306 650,46**	**0,00**	**121 424,62**	**121 424,62**
RECETTES (b)	**25 147,11**	**0,00**	**124 960,31**	**124 960,31**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	25 147,11	0,00	124 960,31	124 960,31
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**25 147,11**	**0,00**	**124 960,31**	**124 960,31**

N° opération : 118	Intitulé de l'opération : 75014 PARIS CMR BERT			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**563 859,69**	**0,00**	**145 912,16**	**145 912,16**
4551751615 75014 PARIS CMR BERT (5)	65 451,97	0,00	27 142,24	27 142,24
4551751616 75014 PARIS CMR BERT (5)	44 078,93	0,00	644,23	644,23
4551751617 75014 PARIS CMR BERT (5)	119 462,12	0,00	0,00	0,00
4551751618 75014 PARIS CMR BERT (5)	163 773,62	0,00	1 027,61	1 027,61
4551751619 75014 PARIS CMR BERT (5)	133 273,38	0,00	59 803,22	59 803,22
4551751620 75014 PARIS CMR BERT (5)	37 819,67	0,00	57 294,86	57 294,86

N° opération : 118	Intitulé de l'opération : 75014 PARIS CMR BERT			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**563 859,69**	**0,00**	**145 912,16**	**145 912,16**
RECETTES (b)	**47 042,26**	**0,00**	**266 457,84**	**266 457,84**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	47 042,26	0,00	266 457,84	266 457,84
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**47 042,26**	**0,00**	**266 457,84**	**266 457,84**

N° opération : 119	Intitulé de l'opération : 75014 PARIS CMR RODIN			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**90 109,90**	**0,00**	**133 035,83**	**133 035,83**
4551751518 75014 PARIS CMR RODIN (5)	21 623,55	0,00	9 225,08	9 225,08
4551751519 75014 PARIS CMR RODIN (5)	27 667,68	0,00	66 515,89	66 515,89
4551751520 75014 PARIS CMR RODIN (5)	40 818,67	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**90 109,90**	**0,00**	**133 035,83**	**133 035,83**
RECETTES (b)	**13 455,32**	**0,00**	**33 326,64**	**33 326,64**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	13 455,32	0,00	33 326,64	33 326,64
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**13 455,32**	**0,00**	**33 326,64**	**33 326,64**

N° opération : 120	Intitulé de l'opération : 75014 PARIS CMR VILLON			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**724 659,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4551751715 75014 PARIS CMR VILLON (5)	129 245,29	0,00	0,00	0,00

N° opération : 120	Intitulé de l'opération : 75014 PARIS CMR VILLON			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
4551751716 75014 PARIS CMR VILLON (5)	496 558,79	0,00	0,00	0,00
4551751717 75014 PARIS CMR VILLON (5)	98 855,15	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**724 659,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**149 229,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	149 229,96	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**149 229,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 121	Intitulé de l'opération : 75015 PARIS CMR BUFFON			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**406 308,48**	**0,00**	**120 356,48**	**120 356,48**
4551751815 75015 PARIS CMR BUFFON (5)	37 970,56	0,00	0,00	0,00
4551751816 75015 PARIS CMR BUFFON (5)	57 800,67	0,00	0,00	0,00
4551751817 75015 PARIS CMR BUFFON (5)	64 499,03	0,00	1 013,98	1 013,98
4551751818 75015 PARIS CMR BUFFON (5)	98 209,33	0,00	1 565,84	1 565,84
4551751819 75015 PARIS CMR BUFFON (5)	11 814,39	0,00	60 481,80	60 481,80
4551751820 75015 PARIS CMR BUFFON (5)	136 014,50	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**406 308,48**	**0,00**	**120 356,48**	**120 356,48**
RECETTES (b)	**97 669,55**	**0,00**	**92 851,81**	**92 851,81**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	97 669,55	0,00	92 851,81	92 851,81
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**97 669,55**	**0,00**	**92 851,81**	**92 851,81**

N° opération : 122	Intitulé de l'opération : 75015 PARIS CMR SEE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**812 769,59**	**0,00**	**180 016,39**	**180 016,39**
4551751915 75015 PARIS CMR SEE (5)	87 575,48	0,00	35 266,76	35 266,76
4551751916 75015 PARIS CMR SEE (5)	103 454,63	0,00	0,00	0,00
4551751917 75015 PARIS CMR SEE (5)	222 721,98	0,00	17 656,77	17 656,77
4551751918 75015 PARIS CMR SEE (5)	53 266,85	0,00	4 578,27	4 578,27
4551751919 75015 PARIS CMR SEE (5)	98 829,71	0,00	65 219,73	65 219,73
4551751920 75015 PARIS CMR SEE (5)	246 920,94	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**812 769,59**	**0,00**	**180 016,39**	**180 016,39**
RECETTES (b)	**183 105,36**	**0,00**	**116 270,73**	**116 270,73**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	183 105,36	0,00	116 270,73	116 270,73
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**183 105,36**	**0,00**	**116 270,73**	**116 270,73**

N° opération : 123	Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR BERNARD			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**414 755,89**	**0,00**	**121 886,58**	**121 886,58**
4551752015 75016 PARIS CMR BERNARD (5)	67 894,02	0,00	0,00	0,00
4551752016 75016 PARIS CMR BERNARD (5)	151 135,32	0,00	0,00	0,00
4551752017 75016 PARIS CMR BERNARD (5)	132 340,96	0,00	0,00	0,00
4551752018 75016 PARIS CMR BERNARD (5)	24 402,85	0,00	903,54	903,54
4551752019 75016 PARIS CMR BERNARD (5)	22 035,87	0,00	63 688,18	63 688,18
4551752020 75016 PARIS CMR BERNARD (5)	16 946,87	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**414 755,89**	**0,00**	**121 886,58**	**121 886,58**
RECETTES (b)	**54 431,83**	**0,00**	**38 441,00**	**38 441,00**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	54 431,83	0,00	38 441,00	38 441,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 123	Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR BERNARD			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**54 431,83**	**0,00**	**38 441,00**	**38 441,00**

N° opération : 124	Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR FONTAINE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**753 658,63**	**0,00**	**125 804,21**	**125 804,21**
4551752115 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)	171 554,19	0,00	0,00	0,00
4551752116 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)	90 832,30	0,00	0,00	0,00
4551752117 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)	250 487,60	0,00	0,00	0,00
4551752118 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)	153 220,74	0,00	1 380,32	1 380,32
4551752119 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)	22 452,87	0,00	67 129,03	67 129,03
4551752120 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)	65 110,93	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**753 658,63**	**0,00**	**125 804,21**	**125 804,21**
RECETTES (b)	**84 552,16**	**0,00**	**156 913,82**	**156 913,82**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	84 552,16	0,00	156 913,82	156 913,82
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**84 552,16**	**0,00**	**156 913,82**	**156 913,82**

N° opération : 125	Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**947 799,06**	**0,00**	**119 815,07**	**119 815,07**
4551752215 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	140 151,65	0,00	0,00	0,00
4551752216 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	540 013,36	0,00	0,00	0,00
4551752217 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	140 507,90	0,00	0,00	0,00
4551752218 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	62 768,70	0,00	2 259,06	2 259,06
4551752219 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	59 419,75	0,00	60 261,15	60 261,15
4551752220 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	4 937,70	0,00	57 294,86	57 294,86

N° opération : 125	Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**947 799,06**	**0,00**	**119 815,07**	**119 815,07**
RECETTES (b)	**215 888,70**	**0,00**	**100 625,54**	**100 625,54**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	215 888,70	0,00	100 625,54	100 625,54
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**215 888,70**	**0,00**	**100 625,54**	**100 625,54**

N° opération : 126	Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR MOLIERE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**321 357,88**	**0,00**	**125 186,84**	**125 186,84**
4551752315 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)	38 564,08	0,00	0,00	0,00
4551752316 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)	169 834,34	0,00	0,00	0,00
4551752317 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)	68 715,63	0,00	2 882,34	2 882,34
4551752318 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)	12 165,16	0,00	2 620,50	2 620,50
4551752319 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)	18 669,46	0,00	62 389,14	62 389,14
4551752320 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)	13 409,21	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**321 357,88**	**0,00**	**125 186,84**	**125 186,84**
RECETTES (b)	**99 479,41**	**0,00**	**18 537,87**	**18 537,87**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	99 479,41	0,00	18 537,87	18 537,87
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**99 479,41**	**0,00**	**18 537,87**	**18 537,87**

N° opération : 127	Intitulé de l'opération : 75016 PARIS CMR SAY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**521 767,98**	**0,00**	**69 109,95**	**69 109,95**
4551752415 75016 PARIS CMR SAY (5)	79 753,53	0,00	0,00	0,00
4551752416 75016 PARIS CMR SAY (5)	28 990,96	0,00	0,00	0,00
4551752417 75016 PARIS CMR SAY (5)	295 657,25	0,00	0,00	0,00
4551752418 75016 PARIS CMR SAY (5)	92 706,73	0,00	0,00	0,00
4551752419 75016 PARIS CMR SAY (5)	24 659,51	0,00	69 109,95	69 109,95
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**521 767,98**	**0,00**	**69 109,95**	**69 109,95**
RECETTES (b)	**141 694,23**	**0,00**	**79 381,32**	**79 381,32**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	141 694,23	0,00	79 381,32	79 381,32
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**141 694,23**	**0,00**	**79 381,32**	**79 381,32**

N° opération : 128	Intitulé de l'opération : 75017 PARIS CMR BALZAC			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**975 492,70**	**0,00**	**136 372,35**	**136 372,35**
4551752515 75017 PARIS CMR BALZAC (5)	120 572,31	0,00	0,00	0,00
4551752516 75017 PARIS CMR BALZAC (5)	270 747,81	0,00	0,00	0,00
4551752517 75017 PARIS CMR BALZAC (5)	38 539,22	0,00	67,79	67,79
4551752518 75017 PARIS CMR BALZAC (5)	332 495,97	0,00	0,00	0,00
4551752519 75017 PARIS CMR BALZAC (5)	116 798,83	0,00	79 009,70	79 009,70
4551752520 75017 PARIS CMR BALZAC (5)	96 338,56	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**975 492,70**	**0,00**	**136 372,35**	**136 372,35**
RECETTES (b)	**168 490,71**	**0,00**	**390 657,37**	**390 657,37**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	168 490,71	0,00	390 657,37	390 657,37
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 128	Intitulé de l'opération : 75017 PARIS CMR BALZAC			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Recettes nettes (b - d)	**168 490,71**	**0,00**	**390 657,37**	**390 657,37**

N° opération : 129	Intitulé de l'opération : 75017 PARIS CMR CARNOT			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**195 012,37**	**0,00**	**66 750,82**	**66 750,82**
4551752615 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	67 931,99	0,00	0,00	0,00
4551752616 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	5 001,37	0,00	0,00	0,00
4551752617 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	38 119,06	0,00	0,00	0,00
4551752618 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	47 703,62	0,00	0,00	0,00
4551752619 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	36 256,33	0,00	66 750,82	66 750,82
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**195 012,37**	**0,00**	**66 750,82**	**66 750,82**
RECETTES (b)	**70 970,19**	**0,00**	**60 307,98**	**60 307,98**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	70 970,19	0,00	60 307,98	60 307,98
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**70 970,19**	**0,00**	**60 307,98**	**60 307,98**

N° opération : 130	Intitulé de l'opération : 75019 PARIS CMR BERGSON			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**306 227,57**	**0,00**	**136 116,65**	**136 116,65**
4551752715 75019 PARIS CMR BERGSON (5)	73 566,24	0,00	0,00	0,00
4551752716 75019 PARIS CMR BERGSON (5)	5 496,28	0,00	0,00	0,00
4551752717 75019 PARIS CMR BERGSON (5)	29 178,18	0,00	19 865,41	19 865,41
4551752718 75019 PARIS CMR BERGSON (5)	156 581,34	0,00	1 084,78	1 084,78
4551752719 75019 PARIS CMR BERGSON (5)	39 303,11	0,00	57 871,60	57 871,60
4551752720 75019 PARIS CMR BERGSON (5)	2 102,42	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 130	Intitulé de l'opération : 75019 PARIS CMR BERGSON			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Dépenses nettes (a – c)	**306 227,57**	**0,00**	**136 116,65**	**136 116,65**
RECETTES (b)	**64 817,93**	**0,00**	**166 957,95**	**166 957,95**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	64 817,93	0,00	166 957,95	166 957,95
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**64 817,93**	**0,00**	**166 957,95**	**166 957,95**

N° opération : 131	Intitulé de l'opération : 75019 PARIS CMR BOUCHER			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**204 902,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4551752915 75019 PARIS CMR BOUCHER (5)	20 814,47	0,00	0,00	0,00
4551752916 75019 PARIS CMR BOUCHER (5)	149 062,52	0,00	0,00	0,00
4551752917 75019 PARIS CMR BOUCHER (5)	35 025,01	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**204 902,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**56 446,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	56 446,82	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**56 446,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 132	Intitulé de l'opération : 75020 PARIS CMR BOUCHER			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**81 407,06**	**0,00**	**118 047,87**	**118 047,87**
4551752918 75020 PARIS CMR BOUCHER (5)	17 616,20	0,00	238,94	238,94
4551752919 75020 PARIS CMR BOUCHER (5)	39 130,86	0,00	60 514,07	60 514,07
4551752920 75020 PARIS CMR BOUCHER (5)	24 660,00	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 132	Intitulé de l'opération : 75020 PARIS CMR BOUCHER			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**81 407,06**	**0,00**	**118 047,87**	**118 047,87**
RECETTES (b)	**18 119,74**	**0,00**	**36 342,34**	**36 342,34**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	18 119,74	0,00	36 342,34	36 342,34
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**18 119,74**	**0,00**	**36 342,34**	**36 342,34**

N° opération : 133	Intitulé de l'opération : 75020 PARIS CMR RAVEL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**253 672,83**	**0,00**	**175 221,55**	**175 221,55**
4551753015 75020 PARIS CMR RAVEL (5)	20 056,86	0,00	0,00	0,00
4551753016 75020 PARIS CMR RAVEL (5)	75 471,32	0,00	0,00	0,00
4551753017 75020 PARIS CMR RAVEL (5)	76 367,15	0,00	253,79	253,79
4551753018 75020 PARIS CMR RAVEL (5)	31 859,36	0,00	60 016,69	60 016,69
4551753019 75020 PARIS CMR RAVEL (5)	32 379,01	0,00	57 656,21	57 656,21
4551753020 75020 PARIS CMR RAVEL (5)	17 539,13	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**253 672,83**	**0,00**	**175 221,55**	**175 221,55**
RECETTES (b)	**62 666,59**	**0,00**	**51 383,55**	**51 383,55**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	62 666,59	0,00	51 383,55	51 383,55
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**62 666,59**	**0,00**	**51 383,55**	**51 383,55**

N° opération : 134	Intitulé de l'opération : 77 FONTAINEBLEAU CMR COUPERIN			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**233 682,87**	**0,00**	**315,63**	**315,63**
4551770115 77 FONTAINEBLEAU CMR COUPERIN (5)	157 280,61	0,00	0,00	0,00
4551770116 77 FONTAINEBLEAU CMR COUPERIN (5)	24 715,83	0,00	0,00	0,00
4551770117 77 FONTAINEBLEAU CMR COUPERIN (5)	36 505,07	0,00	0,00	0,00
4551770118 77 FONTAINEBLEAU CMR COUPERIN (5)	15 181,36	0,00	315,63	315,63
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**233 682,87**	**0,00**	**315,63**	**315,63**
RECETTES (b)	**176 509,32**	**0,00**	**9 662,09**	**9 662,09**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	176 509,32	0,00	9 662,09	9 662,09
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**176 509,32**	**0,00**	**9 662,09**	**9 662,09**

N° opération : 135	Intitulé de l'opération : 78 POISSY CMR LE CORBUSIER			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**328 574,85**	**0,00**	**262 108,11**	**262 108,11**
4551780115 78 POISSY CMR LE CORBUSIER (5)	101 145,08	0,00	0,00	0,00
4551780116 78 POISSY CMR LE CORBUSIER (5)	59 355,54	0,00	11 205,23	11 205,23
4551780117 78 POISSY CMR LE CORBUSIER (5)	134 578,40	0,00	165 599,29	165 599,29
4551780118 78 POISSY CMR LE CORBUSIER (5)	2 825,25	0,00	260,54	260,54
4551780119 78 POISSY CMR LE CORBUSIER (5)	30 670,58	0,00	85 043,05	85 043,05
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**328 574,85**	**0,00**	**262 108,11**	**262 108,11**
RECETTES (b)	**88 807,42**	**0,00**	**31 124,24**	**31 124,24**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	88 807,42	0,00	31 124,24	31 124,24
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**88 807,42**	**0,00**	**31 124,24**	**31 124,24**

N° opération : 136	Intitulé de l'opération : 78 VERSAILLES CMR HOCHE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**335 199,35**	**0,00**	**78 206,73**	**78 206,73**
4551780215 78 VERSAILLES CMR HOCHE (5)	109 665,63	0,00	0,00	0,00
4551780216 78 VERSAILLES CMR HOCHE (5)	64 381,61	0,00	0,00	0,00
4551780217 78 VERSAILLES CMR HOCHE (5)	88 595,31	0,00	0,00	0,00
4551780218 78 VERSAILLES CMR HOCHE (5)	49 006,66	0,00	0,00	0,00
4551780219 78 VERSAILLES CMR HOCHE (5)	23 550,14	0,00	78 206,73	78 206,73
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**335 199,35**	**0,00**	**78 206,73**	**78 206,73**
RECETTES (b)	**61 303,49**	**0,00**	**67 652,94**	**67 652,94**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	61 303,49	0,00	67 652,94	67 652,94
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**61 303,49**	**0,00**	**67 652,94**	**67 652,94**

N° opération : 137	Intitulé de l'opération : 92 MEUDON CMR RABELAIS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**200 684,48**	**0,00**	**57 314,72**	**57 314,72**
4551920115 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	162 403,87	0,00	0,00	0,00
4551920116 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	2 851,63	0,00	0,00	0,00
4551920117 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	19 765,14	0,00	0,00	0,00
4551920118 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	12 809,37	0,00	0,00	0,00
4551920119 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	2 854,47	0,00	57 314,72	57 314,72
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**200 684,48**	**0,00**	**57 314,72**	**57 314,72**
RECETTES (b)	**137 053,69**	**0,00**	**14 617,31**	**14 617,31**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	137 053,69	0,00	14 617,31	14 617,31
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 137	Intitulé de l'opération : 92 MEUDON CMR RABELAIS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Recettes nettes (b - d)	**137 053,69**	**0,00**	**14 617,31**	**14 617,31**

N° opération : 138	Intitulé de l'opération : 92 NEUILLY CMR PASTEUR			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**165 544,59**	**0,00**	**60 418,71**	**60 418,71**
4551920215 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	28 487,41	0,00	0,00	0,00
4551920216 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	18 420,50	0,00	0,00	0,00
4551920217 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	35 469,37	0,00	0,00	0,00
4551920218 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	8 865,57	0,00	835,11	835,11
4551920219 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	74 301,74	0,00	59 583,60	59 583,60
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**165 544,59**	**0,00**	**60 418,71**	**60 418,71**
RECETTES (b)	**74 294,97**	**0,00**	**77 288,93**	**77 288,93**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	74 294,97	0,00	77 288,93	77 288,93
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**74 294,97**	**0,00**	**77 288,93**	**77 288,93**

N° opération : 139	Intitulé de l'opération : 92 SCEAUX CMR CURIE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**475 794,85**	**0,00**	**119 263,61**	**119 263,61**
4551920315 92 SCEAUX CMR CURIE (5)	212 221,40	0,00	91,42	91,42
4551920316 92 SCEAUX CMR CURIE (5)	161 123,23	0,00	1 996,73	1 996,73
4551920317 92 SCEAUX CMR CURIE (5)	28 500,87	0,00	367,68	367,68
4551920318 92 SCEAUX CMR CURIE (5)	23 559,08	0,00	821,14	821,14
4551920319 92 SCEAUX CMR CURIE (5)	49 122,12	0,00	58 691,78	58 691,78
4551920320 92 SCEAUX CMR CURIE (5)	1 268,15	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 139	Intitulé de l'opération : 92 SCEAUX CMR CURIE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Dépenses nettes (a – c)	**475 794,85**	**0,00**	**119 263,61**	**119 263,61**
RECETTES (b)	**238 131,82**	**0,00**	**67 630,02**	**67 630,02**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	238 131,82	0,00	67 630,02	67 630,02
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**238 131,82**	**0,00**	**67 630,02**	**67 630,02**

N° opération : 140	Intitulé de l'opération : 92 SCEAUX CMR LAKANAL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**603 908,31**	**0,00**	**135 889,73**	**135 889,73**
4551920415 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	367 358,81	0,00	760,50	760,50
4551920416 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	151 712,46	0,00	12 545,76	12 545,76
4551920417 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	23 475,00	0,00	272,47	272,47
4551920418 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	21 530,93	0,00	0,01	0,01
4551920419 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	23 182,64	0,00	65 016,13	65 016,13
4551920420 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	16 648,47	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**603 908,31**	**0,00**	**135 889,73**	**135 889,73**
RECETTES (b)	**310 424,84**	**0,00**	**41 644,37**	**41 644,37**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	310 424,84	0,00	41 644,37	41 644,37
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**310 424,84**	**0,00**	**41 644,37**	**41 644,37**

N° opération : 141	Intitulé de l'opération : 92 VANVES CMR MICHELET			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**426 895,77**	**0,00**	**121 432,13**	**121 432,13**
4551920515 92 VANVES CMR MICHELET (5)	264 591,06	0,00	0,00	0,00
4551920516 92 VANVES CMR MICHELET (5)	115 068,66	0,00	0,00	0,00

N° opération : 141	Intitulé de l'opération : 92 VANVES CMR MICHELET			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
4551920517 92 VANVES CMR MICHELET (5)	6 606,87	0,00	3 231,79	3 231,79
4551920518 92 VANVES CMR MICHELET (5)	23 374,91	0,00	0,00	0,00
4551920519 92 VANVES CMR MICHELET (5)	14 649,77	0,00	60 905,48	60 905,48
4551920520 92 VANVES CMR MICHELET (5)	2 604,50	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**426 895,77**	**0,00**	**121 432,13**	**121 432,13**
RECETTES (b)	**234 389,38**	**0,00**	**35 442,17**	**35 442,17**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	234 389,38	0,00	35 442,17	35 442,17
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**234 389,38**	**0,00**	**35 442,17**	**35 442,17**

N° opération : 142	Intitulé de l'opération : 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**657 403,15**	**0,00**	**117 113,68**	**117 113,68**
4551930115 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT (5)	492 346,28	0,00	0,00	0,00
4551930116 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT (5)	20 665,35	0,00	0,00	0,00
4551930117 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT (5)	92 943,07	0,00	0,00	0,00
4551930118 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT (5)	40 903,45	0,00	2 523,96	2 523,96
4551930120 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT (5)	5 404,00	0,00	57 294,86	57 294,86
4551930119 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT (5)	5 141,00	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**657 403,15**	**0,00**	**117 113,68**	**117 113,68**
RECETTES (b)	**162 462,30**	**0,00**	**42 985,81**	**42 985,81**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	162 462,30	0,00	42 985,81	42 985,81
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**162 462,30**	**0,00**	**42 985,81**	**42 985,81**

N° opération : 143	Intitulé de l'opération : 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**495 563,77**	**0,00**	**57 294,86**	**57 294,86**
4551930215 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON (5)	202 813,32	0,00	0,00	0,00
4551930216 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON (5)	193 502,40	0,00	0,00	0,00
4551930217 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON (5)	20 192,06	0,00	0,00	0,00
4551930218 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON (5)	44 179,42	0,00	0,00	0,00
4551930219 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON (5)	34 876,57	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**495 563,77**	**0,00**	**57 294,86**	**57 294,86**
RECETTES (b)	**138 631,19**	**0,00**	**73 662,73**	**73 662,73**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	138 631,19	0,00	73 662,73	73 662,73
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**138 631,19**	**0,00**	**73 662,73**	**73 662,73**

N° opération : 144	Intitulé de l'opération : 93 BONDY CMR RENOIR			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**425 923,07**	**0,00**	**85 843,84**	**85 843,84**
4551930315 93 BONDY CMR RENOIR (5)	311 212,91	0,00	0,00	0,00
4551930316 93 BONDY CMR RENOIR (5)	95 836,80	0,00	243,64	243,64
4551930317 93 BONDY CMR RENOIR (5)	9 606,04	0,00	0,00	0,00
4551930318 93 BONDY CMR RENOIR (5)	7 771,18	0,00	1 353,27	1 353,27
4551930319 93 BONDY CMR RENOIR (5)	1 496,14	0,00	84 246,93	84 246,93
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**425 923,07**	**0,00**	**85 843,84**	**85 843,84**
RECETTES (b)	**153 591,18**	**0,00**	**8 649,20**	**8 649,20**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	153 591,18	0,00	8 649,20	8 649,20
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 144	Intitulé de l'opération : 93 BONDY CMR RENOIR			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Recettes nettes (b - d)	**153 591,18**	**0,00**	**8 649,20**	**8 649,20**

N° opération : 145	Intitulé de l'opération : 93 MONTREUIL CMR JAURES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**643 618,89**	**0,00**	**4,51**	**4,51**
4551930415 93 MONTREUIL CMR JAURES (5)	393 895,13	0,00	0,00	0,00
4551930416 93 MONTREUIL CMR JAURES (5)	212 954,54	0,00	0,00	0,00
4551930417 93 MONTREUIL CMR JAURES (5)	11 130,60	0,00	0,00	0,00
4551930418 93 MONTREUIL CMR JAURES (5)	25 638,62	0,00	4,51	4,51
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**643 618,89**	**0,00**	**4,51**	**4,51**
RECETTES (b)	**159 792,87**	**0,00**	**23 951,08**	**23 951,08**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	159 792,87	0,00	23 951,08	23 951,08
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**159 792,87**	**0,00**	**23 951,08**	**23 951,08**

N° opération : 146	Intitulé de l'opération : 93 NOISY CMR DE GOUGES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**886 933,01**	**0,00**	**61 202,70**	**61 202,70**
4551930515 93 NOISY CMR DE GOUGES (5)	96 838,33	0,00	0,00	0,00
4551930516 93 NOISY CMR DE GOUGES (5)	774 878,43	0,00	0,00	0,00
4551930517 93 NOISY CMR DE GOUGES (5)	11 763,54	0,00	0,00	0,00
4551930518 93 NOISY CMR DE GOUGES (5)	2 257,51	0,00	0,00	0,00
4551930519 93 NOISY CMR DE GOUGES (5)	1 195,20	0,00	61 202,70	61 202,70
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**886 933,01**	**0,00**	**61 202,70**	**61 202,70**
RECETTES (b)	**435 767,75**	**0,00**	**3 218,95**	**3 218,95**

N° opération : 146	Intitulé de l'opération : 93 NOISY CMR DE GOUGES			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	435 767,75	0,00	3 218,95	3 218,95
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**435 767,75**	**0,00**	**3 218,95**	**3 218,95**

N° opération : 147	Intitulé de l'opération : 94 NOGENT CMR BRANLY			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**338 316,69**	**0,00**	**120 128,07**	**120 128,07**
4551940115 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	43 320,72	0,00	0,00	0,00
4551940116 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	45 402,45	0,00	0,00	0,00
4551940117 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	94 761,79	0,00	0,00	0,00
4551940118 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	71 566,32	0,00	1 191,62	1 191,62
4551940119 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	71 507,45	0,00	61 641,59	61 641,59
4551940120 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	11 757,96	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**338 316,69**	**0,00**	**120 128,07**	**120 128,07**
RECETTES (b)	**96 063,48**	**0,00**	**133 267,52**	**133 267,52**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	96 063,48	0,00	133 267,52	133 267,52
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**96 063,48**	**0,00**	**133 267,52**	**133 267,52**

N° opération : 148	Intitulé de l'opération : 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**3 295 935,97**	**0,00**	**89 883,63**	**89 883,63**
4551940215 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS (5)	243 024,35	0,00	329,55	329,55
4551940216 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS (5)	400 008,35	0,00	0,00	0,00
4551940217 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS (5)	165 333,14	0,00	24 333,22	24 333,22
4551940218 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS (5)	2 481 667,47	0,00	0,00	0,00

N° opération : 148	Intitulé de l'opération : 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
4551940219 94 VILLENEUVE LE ROI CMR BRASSENS (5)	5 902,66	0,00	65 220,86	65 220,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 295 935,97**	**0,00**	**89 883,63**	**89 883,63**
RECETTES (b)	**421 745,16**	**0,00**	**2 323 805,09**	**2 323 805,09**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	421 745,16	0,00	2 323 805,09	2 323 805,09
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**421 745,16**	**0,00**	**2 323 805,09**	**2 323 805,09**

N° opération : 149	Intitulé de l'opération : 94 VINCENNES CMR BERLIOZ			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**210 121,06**	**0,00**	**120 504,97**	**120 504,97**
4551940315 94 VINCENNES CMR BERLIOZ (5)	12 010,61	0,00	0,00	0,00
4551940316 94 VINCENNES CMR BERLIOZ (5)	53 644,08	0,00	0,00	0,00
4551940317 94 VINCENNES CMR BERLIOZ (5)	9 375,48	0,00	63,95	63,95
4551940318 94 VINCENNES CMR BERLIOZ (5)	98 352,81	0,00	0,00	0,00
4551940319 94 VINCENNES CMR BERLIOZ (5)	28 669,07	0,00	63 146,16	63 146,16
4551940320 94 VINCENNES CMR BERLIOZ (5)	8 069,01	0,00	57 294,86	57 294,86
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**210 121,06**	**0,00**	**120 504,97**	**120 504,97**
RECETTES (b)	**119 018,32**	**0,00**	**118 505,25**	**118 505,25**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	119 018,32	0,00	118 505,25	118 505,25
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**119 018,32**	**0,00**	**118 505,25**	**118 505,25**

N° opération : 201	Intitulé de l'opération : opérations spécifiques CMR			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**65 241 047,81**	**0,00**	**3 557 555,04**	**3 557 555,04**
4551 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	21 671,70	0,00	598 368,70	598 368,70
4551750507 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
4551750654 75016 PARIS CMR SAY (5)	185 414,97	0,00	18 771,13	18 771,13
4551750699 75003 PARIS CMR TURGOT (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
4551750700 75003 PARIS CMR V.HUGO (5)	143 982,76	0,00	0,00	0,00
4551752523 75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
4551752524 75006 PARIS CMR MONTAIGNE (5)	38 667,81	0,00	0,00	0,00
4551752525 75007 PARIS CMR V. DURUY (5)	110 403,99	0,00	0,00	0,00
4551752527 75008 PARIS CMR CHAPTAL (5)	32 172,08	0,00	0,00	0,00
4551752528 75005 PARIS CMR LAVOISIER (5)	91 901,23	0,00	0,00	0,00
4551752529 75009 PARIS CMR DECOUR (5)	260 268,41	0,00	10 121,65	10 121,65
4551752531 75009 PARIS CMR J. FERRY (5)	16 369,67	0,00	24 007,83	24 007,83
4551752532 75009 PARIS CMR LAMARTINE (5)	219,52	0,00	0,00	0,00
4551752533 75011 PARIS CMR VOLTAIRE (5)	20 902,81	0,00	4 028,46	4 028,46
4551752534 75009 PARIS CMR P. VALERY (5)	39 306,46	0,00	437,46	437,46
4551752536 75013 PARIS CMR RODIN (5)	12 699,13	0,00	2 729,96	2 729,96
4551752537 75013 PARIS CMR C. MONET (5)	48 313,97	0,00	0,00	0,00
4551752538 75013 PARIS CMR G. FAURE (5)	453 997,26	0,00	0,00	0,00
4551752539 75014 PARIS CMR P. BERT (5)	156 241,42	0,00	5 516,00	5 516,00
4551752540 75014 PARIS CMR F.VILLON (5)	47 346,10	0,00	0,00	0,00
4551752543 75015 PARIS CMR BUFFON (5)	118 667,14	0,00	1 353,66	1 353,66
4551752544 75015 PARIS CMR CAMILLE SEE (5)	276 457,36	0,00	45 968,21	45 968,21
4551752545 75016 PARIS CMR C. BERNARD (5)	54 680,80	0,00	0,00	0,00
4551752546 75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY (5)	91 070,07	0,00	0,00	0,00
4551752547 75016 PARIS CMR FONTAINE (5)	102 386,01	0,00	272,29	272,29
4551752548 75016 PARIS CMR MOLIERE (5)	41 730,28	0,00	3 905,04	3 905,04
4551752550 75017 PARIS CMR CARNOT (5)	38 565,03	0,00	0,00	0,00
4551752551 75017 PARIS CMR HONORE DE BALZAC (5)	51 978,12	0,00	0,00	0,00
4551752552 75019 PARIS CMR H. BERGSON (5)	9 143,04	0,00	587,06	587,06
4551752553 75020 PARIS CMR H. BOUCHER (5)	527 216,82	0,00	0,00	0,00
4551752555 75020 PARIS CMR M. RAVEL (5)	155 775,79	0,00	2 048,57	2 048,57
4551752556 77 MELUN CMR AMYOT (5)	19 102,26	0,00	0,00	0,00
4551752557 77 FONTAINEBLEAU CMR F. COUPERIN (5)	125 348,31	0,00	3 692,24	3 692,24
4551771762 78 POISSY CMR LE CORBUSIER (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
4551771765 78 VERSAILLES - CMR HOCHE (5)	139 087,41	0,00	4 366,97	4 366,97
4551781101 91 MONTGERON CMR WEILER (5)	181 469,49	0,00	101,99	101,99
4551781106 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	68 724,05	0,00	0,00	0,00
4551910677 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
4551921780 92 VANVES CMR MICHELET (5)	36 305,41	0,00	25 852,69	25 852,69

N° opération : 201	Intitulé de l'opération : opérations spécifiques CMR			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
4551921782 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	278 289,04	0,00	3 354,87	3 354,87
4551921783 92 SCEAUX CMR M. CURIE (5)	447 892,53	0,00	198,89	198,89
4551921784 93 AUBERVIL CMR ALEMBERT (5)	318 043,94	0,00	1 871,37	1 871,37
4551921785 93 AUBERVILLIERS CMR H. WALLON (5)	198 118,32	0,00	0,00	0,00
4551931186 93 NOISY LE SEC CMR OLYMPE DE GOUGES (5)	22 960,43	0,00	0,00	0,00
4551931709 93 BONDY CMR J. RENOIR (5)	19 203,24	0,00	0,00	0,00
4551931710 93 MONTREUIL CMR J. JAURES (5)	129 786,90	0,00	0,00	0,00
4551931711 94 VINCENNES CMR H. BERLIOZ (5)	30 984,44	0,00	0,00	0,00
4551931712 94 NOGENT SUR MARNE - CMR Branly (5)	27 358,00	0,00	0,00	0,00
4551941598 94 VILLENEUVE LE ROI CMR G. BRASSENS (5)	10 871,66	0,00	0,00	0,00
4551941599 95 LUZARCHES CMR DE NERVAL (5)	367 529,70	0,00	0,00	0,00
4551941602 CMR Turgot (5)	80 864,43	0,00	0,00	0,00
4551951357 CMR Hugo (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
4552752523 CMR Chaptal (5)	22 755,40	0,00	0,00	0,00
4552752524 75011 PARIS VOLTAIRE (5)	4 346,73	0,00	0,00	0,00
4552752529 CMR Bert (5)	424,50	0,00	0,00	0,00
4552752536 75016 PARIS MOLIERE (5)	12 990,94	0,00	0,00	0,00
4552752543 CMR Balzac (5)	17 080,00	0,00	0,00	0,00
4552752551 CMR Bergson (5)	6 784,51	0,00	0,00	0,00
4552752553 CMR Ravel (5)	7 730,80	0,00	0,00	0,00
4552752555 77 FONTAINEBLEAU CMR COUPERIN (5)	5 052,93	0,00	0,00	0,00
4552752557 78 POISSY LE CORBUSIER (5)	4 476,54	0,00	0,00	0,00
4552771765 78 VERSAILLES HOCHE (5)	31 547,25	0,00	0,00	0,00
4552781101 92 NEUILLY CMR PASTEUR (5)	23 680,00	0,00	0,00	0,00
4552781106 92 MEUDON CMR RABELAIS (5)	4 245,11	0,00	0,00	0,00
4552921780 92 VANVES CMR MICHELET (5)	177 602,28	0,00	0,00	0,00
4552921782 92 SCEAUX CMR LAKANAL (5)	41 669,72	0,00	0,00	0,00
4552921783 92 SCEAUX CMR MARIE CURIE (5)	70 637,89	0,00	0,00	0,00
4552921784 93 AUBERVILLIERS CMR ALEMBERT (5)	158 836,86	0,00	0,00	0,00
4552921785 93 AUBERVILLIERS CMR WALLON (5)	118 957,86	0,00	0,00	0,00
4552931186 93 NOISY CMR DE GOUGES (5)	19 378,76	0,00	0,00	0,00
4552931709 93 BONDY CMR RENOIR (5)	31 673,23	0,00	0,00	0,00
4552931710 93 MONTREUIL CMR JAURES (5)	22 722,01	0,00	0,00	0,00
4552931711 94 NOGENT CMR BRANLY (5)	47 389,20	0,00	0,00	0,00
4552931712 75005 PARIS CMR HENRI IV (5)	40 562,49	0,00	0,00	0,00
4552941599 75003 PARIS CMR HUGO (5)	1 049 134,59	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	57 671 878,90	0,00	2 800 000,00	2 800 000,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**65 241 047,81**	**0,00**	**3 557 555,04**	**3 557 555,04**

N° opération : 201	Intitulé de l'opération : opérations spécifiques CMR			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
RECETTES (b)	**77 254 815,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4552 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	77 254 815,78	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**77 254 815,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
- Assortis d'intérêts (total)		**244 196 924,78**	**244 196 924,78**	**0,00**	**0,00**
S.N.C.F.	05/12/1990	68 690 380,22	68 690 380,22	0,00	0,00
R.F.F.	02/11/1999	23 521 000,29	23 521 000,29	0,00	0,00
R.A.T.P.	22/06/1972	151 985 544,27	151 985 544,27	0,00	0,00
- Non assortis d'intérêts (total)		**92 518 883,59**	**4 211 263,10**		
Avances diverses Fonds d'urgence aux communes	21/09/2016	2 911 956,19	0,00		
Avances Convention gestion financière du PIA	17/10/2018	12 572 934,00	0,00		
Avances Fonds d'aide à la création de jeu vidéo	15/03/2018	542 124,00	0,00		
Avances Compte courant d'associés SEM IDF INVT & T	27/05/2020	400 000,00	0,00		
Avances Fonds de Résilience	11/06/2020	17 000 000,00	0,00		
Scientipôle	21/09/2016	6 083 437,50	0,00		
EPA MELUN-SENART (Grand Paris Sud)	28/08/1985	45 313 599,59	1 500 720,47		
EPAVN MARNE LA VALLEE	28/08/1985	7 694 832,31	2 710 542,63		

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 100 375 000,00**	**I 1 100 375 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**777 374 000,00**	**777 374 000,00**
1631	Emprunts obligataires	166 797 000,00	166 797 000,00
1641	Emprunts en euros	23 577 000,00	23 577 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	587 000 000,00	587 000 000,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**323 001 000,00**	**323 001 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*323 001 000,00*	*323 001 000,00*

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**1 100 375 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 100 375 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 439 736 000,00**	**III**	**1 439 736 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**338 407 000,00**		**338 407 000,00**
10222	FCTVA	90 000 000,00		90 000 000,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2745	Avances remboursables	4 211 000,00		4 211 000,00
2748	Autres prêts	244 196 000,00		244 196 000,00
Ressources propres internes de l'année (b)		**1 101 329 000,00**		**1 101 329 000,00**
169	*Primes de remboursement obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*8 320 000,00*		*8 320 000,00*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*0,00*		*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*110 000,00*		*110 000,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*1 710 000,00*		*1 710 000,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*15 900 000,00*		*15 900 000,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*22 620 000,00*		*22 620 000,00*
2804114	*Voiries*	*890 000,00*		*890 000,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*10 000,00*		*10 000,00*
2804123	*Subv.Régions : Projet infrastructure*	*10 000,00*		*10 000,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*1 890 000,00*		*1 890 000,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*41 750 000,00*		*41 750 000,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*22 550 000,00*		*22 550 000,00*
2804141	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*17 410 000,00*		*17 410 000,00*
2804142	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*194 940 000,00*		*194 940 000,00*
2804143	*Subv.Cne : Projet infrastructure*	*3 510 000,00*		*3 510 000,00*
2804151	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*30 000,00*		*30 000,00*
2804152	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*1 820 000,00*		*1 820 000,00*
2804161	*Subv. SPIC : Bien mobilier, matériel*	*160 000,00*		*160 000,00*
2804162	*Subv. SPIC : Bâtiments, installations*	*32 970 000,00*		*32 970 000,00*
2804163	*Subv. SPIC : Projet infrastructure*	*4 770 000,00*		*4 770 000,00*
28041711	*Subv. SNCF : Bien mobilier, matériel*	*40 000,00*		*40 000,00*
28041712	*Subv. SNCF : Bâtiments, installations*	*18 680 000,00*		*18 680 000,00*
28041713	*Subv. SNCF : Projet infrastructure*	*8 940 000,00*		*8 940 000,00*
28041721	*SNCF réseau : Bien mobilier, matériel*	*90 000,00*		*90 000,00*
28041722	*SNCF réseau : Bâtiments, installations*	*24 420 000,00*		*24 420 000,00*
28041723	*SNCF réseau : Projet infrastructure*	*33 990 000,00*		*33 990 000,00*
28041732	*Subv. STIF : Bâtiments, installations*	*3 290 000,00*		*3 290 000,00*
28041733	*Subv. STIF : Projet infrastructure*	*8 230 000,00*		*8 230 000,00*
28041781	*Subv. Autres : Bien mobilier, matériel*	*180 000,00*		*180 000,00*
28041782	*Subv. Autres : Bâtiments, installations*	*16 030 000,00*		*16 030 000,00*
28041783	*Subv. Autres : Projet infrastructure*	*77 270 000,00*		*77 270 000,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*17 450 000,00*		*17 450 000,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*133 490 000,00*		*133 490 000,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*2 340 000,00*		*2 340 000,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*23 120 000,00*		*23 120 000,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*107 970 000,00*		*107 970 000,00*
280423	*Privé : Projet infrastructure*	*430 000,00*		*430 000,00*
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	*80 000,00*		*80 000,00*
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	*2 630 000,00*		*2 630 000,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*20 000,00*		*20 000,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*40 000,00*		*40 000,00*
28051	*Concessions,droits similaires,brevets,..*	*6 130 000,00*		*6 130 000,00*
2808	*Autres immobilisations incorporelles*	*10 000,00*		*10 000,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*10 000,00*	*10 000,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*8 110 000,00*	*8 110 000,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*6 420 000,00*	*6 420 000,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*70 890 000,00*	*70 890 000,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*770 000,00*	*770 000,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*80 000,00*	*80 000,00*
281351	*Bâtiments publics*	*5 910 000,00*	*5 910 000,00*
281572	*Matériel technique scolaire*	*510 000,00*	*510 000,00*
281578	*Autre matériel technique*	*380 000,00*	*380 000,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*600 000,00*	*600 000,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*670 000,00*	*670 000,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*11 730 000,00*	*11 730 000,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*330 000,00*	*330 000,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	*860 000,00*	*860 000,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*250 000,00*	*250 000,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*380 000,00*	*380 000,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*22 120 000,00*	*22 120 000,00*
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
954	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*115 069 000,00*	*115 069 000,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution R001 (3) (4)	Affectation R1068 (3)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 439 736 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 439 736 000,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**1 100 375 000,00**
Ressources propres disponibles	IV	**1 439 736 000,00**
Solde	V = IV – II (5)	**339 361 000,00**

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS	C1.1

C1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**8 650 000,00**	**684 637,48**											**15 805,59**	**103 101,40**
SEM GENOPOLE	2007	P	Programme d'investissements prévus au Budget	Société Générale	4 150 000,00	165 999,95	22,00	A	F		4,500	F		4,500	A-1		5 452,40	83 000,00
SEM GENOPOLE	2017	P	Programme d'investissements prévus au Budget	La Banque Postale	2 500 000,00	288 982,06	264,00	S	F		2,410	F		2,410	A-1		6 905,72	9 808,71
SEM GENOPOLE	2018	P	Programme d'investissements prévus au Budget	La Banque Postale	1 000 000,00	117 155,47	273,00	A	F		2,040	F		2,040	A-1		2 389,97	4 042,69
SEM GENOPOLE	2018	P	Programme d'investissements prévus au Budget	La Banque Postale	1 000 000,00	112 500,00	213,00	A	V	EURIBOR	0,320	F		0,960	A-1		1 057,50	6 250,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL					**8 650 000,00**	**684 637,48**											**15 805,59**	**103 101,40**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	C1.2

C1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 4253-1 du CGCT		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	118 907,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	39 373 020,53
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**39 491 927,53**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**5 651 320 000,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,70**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

IV

C4

ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP (TTC)	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP	Somme des parts invest. (1)	Somme nette des parts invest. (2)
Deux lycées situés à Palaiseau et à Pierrefitte-sur-seine	2019	CITELY (Groupement VINCI Construction France/VINCI Energies France)	Financement Conception Construction Gros entretien et renouvellement Exploitation maintenance	149 342 563,00	76 932 045,63	267	13/07/2041	49 143 307,84	49 143 307,84

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 01/01/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

IV

C7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	0,00	86 089 000,00	86 089 000,00	0,00
Taxe sur construction de bureaux	0,00	80 000 000,00	80 000 000,00	0,00
Taxe d'aménagement	0,00	35 000 000,00	35 000 000,00	0,00
Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement	0,00	66 000 000,00	66 000 000,00	0,00
Taxe additionnelle spéciale annuelle	0,00	80 000 000,00	80 000 000,00	0,00
TICPE Grenelle	0,00	60 000 000,00	60 000 000,00	0,00
Total	**0,00**	**407 089 000,00**	**407 089 000,00**	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)

	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
222	Lycées publics	86 089 000,00
	Total	**86 089 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
222	Lycées publics	86 089 000,00
	Total	**86 089 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe sur construction de bureaux

	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	80 000 000,00
	Total	**80 000 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	80 000 000,00
	Total	**80 000 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe d'aménagement

	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	35 000 000,00
	Total	**35 000 000,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe d'aménagement		
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	35 000 000,00
	Total	**35 000 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	66 000 000,00
	Total	**66 000 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	66 000 000,00
	Total	**66 000 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe additionnelle spéciale annuelle		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	80 000 000,00
	Total	**80 000 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	80 000 000,00
	Total	**80 000 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TICPE Grenelle		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	60 000 000,00
	Total	**60 000 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	60 000 000,00
	Total	**60 000 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

(1) Par exemple, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV

D1

D1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**14,00**	**0,00**	**14,00**	**0,00**	**13,00**	**13,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	13,00	0,00	13,00	0,00	12,00	12,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**1 408,00**	**0,00**	**1 408,00**	**996,00**	**285,10**	**1 281,10**
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	91,00	0,00	91,00	90,33	0,00	90,33
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	211,00	0,00	211,00	210,64	0,00	210,64
Adjoint administratif territorial	C	83,00	0,00	83,00	65,09	6,67	71,76
Administrateur général	A	3,00	0,00	3,00	1,58	0,00	1,58
Administrateur hors classe	A	15,00	0,00	15,00	13,14	0,00	13,14
Administrateur territorial	A	46,00	0,00	46,00	18,51	24,99	43,50
Attaché hors classe	A	21,00	0,00	21,00	19,67	0,00	19,67
Attaché principal	A	133,00	0,00	133,00	131,34	0,00	131,34
Attaché territorial	A	456,00	0,00	456,00	189,88	237,44	427,32
Directeur Territorial	A	75,00	0,00	75,00	62,81	0,00	62,81
Rédacteur principal de 1ère classe	B	54,00	0,00	54,00	44,47	0,00	44,47
Rédacteur principal de 2ème classe	B	89,00	0,00	89,00	79,48	0,00	79,48
Rédacteur territorial	B	131,00	0,00	131,00	69,06	16,00	85,06
FILIERE TECHNIQUE (c)		**9 105,00**	**0,00**	**9 105,00**	**7 853,91**	**586,17**	**8 440,08**
Adjoint technique des Eple et Creps	C	2 073,00	0,00	2 073,00	1 358,94	488,49	1 847,43
Adjoint technique principal 1ère classe	C	30,00	0,00	30,00	29,25	0,00	29,25
Adjoint technique principal 1ère classe des Eple et Creps	C	2 677,00	0,00	2 677,00	2 672,12	0,00	2 672,12
Adjoint technique principal 2ème classe	C	59,00	0,00	59,00	52,83	0,00	52,83
Adjoint technique principal 2ème classe des Eple et Creps	C	3 594,00	0,00	3 594,00	3 199,08	0,00	3 199,08
Adjoint technique territorial	C	56,00	0,00	56,00	29,90	25,32	55,22
Agent de maîtrise Eple et Creps	C	241,00	0,00	241,00	241,00	0,00	241,00
Agent de maîtrise principal	C	16,00	0,00	16,00	16,00	0,00	16,00
Agent de maîtrise principal Eple et Creps	C	8,00	0,00	8,00	7,40	0,00	7,40
Agent de maîtrise territorial	C	13,00	0,00	13,00	12,58	0,00	12,58
Ingénieur en chef	A	42,00	0,00	42,00	30,31	7,80	38,11
Ingénieur en chef hors classe	A	29,00	0,00	29,00	22,44	0,00	22,44
Ingénieur général	A	2,00	0,00	2,00	0,17	0,00	0,17
Ingénieur hors classe	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Ingénieur principal	A	79,00	0,00	79,00	78,83	0,00	78,83
Ingénieur territorial	A	99,00	0,00	99,00	30,82	57,15	87,97
Technicien Eple et Creps	B	9,00	0,00	9,00	6,00	0,00	6,00
Technicien principal 1ère classe	B	17,00	0,00	17,00	16,81	0,00	16,81

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Technicien principal 1ère classe Eple et Creps	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Technicien principal 2ème classe	B	18,00	0,00	18,00	17,04	0,00	17,04
Technicien principal 2ème classe Eple et Creps	B	5,00	0,00	5,00	4,50	0,00	4,50
Technicien territorial	B	34,00	0,00	34,00	25,89	7,41	33,30
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**24,00**	**0,00**	**24,00**	**11,10**	**3,00**	**14,10**
Assistant de conservation du patrimoine	B	9,00	0,00	9,00	1,00	3,00	4,00
Assistant de conservation principal du patrimoine et des bibliothèques 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de conservation principal du patrimoine et des bibliothèques 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché de conservation du patrimoine	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attaché principal de conservation du patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Bibliothécaire principal	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bibliothécaire territorial	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conservateur territorial du patrimoine	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Conservateur territorial du patrimoine en chef	A	8,00	0,00	8,00	6,10	0,00	6,10
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**10 537,00**	**0,00**	**10 537,00**	**8 861,01**	**874,27**	**9 735,28**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	D1

D1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial	C	ADM	350 - 548	0,00	3-1	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	350 - 548	0,00	3-2	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	350 - 548	0,00	3-3-2°	CDI
Adjoint technique des Eple et Creps	C	TECH	350 - 548	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique des Eple et Creps	C	TECH	350 - 548	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique des Eple et Creps	C	TECH	350 - 548	0,00	3-4	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	350 - 548	0,00	3-1	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	350 - 548	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	350 - 548	0,00	3-3-2°	CDD
Administrateur territorial	A	ADM	542 - HEC3	0,00	3-3-2°	CDD
Administrateur territorial	A	ADM	542 - HEC3	0,00	3-3-2°	CDI
Assistant de conservation du patrimoine	B	CULT	372 - 707	0,00	3-2	CDD
Assistant de conservation du patrimoine	B	CULT	372 - 707	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché territorial	A	ADM	444 - 1027	0,00	3-1	CDD
Attaché territorial	A	ADM	444 - 1027	0,00	3-2	CDD
Attaché territorial	A	ADM	444 - 1027	0,00	3-3-2°	CDD
Attaché territorial	A	ADM	444 - 1027	0,00	3-3-2°	CDI
Directeur général adjoint	A	OTR	1027 - HEC3	0,00	47	A
Directeur général des services	A	OTR	1027 - HEC3	0,00	47	A
Ingénieur en chef	A	TECH	461 - HEC3	0,00	3-3-2°	CDD
Ingénieur en chef	A	TECH	461 - HEC3	0,00	3-3-2°	CDI
Ingénieur territorial	A	TECH	444 - 1027	0,00	3-3-2°	CDD
Ingénieur territorial	A	TECH	444 - 1027	0,00	3-3-2°	CDI
Ingénieur territorial	A	TECH	444 - 1027	0,00	3-2	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	372 - 707	0,00	3-1	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	372 - 707	0,00	3-2	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	372 - 707	0,00	3-3-2°	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	372 - 707	0,00	3-3-2°	CDI
Technicien territorial	B	TECH	372 - 707	0,00	3-2	CDD
Technicien territorial	B	TECH	372 - 707	0,00	3-3-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial	C	ADM	350 - 548	0,00	3-a°	CDD
Adjoint administratif territorial	C	ADM	350 - 548	0,00	3-b	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	350 - 548	0,00	3-a°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	350 - 548	0,00	3-b	CDD
Attaché de conservation du patrimoine	A	CULT	444 - 995	0,00	3-a°	CDD
Attaché territorial	A	ADM	444 - 1027	0,00	3-a°	CDD
Attaché territorial	A	ADM	444 - 1027	0,00	3-b	CDD
Autres	C	OTR	350 - 548	0,00	A	A
Collaborateur de cabinet	A	OTR	434 - HEC3	0,00	110	A

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Collaborateur de groupe	A	OTR	441 - 1027	0,00	110-1	A
Ingénieur territorial	A	TECH	444 - 1027	0,00	3-a°	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	372 - 707	0,00	3-a°	CDD
Rédacteur territorial	B	ADM	372 - 707	0,00	3-b	CDD
Technicien territorial	B	TECH	372 - 707	0,00	3-a°	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA REGION A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER
(article L. 4313-2 du CGCT) — D2

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à REGION ILE-DE-FRANCE - SGCR - 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- Garantie de recette annuelle Parc de loisirs de Vaires-Torcy	UCPA	UCPA	Association	155 000,00
Détention d'une part du capital				
18/01/1990 - CR 02-90	Société d'études, de maîtrise d'ouvrage et d'aménagement parisienne	SEMAPA	SA à conseil d'administration	38 112,25
13/11/1990 - CR 46-90	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural d'Ile-de-France	SAFER	SA à conseil d'administration	51 405,80
09/07/1991 - CR 36-91	SAEM CITALLIOS	CITALLIOS	SA d'économie mixte à conseil d'administration	914 694,10
05/11/1998 - CP 98-405	ASSOCIATION FRANCE ACTIVE	FRANCE ACTIVE	Association	15,24
13/12/2000 - CR 64-00	CAP DECISIF	CAP DECISIF	Société par actions simplifiée	1 371 900,00
13/12/2001 - CR 65-01	SEM GENOPOLE	SEM GENOPOLE	SA d'économie mixte à conseil d'administration	9 146 000,00
27/06/2002 - CR 10-02	Ile-de-France construction durable (ex SAERP)	IDF Constructions durables	Société publique locale	3 400 000,00
17/03/2006 - CR 08-06	SCIENTIPOLE IDF CAPITAL	SCIENTIPOLE IDF CAPITAL	Société par actions simplifiée	1 800 000,00
12/07/2007 - CP 07-640	GENOPOLE 1ER JOUR	GENOPOLE 1ER JOUR	SA à directoire	1 036 612,20
29/11/2007 - CP 07-1105	CAP DECISIF MANAGEMENT	CAP DECISIF MANAGEMENT	Société par actions simplifiée	14 777 207,83
22/01/2009 - CP 09-068	FINANCITES	FINANCITES	Société par actions simplifiée	2 000 000,00
13/03/2011 - CP 11-185	Paris Region Venture Funds (PRVF) (ex FONDS REGIONAL DE CO-INVESTISSEMENT)	PRVF	SAS à associé unique	41 600 000,00
17/11/2011 - CR 115-11	Île-de-France Energies (ex SEM ENERGIES POSIT'IF)	SEM ENERGIES POSIT'IF	SA d'économie mixte à conseil d'administration	6 020 000,00
11/07/2013 - CP 13-502	UI GESTION SA	UI GESTION SA	Société par actions	1 020 000,00
11/07/2013 - CP 13-502	ALTER EQUITY	ALTER EQUITY	Société par actions simplifiée	1 528 200,00
13/12/2016 - CP 16-616	SOCIETE DE GESTION IMPACT PARTENAIRES	IMPACT PARTENAIRES	Société par actions simplifiée	7 702 000,00
18/05/2017 - CR 2017-83	SEML SIGEIF MOBILITES	SIGEIF MOBILITES	Société d'économie mixte locale	350 000,00
20/09/2017 - CP 2017-356	EXPO FRANCE 2025	EXPO FRANCE 2025	Groupement d'intérêt public	400 000,00
28/05/2019 - CR 2019-028	Fondation pour la mémoire de l'esclavage, des traites et de leurs abolitions	Fondation pour la mémoire de l'esclavage, des traites et de leurs abolitions	Fondation	10 000,00
05/03/2020 - CR 2020-007	SEM ILE DE FRANCE INVESTISSEMENT ET TERRITOIRES	ILE DE FRANCE INVESTISSEMENT ET TERRITOIRES	SA d'économie mixte à conseil d'administration	1 800 000,00
01/07/2020 - CP 2020-327	AXELEO Proptech 1	AXELEO CAPITAL	Société par actions simplifiée	100 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				
08/09/1971 - Reçu 087-947	CAISSE LOCALE DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL	CAISSE LOCALE DU CREDIT AGRICOLE MUTUEL		426,86
06/07/2007 - CP 06-533	COPROCOOP ILE-DE-FRANCE	COPROCOOP ILE-DE-FRANCE	Société coopérative d'intérêt collectif de statut HLM	599 985,00
10/07/2008 - CP 08-761	InvESS ILE-DE-FRANCE (ex EQUISOL)	InvESS ILE-DE-FRANCE (ex EQUISOL)	SA coopérative à capital variable et conseil d'administration	3 250 000,00
08/06/2020 - CRP2020-03	BPIFRANCE FINANCEMENT	BPIFRANCE FINANCEMENT	Société anonyme	50 000 000,00

(1) Hôtel de région et autres lieux publics désignés par la région.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	D3.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA REGION

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE PARTICIPATION	MONTANT DU FINANCEMENT
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse	11/10/1983	Cofinancement des programmes d'actions et du budget de fonctionnement	2 104 277,94
Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR du Gâtinais Français	04/12/1997	Cofinancement des programmes d'actions et du budget de fonctionnement	1 963 867,40
Syndicat mixte du Bassin versant de la Bièvre	11/04/2002	Cotisation de fonctionnement	19 600,00
Syndicat mixte d'aménagment et de gestion du PNR Oise Pays de France	26/06/2003	Cofinancement des programmes d'actions et du budget de fonctionnement	523 060,82
Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR du Vexin Français	16/11/2007	Cofinancement des programmes d'actions et du budget de fonctionnement	2 326 590,92
Syndicat Forum Métropolitain du Grand Paris (Paris Métropole)	15/12/2008	Cotisation de fonctionnement	200 000,00
Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique	28/06/2012	Cotisation de fonctionnement	100 000,00
Syndicat mixte pour l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP)	13/02/2014	Cotisation de fonctionnement	198 000,00
Syndicat mixte ouvert d'études de la Cité de la gastronomie Paris-Rungis et de son quartier	16/11/2016	Cotisation de fonctionnement	70 000,00
Autres organismes de regroupement			
Groupement d'intérêt public MAXIMILIEN	22/11/2012	Contribution annuelle	17 850,00
Groupement d'intérêt public Emploi Roissy Charles de Gaulle	22/11/2012	Contribution annuelle	215 000,00
Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Ile-de-France (SIGEIF)	11/07/2013	Cotisation de fonctionnement	25 734,68

IV – ANNEXES — IV

DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — E1

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Taxe intérieure sur les produits pétroliers (part régionale définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe intérieure sur les produits pétroliers (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,73	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	1,35	0,00	60 000 000,00	-6,30
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	46,15	0,00	320 000 000,00	-5,90
Droit de francisation et de navigation corse (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droit de passeport en Corse (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droit de consommation sur les tabacs en Corse (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part régionale de la taxe d'amenagement (3)		0,00	0,00	1,00	0,00	35 000 000,00	-12,50
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**415 000 000,00**	**-6,50**

(1) Taxe perçue par la collectivité territoriale de Corse.

(2) Taxes perçues par les régions d'outre-mer.

(3) Détailler les taxes pour lesquelles la région a un pouvoir de modulation ou de fixation du taux.

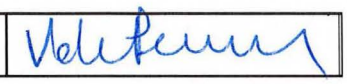
IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 209
Nombre de membres présents : 185
Nombre de suffrages exprimés : 185
VOTES :
Pour : 118
Contre : 66
Abstentions : 1

Date de convocation : 24/11/2020

Présenté par la présidente (1),
A Saint-Ouen, le 16/12/2020
la présidente,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Saint-Ouen, le 16/12/2020
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Valérie Pécresse	

Certifié exécutoire par la présidente (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 17/12/2020, et de la publication le 17/12/2020
A Saint-Ouen , le 17/12//2020

(1) Indiquer « la Présidente » ou « le Président ».
(2) L'assemblée délibérante étant : le conseil régional (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : Conseil régional, Conseil syndical, ...).

îledeFrance
Conseil régional

Rapport pour le conseil régional
DÉCEMBRE 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS
21 DEC. 2020
Service des collectivités locales
et du contentieux

COMMUNICATION AU CONSEIL RÉGIONAL SUR DES VIREMENTS DE CRÉDITS DE CHAPITRE À CHAPITRE AU SEIN DU BUDGET 2020

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....18
Tableau récapitulatif....19

EXPOSÉ DES MOTIFS

En application de l'article 2 de la délibération n° CR 2019-075 relative au budget primitif de la Région Ile-de-France pour 2020, et conformément aux dispositions du chapitre 3 de l'instruction budgétaire et comptable M 71 relatif aux autorisations budgétaires, la Présidente a procédé à des mouvements de crédits de paiement de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel), au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Ces virements de crédits ont fait l'objet de décisions expresses de la Présidente transmises au Préfet pour être exécutoires dans les conditions de droit commun prévu par l'article L. 4 312-3 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Ces décisions ont également été notifiées au comptable public.

La présente communication vise à informer l'assemblée délibérante de ces divers mouvements de crédits :

Virements de crédits de paiement au sein de la section d'investissement

- Virement d'un montant de *1 954 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-169** en date du 10 novembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(-1 954 000 €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 906 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 204142 - «Communes et EPCI – Bâtiments et installations»
(+1 954 000 €)

- Virement d'un montant de *344 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-170** en date du 11 novembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(-344 000 €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 906 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 20422 - « Personne de droit privé – Bâtiments et installations »
(+344 000 €)

- Virement d'un montant de *47 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-171** en date du 11 novembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - «Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(-47 000 €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 906 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 20422 - «Personne de droit privé – Bâtiments et installations »
(+47 000 €)

- Virement d'un montant de *2 241 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-172** en date du 11 novembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(-2 241 000 €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 906 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 20422 - « Personnes de droit privé – Bâtiments et installations »
(+2 241 000 €)

- Virement d'un montant de *280 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-173** en date du 11 novembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(-280 000 €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 906 - «Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 204131 - « Départements – Biens mobiliers, matériel et études »
(+280 000 €)

- Virement d'un montant de *719 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-174** en date du 11 novembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222– « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(-719 000 €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 906 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 204181 - « Organismes publics divers – Biens mobiliers, matériel et études »
(+719 000 €)

- Virement d'un montant de *18 500 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-190** en date du 22 novembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(-18 500 000 €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 909 - « Action économique »
Code fonctionnel 91 – « Interventions économiques transversales »
Nature comptable 20421 - « Personnes de droit privé – Biens mobiliers, matériel et études »
(+18 500 000 €)

- Virement d'un montant de *4 112 514 €* opéré par décision administrative n° **2020-195** en date du 22 novembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 907 - « Environnement »
Code fonctionnel 75 – « Politique de l'énergie »
Nature comptable 204142 - « Communes et EPCI – Bâtiments et installations »
(*-4 112 514* €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 909 - « Action économique »
Code fonctionnel 94 – « Industrie, artisanat, commerce et autres services »
Nature comptable 204181 - « Organismes publics divers – Biens mobiliers, matériel et études »
(+4 112 514 €)

- Virement d'un montant de *3 400 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-337** en date du 1er décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 907 - « Environnement »
Code fonctionnel 75 – « Politique de l'énergie »
Nature comptable 20422 - « Personnes de droit privé – Bâtiments et installations »
(*-3 400 000* €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 909 - « Action économique »
Code fonctionnel 93 – « Agriculture, pêche et agro-industrie »
Nature comptable 204181 - « Organismes publics divers – Biens mobiliers, matériel et études »
(+3 400 000 €)

- Virement d'un montant de *5 100 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-338** en date du 1er décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(*-5 100 000* €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 909 - « Action économique »
Code fonctionnel 92 – « Recherche et innovation»
Nature comptable 204182 - « Organismes publics divers – Bâtiments et installations »
(+5 100 000 €)

- Virement d'un montant de *11 000 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-339** en date du 2 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(*-11 000 000 €)*

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 909 - « Action économique »
Code fonctionnel 92 – « Recherche et innovation»
Nature comptable 20421 - « Personnes de droit privé – Biens mobiliers, matériel et études»
(+11 000 000 €)

- Virement d'un montant de *451 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-343** en date du 2 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(*- 451 000 €)*

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 906 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 20422 - « Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations »
(+451 000 €)

- Virement d'un montant de *410 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-344** en date du 2 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(*-410 000 €)*

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 906 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 204182 - « Subventions d'équipement aux organismes publics divers – Bâtiments et installations »
(+410 000 €)

- Virement d'un montant de *1 024 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-345** en date du 2 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(-1 024 000 €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 906 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 204141 - « Subventions d'équipement aux communes et structures intercommunales – Biens mobiliers, matériel et études »
(+1 024 000 €)

- Virement d'un montant de *1 500 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-346** en date du 2 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(- 1 500 000 €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 906 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 204142 - « Subventions d'équipement aux communes et structures intercommunales – Bâtiments et installations »
(+ 1 500 000 €)

- Virement d'un montant de *615 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-347** en date du 2 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(*- 615 000 €)*

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 906 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 204131 - « Subventions d'équipement aux départements – Biens mobiliers, matériel et études »
(+ 615 000 €)

- Virement d'un montant de *850 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-349** en date du 4 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 904 - « Santé et action sociale »
Code fonctionnel 42 – « Action sociale »
Nature comptable 20422 - « Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations»
(*- 850 000 €)*

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 903 - « Culture, sports et loisirs »
Code fonctionnel 311 – « Enseignement artistique»
Nature comptable 204142 - « Subventions d'équipement aux communes et structures intercommunales – Bâtiments et installations »
(+ 850 000 €)

- Virement d'un montant de *4 000 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-350** en date du 4 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 904 - « Santé et action sociale »
Code fonctionnel 42 – « Action sociale »
Nature comptable 20422 - « Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations»
(*- 4 000 000 €)*

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 903 - « Culture, sports et loisirs »
Code fonctionnel 312 – « Activités culturelles et artistiques »
Nature comptable 204142 - « Subventions d'équipement aux communes et structures intercommunales – Bâtiments et installations »
(+ 4 000 000 €)

- Virement d'un montant de *1 200 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-352** en date du 5 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 904 - « Santé et action sociale »
Code fonctionnel 41 – « Santé »
Nature comptable 2748 - « Autres prêts »
(*- 1 200 000 €)*

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 903 - « Culture, sports et loisirs »
Code fonctionnel 33 – « Loisirs »
Nature comptable 204182 - « Subventions d'équipement aux organismes publics divers – Bâtiments et installations »
(+ 1 200 000 €)

- Virement d'un montant de *4 500 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-353** en date du 5 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 904 - « Santé et action sociale »
Code fonctionnel 42 – « Action sociale »
Nature comptable 20422 - « Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations»
(*- 4 500 000 €)*

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 903 - « Culture, sports et loisirs »
Code fonctionnel 33 – « Loisirs »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(+ 4 500 000 €)

- Virement d'un montant de *2 000 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-389** en date du 14 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 222 – « Lycées publics »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(*- 2 000 000* €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 908 - « Transports »
Code fonctionnel 811 – « Transport ferroviaire régional de voyageurs »
Nature comptable 2041713 - « Organismes de transport – SNCF – Projets d'infrastructures d'intérêt national »
(+ 2 000 000 €)

- Virement d'un montant de *7 000 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-390** en date du 14 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 23 – « Enseignement supérieur »
Nature comptable 204182 - « Organismes publics divers – Bâtiments et installations »
(- *7 000 000* €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 908 - « Transports »
Code fonctionnel 811 – « Transport ferroviaire régional de voyageurs »
Nature comptable 2041713 - « Organismes de transport – SNCF – Projets d'infrastructures d'intérêt national »
(+ 7 000 000 €)

- Virement d'un montant de *15 000 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-391** en date du 14 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 902 - « Enseignement »
Code fonctionnel 23 – « Enseignement supérieur »
Nature comptable 238 - « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles »
(- *15 000 000* €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 908 - « Transports »
Code fonctionnel 811 – « Transport ferroviaire régional de voyageurs »
Nature comptable 2041713 - « Organismes de transport – SNCF – Projets d'infrastructures d'intérêt national »
(+ 15 000 000 €)

- Virement d'un montant de *2 000 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-395** en date du 15 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 905 - « Aménagement des territoires »
Code fonctionnel 54 – « Habitat - Logement »
Nature comptable 204182 - « Subventions d'équipement aux organismes publics – Bâtiments et installations »
(- *2 000 000* €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 901 - « Formation professionnelle et apprentissage »
Code fonctionnel 12 – « Apprentissage »
Nature comptable 20422 - « Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations »
(+ 2 000 000 €)

- Virement d'un montant de *2 400 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-396** en date du 15 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 905 - « Aménagement des territoires »
Code fonctionnel 54 – « Habitat - Logement »
Nature comptable 204162 - « Subventions d'équipement versées – SPIC – Bâtiments et installations »
(- *2 400 000* €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 909 - « Action économique »
Code fonctionnel 91 – « Interventions économiques transversales »
Nature comptable 261 - « Titres de participation »
(+ 2 400 000 €)

Au total, ces virements de crédits entre chapitres au sein de la section d'investissement portent à l'issue de l'exécution budgétaire 2020 sur une somme de **90.647.514 €, soit 3,50 %** des dépenses réelles du total de la section d'investissement du budget 2020.

Comme indiqué, ces informations sont données en application de l'instruction budgétaire et comptable M 71.

Le tableau annexé à la présente communication récapitule les 25 virements opérés en cours d'exercice.

Virements de crédits de paiement au sein de la section de fonctionnement

- Virement d'un montant de *33 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-91** en date du 24 septembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 930 - « Services généraux »
Code fonctionnel 044 – « Aide publique au développement »
Nature comptable 6574 - « Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé »
(-33 000 €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 936 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 6718 - « Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion »
(+19 000 €)
Nature comptable 65738 – « Subventions de fonctionnement aux organismes publics divers »
(+ 14 000 €)

- Virement d'un montant de *390 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-341** en date du 2 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 931 - « Formation professionnelle et apprentissage »
Code fonctionnel 12 – « Apprentissage »
Nature comptable 65738 - « Subventions de fonctionnement aux organismes publics divers »
(*-390 000 €)*

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 936 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 6574 - « Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé »
(+390 000 €)

- Virement d'un montant de *10 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-342** en date du 2 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 931 - « Formation professionnelle et apprentissage »
Code fonctionnel 12 – « Apprentissage »
Nature comptable 65738 - « Subventions de fonctionnement aux organismes publics divers »
(*-10 000 €)*

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 936 - « Gestion des fonds européens »
Code fonctionnel 62 – « FEDER »
Nature comptable 65734 - « Subventions de fonctionnement aux organismes publics – Communes et structures intercommunales »
(+10 000 €)

- Virement d'un montant de *1 550 000 €* opéré par décision administrative n° **2020-394** en date du 15 décembre 2020.

Chapitre d'origine :

Chapitre 934 - « Santé et action sociale »
Code fonctionnel 42 – « Action sociale »
Nature comptable 6574 - « Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé »
(-1 550 000 €)

Chapitre bénéficiaire :

Chapitre 933 - « Culture, sports et loisirs »
Code fonctionnel 312 – « Activités culturelles et artistiques »
Nature comptable 65734 - « Subventions de fonctionnement aux organismes publics – Communes et structures intercommunales »
(+1 550 000 €)

Au total, ces virements de crédits entre chapitres au sein de la section de fonctionnement portent à l'issue de l'exécution budgétaire 2020 sur une somme de **1.983.000 €, soit 0,07 %** des dépenses réelles du total de la section de fonctionnement du budget 2020.

Comme indiqué, ces informations sont données en application de l'instruction budgétaire et comptable M 71.

Le tableau annexé à la présente communication récapitule les 4 virements opérés en cours d'exercice.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Tableau récapitulatif

DE				VERS				Montant
Imputation budgétaire source				*Imputation budgétaire de destination*				
Chapitre		*Code fonctionnel*		*Chapitre*		*Code fonctionnel*		
902	Enseignement	222	Lycées publics	906	Gestion des fonds européens	62	FEDER	1 954 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	906	Gestion des fonds européens	62	FEDER	344 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	906	Gestion des fonds européens	62	FEDER	47 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	906	Gestion des fonds européens	62	FEDER	2 241 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	906	Gestion des fonds européens	62	FEDER	280 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	906	Gestion des fonds européens	62	FEDER	719 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	909	Action économique	91	Interventions économiques transversales	18 500 000,00
907	Environnement	75	Politique de l'énergie	909	Action économique	94	Industrie, artisanat, commerce et autres services	4 112 514,00
907	Environnement	75	Politique de l'énergie	909	Action économique	93	Agriculture, pêche et agro-industrie	3 400 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	909	Action économique	92	Recherche et innovation	5 100 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	909	Action économique	92	Recherche et innovation	11 000 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	906	Gestion des fonds européens	62	FEDER	451 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	906	Gestion des fonds européens	62	FEDER	410 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	906	Gestion des fonds européens	62	FEDER	1 024 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	906	Gestion des fonds européens	62	FEDER	1 500 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	906	Gestion des fonds européens	62	FEDER	615 000,00
904	Santé et action sociale	42	Action sociale	903	Culture, sports et loisirs	311	Enseignement artistique	850 000,00
904	Santé et action sociale	42	Action sociale	903	Culture, sports et loisirs	312	Activités culturelles et artistiques	4 000 000,00
904	Santé et action sociale	41	Santé	903	Culture, sports et loisirs	33	Loisirs	1 200 000,00
904	Santé et action sociale	42	Action sociale	903	Culture, sports et loisirs	33	Loisirs	4 500 000,00
902	Enseignement	222	Lycées publics	908	Transports	811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	2 000 000,00
902	Enseignement	23	Enseignement supérieur	908	Transports	811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	7 000 000,00
902	Enseignement	23	Enseignement supérieur	908	Transports	811	Transport ferroviaire régional de voyageurs	15 000 000,00
905	Aménagement des territoires	54	Habitat - Logement	901	Formation professionnelle et apprentissage	12	Apprentissage	2 000 000,00
905	Aménagement des territoires	54	Habitat - Logement	909	Action économique	91	Interventions économiques transversales	2 400 000,00
Total des virements de crédits au sein de la section d'investissement								**90 647 514,00**
Dépenses réelles de la section d'investissement (BP 2020)								**2 589 767 000,00**
Pourcentage de virements par rapport aux dépenses réelles de la section d'investissement								**3,50%**

DE				VERS				Montant
Imputation budgétaire source				*Imputation budgétaire de destination*				
Chapitre		*Code fonctionnel*		*Chapitre*		*Code fonctionnel*		
930	Services généraux	044	Aide publique au développement	936	Gestion des fonds européens	62	FEDER	33 000,00
931	Formation professionnelle et apprentissage	12	Apprentissage	936	Gestion des fonds européens	62	FEDER	390 000,00
931	Formation professionnelle et apprentissage	12	Apprentissage	936	Gestion des fonds européens	62	FEDER	10 000,00
934	Santé et action sociale	42	Action sociale	933	Culture, sports et loisirs	312	Activités culturelles et artistiques	1 550 000,00
Total des virements de crédits au sein de la section de fonctionement								**1 983 000,00**
Dépenses réelles de la section de fonctionnement (BP 2020)								**2 648 071 000,00**
Pourcentage de virements par rapport aux dépenses réelles de la section de fonctionnement								**0,07%**

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-071
DU 14 DÉCEMBRE 2020

ACCORD DE RELANCE ENTRE L'ETAT ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Le conseil régional d'Île-de-France,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des Transports ;

Vu le code de l'Environnement :

Vu la délibération n° CR 2020-028 du 11 juin 2020, relative à l'acte I du plan de relance économique, écologique et solidaire de la Région Ile-de-France ;

Vu l'accord de méthode du 30 juillet 2020, conclu entre l'Etat et les Régions ;

Vu l'accord de partenariat du 28 septembre 2020, conclu entre l'Etat et les Régions ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU le rapport n°CR 2020-071 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve l'accord de relance présenté en annexe à la délibération et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 17 décembre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 17 décembre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201214-lmc1100700-DE-1-1) et affichage ou notification le 17 décembre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Accord de relance entre l'Etat et la Région Île-de-France

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Région îledeFrance

ACCORD DE RELANCE

Protocole cadre

Le présent protocole, convenu entre :

L'État en Île-de-France, représenté par Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, ci-après désigné « *l'Etat* », ayant son siège 5 rue Leblanc, 75015 Paris

Et

Le Conseil régional d'Île-de-France, représenté par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, ci-après désigné « *la Région Île-de-France* », ayant son siège 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine,

- Définit le périmètre des actions agréées, la méthode de travail et les objectifs communs à l'État et la Région dans le cadre d'une approche territorialisée de la relance en Île-de-France ;
- Traduit la mobilisation conjointe de l'État et de la Région au service de la relance économique des secteurs les plus touchés par les conséquences de la crise du Covid.

PREAMBULE

La crise sanitaire que traverse le pays depuis le début de l'année 2020 constitue un défi majeur par son ampleur, sa durée et ses formes. Elle a durement touché l'Île-de-France, tant au plan sanitaire – la région francilienne a été un des épicentres de la première vague – qu'au plan économique et social, notamment en raison de la forte concentration sur son territoire du tertiaire marchand et des activités culturelles et touristiques que les confinements impactent frontalement.

La réponse des acteurs publics comme du secteur privé atteste du dynamisme et de la résilience de ce territoire tout au long de la crise. La profondeur des chocs issus de la pandémie justifie néanmoins un effort renouvelé dont le présent accord de relance doit permettre d'assurer la continuité et l'efficacité.

La Région porte un plan de relance économique, écologique et solidaire inédit pour faire face à la crise et aider les différents acteurs et secteurs touchés à se relever. Il se décline en trois temps. L'acte I, d'un montant de 1,3 milliard d'euros – le plus élevé de France –, a été lancé en mai 2020 pour répondre aux urgences. Il a été dépensé à 90% en fin d'année 2020. L'acte II s'est concrétisé au travers de la Conférence Climat Ile-de-France organisée en septembre dernier et de ses 192 mesures pour une Ile-de-France plus verte, à la fois zéro émission nette (ZEN), zéro artificialisation nette (ZAN) et zéro ressource nette en misant sur l'économie circulaire. L'acte III se traduira dans le programme d'investissements pluri annuel sans précédent qui sera lancé en décembre 2020 et dont le budget 2021 sera une première traduction. Au total, le montant du plan d'investissement de la Région s'élèvera à 20 milliards entre 2021 et 2027.

Le plan France relance, présenté par le Premier ministre le 3 septembre dernier s'élève au niveau national à 100 milliards d'euros. Il constitue à la fois une réponse conjoncturelle forte à la crise économique engendrée par la pandémie et un plan d'investissement reposant sur trois priorités clairement identifiées : la transition écologique, la compétitivité économique et la cohésion sociale.

En formalisant des objectifs et des moyens communs aux services de l'État en région et au Conseil régional d'Île-de-France, le présent accord constitue une déclinaison régionale du plan France relance et de l'accord de partenariat Etat-Régions signé le 28 septembre 2020 par le Premier ministre et le Président de Régions de France.

Il manifeste l'engagement de l'État et de la Région au service de la relance des secteurs économiques les plus touchés par la crise, comme le soutien fourni avec constance aux entreprises affectées par le chômage partiel et la diminution de leur activité. Il vise également à répondre à l'urgence sociale qui touche les publics les plus vulnérables.

Instrument de soutien et de protection, la relance s'affirme enfin en Île-de-France comme un catalyseur des transformations engagées dans les domaines stratégiques que sont la transition écologique, en particulier relativement à l'évolution de l'offre de transports collectifs en Île-de-France, l'enseignement supérieur ou encore la santé.

OBJECTIFS

Face aux chocs sociaux et économiques engendrés par la crise sanitaire en Île-de-France, le présent accord, à la suite des objectifs généraux du plan de relance national en matière de transition écologique, de compétitivité économique et de cohésion sociale figurant dans l'accord de partenariat signé entre l'État et les régions le 28 septembre 2020, vise en particulier :

- A soutenir les secteurs d'activités les plus éprouvés et les plus vulnérables de l'Île-de-France, afin de prévenir et limiter les destructions d'emplois ;
- A engager rapidement des actions s'inscrivant dans le cadre de priorités stratégiques régionales partagées ;
- A renforcer la coordination et le dialogue entre l'État, la Région et les partenaires locaux au service d'une approche territorialisée et différenciée de la relance en Île-de-France.

METHODES

L'État et la Région conviennent de la nécessité de porter ensemble une action de relance. Celle-ci se déploie sur les deux prochaines années et s'articule avec les engagements pris dans le cadre du futur contrat de plan Etat-Région 2021-2027.

Le présent protocole porte sur des actions financées conjointement par l'État et la Région ou des actions conduites de façon distincte dans des domaines communs.

L'État mobilise plusieurs instruments pour la mise en œuvre territorialisée du plan de relance en Île-de-France : fonds de soutien, PIA4, DSIL, dotation de soutien à la rénovation énergétique des bâtiments de collectivités locales, fonds friches, etc. Il mobilise ses opérateurs, notamment les Agences de l'eau, l'ADEME, et BPI France.

L'approche territorialisée de la relance est mise en œuvre grâce à des instruments communs d'information, d'échanges, de concertations :

- Le comité régional de suivi de la relance supervise le déploiement des mesures territorialisées du plan de relance. Il est co-présidé par le Préfet de région, la Présidente du Conseil régional et le directeur régional des finances publiques. Il réunit des représentants des services déconcentrés de l'État, des collectivités territoriales et des chambres consulaires. Ce comité effectue un bilan mensuel des actions conduites ;
- Les collectivités locales, les partenaires sociaux et les acteurs de terrain (associatifs, agences et opérateurs, etc.) sont associés à la mise en œuvre du plan au niveau régional.

Plus particulièrement, l'État et la Région :

- Sont associés dans l'animation des 25 bassins d'emplois franciliens, et participent tous deux, dans le cadre du SPER et du PRIC, à la politique de lutte contre le chômage sur le territoire ;
- Co-animent la démarche « Territoires d'industrie », qui fait l'objet d'un renforcement dans le cadre du plan de relance ; ils instruisent à ce titre en commun les projets relevant du fonds d'accélération de la relance industrielle dans les territoires (FSIT) ;
- Siègent à la gouvernance d'opérateurs publics fortement mobilisés par le plan de relance, comme l'ADEME ou BPIFrance ;
- Portent en commun le volet régionalisé du quatrième programme d'investissements d'avenir (PIA4), dont 11 des 20 milliards d'euros seront mobilisés pour la relance ;
- Co-président le Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) qui est l'instance de concertation et de mise en cohérence des politiques du logement à l'échelle de la région francilienne.

PRIORITES ET DOMAINES D'ACTION PARTAGES

Parmi les actions conduites par l'État et la Région dans le cadre de leurs plans de relance respectifs, les domaines suivants constituent des priorités communes. Ils constituent, pour les parties au présent accord de relance, des objets privilégiés de coordination des actions conduites.

1. Le soutien aux entreprises, à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation

Le soutien à la poursuite d'activité des entreprises franciliennes repose sur la mobilisation d'outils nationaux comme la prolongation des prêts garantis par l'État (130.000 signés en Île-de-France depuis le début de la crise), la prise en charge du chômage partiel, la baisse des impôts de production, le recours au fonds de solidarité et le renforcement des fonds propres des entreprises.

Ces politiques se conjuguent aux instruments portés par la Région, que l'État s'engage à faciliter, à l'instar de son fonds résilience, des prêts rebonds à taux zéro, des chèques numériques, de l'aide aux loyers des commerçants ou des aides en direction des secteurs culturel, agricole ou touristique. Au total, 400.000 entreprises franciliennes ont déjà pu bénéficier d'une aide de la région.

L'association systématique de la Région aux CODEFI illustre la forte coordination entre l'État et la Région dans le domaine du soutien aux entreprises en difficulté.

S'agissant du développement industriel du territoire et du soutien à l'innovation, l'État et la Région animent conjointement la démarche « Territoires d'industrie », instruisent les dossiers éligibles au FSIT et en conduisent une revue d'accélération hebdomadaire, participent au pilotage des cellules régionales aéronautique et automobile, et de manière générale déploient des instruments destinés à soutenir l'activité, l'investissement et la transformation, notamment numérique des entreprises.

S'agissant de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans le cadre de la relance, l'État et la Région ajoutent respectivement 19 et 64 millions d'euros, par le biais d'un avenant au CPER 2015-2020 pour la poursuite de certaines opérations, notamment celles qui ont été impactées par la crise sanitaire.

Le CPER 2021-2027 tire enfin parti du plan de relance afin d'accélérer l'investissement dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation : un milliard d'euros seront ainsi apportés, à parts égales par l'État et la Région, à un programme d'investissements ambitieux en matière d'immobilier universitaire, de vie étudiante et de recherche.

2. La lutte contre le chômage et l'accompagnement vers l'emploi

Afin de faciliter l'entrée dans l'emploi des jeunes, le plan « un jeune, une solution » permet de déployer des mesures concrètes d'aide, à commencer par la priorité donnée à la Garantie jeunes, des dispositifs incitatifs (notamment la compensation des charges sociales pour les moins de 26 ans) et favorise l'accès à l'alternance ou à l'apprentissage (contrats d'apprentissage, prolongation du délai d'accueil en CFA, etc.).

Le renforcement du Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) constitue un instrument commun décisif dans la réussite de cette stratégie. Dans le cadre du plan de relance porté par la région, le PRIC a été révisé de manière à étendre son public cible, à accélérer le calendrier d'entrée en formation et à orienter davantage les formations sur les secteurs en tension et d'avenir, tels que le bâtiment, les travaux publics, le numérique ou le sanitaire et social. S'agissant en outre de l'aide au permis de conduire des jeunes, l'Etat s'efforcera de soutenir cette action déployée par la région Ile-de-France, avec des financements sur des crédits PRIC ou à défaut, sur ses

fonds propres. Au total, c'est près d'un milliard d'euros que la région Ile-de-France consacrera dans le cadre de son plan de relance au titre de la formation professionnelle.

Toujours dans le cadre du plan « 1 jeune, 1 solution », et pour illustrer l'implication concrète des parties dans des actions communes, l'État et la Région ont ouvert à la rentrée 2020 243 places supplémentaires en Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) à raison d'une indemnisation par l'État de 2.500 euros par place. Un programme massif de créations de nouvelles places est par ailleurs prévu, jusqu'à 925 places entre 2021 et 2022, dans un cadre qui tienne compte de la tension immobilière en Ile-de-France. La Région consacrera 30 millions d'Euros à l'investissement ou au développement de nouvelles places dans les écoles de soignants franciliennes. L'État contribuera à ces créations à hauteur de 8.000 euros par place et s'efforcera de prendre en charge d'éventuels surcoûts via le PRIC notamment.

3. Le développement des mobilités

Dans le cadre de la relance, l'État et la Région ajoutent respectivement 868 et 1.719 millions d'euros, par le biais d'un avenant au CPER 2015-2020 pour 2021 et 2022, dans les infrastructures franciliennes de transports. Ces nouvelles ressources permettront de poursuivre et sécuriser le financement des importants travaux sur le réseau francilien pour améliorer les transports du quotidien.

La Région et l'État sont par ailleurs engagés dans le soutien au financement du franchissement urbain de Pleyel (FUP), pont urbain qui instaurera des continuités structurantes pour le territoire. L'Etat et la Région apporteront chacun 20 millions d'Euros pour boucler le financement du projet.

Le développement du vélo constitue, au sein du domaine des mobilités, une ambition commune aux plans de relance portés par l'État et la Région. Une dotation supplémentaire de 100 millions d'euros sur deux ans dans le cadre de France Relance pour le Plan vélo, doit permettre de financer les projets régionaux de pérennisation des « coronapistes » ou de continuité cyclable. La Région Ile-de-France poursuivra de son côté la mobilisation d'une enveloppe de 300 millions d'euros pour financer les axes du RER vélo. L'Etat et la Région s'accordent pour mutualiser leurs efforts financiers autour de ce réseau structurant visant à développer la pratique du vélo en Ile-de-France.

En matière de transports fluviaux et d'infrastructures portuaires, des crédits supplémentaires du plan de relance renforceront la capacité d'investissement des principaux opérateurs (VNF, HAROPA). Ils seront programmés dans la contractualisation inter-régionale Ile-de-France / Normandie, afin d'assurer la cohérence des investissements sur l'axe Seine.

4. La transition écologique

L'État et la Région partagent, dans le cadre de la relance en Île-de-France, la même ambition transformatrice au regard des enjeux liés à la transition écologique.

Le plan de relance de l'Etat consacre plus de 30 milliards d'Euros à la transition écologique en favorisant le développement du report modal vers les transports en commun et les mobilités actives, la rénovation thermique, le développement de l'économie circulaire ou de l'hydrogène.

Dotée de 2 milliards d'euros au sein du plan France relance, la rénovation thermique des bâtiments publics se traduit en Île-de-France par un programme ambitieux relatif à l'immobilier de l'État, une dotation supplémentaire de plus de 100 millions d'euros afin de favoriser la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités locales, ainsi que des programmes touchant le logement étudiant et les lieux d'enseignement. A titre d'exemple, le Conseil régional d'Île-de-France consacre 50 millions d'euros à des travaux de rénovation thermique dans les lycées de la région.

Plus globalement, la Région réaffirme son engagement de consacrer plus de 10 Md€ aux dépenses ayant un impact positif sur l'environnement entre 2020-2024 et que ces dépenses représentent plus de 50 % du budget régional chaque année.

La mobilisation des friches urbaines constitue un enjeu majeur en Île-de-France, tant du point de vue de la qualité environnementale, de la lutte contre les émissions de CO2 liées aux déplacements et à l'étalement urbain, que de celui de l'aménagement et de la sobriété foncière. A cet effet, dans le cadre du plan de relance, il est mis en place un « fonds friches » qui sera abondé de 40 millions d'euros par an en 2021 et 2022, à parts égales par la Région et l'État (engagement contractualisé dans le CPER 21-27).

L'État et la Région mettront également en œuvre grâce à leur effort conjoint de relance des actions dans le domaine de la qualité de l'eau et des sols : sobriété foncière, réduction de l'imperméabilisation des sols, aménagements des berges et renaturation.

5. La Santé

La crise a conduit l'État et la Région à consentir des efforts très importants en matière de fourniture de masques, d'hébergements de soignants, d'augmentation des capacités de dépistage des Franciliens ou encore d'information du public. Le partenariat depuis plusieurs années entre l'État, via l'ARS, et la Région s'approfondit dans le cadre de l'effort de relance, avec notamment la mobilisation du Fonds de modernisation et d'investissement en santé, ou le soutien à l'innovation (télémédecine), suivant en ces matières les orientations du Ségur de la santé. L'action conjointe pour améliorer l'accès aux soins des Franciliens partout sur le territoire sera intensifiée, à travers notamment l'aide de la région à l'installation des professionnels de santé ou encore le soutien au renforcement de la coordination des professionnels de santé. En outre, la santé des femmes et la santé des jeunes constituent des priorités régionales, pour lesquelles la Région et l'Etat trouveront des synergies permettant d'intensifier les actions mise en place.

Plus spécifiquement, les crédits de la relance en Île-de-France seront engagés dans la rénovation thermique dans le domaine de la santé.

La Région s'engage enfin en faveur du logement des soignants et des travailleurs-clé de la crise sanitaire afin d'apporter des réponses aux difficultés de logement rencontrées par ces publics qui sont nombreux à supporter des temps de trajet importants s'ajoutant à la pénibilité de leurs missions.

6. La solidarité et la cohésion sociale

La crise a entraîné une augmentation du nombre de personnes en situation de précarité. Dans le cadre de la relance, le secteur immobilier a été mobilisé par l'État et la Région afin d'accélérer la

construction et la rénovation thermique de logements locatifs notamment sociaux, ou instaurer de nouvelles garanties sociales.

Le logement locatif social fait en particulier l'objet d'une initiative conjointe de l'État et de la Région afin de répondre aux besoins qui s'expriment sur le territoire en la matière.

Dans le cadre du plan de relance, l'État et la Région co-financent en particulier les projets de résidences destinés aux étudiants les plus en difficulté tout comme les foyers jeunes travailleurs ou les résidences dédiées aux jeunes actifs. Afin de lutter contre la précarité étudiante, le financement en PLAI des logements étudiants en vue de la production d'une offre à loyer minoré accessible aux étudiants les plus défavorisés sera envisagé.

Le soutien aux familles, aux lycéens et étudiants précaires, et la lutte contre la précarité, notamment en aidant les associations qui travaillent par exemple dans le domaine de l'hébergement d'urgence, constituent également une priorité commune et un domaine d'action partagée de l'État et de la Région.

Fait à,

Le

En deux exemplaires originaux

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France	Le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-072
DU 14 DÉCEMBRE 2020

ORIENTATIONS DU FUTUR CPER 2021-2027

Le conseil régional d'Île-de-France,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des transports ;

Vu le code de l'environnement :

Vu l'accord de méthode du 30 juillet 2020, conclu entre l'Etat et les Régions ;

Vu l'accord de partenariat du 28 septembre 2020, conclu entre l'Etat et les Régions ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

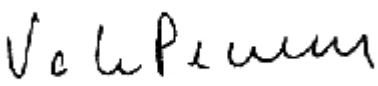
VU le rapport n°CR 2020-072 présenté par madame la du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve l'accord présenté en annexe à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

17/12/2020 15:58:49

Acte rendu exécutoire le 17 décembre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 17 décembre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201214-lmc1100710-DE-1-1) et affichage ou notification le 17 décembre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Accord relatif au CPER 2021-2027

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Région îledeFrance

ACCORD RELATIF AU FUTUR CPER 2021-2027 FRANCILIEN

Le présent accord, convenu entre :

L'État en Île-de-France, représenté par Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, ci-après désigné « *l'Etat* », ayant son siège 5 rue Leblanc, 75015 Paris

Et

Le Conseil régional d'Île-de-France, représenté par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, ci-après désigné « *la Région Île-de-France* », ayant son siège 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,

- Définit les orientations du prochain CPER, en termes de périmètre comme de volumes financiers, afin de donner un cadre de référence partagé à la négociation qui débutera début 2021

PREAMBULE

Une démarche renouvelée de contractualisation a été engagée il y a un an. Selon un objectif partagé par l'État et les Régions d'adaptation du contenu des contrats de plan aux enjeux de chaque région, une phase préalable de discussion sur les thèmes stratégiques prioritaires de la prochaine contractualisation a été conduite par l'État et la Région Île-de-France à l'automne 2019.

Face à l'ampleur de la crise sanitaire, l'Etat et les Régions partagent la volonté d'articuler l'effort de relance et la démarche de contractualisation. Un accord de méthode et un accord de partenariat, précisant les modalités du premier, ont été signés par le Premier ministre par le Président de Régions de France les 30 juillet et 28 septembre 2020.

Ces accords marquent les engagements respectifs de l'Etat et de la Région de renforcer leurs actions communes face à la crise, en particulier dans les domaines du soutien aux entreprises impactées, de l'aide

aux projets de relocalisation industrielle et d'accompagnement des jeunes, des personnes en recherche d'emploi et des salariés en besoin de formation.

Ces accords marquent également un engagement réciproque de l'Etat et des Régions à accélérer leurs investissements sur les objectifs prioritaires définis dans la perspective des CPER 2021-2027. L'Etat, par la compensation de la baisse des impôts de production et du versement mobilité perçu par l'autorité organisatrice des transports, ainsi que par une dotation exceptionnelle de 600M€ qui sera versée aux Régions pour les transports et la rénovation énergétique, souhaite accompagner l'effort d'investissement des Régions dans les CPER 2021-2027, qui se sont engagées à y consacrer 20Md€ à parité avec l'Etat.

Ces engagements sont déclinés en Île-de-France au travers de deux plans de relance respectivement portés par l'Etat et la région Île-de-France et sont également développés par des actions que l'Etat et la région ont décidé de mener à bien, en commun, et qui font l'objet d'un accord de relance concomitant au présent accord afin d'accélérer et de renforcer les crédits contractualisés dans le CPER 2021-2027

Le présent accord-cadre sur le futur CPER 2021-2027 s'inscrit dans cet engagement réciproque et répond à la nécessité de donner rapidement de la visibilité à tous les partenaires et maîtres d'ouvrage sur les engagements de l'Etat et de la Région en matière d'investissements structurants, pour chacune des grandes thématiques prioritaires identifiées.

Le CPER 2021-2027 sera élaboré de manière détaillée et formellement adopté en 2021, après consultation des collectivités locales et du public et soumission aux élus régionaux.

Certains des investissements les plus urgents identifiés par l'Etat et la Région ont été inscrits dans un avenant au CPER 2015-2020, pour permettre l'engagement des crédits correspondants dès 2021 et permettre la réalisation rapide des opérations concernées, dans le champ des mobilités et de l'enseignement supérieur.

En tout, l'Etat et la Région s'engagent respectivement à mobiliser 2 073 M€ et 2 924 M€, soit un engagement total de 4 997 M€, d'investissements dans le futur CPER 2021-2027. À ces engagements viendront s'ajouter ceux sur les mobilités pour la période 2023-2027, qui seront intégrés dans le futur CPER à l'issue des concertations précitées.

De plus, la Région travaille à une **coordination renforcée du CPER 2021-2027 avec le programme REACT-EU et le programme opérationnel FEDER-FSE 2021-2027** dont elle est autorité de gestion, dans une double logique de complémentarité ou d'additionnalité des fonds européens structurels et d'investissement.

1. Transports

Le CPER 2015-2020 a marqué une mobilisation historique de l'État et de la Région pour la modernisation et le développement des transports du quotidien, à hauteur respectivement de 1 892,5 M€ et de 3 456,6 M€, soit un engagement total de 5 349,1 M€.

Ces moyens s'ajoutent à ceux déployés par la Société du Grand Paris pour la réalisation du réseau Grand Paris Express, dont les premières lignes seront mises en fonctionnement sur la période du prochain CPER 2021-2027.

À fin 2020, le taux d'engagement des crédits que l'État et que la Région consacrent aux transports en commun (RER, métro, tramway, BHNS) atteindra 90 %.

En Île-de-France, l'État va investir en 2020, 2021 et 2022 un montant de 1,413 Md€, financé notamment grâce à une hausse de sa participation d'un montant de 868 M€ intégrée à un avenant au volet Mobilité multimodale du CPER 2015-2020. Sur cette somme, 689 M€ sont engagés au titre du plan de relance francilien sur les mobilités sur les années 2020-2022, qui s'ajouteront aux montants normalement prévus sur cette période.

La Région, quant à elle, financera 2,67 Md€ sur la même période, dont 1,719 Md€ intégrés à un avenant au volet Mobilité multimodale du CPER 2015-2020, grâce à une hausse de son budget dévolu aux transports qui représente en 2021 une augmentation de 84% par rapport au budget de 2015.

Pour la période 2023-2027, l'État et la Région s'engagent à poursuivre leur effort d'investissement pour la modernisation et de développement de l'offre de mobilité, qui constitue l'une des principales attentes des franciliens, accrue par les effets de la crise sanitaire, à un niveau correspondant à l'ampleur des besoins.

Les grandes priorités d'investissement de l'État et de la Région incluront :

- Poursuite du schéma directeur du matériel roulant et des opérations visant à améliorer la régularité des lignes de RER et Transilien ;
- Poursuite de la modernisation et du développement des réseaux structurants de transport collectif urbain (métros, tramways, bus à haut niveau de service…) ;
- Finalisation des opérations ferroviaires et routières engagées ;
- Résorption des points noirs routiers et des nuisances liées aux trafics routier et ferroviaire ;
- Soutien aux opérations fluviales et portuaires, en lien avec le contrat de plan interrégional pour le développement de la vallée de la Seine ;
- Soutien aux aménagements cyclables ;
- Soutien au fret et à la logistique.

Ces priorités seront déclinées et détaillées en 2021, après concertation avec les opérateurs et les collectivités locales.

(M€)	Etat	Région	TOTAL
Transports	868	1719	2587

2. Enseignement supérieur, recherche et innovation

Pour le CPER 2021-2027, l'État et la Région consacreront chacun 500M€ à un programme d'investissements ambitieux en matière d'immobilier universitaire, de vie étudiante et de recherche. Ce volet atteindra ainsi **pour la première fois un montant d'investissements d'un milliard d'euros**.

La poursuite de certaines opérations inscrites au CPER 2015-2020 nécessitant des engagements financiers dès le premier semestre 2021, l'État et la Région ont procédé à un avenant de prolongation du CPER 2015-2020, afin d'accélérer leur réalisation. Ces opérations représentent un montant de reprogrammations de 19M€ pour l'État et de 64M€ pour la Région.

Pour le CPER 2021-2027, l'État et la Région s'appuient sur les regroupements constitués par les universités et établissements d'enseignement supérieur et de recherche, dans un objectif de renforcement de leurs stratégies immobilières et de mise en synergie de leurs offres en matière d'enseignement, de recherche et d'innovation, en lien avec le tissu économique.

L'État et la Région souhaite accompagner conjointement la mise en œuvre de ces stratégies, en ciblant certaines priorités partagées :

- La santé, avec l'adaptation des facultés de médecine et des instituts de formation en soins infirmiers à l'évolution des cursus et aux besoins en matière d'offre de soins ;
- La rénovation énergétique des bâtiments, qui fera en 2021 et 2022 l'objet d'une mobilisation importante du plan de relance ;
- La qualité de la vie étudiante ;
- La recherche et innovation ;
- L'adaptation du patrimoine immobilier à l'évolution des formations et au numérique ;
- La structuration de l'offre dans les différents territoires ;
- L'enseignement supérieur culturel et artistique ;
- L'accès aux formations professionnalisantes courtes.

L'État et la Région s'appuieront sur un recensement commun des priorités des regroupements d'universités et d'établissements et définiront en 2021, après concertation avec les collectivités locales, les opérations qu'ils accompagneront en investissement sur la période 2021-2027.
Ces crédits permettront de réaliser des opérations immobilières très structurantes pour les regroupements d'universités et d'établissements.

En matière d'équipements de recherche, l'État et la Région apporteront sur la durée du CPER 2021-2027 des financements en ciblant notamment les projets qui concourent à la recherche dans des domaines tels que la santé, le calcul haute performance, les sciences de la matière. Ils soutiendront également les outils de transfert qui bénéficient, en lien avec les activités de recherche, aux acteurs de l'écosystème de l'innovation.

En complément des investissements importants qui seront consacrés à la restructuration des facultés de médecine dans le futur CPER, la Région mettra en œuvre un plan de rénovation des instituts de formation en soins infirmiers d'au moins 30 M€, avec le concours du plan de relance de l'État qui contribuera à hauteur de 26 M€ à l'effort de création de places dans ces établissements.

(M€)	Etat	Région	TOTAL
Enseignement supérieur, recherche et innovation	500	500	1000

3. Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire

La période 2021-2027 sera importante pour l'atteinte des objectifs européens, nationaux et régionaux en matière d'économie circulaire, de lutte contre le changement climatique et de protection de la biodiversité.

Pour atteindre ces objectifs, l'État et la Région conviennent d'accroître les moyens qu'ils mobiliseront dans le CPER 2021-2027 en matière de transition écologique. Ils y consacreront au moins 185 M€ chacun dans le cadre du CPER 2021-2027, qu'ils cibleront notamment sur les priorités suivantes :

- Le développement des énergies renouvelables (géothermie, réseaux de chaleur et de froid, installations photovoltaïques, projets citoyens pour le développement des ENR, filière hydrogène avec une attention particulière apportée à la constitution de hub production et à la distribution le long de l'axe Seine…)
- L'économie circulaire (amélioration du recyclage et valorisation des déchets plastiques, réduction du plastique à usage unique, développement du réemploi à travers le soutien aux recycleries et ressourceries, amélioration du tri, de la collecte et de la valorisation des déchets du BTP, écologie industrielle et territoriale, conception et développement de systèmes de tri à la source, de collecte et de traitement dédiés aux bio-déchets, lutte contre le gaspillage alimentaire, soutien aux démarches de labellisation des territoires…).
- La biodiversité et la préservation des milieux (soutien aux parcs naturels régionaux, aux espaces protégés et à l'Agence régionale de la biodiversité, opérations de désimperméabilisation, de renaturation de berges et d'ouvertures de rivières, de replantation de haies et de bosquets là où cela présente un sens écologique et paysager…)
- Qualité de l'air (fonds air bois, fonds air mobilité, poursuite du financement apporté à AirParif notamment pour maintenir ses ressources en fonctionnement…).

Dans ce domaine qui représente un enjeu environnemental mais aussi de santé publique majeur pour l'Île-de-France, l'État et de la Région poursuivront, par ailleurs, leurs interventions hors du périmètre du Contrat de plan.

Ainsi la Région rappelle qu'elle a pris le double engagement de consacrer plus de 10 Md€ aux dépenses ayant un impact positif sur l'environnement entre 2020-2024, et que ces dépenses représentent plus de 50 % du budget régional chaque année. En 2021, ce sont ainsi plus de 2,5 Md€ qui seront consacrés à cet engagement tous secteurs confondus (mobilités durables, rénovation énergétique, agriculture biologique, économie circulaire…). Le budget « environnement » sera lui-même de 173 millions, avec un effort significatif sur les énergies renouvelables, la qualité de l'air (aide aux véhicules propres, retrofit des véhicules thermiques…) et le lancement de la deuxième édition du budget régional participatif.

L'Etat, mobilise, quant à lui, 30 milliards d'euros du plan de relance pour l'écologie afin que la France se développe en adoptant une croissance durable et juste. Cette enveloppe est consacrée à quatre secteurs prioritaires : la rénovation énergétique des bâtiments, les transports, la transition écologique et l'énergie. Pour l'Île-de-France, 109 millions d'euros seront consacrés à la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités locales, plusieurs centaines de millions d'euros seront consacrés à la rénovation énergétique des bâtiments de l'Etat, plusieurs centaines de millions seront versés au titre de Ma Prime Renov, 57 millions d'euros seront consacrés à la prévention des risques, 35 à 50 millions d'euros permettront chaque année l'amélioration de la qualité de l'air à travers la prime à la conversion automobile…

(M€)	Etat	Région	TOTAL
Crédits CPER contractualisés	185	185	370
Autres engagements	171	185	356
TOTAL	356	370	726

4. Aménagement durable et cohésion des territoires

En matière d'aménagement, l'État et la Région poursuivent des objectifs partagés qui s'inscrivent dans les orientations du SDRIF, appelé à être révisé pour devenir le SDRIF Environnement dans la continuité des annonces de la COP organisée par la région Ile-de-France. Ils accompagnent le développement de l'Île-de-France dans une approche de mixité fonctionnelle à différentes échelles (région, bassin, quartier), en lien avec l'offre de transport. Ils aident les maîtres d'ouvrages à produire les logements, les activités et les aménités urbaines nécessaires à ce développement tout en mobilisant les ressources les plus performantes et innovantes en matière de ville durable.

Ils inscrivent leurs actions dans un objectif transversal « zéro artificialisation nette », privilégiant la reconstruction de la ville sur la ville et une approche des projets d'aménagement articulée avec les priorités qu'ils porteront dans le volet transition écologique en matière de désimperméabilisation des sols et de valorisation de la nature en ville.

L'État et la Région porteront une attention particulière aux opérations qui se situent dans les quartiers de gare du futur réseau Grand Paris Express, pour lesquels ils partagent l'enjeu d'accompagner le développement lié aux nouvelles dessertes et à l'offre multimodale, dans une vision multifonctionnelle et durable de ces nouveaux pôles d'attractivité.

Dans ce cadre d'objectifs partagés, l'État accompagnera les grandes opérations d'aménagement portées par ses établissements publics d'aménagement et dans le cadre des projets partenariaux d'aménagement. Il mobilisera également des crédits de la dotation de soutien à l'investissement local et du fonds national d'aménagement et de développement des territoires, pour accompagner les opérations qui participent aux mêmes objectifs, notamment celles qui s'inscrivent dans une contractualisation portée par le ministère de la cohésion des territoires.

La Région poursuivra son soutien aux quartiers innovants et écologiques ainsi qu'aux territoires partenaires d'un contrat d'aménagement régional ou inscrits dans un nouveau contrat rural. Ce volet réaffirmera également l'engagement de la région en faveur de l'agriculture, des territoires ruraux mais aussi des quartiers populaires.

L'État et la Région partagent également l'ambition d'inscrire un fonds friches dans le futur CPER 2021-2027, afin de soutenir le recyclage foncier – notamment pour les sites soumis à des contraintes particulières d'aménagement et de dépollution – et d'éviter l'artificialisation d'espaces naturels, agricoles et forestiers. La contractualisation de ce nouvel outil participe à l'objectif commun d'atteindre zéro artificialisation nette. L'État et la Région, l'alimenteront à hauteur de 40M€ chacun pour la période 2021-2022.

Les infrastructures et les services numériques sont des éléments essentiels de l'attractivité des territoires et de la compétitivité des filières économiques, dont l'importance sort renforcée de l'expérience de la crise sanitaire liée à la COVID19. Dans ce contexte, l'État et la Région s'engagent à consacrer des financements dans le cadre du futur CPER pour l'achèvement du déploiement du THD, pour l'interconnexion physique des réseaux d'initiatives publiques et de différents réseaux régionaux permettant de créer un réseau régional et pour le déploiement d'infrastructures mutualisées régionales de type data center ou plate-forme de données.

L'État et la Région consacreront chacun au moins 300 M€ à la conduite de ces actions dans le cadre du CPER 2021-2027, en plus des moyens qu'ils mobilisent par ailleurs. Ainsi, à titre d'exemple, si l'on agrège les seuls moyens engagés par la région pour les contrats ruraux et régionaux, les nouveaux quartiers écologiques et innovants et le financement des observatoires dont l'Institut Paris Région, le total sur la même période se chiffre à 810 millions d'Euros. A cela s'ajoutent les 250 millions d'euros votés par

l'Assemblée régionale pour les quartiers du NPNRU et qui seront concentrés sur les équipements destinés à la jeunesse, à la sécurité et au développement économique. L'Etat, de son côté, consacrera 414 millions d'euros à la politique de renouvellement urbain à travers les opérations de l'ANRU et mobilisera dans le cadre de son plan de relance une nouvelle aide à l'équipement des communes productrices de logements.

(M€)	Etat	Région	TOTAL
Crédits CPER contractualisés	300	300	600
Autres engagements	414	760	1174
TOTAL	714	1060	1774

5. Développement économique, emploi et formation professionnelle

L'État et la Région ont déployé depuis le début de la crise sanitaire liée à la COVID19 une coordination renforcée en matière d'identification des entreprises en difficulté et d'orientation des entreprises vers leurs mesures de sauvegarde réciproques, avec l'appui de Bpifrance et des acteurs consulaires.

Ils mobilisent également dans le cadre de leur accord de relance des moyens accrus pour adapter les compétences des franciliens qui se trouvent en recherche d'emploi – en particulier les jeunes – ou en situation de chômage partiel au travers du plan régional d'investissement dans les compétences (PRIC).

Ils conduisent par ailleurs une stratégie concertée de reconquête industrielle, par un examen commun des dossiers de relocalisation industrielle remontés dans le cadre de l'appel à projets PM'up Relance industrie de la Région, et des appels à projets pour les fonds stratégiques aéronautique et automobile et pour le fonds stratégique industriel et territorial conduits par l'État.

L'État et la Région poursuivent conjointement l'animation de ces dispositifs à l'échelle des 25 bassins d'emploi-formation d'Île-de-France, par des duos de référents constitués de sous-préfets et d'élus régionaux.

Parmi les axes retenus dans le cadre de la future contractualisation, on trouvera : le soutien à DéfiMétiers et à des actions de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences à l'échelle de certains territoires à enjeux, notamment au travers du GIP Emploi Roissy.

Le volet régional du 4e programme des investissements d'avenir (PIA4) sera ciblé sur les entreprises innovantes et le soutien aux filières stratégiques.

L'État et la Région intégreront également dans le CPER leur soutien aux réseaux de structuration des acteurs de l'économie sociale et solidaire et au développement de l'économie sociale et solidaire au cœur des bassins d'emploi.

L'État et la Région consacreront chacun plus de 120 M€ à la conduite de ces actions dans le cadre du CPER 2021-2027, en plus des crédits de droit commun et de leurs plans de relance qu'ils mobilisent par ailleurs en matière de formation et de développement économique.

(M€)	Etat	Région	TOTAL
Développement économique, emploi et formation professionnelle	120	120	240

6. Culture

Le secteur culturel a été particulièrement impacté par la crise sanitaire du COVID19. Après les mesures d'urgence adoptées par l'Etat comme par la Région, le volet culture du plan de relance-CPER, absent des deux précédents CPER, vise à préparer l'avenir, à assurer un développement culturel durable et à rééquilibrer l'offre sur tout le territoire francilien.

Dans le cadre de ce volet culture, l'État et la Région financeront des opérations consacrées à la restauration et à la valorisation du patrimoine et aux investissements des centres de création labellisés.

Dans le cadre du volet du CPER consacré à l'enseignement supérieur et à la recherche, l'Etat et la Région financeront un programme d'investissement immobilier dans les établissements d'enseignement supérieur culturels et artistiques. Ces engagements représentent une accélération importante des moyens consacrés à la restructuration de ces établissements

La Région et l'Etat s'engagent à 100 M€ chacun sur la période 2021-2027.

(M€)	Etat	Région	TOTAL
Culture	100	100	200

7. Égalité entre les femmes et les hommes

L'égalité entre les femmes et les hommes a été déclarée grande cause du quinquennat par le Président de la République. La Région l'a également déclarée grande cause régionale et a élaboré en 2018 une stratégie régionale. Les stratégies de l'État et la Région se rejoignent sur les deux priorités majeures de l'action publique que sont la promotion de l'égalité professionnelle et la lutte contre les violences faites aux femmes.

Pour la première fois, l'État et la Région ont décidé d'intégrer ces enjeux dans le futur CPER, afin de renforcer leurs actions communes dans les domaines suivants :

- Le soutien au Centre Hubertine Auclert en matière d'observation et de diagnostic des inégalités, en particulier professionnelles ;
- L'animation des filières professionnelles et des bassins d'emplois sur les enjeux d'égalité professionnelle ;
- L'insertion professionnelle et l'entreprenariat des femmes, la levée des freins et la mixité des filières ;
- La sécurité des femmes dans l'espace public et l'accueil des femmes victimes de violences.

L'État et la Région consacreront de nouveaux moyens à ces actions conjointes, qui s'ajoutent à leurs autres interventions de droit commun en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Fait à,

Le

En deux exemplaires originaux

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France	Le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-073
DU 14 DÉCEMBRE 2020

DIVERSES MESURES EN FAVEUR DES FRANCILIENS (1ÈRE PARTIE)

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'Aide d'État SA.56985 (2020/N) – France – Covid-19 relatif au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020 modifié ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code du patrimoine ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2016-33 du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, des établissements publics locaux et des établissements publics de santé ;

VU la délibération n° CR 57-01 du 13 décembre 2001 relative à l'évolution du règlement des contrats régionaux et ruraux et création des contrats de territoire ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 portant approbation du nouveau contrat rural (CoR) ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-84 du 7 juillet 2017 « Pour une politique régionale ambitieuse de valorisation du patrimoine »

VU la délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation du règlement des contrats ruraux ;

VU la délibération n° CP 10-565A du 8 juillet 2010 relative aux contrats ruraux (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise) ;

VU la délibération n° CP 11-406A du 19 mai 2011 relative aux contrats ruraux et avenants (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val d'Oise) ;

VU la délibération n° CP 2020-535 du 18 novembre 2020 portant sur la tarification des locations de certains espaces du siège régional ;

VU les demandes d'aide formulées aux services de la Région ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU le rapport n°CR 2020-073 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Subvention en investissement au profit de l'association Solidarité avec les soignants pour l'amélioration des salles de repos dans les hôpitaux

Décide de participer au titre d'un dispositif spécifique, au soutien à l'association Solidarité avec les soignants pour l'amélioration des salles de repos dans les hôpitaux publics franciliens et l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dans le cadre de la crise sanitaire. Les fiches-projet sont détaillées en annexe 1.

Approuve les conventions spécifiques à passer avec *Solidarité avec les soignants* présentées en annexe 1 de la présente délibération. Subordonne le versement de ces deux subventions à la signature des conventions précitées et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Accorde à l'association *Solidarité avec les soignants* une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires au titre de ces subventions.

Affecte une autorisation de programme de 500 000 € disponible sur le chapitre 904 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 02) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 002 04 « Région solidaire – Covid 19 » au titre du budget 2020.

Article 2 :

Approuve le règlement d'intervention de l'aide régionale complémentaire au dispositif « Nouveau contrat rural » nommée « Bonus Patrimoine » figurant en annexe n° 2 à la délibération.

Article 3 :

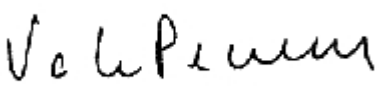
L'article 2 de la délibération n° CP 2020-535 du 18 novembre 2020 portant sur la tarification des locations de certains espaces du siège régional est complété comme suit :

« La gratuité est accordée aux associations, aux fondations reconnues d'utilité publique, aux communes, aux établissements publics locaux d'enseignement et aux organismes financés majoritairement par la Région ou dont le capital est détenu majoritairement par la Région.

Un tarif préférentiel de 50% est accordé aux autres collectivités et organismes publics.

La gratuité pour des causes humanitaires ou d'intérêt général votée sur décision de la Commission permanente pourra être proposée. »

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 17 décembre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 17 décembre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201214-lmc1102503-DE-1-1) et affichage ou notification le 17 décembre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - Embellissement des salles de repos des soignants dans les hôpitaux

Conseil régional du 14 décembre 2020 - CR2020-073

DOSSIER N° 21000188 - Soutien régional en faveur de l'action menée par l'association Solidarité avec les soignants dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19 (AP-HP)

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100204- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	250 000,00 € TTC	100,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SOLIDARITE AVEC LES SOIGNANTS
Adresse administrative	:	54 AVENUE DE CLICHY 75018 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame ANNE ROUMANOFF

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien régional en faveur de l'action menée par l'association Solidarité avec les soignants dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19 (AP-HP)

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour équiper les salles de repos dans les meilleurs délais pendant cette crise sanitaire, les dépenses doivent être prises en compte en urgence.

Description :
Après avoir fait face à la première vague de l'épidémie Covid-19, les personnels hospitaliers doivent à nouveau unir leurs forces pour prendre en charge tous les patients de ce nouveau pic épidémique.

L'association "Solidarité avec les soignants" entend les soutenir et agir directement sur leur quotidien en embellissant et améliorant l'équipement des salles de repos des hôpitaux de l'Assistance-Publique - Hôpitaux de Paris.

Concrètement, l'association a engagé une vaste opération permettant de recueillir les besoins des soignants et, avec l'accord des directions hospitalières, d'engager des achats d'équipement permettant d'améliorer sensiblement le confort des salles repos.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement des salles de repos de soignants	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Conseil régional du 14 décembre 2020 - CR2020-073

DOSSIER N° 21000189 - Soutien régional en faveur de l'action menée par l'association Solidarité avec les soignants dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19 (hôpitaux publics franciliens)

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100204- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	250 000,00 € TTC	100,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIDARITE AVEC LES SOIGNANTS
Adresse administrative : 54 AVENUE DE CLICHY
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE ROUMANOFF

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien régional en faveur de l'action menée par l'association Solidarité avec les soignants dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19 (hôpitaux publics franciliens)

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour équiper les salles de repos dans les meilleurs délais pendant cette crise sanitaire, les dépenses doivent être prises en compte en urgence.

Description :
Après avoir fait face à la première vague de l'épidémie Covid-19, les personnels hospitaliers doivent à nouveau unir leurs forces pour prendre en charge tous les patients de ce nouveau pic épidémique.

L'association "Solidarité avec les soignants" entend les soutenir et agir directement sur leur quotidien en embellissant et améliorant l'équipement des salles de repos des hôpitaux publics franciliens.

Concrètement, l'association a engagé une vaste opération permettant de recueillir les besoins des soignants et, avec l'accord des directions hospitalières, d'engager des achats d'équipement permettant d'améliorer sensiblement le confort des salles repos.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement des salles de repos de soignants	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

CONVENTION SPECIFIQUE N°21000188

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N°CR2020-073 du 14 décembre 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

Le bénéficiaire dénommé : Solidarité aux soignants
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 885 137 760 00017
Code APE : 9499Z
dont le siège social est situé au : 54, avenue de Clichy 75018 Paris
ayant pour représentant Madame Anne Roumanoff, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique pour un projet visant à améliorer les salles de repos des soignants des hôpitaux de l'Assistance-Publique – Hôpitaux de Paris.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CR2020-073 du 14 décembre 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'association « Solidarités aux soignants pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : soutien régional en faveur de l'action menée par l'association "Solidarité avec les soignants" des hôpitaux de l'Assistance-Publique – Hôpitaux de Paris (référence dossier n°21000188).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 250 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 250 000,00 €.
Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu

est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité subventionnée pendant une durée de :
- 15 ans pour les biens immobiliers
- 5 ans pour les biens mobiliers

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable

général.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus :

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention selon les modalités prévues à l'article 6.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'une avance à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Toutefois le paiement prévu ne peut être pris en compte que dans la limite de 70 % du montant de la subvention (Soit 175 000€ avec taux d'intervention à 100 %).

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 2 novembre 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire.

Elle prend fin à l'expiration de l'obligation d'affectation des biens subventionnés définie à l'article 2.1., ou le cas échéant, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence

de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CR2020-073 du 14 décembre 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
Solidarité avec les soignants
Madame Anne Roumanoff, Présidente

CONVENTION SPECIFIQUE N°21000189

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N°CR2020-073 du 14 décembre 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

Le bénéficiaire dénommé : Solidarité aux soignants
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 885 137 760 00017
Code APE : 9499Z
dont le siège social est situé au : 54, avenue de Clichy 75018 Paris
ayant pour représentant Madame Anne Roumanoff, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique pour un projet visant à améliorer les salles de repos des soignants des hôpitaux publics franciliens.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CR2020-073 du 14 décembre 2020, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'association « Solidarités aux soignants pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : soutien régional en faveur de l'action menée par l'association "Solidarité avec les soignants" des hôpitaux publics franciliens (référence dossier n°21000189).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 250 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 250 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité subventionnée pendant une durée de :

- 15 ans pour les biens immobiliers
- 5 ans pour les biens mobiliers

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable

général.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …)
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates

prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus :

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention selon les modalités prévues à l'article 6.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la

subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'une avance à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Toutefois le paiement prévu ne peut être pris en compte que dans la limite de 70 % du montant de la subvention (Soit 175 000€ avec taux d'intervention à 100 %).

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES
Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 2 novembre 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire.

Elle prend fin à l'expiration de l'obligation d'affectation des biens subventionnés définie à l'article 2.1., ou le cas échéant, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un

changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CR2020-073 du 14 décembre 2020.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
Solidarité avec les soignants
Madame Anne Roumanoff, Présidente

ANNEXE 2 - Règlement d'intervention "Bonus Patrimoine"

EXTENSION REGIONALE DU NOUVEAU CONTRAT RURAL

« BONUS PATRIMOINE »

REGLEMENT D'INTERVENTION

OBJET DU DISPOSITIF

La Région entend soutenir les petites communes rurales franciliennes qui investissent pour la préservation du patrimoine.

A cette fin, la Région met en place une extension régionale du nouveau contrat rural (COR) nommée « Bonus patrimoine » pour réduire leur reste à charge. Cette aide prend la forme d'un bonus d'un montant maximum de 200 000 € pour les études et les travaux réalisés sur un bâtiment ou un lieu patrimonial au titre d'un nouveau contrat rural.

ARTICLE 1 - BENEFICIAIRES

Les communes de moins de 2 000 habitants et syndicats de communes de moins de 3 000 habitants.

Le bénéficiaire est le maître d'ouvrage des opérations financées.

ARTICLE 2 – OPERATIONS ELIGIBLES

Sont éligibles exclusivement les opérations de travaux de restauration effectuées sur un bâtiment, un objet mobilier et/ou un lieu patrimonial, financées par un nouveau contrat rural.

Le Bonus patrimonial vient en complément de la subvention octroyée dans le cadre du dispositif COR.

Les éléments patrimoniaux éligibles doivent illustrer l'histoire et l'identité de la commune. Le dispositif couvre le patrimoine immobilier et mobilier protégé inscrit ou classé au titre des monuments historiques et le patrimoine immobilier et mobilier non protégé.

- liste non limitative s'agissant du patrimoine non protégé : le patrimoine rural comprend **l'architecture civile** (maisons rurales, mairies, écoles, commerces, monuments aux morts, lavoirs, puits, murs d'enceinte, murets, caves, hôpital, salles des fêtes…), **religieuse** (églises, chapelles, presbytères, cimetières, croix de chemin…), **agricole** (fermes et tous bâtiments liés à l'exploitation agricole, colombiers, pigeonniers, granges, écuries, caves, pressoirs, dépendances…), **industrielle et artisanale** (ateliers, usines, unités de production, silos, hangars, bureaux, cheminées…), **les réseaux** (moulins, aménagements des cours d'eau, canalisations anciennes, ouvrages d'art…), **les jardins** (potagers, activités horticoles, vignes, aménagements liés à la production horticole…), et la **villégiature** (maisons de campagne, maisons de maître, ateliers d'artiste, belvédères, fabriques, glaciaires, folies…).
Le **mobilie**r tient une place importante dans la préservation de la mémoire des cultures rurales. Il pourra être pris en compte dans la mesure où il constitue un **témoignage irremplaçable de l'activité rurale ou des modes de vie caractéristiques du monde rural et de son organisation sociale**.

A titre d'exemple il peut s'agir :
- de travail à bœufs, de pressoirs pour l'activité rurale,
- de sculptures, tableaux, accessoires religieux décorant les lieux de culte,

- de tables, bancs, matériel pédagogique meublant des écoles et lieux d'enseignement,
- objets d'art décorant les mairies (bustes de Marianne, tableaux des peintres locaux, monuments aux morts)

- décors de boutiques, aménagements de commerces ruraux, décors de café, de restaurant
- machines liées à l'industrie et à la production de l'activité industrielle rurale et artisanale.

Ces objets mobiliers doivent être suffisamment exemplaires, représentatifs et rares pour bénéficier d'un soutien pour leur restauration. Les dossiers pourront être soumis à l'expertise des personnels scientifiques du service Patrimoines et Inventaire de la Région.

ARTICLE 3 : MODALITES DE FINANCEMENT DE L'EXTENSION REGIONALE DU NOUVEAU CONTRAT RURAL (COR) INTITULEE « BONUS PATRIMOINE »

Taux d'intervention :

Pour le patrimoine protégé : La participation minimale autorisée par la loi s'élève à 20% pour le maître d'ouvrage soit un taux maximum d'intervention régionale à 80% des dépenses d'investissement éligibles HT.

Pour le patrimoine non protégé : La participation minimale autorisée par la loi s'élève à 30% pour le maître d'ouvrage soit un taux maximum d'intervention régionale à 70% des dépenses d'investissement éligibles HT.

En application des dispositions de l'article L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales, la participation minimale de la commune maître d'ouvrage peut être réduite à zéro après dérogation accordée par le représentant de l'État dans le département.

Plafond :

La subvention maximale est plafonnée à 200 000 € (soit un plafond de dépenses subventionnables supplémentaires d'environ 285 715 € HT).

Cumul :

L'aide est, par principe, cumulable avec celle attribuée par la Région au titre des nouveaux contrats ruraux.

Elle est également cumulable avec d'autres subventions publiques ou privées selon le cadre législatif en vigueur.

ARTICLE 4 : DUREE DU DISPOSITIF

Le présent dispositif s'applique à compter du 1er janvier 2021.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ELIGIBILITE

L'instruction de la demande de subvention au titre de l'extension régionale du nouveau contrat rural se fera à partir du dossier de contrat rural déposé par le Département sur la plateforme d'échange « Mes démarches » et concomitamment à celui-ci.

Critères d'éligibilités

Pour le patrimoine protégé et non protégé

La délibération de l'organe délibérant (conseil municipal ou syndical) ou l'arrêté du Maire devra préciser la demande de subvention complémentaire au titre du Bonus Patrimoine.

Les dossiers devront être constitués de photos, de plans, d'un historique et d'un argumentaire montrant la valeur patrimonial et identitaire du bien. Un diagnostic conduit par des professionnels agréés devra être établi en amont (conservateur, architecte du patrimoine, restaurateur, architecte des CAUE, personnel scientifique des PNR...) ainsi que le cahier des charges et les propositions de restauration conformes aux règles de l'art et aux normes du patrimoine.

Il s'agira de privilégier des matériaux à l'identique, d'intervenir à minima de façon à ne pas dénaturer le bien ou l'objet. L'adaptation du bâti à de nouveaux usages devra être respectueuse des structures d'origine.

Sont éligibles à ce titre les études préalables (diagnostic technique, programme fonctionnel, aménagements paysagers) et les honoraires de maitrise d'œuvre ainsi que les dépenses annexes (bureau de contrôle, coordinateur SPS).

A l'issue de l'instruction, la demande de Bonus patrimonial est présentée au vote de la commission permanente régionale concomitamment à l'adoption du nouveau contrat rural.

Pour le patrimoine non protégé

Les dossiers de subvention seront présentés en commission permanente lorsque leur phase d'APS sera aboutie et figurera dans le dossier administratif.

Pour le patrimoine protégé

Pour être éligible, tout projet doit avoir fait l'objet d'un dialogue avec les services de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC), à savoir l'architecte des bâtiments de France (ABF) au sein des Services Territoriaux de l'Architecture et du Patrimoine et la Conservation régionale des monuments historiques (CRMH).

Une demande d'autorisation de travaux ou un permis de construire doit avoir été déposé.

Le projet ne pourra être instruit par les services qu'avec l'avis de la DRAC impérativement joint.

Les dossiers de subvention seront présentés en Commission Permanente lorsque leur phase d'Avant-Projet Définitif (APD) sera terminée et figurera dans le dossier administratif.

ARTICLE 6 : DELAIS DE REALISATION

Le vote de la subvention donne lieu à la signature d'une convention de financement entre la Région et le bénéficiaire.

Les délais de réalisation sont identiques à ceux définis par le règlement des nouveaux contrats ruraux (COR). Toute prorogation du COR emportera prorogation à l'identique de l'opération concernée par le Bonus patrimoine.

ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

La subvention régionale complémentaire dite Bonus Patrimoine est versée uniquement au bénéficiaire de la

subvention du COR.

La subvention fait l'objet d'une avance de 30 % du montant puis, le cas échéant, de versements en fonction de l'avancement des travaux, le versement du solde intervenant à achèvement.

Conformément à la réglementation en vigueur et en particulier le décret n°2016-33 du 20 janvier 2016 modifiant le code général des collectivités territoriales, pour valider le versement des subventions le bénéficiaire doit produire les pièces suivantes :

- une copie de la délibération de l'assemblée régionale attribuant la subvention,
- un RIB
- un décompte portant justification des sommes versées

L'ensemble des pièces citées ci-dessus sont transmises en format dématérialisé.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DES OPERATIONS

Toute opération qui bénéficie du bonus patrimoine modifiée dans le cadre du COR emporte modification, voire annulation, de ce bonus.

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-074
DU 14 DÉCEMBRE 2020

DIVERSES MESURES EN FAVEUR DES FRANCILIENS (2ÉME PARTIE)

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le Règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime d'Aide d'État SA.56985 (2020/N) – France – Covid-19 relatif au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020 modifié ;

VU le règlement (UE) n° 2019/216 de la Commission du 21 février 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1408/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, et R 6145-28 et suivants, L 4151-7 et D 451-18, D 4383-1 et suivants, R 6145-28 et suivants et les titres V du livre I, le titre IV du livre II et les titres I à VIII du livre III de sa quatrième partie ainsi que les articles D4151-18, D 4383-1 et l'annexe 41-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et la démocratie sociale ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU le décret n° 2005-426 du 4 mai 2005 pris pour application des articles L.451-2 à L.451-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2016-1901 du 28 décembre 2016 relatif aux bourses accordées aux étudiants

inscrits dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé ;

VU le décret n° 2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social ;

VU le décret n° 2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur ;

VU l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19, notamment son article 1 ;

VU l'arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU l'arrêté du 16 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2020 relatif aux taux des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation pour l'année universitaire 2020-2021 ;

VU la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 ;

VU la délibération n° CR 55-11 du 24 juin 2011 relative à la mise en place de l'alignement des bourses sur l'enseignement supérieur ;

VU la délibération modifiée n° CR 92-15 modifiée du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative au dispositif « 100 000 stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 ayant adopté la Stratégie Régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2017-044 du 27 janvier 2017 relative à l'alignement des bourses sur l'enseignement supérieur et à la modification du règlement régional des bourses ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 adoptant une convention type autorisant les commune et les groupements de communes à participer au financement de régimes d'aides régionaux ;

VU la délibération n° CP 2019-093 du 19 mars 2019 relative à la mise en œuvre du Pacte Agricole : règlement d'intervention et conventions avec les partenaires ;

VU la délibération n° CP 2020-050 du 31 janvier 2020 relative aux aides aux étudiants, première

affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-230 du 27 mai 2020 relative à la modification du règlement régional des bourses ;

VU la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018 portant adoption du Pacte Agricole : un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;

VU la délibération n° CP 2020-297 du 1er juillet 2020 relative aux aides aux étudiants, deuxième affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-C33 du 18 novembre 2020 portant diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CP 2020-478 du 18 novembre 2020 portant approbation du règlement d'intervention relatif à l'aide sècheresse ;

VU La délibération n° CP 2020-529 du 18 novembre 2020 relative au soutien aux actions d'innovation ;

VU le budget de la Région pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CR 2020-074 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **2 772 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-001 « formations sanitaires », action 11300101 « bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires » du budget 2020.

Article 2 :

Décide d'affecter une d'autorisation d'engagement d'un montant de **390 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-002 « formations sociales », action 11300201 « bourses aux élèves et étudiants des formations sociales » du budget 2020.

Article 3 :

Approuve le règlement d'intervention modifié « Aide régionale sécheresse 2020 » figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 4 :

Décide de participer au titre de l'aide régionale sécheresse 2020 – phase 1, au financement des 340 exploitations agricoles de grande culture selon la liste figurant en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 851 400 €** sous forme d'aides forfaitaires.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 851 400 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001

« Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire », action 19300112 « Soutien aux filières », du budget 2020.

Article 5 :

Décide de participer au titre de l'aide régionale sécheresse 2020 au financement des 26 exploitations d'élevage présentées en annexe 3 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **112 321,91 €.**

Affecte une autorisation d'engagement de **112 321,91 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire », action 19300112 « Soutien aux filières », du budget 2020.

Article 6 : Désaffectation suite à l'annulation du Salon du Bourget 2021

Désaffecte l'autorisation d'engagement de **300 000 €** affectés par la délibération CP 2020-529 du 18 novembre 2020 susvisée et figurant sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », Programme HP 94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services » et Action 19400103 « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires » du budget 2020, à la suite de l'annulation du Salon du Bourget.

Article 7 : Désaffectation du soutien en investissement au cluster Drones Paris Region

Retire la subvention attribuée à l'article 11 de la délibération n° CP 2020-C33 du 18 novembre 2020 susvisée à l'association Drones Paris Région pour un montant de **305 000 €.**

Désaffecte l'autorisation d'engagement de **305 000 €** affectés figurant sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP92-005 « Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2020.

Article 8 : Soutien en fonctionnement au cluster Drones Paris Region

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires », au financement du cluster Drones Paris Region détaillé dans la fiche projet en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **200 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par la délibération n° CP 16-234 du 15 juin 2016 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **200 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », Programme HP 94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services » et Action 19400103 « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires » du budget 2020.

Article 9 : Désaffectation du soutien en investissement à Scientipôle croissance

Retire la subvention attribuée à l'article 11 de la délibération n°CP 2020-C33 du 18 novembre 2020 susvisée à l'association Scientipôle Croissance pour un montant de **56 064 €.**

Désaffecte l'autorisation d'engagement de **56 064 €** affectés par la CP 2020-C33 du 18 novembre 2020 susvisée et figurant sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP92-005 « Soutien aux pôles de

compétitivité », action 19200504 « Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2020.

Article 10 : Soutien en fonctionnement à Scientipôle

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires », au soutien à Scientipôle croissance au titre d'actions individuelles et collectives en faveur des PME – PMI de la SRI-SI détaillé dans la fiche projet en annexe 5 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **56 064 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par la délibération n° CP 16-234 du 15 juin 2016 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **56 064 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », Programme HP 94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services » et Action 19400103 « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires » du budget 2020.

Article 11 : Autorisation ponctuelle de déroger au dispositif « 100 000 stages pour les jeunes Franciliens » du fait de la crise de la Covid

Autorise la Présidente à octroyer, après examen, des dérogations ou allégements au dispositif « 100 000 stages pour les jeunes Franciliens » pour les collectivités qui en font la demande du fait de la crise de la Covid. Les allégements pourront notamment porter sur la durée envisagée de stage.

Article 12 : Adoption du règlement d'intervention du dispositif de soutien aux commerçants et artisans

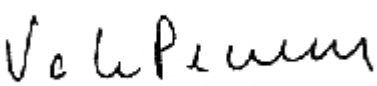
Adopte le règlement d'intervention relatif au dispositif de soutien aux commerçants et artisans détaillé en annexe 6 à la présente délibération.

Article 13 : Autorisation donnée aux communes et à leurs groupements de participer au financement d'un régime d'aide régional

Autorise la présidente à signer avec les communes et leurs groupements - qui en font la demande auprès de la Région - une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 les autorisant à participer au financement du régime d'aide régional de soutien aux commerçants et artisans adopté à l'article 12 de la présente délibération.

Décide d'autoriser la Ville de Saint-Ouen-sur-Seine, pour une durée d'un an, à participer au financement du régime d'aide régional du dispositif de soutien aux commerçants et artisans.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

17/12/2020 17:19:25

Acte rendu exécutoire le 17 décembre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 17 décembre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201214-lmc1102448-DE-1-1) et affichage ou notification le 17 décembre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - RI Aide Régionale sècheresse

REGLEMENT D'INTERVENTION

Aide régionale sécheresse 2020

I – OBJECTIFS DU DISPOSITIF

Compte-tenu d'une succession de conditions météorologiques défavorables et d'une forte pression sanitaire sur certaines cultures, la campagne 2020 est la pire de ces 20 dernières années en Île-de-France.

Les résultats définitifs des récoltes de l'été présentent une très grande hétérogénéité, y compris à l'échelle locale, selon la localisation des parcelles, la nature des sols, le bénéfice d'un corridor orageux ou pas pendant les phases agronomiques critiques et enfin la sensibilité des variétés cultivées à la sécheresse, en blés, orges, cultures protéagineuses et colza.

Le recensement individuel des performances réalisé ces dernières semaines a fait apparaître de grandes disparités dans le bilan des exploitations et révélé des cas très graves où la perte de récoltes fragilise lourdement l'entreprise familiale au point d'en hypothéquer la soutenabilité.

Les récoltes de maïs et de betteraves à sucre, quant à elles, sont également annoncées comme catastrophiques partout et dans des proportions très importantes, à la différence de 2016, où leurs performances n'avaient pas aggravé celles de la moisson. Outre l'effet de la sécheresse, l'impact de la pression de la maladie de la jaunisse à laquelle la culture a été exposée faute d'un traitement préventif disponible a entraîné les dégâts parmi les plus élevés de France sur une grande partie de la région.

Enfin, des éleveurs souffrent du manque de fourrage et des surcoûts liés à leur acheminement.

Dans ce contexte qui grève lourdement les trésoreries des exploitations, alors que nombre d'entre elles ne sont pas encore remises de l'accident cultural de 2016, la Région propose de mettre en place une « Aide régionale sécheresse 2020 » adaptée au calendrier des récoltes et basée sur le constat de leurs résultats avérés.

Selon ce principe, cet accompagnement exceptionnel est mis en œuvre de la manière suivante :

- une aide exceptionnelle en 2 phases, destinée aux exploitations de grandes cultures ayant subi des pertes de rendement très importantes par rapport à la moyenne 2017-2018-2019. Ce dispositif d'aide s'organise en deux séquences afin de prendre en compte la réalité des niveaux de rendement constatés dans les exploitations au rythme des récoltes de la campagne 2020, engrangées ou à venir :
  - la phase 1 concerne les pertes subies pour les récoltes de cet été en blé, orges, cultures protéagineuses et colza ;
  - la phase 2 concerne les pertes subies pour les récoltes de cet automne, en betterave à sucre et en maïs et sera mise en œuvre selon des dispositions qui seront précisées une fois les bilans de récoltes connus en détail, dans le cadre d'un complément au présent règlement d'intervention et en tenant compte de la mobilisation publique globale au titre du règlement des aides d'Etat.

- une aide exceptionnelle visant à aider les exploitations d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse et/ou faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.

II – CHAMP DE LA MESURE

Le dispositif d'aide aux exploitations de grandes cultures est mobilisé de manière exceptionnelle en 2020 pour sa phase 1 sur la base des baisses de rendement par comparaison à la moyenne 2017-2018-2019 pour le blé, les orges, cultures protéagineuses et le colza. Sa phase 2 sera mobilisée en 2021, sur la base des baisses de rendement par comparaison à la moyenne 2017-2018-2019 pour la betterave à sucre et le maïs.

L'aide aux exploitations d'élevage se justifie en 2020 sur la base des augmentations de charges liées à l'approvisionnement en betterave déshydratée et aux coûts de semis de prairies rendus nécessaires par la sécheresse.

III – DEFINITION DES BENEFICIAIRES ET CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Aide aux exploitations de grandes cultures pour les baisses de rendement de blé, orges, cultures protéagineuses et colza (phase 1)

Sont éligibles les exploitations de grandes cultures ayant leur siège en Île-de France en fonction de l'importance de la baisse de leur rendement moyen en blé, orges, cultures protéagineuses et colza en 2020 par rapport au rendement moyen de ces trois cultures sur la période 2017-2019 et des surfaces impactées sur l'ensemble de l'exploitation agricole.
Deux catégories d'exploitations éligibles sont définies :

- celles qui ont enregistré une baisse de 35% et plus ;
- celles qui ont enregistré une baisse comprise entre 30% et 35%.

Dans chacune de ces deux catégories, par souci de proportionnalité et d'équité, il est proposé de déterminer des sous-catégories prenant en compte la surface cultivée des exploitations agricoles bénéficiaires.

A chaque catégorie correspond un montant forfaitaire d'aide par exploitation qui est déterminé selon les modalités prévues au paragraphe IV.

En outre, le montant forfaitaire de l'aide peut être majoré pour les jeunes agriculteurs en raison de la fragilité de leur situation dans les années qui suivent l'installation. Le cas échant le montant de la majoration est déterminé selon les modalités prévues au paragraphe IV.

L'octroi de ces aides s'inscrit dans le cadre et le respect des plafonds du règlement (UE) n°1408/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, modifié par le règlement (UE) 2019/316 de la Commission du 21 février 2019.

Aide exceptionnelle pour les baisses de rendement en betteraves à sucre et en maïs (phase 2)

Sont éligibles les exploitations agricoles ayant leur siège en Île-de-France, dont la production de betterave à sucre et de maïs enregistre un rendement global moyen en 2020 en forte baisse par rapport au rendement moyen de ces deux cultures sur la période 2017-2019 sur l'ensemble de l'exploitation agricole. Le champ et les modalités de cette aide seront précisés sur la base des constats de récolte.

L'octroi de ces aides s'inscrit dans le cadre et le respect des plafonds du règlement (UE) n°1408/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, modifié par le règlement (UE) 2019/316 de la Commission du 21 février 2019.

Aide aux exploitations d'élevage

Sont éligibles les exploitations d'élevage ayant leur siège en Île-de-France, qui s'approvisionnent en pulpe de betterave et qui vont devoir supporter des prix en nette progression et/ou qui vont devoir re-semer des prairies ravagées sous l'effet de la sécheresse. L'aide est calculée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en betterave déshydratée et/ou au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse, selon les modalités prévues au paragraphe IV.

L'octroi de ces aides s'inscrit dans le cadre et le respect des plafonds du règlement (UE) n°1408/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, modifié par le règlement (UE) 2019/316 de la Commission du 21 février 2019.

Pour ces trois aides, le bénéficiaire s'engage, par le biais d'une attestation sur l'honneur, à respecter les plafonds d'aide publique fixés dans ce régime d'aides d'Etat, dit « de minimis »

IV – CALCUL DES AIDES

Aide aux exploitations de grandes cultures pour les baisses de rendement de blé, orges, cultures protéagineuses et colza (phase 1)

Le montant cumulé des aides ne pourra en aucun cas dépasser l'enveloppe globale dédiée à cette aide d'urgence ; l'enveloppe dédiée à l'aide aux exploitations de grande culture de la phase 1 est plafonnée à 2 M€.

Les éléments suivants sont utilisés :

- prise en compte des données déclaratives de l'exploitant agricole concernant la baisse de rendement moyen 2020 par rapport à la moyenne 2017-2018-2019, pour les 4 cultures considérées. Ces données individuelles seront fournies au conseil régional par la Chambre d'agriculture qui en assure préalablement le contrôle de cohérence sur la base d'informations vérifiées dans la petite région agricole sur laquelle se situe l'exploitation ;
- les surfaces concernées pour l'exploitant selon sa déclaration PAC 2020.

Montant de l'aide :

Sur la base des informations issues de la préinstruction des demandes d'aide qui a été confiée à la Chambre d'agriculture pour en assurer l'analyse et la vérification et de l'enveloppe que la Région a décidé de mobiliser pour venir en aide aux agriculteurs qui ont perdu une part très importante de leurs récoltes, il est proposé de verser les montants forfaitaires suivants selon les catégories ci-après :

- Aide forfaitaire pour les pertes moyennes de rendement supérieures à 35%, surface agricole supérieure à 50 ha : 6500 €
- Aide forfaitaire pour les pertes moyennes de rendement supérieures à 35%, surface agricole inférieure à 50 ha : 3500 €
- Aide forfaitaire pour les pertes moyennes de rendement comprises entre 30% et 35%, surface agricole supérieure à 50 ha : 2300 €
- Aide forfaitaire pour les pertes moyennes de rendement comprises entre 30% et 35%, surface agricole inférieure à 50 ha : 1300 €
- Majoration pour les jeunes agriculteurs : 2000 €

Aide aux exploitations de grandes cultures pour les baisses de rendement de betteraves à sucre et maïs (phase 2)

Les modalités seront précisées dans un complément au présent règlement d'intervention début 2021, au vu des baisses de rendement constatées, dans le respect du plafond de minimis.

Aide aux exploitations d'élevage

Le montant cumulé des aides ne pourra en aucun cas dépasser l'enveloppe globale dédiée à cette aide d'urgence, soit 150 000 euros.

La pré-instruction de ce dispositif d'aide, confiée à la Chambre, conduit à proposer les montants individuels calculés dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpe de betteraves et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par la production de factures de semences et l'attestation du fournisseur de pulpe de betterave.

V – DEPOT DES DOSSIERS, INSTRUCTION ET ATTRIBUTION DES AIDES

La Chambre d'agriculture de la Région Île-de-France assure la réception du dépôt des dossiers et leur préinstruction.

Pour l'aide aux exploitations de grandes cultures, les dossiers comportent les pièces suivantes :
- un courrier de demande d'aide ;
- une déclaration sur l'honneur concernant les baisses de rendements et les surfaces des cultures considérées ;

- un certificat de contrôle de cohérence émis par la Chambre d'agriculture validant les pourcentages de baisse de rendement de l'exploitation de grande culture après vérification auprès de l'organisme collecteur de la coopérative et/ou de l'usine de transformation des betteraves à sucre actifs sur la petite région agricole qui concerne l'exploitation agricole considérée (phases 1 et 2) ;
- une copie de la déclaration PAC présentant les hectares emblavés pour chaque culture éligible en 2020 ;
- une déclaration sur l'honneur attestant que le bénéficiaire s'engage à respecter les plafonds d'aide publique fixés dans le régime de minimis agricole ;
- un document attestant de la situation de jeune agriculteur le cas échéant ;
- un relevé d'identité bancaire au nom de l'entreprise et à l'adresse du siège social.

Sur la base des montants forfaitaires arrêtés pour l'aide exceptionnelle aux producteurs de grandes cultures (Phase 1), la Chambre transmet à la Région :
- la liste des exploitants proposés au bénéfice de l'aide en précisant pour chacun le montant de l'aide envisagée ;
- le RIB des exploitants.

Pour l'aide aux éleveurs, les dossiers comportent les pièces suivantes :
- un courrier de demande d'aide ;
- une attestation du fournisseur de pulpe de betterave récapitulant les volumes de pulpe sur-pressée livrés en 2019 et en 2020 ainsi que le volume de pulpe déshydratée nécessaire pour couvrir les besoins 2020 et le surcoût correspondant ;
- copie des devis, ou bons de commandes, ou factures de semences destinées aux prairies brûlées par la sécheresse et à reconstituer ;
- une copie de la déclaration PAC présentant les hectares de prairies à reconstituer ;
- une déclaration sur l'honneur attestant que le bénéficiaire s'engage à respecter les plafonds d'aide publique fixés dans le régime de minimis agricole ;
- un relevé d'identité bancaire au nom de l'entreprise et à l'adresse du siège social.

Sur la base de l'analyse des progressions de charges présentées par les éleveurs dans leur dossier de demande d'aide, la Chambre d'agriculture transmet à la Région :
- la liste des exploitants proposés au bénéfice de l'aide en précisant pour chacun le montant de l'aide individuelle calculée ;
- le RIB des exploitants.

Les attributions des aides ainsi que les affectations correspondantes sont soumises au vote des élus. Une notification sera adressée à chaque bénéficiaire.

Le bilan de l'aide sécheresse sera présenté à la commission ruralité et agriculture.

VI – VERSEMENT DES AIDES ET CONTROLES

L'aide fait l'objet d'un versement unique par la Région, sur demande du bénéficiaire et sur la base de la notification individuelle de l'aide adressée à chaque bénéficiaire.

Le montant de l'aide attribuée est susceptible d'être révisé dans le cadre de contrôles des pièces comptables, administratives et justificatives. Les sommes non justifiées ou indûment versées donnent lieu à un reversement après émission d'un titre de recettes par la Région.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Annexe 2 - Liste bénéficiaires

Liste des exploitations agricoles de grande culture bénéficiaires de la phase 1 de l'aide sécheresse

Raison sociale	Nom gérant	Code posta	MONTANT en euros
EARL LEREBOUR	LEREBOUR Christian	91400	6500
SCEA ELISADO	LAROCHE Elisabeth	78125	6500
EARL FROT	FROT Jean Michel	77460	6500
EARL THIROUIN JEROME	Jerome THIROUIN	91470	6500
EARL PILBEN	HERMANS Christine	77940	6500
SCEA Château-Gaillard	Marlène MOREAU	91150	6500
SEBILLE Jonathan	SEBILLE JONATHAN	78980	6500
VEILLON DRAMARD EVELYNE	VEILLON EVELYNE	91870	6500
GUYOT LUC	GUYOT LUC	77560	6500
SEP PIERRE ETIENNE ET CECILE MICHAUX	MICHAUX CECILE	77650	3500
M. Patrick THEET	THEET Patrick	91150	6500
CARMIGNAC Yves - Marie	CARMIGNAC Yves - Marie	77240	6500
EARL DE MONTMERY	MOREAU Thierry	77250	6500
CHRISTOPHE BIGNON	BIGNON CHRISTOPHE	78460	6500
EARL DE ROUILLOT	VIGNIER Laurent	77160	6500
EARL DES QUATRE VENTS	BOT Pierre	78124	6500
Gerald Millet	Gerald Millet	78580	3500
FICHOT Thomas	FICHOT Thomas	77148	6500
SCA DES VANNEAUX	DEGREMONT Edouard	95590	6500
EARL DES BRUYERES	BOURLETTE Philippe	78440	6500
EARL DES BEAUDRIAUX	BEHOT ANTOINE	95450	6500
SCEA FERME DE L'EPINETTE	BEHOT ANTOINE	78250	6500
EARL DU CHÂTEAU	GOUSSON REMY	78490	6500
MAZURE Dominique	MAZURE Dominique	77930	3500
IMP HORTEX S ARL	PAUL Christian	95710	3500
SCEA DE LA VIONNERIE	BADIN Maximilien	77171	6500
SCEA les Essarts	Elodie VANDIERENDONCK	77150	6500
EARL DU GUYONNET	Samuel BLONDEAU	78770	6500
EARL VANDEPUTTE	Oswald VANDEPUTTE	95510	6500
BUICHE Daniel	BUICHE DANIEL	77167	6500
INDIVISION LALOUX	BRASSEUR JOSEE	77230	6500
GERARD BRUN	GERARD BRUN	77167	6500
EARL THIERRY	THIERRY Jean Michel	77710	6500
EARL DE LA TUILERIE	JUDEAUX Olivier	78910	6500
SCEA DU CLOS CAILLET	FEUTRIE Guillaume	95750	6500
EARL DU CLOS DALLIN	PICHON BRUNO	78980	6500

EARL DE STE GENEVIEVE	LIEBEN Christelle	77130	6500
EARL THUEGAZ	THUEGAZ GERARD	91140	6500
PITHOIS ABEL	PITHOIS ABEL	91470	6500
Mathé Emmanuel	Mathé Emmanuel	77940	6500
SCEA DE VILLEGENARD	GUILLIER Isabelle	77320	6500
SCEA DE NOVION	PIOT Antoine	77290	6500
DIEPENDAELE LAURENCE	DIEPENDAELE Laurence	77320	6500
EARL du Haut de Bezalles	Burek Matthieu	77970	6500
EARL DU COQ HARDY	ISABELLE HARDY	91720	6500
EARL Du pavé	CAJON Olivier	77480	6500
SCEA FAHY	FAHY Karine	77120	6500
SCEA BATONCEAU	DE LA BAUME Renaud	75007	6500
DE RYCKE Xavier	DE RYCKE Xavier	77390	6500
EXPLOITATION AGRICOLE	POIGNONEC Didier	78120	6500
EARL LE BOIS RACINE	SCHINTGEN Olivier	91810	6500
BECAM DIDIER	BECAM DIDIER	95480	3500
SOROT Pierre	SOROT Pierre	77123	6500
EARL DES GRANDS CHAMPS	FLORIAN BORDES	91410	6500
EARL DU CLOS D'ALLIN	GALLAND Fabrice	78980	6500
EARL DE MONTDENIS	BOUTOUR Denis	77580	6500
SCEA LES PETITS EVAURYS	Gilles QUINTON	78660	6500
MAGNY ERIC	MAGNY Eric	78980	6500
SCEA BUREAU	Justine BUREAU épouse ANHES	91150	6500
SCEA CJD	DEBRAS Christophe	78980	6500
Eric GUYOT	Eric GUYOT	78150	3500
PLADYS Raphaël	PLADYS Raphaël	77148	6500
EARL PHILIPPE BENOIST	BENOIST PHILIPPE	77760	6500
BRUNET DIDIER	BRUNET Didier	91250	6500
SCEA CHARON	CHARON Christian	91630	6500
EARL DU BOIS MALLET	VAN ACKER Bertrand	95570	6500
Gerard Praudel	Gérard Praudel	91360	6500
EARL SUSSET B & F	SUSSET BENOIT	77139	6500
Earl des closeaux	bray philippe	77130	6500
EARL DE LA TROUSSE	COURTIER Michel	77440	6500
Sylvette CHARDONNIERAS	CHARDONNIERAS Sylvette	77620	3500
PENOT Sylvain	PENOT Sylvain	78790	6500
earl la belle épine	ANDRE valérie	77480	6500
AUBEL JACQUELINE	AUBEL Jacqueline	78200	3500
SCEA CLOEL	DENORMANDIE EDOUARD	77520	6500
EARL HALLOT	Martial HALLOT	91720	6500
scea lafontaine	Villette Gilles	77165	6500
scea de la grande ferme	Villette Gilles	77165	6500
Jacques FAUVARQUE	FAUVARQUE Jacques	94880	3500
GAEC DU JARDIN DES BROSSES BLONDELOT	BLONDELOT PASCAL	77390	3500

FRERES			
Exploitante agricole	PETRE Françoise	77610	6500
HARDOUIN FRANCK	HARDOUIN Franck	91640	6500
LAINE PATRICE	LAINE PATRICE	78490	6500
EARL D'erainville	Bellier Henri	91410	6500
Bellier Nathalie	Bellier Nathalie	91410	6500
agriculteur	POYER OLIVIER	78520	6500
EARL de la Recette	DUFOUR Philippe	77830	6500
scea des sablons	alain gaudemer	78770	6500
LAURENT FOIRIEN	FOIRIEN LAURENT	78125	6500
EARL VALLEE-LAHAEYE	VALLEE Benoit	77640	6500
POINTEREAU NICOLAS	POINTEREAU NICOLAS	78720	6500
CHEVALLIER Christophe	CHEVALLIER Christophe	91530	6500
EARL Lefort	LEFORT Samuel	78980	6500
TOURNEMOLLE	TOURNEMOLLE Emeric	95270	6500
EARL LE VERT POTAGER	GELÉ Christophe	91490	3500
RAVELET Mathilde	RAVELET Mathilde	77220	3500
GAEC DE LA BASSE COUR	GARCÈS Guillaume	77760	6500
SOCIETE FERMIERE DE PREUILLY	HUSSON AUDREN	77126	6500
SYTSMA VINCENT	SYTSMA VINCENT	91640	6500
SCEA DE LA MOTTE	POTTIER Daniel	77580	6500
EARL DELAITRE XAVIER	DELAITRE XAVIER	77730	6500
BONTEMPS Bertrand	BONTEMPS Bertrand	77131	6500
SCEA DU LUTTIN	POTTIER Cécile	77580	6500
ROUSSEAU Martial	ROUSSEAU Martial	77720	6500
Earl VAL D'AULU	Lucien VALET	78121	6500
PAILLET Odile	PAILLET Odile	77130	3500
EARL DE LA GRANDE FONTAINE	Amandine PATOUILLET	77320	6500
EARL ROSOL CHARNESSEUIL	CHRISTOPHE ROSSIGNOL	77750	6500
SCEA LES PERRONS	CHRISTOPHE ROSSIGNOL	77750	6500
EARL BEHURET	BEHURET Adrien	77930	6500
EARL DE LA HALLEE	FOENIX Matthieu	77120	6500
EARL FERME DE SERBONNE	LIEVIN Didier	77580	6500
AUGO AUGE	HUGO AUGE	77760	6500
EARL MALNOU	FREDERIC MALNOU	78120	6500
EARL de la Navette	LE GUERN Jean-Michel	78660	6500
SCEA DU HAUT PAYS	ROUSSEAU Arnaud	77440	6500
SCEA DU MOULIN A VENT	ROUSSEAU Perrine	77440	6500
SCEA FERME SAINT LAURENT	ROUSSEAU Arnaud	77440	6500
Jean DE FELS	JEAN DE FELS	78125	6500
JULIA FOUILLARD	Julia FOUILLARD	77370	8500
SCEA FERME DE MONTAUMER	Julien LEVESQUE	77580	6500
EARL DU COLOMBIER	Courboin nicolas	77580	6500
EARL DU GRAND TREMBLAY	SIMONY Bertrand	77560	6500

CHEVALIIER FRANCK	CHEVALLIER Franck	91530	6500
MORISSEAU EMMANUEL	MORISSEAU Emmanuel	77560	6500
EARL DEMARQUE	DEMARQUE JULIEN	78440	6500
RENARD Isabelle	RENARD Isabelle	91710	6500
MOTTE PATRICE	MOTTE Patrice	77115	6500
ROUX Stéphane	STEPHANE ROUX	77630	6500
EARL DE SAINT GOBERT	BRAYER Sébastien	77910	6500
Philippe Lelaidier	Philippe Lelaidier	78113	6500
SCEA BIZET Agri	BIZET Sébastien	77840	6500
EARL – Domaine de Beauvière	Beaugrand Anne-Charlotte	77540	8500
EARL DU HAYE	BENOIST ANTOINE	91740	6500
SCEA La Commanderie	TRUBUIL Catherine	91410	6500
EARL DES HIRONDELLES	CHENEVIERE JEROME	91690	6500
POTIN Godefroy	POTIN Godefroy	95450	6500
EARL DU MESNIL	CADOUX SABINE	78490	6500
FERE HASSAN	FERE HASSAN	77270	6500
Philippe MARTIN	MARTIN PHILIPPE	78910	6500
EARL de QUINCY	CHAMPENOIS Nicolas	77160	6500
EARL CHAMPENOISE	CHAMPENOIS Nicolas	77160	6500
EARL CHEVRON	CHEVRON Nicolas	77126	8500
EARL MALCHERE	MALCHERE Thierry	77890	6500
EARL STEPHANIE LENFANT	FLAMENT STEPHANIE	77290	6500
MAXIMILIEN PETIT	PETIT MAXIMILIEN	91890	8500
DANIEL PETIT	PETIT DANIEL	91890	6500
EARL REGNAULT	REGNAULT Jérôme	78370	6500
SCEA COURGAIN	FLAMENT STEPHANIE	77181	6500
FERET Thierry	FERET Thierry	78910	6500
Defresne Alain	Defresne Alain	78200	6500
LAMBERT Edwige	LAMBERT Edwige	78980	3500
LA BOISSIERE	BOUROLLEAU Audrey	78320	6500
CLINARD Didier	CLINARD Didier	78120	6500
GANDRILLE ETIENNE	GANDRILLE Etienne	77710	6500
GAEC DU CLOS	JEROME Franck	77930	6500
EOUZAN AURELIEN	EOUZAN AURELIEN	77510	6500
GIBERT VINCENT	GIBERT VINCENT	77520	6500
SC de La Mare Rouge	BELLANGER Frédéric	77830	6500
EARL LAVAUX DES MORINS	LAVAUX Pierre - Emmanuel	77130	6500
Entreprise Individuelle	BREUCQ Grégory	78580	8500
EARL FOUQUET MARTIAL	FOUQUET RODOLPHE	91540	6500
VANDENHENDE Philippe	VANDENHENDE Philippe	91280	6500
EARL DE GOUPIGNY	LECOQ François	78950	6500
SCEA JUBERT FRANCK	JUBERT Franck	77320	6500
EARL GLANARD	GLANARD FLORENCE	78790	6500

SCEA LA MAZURE	JUBERT Elisabeth	77320	6500
VALET LUC	VALET LUC	78121	6500
SCEA DU DOMAINE	GAUTIER Jean-Baptiste	77230	8500
SCEA ECT AGRO	GAUTIER Jean-Baptiste	77230	3500
SCEA FERME de l'HERMITAGE	SAUSSIER Thibault	94510	6500
SCEA DE RACONIS	LAVIELLE Guillaume	78310	6500
EARL DU PETIT COURROY	CLOPIER Sabine	77640	6500
SCEA DE MONS	JOIN-LAMBERT Céline	78550	6500
Mathieu PENEL	Mathieu PENEL	78120	6500
SAS GRAINS D'ORGE	SAINT PHILIPPE	77560	6500
EARL DE L'ORME	MOREL Stéphane	77540	6500
CELESTIN Jean-Paul	CELESTIN Jean-Paul	91410	6500
CHAUSSY VINCENT	CHAUSSY VINCENT	77570	6500
EARL BILLET FRERES	BILLET Hervé / BILLET Arnaud	77370	6500
EARL PETIT SYLVAIN	PETIT Jérôme	78980	8500
GILLOTIN Florence	GILLOTIN Florence	91660	6500
SCEA FERME DE MOISAN	WINOCOUR MARC	78490	6500
SCEA de la Coudreuse	Fabienne PELLERAY	78910	6500
EARL de la VIGNETTE	COUPERY Olivier	78490	6500
SCEA de la Boutilliere	Virginie Legrand	77540	6500
Patrick LEBLANC	LEBLANC Patrick	91220	6500
DEVILLIERS ANTOINE	DEVILLIERS ANTOINE	77120	6500
MONSIEUR LOELTZ ERIC	LOELTZ Eric	77720	6500
MADAME NORMA LEPRINCE	LEPRINCE Norma	91640	6500
EARL DU PETIT MARCHÉ	CARRON Xavier	77510	6500
EARL DAMIAL	HAUTEFEUILLE Alain	91150	6500
HAUTEFEUILLE Alain	HAUTEFEUILLE Alain	91150	6500
MONSIEUR POIRET OLIVIER	POIRET Olivier	95660	6500
EARL DU TERTRE	SAINSARD MARYSE	91490	6500
BONTEMPS MARIE MADELEINE	BONTEMPS MARIE MADELEINE	77120	6500
EARL de REZEL	THURET Denis	77440	6500
EARL des CONTEAUX	VANHOUTTE Christian	77120	6500
EARL Famille TOURTE	TOURTE DAVID	77710	6500
EARL DE LA FERME DU GRAND GUÉ	VAN HAETSDAELE Eric	95720	6500
EARL de COIGNAMPUITS	LEFEVRE Frédéric	91720	6500
MONSIEUR PASCAL LANDRY	LANDRY Pascal	91720	6500
EARL GUYOT	Armand Guyot	91590	6500
SOCIETE CIVILE D'EXPLOITATION DE LA FERME DE	NAUDIER Frédéric	94880	6500

NOISEAU			
SCEA Ferme du Village	MAO Iven	91410	6500
SCEA du MOULIN de MEZU	CARE Martin	78740	8500
Aurélien VANDIERENDONCK	Aurélien VANDIERENDONCK	77150	6500
SCEA DE LA FONTAINE	MONCEAU Philippe	77370	6500
SCEA LES TISSERANDS	MONCEAU PHILIPPE	77370	6500
Romain MARTIN	Romain MARTIN	78910	8500
EARL GUERTON LIENARD	GUERTON BENOIT	91150	6500
SURAT LAURENT	SURAT LAURENT	77515	6500
LE METAYER GUILLAUME	LE METAYER GUILLAUME	78125	6500
LEGRAND GILLES	LEGRAND GILLES	95490	6500
SCEA PETILLAT	PETILLAT CEDRIC	77118	6500
LE CAER THIERRY	LE CAER THIERRY	95480	6500
SCEA DE LA FERME CLAIRE	LAURENT Alain	77390	6500
EARL LAPLAIGE	LAPLAIGE PHILIPPE	77440	6500
EARL LE VIEUX PONT	LANNEAU BRUNO	77710	6500
EARL BRIE MONTOIS	DE RYCKE REGIS	77520	6500
Gregory Veret	Grégory Veret	78270	6500
SCEA D'ORVILLIERS	LECOQ CHRISTOPHE	78950	6500
SCEA FERME D'OLIVET	LECOQ CLAUDINE	78950	6500
DENYS DE MAGNITOT	DENYS DE MAGNITOT	95420	6500
DAUVILLIERS MICHEL	DAUVILLIERS MICHEL	78125	6500
MONSIEUR FREDERIC DELPECH	DELPECH Frédéric	77520	8500
EARL HAROY	HARDY Jean Christophe	91720	6500
MESSANT FLORENCE	MESSANT FLORENCE	77510	6500
EXPLOITATION LONGCOTE	LONGCOTE René	78610	6500
ind defossez	defossez pascal	78125	6500
BAUMMANN Emmanuel	BAUMANN EMMANUEL	78160	6500
dupont frederic	DUPONT Frédéric	91930	6500
VIGNIER Henri	VIGNIER Henri	77580	8500
Ferme de Retal	Françoise Poisson	77220	6500
BONDON JEAN	BONDON JEAN	77710	3500
PROVOT YOHANN	PROVOT YOHANN	91720	6500
SCEA de BRUNEL	MAUGER Francis	78550	6500
GALLOIS David	GALLOIS David	91490	3500
SCEA DE LAVEAU	M. CHANTEREAU Hugues	77167	6500
MARTEAU Stéphane	MARTEAU Stéphane	77130	3500
THOMAS Arnaud	THOMAS Arnaud	78270	6500
EARL DELAITRE	Philippe DELAITRE	78550	6500
RONDEAU Christophe	RONDEAU Christophe	77130	6500
PILLIAS Dominique	PILLIAS Dominique	91690	6500

EARL HERMANS VENU	HERMANS Marie-France	77250	6500
DE VETTER Bernard	DE VETTER Bernard	77370	6500
GREGOIRE Nicole	GREGOIRE Nicole	77460	6500
EARL FOURRIER	FOURRIER Jerome	78980	6500
EARL DROC	Danielle PROVOT	91720	6500
SCEA DE LONGUEVILLE	DE RYCKE Julijana	77650	6500
GAEC du CLOS D'ANCOIGNY	Côme ou Xavier MORIZE	78860	6500
VANBUTSEL Claude	VANBUTSEL Claude	77181	3500
EURL DE L'ESCLIMONT	PILLIAS DOMINIQUE	91690	6500
CAMUS DIDIER	CAMUS DIDIER	95280	6500
SCEA GUIDAL	GUIDAL Bernard	78410	6500
EARL DE LA SAINTE FONTAINE	PAGE Thierry	78490	6500
PERNELLE Robert	PERNELLE Robert	78270	6500
EARL RIBIOLLET	RIBIOLLET Hugues	95560	6500
RABOT Hélène	RABOT Hélène	77370	6500
EARL GEORGE	GEORGE Olivier	77320	6500
EARL DES TROIS PONTS	BRUNEAUX JEAN-CHRISTOPHE	77510	6500
EARL COCHAIN STEPHANE	COCHAIN STEPHANE	77710	6500
Allard Marc	Allard Marc	77310	4300
EARL DE TOUSSAC	PETILLON Fred	78640	2300
DUROSSET Michel	DUROSSET Michel	77710	2300
EARL DELALANDE	DELALANDE Jonas	78114	4300
THEET Marie-Claire	Théet Marie-Claire	91150	2300
SCEA LEROY LECOMTE	LEROY Isabelle	91630	2300
ENTREPRISE INDIVIDUELLE ROY	ROY Aurélien	78120	2300
EARL DAVENNE	DAVENNE Clément	77640	2300
EARL BOULAY	BOULAY DIDIER	77890	2300
OLIVIER GARNIER	Olivier Garnier	77440	2300
SCEA LAHAYE	LAHAYE NICOLAS	78910	2300
DUPUIS BRUNO	DUPUIS Bruno	91670	2300
SCEA ROGER	FEUTRIE Guillaume	95750	2300
EARL LA MERCY	CACKAERT Jean Claude	77160	2300
SAYDE FREDERIC	SAYDE FREDERIC	77760	2300
GOGUE OLIVIER	GOGUE OLIVIER	78120	2300
SCEA DUFLOCQ CREGY	Christophe Duflocq	77124	2300
LOISEAU JULIEN	Loiseau Julien	77174	2300
EARL FUMERY	FUMERY DENIS	95450	2300
EARL BEGUIN	BEGUIN Marie-Elisabeth	78440	2300
SERRE NADEGE	SERRE NADEGE	78890	2300
EARL DE LA FERME D'EGREVILLE	PIOT FREDERIC	77950	2300

POIRET LAURENT	POIRET LAURENT	95660	2300
SCEA FERME DE LA RECETTE	MANCHERON Frédéric	77440	2300
Jean Michel DESPREZ	DESPREZ Jean Michel	78660	2300
SCEA CHEVALLIER PAVARD	CHEVALIIER JACQUELINE	91150	2300
EARL WILLAERT	WILLAERT Thibault	91590	2300
SCEA DES FONTENELLES	LEVEAU Valérie	77690	2300
CORDONNIER Alexandre	CORDONNIER Alexandre	78980	2300
FERRIEN EMMANUEL	FERRIEN EMMANUEL	77550	2300
EARL DES TROIS NOYERS	CUVILLIER ARNAUD	95520	2300
EARL De Sainte Avoye	MOTTE ERIC	77163	2300
EARL SAVOURAT	SAVOURAT SEBASTIEN	77130	2300
Bertin MORET	MORET Bertin	77440	2300
EXPLOITATION INDIVIDUELLE	HANNETON BRIGITTE	77320	2300
EARL LE POINT DU JOUR	RABIER VICTOR	91740	4300
BOULET SEBASTIEN	BOULET SEBASTIEN	95760	2300
EARL DELALEU	DELALEU Laurent	95620	2300
EARL DE MONTGAZON	BERONIE Charles	77390	2300
SCEA DE BELLEFONTAINE	POUGET Annabel	77940	2300
MAUSSE Fabien	MAUSSE fabien	77520	2300
SCEA FERME DE CHANGY	FERRAT Nadège	77126	2300
EARL BELLIOT	BELLIOT THIERRY	77710	2300
ALLETON GEOFFROY	ALLETON GEOFFROY	91320	2300
GABRIEL CATHERINE	GABRIEL Catherine	77160	2300
LANDRY Pascal	LANDRY Pascal	91720	2300
EARL BENOIT	BENOIT Claude	77114	1300
SCEA DU PATIS	CHABOT Jocelyn	77450	2300
EARL BENOIST	BENOIST ANTOINE	91740	2300
EARL ETANCELIN ET FILS	ETANCELIN Franck	77250	2300
EARL La Barbacane	Christophe Lethrosne	91580	2300
GAEC CHATEAU	CHATEAU Benoit	78125	2300
EARL GOUE	GOUE Michaël	77123	2300
SCEA DE MEZIERES	BILLET Arnaud	91150	2300
LALLOYER SYLVAIN	LALLOYER SYLVAIN	95450	2300
SCEA DE LA TOURNELLE	Hugues ANTOINE	77840	2300
SCEA ANTOINE	ANTOINE Hugues	77840	2300
EARL CORDEBANNE La Cour Dauphin	CORDEBANNE Frédéric	77370	2300
TANEUX Patrice	TANEUX Patrice	78660	2300
EARL DU DOMAINE	CAFFIN BERTRAND	78580	2300
EARL des Etangs	Olivier BOSSU	95420	2300
EARL des CLOS PAGES	HEBERT Catherine / HEBERT Elodie	77100	2300
EARL FERME DU COLIMACON	MAURICE Philippe	78250	2300
EARL DELPECH	BRIGITTE DELPECH	77520	2300
EARL DE CROCHE MUR	DENIS LAURENT	77910	1300

BESNARD Stephane	BESNARD Stephane	91150	2300
EARL PERRIN LE FAY	PERRIN GEORGES	91470	2300
SIMON BILLARD	BILLARD SIMON	77460	2300
SCEA DE BRUILLE	GUILLAUME GARNOT	77370	2300
SCEA DE MULCENT	LECOQ Jean-Luc	78950	2300
EARL DE L'AUNAIE	CAFFIN ARMELLE	78121	2300
SCEA GUILLIER DU JARIEL	François-Xavier GUILLIER	77141	2300
EARL DE RYCKE	DE RYCKE Christophe	77520	2300
LHORTIE Patrick	LHORTIE Patrick	78970	2300
GUIDAL Quentin	GUIDAL Quentin	78410	2300
GAEC DES ROCHES	PERTHUIS Jean-Richard	91720	2300
SCEA Ferme de Mulcent	LECOQ Elodie	78790	2300
LECOQ CLAUDINE	LECOQ CLAUDINE	78950	2300

Annexe 3 - 26 Fiches projets

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002075 - Aide sécheresse - EARL STORME

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	2 883,52 € HT	100,00 %	2 883,52 €
		Montant total de la subvention	2 883,52 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	STORME
Adresse administrative	:	22 LES PLEUX 77510 ST DENIS LES REBAIS
Statut Juridique	:	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Surcoût lié à l'achat de pulpes de betterave	2 883,52	100,00%
Total	2 883,52	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 853,52	100,00%
Total	2 853,52	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002076 - Aide sécheresse - Ferme de Chatenoy

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	3 118,00 € HT	100,00 %	3 118,00 €
		Montant total de la subvention	3 118,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FERME DE CHATENOY
Adresse administrative	:	1 RUE DE LA MAIRIE 77167 CHATENOY
Statut Juridique	:	Société Civile d'Exploitation Agricole
Représentant	:	Madame CARINE THIERRY, Associée

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- CHATENOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Re-semis	3 118,00	100,00%
Total	3 118,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	3 118,00	100,00%
Total	3 118,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002083 - Aide sécheresse - COMMON PASCAL

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	543,00 € HT	100,00 %	543,00 €
		Montant total de la subvention	543,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMON PASCAL
Adresse administrative : 3 GRAND RUE
91490 MOIGNY SUR ECOLE
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Monsieur PASCAL COMMON, Producteur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- MOIGNY-SUR-ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
coût re-semis	543,00	100,00%
Total	543,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	543,00	100,00%
Total	543,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002091 - Aide sécheresse - ROUILLY LE BAS

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	2 134,00 € HT	100,00 %	2 134,00 €
		Montant total de la subvention	2 134,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FERME DE ROUILLY LE BAS
Adresse administrative	:	4 RUE DE COULOMMIERS 77580 GUERARD
Statut Juridique	:	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- GUERARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût Re-semis	2 134,00	100,00%
Total	2 134,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 134,00	100,00%
Total	2 134,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002092 - Aide sécheresse - SCEA MOTTE JULIEN

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	90,00 € HT	100,00 %	90,00 €
		Montant total de la subvention	90,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOTTE JULIEN
Adresse administrative : CHE DES FRILEUX
77115 BLANDY
Statut Juridique : Société Civile d'Exploitation Agricole
Représentant : Monsieur JULIEN MOTTE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- BLANDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût re-semis	90,00	100,00%
Total	90,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	90,00	100,00%
Total	90,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002093 - AIDE SECHERESSE - EARL DE JUCHY

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	12 669,88 € HT	100,00 %	12 669,88 €
		Montant total de la subvention	12 669,88 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	EARL DE JUCHY
Adresse administrative	:	1 CHE DE LIZINES 77650 LIZINES
Statut Juridique	:	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur JEAN-CLAUDE PETTE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves.

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- NANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SURCOUT LIE A L'ACHAT DE PULPES DE BETTERAVE	12 669,88	100,00%
Total	12 669,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	12 669,88	100,00%
Total	12 669,88	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002096 - Aide sécheresse - EARL DE LA RECETTE

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	3 048,00 € HT	100,00 %	3 048,00 €
		Montant total de la subvention	3 048,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL DE LA RECETTE
Adresse administrative : 3 RUE DU MOULIN
77830 ECHOUBOULAINS
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE DUFOUR, EARL DE LA RECETTE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- ECHOUBOULAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût re-semis	3 048,00	100,00%
Total	3 048,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	3 048,00	100,00%
Total	3 048,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002103 - AIDE SECHERESSE - GAEC BOUDIGNAT D'ATHIS

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	7 132,66 € HT	100,00 %	7 132,66 €
		Montant total de la subvention	7 132,66 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GAEC BOUDIGNAT D'ATHIS
Adresse administrative : 15 RUE D'ATHIS
77114 VILLIERS-SUR-SEINE
Statut Juridique : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
Représentant : Monsieur LAURENT BOUDIGNAT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves.

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- VILLIERS-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SURCOUT LIE A L'ACHAT DE PULPES DE BETTERAVE	7 132,66	100,00%
Total	7 132,66	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	7 132,66	100,00%
Total	7 132,66	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002107 - aide sécheresse - Haras de bazemont

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	1 084,00 € HT	100,00 %	1 084,00 €
		Montant total de la subvention	1 084,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GAUTHIER FRANCOIS
Adresse administrative : 2 RUE FONTAINE PLEUREUSE
78580 BAZEMONT
Statut Juridique : Entrepreneur individuel
Représentant : Monsieur FRANCOIS GAUTHIER

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- BAZEMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût re-semis	1 084,00	100,00%
Total	1 084,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 084,00	100,00%
Total	1 084,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002108 - AIDE SECHERESSE - MASSON THIERRY

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	4 069,71 € HT	100,00 %	4 069,71 €
		Montant total de la subvention	4 069,71 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MASSON THIERRY
Adresse administrative : LD LES ORBIES
77970 JOUY-LE-CHATEL
Statut Juridique : Affaire personnelle commerçant
Représentant : Monsieur THIERRY MASSON

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de bette

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- JOUY-LE-CHATEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SURCOUT LIE A L'ACHAT DE PULPES DE BETTERAVE	4 069,71	100,00%
Total	4 069,71	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 069,71	100,00%
Total	4 069,71	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002109 - AIDE SECHERESSE - EARL DU BOIS CORNAILLE

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	4 119,55 € HT	100,00 %	4 119,55 €
		Montant total de la subvention	4 119,55 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	EARL DU BOIS CORNAILLE
Adresse administrative	:	BOIS CORNAILLE 77750 BASSEVELLE
Statut Juridique	:	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur THIERRY RICHARD, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves.

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- BASSEVELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SURCOUT LIE A L'ACHAT DE PULPES DE BETTERAVES	4 119,55	100,00%
Total	4 119,55	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 119,55	100,00%
Total	4 119,55	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002110 - AIDE SECHERESSE - EARL DES 4 VENTS

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	1 265,94 € HT	100,00 %	1 265,94 €
		Montant total de la subvention	1 265,94 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	EARL DES QUATRE VENTS
Adresse administrative	:	21 RUE TURGOT LES MILLETS
		77520 MONTIGNY-LENCOUP
Statut Juridique	:	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur JOEL GARNIER

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves.

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- MONTIGNY-LENCOUP

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SURCOUT LIE A L'ACHAT DE PULPES DE BETTERAVES	1 265,94	100,00%
Total	1 265,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 265,94	100,00%
Total	1 265,94	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002114 - Aide sécheresse - EARL FERME D'ELEVAGE DE LA GRAND'MAISON

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	1 232,19 € HT	100,00 %	1 232,19 €
		Montant total de la subvention	1 232,19 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL FERME D'ELEVAGE DE GRAND MAISON
Adresse administrative : R GRAND MAISON
78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur FREDERIC PELTIER, EARL FERME D'ELEVAGE DE GRAND'MAISON

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant

avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cout re-semis	937,50	76,08%
Surcout achat fourrage	294,69	23,92%
Total	1 232,19	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 232,19	100,00%
Total	1 232,19	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002115 - AIDE SECHERESSE - GAEC LEFEVRE

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	8 853,80 € HT	100,00 %	8 853,80 €
		Montant total de la subvention	8 853,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LEFEVRE
Adresse administrative	:	HAM DE MONEUSE 77320 DAGNY
Statut Juridique	:	Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves.

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- DAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SURCOUT LIE A L'ACHAT DE PULPES DE BETTERAVES	8 853,80	100,00%
Total	8 853,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	8 853,80	100,00%
Total	8 853,80	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002117 - AIDE SECHERESSE - EARL DES CLOSEAUX

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	4 702,13 € HT	100,00 %	4 702,13 €
		Montant total de la subvention	4 702,13 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL DES CLOSEAUX
Adresse administrative : 35 GRANDE RUE
77130 LA TOMBE
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE BRAY

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves.

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- LA TOMBE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SURCOUT LIE A L'ACHAT DE PULPES DE BETTERAVES	4 702,13	100,00%
Total	4 702,13	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 702,13	100,00%
Total	4 702,13	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002118 - Aide sécheresse - EARL de Montmenard

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	524,40 € HT	100,00 %	524,40 €
		Montant total de la subvention	524,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL DE MONTMENARD
Adresse administrative : LE PETIT MONTMENARD
77730 SAACY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur ERIC PERLICAN, EARL DE MONTMENARD

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- SAACY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût re-semis	524,40	100,00%
Total	524,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	524,40	100,00%
Total	524,40	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002119 - Aide sécheresse - FERME DE COUBERTIN

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	1 206,00 € HT	100,00 %	1 206,00 €
		Montant total de la subvention	1 206,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FERME DE COUBERTIN
Adresse administrative	:	ST R MY LES CHEVREUSE 78470 SAINT REMY LES CHEVREUSE
Statut Juridique	:	Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
Représentant	:	Madame ISABELLE MARTY, Associée

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût re-semis	1 206,00	100,00%
Total	1 206,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 206,00	100,00%
Total	1 206,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002120 - Aide sécheresse - EARL DES MARRONNIERS

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	1 828,02 € HT	100,00 %	1 828,02 €
		Montant total de la subvention	1 828,02 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL DES MARRONNIERS
Adresse administrative : 16 ROUTE NATIONALE 19
77160 VULAINES-LES-PROVINS
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur DAMIEN RUYSSCHAERT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- VULAINES-LES-PROVINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Surcoût achat fourrage	1 828,02	100,00%
Total	1 828,02	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 828,02	100,00%
Total	1 828,02	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002121 - AIDE SECHERESSE - SCEA FERME DE LA FONTENELLE

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	1 979,20 € HT	100,00 %	1 979,20 €
		Montant total de la subvention	1 979,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FERME DE LA FONTENELLE
Adresse administrative	:	LA FONTENELLE
		77160 VULAINE-LES-PROVINS
Statut Juridique	:	Société Civile d'Exploitation Agricole
Représentant	:	Monsieur BRICE DE BISSCHOP

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves.

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- VULAINES-LES-PROVINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SURCOUT LIE A L'ACHAT DE PULPES DE BETTERAVE	1 979,20	100,00%
Total	1 979,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 979,20	100,00%
Total	1 979,20	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002123 - Aide sécheresse - HPP HARAS DU PETIT PARIS

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	5 275,10 € HT	100,00 %	5 275,10 €
		Montant total de la subvention	5 275,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HPP HARAS DU PETIT PARIS
Adresse administrative	:	ROUTE DES BASSES MASURES 78125 POIGNY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Société à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur FABIEN LE COIDIC, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- POIGNY-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût re-semis	5 275,10	100,00%
Total	5 275,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	5 275,10	100,00%
Total	5 275,10	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002124 - Aide sécheresse - EARL de la Berge

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	8 692,70 € HT	100,00 %	8 692,70 €
		Montant total de la subvention	8 692,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL DE LA BERGE
Adresse administrative : FERME DE LA BERGE
77141 VAUDOY-EN-BRIE
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame ANNICK NEY, EARL DE LA BERGE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- VAUDOY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût re-semis	4 601,39	52,93%
Coût achat fourrage	4 091,31	47,07%
Total	8 692,70	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	8 692,70	100,00%
Total	8 692,70	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002125 - Aide sécheresse - EARL LA FERME DU MOULIN

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	6 907,79 € HT	100,00 %	6 907,79 €
		Montant total de la subvention	6 907,79 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL LA FERME DU MOULIN
Adresse administrative : RUE DU PONT NEUF
78550 HOUDAN
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PIERRE NERE, EARL LA FERME DU MOULIN

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- HOUDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût re-semis	6 907,79	100,00%
Total	6 907,79	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	6 907,79	100,00%
Total	6 907,79	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002126 - AIDE SECHERESSE - EARL SURAT

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	8 805,62 € HT	100,00 %	8 805,62 €
		Montant total de la subvention	8 805,62 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	EARL SURAT
Adresse administrative	:	27 ROUTE DE VAUX 77540 BERNAY-VILBERT
Statut Juridique	:	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant	:	Monsieur LAURENT SURAT

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves.

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- BERNAY-VILBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SURCOUT LIE A L'ACHAT DE PULPES DE BETTERAVES	8 805,62	100,00%
Total	8 805,62	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	8 805,62	100,00%
Total	8 805,62	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002127 - Aide sécheresse - SCEA Antoine

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	230,85 € HT	100,00 %	230,85 €
		Montant total de la subvention	230,85 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCEA ANTOINE
Adresse administrative : 10 RUE DU CHATEAU
77840 GERMIGNY-SOUS-COULOMBS
Statut Juridique : Société Civile d'Exploitation Agricole
Représentant : Monsieur HUGUES ANTOINE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- GERMIGNY-SOUS-COULOMBS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
coût re-semis	66,35	28,74%
coût achat fourrage	164,50	71,26%
Total	230,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	230,85	100,00%
Total	230,85	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002128 - Aide sécheresse - GAEC DE BRANDELLES

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	1 500,00 € HT	100,00 %	1 500,00 €
		Montant total de la subvention	1 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GAEC DE BRANDELLES
Adresse administrative : FERME DE BRANDELLES
78660 SAINT MARTIN DE BRETHENCOURT
Statut Juridique : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
Représentant : Monsieur GERMAIN GENTY, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.
Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût re-semis	1 500,00	100,00%
Total	1 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 500,00	100,00%
Total	1 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002130 - Aide sécheresse - QUAAK

Dispositif : Aide régionale sécheresse 2020 (n° 00001228)
Délibération Cadre : CP2020-478 du 18/11/2020 modifiée
Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-1700
Action : 19300112- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale sécheresse 2020	18 425,85 € HT	100,00 %	18 425,85 €
		Montant total de la subvention	18 425,85 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL QUAAK
Adresse administrative : FME D'ARCY
77390 CHAUMES EN BRIE
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 14 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : prise en compte des dépenses effectuées pour les re-semis et les surcoûts liés à l'achat de pulpes de betteraves

Description :
Cette aide exceptionnelle vise à aider l'exploitation d'élevage à ressemer les prairies brulées par la sécheresse de 2020 et à faire face à l'accroissement des charges d'affourragement, compte tenu des déficits locaux.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide est chiffrée selon les augmentations de charges constatées pour l'approvisionnement en pulpes de betteraves et au coût forfaitaire à l'hectare pour le re-semis de prairies rendu nécessaire par la sécheresse.
La pré-instruction de ce dispositif a été confiée à la Chambre d'agriculture de Région Île-de-France qui a proposé à l'attention des services compétents de la Région le montant d'aide suivant pour l'exploitation calculé dans le respect du plafond de minimis, en fonction de la réalité de la progression des charges entrainées par la sécheresse en 2020 par rapport à la moyenne 2019 (surcoût d'approvisionnement en pulpes de betterave et semis de prairie), la progression des charges étant avérée par production de factures de semences et attestation du fournisseur de fourrage.

Localisation géographique :

- CHAUMES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Surcoût achat pulpes betteraves	18 425,85	100,00%
Total	18 425,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	18 425,85	100,00%
Total	18 425,85	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

Annexe 4 - Fiche projet Drones Paris Region

Conseil régional du 14 décembre 2020 – CR 2020-074

DOSSIER N° 21002073 - SALON DRONES PROFESSIONNELS - CLUSTER DRONES PARIS REGION

Dispositif : Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires (n° 00000322)
Délibération Cadre : CR63-07 modifiée du 27/09/2007
Imputation budgétaire : 939-94-6574-194001-400
Action : 19400103- Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	200 000,00 € HT	100,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DRONES PARIS REGION
Adresse administrative : RUE PAUL BADRE
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Description :
La Commission européenne est sur le point de notifier à la Région Île-de-France, autorité de gestion des Fonds Européens Structurels et d'Investissement, une reprise des versements UE pour un montant de 36 M€ (6 M€ sur des opérations 2018 et 30 M€ sur des opérations 2019 déclarées à la CE au titre des fonds européens).

Aujourd'hui, il subsiste néanmoins des dossiers anciens et pour lesquels il est proposé,
dans le cadre du présent rapport d'accorder une aide exceptionnelle aux bénéficiaires des aides européennes dont des dépenses ont été estimées inéligibles par suite des audits et contrôles réalisés. En effet, des irrégularités portant sur des montants jugés inéligibles ont été détectées lors de l'examen des 22 opérations dont la liste est annexée au présent rapport. Elles ont donné lieu à des retraits de dépenses diminuant le montant de la subvention européenne attendue. Cette diminution du montant de la subvention attendue a eu pour conséquence de fragiliser l'équilibre financier des porteurs de projets.
Par conséquent, il est proposé sur le secteur économique une affectation exceptionnelle.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 5 - Fiche projet

Conseil régional du 14 décembre 2020 -

DOSSIER N° 21002143 - Scientipole FEDER

Dispositif : Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires (n° 00000322)
Délibération Cadre : CR63-07 modifiée du 27/09/2007
Imputation budgétaire : 939-94-6574-194001-400
Action : 19400103- Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	112 128,00 € TTC	50,00 %	56 064,00 €
		Montant total de la subvention	56 064,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENTIPOLE INITIATIVE
Adresse administrative : CAMPUS UNIVERSITAIRE D'ORSAY
91190 SAINT-AUBIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric VAYSSET, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2016 - 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : projet feder engagé

Description :
Le projet de la TPE à la PME innovante se décline via un bouquet de services répondant aux différents enjeux des TPE innovantes pour les aider à devenir rapidement des PME innovantes.
Le bouquet de service se décompose de 3 actions principales :
- Des parcours thématiques : permettant aux TPE innovantes de mettre en place des outils de pilotage opérationnels pour accompagner et soutenir leur croissance autour des 5 thématiques principales d'une entreprise en développement : Se financer, Se développer, Se Structurer, Se médiatiser et Innover
- Des événements d'accélération commerciales accompagnant les TPE innovantes sur l'identification de prospects qualifiés afin d'accélérer leur développement commercial.
- Des services d'accélération commerciale permettant au TPE de maximiser la transformation des prospects identifiés au cours des évènements d'accélération commerciale en client.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
(EX) SA.40391 (RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'innovation en faveur des PME

Annexe 6 - Règlement d'intervention du dispositif de soutien aux commerçants et artisans « Financement de bons d'achats par les communes et structures intercommunales d'Île-de-France »

Règlement d'intervention du dispositif de soutien aux commerçants et artisans « Financement de bons d'achats par les communes et structures intercommunales d'Île-de-France »

Base textuelle

Article L. 1511-2 du code général des collectivités territoriales.

Objectifs du dispositif

Le présent dispositif a pour objet d'œuvrer à la préservation du commerce de proximité en soutenant indirectement l'activité marchande et artisanale. Il a pour finalité de permettre aux communes et aux structures intercommunales d'Île-de-France d'intervenir par le financement et la distribution de bons d'achats aux particuliers à dépenser dans les commerces volontaires. Les communes et structures intercommunales ne peuvent intervenir que sur le périmètre géographique relevant de leur compétence.

Champ de la mesure

Ce dispositif est créé suite aux impacts négatifs de la crise sanitaire et économique sur les commerçants et artisans franciliens.

Définition des bénéficiaires et conditions d'éligibilité

Publics éligibles :

- Les commerces et artisans
    - Avoir une activité économique en tant que commerçant, artisan ou entreprise indépendante et de proximité, y compris les franchisés (les grandes enseignes alimentaires ou de prêts à porter et les distributeurs sont exclus du dispositif) ;
    - Avoir son établissement/fonds de commerce situé en Île-de-France ;
    - S'inscrire sur une solution digitale et/ou se faire recenser auprès des services municipaux / intercommunaux afin d'être identifié comme établissement commercial participant.

- Les usagers des commerces
    - Les bénéficiaires directs du bon doivent résider dans la commune et/ou la structure intercommunale qui attribue les bons d'achats.
    - Les cas échéant, commander et payer via une solution digitale un bon d'achat.

Explication détaillée du dispositif

Le dispositif consiste à inciter les Franciliens à consommer en priorité auprès des commerçants et artisans locaux.
Les communes ou les structures intercommunales peuvent endosser ce dispositif régional pour le déployer sur leurs territoires de compétence.

Pour toute commande - par un habitant - d'un bon d'achat (via une solution digitale et/ou directement auprès des services de la commune / structure intercommunale dont il relève géographiquement), celui-ci recevra un ou plusieurs bon(s) d'achat(s) du même montant de la part de la commune / structure intercommunale Il devra dépenser ses bons d'achats dans les commerçants et artisans situés sur le territoire de la commune / structure intercommunale ayant attribué les bons. La limitation du nombre de bons d'achats et le plafond de ceux-ci sont libres. Ils seront fixés par les communes et structures intercommunales endossant ce dispositif régional.
Au préalable, le commerçant ou l'artisan devra s'être inscrit sur une solution digitale et/ou fait recensé auprès des services municipaux / intercommunaux afin d'être recensé comme établissement commercial partenaire.

Nature des aides

Les aides accordées aux habitants de la commune / structure intercommunale le sont sous forme directe (réception d'un ou de plusieurs bon(s) d'achat(s), entièrement financé(s) par la commune ou la structure intercommunale).

S'agissant des commerçants / artisans participant à l'opération, l'aide est accordée de manière indirecte, et résulte de la dépense, par les habitants, des bons d'achat auprès de ces commerces.

Certaines solutions digitales utilisent la terminologie de « Récompense » au lieu de « Bon d'achat », s'appuyant sur un modèle économique différent. Le dispositif régional permet également aux communes et/ou structures intercommunales de s'adosser à ces solutions digitales si elles respectent le cadre du présent règlement d'intervention.

Communication

Les communes et structures intercommunales s'engagent à associer la Région au déploiement du dispositif sur son territoire (diffusion, information, etc.) et à mentionner celle-ci sur les différents supports qu'elle utilise à cet effet.

Durée de validité

Le dispositif prévoit une durée de validité des bons d'achats auprès des commerçants et artisans de 12 mois maximum.

Engagements des bénéficiaires

Respect des conditions d'éligibilité.

île de France
Conseil régional

Rapport pour le conseil régional
DÉCEMBRE 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS
21 DEC. 2020
Service des collectivités locales
et du contentieux

COMMUNICATION - RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....5
Situation en matière de Développement durable....6

EXPOSÉ DES MOTIFS

Présenté préalablement au vote du budget, ce rapport a vocation à analyser chaque année de façon transversale l'impact des politiques régionales au regard des cinq finalités du développement durable, qu'elles soient mises en œuvre au sein de la collectivité ou dans les territoires franciliens.

Si, en 2020, la Région a fait une fois encore le choix de consacrer plus d'1 euro sur 2 au développement durable et environnemental, la crise sans précédent que nous traversons et qui se poursuivra vraisemblablement une partie de l'année 2021, a conduit à prendre **dès le printemps 2020,** des **mesures exceptionnelles pour faire face aux défis sanitaires, économiques et sociaux** engendrés par cette situation d'urgence.

La Région a ainsi pris rapidement des mesures fortes pour soutenir les personnels de santé mais également en matière de développement économique afin de venir au secours des entreprises qui devaient faire face à une baisse sans précédent de leur chiffre d'affaires et afin de préserver au maximum l'emploi.

En votant en juin dernier, **l'Acte I du son plan de relance économique, écologique et solidaire (1,3 milliards €), la région Île-de-France a souhaité en faire également un acte vert et participatif,** en mettant notamment l'accent sur le soutien aux énergies renouvelables, la rénovation thermique des lycées et logements sociaux et le développement de transports innovants et écologiques en particulier avec la poursuite du réseau express régional Vélo (RER Vélo), très attendu par les Franciliens.

Dans ce cadre, le **premier Budget participatif écologique et solidaire** de la région Île-de-France lancé fin juin, a permis à des milliers de Franciliens de devenir acteurs de l'environnement en proposant des projets et en votant pour ceux qui leur paraissaient essentiels pour contribuer à la qualité de l'environnement en Île-de-France, 472 projets ont été lauréats de cette 1ère édition dont le succès atteste de l'attente des Franciliens pour une plus forte implication dans les choix publics, en particulier sur le sujet majeur de l'environnement. D'ici 2024, ce sont 500 M€ qui seront ainsi consacrés au Budget participatif de la Région.

Par ailleurs, la **1ère COP régionale d'Île-de-France** qui s'est déroulée les 16 et 17 septembre 2020 s'est conclue avec la formulation de 192 propositions, à l'issue des débats qui se sont tenus avec des experts, des acteurs économiques, des personnalités de référence, des associations et des citoyens engagés pour l'environnement.
Ces solutions concrètes ont commencé à être mises en œuvre dès le dernier trimestre 2020, pour reconquérir nos fonctions stratégiques et réinventer notre gestion du temps et de l'espace, au bénéfice du climat et du développement humain.

Dans l'appui que la Région apporte aux territoires franciliens comme au cœur de la collectivité elle-même, nous nous attachons à traduire dans chacune des politiques la responsabilité sociétale et environnementale dont nous avons fait une priorité de mandature, autour des 5 thématiques piliers du développement durable :

- lutter contre le changement climatique et protéger l'atmosphère,
- préserver la biodiversité et protéger les milieux et les ressources,
- permettre l'épanouissement de tous les êtres humains,
- assurer la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations,
- fonder les dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Cette feuille de route, véritable Acte II du Plan de relance, a pour objectif de faire de l'Île-de-France une Région « ZAN, ZEN et circulaire » (zéro artificialisation nette, zéro émission nette, zéro ressource nette).

Les mesures d'urgence que la Région a mises en place pour protéger les Franciliens face à la pandémie, les mesures nouvelles prises en matière d'environnement comme celles qui ont été déployées pour un développement économique et solidaire ainsi que les budgets qui leur ont été consacrés en 2020, témoignent à nouveau de la mobilisation régionale pour le développement durable.

La détermination de la mandature pour l'amélioration de l'environnement en Île-de-France s'est une nouvelle fois traduite avec efficacité, dans un contexte rendu très difficile par la crise profonde que subit notre pays et notre région.

Je vous prie de bien vouloir en prendre acte.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Situation en matière de Développement durable

Dans le contexte de la crise sanitaire, économique et sociale, l'action de la Région a été marquée par de multiples mesures d'urgence et la mobilisation de tous les dispositifs pour faire face à la situation engendrée par la pandémie, tout en poursuivant la réalisation de l'ambitieuse feuille de route de la mandature en matière d'environnement et plus globalement de développement durable.

1. Lutter contre le changement climatique et protéger l'atmosphère

La défense du climat était au cœur des échanges de la COP Région Île-de-France 2020, organisée pour la première fois, les 16 et 17 septembre derniers. Au terme de deux journées d'échanges et de concertation rassemblant experts, élus, chefs d'entreprise, présidents d'association, français et étrangers, la région Île-de-France a adopté une feuille de route inédite, déclinée en 192 propositions pour une Région ZAN (zéro artificialisation nette), ZEN (zéro émission nette) et circulaire, qui s'inscrit dans la continuité des actions résolument engagées depuis 2016 pour transformer notre modèle économique linéaire vers une économie circulaire, innovante et résiliente. En développant toutes les énergies renouvelables, en faisant preuve de sobriété et en investissant massivement dans les transports pour des mobilités décarbonées, la Région confirme avec cette COP la détermination qui est la sienne pour lutter contre le changement climatique.

1.1. Décarboner les déplacements

La Région souhaite rendre les transports en commun plus attractifs et modernes, avec notamment la rénovation ou le renouvellement de 708 rames sur la période 2016-2021. Des trains plus respectueux de l'environnement et consommant 20 % d'énergie en moins, grâce à un système de récupération de l'énergie produite au freinage et grâce à la climatisation et au chauffage sont ajustés automatiquement en fonction du nombre de passagers à bord.

Des investissements massifs portent également sur le développement du réseau, avec le prolongement en cours des lignes de métro 4, 11 et 14 et du RER E, mais également l'automatisation des lignes 4 et 13, ainsi que des RER B, D et E avec le système Nexteo.

2 000 bus électriques et GNV ont été commandés en 2020, avec l'objectif de faire circuler 100 % de bus écologiques dans toutes les zones denses de la région d'ici 2025, ce qui nécessitera le déploiement progressif de plus de 5 000 bus propres, biogaz ou électriques.

Enfin, une charte d'engagement a été signée entre une quinzaine d'entreprises, la RATP, la SNCF, Île-de-France Mobilités, la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Seine-Saint-Denis et la Région sur le territoire de Plaine Commune (93) afin d'agir en faveur de la désaturation dans les transports en commun en heure de pointe. Et grâce au réseau *Pro'Mobilité* et ses délégués territoriaux, la Région accompagne les entreprises souhaitant s'inscrire dans un plan de mobilité inter-entreprises.

S'agissant du Plan vélo régional, ce seront plus de 100 M€ qui auront été mobilisés entre 2016 et 2021. La Région a par exemple financé plus de 130 km d'aménagements cyclables provisoires permettant de compléter le maillage existant. Elle s'est également engagée en 2020 pour la réalisation du projet de RER-Vélo, conçu comme un réseau régional de voies cyclables continues, sécuritaires, confortables et efficaces, en mobilisant jusqu'à 300 M€ pour sa réalisation, et finançant 60% du coût du projet.

Les trajets routiers ne sont pas oubliés avec notamment le Plan régional « anti-bouchon » qui contribue à fluidifier la circulation et à diminuer ainsi les émissions polluantes. Ce plan a déjà mobilisé 243 M€ depuis son lancement en 2017 et d'ici à 2023, de nouvelles voies réservées aux bus, taxis et co-voiturage seront développées afin de limiter les congestions.

En parallèle, les professionnels franciliens ont pu acquérir plus de 6 000 véhicules propres, grâce au dispositif régional lancé en 2017. En 2020, ce sont 10 M€ qui ont été consacrés au renouvellement des véhicules utilitaires des artisans, TPE et PME afin de participer à la réduction du nombre de véhicules polluants et une nouvelle prime allant jusqu'à 2 500 € permet désormais aux particuliers de transformer leur véhicule thermique en modèle électrique via la technique du *retrofit*. Des avancées qui rendent encore plus nécessaire l'installation prochaine de 12 000 bornes de recharge électrique en libre accès sur tout le territoire francilien.

Au titre de la Stratégie fret et logistique, visant à réduire les nuisances liées aux flux de marchandises et à mieux valoriser les activités logistiques développant l'attractivité du territoire, la Région a lancé en janvier 2020 un appel à manifestation d'intérêt afin d'inciter collectivités et professionnels de la logistique à collaborer sur des solutions communes. 22 premiers projets ont été retenus pour développer une logistique vertueuse, soit un investissement de 7,7 M€.

Enfin, la Région poursuit son ambitieuse politique d'innovation routière, en partenariat avec l'Etat et plusieurs acteurs locaux, afin de devenir la première région mondiale du véhicule autonome. Elle lancera ainsi dès 2021 les tests de roulage de la première navette autonome, propre et partagée Roissy-La Défense.

1.2. Sobriété, production d'énergie renouvelable et réduction de notre dépendance

La Stratégie énergie-climat votée en 2018 ambitionne de diminuer de moitié la dépendance aux énergies fossiles et au nucléaire de l'Île-de-France dès 2030 et de tendre vers une région 100% énergie renouvelable et zéro carbone à l'horizon 2050, grâce à la réduction de 40% de la consommation énergétique régionale et la multiplication par quatre de la quantité d'énergie renouvelable produite sur le territoire francilien.

Cette stratégie met l'accent sur plusieurs sources d'énergies renouvelables ayant un fort potentiel de développement en Île-de-France, en particulier les réseaux de chaleur, le solaire, l'hydrogène et la méthanisation. Sa mise en œuvre se poursuit avec détermination en accélérant le développement de la mobilité hydrogène, du solaire photovoltaïque et de la méthanisation au travers des cadres de plans ambitieux et opérationnels adoptés fin 2019 (Plans solaire, hydrogène et méthanisation).

Ainsi pour la seule année 2020, la Région a investi 45,7 M€ dans plus de 100 projets en faveur des énergies renouvelables, dont

- 17 M€ pour la chaleur renouvelable et les réseaux de chaleur
- 6 M€ pour les quatre premiers projets hydrogène
- 1 M€ pour les projets citoyens, portant leur nombre total à 80

Dans le cadre de son Plan Méthanisation adopté en 2019, la Région souhaite continuer à accompagner durablement le développement de la filière méthanisation et la structurer pour atteindre l'objectif de 5 TWh/an de production de biométhane en 2030. Avec 18 projets de constructions (9 M€) et 6 études de faisabilités (95 000€), le nombre de projets soutenus a déjà quasiment quadruplé en deux ans !

De plus, la Région a également poursuivi son soutien au réseau des Agences locales de l'énergie et du climat (ALEC) et les plateformes de la rénovation énergétique afin de contribuer à mobiliser tous les acteurs au sein des territoires.

En matière de connaissances, de recherche et d'innovation, la Région reste le premier financeur d'AIRPARIF pour la surveillance de la qualité de l'air et l'identification de l'origine des polluants (1,7 M€). En 2020, elle a contribué à nouveau au développement des actions du AIRLAB lancé en septembre 2017 à son initiative pour être un accélérateur de solutions innovantes pour la qualité de l'air tant au niveau francilien, national, qu'international.

La Région a également poursuivi le financement des Domaines d'intérêt majeur (DIM) consacrés à la qualité de l'air QI² (1,8 M€) et RESPORE, dédié aux matériaux poreux peu émissifs pour la construction (1,8 M€) ou encore aux plateformes technologiques ouvertes aux entreprises dédiées (Projet Buil'In sur les nouvelles technologies de construction à faible émission, avec l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, pour un montant de 750 000 €).

Par ailleurs, en complément du soutien aux expérimentations dans le cadre du dispositif « Innovons pour l'air dans les bâtiments publics », un nouvel appel à projets a été lancé en juillet 2020 afin de soutenir les projets de collectivités franciliennes qui souhaitent réaliser des investissements pour améliorer la qualité de l'air dans les crèches et les écoles primaires. 8 projets ont été lauréats pour l'amélioration de la qualité de l'air de 11 écoles et crèches.

Et comme tous les leviers doivent être mobilisés dans la lutte contre la pollution atmosphérique, la Région, en partenariat avec l'ADEME, continue d'aider les particuliers pour le remplacement de leurs équipements anciens de chauffage au bois dans le cadre du Fonds air-bois, désormais déployé dans toute l'Île-de-France. Plus d'un millier de dossiers ont déjà été validés, pour des aides allant jusqu'à 2 000 € financées à 75% par la Région.

1.3. Un patrimoine régional plus sobre et plus efficace

En 2020, la Région a continué d'agir sur le patrimoine dont elle a la responsabilité.

Ainsi, les opérations de construction et de rénovation des lycées s'inscrivent dans des démarches vertueuses en matière d'économie d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre. Des diagnostics environnementaux permettent de définir les possibilités de réduction de l'empreinte écologique des projets, et intègrent dans leur budget des objectifs sur l'énergie, le réemploi, la gestion de l'eau, la végétalisation, la gestion des déchets, le confort des usagers et le chantier propre, afin de répondre aux réglementations nationales et aux stratégies régionales, notamment le Plan vert, le Plan Changeons d'air en Île-de-France, la Stratégie régionale en faveur de l'Economie circulaire (SREC) et le Pacte Bois Biosourcé.

Via le Pacte Bois Biosourcés, la Région s'est engagée à recourir de manière plus accrue aux matériaux biosourcés, avec des opérations recourant à plus de 40kg/m² de bois. Les énergies renouvelables locales sont valorisées selon les ressources et filières mobilisables localement sur le territoire : la construction du lycée de Palaiseau (91) s'achèvera ainsi en 2021 par le raccordement de l'établissement pour 100% des besoins au réseau de chauffage urbain de l'Etablissement public d'aménagement Paris-Saclay (EPAPS) qui recourt en partie à la géothermie.

Enfin, dans le cadre de la rénovation des lycées publics, la Région a amplifié la mise en œuvre des opérations toits-façades visant spécifiquement l'amélioration de la performance énergétique, des équipements thermiques, électriques et de ventilation.

Ce niveau d'exigence supplémentaire que la Région s'est fixée, permet d'anticiper les futures normes environnementales des nouvelles constructions et nouvelles rénovations, sans attendre la nouvelle réglementation en la matière qui devait entrer en vigueur courant 2021.

Concernant spécifiquement la gestion des établissements :

- Les consommations de chauffage ont diminué de près de 20%, suite à la bonne exploitation de ses sites.

- Une convention avec le Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de communication (SIPPEREC) permettra d'assurer le suivi d'exploitation des installations photovoltaïques implantées dans les lycées. Les 25 premières installations seront posées à l'été 2021. Elles seront complétées d'une deuxième vague de 75 lycées à partir de 2022.

- Des mesures de concentrations sont actuellement réalisées dans 240 lycées, via un marché avec le laboratoire COFRAC (1,75 M€), afin de satisfaire aux obligations réglementaires de surveillance de la qualité de l'air intérieur imposées à l'ensemble des établissements recevant du public.

- La mise en œuvre de la démarche Smart Building vise à améliorer la gestion et l'exploitation des bâtiments grâce à une supervision fiable et ciblée et permet d'optimiser l'exploitation et les consommations des bâtiments, d'identifier au plus tôt des défauts de fonctionnement et de mettre en place des systèmes d'alerte et d'intervention à distance.

La Région propose également aux lycées publics franciliens de s'inscrire dans une démarche écologique, participative et citoyenne, en intégrant un réseau de plus de 270 lycées éco-responsables qu'elle accompagne via des outils méthodologiques et un suivi technique dans la maîtrise de leur impact environnemental quotidien en matière de fluides, d'énergie, de gestion des déchets, mais aussi de biodiversité et d'alimentation. En 2020, la Région a soutenu 73 actions des communautés scolaires et des forums d'échange entre établissements permettent aussi de partager les retours d'expérience sur les bonnes pratiques à mettre en œuvre.

Dans le domaine de l'Enseignement Supérieur, on peut citer deux opérations en cours particulièrement ambitieuses du point de vue environnemental :

- Dans le cadre du Campus Condorcet (Paris 18e), le bâtiment de la porte de la Chapelle dédié à des formations de licence et de master professionnel de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne vise des

objectifs ambitieux en matière environnemental en anticipation du label E+C-. Il accueillera des locaux d'enseignement, d'administration universitaire, de vie étudiante et de documentation avec une bibliothèque et des espaces de restauration, pour un financement régional de 21,8 M€ affecté en novembre 2020.

- Sur le campus de Villetaneuse (93), le projet du bâtiment Mathstic, porté par l'université Sorbonne Paris Nord et financé à hauteur de 7 M€ par la Région, a atteint le niveau argent de la Démarche Bâtiment Durable Francilien (BDF), notamment par sa conception bioclimatique - la forme cylindrique du bâtiment minimisant la surface de parois déperditives par rapport au volume chauffé -, des structures en matériau bois et en béton bas carbone valorisant l'inertie thermique du bâtiment et sa durabilité, ainsi qu'un important potentiel de récupération de chaleur fatale générée par ses serveurs, pour le chauffage et l'eau chaude.

La Région a également subventionné des travaux d'envergure pour quatre CFA (19,1 M€), en inscrivant les projets dans une démarche environnementale.

Enfin, les douze îles de loisirs franciliennes qui accueillent plusieurs millions de visiteurs chaque année, s'inscrivent également dans cette démarche et on fait l'objet, comme les CFA et l'enseignement supérieur, d'un guide spécifique. Une réflexion est ainsi en cours pour l'installation de centrales photovoltaïques sur les Îles de loisirs, et le stade nautique de Vaires-Torcy (77), inauguré en 2019, intègre un volet énergie renouvelable avec notamment le recours à la géothermie pour le chauffage des bâtiments.

2. Lutter contre l'érosion de la biodiversité et protéger les milieux et les ressources

2.1. Une Île-de-France toujours plus verte

La Région a atteint cette année l'objectif qu'elle s'était fixé de créer et rendre accessibles 500 hectares supplémentaires d'espaces vert et de nature de proximité, particulièrement dans les zones carencées, grâce au Plan vert de l'Île-de-France. Depuis 2016, ce sont ainsi 95 projets de création d'espaces verts et de nature et d'amélioration de l'accessibilité d'espaces existants portés par collectivités, des structures publiques, des entreprises ou des associations, qui ont été soutenus.

La Région a finalisé cette année, l'acquisition du bois Saint-Martin à cheval entre la Seine-Saint-Denis à Noisy-le-Grand et le Val-de-Marne au Plessis-Trévise et à Villiers-sur-Marne en vue de son ouverture au public. Ces 270 hectares boisés jouxtent d'autres forêts, dont certaines déjà acquises par la Région et l'ensemble constituera un massif forestier de près de 600 hectares, dernier poumon vert entre le bois de Vincennes et la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (77). De même, en poursuivant son soutien au Syndicat mixte pour l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP), la Région s'est engagée pour la création d'une forêt emblématique de 1 350 hectares, avec plus d'un million d'arbres à planter dans les prochaines années, avec les premières plantations lancées fin 2019.

De plus, le Parc forestier de la Poudrerie (93), poumon vert abritant un patrimoine naturel et historique précieux, a bénéficié en 2020 d'un soutien régional de 707 000 € pour permettre le maintien de son ouverture la réalisation d'aménagements dédiés à l'accueil du public.

Ces projets ont largement mobilisé l'expertise technique de l'Agence des espaces verts (AEV) avec qui la Région a conclu une nouvelle Convention quinquennale d'objectifs et de moyens pour la période 2020-2024, confortant ainsi l'Agence dans ses missions de préservation des espaces de nature, agricoles et forestiers. En 2020, la Région a affecté à l'AEV un total de 19,195 M€ en investissement et 8,6 M€ en fonctionnement, en hausse de 39 % par rapport à 2019.

2.2. Une Région protectrice de la biodiversité

La Région Île-de-France s'est engagée dans une ambitieuse stratégie pour protéger, restaurer et valoriser le patrimoine naturel francilien. En plaçant la biodiversité au cœur de l'aménagement du territoire, la Région porte l'ambition d'atteindre un objectif de « Zéro Artificialisation Nette ». Elle a ainsi adopté en novembre 2019 sa Stratégie régionale pour la biodiversité (SRB), co-construite avec les acteurs franciliens et articulée autour de 4 orientations stratégiques, 15 objectifs prioritaires et 71 engagements d'actions à l'horizon 2030.

Dès janvier 2020, de nouveaux dispositifs ont été créés afin d'encourager l'émergence de projets locaux en faveur de la biodiversité. Ainsi, l'appel à projets pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France a permis de soutenir 42 projets locaux en 2020 (1,3 M€) contribuant à la protection, la restauration et la valorisation des milieux naturels, des continuités écologiques, de la faune et de la flore. Et le dispositif dédié à la modernisation de l'éclairage public a quant à lui permis de réduire les nuisances lumineuses, néfastes à la biodiversité et à la santé humaine, dans 38 communes franciliennes.

Dans le cadre du Schéma Régional de cohérence écologique (SRCE), la Région a signé cette année deux nouveaux contrats Trame verte et bleue (TVB) avec les territoires du bassin versant de la Bièvre et de la Plaine-et-coteaux-de-la-Seine-centrale-urbaine. Ces contrats visent à renforcer la prise en compte de la biodiversité dans les territoires dans une démarche de restauration des continuités écologiques, tout en favorisant la résilience des milieux et des espèces face aux changements climatiques.

La Région poursuit par ailleurs son soutien aux 12 Réserves naturelles régionales (RNR) dont 5 sont gérées par l'Agence des espaces verts (AEV), avec un ciblage des interventions sur la préservation des milieux naturels exceptionnels (1,16 M€ en 2020).

Enfin, la Région s'est également fortement engagée auprès des collectivités pour qu'elles diminuent l'utilisation de produits phytosanitaires et engagent une gestion alternative des espaces publics. Entre 2016 et 2020, 134 collectivités ont reçu une subvention au titre du *zéro phyto*, dont 28 en 2020. En parallèle, l'Agence régionale de la biodiversité (ARB) a été missionnée pour suivre l'évolution des pratiques des communes franciliennes, avec l'objectif de doubler le nombre de communes en *zéro phyto* total d'ici à 2021, puis atteindre 100% des communes en 2025.

Ces résultats encourageants ont été présentés en octobre lors des dixièmes Assises nationales de la biodiversité (ANB), rendez-vous annuel de concertation, d'échange et de partage de connaissances sur la biodiversité au sein des territoires, que la Région accueillait et co organisait pour la 2ème année consécutive en Île-de-France à Massy (91).

2.3. Une Région plus propre et plus circulaire

Alors que 2020 marque la première année de suivi de la mise en œuvre du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France (PRPGD) adopté en novembre 2019, la Région entend aller plus loin et intégrer l'économie circulaire de manière transversale dans tous les secteurs de l'économie francilienne. Ainsi, la nouvelle Stratégie régionale pour l'économie circulaire (SREC) adoptée le 24 septembre dernier, vise à valoriser les initiatives déjà menées, à accompagner la mise en œuvre et la diffusion des principes de l'économie circulaire dans l'ensemble des politiques de la Région.

La Commission Consultative d'évaluation et de suivi du PRPGD (CCES) a été réunie le 9 décembre 2020 conformément aux dispositions réglementaires y afférentes.

La Région ambitionne ainsi de devenir d'ici 2030, un territoire leader en matière d'économie circulaire, et d'en faire un mode de développement, source de compétitivité et de relocalisation d'activités, de solidarité, d'innovation sociétale, et d'emploi, notamment :

- En mobilisant les acteurs franciliens autours d'appel à manifestation d'intérêt ou appel à projets,

- En faisant de la commande publique un moteur, en soutenant le GIP *Maximilien* pour mettre en place une Mission d'appui au développement des clauses circulaires et environnementales (MACCE),

- En impliquant la recherche grâce à un nouveau Domaine d'intérêt majeur (DIM) *Mine urbaine*, et développer ainsi des procédés permettant de transformer les déchets de nos villes en ressources,
- En développant une mission transversale d'observation régionale des ressources au sein de l'Institut Paris Region,

- En prenant des engagements en tant que collectivité exemplaire.

Lors de la COP Île-de-France, la Région a notamment pris plusieurs engagements en faveur de la propreté, du zéro déchet et de l'économie circulaire et a lancé le service en ligne *Mon réflexe zéro déchet* pour mettre à disposition des franciliens les données sur les composteurs de proximité, les lieux d'achats en vrac ou en consigne, les fontaines à eau pour remplir sa gourde, les ressourceries/recycleries ou les lieux de dépose des déchets.

Afin de concrétiser sans délai la proposition N°126 issue de la COP, la Région a lancé un AMI pour le recyclage des masques jetables.

En parallèle, le soutien régional aux acteurs de terrain pour améliorer les pratiques de prévention et les performances de valorisation des déchets générés par les activités a été poursuivi (8,8 M€ affectés en 2020 à 90 opérations). On peut notamment citer 12 projets de consigne pour réemploi pour un montant de 1,1 M€, qui portent sur différents types de contenants et produits : colis réutilisable, bouteilles, bocaux, bidons, fûts...

En 2020, 28 opérations de lutte contre les dépôts sauvages ont également été soutenues (2 M€) via le Fonds propreté mis en place dans le cadre du plan d'actions régional « Île-de-France propre ».

84 projets locaux relatifs à la propreté, à l'économie circulaire et aux déchets ont également bénéficié d'une aide spécifique au titre de la première session du Budget participatif écologique, pour plus de 860 000€.

La gestion des déchets de chantier des lycées répond également aux objectifs de la Région, notamment pour la traçabilité et les taux de valorisation des déchets, la gestion des terres excavées et le recyclage en circuit court des matériaux inertes concassés.

De même, le marché de fourniture d'ordinateurs de bureau et de tablettes prévoit une clause relative à la reprise des déchets issus des équipements électriques et électroniques (DEEE) pour collecter gratuitement des ordinateurs mis au rebut et pour leur traitement conformément au code de l'environnement. Chaque établissement doté de nouveaux ordinateurs à ainsi la possibilité de demander l'enlèvement des ordinateurs réformés.

Côté animation et coordination, et malgré la crise sanitaire, les services ont souhaité maintenir une dynamique d'échanges entre le réseau des acteurs franciliens agissant pour la propreté, le *zéro déchet* et l'économie circulaire, en organisant notamment plusieurs webconférences thématiques très suivies sur la lutte contre les dépôts sauvages, le tri à la source des biodéchets, ou l'apport des sciences comportementales pour changer les comportements dans le domaine de la prévention et du tri des déchets. Dans les quartiers populaires, la Région s'attache par ailleurs à accompagner, des projets associatifs de sensibilisation à l'intérêt du réemploi des ressources en pied d'immeuble.

La Région s'est fortement appuyée sur l'Observatoire des Déchets d'Île-de-France (ORDIF), département de l'institut Paris Region, pour établir le rapport de suivi du PRPDG et mener les études et travaux nécessaires à sa mise en œuvre.

3. Lutter contre les fractures sociales et environnementales

La crise sanitaire et économique que nous traversons a amplifié les inégalités de ressources, d'accès aux soins, à la formation sur notre territoire. Une situation dont s'est emparée la Région en mobilisant les dispositifs déjà existants ainsi qu'en mettant en œuvre des mesures d'urgence qui visent à lutter contre les fractures sociales, avec la conviction que la solidarité, les investissements en matière de santé et dans les quartiers, sont des sources de croissance et d'emplois pour le territoire.

3.1. Agir en faveur des plus vulnérables

La crise de la Covid ayant d'abord frappé les personnes les plus vulnérables, un vaste plan de soutien aux acteurs de la solidarité a été déployé, venant répondre aux appels aux dons ou accordant des subventions spécifiques quand la situation l'exigeait. Ainsi, 1,2 millions de masques ont été distribués aux associations, les résidences de trois îles de loisirs régionales ont été mises à disposition d'hommes seuls et de femmes isolées avec enfants et le budget Tickets-Loisirs a été augmenté de 162% afin de permettre aux plus précaires de souffler après le confinement du printemps.

L'action a été particulièrement importante en matière d'aide alimentaire, avec notamment :

- Un Programme alimentaire régional pour lequel 600 000 € ont été mobilisés sur l'année 2020, permettant à des associations de solidarité d'acheter directement auprès des agriculteurs franciliens ;

- Une subvention de 100 000 € à la Banque alimentaire d'Île-de-France pour assurer des distributions alimentaires à 13 600 familles franciliennes lors de la première vague.

- Le don de 80 tonnes de denrées inutilisées dans les lycées franciliens à des associations d'aide alimentaire locales, des EHPAD et des hôpitaux

Pour lutter également contre les violences intrafamiliales et conjugales pendant la période de confinement, la Région est venue en aide aux victimes de violences en Île-de-France à travers plusieurs mesures dont la mise à disposition de logement, la distribution de masques aux associations, la large diffusion des numéros de téléphones *Allô Enfance en danger* au 119, *Femmes Violence Information* au 3919. Le Centre Hubertine-Auclert, s'est fortement mobilisé pour faire connaître les dispositifs existants et les structures ouvertes durant le confinement pour aider les femmes en danger en Île-de-France. La Région Île-de-France a également relayé ses informations sur son site internet.

De façon générale, le calendrier d'attribution des subventions en faveur des associations œuvrant dans les quartiers populaires et territoires ruraux a par ailleurs été adapté afin d'accompagner au mieux les projets spécifiques mis en place dans le cadre de la crise sanitaire.

En 2020, la Région a continué à se mobiliser en faveur des personnes en situation de handicap en agissant au plus près d'elles. Elle a notamment financé des établissements et services portant des projets innovants pour l'accueil ou l'accompagnement d'environ 1.000 enfants et adultes et a contribué à l'acquisition d'aides techniques pour 1 651 personnes par le biais de son soutien aux Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Elle a également renforcé son action en direction des aidants en co-organisant des rencontres visant à la reconnaissance du statut d'aidant et en soutenant 18 projets de fonctionnement en 2020 pour un montant de 496 440 €.
Dans le domaine des loisirs, la Région a accentué son effort pour améliorer l'accessibilité de ses équipements aux personnes en situation de handicap, avec plus de 500 000 € affectés en 2020 aux îles de loisirs de Jablines-Annet et Buthiers (77), des Boucles de Seine (78), du Port aux Cerises (91) et de Cergy-Pontoise (95). En complément, le dispositif des tickets loisirs a permis d'y accueillir cette année plus de 5 200 personnes en situation de handicap.

Enfin, en collaboration étroite avec le Comité Île-de-France Handisport ou avec le comité ou la ligue des différentes disciplines, le dispositif d'achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap a permis l'acquisition et la mise à disposition de 41 structures (clubs et associations) de matériel, dont 30 fauteuils adaptés et 2 joëlettes (fauteuils tout terrain mono-roue).

3.2. L'accès pour tous aux soins et à une éducation de qualité

En 2020, 63 projets de santé ont été soutenus au titre du Fonds régional de résorption des déserts médicaux, dont 19 maisons de santé pluridisciplinaires, 11 centres de santé, 30 cabinets de groupe et un réseau de santé.

Dans le même temps, le dispositif d'aide à l'installation des professionnels de santé libéraux exerçants seul ou en cabinet de groupe a quant à lui permis de soutenir 20 professionnels de santé, dont 13 médecins aidés au titre des aides individuelles.

En outre, la Région a financé :

- 24 projets en prévention santé pour 855 000 € (8 sur les conduites à risque, 8 en santé mentale, 3 en prévention globale, 2 en hygiène de vie et 3 en santé sexuelle), avec un soutien renforcé à certaines associations structurantes et la signature de 3 grands partenariats

- 4 projets dans le champ des grandes vulnérabilités (après-cancer, drépanocytose, enfants hospitalisés)

- 4 projets tournés vers l'accompagnement des professionnels de santé, ainsi qu'une expérimentation pour renforcer la présence des paramédicaux en appui des professionnels de l'urgence médicale).

Sans oublier que, depuis le début du Plan « Pour une Île-de-France sans sida », adopté en 2017, la Région a soutenu 37 projets de lutte contre le VIH et l'accompagnement des personnes vivant avec la maladie, et fait l'acquisition de plus de 20 000 autotests sur l'ensemble de la période 2017-2021.

Dans le domaine de l'éducation, la lutte contre le décrochage scolaire en sortie de confinement a également été un objectif prioritaire de la Région avec notamment l'organisation de campus d'été dans les lycées, les quinze derniers jours d'août, pour tous les élèves nécessitant une remise à niveau pour préparer la rentrée de septembre.

Et, afin de lutter contre la fracture numérique, la Région a souhaité donner, dès la rentrée 2020, un ordinateur ou une tablette à chaque lycéen, à son entrée en seconde. Ce plan numérique colossal (80 M€) touchera près de 340 000 élèves et enseignants sur deux ans, soit le plus gros déploiement numérique éducatif européen.

Concernant l'accès à l'enseignement supérieur, les étudiants franciliens les plus modestes ont bénéficié de plus de 3,6 M€ auxquels il faut ajouter le budget *Cordées* pour l'année 2019-2020 (625 210 €), dans le cadre de l'aide régionale au mérite pour les bacheliers avec mention très bien issus de familles modestes (1 854 bénéficiaires) et l'aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (795 bénéficiaires), ainsi que dans le cadre du soutien aux *Cordées de la réussite* qui auront concerné 25 436 lycéens cette année. Plus de 400 établissements sont désormais inscrits ans cette dynamique et en cinq ans, près de 82 500 jeunes franciliens ont ainsi pu s'ouvrir des horizons nouveaux.

Les bourses sur critères sociaux délivrées par la région Île-de-France aux élèves et étudiants en formation sanitaire et sociale ont permis d'accompagner près de 10 400 boursiers tout au long de leur parcours de formation, en leur assurant une aide financière mensuelle d'une moyenne de 3 101 € (32 M€). La Région a également revalorisé les bourses délivrées à l'ensemble des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales lors de la rentrée 2020. Et dans le cadre spécifique de la crise sanitaire, une aide régionale exceptionnelle a été versée aux 13 841 élèves aides-soignants et étudiants en soins infirmiers mobilisés en stage auprès des équipes médicales lors du confinement et le fonds régional d'aide sociale a également permis de soutenir 140 étudiants en formation sanitaire et sociale dont la situation financière était particulièrement fragile.

A ces dispositifs s'ajoutent près de 10 M€ aides d'urgence mises en place à la rentrée 2020 en faveur de l'équipement numérique des étudiants boursiers ou précaires entrant cette année en études supérieures. 60 000 étudiants boursiers, y compris en formations sanitaires et sociales, ont ainsi pu bénéficier de chèques numériques (6 M€) afin de s'équiper pour suivre dans de bonnes conditions les enseignements à distance rendus nécessaire par la crise sanitaire liée à la Covid-19, tandis que les étudiants les plus précaires se sont vus remettre 10000 ordinateurs (4 M€) pour assurer la continuité pédagogique à distance et, de facto, réduire les déplacements et leurs impacts carbone.

3.3. La coopération décentralisée et la solidarité internationales de la Région Île-de-France

En 2020, les actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale se sont également inscrites dans une démarche de promotion du développement durable, mobilisant des financements régionaux à hauteur de 1,2 M€.

Au premier semestre, la priorité a été donnée au soutien de nos partenaires dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 avec notamment une aide en matériel médical et humanitaire pour le département de Rufisque (Sénégal) et en équipement pour les centres de santé communautaires dans le district d'Abidjan (Côte d'Ivoire). La Région a également fait un don exceptionnel de 100 000 masques pour chacun des partenaires de coopération les plus touchés : Antananarivo, Abidjan, Beyrouth, Rufisque, le Kurdistan irakien, Tunis et Haïti. En parallèle, des projets de lutte contre le VIH ont également été soutenus au Mali, au Maghreb, au Sahel et en Arménie.

La Région s'est aussi attachée à relayer l'initiative de la COP francilienne auprès de ses partenaires dans le cadre de ses accords de coopération, notamment en signant une importante convention avec l'Agence française de développement pour accompagner la ville d'Erevan dans sa transition urbaine (planification, transports publics et déchets). Elle a également soutenu le projet *Open Tunis* de numérisation et partage des données cartographiques pour une planification durable à Tunis (90 000 €), l'économie circulaire à Abidjan par la mise en place d'un volontaire auprès du partenaire (20 000 €) ainsi qu'un projet de marketing territorial avec le Département de Rufisque, au Sénégal (60 000 €).

Enfin, dans le cadre de son dispositif Actions internationales, la Région a attribué une aide pour la sauvegarde des chimpanzés de Dindéfélo et le développement de l'éco-tourisme au Sénégal.

3.4. Les démarches participatives

Composé de 40 personnalités qualifiées, le Conseil consultatif du handicap (CCH) apporte son aide à la mise en place des politiques régionales dans ce domaine. Il s'est enrichi en 2020 d'un partenariat avec la Région Bruxelles-Capitale pour des échanges de bonnes pratiques.

Renouvelé récemment, le Conseil régional des jeunes (CRJ) sera quant à lui amené à participer aux travaux menés dans le cadre de la stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire (SREC). La jeunesse étant particulièrement préoccupée et concernée par les questions environnementales, la mise en place d'un focus group de jeunes citoyens intégrant le CRJ, mais également des jeunes du Conseil économique, social et

environnemental régional (CESER) et des têtes de réseaux jeunesse a été décidée pour faire évoluer les politiques régionales, en formulant des propositions et souhaits en matière d'économie circulaire.

Le budget participatif écologique et solidaire de la région Île-de-France, dont le champ et le cadre ont été adoptés en janvier dernier, vise à installer une dynamique de développement durable qui prend le parti de la confiance, aux Franciliens et à tous les acteurs du territoire, en s'appuyant sur la créativité, l'expertise et l'avis de chacun.

Ce budget participatif offre la possibilité pour les Franciliens de proposer des projets d'investissement qu'ils souhaitent mettre en œuvre eux-mêmes et de faire connaître leurs préférences quant aux projets qu'ils souhaitent voir se concrétiser, dans le cadre de 5 domaines majeurs de l'environnement du quotidien.

Sur les 638 projets qui ont été déposés lors de la 1ère session qui s'est tenue de fin juin à mi-octobre 2020, 472 projets ont été lauréats suite aux 66 005 votes exprimés par les Franciliens sur la plateforme en ligne www.budgetparticipatif.iledefrance.fr.

Tous ces projets représentent un vivier formidable d'idées et d'actions qui seront mises en œuvre pour la plupart à très court terme, apportant des réponses concrètes afin de préserver et restaurer la nature et la biodiversité, réduire les déchets, favoriser le recyclage, la réutilisation et plus largement l'économie circulaire, lutter et s'adapter au changement climatique, développer les mobilités propres et réduire l'impact des pollutions de toute nature sur la santé.

Enfin, « l'Espace Environnement et Energie » (https://smartidf.services/fr/environnement) a été ouvert le 17 septembre 2020. Situé au sein de la plateforme Île-de-France Smart service, ce portail environnement est un outil d'information, de sensibilisation, de connaissances mais aussi de services pour les Franciliens et tous les acteurs de l'environnement. 8 services en lien avec l'environnement sont actuellement disponibles et d'autres services seront développés dans les mois qui viennent.

Cet outil partagé qui a été réalisé avec 43 partenaires de la Région et plus de 80 jeux de données pour répondre au plus près aux besoins des Franciliens :

- met en avant les initiatives et les solutions locales mises en œuvre par les associations environnementales partenaires de la Région (annuaire, agenda partagé des événements environnementaux...)
- encourage aussi, au travers de nombreux challenges, les Franciliens à faire évoluer leurs comportements en réduisant leur impact environnemental de manière ludique et progressive. Ces challenges donnent des clés, à tous, pour passer à l'action et contribuer à la transformation environnementale de l'Île-de-France.

4. Assurer la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations

4.1. Protéger l'emploi

Depuis la fin janvier 2020, de très nombreuses entreprises ont dû cesser leur activité à cause de l'épidémie de la COVID-19, et des secteurs entiers connaissent une très forte baisse de leur chiffre d'affaires et risquent la faillite.

Face à cette situation, la Région a pris rapidement des mesures fortes en matière de développement économique en votant le 11 juin dernier un plan de relance de 1,3 milliards € dont 640 M€ directement affectés au développement économique et à l'innovation.

Concernant les mesures de relance, la Région a participé à hauteur de 156 M€ au fonds de solidarité, permettant ainsi à plus 20 000 entreprises de bénéficier du volet 2 dit anti-faillites, pour environ 75 M€, soit plus de 42 % de l'enveloppe nationale. Elle a également abondé un prêt Rebond taux zéro, qui a bénéficié à près de 6 000 entreprises, principalement des très petites entreprises (TPE), afin de couvrir leur problème de trésorerie liés à la situation conjoncturelle, l'augmentation du besoin en fonds de roulement et les investissements pour relancer leur activité.

De plus, grâce au dispositif PM'up covid-19 doté de 58 M€, la Région aura financé d'ici la fin de l'année 63 projets sanitaires et 750 projets industriels de diversification ou de relocalisation. Et avec son Fonds résilience Île-de-France et Collectivités, elle aura permis de faire bénéficier près de 65 000 entreprises, structures de l'économie sociale et solidaire (ESS), associations, professions libérales et auto-entrepreneurs d'avances remboursables à taux zéro, pour environ 60 à 70 M€, ce qui représente plus de 10 000 emplois sauvés en Île-de-France. Enfin, l'extension du chèque numérique a pu améliorer la gestion digitale des artisans et commerçants, générer du flux dans leur boutique grâce au marketing digital et accélérer leurs ventes grâce au e-commerce.

Concernant les aides aux entreprises, la Région a notamment investi depuis 2017 près de 20 M€ pour soutenir l'entrepreneuriat dans les quartiers fragiles et ceux classés en politique de la ville. C'est un investissement très important que fait la Région car elle croît en l'esprit et à la volonté d'entreprendre de chacun et en la réussite de chaque projet d'entreprise. Depuis 2017, ce sont ainsi près de 26 000 Franciliens qui ont été accompagnés, dont 50 % de femmes et 15 % de franciliens résidant dans un des quartiers politique de la ville (QPV).

En 2020, 4,7 M€ ont également permis de financer le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS), contribuant ainsi à un développement économique plus inclusif : ouverture des dispositifs de soutien financier de droit commun aux structures de l'ESS, programme d'accélération, apport d'affaires via les achats socialement responsables, et promotion des initiatives innovantes rapprochant les acteurs privés des structures de l'ESS.

La politique d'innovation (43,5 M€) a été maintenue et s'est concentrée sur trois enjeux :

- Le soutien financier aux projets d'innovation qui ont permis d'accélérer la digitalisation de notre économie et sa souveraineté, notamment en matière d'intelligence artificielle, de quantique, de santé, de cybersécurité (via Innov'up notamment) ;

- L'accompagnement des filières industrielles stratégiques dans le financement de grands lieux d'innovation au service de la production et de l'excellence francilienne ;

- L'appui renforcé de l'innovation non technologique, sociale en particulier, et par le design, pour que le développement économique de notre région soit inclusif et solidaire.

En complément, la Région et l'Etat ont maillé l'Île-de-France en 25 bassins d'emploi. Co-pilotés par un élu régional et un sous-préfet, les bassins d'emploi ont notamment vocation à répondre aux enjeux de recrutement et de formation (des demandeurs d'emplois et des salariés) identifiés sur les territoires, avec l'ensemble des acteurs locaux, qu'ils soient publics ou privés, et à accompagner les entreprises en difficulté.

De façon générale, la crise de la covid-19 a démontré la pertinence des orientations de la stratégie #Leader, centrées sur la transformation digitale et l'intégration de l'innovation dans notre tissu de PME (petites et moyennes entreprises) et ETI (entreprises de tailles intermédiaires), un leadership francilien fort dans les grands champs de l'innovation tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité, le quantique, mais aussi le soutien à l'entrepreneuriat, et la consolidation d'un socle robuste d'entreprises inclusives, qui par leur objet et le fonctionnement, jouent un rôle d'intégrateur des plus exclus. Ces grands axes seront bien évidemment poursuivis en 2021, tout comme le soutien aux entreprises franciliennes fragilisées par la crise sanitaire et économique, dans le cadre de mesures financières ad hoc.

En matière de formation et d'insertion professionnelle, la Région a mobilisé plus de 274 M€ sur divers programmes et mesures d'accompagnement au bénéfice de près de 39 000 franciliens, les plus éloignés de l'emploi.

Elle s'est également engagée dans le Plan d'investissement dans les compétences (PIC) de l'Etat avec pour objectif d'ouvrir plus de 22 000 places supplémentaires prioritairement dans ses dispositifs d'insertion pour favoriser l'accès à l'emploi direct ou aux parcours qualifiants des publics fragiles. In fine, ce sont près de 62 000 personnes qui ont bénéficiées des interventions régionales, dont plus de 15 000 jeunes, en difficulté, ont été formés dans le cadre de leur projet professionnel, et 19 000 personnes ont pu acquérir ou réactiver des savoirs de base.

Sans oublier que depuis la mise en place de la mesure *100 000 stages* en 2017, les titulaires de marchés publics et les bénéficiaires de subventions régionales ont l'obligation de recruter des stagiaires, des apprentis, des jeunes en insertion ou des jeunes stagiaires de la formation professionnelle. La Région continue à montrer elle-même l'exemple, même si la crise sanitaire a restreint cette année l'accueil de jeune dans ses services.

4.2. Le logement

Les aides régionales accordées en 2020 en faveur de l'augmentation du parc social permettront la création de 6 733 nouveaux logements sociaux, très sociaux et intermédiaires (32,9 M€), ainsi que la création de 1 273 logements pour jeunes, étudiants et apprentis (9,3 M€), répondant aux exigences de la réglementation thermique.

Le nouveau dispositif dédié à la suppression des passoires thermiques dans le parc social a donné lieu à sollicitation par 14 bailleurs pour un volume total de rénovations thermiques de 6 196 logements classés F et G, supérieur à l'objectif de 5 000 logements initialement fixé.

Quant au parc privé, l'aide aux travaux de réhabilitation des copropriétés en difficulté a mobilisé un montant global de 11,6 M€ en faveur 17 ensembles immobiliers (1 990 logements) qui ont pu bénéficier d'opérations de rénovation thermique favorisant la réduction des consommations énergétiques et la maîtrise des charges.

Outre la prise en compte des besoins de logements, l'intervention régionale permet de compléter la politique de clauses d'insertion dans les marchés relevant de la compétence de maîtrise d'ouvrage de la Région. En demandant aux bénéficiaires de subventions de prendre en compte cette obligation dans leurs marchés, la Région a obtenu en 2020 des engagements représentant plus de 458 000 heures d'insertion au bénéficie de publics éloignés de l'emploi.

4.3. L'aménagement durable des territoires franciliens

La Région s'affirme cette année encore comme fer de lance d'un renouvellement urbain durable et respectueux de l'environnement, via des dispositifs qui ont continué d'être plébiscités par les collectivités franciliennes, avec notamment en 2020 :

- 49 contrats d'aménagement régional (soit 217 depuis 2017 pour une affectation totale de plus de 200 M€)

- 50 contrats ruraux, destinés spécifiquement aux communes de moins de 3 000 habitants situées en grande couronnes (pour un total de 272 communes aidées depuis 2016 à hauteur de 37 M€).

Ces contrats, en cofinançant des équipements publics de proximité tels que des écoles, des lieux sportifs ou culturels, des équipements de santé, de loisirs ou administratifs permettent aux habitants de ces territoires de minimiser leurs déplacements lointains et contribuent à un cadre de vie agréable.

- 11 nouveaux quartiers innovants et écologiques (pour un total de 58 quartiers lauréats depuis 2017 et une dotation globale de plus de 185 M€, dont la moitié concerne l'aménagement des espaces publics, la rénovation énergétique ou la valorisation d'actions innovantes).

- Et le lancement de 21 initiatives d'urbanisme transitoire, démontrant des savoir-faire originaux en faveur du réemploi et de la valorisation sobre du foncier délaissé.

Pour la 1ère année, 47 projets ont également été soutenus dans le cadre du plan friches, représentant près de 650 hectares à requalifier. Adopté, par délibération n° CR 2019-056 du 21 novembre 2019, ce plan vise à reconstruire la ville sur elle-même et à utiliser ce gisement formidable constitué par ces espaces de friches stérilisés, afin d'éviter de gaspiller de riches terres naturelles ou agricoles en les livrant à l'urbanisation, friches, dans un contexte d'objectif zéro artificialisation nette (ZAN).

Parmi ces nombreuses propositions concrètes issues de la COP Île-de-France, trois nouveaux dispositifs s'adressent aux communes et EPCI franciliens pour les aider à repenser leur aménagement afin d'économiser le foncier, à renaturer leur domaine public et à créer des espaces de bien-être, propres à soulager leurs habitants et protéger la santé des plus vulnérables face aux épisodes de canicule qui accompagnent le réchauffement global de la planète :

- Un soutien régional à 100 projets d'îlots de fraîcheur ;

- Un accompagnement des communes franciliennes dans la transformation de leurs entrées de ville ;

- Une aide régionale pour réhabiliter les bâtiments publics au lieu d'en construire de nouveaux.

Par ailleurs, la Région a poursuivi en 2020 son soutien à la SAFER, médiateur clef entre le monde urbain et le monde rural, par son rôle d'opérateur foncier auprès des collectivités locales, des acteurs de l'aménagement régional et des porteurs de projets agricoles et ruraux. La mission confiée à la SAFER est triple : lutter contre la consommation d'espaces ouverts, améliorer la place des activités agricoles et rurales, protéger les milieux et les ressources naturelles. Un objectif particulier a été renforcé dans son mandat pour la protection des espaces forestiers contre le mitage.

Les territoires ruraux font quant à eux, l'objet d'une politique globale et transversale. Ainsi, la Région a accentué son soutien à la sauvegarde des commerces de proximité, avec 49 projets financés dans le cadre d'un « pacte rural » en faveur d'un rééquilibrage territorial et de l'attractivité de ces espaces. Elle a également pris en charge la part de financement des départements de grande couronne des 4 parcs naturels régionaux (PNR) d'Île-de-France, avec en 2020, un budget de 8,6 M€ pour y préserver et sauvegarder le patrimoine naturel et culturel, les ressources en eau, sensibiliser à la biodiversité, valoriser les productions agricoles locales en circuits courts, développer les filières de biomatériaux, les énergies renouvelables, etc. De plus, la création du parc de la Brie et des Deux-Morin, en Seine-et-Marne, a franchi une étape décisive avec l'avis favorable rendu en septembre par le préfet d'Île-de-France au projet porté depuis plusieurs années notamment par la Région.

Dans le cadre de la démarche de maîtrise du développement urbain entreprise au titre du Contrat de plan interrégional Etat-Régions (CPIER) Vallée de la Seine, la Région finance de nombreuses opérations qui concourent à l'aménagement durable de ses territoires.

L'année 2020 aura été marquée par le développement d'une démarche commune d'observatoire des friches logistiques de la Vallée de la Seine afin de promouvoir l'objectif ZAN.
La démarche d'observation des paysages s'est également poursuivie afin de dresser un bilan des actions conduites en ce sens auprès des acteurs du développement de la Vallée de la Seine.
Les actions en matière de renaturation des berges auront permis de poursuivre la mise en œuvre de cette orientation du CPIER.

Enfin, la Région aura principalement contribué des projets innovants en matière de développement économique et de transition écologique dans le cadre de l'AMI piloté par l'ADEME. Pour près de 400 000 euros, la Région aura soutenu un projet pour développer la fabrication de pavés écologiques et drainants pour lutter contre les îlots de chaleur urbaine, un projet permettant la valorisation des fumiers équins et enfin la création d'une filière d'objets connectés pour améliorer la logistique fluviale.

La capacité d'observation des territoires franciliens, de diagnostic de leurs enjeux et de prospective sur leur devenir bénéficie du concours et de l'expertise de l'Institut Paris Région, soutenu à hauteur de 23 M€ en 2020.

5. Fonder les dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables

5.1. Mieux produire pour mieux consommer

Dans le cadre du pacte agricole, adopté en 2018 et mobilisant 30 M€ par an, la Région a mis en œuvre des mesures efficaces pour diversifier les exploitations franciliennes et améliorer leur résilience. Afin de permettre aux Franciliens de manger mieux, sain et francilien, la Région s'est engagée à soutenir l'agriculture de son territoire, à promouvoir les savoir-faire de ses agriculteurs et à faire émerger des produits de qualité, activement valorisés avec le concours d'Île-de-France Terre de saveurs.

Durant le confinement de mars et avril, les agriculteurs franciliens ont continué à travailler sans relâche pour nourrir les Franciliens.

Mais certains secteurs ont été durement touchés par la fermeture de leurs débouchés, en particulier le secteur de l'horticulture et des pépinières pourtant essentiels au verdissement de notre territoire et à la qualité de vie des Franciliens. Des aides de trésorerie ont pu être débloquées très rapidement pour les exploitations horticoles et maraîchères et les éleveurs les plus en difficulté.

En outre, la Région a mis en place un plan de verdissement, doté de 1,05 M€ : dans ce cadre, la Région a attribué à 95 lycées franciliens sélectionnés, une dotation spécifique destinée à l'achat et à la plantation de végétaux dans le cadre de projets d'aménagement de leurs espaces extérieurs afin d'éviter les destructions d'invendus et de planter massifs et arbres, contribuant ainsi à améliorer le cadre des enseignants, lycéens et personnels des EPLE. Le siège de la Région a aussi procédé à des plantations pour verdir et embellir le siège.

En parallèle, un Programme alimentaire régional (PAR) doté de 1 M€ a permis aux associations caritatives partenaires de la Région et de la Chambre d'agriculture d'Île-de-France d'acheter des produits alimentaires directement auprès des agriculteurs franciliens ; une plateforme numérique a été conçue spécialement pour faciliter les mises en relation.

En outre, le grand succès de l'aide à la commercialisation en circuit court des agriculteurs franciliens témoigne du regain d'intérêt des consommateurs pour le local et la sécurité attachée à la proximité. Cette mesure incitative visant à soutenir le développement ou l'acquisition d'équipements nécessaires à la vente directe (drive fermier, boutiques de vente à la ferme, box, magasins de producteurs...) a accompagné 102 projets pour un montant global d'aide de 3 M€ (contre un budget initial d'1 M€ alloué à ce dispositif).

La structuration de filières agricoles franciliennes, à la fois locales et identitaires, se poursuit à travers l'action d'Île-de-France Terre de saveurs (ex CERVIA) au service de la valorisation des produits et savoir-faire franciliens et des entreprises agroalimentaires. Un travail particulier a été effectué pour le développement de la marque *Produit en Île-de-France* et les filières franciliennes (blé-baguette-pain ; Nos volailles d'Île-de-France ; Nos bovins d'Île-de-France ; L'Agneau des bergers d'Île-de-France) ont été mises en avant lors du Salon International de l'Agriculture 2020.

D'autre part, le conseil régional a décidé d'attribuer une aide de près de 106 000 € pour soutenir les investissements industriels programmés en cette fin d'année par la laiterie de Saint-Rémy qui contribuent directement à la qualité de ses productions. Le développement d'un outil de transformation moderne est particulièrement stratégique pour préserver et développer une filière fromagère d'excellence de l'Est francilien et contribuer à conforter l'appellation d'origine protégée Brie de Melun, patrimoine irremplaçable de l'écosystème Seine et Marnais.

Concernant l'agriculture biologique, le Pacte agricole prévoit de tripler les surfaces cultivées en agriculture biologique en 5 ans. En cofinançant depuis 2018 les aides directes à la conversion (CAB) et au maintien de l'agriculture biologique (MAB), prenant ainsi le relai de l'Etat qui a fait le choix de se désengager, pour soutenir la dynamique et répondre à la demande des consommateurs, la Région a permis à l'Île-de-France d'atteindre plus de 30 000 hectares cultivés en bio en 2020, soit un quasi-triplement des surfaces depuis 2015.

En parallèle, les efforts sont poursuivis pour intégrer les produits locaux - dont bio - dans les menus proposés aux lycées. Cette action traduit la priorité régionale de répondre aux enjeux nutritionnels et environnementaux relevant également de la structuration des filières d'Île-de-France et du projet alimentaire régional. Un outil de mise en relation dédié aux responsables de restaurants scolaires et aux producteurs a été déployé lors de la rentrée scolaire pour développer les approvisionnements locaux.

Les statuts de la Plateforme d'approvisionnement de la restauration scolaire de l'Est francilien ont été adoptés le 24 septembre 2020 par le conseil régional. Ce projet structurant pour le territoire régional vise à créer une véritable unité industrielle qui doit contribuer à dynamiser l'aval des filières agricoles et développer l'économie locale dans le cadre de la consommation de produits locaux, limitant ainsi le transport des produits et réduisant leur empreinte carbone.
Cette structure sera opérationnelle en 2023 : elle aura comme mission de collecter, transformer et conditionner des denrées agricoles, notamment bio, tout en assurant l'organisation logistique pour servir initialement 15,2 millions de repas. Seront concernés les restaurants scolaires des collèges seine-et-marnais (soit 5,8 millions de repas par an), des cantines des lycées seine-et-marnais, val-de-marnais et audoniens de l'Académie de Créteil (soit 9,4 millions de repas par an).

En matière d'agriculture urbaine et périurbaine, 9 nouveaux lauréats ont été désignés en 2020 à l'occasion d'un appel à projets auquel la Région a consacré 270 000 €, dont 20 000€ issus du budget participatif écologique régional. Les projets soutenus fourniront des productions de qualité dans un cadre participatif et respectueux des principes de l'économie circulaire. La végétalisation de ces espaces proches et autour des villes permet aussi de créer de micro-îlots de fraîcheur et de mieux isoler des bâtiments. Ces lieux deviennent également des refuges pour la biodiversité grâce à l'aménagement de nichoirs à oiseaux, hôtels à insectes, mares ou haies.

En 2020, la Région a également poursuivi sa politique d'accompagnement des agriculteurs franciliens vers des pratiques plus respectueuses de la ressource en eau, des continuités écologiques et de la biodiversité, en mobilisant plus de 3 M€ dans les mesures agroenvironnementales et climatiques - aux côtés de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, de l'Etat et la Seine-et-Marne - et 1,2 M€ du dispositif régional finançant les investissements à vocation environnementale, cofinancé par le FEADER, l'AESN et les départements.

D'autre part, afin de soutenir les producteurs fortement touchés par les pertes de rendement spectaculaires, parfois supérieures à 50% sur certaines cultures, en raison de la sécheresse au printemps et l'été 2020, ainsi que par l'accident sanitaire de la jaunisse sur les cultures de betterave, une aide exceptionnelle sécheresse a été actée par délibération n° CP 2020-478 du 18 novembre dernier. Cette aide exceptionnelle est justifiée par la forte dégradation de la trésorerie qui hypothèque la pérennité de certaines exploitations et donc le maintien des activités agricoles indispensables aux équilibres des écosystèmes des espaces ouverts de notre territoire.

Dotée de 2,150 M€ pour sa première séquence dédiée aux récoltes d'été (blé, orges, colza, cultures protéagineuses) ainsi que pour les exploitations d'élevage supportant des coûts d'affouragement en hausse, cette aide est sollicitée par près de 1000 producteurs. Ce dispositif devrait enfin être complété début 2021 pour intervenir dans le cadre de la seconde séquence dédiée aux pertes sur betteraves à sucre et maïs.

5.2. Une ambition continue pour la forêt francilienne, le bois et les produits biosourcés

Dans le cadre de la stratégie régionale pour la forêt et le bois votée en novembre 2017, plusieurs initiatives nouvelles ont été prises afin de gérer durablement la forêt francilienne, à la fois poumon vert, puits de carbone, réservoir de biodiversité, gisement de matériau et d'énergie renouvelables.

La Région s'implique ainsi dans la gestion forestière, la structuration de la filière, le marché de la construction bois, ainsi que dans le rapprochement de la recherche, de l'enseignement et des entreprises. Elle a ainsi lancé le Booster Bois-Biosourcés avec six partenaires fondateurs, pour accélérer l'accès au marché des solutions bois-biosourcées innovantes.

En application de cette même stratégie, la Région a activé ou réactivé les mesures forestières du Programme de développement rural d'Île-de-France : depuis 2016, plus de 1,5 M€ d'investissements régionaux ont ainsi été consacré à la création de dessertes forestières et à la mécanisation des travaux forestiers et en 2020, l'Agence des espaces verts (AEV) a notamment bénéficié d'un budget additionnel permettant ainsi d'exploiter un millier d'hectares de forêts régionales supplémentaire.

En 2020, la Région a poursuivi son soutien à l'interprofession régionale Fibois Île-de-France (ex-Francîlbois) pour la réalisation d'un programme d'actions visant à structurer la filière bois francilienne. Ainsi Fibois Île-de-France a bénéficié d'une subvention de 220 000 euros auquel s'ajoute 64 000 euros pour l'animation du Booster bois-biosourcés, permettant notamment :

- l'organisation des 1er Etats Généraux de la filière forêt-bois francilienne le 13 janvier 2020 à Pantin) ;
- la signature par 28 aménageurs et maîtres d'ouvrage (dont la Région en tant que maître d'ouvrage des lycées d'Île-de-France) ;
- la réalisation d'une étude prospective sur le marché francilien du bois construction ;
- l'organisation en octobre 2020 du 1er festival des forêts franciliennes.

La Région soutient également les maîtres d'ouvrage publics qui font appel à un accompagnement technique spécifique, pour l'intégration de matériaux bois et biosourcés dans leurs opérations. En 2020, 6 projets ont été financés pour plus de 350 000 € via l'appel à projet « réflexe bois-biosourcé ».

Et pour reconstituer une offre industrielle de produits bois et biosourcés en Île-de-France, et favoriser la proximité et les essences régionales, la Région accompagne l'implantation ou la modernisation de scieries artisanales et semi-industrielles. La scierie Roëser, située en Seine-et-Marne, a ainsi bénéficié en 2020 d'une subvention (1,3 M€) qui lui permettra de tripler ses capacités de production et maintenir ses emplois.

En fin d'année, la Région a lancé un AMI pour encourager la création d'activités de transformation du bois et des matériaux bio-sourcés.

5.3. Un développement touristique ambitieux, durable et résilient, permettant à la région Île-de-France de conforter sa place de première destination touristique mondiale

Avec la crise sanitaire et l'arrêt brutal de l'activité touristique en mars 2020, la Région s'est attachée à accompagner les professionnels de la filière afin qu'ils renouvellent et adaptent leurs offres aux exigences d'une clientèle touristique ayant besoin de réassurance sanitaire et de résilience, tout en continuant de promouvoir un tourisme responsable et durable, conformément au Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs, adopté en novembre 2017.

Près de 420 000 € issus du Fonds de soutien au Tourisme ont ainsi été attribués à des projets favorisant le tourisme vert et l'écotourisme, et notamment des offres d'hébergements touristiques et de parcours mettant en valeur les richesses naturelles et locales de l'Île-de-France. A titre d'exemples, le Fonds régional du tourisme a permis la création d'un gîte équestre dans les Yvelines, pour des séjours touristiques de plein air, et a soutenu le No Mad Festival dans le Val d'Oise, qui encourage les démarches de tourisme équitable et solidaire en Île-de-France.

6. Vers une administration régionale exemplaire

La Région a poursuivi en 2020 les mesures environnementales concrètes dans la gestion des bâtiments de l'Institution, dans ses choix de matériels, d'équipements et de services ainsi que dans les formations de ses agents, concourant ainsi au développement de comportements écoresponsables.

6.1. Une démarche volontariste en termes d'achats publics responsables

Les principaux axes stratégiques développés portent sur des achats plus encrés dans les produits locaux, une meilleure prise en compte des impacts environnementaux dans le bâtiment notamment, la diminution des consommations énergétiques ainsi que l'acquisition de denrées alimentaires bio. Ces démarches sont rendues possibles grâce à la mise en œuvre d'une gestion prévisionnelle qui fixe certaines priorités, une identification fine des fournisseurs, ainsi que des travaux collectifs sur l'expression du besoin.

Tous les marchés de travaux (projets de construction neuve) font l'objet d'une démarche HQE (Haute Qualité environnementale) et suivent les orientations du guide aménagement et construction durable produit par la Région, tout au long du projet. Ainsi, les bâtiments Influence 1 et 2 mobilisent du bois et des matériaux bio-sourcés, les éclairages sont à LED, et les équipements sont gérés par un « système GTB » garantissant une bonne gestion globale des bâtiments.

De plus, la Région étant engagée dans la prévention et réduction de la présence des perturbateurs endocriniens dans le territoire, cela se matérialise par l'insertion d'une clause de conformité (norme REACH) à laquelle les fournisseurs doivent répondre en proposant des fournitures à faible teneur en substances prohibées, et notamment :

- Un marché de réemploi de matériaux de construction ;

- Le marché de fourniture du mobilier de restauration et administratif des lycées franciliens comporte une clause de responsabilité sociale et environnementale. Sur le volet environnemental, une analyse du cycle de vie du marché a été menée, des certifications qualité sont demandées dès l'exploitation des matières premières, et pour l'ensemble des actions en phase livraison afin de réduire les émissions de CO_2, ainsi que lors de la reprise du mobilier en fin de vie. De plus un marché de mobiliers recyclés sera mis en œuvre ;

- Un marché Global de performance CREPS, dont le critère « Engagement de performance et respect des objectifs énergétiques et environnementaux » représente 50% de la note technique) ;

- Dans le cadre du marché de plateaux du restaurant-self, les variantes d'offres ont été autorisées afin de permettre aux fournisseurs détenteurs d'une offre avec des matières bio-sourcées de proposer leur produit pour améliorer le recyclage et réduire les risques d'exposition à des substances suspectes ;

- Un marché de denrées bio pour les lycées.

La Région encourage ses services à un démarche d'impression responsable par le biais du label *Imprim'vert* et réalise des éditions faites presque exclusivement avec du papier recyclé ou certifié FSC/PEFC et des encres et procédés d'impression labellisés. Elle participe également au dispositif Citéo (ex : Ecofolio) dans le cadre de l'éco-contribution due pour les papiers imprimés et privilégie des envois "écopli" et "lettre verte" pour réduire le coût des expéditions tout comme les émissions de CO_2 liées à leurs modes de transport.

Les marchés de communication et d'événementiel sont restés sur les mêmes bases qu'en 2019, avec notamment l'accord cadre Stands pour des espaces éco-conçus, le marché de pose et dépose des panneaux de chantier de la Région visant le recyclage et la valorisation des matériels signalétiques de la Région, après leur dépose, ou encore celui portant sur les objets promotionnels pour lesquels la Région privilégie le recours à des objets issus de matière première biologique et/ou à un mode de fabrication respectueux de l'environnement et certifié.

Enfin, la Région porte une attention toute particulière aux conditions de travail des agents d'entretien général en charge de l'hygiène et de la propreté au sein des établissements scolaires. Elle vient ainsi d'acquérir un nouveau modèle de chariot de nettoyage répondant à des critères ergonomiques importants et contribuant à la maitrise de la consommation d'énergie, d'eau et de détergents, par une méthode de nettoyage par imprégnation.

Au-delà, la Région travaille actuellement à une meilleure prise en compte de l'impact du carbone avec, lorsque cela est possible, l'insertion d'un critère d'analyse pour certaines typologies d'achat. Elle est par ailleurs particulièrement engagée dans la prévention de substances pouvant être considérées comme toxiques à l'instar des perturbateurs endocriniens.

6.2. Des mesures concrètes dans la gestion du fonctionnement et des bâtiments de l'institution régionale

Les mesures de rationalisation et de plafonnement de la dépense se sont poursuivies, dans la droite ligne du Plan de déplacement de l'administration de la Région (PDA) adopté en 2017. Aujourd'hui, par exemple, les véhicules électriques ou hybrides représentent un tiers des véhicules de la flotte automobile du siège régional.

Au cours de l'année, les services régionaux ont finalisé leur emménagement à Saint-Ouen dans deux bâtiments répondant aux exigences des labels *HQE/NF Bâtiments tertiaires* et *BREEAM* (« Building Research Establishment Environmental Assessment Method » ou « méthode d'évaluation de la performance environnementale des bâtiments ») niveau « très bon », avec une gestion technique spécifique pour suivre et analyser les consommations d'énergies, d'eau et optimiser la gestion des déchets. Les différents prestataires de service (maintenance, nettoyage...) sont également formés aux enjeux environnementaux liés à leur métier.

Avec cet emménagement, couplé à la généralisation du télétravail et au plan de déplacements de l'administration, l'administration régionale entend continuer à réduire son empreinte carbone.

6.3. Une politique de ressources humaines en faveur du bien-être des agents

Le Covid-19 a impacté l'ensemble de l'activité régionale et a nécessité des ajustements en matière d'interventions pour protéger les agents, notamment via :

- L'accompagnement individuel et collectif des agents et de l'encadrement pour maintenir le lien et éviter le risque d'isolement en phase de télétravail à plein temps ou de maintien à domicile des agents lycées ;

- La sensibilisation à la prévention des risques liés au Covid-19 et l'accompagnement des équipes dans la gestion des situations d'agents positifs ou cas contact ;

- Le soutien des équipes lycées via le recours à un dispositif spécifique d'intérim palliant les absences des agents dans ce contexte Covid pour assurer la continuité des activités ;

- La définition et l'ajustement régulier des protocoles de reprise d'activité pour les agents siège et lycée pour assurer au mieux l'aménagement des locaux, la mise à disposition des équipements nécessaires à la protection des agents (distribution de masques et autres équipements de protection individuels, installation de bornes de gel hydro alcoolique, réorganisation de la restauration...) ;

- L'attention particulière avec des mesures de protection renforcées, portées aux agents les plus vulnérables au Covid-19.

En cette année particulière du fait de la situation sanitaire et de ses conséquences sur les organisations, le dialogue social est resté très soutenu et les temps d'échange ont même été renforcés. Ce sont ainsi 10 séances du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), 5 Comités techniques et 11 réunions du comité de suivi du Covid19 associant les membres du CHSCT qui ont été organisées.

Et cette dynamique du dialogue social au sein de la Région Île-de-France s'apprécie notamment au regard de la signature avec les organisations syndicales élues de 7 accords-cadres depuis 2017, autour de l'emploi des

personnes en situation de handicap, de la reconnaissance de l'engagement et du parcours syndical, de la qualité de vie et bien-être au travail, du sport ou de l'égalité femmes-hommes.

Par ailleurs, ce que la Région fait sur son territoire, elle le fait en interne. Cette cohérence est un engagement de l'ensemble du collectif régional.

Parce que la Région promeut l'écologie et le développement durable auprès des particuliers, des entreprises et des associations, elle organise en interne ses propres programmes de transformation environnementale. Dans les lycées : le Green Hackathon porté par les élèves. Au siège : le concours écologique alimenté par les agents.

Le concours écologique du siège c'est quoi ?

> Le défi proposé aux agents, est d'imaginer puis de mettre en œuvre des actions qui contribueront à rendre le siège administratif de la Région à Saint-Ouen, son utilisation et sa maintenance, plus respectueux de l'environnement. Les agents peuvent concourir seuls ou à plusieurs, ils ont à leur disposition un « kiosque virtuel » d'accompagnement pour les aider à conceptualiser leurs idées, les mettre en forme, les fusionner avec des projets proches ou similaires...En devenant acteurs, les agents sont fortement engagés dans les valeurs qui leur tiennent à cœur –l'exemplarité du service public, l'exigence de sobriété énergétique...Ils concourent aussi pour vivre l'expérience de l'intreprenariat : mener un projet de bout en bout donne un sens nouveau à leur mission.

Comment ça se passe ? Le concours écologique, c'est

- Une initiative **transverse** : menée par les RH, le Pôle Cohésion Territoriale, les Moyens Généraux, le Pôle Finances et les équipes juridiques.
- Une initiative **100% digitalisée** : via des kiosques d'information sur TEAMS ou le dépôt des candidatures sur Microsoft Forms, pour conserver la force de la convivialité même à distance.
- Une initiative **collaborative** : qui repose sur le vote des agents de la Région pour élire les finalistes du concours.
- Une initiative qui suscite un **fort engouement** : 20 candidatures reçues en 72 heures ; 70 au total dont 7 en cohérence directe avec les engagements de la COP régionale pour le climat.

A terme, le Concours écologique ce sera :

- 3 lauréats désignés par le jury final
- Une mise en œuvre dans le cadre de l'incubateur RH
- Un déploiement en intrapreneuriat pour faire mieux avec moins
- Avec un coaching assuré en interne

6.4. Des financements verts et responsables

Conformément aux engagements pris par la Présidente en juillet 2019 - et comme cela a été réaffirmé lors de la première COP régionale de septembre 2020 – la plus grande partie de l'encours de dette régionale fin 2020 (75%) sera labellisée « verte et responsable ».

La Région a notamment procédé fin juin à une émission obligataire verte et responsable d'un montant total de 800 M€, afin de financer son programme annuel d'investissements, et en particulier l'acte I de son plan de relance économique, écologique et solidaire en réponse à la crise du Covid-19. Cet emprunt vert et responsable est le plus important jamais levé par la Région sur les marchés financiers et au taux le plus bas de son histoire (moins de 0,3 %).

Dans un souci de bonne gestion et de soutenabilité de la dette régionale, l'opération a été répartie sur deux maturités, à 10 et 20 ans, pour des montants respectifs de 550 M€ et 250 M€. Il s'agit de la première opération régionale sur deux maturités.

Cette stratégie a également permis à la Région de diversifier ses sources de financement avec un record de plus de 90 investisseurs distincts en provenance de quinze pays différents, soit une augmentation sensible par rapports aux transactions précédentes.

Par ailleurs, précurseur en matière de stratégie financière verte et responsable depuis 2012, la Région est attentive aux évolutions règlementaires du cadre européen afin de maintenir son leadership et son exemplarité dans le domaine. Ainsi, l'alignement sur le standard européen d'obligations vertes et sur la taxonomie, qui détermine en particulier les activités « vertes » par le biais de critères techniques et de seuils (Technical Screening Criteria), constitue une nouvelle opportunité pour la Région de démontrer l'impact positif de ses actions en faveur d'un développement durable et responsable.

Une mise à jour de son cadre général d'émissions vertes et responsables (Framework) est également à l'étude afin de déterminer comment ces nouvelles garanties peuvent être apportées aux investisseurs, eux-mêmes désormais tenus de justifier du caractère durable de leurs investissements financiers et donc de plus en plus exigeants quant à la qualité, la précision et la standardisation de l'évaluation des projets par les émetteurs.

Parallèlement à la structuration des outils financiers, l'acte II de la Relance pour la Reconstruction Ecologique de l'Île-de-France, élaboré par la Région avec les parties prenantes de la COP Région Île-de-France des 16 et 17 septembre 2020, fait pleinement écho au Pacte Vert pour l'Europe lancé par Ursula Von Der Leyen en décembre 2020.

L'Île-de-France se place ainsi en leader de la transition écologique comme axe de croissance, pour faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre à l'horizon 2050.

îledeFrance
Conseil régional

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS
21 DEC. 2020
Service des collectivités locales
et du contentieux

Rapport pour le conseil régional
DÉCEMBRE 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

STRATÉGIE ENVIRONNEMENTALE RÉGIONALE (JAUNE BUDGÉTAIRE - PROJET DE BUDGET 2021)

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....4
Stratégie environnementale régionale....5

EXPOSÉ DES MOTIFS

Vous trouverez ci-joint la communication relative à la Stratégie environnementale régionale, édition 2021.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE AU RAPPORT

Stratégie environnementale régionale

INTRODUCTION

En 2021, le seuil des 2,5 milliards d'euros sera franchi, avec 2 512,577 M€ (soit 53,54 % du Budget 2021) qui seront engagés, en progression de 14,3 % en valeur absolue, par rapport à 2020 :

En 2021, c'est donc plus d'un euro sur deux qui sera dépensé dans des actions favorables à l'environnement.

Cet effort inégalé jusqu'ici, qui permettra d'accélérer le déploiement des actions opérationnelles, territorialisées et incitatives de l'ambitieuse feuille de route environnementale établie par l'Exécutif depuis 5 ans. Il s'inscrit dans le cadre du Plan de mobilisation pour la transformation écologique de l'Île-de-France qui prévoit de mobiliser 10 milliards d'euros de 2020 à 2024.

Chef de file en matière de qualité de l'air, de climat, d'énergie et de protection de la biodiversité mais également d'aménagement durable du territoire, la Région a fait de la transformation écologique de l'Île-de-France une priorité depuis 2016, pour une région plus respirable, plus verte et plus propre mais aussi plus autonome, plus responsable et plus sobre en énergie.

La dynamique globale et concertée qui a été initiée autour de deux axes principaux, supprimer ou réduire les sources de dommages écologiques et préparer l'avenir en investissant dans les nouvelles solutions environnementales, a trouvé une acuité particulière dans le contexte de la crise sanitaire, économique et sociale sans précédent que nous traversons.

Face à cette situation d'urgence inédite, la région Île-de-France a mis en œuvre de nombreuses mesures exceptionnelles dès le printemps et a lancé en juin dernier un ambitieux **plan de relance économique, écologique et solidaire.**

Voté en juin dernier, l'acte I de ce plan de relance, vert et participatif, a mis notamment l'accent sur le soutien aux énergies renouvelables, la rénovation thermique des lycées et logements sociaux ainsi que le développement de transports innovants et écologiques dont la poursuite du réseau express régional Vélo (RER Vélo). Dans le cadre du **premier Budget participatif écologique et solidaire (BPE)** lancé fin juin par la Région, des milliers de Franciliens ont pris une part active dans l'effort d'investissement massif voulu par l'Exécutif régional en faveur de l'environnement, en proposant des projets et en votant pour ceux qui leur paraissaient essentiels pour la qualité de l'environnement en Ile-de-France. Le financement de nouveaux projets lauréats interviendra dès le printemps 2021 à l'issue du vote francilien sur les candidatures de la 2ième session du BPE.

Par ailleurs, la **1ère COP régionale d'Île-de-France** qui s'est déroulée les 16 et 17 septembre 2020 s'est conclue avec la formulation de 192 propositions pour faire de l'Île-de-France une Région « ZAN, ZEN et circulaire » (zéro artificialisation nette, zéro émission nette, zéro ressource nette), dans le cadre de **l'Acte II du Plan de relance pour la reconstruction écologique de la région**. La mise en œuvre de ces solutions concrètes qui a démarré dès le dernier trimestre 2020, sera poursuivie et amplifiée en 2021, pour reconquérir nos fonctions stratégiques et réinventer notre gestion du temps et de l'espace, au bénéfice du climat et du développement humain.

Acte III du plan de relance régional, le budget mobilisé en 2021 promeut de façon encore plus prégnante les dépenses ayant un impact positif sur l'environnement, au service du cadre de vie, du développement économique et de l'emploi mais aussi de la santé des Franciliens.

Les moyens consacrés à **lutte contre la pollution atmosphérique** seront **en augmentation de 69 % par rapport au BP 2020**, en particulier pour accompagner le succès du dispositif de renouvellement des véhicules des

professionnels franciliens et son extension au Retrofit ouvert aux particuliers. Le budget dédié à cette politique phare de la mandature sera ainsi passé de 2 M€ au BP 2017 à 19 M€ en 2021, contribuant à la qualité de l'air ainsi qu'au soutien des artisans, TPE et PME ainsi qu'aux particuliers qui n'ont pas les moyens d'acheter une nouvelle voiture bas carbone.

Afin d'atteindre l'objectif **« zéro déchet »** du Plan régional de prévention et de gestion des déchets et de mettre en œuvre la **Stratégie économie circulaire** approuvée en septembre 2020, une **augmentation de 40%** du budget dédié est inscrite dans le BP 2021. La Région entend ainsi accompagner la transformation vers un nouveau modèle de développement économique, plus innovant et circulaire, en agissant en transversalité, notamment en lien avec ses politiques économiques, pour engager un mouvement global de transition économique et écologique, source d'attractivité des territoires, de développement de nouveaux emplois locaux, de création de lien social et d'amélioration de la qualité de vie des Franciliens.

La transition énergétique, avec un budget de **48 M€** consacré au déploiement massif de toutes les **énergies renouvelables** est une priorité réaffirmée en 2021, en accélérant notamment le développement de la mobilité hydrogène, du solaire photovoltaïque et de la méthanisation. Il s'agit de miser à la fois sur l'innovation et la mobilisation de l'ensemble des acteurs mais aussi des citoyens, autour de projets énergétiques participatifs.

Après une première année de mise en œuvre de sa **Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030**, adoptée en novembre 2019, la Région entend poursuivre et amplifier son action en 2021, pour préserver, restaurer et valoriser le patrimoine naturel francilien. Elle porte également l'objectif, dans le cadre du **Plan vert régional**, de créer 500 hectares supplémentaires d'espaces verts et de nature d'ici à 2025 qui viendront s'ajouter aux 500 hectares déjà créés entre 2017 et 2020 grâce au soutien régional.

De plus, avec un budget en **hausse de 4,4 % en investissement,** le **Pacte agricole** continuera à dérouler sa trajectoire de transformation pour une agriculture francilienne plus proche des Franciliens, respectueuse de l'environnement, actrice à part entière de la transition écologique et énergétique et pourvoyeuse d'une alimentation sûre, de qualité et de proximité.

Par ailleurs, concrétisation rapide de trois des propositions issues de la 1ère COP francilienne, de **nouveaux appels à projets** seront lancés pour accompagner les élus locaux dans leurs **projets de ville durable, plus économe en foncier et plus résiliente au changement climatique**. Ces aides, **alliant écologie et relance économique** au service des emplois franciliens, permettront aux communes et intercommunalités d'avoir recours au tissu local des PME, TPE, bureaux d'études et artisans.

Enfin, avec un budget nettement renforcé (**+ 17 M€**), la mise en œuvre du **Plan de reconquête des friches** voté au conseil régional de novembre 2019 et engagé en 2020, sera accentuée, traduisant l'ambition forte que porte la Région à l'enjeu que représente le gisement de foncier stérilisé pour l'amélioration de l'environnement et pour la préservation des ressources.

Dans tous les domaines, l'Exécutif a fait le choix d'intégrer les priorités environnementales de façon volontariste, en matière d'aménagement, de développement économique, de recherche et d'innovation ou encore dans le fonctionnement même de l'institution régionale, notamment en matière d'achats responsables. Quel que soit le domaine d'intervention, la Région veille à articuler avec cohérence l'ensemble des orientations qu'elle porte et à intégrer la transition écologique au cœur de son action.

Les transports, avec un budget 2021 en hausse, permettra la poursuite d'opérations structurantes dans les transports en commun, sur le réseau routier et dans le développement du RER Vélo, favorisant ainsi le développement et l'usage du transport multimodal.
Le secteur du logement soutiendra quant à lui le développement d'une offre de logement social, très social, ou spécifiquement ciblés pour les jeunes et les étudiants, avec une diversification de l'habitat dans les quartiers en renouvellement, tout en respectant les nouvelles normes environnementales.
Les constructions et les rénovations des lycées de l'Ile-de-France seront cette année réalisées avec la mise en œuvre de nouvelles normes permettant une réduction énergétique importante. Par ailleurs, le développement du numérique sera poursuivi pour équiper 100% des lycéens à la rentrée 2021.

Le Jaune budgétaire Environnement, présenté chaque année, est un engagement pris devant les élus régionaux depuis avril 2016 afin de restituer avec complétude le champ et l'ambition des politiques environnementales portées par le budget régional.

Le sigle "NC" / Non chiffré dans le tableau ci-dessous indique des actions relevant de la stratégie environnementale régionale mais pour lesquelles il est difficile d'établir un chiffrage budgétaire précis.

Secteurs	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
La politique régionale de l'environnement et de l'énergie		**149,563**	**23,879**	**173,442**
	Actions transversales	0,170	5,281	5,451
	Contrat d'aménagement régional – Environnement	5,000		5,000
	Plan friches	17,000		17,000
	Prévention et gestion des déchets	10,000	0,878	10,878
	Politique de l'air	8,260	0,850	9,110
	Politique de l'énergie	52,000	0,850	52,850
	Patrimoine naturel	21,500	10,860	32,360
	Milieux aquatiques et humides	2,700	0,300	3,000
	Bruit	0,270	0,960	1,230
	Environnement des infrastructures de transport	1,663		1,663
	Aménagement et modernisation des voies navigables	10,000		10,000
	Forêt et éco-matériaux	2,000	0,500	2,500
	Aide à l'introduction de produits biologiques et locaux dans les lycées		3,400	3,400
	Aide aux renouvellements de véhicules utilitaires des artisans et des TPE	19,000		19,000
Les transports et mobilités		**948,000**	**771,436**	**1 719,436**
	Les transports en commun			
	Liaisons ferroviaires	550,000		550,000
	Liaisons tramways	76,000		76,000
	Métro	160,000		160,000
	Plans locaux de déplacements	2,000		2,000
	Développement et amélioration des sites propres pour autobus	35,000		35,000
	Grands pôles intermodaux	5,000		5,000
	Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens		673,380	673,380
	Actions spécifiques en matière de tarification		97,500	97,500
	Les mobilités			
	Réseaux verts et équipements cyclables	25,000		25,000
	Plan anti bouchon (aménagements voirie nationale et voirie départementale)	57,000		57,000
	Transport des marchandises	23,000		23,000
	Etudes générales, expérimentations et innovations	15,000	0,406	15,406
	Ecomobilité		0,150	0,150
Le logement et la politique de la ville		**96,000**		**96,000**
	Sites contractualisés ANRU	23,000		23,000
	Développement du parc locatif social et logement des jeunes	49,000		49,000
	Aide au parc privé	14,000		14,000

Lutte contre la précarité énergétique	10,000		10,000

Le sigle "NC" / Non chiffré dans le tableau ci-dessous indique des actions relevant de la stratégie environnementale régionale mais pour lesquelles il est difficile d'établir un chiffrage budgétaire précis.

Secteurs	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
L'aménagement		**40,800**	**3,182**	**43,982**
	Actions Interrégionales (CPIER)	0,300	0,060	0,360
	Cent Quartiers Innovants et Ecologiques	30,000		30,000
	Soutien aux dynamiques territoriales	0,150		0,150
	Aménagement durable et innovation urbaine	3,000		3,000
	Contrat d'aménagement régional	7,350		7,350
	Soutien à L'Institut Paris Région		2,622	2,622
	Biennale architecture et urbanisme		0,500	0,500
L'agriculture et la ruralité		**13,629**	**12,610**	**26,230**
	La ruralité			
	Parcs naturels régionaux	4,000	4,957	8,957
	Espaces de travail collaboratifs	1,900		1,900
	Sauvegarde des commerces de proximité	3,500		3,500
	Contrats ruraux	1,200		1,200
	L'agriculture			
	Soutien aux filières		1,110	1,110
	Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits	0,970		0,970
	Agriculture et environnement	0,700	2,000	2,700
	Agriculture péri-urbaine	0,500	0,700	1,200
	Agriculture urbaine	0,250		0,250
	Travaux pour le logement des salariés agricoles	0,600		0,600
	Agriculture biologique		2,350	2,350
	Soutien à Île-de-France Terre de saveurs		1,493	1,493

Le sigle "NC" / Non chiffré dans le tableau ci-dessous indique des actions relevant de la stratégie environnementale régionale mais pour lesquelles il est difficile d'établir un chiffrage budgétaire précis.

Secteurs	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
L'enseignement secondaire		**258,542**	**26,457**	**284,999**
	Etudes générales lycées publics	1,800		1,800
	Etudes générales cités mixtes régionales	0,049		0,049
	Construction des lycées neufs	16,812		16,812
	Rénovation des lycées publics	62,405		62,405
	Grosses réparations dans les lycées publics	55,000		55,000
	Rénovation des cités mixtes régionales	2,000		2,000
	Lycées 100 % numériques	60,235	9,390	69,625
	Equipements de protection individuelle des agents des lycées		1,300	1,300
	Maintenance des installations liées à la qualité environnementale		15,560	15,560
	Maintenance des équipements techniques et traitement des déchets		0,100	0,100
	Prestations électricité des lycées publics		0,093	0,093
	Prestations électricité des cités mixtes régionales		0,014	0,014
	Manuels et ressources pédagogiques	60,000		60,000
	Action « Transport »	0,240		0,240
L'enseignement supérieur et la recherche		**25,770**	**1,400**	**27,170**
	Opérations de construction (maîtrise d'ouvrage Région)	19,250		19,250
	Transition numérique des établissements ESR	1,000		1,000
	Soutien aux équipements de recherche – SESAME et SESAME filières et équipements CPER	0,600		0,600
	Soutien aux domaines d'intérêt majeur	1,400	1,300	2,700
	Diffusion de la culture scientifique et technique	0,020	0,100	0,120
	Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus	3,500		3,500
Le développement économique et l'innovation		**27,860**	**7,487**	**35,347**
	Tiers lieux	0,500		0,500
	Aide aux projets d'infrastructures haut débit	10,000		10,000
	Gouvernance des pôles de compétitivité		0,591	0,591
	Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises	0,300	0,991	1,291
	Soutien à l'économie sociale et solidaire	2,650	4,250	6,900
	INNOV'up	3,000		3,000
	Projets RDI labellisés des pôles	3,000		3,000
	PM'up et TP'up	5,910	0,165	6,075
	Smart Région	2,500	1,500	4,000

Le sigle "NC" / Non chiffré dans le tableau ci-dessous indique des actions relevant de la stratégie environnementale régionale mais pour lesquelles il est difficile d'établir un chiffrage budgétaire précis.

Secteurs	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
La formation professionnelle, l'apprentissage et l'emploi		**13,550**	**49,600**	**63,150**
	Formations qualifiantes et métiers		38,500	38,500
	Gratuité des transports pour les jeunes en insertion		7,100	7,100
	Formations professionnelles à distance (MOOC)		4,000	4,000
	Formations en apprentissage		NC	NC
	Investissement CFA - Maîtrise de l'énergie, études thermiques, économie d'énergie	13,550		13,550
L'action sociale, la santé et la famille		**13,101**	**0,100**	**13,201**
	Les formations sanitaires et sociales			
	Investissement Sanitaire - Plan d'urgence santé	9,000		9,000
	Investissement dans les écoles et instituts de formation sociale	0,091		0,091
	La santé et l'action sociale			
	Création, Extension, Restructuration et Rénovation des structures	1,200		1,200
	Aide à l'installation des professionnels de santé dans les zones carencées	1,400		1,400
	Création, Extension, Restructuration Rénovation des structures dans le domaine du handicap	1,410		1,410
	Développement régional de l'e-santé		0,100	0,100
Les sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative		**3,532**	**0,410**	**3,942**
	Conventions sport		NC	NC
	JOP 2024	NC	NC	NC
	CREPS Ile-de-France	2,132		2,132
	Soutien aux évènements sportifs se déroulant en Ile-de-France		NC	NC
	Plan Sport Oxygène	NC	NC	NC
	IRDS		NC	NC
	Opération Vaires TORCY	NC		NC
	Les îles de loisirs	1,400	0,300	1,700
	Politique de la ville	NC	0,070	0,070
	Soutien aux expressions citoyennes		0,040	0,040
	Soutien aux radios locales		NC	NC
	Conseil régional des jeunes		NC	NC
Sécurité		**0,900**		**0,900**
	Soutien à l'implantation des forces locales de sécurité	0,900		0,900

Le sigle "NC" / Non chiffré dans le tableau ci-dessous indique des actions relevant de la stratégie environnementale régionale mais pour lesquelles il est difficile d'établir un chiffrage budgétaire précis.

Secteurs	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2010
La culture		**3,830**	**0,200**	**4,030**
	Expérimentation des boîtes à livres – économie circulaire	0,050		0,050
	Equipements mobiles	0,030		0,030
	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	0,900		0,900
	Soutien à la création et diffusion numérique	0,150		0,150
	Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle	1,800		1,800
	Valorisation du patrimoine	0,900		0,900
	Jardins ouverts		0,200	0,200
L'action internationale		**0,850**	**0,650**	**1,500**
	Aide à la reconstruction	0,050		0,050
	Fonds d'intervention d'urgence	0,050	0,050	0,100
	Coopération décentralisée	0,500	0,500	1,000
	Dispositif actions internationales	0,250	0,100	0,350
Europe		**10,325**	**0,620**	**10,945**
	Préservation de la biodiversité	1,181		1,181
	Soutien de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	5,609		5,609
	Soutien à la diffusion des technologies de l'information et de la communication (POR)	0,218	0,620	0,838
	Diminution des vulnérabilités du bassin hydrographique de la Seine	3,317		3,317
Le tourisme		**0,400**	**0,850**	**1,250**
	Fonds régional pour le tourisme	0,400	0,191	0,591
	Comité Régional du Tourisme		0,659	0,659

Le sigle "NC" / Non chiffré dans le tableau ci-dessous indique des actions relevant de la stratégie environnementale régionale mais pour lesquelles il est difficile d'établir un chiffrage budgétaire précis.

Secteurs	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
La stratégie environnementale au sein de l'institution régionale		**5,317**	**1,737**	**7,054**
	La performance environnementale dans la politique régionale d'achat responsable			
	Marchés de travaux	0,617		0,617
	Achat de véhicules	0,200		0,200
	Alimentation (traiteur et restauration collective)		NC	NC
	Edition et impression responsable, taxe écofolio (dispositif CITEO)		0,003	0,003
	Marchés liés à la communication et à l'événementiel		0,140	0,140
	Fournitures et petit matériel		NC	NC
	Développement des outils numériques et dématérialisation			
	Développement de logiciels et progiciels	2,100		2,100
	Stratégie de communication numérique (information et édition)		NC	NC
	Communication Interne : Déclic et webzine des lycées		0,130	0,130
	Documentation		0,220	0,220
	Fonctionnement et gestion des bâtiments de l'institution			
	Entretien		0,099	0,099
	Fluides		0,410	0,410
	Poste et affranchissements		0,185	0,185
	Encadrement des modalités de déplacements et remboursements de transports		NC	NC
	Bilan carbone du patrimoine de la Région, du fonctionnement de l'administration générale et du fonctionnement administratif		NC	NC
	Management de la stratégie environnementale et projet d'emménagement à Saint-Ouen			
	Mise en œuvre du télétravail		0,350	0,350
	Plan de déplacement de l'administration		0,200	0,200
	Formation des agents		NC	NC
	Equipement informatique	2,000		2,000
	Matériel et mobilier	0,400		0,400
TOTAL		**1 611,960**	**900,617**	**2 512,577**

I – LES POLITIQUES REGIONALES

1. Politique régionale de l'environnement

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
La politique régionale de l'environnement		**149,563**	**23,879**	**173,442**
	Actions transversales	0,170	5,281	5,451
	Contrat d'aménagement régional – Environnement	5,000		5,000
	Plan friches	17,000		17,000
	Prévention et gestion des déchets	10,000	0,878	10,878
	Politique de l'air	8,260	0,850	9,110
	Politique de l'énergie	52,000	0,850	52,850
	Patrimoine naturel	21,500	10,860	32,360
	Milieux aquatiques et humides	2,700	0,300	3,000
	Bruit	0,270	0,960	1,230
	Environnement des infrastructures de transport	1,663		1,663
	Aménagement et modernisation des voies navigables	10,000		10,000
	Forêt et éco-matériaux	2,000	0,500	2,500
	Aide à l'introduction de produits biologiques et locaux dans les lycées		3,400	3,400
	Aide aux renouvellements de véhicules utilitaires des artisans et des TPE	19,000		19,000

Priorité budgétaire confirmée en 2021 avec une nouvelle augmentation très significative, de 22,6 % en investissement par rapport au BP 2020 pour atteindre 149,563 M€, la transformation écologique et énergétique est affirmée comme un enjeu majeur et central pour la Région.

L'année 2021 verra la mise en œuvre de solutions concrètes en lien avec les 192 propositions issues de la 1ère COP francilienne organisée par la Région les 16 et 17 septembre 2020.

Après le succès du premier Budget participatif régional francilien avec 472 projets retenus par les Franciliens, une deuxième session a été lancée en octobre 2020 en vue de financer les nouveaux projets lauréats dès le printemps 2021. La session suivante se tiendra au deuxième semestre 2021.

Par ailleurs, les données mises à disposition de tous dans l'Espace Environnement & Energie inauguré en septembre 2020 avec ses 8 services numériques dont « Ma nature en Île-de-France », « Mon réflexe zéro déchet » ou encore « Mes produits locaux », seront enrichies et de nouveaux services interactifs pour les Franciliens seront développés en 2021.

1.1. Economie circulaire et déchets

Compétente en matière de planification de la prévention et de la gestion des déchets, la Région a lancé l'élaboration du PRPGD (Plan régional de prévention et de gestion des déchets) d'Île-de-France par délibération n° CR-174-16 du 22 septembre 2016 avec un « Objectif zéro déchet valorisable enfoui ». Ce Plan régional, après une large concertation et une enquête publique, a été approuvé par l'assemblée régionale en novembre 2019. De plus, la Région poursuit son action dans la lutte contre les dépôts sauvages. En 2020, la Région est allée plus loin afin d'intégrer l'économie circulaire dans tous les secteurs de l'économie francilienne, et a adopté une nouvelle Stratégie régionale pour l'économie circulaire (SREC) le 24 septembre dernier. Elle vise à diffuser les principes de l'économie circulaire dans l'ensemble des politiques régionales.

Ainsi, en 2021, la Région portera l'ambition :

- d'assurer l'animation et la coordination de la mise en œuvre du PRPGD en mobilisation et en accompagnant les acteurs franciliens pour atteindre les objectifs régionaux fixés avec eux dans ce document cadre stratégique ;
- de poursuivre le renforcement de la dynamique de lutte contre les dépôts sauvages avec le Fonds propreté et son plan d'action Île-de-France propre voté en 2016;
- de mettre en œuvre sa stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire (SREC) et les mesures de la COP Île-de-France d'ici 2030 un territoire leader en matière d'économie circulaire, et d'en faire un mode de développement, source de compétitivité et de relocalisation d'activités, de solidarité, d'innovation sociétale, et d'emploi.

Dans le cadre de la SREC, le plan d'actions 2021 sera notamment engagé avec les actions suivantes :

- mobiliser les acteurs franciliens pour les engager dans l'économie circulaire en lançant les appels à manifestation d'intérêt et d'appels à projets prévus dans le cadre de la SREC : « Territoires franciliens circulaires », « Île-de-France zéro plastique », « Eco circ' BTP Île-de-France» et «Innover pour réduire, réemployer, réparer et valoriser nos déchets » ;
- accompagner le lancement de la Mission d'Appui au développement des Clauses Circulaires et Environnementales (MACCE), pour faire de la commande publique un moteur, en soutenant le GIP Maximilien porteur de cette mission ;
- mettre en œuvre les 6 engagements pris en tant que collectivité exemplaire ;
- lancer avec l'Institut Paris Region, une communauté des territoires engagés dans l'économie circulaire et mettre en place au sein de l'Institut une mission transversale d'observation régionale des ressources.

En synergie, la Région mettra en œuvre des propositions de la COP Île-de-France, en particulier en :

- mettant en œuvre l'AMI pour favoriser le recyclage des masques lancé fin 2020 ;
- renforçant son smart service « Mon reflexe zéro déchet » qui met à disposition des Franciliens les données sur les composteurs de proximité, les lieux d'achats en vrac ou en consigne, les fontaines à eau pour remplir sa gourde, les ressourceries/recycleries, les lieux de dépose des déchets tels que les déchèteries.

En 2021, les projets locaux et grands projets de droit commun relevant des thématiques « déchet et économie circulaire » et « propreté » pourront à nouveau être soutenus dans le cadre du Budget participatif écologique et solidaire.

Par ailleurs, la politique régionale permettra de financer en 2021 sur l'action « **Economie circulaire, déchets** » divers projets et renforcer plus particulièrement les soutiens pour :

- la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- le développement des activités et pratiques de réemploi ou réparation ;
- les opérations de compostage de proximité ;
- la collecte de déchets dangereux ;
- le réemploi et la valorisation des déchets dans les chantiers du BTP ;
- la modernisation et la création de déchèteries et équipements de tri publics et professionnels ;
- des plateformes de tri-valorisation des déchets des ménages et des activités économiques (dont déchets inertes tels que déblais/granulats), ou des biodéchets (compostage...).

Enfin, la Région poursuivra son implication forte dans la lutte contre les dépôts sauvages, sur la base du plan d'actions « Île-de-France propre » adopté le 7 juillet 2016, avec déjà 10 M€ et 323 projets soutenus avec le fonds propreté, qui permet de soutenir en 2021 des projets pour lutter contre le fléau des dépôts sauvages, de mettre en œuvre des moyens de protection de zones sensibles, d'installer des caméras de vidéosurveillance et pièges photographiques ou encore des panneaux de sensibilisation et d'information. Des webinaires seront reconduits pour renforcer les compétences et l'action des collectivités. Un smart service sur la verbalisation sera également développé en complément de l'application ACDECHET pour faciliter les sanctions.

1.2. Une Île-de-France plus respirable et plus apaisée

Face aux défis de santé et de qualité de vie que représentent la pollution de l'air, la Région réaffirme son engagement en mobilisant des moyens significativement accrus en faveur de la qualité de l'air. Dans le cadre de son plan « **Changeons d'air en Île-de-France** » adopté en juin 2016, la Région agit de manière globale et transversale sur plusieurs thématiques : aménagement, transport, énergie, logement, économie, etc.

Les engagements pris à ce titre se traduiront en 2021 par :

- la poursuite du soutien à **AIRPARIF** pour ses actions en matière de surveillance de la qualité de l'air et également pour permettre l'acquisition de matériels de mesure et la réalisation d'études nécessaires pour améliorer les connaissances dans ce domaine ;

- la prise en compte des besoins liés au **Airlab** afin de créer des synergies entre partenaires publics et privés dans le développement de nouvelles technologies pour améliorer la qualité de l'air (s'inscrivant également dans la Smart région);

- la poursuite de l'aide mobilisée pour accompagner les artisans et TPE dans l'acquisition de **véhicules propres**, qui se traduit par une aide à l'achat de véhicules propres électriques, au gaz naturel ou à hydrogène, dispositif étendu en 2020 au transport de marchandises pour compte d'autrui et au rétrofit pour les particuliers;

- la montée en puissance du **Fonds Air-Bois**, en partenariat avec l'ADEME, pour inciter les franciliens à remplacer leur anciens chauffage principal individuel au bois, d'avant 2002, à usage de chauffage principal, par des équipements modernes et moins polluants ;

- le soutien à des projets visant à améliorer la qualité de l'air dans les espaces intérieur des transports en commun et de l'espace public (projets innovants et projets de collectivités de moins de 20 000 habitants pour leurs crèches et écoles).

- la poursuite du programme « **Aménagement et modernisation des voies navigables** » en faveur du soutien au développement du transport fluvial pour réduire les émissions carbone engendrées par le transport routier. Des actions particulières en faveur du transport fluvial qui présente de nombreux avantages environnementaux et un potentiel important, se poursuivront notamment par le financement de projets prévus au CPER et au CPIER ou par l'engagement pris par la Région en 2017 de participer au financement du Canal Seine-Nord Europe.

Par ailleurs, la Région poursuivra ses actions en faveur de la **lutte contre le bruit** avec :

- le programme « **Environnement des infrastructures de transport** » qui vise à lutter spécifiquement contre le bruit routier et ferroviaire en développant notamment des « enrobés phoniques » afin de réduire fortement les nuisances sonores (première nuisance ressentie par les franciliens) dans les secteurs recensés et identifiés comme « points noirs de bruit » ;

- la poursuite du soutien à **Bruitparif**, Observatoire du bruit en Île-de-France, afin d'améliorer la mesure et l'évaluation des nuisances sonores pour mieux orienter les décideurs publics face aux impacts sanitaires et socio-économiques, pour informer et sensibiliser les Franciliens, et pour accompagner les différents acteurs.

1.3. Une Région qui mise sur les énergies renouvelables

Priorité budgétaire confirmée pour 2021, décidée à assurer pleinement son rôle de chef de file en matière de qualité de l'air, d'énergie et de lutte contre les changements climatiques, la Région inscrit la transition énergétique comme un enjeu majeur, avec la volonté de l'Exécutif de poursuivre le déploiement massif de toutes les énergies renouvelables dans les territoires, en misant à la fois sur l'innovation et la mobilisation de l'ensemble des acteurs mais aussi des citoyens, autour de projets énergétiques participatifs.

Ainsi, la mise en œuvre de la Stratégie régionale énergie-climat adoptée en juillet 2018 se poursuit avec détermination, en accélérant notamment le développement de la mobilité hydrogène, du solaire photovoltaïque et de la méthanisation grâce aux cadres d'intervention ambitieux adoptés en novembre 2019 :

- pour accompagner le développement d'une mobilité propre adaptée aux différents usages et territoires, la Région souhaite encourager la mobilité hydrogène, en complémentarité avec l'électrique et le GNV. La Région a ainsi élaboré avec les acteurs de la filière la charte « **Île-de-France Territoire Hydrogène** », votée en novembre 2019, ayant pour objectif de faciliter l'interopérabilité des projets sur l'hydrogène développés dans tout le territoire. Elle s'accompagne de l'appel à manifestation

d'intérêts (AMI) « Innovation et structuration de la filière hydrogène », complétant ainsi les dispositifs régionaux existants de soutien à l'acquisition de véhicules à hydrogène et d'aide au développement de la production d'hydrogène dans le territoire. Le travail se poursuivra au sein du Club Hydrogène installé en juillet 2020, dont l'ambition est de mettre en lien les acteurs économiques, institutionnels et les collectivités pour accélérer le déploiement de projets hydrogène sur le territoire en fédérant les initiatives.

- **le Plan solaire** doit également permettre de couvrir les besoins en électricité d'environ un million de Franciliens. Ce plan prévoit notamment d'installer du photovoltaïque sur 100 lycées et sites régionaux, et de mobiliser les collectivités pour identifier les potentiels sur leur foncier et leur bâti puis pour équiper leurs bâtiments. Il ambitionne également le lancement d'une centrale photovoltaïque régionale pour couvrir les besoins énergétiques du siège du conseil régional.

- la stratégie énergie-climat adoptée en juillet 2018 fixe un objectif de 5 TWh/an de production de biométhane, à l'horizon 2030, soit une multiplication par 6 de la situation régionale actuelle. Pour atteindre cet objectif, le **plan méthanisation** présenté au conseil régional en novembre 2019 prévoit notamment :

    - la **création d'un cercle régional des acteurs de la méthanisation** pour offrir un accompagnement technique aux porteurs de projet, financer des études de faisabilité, créer et animer une plate-forme Internet, organiser des visites de sites, soutenir la montée en compétences des acteurs et engager des réflexions dans le cadre de groupes de travail thématiques. Un évènement annuel sera organisé en Île-de-France ;

    - un **soutien aux démarches de concertation ;**

    - le **soutien aux investissements à travers 3 appels à projets** : pour la méthanisation agricole, pour la méthanisation dite « non-agricole » (biodéchets, boues de stations d'épuration…) et pour des projets innovants de micro-méthanisation ;

    - **le développement de la mobilité durable GNV/BioGNV** en soutenant la conversion du parc automobile professionnel.

La Région perpétue également son effort en faveur du développement local des autres énergies renouvelables et de récupération, notamment sur les réseaux de chaleur.

De plus, afin d'impliquer davantage les citoyens franciliens dans le développement des énergies renouvelables, la Région reconduira en 2021 son appel à projets pour soutenir 100 projets citoyens autour des énergies renouvelables. Ouvert aux associations, aux coopératives citoyennes et aux collectivités, l'appel à projets dédié, le plus important jamais lancé dans ce domaine, contribuera à faire émerger une véritable filière citoyenne des énergies renouvelables.

Dans le domaine de l'efficacité énergétique, l'action régionale prendra appui sur la **SEM Île-de-France Energies** dont le déploiement est désormais facilité par la mise en place opérationnelle du tiers-financement. La Région mettra en place des actions pour encourager l'efficacité énergétique et les économies d'énergie dans les communes franciliennes rurales, notamment sur leur patrimoine bâti et celui de leur éclairage public.

Par ailleurs, l'espace Environnement & Énergie et sa plateforme en ligne Île-de-France Smart Services propose aux 12 millions de Franciliens, 8 services numériques pour une Île-de-France durable. La Région poursuit plusieurs objectifs au bénéfice des Franciliens : centraliser les données et informations relatives à l'environnement dans la région, d'encourager et de faciliter le changement de comportement, mettre en avant les initiatives et solutions locales mises en œuvre. La Région travaillera en 2021 au développement de nouveaux services, parmi lesquels un système d'information carbone permettant à tous les Franciliens de suivre l'évolution du bilan carbone global de leur territoire et un service qui permettra aux Franciliens d'avoir accès à des données et indicateurs sur l'état de la qualité de l'air de leur territoire.

Dans le domaine de la transition énergétique, et pour l'accélérer en 2021, la Région soutiendra **l'Agence régionale énergie-climat d'Île-de-France (AREC ÎdF**) afin d'assister les collectivités et acteurs franciliens notamment dans leurs actions de rénovation énergétique et de constructions durables. La Région continuera aussi de soutenir les agences locales de l'énergie et du climat et les autres structures locales de la transition énergétique dans leur mission de conseil et d'accompagnement, en matière de maîtrise de l'énergie et d'énergies renouvelables auprès des particuliers, professionnels et collectivités.

Enfin, la Région assumera également son rôle de chef de file en matière de transition énergétique en mettant en œuvre les propositions issues de 1ère COP francilienne énergie-climat organisée en 2020. Cet événement qui a réuni l'ensemble des acteurs engagés pour la transition énergétique permet de lancer une dynamique collective pour atteindre les objectifs définis par la Région. 192 propositions figurent dans la feuille de route, issue de la COP. L'année 2021 sera largement consacrée à l'étude de la déclinaison opérationnelle et la mise en œuvre de dispositif pour enclencher des actions concernant ces propositions.

1.4. Biodiversité, végétalisation et protection du patrimoine naturel

Chef de file en matière de biodiversité, la Région agit depuis 2016 pour la mise en œuvre de ses différentes priorités stratégiques, au service de la préservation et de la restauration de la biodiversité, de la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que du développement des espaces verts.

- **Le développement et la protection de la biodiversité**

L'Île-de-France a été pionnière en créant et en finançant la première **Agence régionale de la biodiversité (ARB)** de France, lancée en novembre 2017 et inaugurée en avril 2018. L'ARB a pris la forme d'une convention constitutive impliquant, au-delà de la Région et de l'AFB (Agence Française pour la Biodiversité), devenu depuis janvier 2020 l'Office Français de la Biodiversité (OFB), l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN), la Préfecture de Région et **l'Institut Paris Region**. Le rattachement de l'ARB à l'Institut Paris Region, en tant que département dédié à la biodiversité, permet d'inclure la biodiversité dans la définition d'un aménagement durable et équilibré du territoire francilien.

L'année 2020 a vu la poursuite des missions menées par l'ARB, qui portent sur le développement des connaissances, l'accompagnement dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques régionales, l'ingénierie et l'expertise auprès des acteurs franciliens, la sensibilisation et la formation. Ces missions ont été conduites dans un contexte bien particulier qui a nécessairement impacté les activités de l'ARB, notamment en ce qui

concerne les événements et animations rassemblant du public, mais la majorité des actions ont pu être néanmoins menées à bien.
Ces missions, essentielles à la prise en compte de la biodiversité, à la mise en œuvre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité et du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) par les différents acteurs, se poursuivront en 2021.

2020 a été aussi marquée par l'accueil, dans un contexte sanitaire complexe, des Assises nationales de la biodiversité (ANB) qui se sont tenues pour la seconde fois en Île-de-France en octobre à Massy - Paris Saclay, confortant de nouveau la Région comme un acteur public incontournable pour une nature préservée et valorisée au cœur de la qualité de vie des habitants.

Endossant son rôle de chef de file en matière de biodiversité, la Région Île-de-France a adopté fin 2019 la Stratégie Régionale pour la Biodiversité qui définit une trajectoire ambitieuse pour préserver, restaurer et valoriser le patrimoine naturel francilien à l'horizon 2030. L'ambition de la Région s'inscrit pleinement dans le nouveau format des SRB défini par la loi biodiversité de 2016, en construisant une stratégie partenariale, portée par l'ensemble des acteurs du territoire régional, avec une vision partagée des enjeux franciliens en matière de biodiversité et la définition d'un cadre de référence pour l'action. Son approche transversale permet de créer des synergies pour que la préservation de la biodiversité soit un enjeu intégré dans l'ensemble des politiques régionales (agriculture, aménagement, forêt, sports, développement économique, santé...).

Ainsi, cette Stratégie s'articule autour de 4 grandes orientations stratégiques :

- améliorer la santé et le bien-être de tous les Franciliens grâce à la nature ;
- faire de la biodiversité un atout économique et d'innovation ;
- placer la biodiversité au cœur de l'aménagement de nos territoires ;
- protéger la nature, notre capital commun.

L'adoption de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité a été l'occasion d'une refonte, en janvier 2020, des dispositifs en faveur de la biodiversité, pour les rendre plus efficaces, cohérents et lisibles pour les maîtres d'ouvrage. Dans cette optique, a été lancé dès le début de l'année 2020, l'appel à projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France », en partenariat avec l'ARB, qui a permis de soutenir 42 projets permettant de lutter contre l'érosion de la biodiversité et de concourir à sa reconquête en cohérence avec la Trame Verte et Bleue régionale.

La Région continuera d'apporter également son soutien aux **12 réserves naturelles régionales (RNR)** gérées par l'Agence des Espaces Verts, le Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse, le Département du Val d'Oise, la Ville de Limay, le SIAAP, la Communauté d'agglomération Paris-Vallée de la Marne, l'Association de gestion du marais de Larchant et la Ligue pour la Protection des Oiseaux.
En 2020, la redynamisation des comités consultatifs de gestion, des conseils scientifiques territoriaux et des journées d'échanges entre gestionnaires ont été au centre des préoccupations. Malgré la situation, une attention particulière a également été apportée pour poursuivre les travaux avec les RNR et les accompagner. L'année 2021 permettra la poursuite des actions engagées en 2020 et d'initier les procédures pour la création de 4 nouvelles RNR qui viendront consolider le réseau d'espaces naturels franciliens.

- La nature pour tous et partout

Dans le cadre du Plan vert de la région Île-de-France « La nature partout et pour tous », la Région s'est engagée à créer 500 hectares d'espaces verts et de nature de proximité, afin d'offrir aux Franciliens qui en sont privés un accès à ces espaces, particulièrement pour les habitants des zones carencées.
Cet objectif a été atteint en 2020, grâce au soutien à 14 nouveaux projets contribuant à créer et améliorer l'accessibilité de 17,11 hectares de nouveaux espaces verts et de nature et à la plantation de 250 arbres d'alignement. Ainsi, entre 2016 et 2020, plus de 500 nouveaux hectares d'espaces verts et de nature ont été créés et ouverts au public, soit 94 projets soutenus.

Au regard de l'atteinte des objectifs fixés en 2017, la Région a souhaité réaffirmer son engagement en faveur de l'accès aux espaces verts et de nature pour tous les Franciliens. Aussi, en 2021, la Région consacrera un budget renforcé à la création nette d'espaces verts ou à leur mise en accessibilité, dans l'optique de créer 500 ha supplémentaires d'espaces verts et de nature accessibles aux Franciliens d'ici à 2025. Une partie de ce budget sera mobilisée pour soutenir des projets d'amélioration de la qualité des espaces verts, les rendre plus favorables à la biodiversité et plus accessibles aux Franciliens, et accroître leur résilience face aux changements climatiques. Seront notamment privilégiées les opérations de désimperméabilisation contribuant à l'objectif de « Zéro Artificialisation Nette ».

En complément des projets soutenus au titre du Plan Vert, la Région poursuit son engagement dans le projet de la Tégéval : sur une surface de 96 hectares pour un linéaire de 20 km. La Tégéval est une coulée verte destinée aux piétons, aux personnes à mobilité réduite et aux cyclistes, qui traverse plusieurs communes du Val-de-Marne. Cette liaison verte d'envergure régionale reliera, à l'horizon 2030, le parc du Val-de-Marne à Créteil, à la forêt Notre-Dame, à Santeny. La Région financera en 2021 la poursuite des travaux et aménagements nécessaires au fur et à mesure des acquisitions, ainsi que des interventions de sauvegarde des milieux naturels.

- Les milieux aquatiques et humides

Revue en 2016 afin de tenir compte des modifications de périmètre de compétences entre la Région et le bloc communal, la Stratégie régionale dans le domaine de l'eau a été recentrée sur les milieux aquatiques et humides autour d'aménagements favorisant la biodiversité, la maîtrise des ruissellements des eaux pluviales et la suppression de l'usage des produits phytosanitaires.

Au cours de l'année 2020, 28 opérations relevant des milieux aquatiques et humides ont été accompagnées sur ces thèmes, parmi lesquelles on peut citer, la création de zones humides sur la commune de Beauchery-Saint-Martin et la désimperméabilisation et végétalisation de la place du cadran solaire à Gennevilliers.
En 2021, les investissements seront notamment mobilisés pour la réouverture et la renaturation de cours d'eau, comme la vieille mer en Seine-Saint-Denis, la réouverture de l'Orge à Juvisy-sur-Orge et la réouverture de la Bière à Paris. Ces opérations représentent un enjeu majeur dans les années à venir et concourent transversalement à de nombreuses politiques régionales : amélioration du cadre de vie en ville, végétalisation des berges et biodiversité en ville, restauration des trame bleues, réduction du risque de crues...
D'autres réalisations concerneront la maîtrise à la source des ruissellements par des aménagements végétalisés favorisant l'infiltration des eaux de pluie, contribuant ainsi à la mise en œuvre de la trame verte et bleue et du Plan vert. Grâce à la désimperméabilisation d'espaces artificialisés, ces réalisations contribueront par ailleurs à la poursuite de l'objectif de « Zéro Artificialisation Nette » que s'est fixé la Région.

Le « zéro phyto » restera également une priorité de la Région en 2021, afin d'accompagner les collectivités pour généraliser les mesures alternatives aux produits phytosanitaires dans l'espace public.

La Région a également poursuivi son soutien aux **contrats Trame Verte et Bleue (TVB)** avec une nouvelle ambition intégrant le développement de la biodiversité, la maîtrise à la source des ruissellements et l'adaptation au changement climatique (rafraîchissement de la ville).

Ainsi, en 2020,

- les futurs contrats TVB de la Juine et de l'Yerres ont bénéficié d'un accompagnement ;
- les contrats en cours de Marne Confluence et Plaine et coteaux de la Seine centrale urbaine se sont poursuivis ;
- le nouveau contrat de la Bièvre qui couvre tout le bassin versant de la rivière depuis sa source à Guyancourt dans les Yvelines jusqu'à l'ancienne confluence avec la Seine dans Paris au Pont d'Austerlitz, avec les affluents, coteaux, vallons et trames vertes et bleues associées a été adopté.

De nouveaux contrats Trame Verte et Bleue seront proposés au vote de la commission permanente en 2021.

Ces réouvertures et plus généralement les renaturations des cours d'eau et de leurs berges représentent un enjeu majeur dans les années à venir et concourent transversalement à de nombreuses politiques régionales : amélioration du cadre de vie en ville, végétalisation des berges et biodiversité en milieu urbain notamment, restauration des trames bleues, gestion des crues...

D'autres réalisations concerneront la maîtrise à la source des ruissellements par des espaces d'infiltration contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue et du Plan vert.

1.5. La finalisation de la mise en œuvre des stratégies régionales en matière de forêt, bois et matériaux bio-sourcés

L'Île-de-France possède un patrimoine forestier remarquable couvrant près du quart de son territoire. Espace de bien-être et de préservation de la biodiversité, la forêt francilienne constitue un gisement de bois, d'emplois et de valeurs encore largement sous-exploité. Dans le même temps, les co-produits et sous-produits agricoles (paille de céréale) ou les cultures comme le chanvre et le miscanthus offrent de véritables voies de diversification pour les agriculteurs franciliens.

Consciente du potentiel de ces filières en Île-de-France, non seulement au plan environnemental mais également en termes de création d'emplois et de valeur ajoutée, la Région a adopté fin 2017 une Stratégie régionale pour la forêt et le bois (SRFB) complétée un an plus tard par la Stratégie régionale pour l'essor des filières de matériaux et produits biosourcés en Île-de-France qui s'inscrit dans la déclinaison du Pacte agricole adopté en juillet 2018.

Ces stratégies poursuivent 4 grandes ambitions :

- **Dynamiser la gestion forestière et mobiliser les co-produits agricoles tout en préservant les espaces forestiers et agricoles**, en investissant massivement dans les dessertes et la mécanisation forestière et dans la diversification des matériels agricoles.

- **Reconstituer une filière compétitive et bâtir un modèle industriel basé sur la transformation de co-produits ou de sous-produits agricoles et forestiers,** en soutenant la création ou la modernisation d'unités industrielles de 1ère et 2ème transformation du bois et autres matériaux biosourcés.
- **Accélérer l'accès au marché des produits innovants** en se reposant sur l'écosystème francilien de la R&D.
- **Et enfin, stimuler le marché et offrir des débouchés aux produits bois et biosourcés** notamment dans le secteur du bâtiment.

Parmi les actions phares menées ces 3 dernières années, on peut citer :

- L'activation et le renouvellement de mesures forestières dans le cadre du Programme de développement rural d'Île-de-France ;
- La création d'un réseau d'élus référents forêt-bois, animé par la Fédération nationale des communes forestières ;
- Le soutien à la structuration des filières forêt-bois et matériaux biosourcés via des conventions de subventions attribuées aux organisations professionnelles régionales (Fibois Île-de-France, Construire en chanvre Île-de-France et le Collect'if paille)
- La création d'un cluster bois-biosourcés en Île-de-France et son dispositif de soutien aux projets innovants ;
- La création du dispositif « Réflexe bois-biosourcés » à destination des maîtres d'ouvrage publics et des agriculteurs ;
- Le lancement d'un dispositif de soutien à la création et à la modernisation de scieries artisanales et semi-industrielles ;
- Le soutien à des projets industriels structurants pour la filière chanvre et la filière paille francilienne (Wall'UP et POLYBIOM) dans le cadre du 3ème Plan d'investissement d'avenir ;
- La signature du Pacte bois-biosourcés par la Région, en novembre dernier.

L'année 2021 viendra confirmer l'ambition de la stratégie régionale pour la forêt et le bois et de la stratégie régionale pour l'essor des filières de matériaux et produits biosourcés, avec un doublement du budget dédié en investissement, en concrétisant les engagements pris par la Présidente lors de la COP régionale, à savoir :

- Le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour favoriser le retour d'une industrie de 2ème transformation du bois en Île-de-France (dans la continuité de l'appel à projets « petites scieries ») ;
- La mise en place d'une convention pluriannuelle avec l'Office national des forêts sur l'adaptation des essences au changement climatique et la sauvegarde des forêts publiques ;
- Le déploiement du dispositif « réflexe bois-biosourcés » qui accompagne les maîtres d'ouvrages et aménageurs publics dans leurs projets de construction-rénovation ;
- La création d'un Campus des métiers de la transition écologique et numérique du bâtiment.

1.6. Une politique de soutien à la structuration d'approvisionnement des cantines des lycées avec des circuits courts

Améliorer la qualité des repas servis aux lycéens est l'une des priorités de la politique régionale pour répondre aux enjeux suivants : offrir aux élèves des repas équilibrés et sains, mettre en place une sensibilisation au bien manger et soutenir les filières agricoles franciliennes.

Cette priorité de l'Exécutif, en réponse aux enjeux nutritionnels et environnementaux, permet également la structuration des filières d'Île-de-France et la mise en œuvre du projet alimentaire régional, afin d'arriver à approvisionner 100 % des cantines des lycées en circuits courts, avec des produits locaux, dont des produits biologiques à hauteur de 50% d'ici 2024.

2. Transports et mobilités

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
Les transports et mobilités		**948,000**	**771,436**	**1 719,436**
	Les transports en commun			
	Liaisons ferroviaires	550,000		550,000
	Liaisons tramways	76,000		76,000
	Métro	160,000		160,000
	Plans locaux de déplacements	2,000		2,000
	Développement et amélioration des sites propres pour autobus	35,000		35,000
	Grands pôles intermodaux	5,000		5,000
	Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens		673,380	673,380
	Actions spécifiques en matière de tarification		97,500	97,500
	Les mobilités			
	Réseaux verts et équipements cyclables	25,000		25,000
	Plan anti bouchon (aménagements voirie nationale et voirie départementale)	57,000		57,000
	Transport des marchandises	23,000		23,000
	Etudes générales, expérimentations et innovations	15,000	0,406	15,406
	Ecomobilité		0,150	0,150

La Région Île-de-France et Île-de-France Mobilités ont entrepris depuis 2016 un vaste programme pour diminuer les émissions liées aux transports collectifs, lutter contre la congestion sur les routes, développer les transports en commun et faire la promotion de nouvelles mobilités pour de nouveaux usages tant sur les routes et le rail que par le fleuve.

Ce programme sera amplifié en 2021 avec la mise en place de projets liés à la Smart région.

- **Liaisons ferroviaires, tramways et métros**

Un effort global et sans précédent en faveur des transports en commun va permettre de les rendre plus attractifs et modernes. Ces investissements portent sur le développement du réseau de transports avec les prolongements de lignes existantes (lignes de métro 4, 11,14, RER E) en cours, mais également l'automatisation des lignes 4 et 13, ainsi que des RER B, D et E avec le système Nexteo.

- **Les plans locaux de déplacements**

Partie intégrante du plan « anti-bouchon », les plans locaux de déplacement et les plans de mobilité inter-entreprises, en agissant sur la demande de mobilité en amont, permettent de décliner en projets opérationnels

des orientations sur une mobilité adaptée aux besoins des territoires, mais également de mener à l'échelle des intercommunalités une réflexion indispensable pour organiser localement les usages et conduire les aménagements les plus pertinents. Ainsi, entre 2017 et 2020, la Région a soutenu : 5 Plans Locaux de Déplacements, 17 Plans de mobilité inter-entreprises ou Campus, 11 aires de covoiturage et un service d'autostop organisé sur la CA Cœur d'Essonne.

- **Le développement et l'amélioration des sites propres pour autobus**

Ce dispositif propose des aménagements de partage de la voirie au bénéfice de Transports en Commun en Site Propre (TCSP), tels que les projets de TZen, la poursuite des études sur de nouvelles lignes de bus à haut niveau de service ainsi que le Câble A (Téléval), contribuent au développement d'un réseau de transport en commun efficace et attractif.

- **L'aménagement de Grands pôles intermodaux**

L'enveloppe proposée en 2021, permettra notamment de poursuivre les travaux de projets de pôles intermodaux en cours mais aussi de réaliser les études amont jusqu'à l'enquête d'utilité publique pour de nouveaux projets.

- **La contribution régionale à Île-de-France Mobilités**

Par son soutien au fonctionnement du système de transports en commun, la Région contribue à la mise en œuvre, dans les prochaines années, des objectifs suivants :

- la **modernisation des transports** en terminant la rénovation ou le renouvellement de 708 rames sur la période 2016-2021. Les commandes sont à présent passées ;
- les nouveaux trains sont plus respectueux de l'environnement et consomment 20 % d'énergie en moins, grâce à un système de récupération de l'énergie produite au freinage et grâce à la climatisation et au chauffage sont ajustés automatiquement en fonction du nombre de passagers à bord ;
- la **conquête des territoires de la grande couronne** par un renfort de l'offre de bus, adopté en juin 2017, à la suite d'une grande concertation. 2000 bus électriques et GNV ont été commandés en 2020. L'objectif est de faire circuler 100 % de bus écologiques dans toutes les zones denses de la région d'ici 2025, ce qui nécessitera le déploiement progressif de plus de 5 000 bus propres, biogaz ou électriques ;
- la poursuite du **développement de services numériques innovants** offerts aux voyageurs, (plan de modernisation de la billettique) en cohérence avec le projet de « **Smart Région** », avec le paiement à l'usage en paiement différé (le *Navigo liberté +*) qui sera généralisé à l'ensemble du réseau francilien en 2021, et le déploiement de l'achat et de la validation de titres sur smartphone ;
- des **conditions de tarification** particulièrement avantageuses pour les publics scolaires et les étudiants (50 % de réduction) et une tarification sociale et très sociale des transports permettant aux voyageurs concernés de bénéficier de réduction allant de 50 % à 100 %.

- **Le vélo**

Le « **Plan vélo** » approuvé par l'assemblée régionale en 2017 est centré sur les déplacements du quotidien. Il consiste à privilégier le rabattement vers les gares, les déplacements domicile-travail ainsi que la pratique scolaire et des étudiants. Les nouvelles modalités d'action se composent d'un nouveau dispositif de soutien aux politiques cyclables du quotidien et d'un cadre pour des appels à projets sur des territoires à fort enjeu régional (itinéraire sécurisé et jalonné, stationnement vélo sécurisé et offre de services). La Région a également financé la réalisation de plus de 130 km d'aménagements cyclables provisoires permettant de compléter le maillage existant.

Elle s'est également engagée en 2020 pour la réalisation du projet de RER-Vélo, conçu comme un réseau régional de voies cyclables continues, sécuritaires, confortables et efficaces. La Région pourra ainsi mobiliser jusqu'à 300 M€ pour sa réalisation, et financer 60% du coût du projet.

Enfin, une partie de ce budget complétera le financement d'Île-de-France Mobilités pour la mise en place d'un système de location longue durée de vélo à assistance électrique (15 000 VAE en octobre 2020).

- **La mise en œuvre du plan « anti-bouchon et pour changer la route »**

Voté par le conseil régional en mars 2017, ce plan vise à redonner à la route toute sa place dans la politique régionale de transport, afin d'en faire un outil moderne au service des territoires et en n'en favorisant les usages vertueux.

Il s'agit aussi d'anticiper les évolutions technologiques profondes qui vont bouleverser les usages de la route et l'ensemble des transports, afin de promouvoir une politique ambitieuse, visionnaire et responsable grâce à un fond pour la route intelligente qui permet :

- une action résolue, traitant les principaux points de congestions récurrentes du réseau, générateurs de pollution ;
- la constitution d'un véritable réseau routier d'intérêt régional, assurant un bon niveau de qualité de service à ses usagers, afin d'améliorer la performance économique de la région et la qualité de vie de ses habitants ;
- le développement de la route intelligente au service de la « Smart Région », comme support d'usages modernes, performants et respectueux de l'environnement.

Par ailleurs, un dispositif complémentaire, voté dans le cadre de la révision du Plan route par le conseil régional en novembre 2019, articule plusieurs actions pour favoriser l'électromobilité :

- des subventions pour l'installation ou la mise à niveau de bornes de recharge électriques publiques, complémentaires aux aides Advenir (pilotées par l'Avere) ;
- une labellisation des bornes répondant à des critères de qualité de service ;
- la cartographie des bornes de recharge ouvertes au public ;
- 12 000 bornes de recharge électrique en libre accès doivent être installées d'ici à 2023 ainsi que de nouvelles voies réservées aux bus, taxis et covoitureurs afin de limiter les congestions.

- **Le transport de marchandises**

La « **stratégie régionale pour le fret et la logistique** » adoptée par le conseil régional réuni le 15 mars 2018 permet de concilier la performance économique et sociale et l'excellence environnementale. Au sein d'une vision globale, il s'agit ainsi de répondre aux besoins de nombreux secteurs de l'économie, en accompagnant les acteurs vers des pratiques intégrant les besoins collectifs.

La Région poursuit ainsi son action visant à réduire les nuisances liées aux flux de marchandises et à mieux valoriser les activités logistiques développant l'attractivité du territoire. Elle a ainsi lancé en janvier 2020 un AMI « accompagnement des territoires » visant à inciter les collectivités et les professionnels de la logistique à collaborer sur des solutions communes. 22 premiers projets ont été retenus pour développer une logistique vertueuse.

- Etudes générales, expérimentations et innovations

La Région renforcera son soutien aux innovations dans le domaine des infrastructures et du vélo, et engagera une action de sensibilisation en matière de sécurité routière auprès des collégiens.

De même, la Région poursuivra son ambitieuse politique d'innovation routière, en partenariat avec l'Etat et plusieurs acteurs locaux. Ainsi, pour devenir la 1ère région mondiale du véhicule autonome, la Région Île-de-France poursuivra les travaux en vue de premiers roulages de test dès 2021 pour la mise en service de la première navette autonome, propre et partagée Roissy-La Défense. Cela contribuera notamment à lutter contre la pollution de l'air en favorisant la mobilité semi-collective.

- L'écomobilité

Le management de la mobilité est un levier concret et peu coûteux pour organiser la demande de déplacements et par conséquent, réduire le besoin en investissements publics sur le réseau de transport.

La mise en œuvre des plans de mobilité inter-entreprises (PDMIE), le conseil en mobilité et l'accompagnement des agences locales de mobilités seront poursuivis en 2021. La Région accompagne les entreprises financièrement et leur apport un soutien technique au travers du réseau « Pro'Mobilité » et de ses délégués territoriaux.

Depuis 2019 la Région et ses partenaires ont mis en œuvre les expérimentations portant sur la désaturation des heures de pointe à la fois sur le réseau de transports en commun (à la Défense et Plaine Commune) et du réseau routier (sur le territoire de Grand Paris Sud). Plusieurs outils sont ainsi déployés : le décalage des horaires, la généralisation du télétravail, l'usage de tiers-lieux ou de coworking. En 2020, une charte d'engagement entre une quinzaine d'entreprises, Plaine Commune, la RATP, la SNCF, Île-de-France Mobilités, la CCI 93 et la Région sur le territoire de Plaine Commune a été signée afin de s'engager en faveur de la désaturation dans les transports en commun en heure de pointe.

3. Logement et Politique de la Ville

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
Le logement et la politique de la ville		**96,000**		**96,000**
	Sites contractualisés ANRU	23,000		23,000
	Développement du parc locatif social et logement des jeunes	49,000		49,000
	Aide au parc privé	14,000		14,000
	Lutte contre la précarité énergétique	10,000		10,000

En 2021 et comme pour les années précédentes, les axes fondamentaux de l'intervention régionale en faveur du renouvellement urbain et du logement seront maintenus, y compris dans leur dimension environnementale, à travers notamment la performance énergétique des bâtiments et des logements aidés.

Ainsi**, pour le renouvellement urbain**, la délibération cadre adoptée en janvier 2017 sur l'accompagnement du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), permettra la mise en œuvre d'équipements respectant une démarche globale de développement durable.

La limitation de la consommation des ressources, la performance énergétique, l'emploi de matériaux innovants, l'accessibilité et l'adaptabilité des bâtiments sont ainsi encouragées et des majorations de subventions sont possibles pour les programmes intégrant des démarches certifiées.

Dans le secteur du logement, les aides régionales à la production permettront d'accompagner les opérateurs vers le passage à la prochaine règlementation thermique RT 2020, qui devrait entrer en vigueur à partir de 2021.

La RT 2012 demeure le niveau d'exigence requis en contrepartie d'une aide régionale, permettant l'intégration de la dimension environnementale des constructions dans la politique régionale du logement. Ce secteur d'intervention a notamment contribué à la mobilisation par la Région, depuis plusieurs années, de l'emprunt vert et responsable.

Une nouvelle étape devrait être franchie en 2021, avec la généralisation des bâtiments à énergie positive. En effet, la nouvelle réglementation imposera que le bilan énergétique soit inférieur à 0 kWh/m^2/an et de nouveaux indicateurs seront mis en place tels que le bilan carbone qui mesure l'impact environnemental sur la durée de vie du bâtiment. Les énergies renouvelables joueront un rôle essentiel, de même que l'emploi de nouveaux matériaux sera favorisé. Tous les gisements potentiels permettant de limiter l'impact sur l'environnement seront exploités (consommation électrique des appareils ménagers, éclairage, eaux de pluie...).

Les délibérations cadres votées depuis janvier 2017, prévoient en outre des primes pour favoriser l'emploi des éco-matériaux et permettent de soutenir les programmes limitant les émissions de gaz à effet de serre (bas carbone) et ceux intégrant la végétalisation des toitures ou des parois.

S'agissant du parc privé, l'aide aux copropriétés en difficulté permettra en 2021 d'accompagner les travaux de rénovation thermique des projets labellisés arrivant en phase opérationnelle. Les investissements réalisés, conformes aux réglementations en vigueur, bénéficieront aux habitants, via notamment la réduction des consommations énergétiques et l'émission de gaz à effet de serre. En 2020, les opérations aidées par la Région ont ainsi pu obtenir une baisse moyenne de plus de 40 % des consommations énergétiques, contribuant également de lutter à terme contre la précarité énergétique, en contribuant à la maîtrise des charges et, partant, à la solvabilisation des occupants.

Enfin, après une première année de mise en œuvre en 2020 du dispositif dédié à la rénovation thermique dans le parc social, les moyens seront renouvelés en 2021 pour apporter une accélération déterminante au programme de suppression des passoires thermiques.

4. Aménagement

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
L'aménagement		**40,800**	**3,182**	**43,982**
	Actions Interrégionales (CPIER)	0,300	0,060	0,360
	Cent Quartiers Innovants et Ecologiques	30,000		30,000
	Soutien aux dynamiques territoriales	0,150		0,150
	Aménagement durable et innovation urbaine	3,000		3,000
	Contrat d'aménagement régional	7,350		7,350
	Soutien à L'Institut Paris Région		2,622	2,622
	Biennale architecture et urbanisme		0,500	0,500

En 2021, la Région entend poursuivre sa démarche de territorialisation au service des collectivités franciliennes qui s'engagent dans des démarches écologiques et innovantes d'aménagement afin de promouvoir un meilleur cadre de vie en Île-de-France, soutenant ainsi l'ensemble du territoire francilien, urbain comme rural.

Aménager durablement le territoire en se projetant dans l'Île-de-France de demain, telle est l'ambition de la Région déclinée depuis 2016 à travers ses dispositifs contractuels et appels à projets mobilisant des axes d'interventions complémentaires répondant au mieux aux besoins des territoires. Le succès de cette dynamique ne se dément pas avec plusieurs dispositifs phares et emblématiques qui se poursuivront en 2021, contribuant à réaffirmer le positionnement de la Région en tant qu'acteur clé de la transformation urbaine, tout en répondant aux enjeux environnementaux, sociétaux et économiques.

Ainsi, trois nouveaux dispositifs soucieux de traduire rapidement en actions concrètes et efficaces les mesures annoncées à l'issue de la COP régionale de septembre 2020, seront ouverts aux collectivités locales début 2021 pour les accompagner dans leurs projets de ville durable, plus économe en foncier et plus résiliente au changement climatique **: « Réhabiliter plutôt que construire », « Transformer les entrées de ville »** et **« Soutenir 100 îlots de fraicheur dans les communes** ». Ces trois appels à projets expriment chacun l'attention portée par notre collectivité à la nécessité de mettre en œuvre un aménagement du territoire respectueux des sols naturels, de la biodiversité, des paysages et de l'environnement, au bénéfice du cadre de vie et de la santé des Franciliens.

Fort de l'engouement particulier qu'il a su créer dès son entrée en vigueur au 1er janvier 2017 avec déjà **217** contrats adoptés au cours de ces quatre années de mise en œuvre et finançant près de 550 actions sur l'ensemble du dispositif francilien, le dispositif **Contrat d'Aménagement régional (CAR)** verra son budget maintenu pour 2021, au titre de l'aménagement, permettant ainsi de conforter les orientations environnementales des projets présentés.

Les projets mis en œuvre grâce au dispositif « **100 quartiers innovants et écologiques** » (58 lauréats en quatre ans), ayant notamment vocation à réduire la consommation d'énergie par l'amélioration de la qualité du bâti, à

renforcer les espaces verts ou à participer à la construction de la ville de demain grâce au numérique, continueront à être soutenus en 2021.

Encourageant des projets d'**aménagement durable et d'innovation urbaine**, la Région poursuivra son action en faveur des dynamiques de préfiguration ou d'utilisation temporaire de sites en attente d'urbanisation, en redonnant de la vie à des lieux délaissés (par exemple via des projets encourageant l'agriculture urbaine, l'économie circulaire, etc), grâce au dispositif de soutien aux **initiatives d'urbanisme transitoire**.

De plus, en 2021, le **Plan friches** sera poursuivi et largement amplifié afin de contribuer à l'objectif zéro artificialisation nette à travers le financement d'études et de travaux de dépollution des sols, d'aménagement et de renaturation d'espaces en friches. De nouveaux appels à manifestation d'intérêt seront lancés afin d'identifier et de pouvoir accompagner des projets visant à limiter l'expansion urbaine et favoriser le renouvellement de la ville sur elle-même, ainsi qu'à préserver ou recréer des zones naturelles dans la nouvelle urbanisation projetée.

Le « **Soutien aux dynamiques territoriales** », permettra quant à lui, d'accompagner **l'ingénierie des EPCI** de grande couronne en faveur notamment de l'élaboration des Plans Climat Air-Énergie Territoriaux (PCAET).

Le nouveau **contrat de plan interrégional** (CPIER) doit traduire, pour la période–2021-2027, les enjeux communs de l'Etat et des Régions Île-de-France et Normandie autour de la Vallée de la Seine entre la Région capitale et sa façade maritime, en termes d'attractivité, d'aménagement, de développement durable et de préservation du patrimoine naturel. L'axe « Qualité environnementale et transition écologique » du CPIER concerne plus particulièrement la gestion de l'espace et le développement durable. Il financera des études destinées à préserver les paysages de la Vallée de la Seine, des dispositifs pour recycler le foncier urbanisé en déprise et des projets innovants en faveur de la transition écologique.

Dans le cadre de son programme d'études, l'**Institut Paris Region** sera notamment mobilisé pour assister la Région dans l'élaboration d'un nouveau schéma directeur francilien environnemental (SDRIF-E) et pour apporter son expertise dans le cadre de la problématique sur le « **zéro artificialisation nette** » qui permettra à la Région de réfléchir sur ses ambitions à moyen et long terme et sur leur traduction stratégique comme opérationnelle au regard des priorités de la mandature et notamment celles liées à l'écologie.

Après le succès de la première édition de la **Biennale d'architecture et de paysage d'Île-de-France** qui a accueilli 200 000 visiteurs, du 03 mai au 13 juillet 2019 à Versailles, la Région prépare, pour le printemps 2022, la deuxième édition qui sera l'occasion d'approfondir l'évolution des liens entre l'Homme, la Nature et la Ville face aux enjeux du changement climatique et aux besoins de solutions innovantes.

5. Agriculture et ruralité

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
L'agriculture et la ruralité		**13,629**	**12,610**	**26,230**
	La ruralité			
	Parcs naturels régionaux	4,000	4,957	8,957
	Espaces de travail collaboratifs	1,900		1,900
	Sauvegarde des commerces de proximité	3,500		3,500
	Contrats ruraux	1,200		1,200
	L'agriculture			
	Soutien aux filières		1,110	1,110
	Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits	0,970		0,970
	Agriculture et environnement	0,700	2,000	2,700
	Agriculture péri-urbaine	0,500	0,700	1,200
	Agriculture urbaine	0,250		0,250
	Travaux pour le logement des salariés agricoles	0,600		0,600
	Agriculture biologique		2,350	2,350
	Soutien à Île-de-France Terre de saveurs		1,493	1,493

Les **territoires ruraux d'Île-de-France** font l'objet depuis 2016 d'une attention constante toute particulière et continueront à bénéficier en 2021 d'un soutien renouvelé.

L'année 2021 sera la première année des **Contrats de Parc 2021-2023** avec l'ensemble des PNR franciliens, à savoir les PNR Oise-Pays de France, du Gâtinais français, de la Haute Vallée de Chevreuse et du Vexin français, en application des orientations régionales votées en septembre 2020. Ces Contrats de parc, encadreront l'action de ces acteurs essentiels du dynamisme rural, dans un contexte bouleversé par la crise sanitaire, en les mobilisant au service de la relance verte de la Région et de la résilience de notre territoire. La Région continuera à accompagner également la révision de la charte du PNR du Vexin français. Dans la continuité du lancement officiel de la procédure de création du PNR Brie et deux Morin, pour laquelle la Région n'a pas ménagé ses efforts, l'Exécutif sera fortement mobilisé pour mener les premières étapes d'élaboration de la charte de territoire, marquant ainsi la fin d'une si longue attente des élus locaux.

Initié dès 2016, le **Pacte rural** se poursuivra en 2021 pour mettre en œuvre plusieurs mesures de proximité territoriale en tant que vecteur de réduction de l'empreinte carbone avec notamment la réalisation de projets respectueux de l'environnement, au plus près des habitants des territoires ruraux.

Dans cette perspective environnementale et pour participer à la réduction de la congestion routière et à la désaturation des transports en commun en Île-de-France, la Région poursuivra en 2021, dans les territoires ruraux et péri-urbains, ses politiques de déploiement d'**espaces de travail collaboratifs** (implantation de

télécentres, d'espaces de coworking ou encore des fablabs) et de **sauvegarde des commerces de proximité**, contribuant ainsi à la revitalisation commerciale des centres villes et bourgs.

Par ailleurs, le dispositif des **contrats ruraux (CoR),** entré en vigueur le 1er janvier 2017 et destiné à améliorer le cadre de vie des habitants des petites communes par des actions conjointes de la Région et des départements de grande couronne, sera maintenu en 2021, garantissant ainsi une offre d'équipements de proximité dont ces territoires sont encore trop souvent dépourvus. Au-delà des équipements financés, ce dispositif contribue également à améliorer l'aménagement des espaces publics, et contribue à la rénovation énergétique des équipements communaux. En 3 ans de mise en œuvre, 222 contrats ruraux ont déjà été votés pour les communes des 4 départements de grande couronne.

Sur le volet agricole, grâce à un budget en hausse sur le volet investissement, l'année 2021 marquera la poursuite de la mise en œuvre du Pacte Agricole, dans ses différentes composantes, afin d'accompagner de manière volontariste la modernisation et la transformation de la ferme francilienne, sur la base des dynamiques lancées depuis le début de la mandature, vers une agriculture plus proche des Franciliens, plus diverse, plus résiliente et avec une empreinte réduite sur l'environnement, actrice de la transition écologique et énergétique, et pourvoyeuse d'une alimentation sûre, de qualité et de proximité.

Porteur de mesures structurantes pour accroître la résilience et la performance environnementale des exploitations et répondre aux aspirations des 12 millions de consommateurs franciliens qui souhaitent de plus en plus consommer local, les dispositifs du Pacte Agricole permettent aux agriculteurs de renforcer leur lien avec les consommateurs tout en renforçant les pratiques vertueuses déjà mises en place dans les exploitations.

L'aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits, action dédiée aux investissements pour l'avenir de la ferme francilienne, y compris les investissements dans les entreprises de première transformation et l'innovation, et dont le budget augmente à nouveau en 2021, permettra de financer encore davantage de projets au sein des exploitations agricoles : ateliers d'élevage, de vigne, création de gîtes, ou encore l'installation de panneaux photovoltaïques, au regard des enjeux importants en termes de compétitivité et de performance à la fois économique et environnementale.
Les modalités de l'aide aux investissements dans les exploitations, révisées en 2018, ont fait leurs preuves depuis et permettent des investissements ayant pour objectif la production de **produits locaux** de qualité destinés à répondre à la forte demande des franciliens pour la « proximité ». La demande pour les produits locaux et ce besoin de lien de proximité avec les producteurs sont amplifiés par le contexte de crise sanitaire et les restrictions liées à la lutte contre le Covid 19 depuis le printemps 2020. Ce mouvement doit être ancré dans les habitudes durables d'une consommation territorialisée. Enfin, le développement des capacités de stockage à la ferme favorise une plus forte autonomie de commercialisation, synonyme de meilleure valorisation de la production agricole pour les agriculteurs eux-mêmes.

Dans la poursuite de cette logique, l'action innovante d'**agriculture urbaine** permettra l'accompagnement de nouveaux projets d'alimentation de proximité créateurs de liens entre producteurs et citadins, en articulation, depuis 2020, avec le budget participatif éco-citoyen.

La Région poursuivra également son **soutien à Île-de-France Terre de saveurs**, en pointe sur les problématiques liées à l'alimentation locale, aux circuits courts et à l'accompagnement des filières. Île-de-France Terre de

saveurs sera mobilisée pour valoriser davantage la marque régionale « Produit en Île-de-France » En communiquant sur les démarches « du champ à l'assiette », Terre de saveurs joue un rôle majeur dans l'identification et la promotion des filières franciliennes pour incarner le « manger mieux, sain et francilien ».

L'action « **agriculture et environnement** », spécifique aux investissements à vocation environnementale et cofinancée par le FEADER, a connu un succès important en 2020, comme les années précédentes. Le budget associé est à nouveau en hausse en 2021. En effet, les investissements à vocation environnementale sont très demandés par les agriculteurs qui souhaitent faire évoluer leurs pratiques. L'année 2021 devrait confirmer la poursuite de ce succès avec une dynamique de conversion à l'agriculture biologique en hausse continue.

La Région a confirmé sa volonté d'agir en faveur de l'Agriculture Biologique et a déjà largement fait bouger les lignes. Du statut de lanterne rouge du développement de l'agriculture biologique en 2015, l'Île-de-France était passée à celui de première région pour le nombre de conversions en 2018 et 2019 et devrait confirmer cette position en 2020. Selon les données provisoires 2020, les surfaces certifiées ou en cours de conversion atteignent en 2020 30 000 ha contre 11 000 ha en 2015, soit une multiplication par 2,7 en cinq ans. En 2021, la Région réaffirme l'ambition de faire profiter la ferme francilienne des opportunités en croissance que propose le marché porteur de l'Agriculture Biologique, capté aujourd'hui pour une trop large part par l'importation. Il est donc prévu d'augmenter de 9% par rapport à 2020 les moyens dédiés à cette priorité.

Des actions d'animation et de diffusion de pratiques respectueuses de l'environnement continueront également à être soutenues en fonctionnement. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre des mesures agro-environnementales et climatiques contractualisées avec les agriculteurs qui seront poursuivies en 2021 notamment sur le volet de la biodiversité.

Actrice de la transition écologique et énergétique, l'agriculture peut contribuer de façon déterminante à la lutte contre le changement climatique et la préservation de l'environnement. La Région, au titre du Pacte agricole, apportera une contribution majeure au développement des énergies renouvelables par le photovoltaïque sur les bâtiments agricoles, par l'essor de la méthanisation et du biogaz, ou encore dans la bio économie, celle des matériaux et produits biosourcés.

De plus, le soutien aux **programmes agri-urbains** accompagnant les territoires péri-urbains et leurs acteurs, professionnels et habitants, dans des actions concertées, et visant à la préservation et au développement de leur agriculture.

En outre, à la croisée du Pacte agricole et du Pacte rural, l'action «**Travaux pour le logement des salariés agricoles** » permettra pour la deuxième année consécutive d'apporter un concours financier aux agriculteurs franciliens qui souhaitent réhabiliter du bâti agricole, respectant les normes environnementales en vigueur, afin d'offrir un logement à des salariés agricoles, des apprentis ou des employés saisonniers qui n'ont pas la capacité de se déplacer mais aussi, plus largement, à des salariés du commerce ou de l'artisanat.

Enfin, si l'agriculture peut contribuer de façon déterminante à la lutte contre le changement climatique, a contrario, les récoltes agricoles peuvent subir certains aléas climatiques comme ce fut malheureusement le cas cette année. Dans ce contexte, la Région a mis en place dès novembre une « **Aide régionale sécheresse 2020** » pour les pertes subies l'été dernier (en blé, orge et colza) ainsi que pour les éleveurs qui souffrent du manque de fourrage et des surcoûts liés à leur acheminement. **Un second volet de cette aide exceptionnelle est prévu début 2021** afin de couvrir les baisses de rendement des récoltes de l'automne (betterave à sucre et maïs).

6. Enseignement secondaire

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
L'enseignement secondaire		**258,542**	**26,457**	**284,999**
	Etudes générales lycées publics	1,800		1,800
	Etudes générales cités mixtes régionales	0,049		0,049
	Construction des lycées neufs	16,812		16,812
	Rénovation des lycées publics	62,405		62,405
	Grosses réparations dans les lycées publics	55,000		55,000
	Rénovation des cités mixtes régionales	2,000		2,000
	Lycées 100 % numériques	60,235	9,390	69,625
	Equipements de protection individuelle des agents des lycées		1,300	1,300
	Maintenance des installations liées à la qualité environnementale		15,560	15,560
	Maintenance des équipements techniques et traitement des déchets		0,100	0,100
	Prestations électricité des lycées publics		0,093	0,093
	Prestations électricité des cités mixtes régionales		0,014	0,014
	Manuels et ressources pédagogiques	60,000		60,000
	Action « Transport »	0,240		0,240

Le budget « **Enseignement secondaire** » comporte plusieurs types de mesures environnementales.

- **Les opérations de construction, de rénovation des établissements de l'enseignement secondaire (lycées publics, cités mixtes, lycées privés) s'inscrivent dans la stratégie environnementale de la Région**

La **réalisation de diagnostics environnementaux** (analyse environnementale de site, diagnostic réemploi, diagnostic de pollution de sol, diagnostic phytosanitaire, etc.) permet de définir les opportunités et contraintes des sites du Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI), en vue d'établir les possibilités de réduction de l'empreinte écologique de ces opérations sur le territoire régional.

Les opérations de construction et de rénovation intègrent dans leur budget des objectifs sur l'énergie, le réemploi, la gestion de l'eau, la végétalisation, la gestion des déchets, le confort des usagers et le chantier propre, afin de répondre aux réglementations nationales et aux stratégies régionales, notamment le « Plan Vert », le Plan « Changeons d'air en Île-de-France », la « Stratégie Régionale d'Economie Circulaire », le « Pacte Bois Biosourcé. »

Les lycées traités en réhabilitations lourdes et les constructions neuves d'Établissements Publics Locaux d'Enseignement (EPLE) sont étudiés conformément aux normes RT2012. Au-delà de cette norme, les projets

visent le niveau E3C1 du label E+C-, permettant l'atteinte d'objectifs vertueux en matière d'économie d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre. Ce niveau d'exigence supplémentaire que la Région se fixe permet d'anticiper les futures normes environnementales des nouvelles constructions et nouvelles rénovations, sans attendre la réglementation RE 2020 qui devait entrer en vigueur courant 2021.

D'autre part, la Région s'engage également via le Pacte Bois Biosourcé à recourir de manière plus accrue aux matériaux biosourcés dans le cadre de la construction, avec des opérations recourant à plus de 40kg/m² de bois.

De plus, les énergies renouvelables locales sont valorisées selon les ressources et filières mobilisables localement sur le territoire, afin de soutenir leur développement. Ainsi, en 2021, la construction neuve du lycée de Palaiseau (91) initiée en 2019, s'achèvera par le raccordement de l'établissement pour 100% des besoins au réseau de chauffage urbain de l'EPAPS qui recourt en partie à la géothermie.

En matière de gestion de l'eau et de végétalisation, conformément au Plan Vert régional, les opérations proposent une gestion alternative sur les parcelles et des toitures végétalisées pour lutter contre les effets d'îlot de chaleur urbaine et limiter les inondations et le surdimensionnement des réseaux et infrastructures de traitement.

La gestion des déchets de chantier répond par ailleurs aux objectifs de la Région, notamment pour la traçabilité et les taux de valorisation des déchets, la gestion des terres excavées et le recyclage en circuit court des matériaux inertes concassés.
La prise en compte des matériaux issus du réemploi sera systématisée en 2021, avec la réalisation d'un diagnostic ressource, conformément à la Stratégie Régionale d'Economie Circulaire. A l'issu de ce diagnostic des objectifs en termes de réemploi seront fixés opération par opération.

Dans le cadre de la rénovation des lycées publics, la Région amplifie la mise en œuvre des opérations « toits-façades » visant spécifiquement l'amélioration de la performance énergétique, des équipements thermiques, électriques et de ventilation.
Elles améliorent le confort des usagers en diminuant la facture énergétique : elles intégreront des objectifs de - 50% en gaz et - 20% en électricité. Ces opérations s'effectuant sous la forme de marchés globaux de performance, alliant conception-réalisation et exploitation-maintenance, ils responsabilisent les partenaires constructeurs et exploitants des sites quant à l'atteinte d'objectifs énergétiques performanciels, dans la durée.

La Région s'inscrit ainsi dans une démarche vertueuse pour des opérations dont les dépenses énergétiques, en particulier de chauffage, représentent un coût d'exploitation conséquent.

Par une politique de gestion de l'énergie intégrée, la Région Île-de-France bénéficie d'un tarif des énergies compétitif (achat de la molécule gaz et de l'électricité).
L'électricité acheminée est totalement verte (100% ENR).
La région Île-de-France bénéficie de raccordement aux réseaux de chaleur sur toute l'IDF. Ces consommations bénéficient d'un mix énergétique moyen en IDF considéré à 50% ENR (Usine d'incinération d'ordures ménagères UIOM + Bois + Géothermie).

Les consommations de chauffage ont ainsi diminué de 20%, grâce à la bonne exploitation de ses sites.

La Région doit satisfaire aux obligations réglementaires de surveillance de la qualité de l'air intérieur imposées à l'ensemble des Etablissements Recevant du Public, dont les lycées (article R221-30 du code de l'environnement). Au cours du 4ème trimestre 2020, des mesures des concertations seront réalisées dans 240 lycées, via un marché avec le laboratoire COFRAC (montant de la commande 1,75 M€)

Ces mesures concernent les composés suivants :

- CO_2, pour mesurer ensuite l'indice de confinement de salles
- Formaldéhydes
- Benzène
- Tétrachloroéthylène

La Région vise 40% d'énergies renouvelables et a mis en place pour ce faire un « plan solaire », avec comme objectif d'installer 100 centrales de production photovoltaïque d'ici 2024.
Dans le cadre de ce dispositif, la Région met à disposition les toitures des lycées, les opérateurs s'acquittent d'une redevance d'occupation du domaine public pour pouvoir implanter des panneaux photovoltaïques.
Une convention avec le SIPPEREC permettra d'assurer le suivi d'exploitation des installations photovoltaïques. Les 25 premières installations seront posées à l'été 2021. Elles seront complétées d'une deuxième vague de 75 lycées à partir de 2022.

- **L'exploitation et les opérations de maintenance des établissements de l'enseignement secondaire sont également concernées dans le domaine des fluides, de l'énergie, et des déchets**

Dans le cadre de la maintenance, l'étude et la mise en œuvre de solutions de relevés d'informations à distance ont été conduites en 2019 dans trois lycées :

- Académie de Créteil : lycée Marcelin-Berthelot à Saint-Maur-des-Fossés (94) ;
- Académie de Paris : lycée Raspail à Paris 14e ;
- Académie de Versailles : lycée Jean-Perrin à Saint-Ouen-l'Aumône (95).

Ces relevés d'informations à distance (capteurs, télé relevé) ont été expérimentés jusqu'en juin 2020 dans plusieurs domaines, tels que la consommation (gaz, eau et électricité), la production d'énergie (chauffage), l'environnement de travail et le confort (température des salles, hygrométrie, luminosité), la connaissance du bâti (occupation des espaces).

Toutes les données et les informations relevées ont été suivies et étudiées durant l'année scolaire 2019-2020.
Le retour d'expérience a permis de valider l'infrastructure réseau et le type de capteurs à mettre en place ainsi que les différents moyens de remontée des données (capteurs, Extranet fournisseurs d'énergie, QR Code, données lycées ...) et l'intégration des données et des alertes sur maquettes BIM.

L'approche IA avec détermination automatique ou manuelle des seuils d'alertes (talons...) a permis d'être alertés lors de comportements anormaux et différents impacts liés à la fermeture des lycées lors de la pandémie de la COVID-19 ont pu être constatés (baisse des consommations et du taux de CO2, absence de passage dans les zones surveillées...).
Un tel système a montré une réelle efficacité et demande maintenant à être installé et déployé de façon pérenne et à plus grand échelle.

Une action « **Maintenance des équipements techniques et traitement des déchets** » propose par ailleurs des crédits qui permettront de prendre en charge les opérations d'élimination et de retraitement d'une partie des déchets spéciaux des lycées.

En outre, dans le cadre de l'action dédiée à la « **Maintenance immobilière des lycées** », des prestations de maintenance spécifique seront intégrées aux marchés à commande, pour assurer la maintenance des toitures végétalisées et celle des installations de récupération d'eaux pluviales sur une cinquantaine de lycées.

- **En matière d'équipement et de maintenance, la Région entend réduire l'empreinte écologique du territoire en accompagnant les établissements de l'enseignement secondaire**

L'accélération du déploiement du numérique permet d'atteindre l'objectif fixé de lycées « **100% numérique** » en 2021.

La mise en place de nouveaux outils numériques pour la pédagogie (vidéoprojecteurs interactifs, équipements individuels, ressources et manuels numériques) dans les établissements permet d'ancrer la Région encore davantage dans la dématérialisation. Le réseau social éducatif Monlycée.net mis en place à la rentrée 2017 participe à cet objectif. La dimension de portail de services des lycées a été amplifiée en 2018, en proposant de nouvelles briques de « e-administration » dans le cadre du plan prévisionnel d'équipement. De nombreuses actions se déroulent désormais en ligne évitant ainsi les échanges papiers.

Le virage numérique emprunté par 320 lycées en 2019 en optant pour les manuels numériques a favorisé également l'évolution vers plus de dématérialisation. Afin de permettre la consultation et le déploiement de ces manuels dans les lycées des équipements individuels pour les élèves ont été déployés. En septembre 2020, la Région a décidé de fournir en équipements individuels tous les lycéens de seconde permettant une nouvelle accélération du passage au numérique favorisant les ressources en ligne.

La mise en place prévue début 2021, d'un centre de service régional permettant le pilotage distant de l'ensemble de l'infrastructure réseau et serveur permettra encore de réduire le nombre déplacements de techniciens sur site et de gagner en réactivité vis-à-vis des établissements

Le marché de fourniture d'ordinateurs de bureau et de tablettes conforme à la norme EnergyStar, prévoit une clause relative à la reprise des déchets issus des équipements électriques et électroniques (DEEE) pour collecter gratuitement des ordinateurs mis au rebut et pour leur traitement (conformément au code de l'environnement).
Selon la procédure mise en place pour sensibiliser et généraliser la collecte, chaque établissement doté de nouveaux ordinateurs a la possibilité de demander l'enlèvement des ordinateurs réformés (unités centrales, les ordinateurs portables et les écrans d'ordinateurs, écrans plats et cathodiques).

La transformation numérique impacte également les espaces de travail et le bâtiment lui-même. La mise en œuvre de la démarche Smart Building vise donc à améliorer la gestion et l'exploitation des bâtiments grâce à une supervision fiable et ciblée et permet d'optimiser l'exploitation et les consommations des bâtiments,

d'identifier au plus tôt des défauts de fonctionnement et de mettre en place des systèmes d'alerte et d'intervention à distance.

De plus, l'accès Internet Très Haut Débit, support des nouveaux outils pédagogiques numériques et des nouvelles infrastructures informatiques, est en fin de déploiement dans tous les lycées franciliens.

Ainsi, fin 2020, à la rentrée scolaire 2020, 95% des lycées étaient fibrés et 100% le seront à la fin du premier trimestre 2021 Les lycées de Paris, de Seine-et-Marne, des Yvelines, du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis sont d'ores et déjà tous connectés. Les lycées du Val-d'Oise, de l'Essonne, et des Hauts-de-Seine viendront compléter cette liste en fin d'année.

Le parc automobile mis à disposition des lycées fait l'objet d'une politique de verdissement depuis 2016. Ainsi 49 véhicules neufs électriques ont été achetés entre 2016 et 2020.
Cependant la flotte actuelle, composée principalement de véhicules utilitaires, est constituée à 51% de véhicules diesel. Par ailleurs 74% des véhicules sont âgés de plus de 9 ans, et 11% sont âgés de plus de 23 ans. Dans la zone à faible émission, 46% des véhicules sont à motorisation diesel, ce qui représente un volume de 177 véhicules, et 10% sont âgés de plus de 23 ans (39 véhicules sans vignette crit'air).

La Région a l'ambition à la fois de moderniser sa flotte et de réduire son empreinte carbone en investissant dans l'acquisition de véhicules utilitaires électriques dans les lycées concernés, notamment dans la zone à faible émission, mais également de réformer les équipements les plus vétustes à la fois polluants et couteux en maintenance.

Par ailleurs, les marchés de mobiliers prévoient tous des clauses de reprise par Valdélia, un éco-organisme à but non lucratif agréé par le Ministère de la Transition écologique et solidaire, dont la mission est de collecter et de recycler les Déchets d'Éléments d'Ameublement non ménagers.

- **L'accompagnement par la Région des actions pédagogiques des établissements sur le développement durable**

En outre, les enjeux de développement durable et d'éco responsabilité impliquent des évolutions dans les usages et manières d'agir de chacun, a fortiori dans les lycées, espaces et communautés clefs des territoires franciliens.

Afin de sensibiliser les lycéens à ces enjeux, la Région organise le concours de projets Green Hackathon sur le thème « **le lycée et le développement durable dans son territoire** ». Les lycéens franciliens ont été appelés à candidater par équipes du 16 septembre 2020 au 14 octobre 2020 et ceux qui auront été retenus seront accompagnés pour développer et préciser leur projet répondant à une des trois problématiques suivantes :

- Plus de vert dans mon lycée – Comment valoriser la nature (flore ou faune) dans mon lycée ?
- Mieux manger, mieux consommer – Comment rendre plus durables la consommation et l'alimentation au sein du lycée ?
- Mon lycée en transition – Comment faire en sorte que mon lycée soit moins énergivore (sans de grands travaux !) ? Comment réduire notre empreinte carbone pour nos déplacements ?

Les projets précisés feront l'objet d'une présentation à un jury début 2021 qui nommera les projets lauréats, les équipes finalistes et des mentions spéciales décernées par le jury ayant départagé les candidatures initiales pour réaliser les projets au sein des lycées.

En 2021, plus de 250 établissements publics seront accompagnés par la démarche des lycées Eco-Responsables, leur assurant un support administratif, technique et financier pour la bonne réalisation de leurs actions de développement durable, sur 5 thématiques : alimentation-santé, biodiversité, gestion de l'eau, gestion des déchets et énergie-climat.

Dans ce cadre un appel à projet est lancé chaque année, avec en 2020, 78 projets retenus. Ces projets se dérouleront d'ici à la fin d'année scolaire 2020-2021. Cette dotation sera augmentée en 2021, pour subventionner et accompagner les projets lauréats.

D'autre part, la démarche des lycées Eco-Responsables intervient en appuie du Pôle Cohésion Territoriale dans le cadre de la mise en œuvre et le suivi de la mesure d'urgence pour le soutien de la filière horticole, avec l'accompagnement de 95 lycées dans la réalisation de travaux de plantation.

- **Le développement de l'alimentation biologique et l'approvisionnement en circuits courts dans la restauration scolaire :**

En mars 2017, l'objectif que « d'ici 2024, 100% des lycées franciliens soient approvisionnés aves des produits locaux, dont 50% de produits bio » a été voté en commission régionale.

Pour mémoire, les années 2017 à 2020 ont notamment été marquées par :

- une phase d'expérimentation d'introduction des produits bio et locaux sur 118 lycées lors de l'année scolaire 2018,
- la généralisation de cette introduction à l'ensemble des lycées depuis septembre 2019 via le financement d'un supplément de 21 centimes par repas, soit plus de 5 M€ par an,
- le montage d'un plan d'actions basé sur une démarche collaborative et sur les résultats d'une enquête réalisée en juin 2019 auprès des lycées,
- la mise à disposition d'une boîte à outils en septembre 2020 comprenant notamment une plateforme de référencement numérique des producteurs franciliens et ayant pour but de faciliter l'achat de 14 produits locaux « prioritaires ».

Pour aller encore plus loin dans l'accompagnement opérationnel des lycées quant à leurs achats, dès début 2021, les marchés surgelés et épicerie de la centrale d'achat régionale seront mis à leur disposition. Ces derniers ont été construits pour permettre de proposer une alimentation de qualité et durable aux lycéens. Les autres segments de denrées seront mis à disposition entre 2021 et 2024.
De plus, un système d'information restauration va être déployé dès septembre 2021, en commençant par une vague pilote de 50 lycées. Ce dernier permettra un meilleur pilotage de la restauration, la numérisation de l'ensemble des process métier et la facilitation de la communication auprès des lycéens et de leurs familles.
Enfin, la conduite du changement s'articulera autour de deux axes dès 2021 :

- l'accompagnement des agents de restauration et des gestionnaires : mise en place d'un parcours de formation, création d'une communauté restauration pour permettre l'échange entre pairs, organisation de rencontre avec les producteurs locaux, etc.

- la sensibilisation des lycéens via des actions pédagogiques autour de l'alimentation durable.

En synthèse sur le secteur de l'enseignement, la tenue de la COP de la Région Île-de-France en septembre 2020 a permis de rassembler les actions pour les lycées, dont certaines très emblématiques pour 2021 :

- Opération de verdissement des lycées en soutien aux pépiniéristes et horticulteurs franciliens ;
- 100 lycées équipés de panneaux photovoltaïques lancés en 2021 ;
- Garantir l'accès aux circuits courts pour 100% des cantines de tous les lycées franciliens d'ici 2024, en priorité par des produits locaux, avec un objectif de 50% de produits bio ;
- Proposer un menu végétarien tous les jours dans les lycées, et pas seulement une fois par semaine comme le prévoit la Loi Egalim ;
- En lien avec les Départements, construire une plateforme d'approvisionnement en circuit court des cantines des collèges et des lycées par des produits locaux sur l'Est francilien et déployer des plateformes logistiques pour l'approvisionnement des cantines dans l'Ouest francilien ;
- Diviser par 10 l'empreinte carbone de la flotte automobile régionale, y compris celle des lycées ;
- Privilégier la construction en matériaux biosourcés pour les extensions et la rénovation des lycées ;
- Expérimenter la construction bioclimatique dans un lycée ;
- Encourager la création d'îlots de fraîcheur dans les établissements ;
- Sensibiliser les lycéens aux enjeux climatiques et favoriser leurs initiatives (notamment par le concours Green Hackathon) en particulier sur les économies d'énergie dans les lycées ;
- Sensibiliser et former tous les agents de restauration des lycées sur le gaspillage alimentaire ;
- Lancement d'un programme de rénovation énergétique des lycées ;
- Mettre en place une plateforme d'échanges entre les lycées pour favoriser la réutilisation du mobilier d'occasion en 2021 ;
- Lutte contre les perturbateurs endocriniens : supprimer tous les contenants en plastique utilisés pour la réchauffe des cantines des lycées d'Île-de-France ;
- Mettre en place la cogénération renouvelable (biomasse, biogaz...) sur 30 lycées franciliens d'ici 2030 pour produire localement les besoins en énergie des lycées (chaleur et électricité).

7. Enseignement supérieur et recherche

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
L'enseignement supérieur et la recherche		**25,770**	**1,400**	**27,170**
	Opérations de construction (maîtrise d'ouvrage Région)	19,250		19,250
	Transition numérique des établissements ESR	1,000		1,000
	Soutien aux équipements de recherche – SESAME et SESAME filières et équipements CPER	0,600		0,600
	Soutien aux domaines d'intérêt majeur	1,400	1,300	2,700
	Diffusion de la culture scientifique et technique	0,020	0,100	0,120
	Soutien à la création d'espaces collaboratifs sur les campus	3,500		3,500

Pour les opérations réalisées sous maîtrise d'ouvrage Région et subventionnées, le **référentiel « Aménagement et Construction Durable** » (RACD) spécifique au secteur de l'enseignement est mis œuvre. Ce guide est construit autour de cinq thématiques :

- favoriser une gestion durable du projet à toutes les échelles (favoriser l'appropriation par ses usagers, faciliter sa gestion et sa maintenance) ;
- envisager le projet dans son territoire et son site (gestion optimale des eaux pluviales, favoriser la biodiversité, favoriser les déplacements doux...) ;
- favoriser un projet solidaire (limiter les nuisances liées au projet, favoriser l'accès à l'information numérique) ;
- réaliser un projet économe en ressources (objectif du niveau Effinergie +, réutilisation de l'eau de pluie, gestion des déchets, emploi de matériaux recyclables...) ;
- réaliser un projet privilégiant le bien-être et la santé des occupants (assurer la qualité de l'isolation thermique, visuelle, acoustique, la qualité des espaces et de l'air).

Il permet de définir le profil environnemental et concernant l'efficacité énergétique, les projets doivent d'abord viser la sobriété en réduisant les besoins par une conception bioclimatique et l'apport d'énergies renouvelables localement pertinentes.

Il fixe des objectifs exigeants en matière de prévention et gestion des déchets : optimiser la quantité de déchets liée à l'activité du bâtiment, prévenir et gérer les déchets de chantier, mettre en œuvre des systèmes constructifs permettant de réduire les déchets de construction, valoriser les déchets de chantier (de 30 à 70%).

Sur le volet « enseignement supérieur », plusieurs opérations structurantes pour l'immobilier universitaire francilien sont programmées en 2021 (opération d'extension, de réhabilitation, de restructuration), dans le cadre des programmes immobiliers inscrits au Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 et reprogrammés pour en permettre l'achèvement.

Parmi elles, deux opérations développent des objectifs ambitieux sur le plan environnemental :

- L'IUT de Neuville, opération à forte ambition environnementale notamment sur les matériaux biosourcés et le réemploi. Le projet porté par l'Université de Cergy-Pontoise vise le regroupement des formations de l'IUT, actuellement dispersées sur quatre sites, dans un bâtiment situé sur le site de Neuville, Le projet est ambitieux en termes de rénovation énergétique et de réduction de son impact environnemental. Il vise une dépense énergétique nulle et une réduction sensible des émissions de carbone. Une démarche de labélisation E+/C- (label « expérimental » dont le référentiel préfigure la future réglementation thermique) sera ainsi engagée.

  Les niveaux énergétiques visés sont :

  - l'atteinte de l'objectif équivalent à un label E+/C- sur le périmètre neuf afin d'anticiper la réglementation qui devrait évoluer entre fin 2020 et début 2021 (comprenant un renforcement de l'isolation thermique, une réduction de la consommation énergétique, la production d'énergie renouvelable et l'utilisation de matériaux décarbonés et/ou biosourcés). L'objectif sera a minima E2/C1 avec le souhait d'atteindre les niveaux E3/C1 (à énergie positive et à haute performance environnementale notamment concernant le choix des matériaux à mettre en œuvre) ;
  - la mise en conformité réglementaire (RT global) du bâtiment existant, avec notamment une rénovation thermique et le remplacement des équipements techniques.

  Le projet sera conçu pour pouvoir répondre aux enjeux d'adaptabilité et réversibilité des espaces dans l'objectif de son adaptation en continu aux évolutions programmatiques et pédagogiques.

- L'Extension de l'implantation du CNAM à Saint-Denis, par la construction du bâtiment « Landy 2 », sur 7900 m² de surface de plancher. Sur le plan environnemental, le projet se distingue par sa compacité, une conception bioclimatique poussée, une ossature bois, un système de sur ventilation nocturne pour le confort d'été, des protections solaires pilotées. Une production d'eau chaude sanitaire par panneaux solaires thermiques est prévue.

Sur les enjeux de transformation numérique des établissements d'enseignement supérieur, les dispositifs mis en place sont reconduits, à savoir les « **Trophées franciliens de l'innovation numérique dans le supérieur** » qui permettent de mettre en relation les équipes pédagogiques des établissements et la filière économique des EdTech, en cours de structuration notamment autour de nombreuses Start Up franciliennes ainsi que les « **Digitales académies** », mesure permettant de soutenir des projets innovants facilitant l'accès de proximité pour tous les Franciliens à l'enseignement supérieur, grâce au numérique.

Sur le volet « Recherche », les dispositifs reconduits en 2021 contribuent à apporter aux établissements d'enseignement supérieur et aux organismes de recherche franciliens les moyens de réaliser des programmes dédiés à l'environnement, au développement durable, de proposer des outils technologiques mutualisés et de diffuser auprès du grand public les avancées de la science dans ces domaines.

Ainsi, l'appel à projets annuel **SESAME** permettra de financer des équipements scientifiques dédiés à la recherche et la Région pourra participer au cofinancement de plusieurs projets axés sur l'environnement. En

partenariat avec l'Etat, un autre appel à projets pour le cofinancement d'équipements technologiques ou de plateformes a été mis en place. Il vise à accompagner la structuration des filières stratégiques franciliennes dans le secteur de l'environnement et du développement durable au niveau de la Région ou des villes : éco-activités, énergies, biomatériaux, (re)construction durable, traitement des déchets.

Le soutien régional aux réseaux de recherche, dits « **Domaine d'Intérêt Majeur** » (DIM) dont certains, comme le DIM « Qualité de l'air, Impacts sanitaires et Innovations technologiques et politiques » (QI^2) ou le DIM « Réseaux d'excellence en solides poreux » (Respore), en adéquation avec la stratégie environnementale régionale, sera également poursuivi en 2021.

Ainsi, un nouvel appel à manifestation d'intérêt sera lancé pour labelliser un DIM dont les recherches porteront sur les alternatives au glyphosate et aux intrants chimiques, visant à créer un réseau de recherche réunissant chercheurs en agronomie autour de l'innovation en matière de traitement des plantes et des cultures.

Par ailleurs, la Région soutient également des actions en faveur de la **diffusion de la culture scientifique** via un appel à projet, permettant de sensibiliser le public aux questions environnementales et à la recherche sur l'environnement.

Enfin, l'Exécutif régional poursuivra son soutien à la **création d'espaces collaboratifs** sur les campus pour réduire les déplacements dont les plus polluants ont un impact sur la qualité de l'air.

8. Développement économique et innovation

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
Le développement économique et l'innovation		**27,860**	**7,487**	**35,347**
	Tiers lieux	0,500		0,500
	Aide aux projets d'infrastructures haut débit	10,000		10,000
	Gouvernance des pôles de compétitivité		0,591	0,591
	Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises	0,300	0,991	1,291
	Soutien à l'économie sociale et solidaire	2,650	4,250	6,900
	INNOV'up	3,000		3,000
	Projets RDI labellisés des pôles	3,000		3,000
	PM'up et TP'up	5,910	0,165	6,075
	Smart Région	2,500	1,500	4,000

L'année 2020 a été marquée par le début de la crise sanitaire et économique du COVID 19. Pour répondre aux besoins des acteurs économiques, la Région Île-de-France a renforcé ses investissements dans les domaines de l'innovation et de l'accompagnement des entreprises pour contribuer - notamment - à la réduction de l'empreinte environnementale en Île-de-France. Cet effort sera poursuivi en 2021.

Dans la continuité de son action en faveur des entreprises, la Région Île-de-France achèvera en 2021 sa stratégie « #**Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation** ».

Dans ce cadre, plusieurs politiques structurantes, marquant une ambition nouvelle par rapport aux années antérieures, ont été engagées dès 2017 et se poursuivront en 2021.

Ainsi, le financement des projets de nature à dynamiser l'économie des territoires de grande couronne s'inscrit pleinement dans la politique de réduction de l'empreinte environnementale de la Région avec le déploiement :

- de **mille tiers lieux** en Île-de-France d'ici 2021 (création d'espaces de co-working, de fablabs ou de télécentres sur l'ensemble du territoire francilien et en particulier dans les territoires ruraux) ;

- d'**infrastructures à très haut débit** : l'intervention régionale permettra de poursuivre la mise en œuvre des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN) en partenariat avec les départements concernés, à savoir l'Essonne, les Yvelines, le Val d'Oise et la Seine-et-Marne.

Par ailleurs, la Région va poursuivre son soutien à l'entrepreneuriat en accompagnant les TPE et PME dans la relocalisation de leurs activités et leur transition écologique, notamment avec son action « **Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises** ».

De plus, avec l'action « **Soutien à l'économie sociale et solidaire** », la Région continuera de soutenir en 2021 les futurs champions de l'ESS, notamment dans le domaine des éco-activités et du développement de produits ou services socialement innovants (social business challenge, accélérateur ESS). Quant au dispositif **INNOV'up,** il permettra de développer de nouveaux produits technologiques dans le secteur de l'environnement

En outre, en 2021 le soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des entreprises à potentiel de croissance continuera d'être un axe fort de la politique régionale en lien notamment avec les pôles de compétitivité franciliens et les entreprises (notamment les entreprises de tailles intermédiaires).

Avec les dispositifs **PM'up et TP'up**, la Région accompagnera en 2021 les stratégies de développement ambitieuses et responsables au sein de l'industrie, des services, de l'artisanat, du commerce et des métiers d'art. Les dépenses d'investissements matériels et immatériels (investissements productifs, numériques, écologiques) seront financées notamment sur ce volet.

L'année 2021 sera également consacrée à la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie numérique de la Région « **Smart région** » s'appuyant davantage sur la mesure des impacts financiers, RH, sociétaux et environnementaux des projets. La plateforme Île-de-France Smart services porte notamment, depuis 2020, le budget participatif environnemental de la Région, le portail environnement et ses services (Mon potentiel solaire, Ma nature en Île-de-France, Mes produits locaux, Mon réflexe zéro déchet) et le service À vélo en Île-de-France. En 2021 de nouveaux services numériques complèteront ce soutien à la transformation environnementale de notre territoire. Sont déjà prévus le service « Roulez-Branchez » visant à promouvoir le développement de l'électrique dans le mix des mobilités franciliennes, un service visant à lutter contre les dépôts sauvages, ainsi que des évolutions des services existants et contribuant à la transformation environnementale du territoire.

Dans le cadre et en lien avec le programme « Construire au futur, Habiter le futur » dont la Région est porteuse, et qui est lauréat de l'appel à projets Territoires d'Innovation, seront mises en œuvre cette année 23 actions concourant à la transformation environnementale du territoire, dont 11 en fonds propres.

9. Formation professionnelle, apprentissage et emploi

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
La formation professionnelle, l'apprentissage et l'emploi		**13,550**	**49,600**	**63,150**
	Formations qualifiantes et métiers		38,500	38,500
	Gratuité des transports pour les jeunes en insertion		7,100	7,100
	Formations professionnelles à distance (MOOC)		4,000	4,000
	Formations en apprentissage		NC	NC
	Investissement CFA - Maîtrise de l'énergie, études thermiques, économie d'énergie	13,550		13,550

Dans le cadre de sa politique de formation professionnelle des demandeurs d'emploi, la Région met en place des formations qualifiantes et métiers, visant un accès ou un retour à l'emploi.

L'offre de formations proposée en Île-de-France s'oriente autour de deux axes pour ce qui concerne la stratégie environnementale :

- d'une part les formations qualifiantes et métiers conduisant à une certification ou un diplôme dont les contenus proposent des compétences et techniques directement liées aux problématiques environnementales. A ce titre, la Région ouvrira en 2021 plus de 1500 places de formation sur les secteurs du bâtiment, de l'industrie, de l'agriculture et de l'énergie et du génie climatique, ainsi que 5850 places au titre des formations dans le numérique ;
- d'autre part, la Région propose également un dispositif innovant de formation à distance, dispositif permettant de réduire les déplacements des stagiaires de la formation professionnelle. Ce dispositif permettra d'offrir 7000 places de formation.

Les formations en e-learning ou « blended-learning », accessibles à un grand nombre de participants ont permis de réduire les déplacements des stagiaires de la formation professionnelle, et de développer des modalités innovantes dans le périmètre de l'offre de formation de la Région. Compte tenu du succès de ce dispositif, celui-ci sera reconduit en 2021.

Par ailleurs, et afin de favoriser le déplacement des stagiaires de la formation professionnelle via les transports en commun de leur domicile au centre de formation ou à l'entreprise dans laquelle ils effectuent leur stage, la Région reconduira pour 2021 le dispositif de gratuité des transports. Ce dispositif bénéficiera aux déplacements de plus de 15 000 jeunes inscrits sur les programmes d'insertion professionnelle.

Concernant les formations en apprentissage, suite à l'adoption de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, qui modifie, entre autres, les relations entre les régions et les organismes de formation délivrant des formations en apprentissage, la région poursuivra en 2021 son soutien à l'apprentissage adopté en 2020.

En investissement, la politique régionale demeure stable et résolument engagée en faveur du respect de l'environnement. La région soutient de grosses opérations ou des travaux importants de construction/rénovation de CFA inscrits dans une démarche environnementale notamment selon le « Guide aménagement et construction durable de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'apprentissage ». Ce guide ne vise pas de label mais décrit une méthodologie avec des indicateurs de performance définis au regard du contexte, en concertation avec la région et le porteur de projet, depuis la conception du projet jusqu'à la livraison et retour d'expérience.

En 2020, la Région a notamment :

- poursuivi son soutien en faveur de grosses opérations en cours : CFA de l'ESSEC à Cergy-Pontoise (95) : rénovation et agrandissement du campus - Tranches 2 à 4 ; Eco-Campus du Bâtiment Grand Paris à Vitry-sur-Seine : construction Tranche 2 (dernière tranche) ;

- soutenu un nouveau projet : CFA IGS et CFA CODIS à Nanterre (92) : travaux de construction d'un nouveau bâtiment.

En 2021, elle financera la poursuite des projets déjà lancés ainsi que de nouvelles opérations selon les modalités prévues dans le nouveau règlement d'intervention « Soutien à l'investissement des organismes de formation dispensant des formations par apprentissage » adopté lors de la commission permanente du 23 septembre 2020. Ce règlement fait suite à la réforme de l'apprentissage de 2018 et prévoit qu'une priorité sera donnée aux projets s'inscrivant dans la démarche Bâtiment durable francilien (démarche Bdf), ou toute autre démarche environnementale équivalente.

Certaines des opérations soutenues pourraient figurer dans la liste des projets éligibles à l'emprunt BEI au titre du respect de critères d'efficacité énergétique et de la mise en œuvre d'une démarche environnementale pour leur réalisation, comme cela fut le cas dans le contrat BEI 2014-2019.

10. Action sociale, santé, famille

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
L'action sociale, la santé et la famille		**13,101**	**0,100**	**13,201**
	Les formations sanitaires et sociales			
	Investissement Sanitaire - Plan d'urgence santé	9,000		9,000
	Investissement dans les écoles et instituts de formation sociale	0,091		0,091
	La santé et l'action sociale			
	Création, Extension, Restructuration et Rénovation des structures	1,200		1,200
	Aide à l'installation des professionnels de santé dans les zones carencées	1,400		1,400
	Création, Extension, Restructuration Rénovation des structures dans le domaine du handicap	1,410		1,410
	Développement régional de l'e-santé		0,100	0,100

Sur le volet des **formations sanitaires**, l'Etat n'a pas transféré à la Région la compétence de l'investissement pour les instituts de formation. Pourtant, les formations se déroulent dans des locaux souvent vétustes, des passoires énergétiques indignes des étudiants qui ont été appelés en renfort dans le cadre de la crise sanitaire. Consciente de la nécessité d'agir, et en dépit de la clarification juridique toujours attendue en termes de compétences, la Région a décidé de mettre en œuvre en 2021 un plan d'urgence de grande ampleur en faveur de l'investissement dans les instituts du sanitaire, en créant ou restructurant plusieurs IFSI pour accueillir les 750 places ouvertes sur les trois années de formation du cursus en soins infirmiers.

Par ailleurs, dans le cadre des investissements réalisés par les **centres de formation en travail social**, il est proposé de consacrer en 2021 une partie des crédits à des projets améliorant les performances énergétiques des bâtiments afin de diminuer les charges de fonctionnement pesant sur les budgets, également financés par la Région.

Tant en matière de santé qu'en matière de solidarités, les subventions régionales en investissement peuvent être mobilisées pour des opérations de **création, d'extension, de restructuration ou de rénovation de structures** de différents type (centres d'hébergement d'urgence, centres d'hébergement ou d'accueil de jour pour femmes en difficulté, maisons de santé ou centres de santé...) avec un objectif soit d'améliorer, soit de viser un haut niveau de qualité énergétique des bâtiments.

Concernant le domaine de la **solidarité**, après la création de deux Maisons Région Solidaire, un nouveau centre d'hébergement, qui sera également un lieu de soins, de réinsertion et de resocialisation, va ouvrir ses portes en 2021 dans le 17ème arrondissement de Paris pour accueillir les femmes en souffrance et en difficulté.

Dans le domaine de la **santé**, la Région poursuit et amplifie son effort en faveur de la lutte contre les déserts médiaux, dont l'objectif d'améliorer l'offre de soins des Franciliens concourt en même temps à réduire les déplacements et, donc, l'empreinte écologique. Pour ce faire, la création des maisons de santé pluri professionnelle et des centres de santé sera encore massivement soutenue y compris l'installation des cabinets de groupe permettant de répondre aux besoins d'un plus grand nombre de territoires.

La crise sanitaire actuelle a démontré l'importance que représente la télémédecine en tant que solution complémentaire dans l'offre de soins. Aussi, après le lancement du premier dispositif complet de téléconsultation sur le territoire du Provinois et les aides prises dans le cadre du soutien à l'équipement des professionnels de santé face à la crise sanitaire, la Région entend accompagner des projets de déploiement des outils numériques de santé afin de résorber les fractures territoriales et d'améliorer la prise en charge des patients.

Enfin, la délégation **handicap** soutiendra en 2021 des opérations de création, extension, restructuration, rénovation des structures médico-sociales afin d'améliorer la qualité énergétique de ces bâtiments (par exemple remplacement des fenêtres, isolation des combles et des façades, raccordement à une chaudière biomasse...). Elle permet également, en apportant son soutien au fonds de compensation **des Maisons départementales des personnes handicapées**, la réalisation des projets d'aménagement de logement des personnes en situation de handicap respectant les normes environnementales en vigueur.

11. Sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
Les sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative		**3,532**	**0,410**	**3,942**
	Conventions sport		NC	NC
	JOP 2024	NC	NC	NC
	CREPS Ile-de-France	2,132		2,132
	Soutien aux évènements sportifs se déroulant en Ile-de-France		NC	NC
	Plan Sport Oxygène	NC	NC	NC
	IRDS		NC	NC
	Opération Vaires TORCY	NC		NC
	Les îles de loisirs	1,400	0,300	1,700
	Politique de la ville	NC	0,070	0,070
	Soutien aux expressions citoyennes		0,040	0,040
	Soutien aux radios locales		NC	NC
	Conseil régional des jeunes		NC	NC

La Région accompagne l'essor des disciplines sportives par des conventions partenariales pluriannuelles, les « **Conventions sport** ». Elles permettent, dans le domaine de l'environnement, de réaliser notamment des actions collectives de nettoyage ou de remise en état de terrains ou d'espaces environnant les équipements sportifs, mais aussi des actions de sensibilisation des pratiquants.

En 2021, ces conventions seront renouvelées selon ces mêmes orientations.

Dans le cadre de l'organisation des **Jeux Olympiques et Paralympiques** d'été 2024 et sur la base de l'engagement pris par les délibérations n° CR 202-16 du 13 octobre 2016, et n° CR 2018-039 du 20 septembre 2018, la Région participera aux actions suivantes :

- dans le cadre du plan « **Changeons d'air en Île-de-France** » lancé en 2016, il y aura 100% de bus propres dans les dessertes olympiques ;
- pour lutter contre le gaspillage alimentaire, véritable fléau constaté lors des précédentes éditions olympiques, la Région entend agir par une sensibilisation en amont, une campagne de prévention et l'organisation de la redistribution de la nourriture ;
- 100% des aliments répondront à une charte d'alimentation responsable, avec notamment l'emploi de produits d'origine Île-de-France ;
- la création d'espaces verts dans le cadre entre autres des 100 Quartiers écologiques et innovants, et de sites d'urbanisme transitoire dans les lieux appelés à être transformés pour la tenue des JO 2014 ;

- la livraison d'équipements tenant compte du dispositif « **Réflexe Bois-Biosourcés** »,

- la réalisation de bâtiments neufs en tenant compte de la stratégie de développement durable initiée par la Société de livraison des ouvrages olympiques et paralympiques (SOLIDEO) visant à mener une démarche d'incorporation de matériaux biosourcés, recyclés ou de réemploi.

La Région entend également renforcer en 2021 les actions qu'elle mène au profit du **Centre de ressources, d'expertise et de performances sportives (CREPS)** Île-de-France, amené à prendre une nouvelle dimension avec l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris en 2024.

Avec le concours de l'Etat, le financement du **CREPS** permettra de procéder notamment aux travaux de maintenance et d'entretiens annuels indispensables pour cet établissement, mais aussi de poursuivre la Programmation Pluriannuel d'Investissement (PPI) destiné à faire face à la vétusté des bâtiments qui datent pour certains du 18ème siècle. Les rénovations permettront un gain significatif en termes d'économies d'énergie voire l'utilisation d'énergies renouvelables.

En 2021, un marché global de performance sera attribué pour le projet grand CREPS, de réaménagement et d'extension des équipements. Ce projet réalisé avec de hautes performances énergétiques sera livré mi-2023.

Avec son dispositif de **Soutien aux évènements sportifs** se déroulant en Île-de-France, dont un des critères est la préservation de l'environnement, la Région a mis en œuvre des opérations récurrentes comme l'Eco Trail de Paris Île-de-France, les Internationaux de France de Badminton ou encore le Meeting d'Athlétisme Diamond League, également valorisées par le Ministère des Sports pour leurs engagements éco-responsables.

Le **Plan Sport Oxygène**, adopté par délibération n° CR 2018-038 du 20 septembre 2018, illustre la volonté de l'Exécutif d'encourager l'accès aux pratiques sportives pour tous avec un accent donné dans les domaines du « sport santé » et du « sport bien être ». Dans la continuité de 2020, ce dispositif a vocation à soutenir en 2021 les projets associatifs en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville visant à renforcer la cohésion sociale et territoriale, incluant une dimension environnementale.

Ainsi, en 2020, la Région a innové dans une application à la portée de tous – avec le concours de l'Institut régional de développement du sport (IRDS). Bougeott' est une application smartphone gratuite qui combine le sport et la culture et qui incite les franciliens à avoir une activité physique près de chez eux, à pieds, à vélo et bientôt à cheval, tout en découvrant le Patrimoine naturel francilien.

Dans la continuité des mesures prises en 2018 sur la protection des pratiquants de terrains synthétiques de grands jeux, l'Exécutif régional agit pour l'environnement avec des recommandations en matière de rétention de granulats, test de toxicité et de métaux lourds, application des normes environnementales, utilisation de granulats de pneus certifiés. Ce sont des mesures inédites et uniques permettant une pratique de qualité en toute sécurité. Les fédérations sportives de football et de rugby se sont engagées, dans le cadre de la mise en œuvre des protocoles de partenariat conclus avec la Région, à appliquer ces recommandations.

Vitrine sociale et environnementale pour la Région, les Îles de loisirs consacreront en 2021, **près de 50 % du budget d'investissement dédié à leur aménagement,** à l'environnement, avec en particulier des opérations sur la biodiversité, le traitement des déchets et l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Le projet de budget prévoit en particulier les actions suivantes :

- L'engagement d'un diagnostic sur le potentiel de **développement d'installations de centrales photovoltaïques** sur les îles de loisirs. Cette étude permettra d'identifier le potentiel, d'analyser les contraintes règlementaires, de définir les retombées économiques et le véhicule juridique pour la mise en œuvre de projets.
- La mise en œuvre d'actions en matière de **traitement des déchets**, dans la continuité du schéma régional approuvé en septembre 2020, notamment sur l'île de loisirs de Saint Quentin en Yvelines
- La poursuite des aménagements pour améliorer **l'accessibilité pour tous les publics et notamment les personnes en situation de handicap**, pour lequel un budget de 700 000 €, identique à 2020, est prévu.

Concernant **l'île de loisirs de Vaires-Torcy,** l'année 2021 verra le **renouvellement de la délégation de service public** globale pour la gestion du site. Un volet important concernant les actions en matière de développement durable sera intégré dans le nouveau contrat. De plus, la livraison des **aménagements paysagers** complémentaires au stade nautique d'Île-de-France, tout en prenant en compte les exigences liées à la dimension olympique du site qui accueillera les épreuves de canoé-kayak et d'aviron en 2024, permettra de conforter l´équilibre de fonctionnement de l'ensemble de l'île par un développement des activités et la mise en valeur des espaces naturels par l'Agence des Espaces verts.

La **Corniche des Forts** verra au printemps 2021 l'ouverture de la **nouvelle promenade écologique** qui permettra la découverte d'un site remarquable et l'ouverture au public, de 4,5 ha supplémentaires, tout en sanctuarisant les 25 hectares restant non aménagés. Elle a ainsi vocation à devenir un véritable observatoire de la biodiversité en milieu urbain qui sera unique en Île-de-France.

Enfin, au titre de la **Citoyenneté et de la vie associative**, la Région accompagne des projets associatifs avec une composante environnementale, notamment dans les quartiers populaires et territoires ruraux, à l'image des actions de sensibilisation de la jeunesse au développement durable proposées par l'association Goodplanet, de sensibilisation à l'intérêt du réemploi des ressources en pied d'immeuble et de développement de l'usage du vélo par le public féminin. Elle finance également des têtes de réseaux jeunesse et d'éducation populaire dont l'environnement constitue un axe de travail avec les jeunes.

Au-delà, les **radios associatives locales**, soutenues par la Région, contribuent à mener une communication de proximité, notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, de culture...Sur les 20 radios accompagnées en 2020, la majorité déclare proposer des rubriques sur la protection de l'environnement.

Concernant la jeunesse, le **Conseil Régional des Jeunes (CRJ)** poursuivra activement ses travaux en 2021. Il sera notamment amené à participer à un panel « économie circulaire » de jeunes citoyens Franciliens (16-25 ans), tel que prévu dans le cadre de la stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire (SREC). La jeunesse étant particulièrement préoccupée et concernée par les questions environnementales, la Région met en place un panel de jeunes citoyens Franciliens pour proposer des idées créatives pour enrichir les politiques régionales.

12. Sécurité

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
Sécurité		**0,900**		**0,900**
	Sécurit Soutien à l'implantation des forces locales de sécurité	0,900		0,900

La politique en faveur du « Bouclier de Sécurité » se décline dans une série de dispositifs opérationnels par délibération n° CP 16-132 du 18 mai 2016, visant notamment à moderniser les équipements et soutenir la construction, la reconstruction et la rénovation des commissariats de police municipale d'Île-de-France.

Ces constructions respectent les dernières normes environnementales et de nombreuses opérations de rénovations soutenues ont un objectif énergétique, à l'instar du projet de rénovation énergétique de la caserne de Rambouillet, financée en 2020.

13. Culture

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
La culture		3,830	0,200	4,030
	Expérimentation des boîtes à livres – économie circulaire	0,050		0,050
	Equipements mobiles	0,030		0,030
	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	0,900		0,900
	Soutien à la création et diffusion numérique	0,150		0,150
	Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle	1,800		1,800
	Valorisation du patrimoine	0,900		0,900
	Jardins ouverts		0,200	0,200

Sur le plan culturel, l'Exécutif régional poursuivra en 2021 son appui à la **construction, la rénovation, l'équipement et l'aménagement** d'établissements culturels (théâtres, cinémas d'art et d'essai, médiathèques, conservatoires...).

Dans ce cadre, l'achat de matériels d'usage collectif ou la mutualisation d'espaces entrent dans le champ de l'économie circulaire et de l'économie de la fonctionnalité qui privilégient l'usage à la possession.

De plus toutes les opérations de construction financées sont soumises à la RT 2012.

L'économie circulaire est également au cœur du déploiement des **boîtes à livres** dans les gares du réseau francilien, la crise sanitaire a retardé le déploiement, qui a néanmoins été engagé début octobre. 100 nouvelles boîtes seront installées en 2021. L'objectif est de sensibiliser le plus grand nombre des franciliens au livre et à la lecture, dans une logique de partage d'usage, en partenariat avec la SNCF.

Par ailleurs, la dématérialisation réduisant indéniablement certains impacts environnementaux, les aides de la Région permettront la promotion et le développement des équipements et de projets numériques des établissements culturels.

De plus, **les équipements mobiles** (« cinébus », chapiteaux, structures itinérantes diverses), aptes à circuler sur l'ensemble du territoire francilien, contribuent également à la stratégie environnementale régionale avec une offre culturelle de proximité réduisant les déplacements des franciliens, donc l'empreinte environnementale de ces activités.

En matière cinématographique, le **Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle**, prévoit des critères d'incitation aux démarches éco responsables pour les films soutenus par la Région, avec une bonification pour les projets qui développent des pratiques environnementales vertueuses.

Sur le plan patrimonial, l'action régionale de **valorisation du patrimoine** contribue à la préservation et la restauration de bâtiments anciens ou d'équipements remarquables, évitant ainsi la démolition et la reconstruction sur ces sites, ce qui l**imite l'empreinte environnementale des chantiers.**

Enfin, la Région valorisera la connaissance et la diffusion du patrimoine bâti et naturel avec la manifestation des **« Jardins ouverts »** reconduite en 2021. Elle vise à valoriser le patrimoine très varié des jardins d'Île-de-France et permet de sensibiliser les Franciliens à l'art des jardins et la nécessité de préserver l'environnement. Loin de se contenter de valoriser les jardins historiques, cet événement, programmé chaque année autour d'une thématique différente, permet d'aborder tous types de jardins (le potager, les arbres remarquables, les jardins d'eau, les jardins exotiques...), tout en agrémentant les visites par des évènements ou performances artistiques et culturelles.

En 2021, dans la suite de la COP régionale, la Région proposera une délibération cadre « Culture et environnement » qui permettra de soutenir le secteur culturel en élargissant le bonus environnemental, octroyé actuellement aux tournages pour réduire leur empreinte environnementale, à tous les types de projets culturels soutenus pas la Région. Par exemple, la région accentuera son soutien aux festivals s'engageant dans une démarche « zéro déchets » ou aux créateurs de spectacle vivant faisant fabriquer leurs décors et leurs costumes en circuits cours.

14. Action internationale

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
L'action internationale		**0,850**	**0,650**	**1,500**
	Aide à la reconstruction	0,050		0,050
	Fonds d'intervention d'urgence	0,050	0,050	0,100
	Coopération décentralisée	0,500	0,500	1,000
	Dispositif actions internationales	0,250	0,100	0,350

L'action internationale de la Région est fondée sur la délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 qui souligne qu'il sera porté une attention particulière au développement durable dans les différents volets de la stratégie francilienne internationale. Cette composante a été réaffirmée lors de l'adoption (délibération n° CR 2018-41 du 20 septembre 2018) de la stratégie régionale en faveur de la francophonie.

La Région poursuivra en 2021 sa politique en matière d'action internationale, en la concentrant sur les territoires présentant des liens privilégiés avec les Franciliens et/ou des intérêts économiques pour l'Île-de-France.

Elle contribuera à la mise en œuvre de la stratégie environnementale en particulier via sa politique de **coopération décentralisée** et inscrira ses engagements dans le cadre de ses partenariats privilégiés en Asie, au Maghreb, en Afrique subsaharienne, au Proche-Orient, dans l'Océan indien et en Amérique centrale. Elle y portera tout particulièrement des projets d'aménagement et d'équipement identifiés et réalisés avec ses interlocuteurs nationaux et territoriaux :

L'année 2021 verra donc la poursuite des projets qui ont été initiés les années antérieures et qui témoignent tous d'une préoccupation réelle des enjeux liés au développement durable :

- à Hanoï, elle poursuivra activement la déclinaison **du programme « Qualité de ville-qualité de vie »** pour améliorer la qualité de l'air, la gestion des déchets et la planification environnementale ;
- à Pékin et dans la province du Zhejiang, elle orientera ses interventions **sur la ville durable et l'innovation,** notamment en s'appuyant sur la chaire universitaire de la ville du futur à Pékin où des recherches conjointes sur les transports et l'énergie pour une ville durables seront menées ;
- le projet SPRINT (Startup Paris Région INTernational) de mise en réseau et de formation d'incubateurs francophones pour **start-up « vertes » et sociales** sera renforcé et sa réunion annuelle devrait être accueillie en Île-de-France à l'occasion du salon Vivatech.

De nouveaux projets d'envergure approuvés en 2020 viendront compléter cet engagement régional :

- en Arménie, la Région et la ville d'Erevan se sont associées dans **le projet « transition urbaine à Erevan »** qui prévoit un programme triennal de renforcement des capacités de la municipalité dans

les domaines des déchets, de la mobilité urbaine et de l'urbanisme avec un fort soutien de l'Agence française de développement ;

- en Tunisie, grâce à l'aide de la Région, l'Agence Urbaine du Grand Tunis (AUGT) sera dotée en 2021 d'un outil numérique et cartographique d'open data et d'une médiathèque ouverte au public, **pour améliorer la connaissance par la population des enjeux urbains et environnementaux du Grand Tunis**, territoire qui préfigure la future région de Tunis.

En outre, à la suite de la COP régionale organisée les 16 et 17 septembre 2020 où les partenariats avec Abidjan et Rufisque ont été particulièrement mis en valeur, la Région va engager en 2021 deux projets particulièrement emblématiques au regard des impératifs de développement durable :

- la mobilisation de l'expertise francilienne pour réaliser **une stratégie territoriale de l'économie circulaire dans le grand Abidjan** et appuyer l'organisation des assises sous-régionales de l'économie circulaire ;
- le lancement d'un projet de marketing territorial pour le département de Rufisque qui accompagnera et renforcera les initiatives locales **pour un développement plus durable du Grand Dakar.**

Enfin, une attention particulière sera portée en 2021 aux interventions ayant un impact environnemental marqué, conduits dans le cadre :

- de la politique **d'aide à la reconstruction**, dans une logique post-urgence, sur des territoires frappés par des catastrophes environnementales et naturelles comme à Beyrouth où la Région souhaite participer à l'effort international d'une **reconstruction respectueuse de l'environnement et du patrimoine;**
- du **fonds d'intervention d'urgence** visant à répondre aux besoins de première nécessité des populations victimes de catastrophes ou de conflits. En favorisant notamment **l'accès à l'eau et en privilégiant la lutte contre les pollutions**, cet engagement humanitaire contribuera également à la prise en compte des questions environnementales ;
- du dispositif « **Actions internationales** » qui vise à soutenir sur les zones de coopération prioritaire de la Région les projets d'opérateurs franciliens contribuant à la réalisation des 17 objectifs du développement durable identifiés par l'assemblée générale des Nations-Unies en 2015. Un projet emblématique en 2021 sera porté par de **l'association des ECO-MAIRES pour la sauvegarde des chimpanzés du parc de Dindéfélo et le développement de l'éco tourisme au Sénégal.**

15. Europe

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
L'Europe		**10,325**	**0,620**	**10,945**
	Préservation de la biodiversité	1,181		1,181
	Soutien de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	5,609		5,609
	Soutien à la diffusion des technologies de l'information et de la communication (POR)	0,218	0,620	0,838
	Diminution des vulnérabilités du bassin hydrographique de la Seine	3,317		3,317

L'année 2021 est une année de transition pour le secteur Europe puisqu'elle verra s'achever le programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 et se mettre en place la prochaine programmation 2021-2027.

En **matière d'action européenne**, et plus particulièrement de gestion des fonds européens structurels et d'investissement, plusieurs volets du programme opérationnel FEDER-FSE pour 2014-2020 ont pu porter une attention particulière à l'environnement. Ainsi, ils visent à apporter une réponse adaptée à l'urgence écologique en soutenant l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables et la préservation de la biodiversité.

Trois axes du programme opérationnel régional traduisent notamment cet enjeu :

- l'axe 2 qui vise la préservation de la biodiversité ;
- l'axe 8 pour le soutien à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone ;
- l'axe 10 pour le soutien au Bassin hydrographique de la Seine.

L'engagement de la Région en faveur de la préservation de la biodiversité s'inscrit dans la priorité d'investissement "Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au travers de NATURA 2000, et des infrastructures vertes".

Son action vise la sauvegarde et la restauration de la biodiversité, le maintien des continuités biologiques dans les quartiers prioritaires et la maîtrise de l'anthropisation des espaces naturels. Les territoires relevant des investissements territoriaux intégrés - ITI - en sont les seuls bénéficiaires.

Par ailleurs, une action est consacrée au soutien à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. A ce titre, deux priorités d'investissement sont retenues :

- favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables avec le soutien à des actions d'installation de productions de chaleur et/ou d'électricité à base d'énergies

renouvelables ou de création/extension de réseaux de chaleur et de froid alimentés par des sources d'énergies renouvelables et de récupération ;

- soutenir l'efficacité énergétique dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics, et dans le secteur du logement avec l'appel à projets "Réhabilitation durable" qui vise à soutenir les projets pilotes de réhabilitation thermique performante ayant un caractère exemplaire, opérationnel et reproductible sur les bâtis résidentiels et publics. Les objectifs environnementaux fixés sont principalement la maîtrise des consommations d'énergie, l'intégration d'énergies renouvelables et la diminution des émissions de gaz à effet de serre.

D'autre part, la diminution des vulnérabilités du bassin hydrographique de la Seine se décline en deux actions :

- le soutien à l'adaptation au changement climatique et à la lutte contre les risques spécifiques par la réduction de la vulnérabilité des territoires au risque de sécheresse ou la réduction des impacts des inondations sur les milieux et sur les territoires ;
- la protection et la restauration de la biodiversité et des sols avec la diminution des impacts de la navigation, de la production d'énergie hydroélectrique, et des activités humaines en général sur les milieux naturels.

La mise en œuvre de ces actions au titre de la programmation 2014-2020 se poursuivra ainsi en 2021.

En outre, en 2021, la Région fera aboutir la nouvelle programmation FEDER-FSE 2021-2027. Les orientations stratégiques retenues, à l'issue d'un processus de concertation, sont plus resserrées à travers les 3 axes suivants dont **l'un est dédié intégralement aux enjeux du développement durable, l'objectif stratégique 2 « une Europe plus verte (FEDER) ».**

Le choix qui a été pris répond ainsi aux problématiques de notre décennie :

- **un besoin primordial d'accélération de la transition énergétique et écologique visant la réduction des gaz à effets de serre et la protection de l'environnement**;
- un soutien durable dans le domaine de la recherche et de l'innovation;

Si l'enveloppe définitive qui sera attribuée à la France n'est pas encore connue, on peut prévoir d'ores et déjà qu'un certain nombre de projets structurants verront le jour avec l'aide du FEDER et dont l'objet sera nettement orienté vers la prise en compte des impératifs environnementaux.

La déclinaison de l'objectif stratégique 2, qui doit encore être affinée, portera en effet sur :

- L'accélération à la transition énergétique ;
- Le soutien du développement des systèmes, réseaux et équipement de stockage énergétiques intelligents à l'échelon local ;
- L'amélioration de la biodiversité, le renforcement des infrastructures vertes en milieu urbain, la réduction de la pollution ;
- L'accompagnement de la transition vers une économie circulaire ;
- La mise en place d'une mobilité durable, intelligente, intermodale et résiliente face aux facteurs climatiques.

16. Le tourisme

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
Le tourisme		**0,400**	**0,850**	**1,250**
	Fonds régional pour le tourisme	0,400	0,191	0,591
	Comité Régional du Tourisme		0,659	0,659

L'exercice 2021 sera marqué par l'élaboration du prochain Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs (SRDTL) 2021-2025. Le précédent qui couvrait la période 2016-2020 intégrait parmi ses objectifs prioritaires **la promotion d'un tourisme durable, ayant une empreinte environnementale limitée et valorisant le patrimoine naturel d'Île-de-France.**

A ce titre et dans ce cadre, la Région continuera en 2021 d'encourager tout particulièrement la formalisation de nouveaux contrats régionaux de destination et la mise en place de parcours de découverte s'inscrivant dans cette démarche environnementale (partenariats avec les parcs naturels régionaux, promotion d'un tourisme de nature). Elle intégrera dans son action le soutien à de nouveaux modes de visites et de déplacement, la préservation de sites remarquables, la valorisation de la biodiversité et l'appui à l'émergence de nouvelles pratiques ou techniques concourant à limiter l'impact environnemental des activités touristiques.

La Région étudiera et pourra soutenir les projets contribuant au développement d'un tourisme durable en Île-de-France et travaillera pour cela en lien étroit avec les professionnels de la filière, les entreprises, les collectivités territoriales et les Parcs naturels régionaux.

On peut pressentir d'ores et déjà que les enjeux de développement durable seront encore plus fortement présents que dans le précédent.

En effet, à la faveur de la crise sanitaire, les professionnels du secteur du tourisme commencent à concevoir un nouveau modèle dans lequel les enjeux du développement durable et la notion de résilience constitueront le cœur du système.

La Région en 2021 continuera de mobiliser le **Fonds régional de soutien au Tourisme**, tout particulièrement dans ses volets relatifs à la modernisation de l'offre touristique locale et l'appui à la transition numérique du secteur. La crise sanitaire et ses répercussions pour 2021 nous incitent à penser que le tourisme de demain sera plus durable et plus social.

En outre, le **Comité Régional du Tourisme** contribuera à la promotion de démarches innovantes et de sites touristiques respectueux de l'environnement, tant dans les milieux urbains que ruraux, par ses actions de soutien à la transition numérique et d'appui technique à la formalisation et à la mise en œuvre de projets de développement touristique.

II – AU SEIN DE L'INSTITUTION REGIONALE

Secteur	Mesures et politiques relevant de la stratégie régionale environnementale	Montant AP (M€) 2021	Montant AE (M€) 2021	Total AP/AE (M€) 2021
La stratégie environnementale au sein de l'institution régionale		**5,317**	**1,737**	**7,054**
	La performance environnementale dans la politique régionale d'achat responsable			
	Marchés de travaux	0,617		0,617
	Achat de véhicules	0,200		0,200
	Alimentation (traiteur et restauration collective)		NC	NC
	Edition et impression responsable, taxe écofolio (dispositif CITEO)		0,003	0,003
	Marchés liés à la communication et à l'événementiel		0,140	0,140
	Fournitures et petit matériel		NC	NC
	Développement des outils numériques et dématérialisation			
	Développement de logiciels et progiciels	2,100		2,100
	Stratégie de communication numérique (information et édition)		NC	NC
	Communication Interne : Déclic et webzine des lycées		0,130	0,130
	Documentation		0,220	0,220
	Fonctionnement et gestion des bâtiments de l'institution			
	Entretien		0,099	0,099
	Fluides		0,410	0,410
	Poste et affranchissements		0,185	0,185
	Encadrement des modalités de déplacements et remboursements de transports		NC	NC
	Bilan carbone du patrimoine de la Région, du fonctionnement de l'administration générale et du fonctionnement administratif		NC	NC
	Management de la stratégie environnementale et projet d'emménagement à Saint-Ouen			
	Mise en œuvre du télétravail		0,350	0,350
	Plan de déplacement de l'administration		0,200	0,200
	Formation des agents		NC	NC
	Equipement informatique	2,000		2,000
	Matériel et mobilier	0,400		0,400

En 2021, l'Institution régionale continuera de démontrer son sens des responsabilités et de l'exemplarité environnementale, à travers des mesures d'économies ciblées et des choix de dépenses ayant l'objectif de réduire l'impact écologique du fonctionnement de l'institution mais aussi de promouvoir et de diffuser les bonnes pratiques.

L'empreinte carbone de l'Institution régionale continuera d'être drastiquement réduite par la combinaison de plusieurs décisions fortes de l'Exécutif.

De plus, la Région a lancé à la mi-novembre, un concours écologique « Green Hackathon » à destination des agents du siège et des antennes RH afin qu'ils puissent contribuer à faire du siège de la Région un site encore plus vert. 70 candidatures ont été reçues et les projets lauréats seront accompagnés afin de pouvoir être réalisés dès 2021.

La stratégie régionale environnementale se déploie ainsi en interne comme en externe, que ce soit dans une dimension managériale, de gestion, partenariale ou à travers ses achats, ses dispositifs de soutien ou encore son émission d'obligations vertes et responsables.

1. Une logique d'évitement des impacts environnementaux

Depuis 2020, le siège de la Région Île-de-France se concentre sur 4 sites, soit quatre fois moins qu'auparavant, situés hors de Paris et principalement en Seine-Saint-Denis sur les sites Influence à Saint-Ouen. La Région accueille également dans ses locaux, plusieurs organismes associés et une SEM.

Le regroupement des services du siège permet de poursuivre la rationalisation du fonctionnement de la Région et améliore les conditions de travail des agents au quotidien et donc le service rendu aux Franciliens. L'installation du siège régional au-delà du périphérique concourt également à la réduction du train de vie de l'institution.

Ce lieu unique, au-delà du périphérique, a réduit les déplacements qui étaient auparavant inéluctables entre les 11 différents sites parisiens. Par ailleurs, les nouveaux bâtiments, labellisés Haute Qualité Environnementale (HQE), sont beaucoup moins consommateurs en fluides et énergie.

En complément, adopté lors de la séance du conseil régional du 23 novembre 2017, un Plan de Déplacement de l'Administration (PDA) « à horizon 2020 » pour le siège et à destination de l'ensemble des agents, concrétise l'une des mesures portées par le plan « Changeons d'air ».
L'objectif de ce PDA vise à mettre en œuvre et à évaluer un ensemble de mesures opérationnelles et cohérentes afin d'optimiser l'accessibilité au site de Saint-Ouen des agents et des élus tout en favorisant l'utilisation des modes de transports alternatifs à la voiture.

Ainsi, le regroupement des équipes, le prolongement de la ligne 14 jusqu'à Saint-Ouen, ainsi que l'évolution du maillage cyclable aux alentours du site, constituent une opportunité pour proposer de nouvelles actions. Parallèlement, la crise sanitaire actuelle, impacte fortement les déplacements des agents.
Ainsi, de nouvelles actions sont proposées sur 2021 pour répondre aux nouveaux besoins et faciliter les déplacements des agents. Cela a fait l'objet d'une délibération CP 2020-432 le 23 septembre 2020 :

- Valoriser les méthodes agiles pour réduire les déplacements domicile-travail inutiles :

    - Amplifier l'étalement des horaires pour les services qui se rendent sur site, afin de désengorger les transports en commun et respecter les mesures de distanciation sur le trajet domicile-travail.
    - Encourager l'utilisation des tiers-lieux pour réduire les déplacements des agents.

- Promouvoir les modes actifs :
    - Etudier l'instauration d'un forfait mobilité durable pour promouvoir différents modes de transport, les vélos électriques ou mécaniques, la voiture dans le cadre d'un co-voiturage, les transports en commun, en dehors de frais d'abonnements et tout autre service de mobilité partagée.
    - Communiquer sur l'installation du nouveau parking-vélo sécurisé dans le bâtiment Victor Hugo.
    - Installer une flotte de vélos sur le site de la Région avec des vélos classiques et des vélos à assistance électrique (VAE), destinée aux trajets interprofessionnels et aux rendez-vous extérieurs.

Le télétravail est désormais pratiqué par 1 349 agents (sur un total de 1800). Les agents télétravaillent de chez eux à 90%, et 10% utilisent les tiers-lieux mis à leur disposition par leur employeur.
Une étude réalisée conjointement avec l'Institut Paris Region sur l'impact carbone du télétravail montre que la pratique du télétravail a permis d'éviter l'émission de 34 tonnes équivalent CO_2, soit 25% des émissions totales des déplacements domicile-travail de l'ensemble des agents qui sont domiciliés en Île-de-France.

Depuis cinq ans, le budget voté intègre les objectifs fixés par l'Exécutif régional dans son plan d'actions de **réduction globale du train de vie de la Région**. L'ensemble des mesures de rationalisation et de plafonnement de la dépense se poursuivront en 2021.

Que ce soit pour les élus ou pour les services régionaux, les modalités de déplacement et de remboursement sont encadrées depuis 2016 afin de réduire les impacts « carbone ».
Dans le cadre du marché de transport, les émissions « carbone » de trajets effectués en avion sont systématiquement compensées.
S'agissant des véhicules, l'objectif de réduire, sur la mandature, le parc automobile affecté aux élus, soit 22 unités, a été atteint. Dans le même temps, le reste du parc automobile a fait l'objet d'une importante rationalisation : de 212 véhicules en 2016 à 165 au 1er novembre 2020, soit une réduction de 23 % de l'ensemble du parc.
A ce jour, 37 % du parc automobile de notre collectivité est constitué de véhicules propres. Pour rappel, un véhicule propre est, selon la définition de la loi française, une voiture qui émet moins de 126 grammes de CO_2 par kilomètre. Seuls les TOYOTA Prius et les RENAULT Zoé remplissent cette condition.

La diffusion d'une culture environnementale plus forte, avec notamment la réduction drastique des impressions via l'équipement en ordinateurs portables et la suppression des imprimantes individuelles, s'accompagne d'un travail continu de modernisation de la gestion administrative de l'ensemble des agents de la Région.

Ainsi, la numérisation de l'ensemble des dossiers RH des agents, soit environ 15 000, est faite. Des travaux ont été menés en parallèle sur le logiciel de gestion de la carrière et de la paie pour alimenter les dossiers RH au fil de l'eau. Le déploiement du parapheur électronique a permis de réduire de moitié l'édition des documents (courriers, contrats, arrêtés). Le document original est créé, signé, classé électroniquement. Il n'est imprimé que pour envoi à l'agent sauf au siège où les envois se font par mail. En 10 mois de fonctionnement du parapheur 25 000 documents ont ainsi été traités.

En complément, la Région a lancé en septembre 2019 la mise en place d'un coffre-fort électronique pour ses agents. Les agents ayant opté pour ce dispositif reçoivent désormais leur bulletin de paie de manière dématérialisée. A date, 66 conseillers du CESER, 52 conseillers régionaux, 1 002 agents du siège, et 1 914 agents des lycées reçoivent leur bulletin de paie de cette manière. Ce sont ainsi environ 25% des bulletins de salaire qui sont dématérialisés. Cela offre également à ces agents le service du coffre-fort sécurisé pour l'ensemble de leurs documents administratifs personnels.

Cela s'ajoute à la dématérialisation du journal interne et de beaucoup de publications RH maintenant disponibles sur le nouvel intranet Elien, des chèques cadeaux, et l'équipement de tous les agents du siège en ordinateurs portables permettant de réduire la nécessité d'imprimer ses documents. Le même effort est réalisé via la modernisation des systèmes d'information RH. Ainsi, les demandes de prestations sociales par les agents peuvent maintenant se faire en ligne, et ne nécessitent ainsi plus aucune impression de documents.

Le travail de **dématérialisation** des actes et des processus de la collectivité se poursuivra en 2021 autour des chantiers phares suivants :

- la dématérialisation de tous les actes budgétaires en lien avec la plateforme Totem de l'Etat permettant notamment leur transmission à la Préfecture ;
- la réalisation du projet d'archivage électronique permettant de finaliser le cycle de vie des données et des documents dématérialisés pour en garantir une conservation optimale conforme à la réglementation ;
- la poursuite de la généralisation de « **Mes démarches** », plateforme d'échanges avec les bénéficiaires déployée sur tous les dispositifs d'aide de la Région, avec en 2021 la dématérialisation des demandes de paiements et bilans en ligne sur le domaine des subventions ;
- l'ensemble des procédures RH de la Région font l'objet d'un audit approfondi, qui doit conduire à la refonte totale du système d'information. Une des ambitions de cette refonte est de rendre compatible chaque procédure avec les objectifs de dématérialisation intégrale des processus RH.

Au total, environ 4 millions de feuilles de papier seront économisées avec l'ensemble de ces dispositifs.

2. Le choix d'effectuer des dépenses réduisant l'impact sur l'environnement

La Région poursuivra en 2021 les mesures environnementales concrètes dans la gestion des bâtiments de l'Institution, dans ses choix de matériels, d'équipements et de services ainsi que dans les formations de ses agents, concourant ainsi au développement de comportements écoresponsables :

Les principaux axes stratégiques développés portent sur des achats plus ancrés dans les produits locaux, une meilleure prise en compte des impacts environnementaux dans le bâtiment notamment, la diminution des

consommations énergétiques ainsi que l'acquisition de denrées alimentaires bio. Ces démarches sont rendues possibles grâce à la mise en œuvre d'une Gestion prévisionnelle qui fixe certaines priorités, une forte activité de sourcing ainsi que des travaux collectifs sur l'expression du besoin.

A ce titre, les opérations ci-après ont fait l'objet d'objectifs affirmés sur le volet environnemental :

- Tous les **marchés de travaux** (projets de construction neuve) continueront à faire l'objet d'une démarche HQE (Haute Qualité environnementale) et suivront les orientations du guide aménagement et construction durable produit par la Région tout au long du projet.

  Ainsi, les bâtiments Influence 1 et 2 mobilisent du bois et des matériaux bio-sourcés, les éclairages sont à LED, et les équipements sont gérés par un système GTB garantissant une bonne gestion globale des bâtiments.

  De plus, la Région étant engagée dans **la prévention et réduction de la présence des perturbateurs endocriniens** dans le territoire. Cela se matérialise par l'insertion d'une clause de conformité (norme REACH) à laquelle les fournisseurs doivent répondre en proposant des fournitures à faible teneur en substances prohibées.

- Un marché de réemploi de matériaux de construction.

- Le marché de **fourniture du mobilier de restauration et administratif** des lycées franciliens comporte une clause de responsabilité sociale et environnementale. Sur le volet environnemental, une analyse du cycle de vie du marché a été menée, des certifications qualité sont demandées dès l'exploitation des matières premières, et pour l'ensemble des actions en phase livraison afin de réduire les émissions de CO_2, ainsi que lors de la reprise du mobilier en fin de vie. De plus un marché de mobiliers recyclés sera mis en œuvre.

- Un marché Global de performance CREPS, dont le critère « Engagement de performance et respect des objectifs énergétiques et environnementaux » représente 50% de la note technique),

- Dans le cadre du **marché de plateaux du restaurant-self**, les variantes d'offres ont été autorisées afin de permettre aux fournisseurs détenteurs d'une offre avec des matières bio-sourcées de proposer leur produit pour améliorer le recyclage et réduire les risques d'exposition à des substances suspectes.

- Un marché de denrées bio pour les lycées.

- Les **marchés de communication et d'événementiel** restent sur les mêmes bases pour 2021 dans un contexte encore instable lié à la crise sanitaire. On peut rappeler notamment l'accord cadre Stands pour des espaces éco-conçus, le marché de pose et dépose des panneaux de chantier de la Région Île-de-France visant le recyclage et la valorisation des matériels signalétiques de la Région, après leur dépose, ou encore celui portant sur les objets promotionnels pour lesquels la Région privilégie le recours à des objets issus de matière première biologique et/ou à un mode de fabrication respectueux de l'environnement et certifié.

- Avec sa démarche d'impression responsable et le label **Imprim'vert,** la Région réalise des éditions faites presqu'exclusivement avec du papier recyclé ou certifié FSC/PEFC ainsi qu'avec des encres et procédés d'impression labellisés. Elle participe également au dispositif Ecofolio dans le cadre de l'éco-contribution due pour les papiers imprimés et privilégie également ses **envois "écopli"** et **"lettre verte"** pour réduire le coût des expéditions tout comme les émissions de CO_2 liées à leurs modes de transport.

- L'accord-cadre **impression** est un autre exemple, avec le dispositif CITEO (ex Ecofolio) auquel la Région adhère conformément à l'obligation prescrite par le code de l'environnement : calculée chaque année en fonction d'un prix unitaire par tonne, cette contribution vise à encourager les pratiques vertueuses et l'utilisation de papiers recyclés. En 2020, une baisse de l'écotaxe est à enregistrer liée à la crise sanitaire qui a nécessité de réarticuler l'information auprès des publics cibles en augmentant la digitalisation des communications de la Région.

- Dans le cadre d'une démarche en faveur de l'environnement, la région accentue la transition numérique des ressources documentaires :
    - mutualisation de ressources et offres numériques pour le plus grand nombre d'agents ;
    - transformation d'abonnements au format imprimé en abonnements numériques à valeur ajoutée tant en matière de contenus enrichis que de fonctionnalités ;
    - souscription systématique des nouveaux abonnements au format numérique.

- Avec la mise en œuvre de **sa stratégie de communication numérique**, la Région augmente depuis plusieurs années la numérisation de ses supports et contenus de communication en priorisant systématiquement la diffusion de ces derniers via des e-mailing, des newsletters et les réseaux sociaux. Ce virage digital a permis pendant la crise sanitaire de pouvoir s'appuyer encore plus largement sur ces canaux afin d'informer les publics cibles sur les actions de la région.

- Le budget 2021 en matière d'équipements informatiques permettra de couvrir les besoins induits par le passage sous Windows 10 et la mise en œuvre de la suite collaborative Teams de Microsoft. Et permettra :

    - de poursuivre la modernisation ambitieuse des applicatifs métiers de la Région dans le cadre du Schéma Directeur Stratégique des Systèmes d'Information réalisé depuis 2017 ;
    - d'accompagner les différents modes de travail de la Région en adaptant le poste de travail aux usages nomades et au travail collaboratif;
    - d'optimiser l'usage de serveurs physiques pour notamment diminuer leur consommation électrique (et donc de la quantité d'électricité supplémentaire nécessaire pour les refroidir).

  En outre, la Région continuera d'utiliser prioritairement des PC, écrans, imprimantes, serveurs labellisés pour limiter l'impact écologique en recourant à des normes ou label spécifique comme le **label Energy Star,** limitant les éventuelles surconsommations liées aux défaillances électriques ou électroniques.

  Enfin, conformément aux directives européennes (2011/65/UE du 8 Juin 2011, également nommée directive RoHS II et 2012/19/UE du 4 juillet 2012 également nommée directive D3E II), la Région respecte la **gestion des déchets EEE** (équipements électriques et électroniques). En effet, ces matériels

contiennent souvent des substances ou composants considérés dangereux pour l'environnement (mercure ou arsenic par exemple).

Ces actions conjuguées à la poursuite de la dématérialisation et du télétravail concourent à la réduction des impacts environnementaux et à de nouveaux comportementaux plus éco citoyens (réduction du papier, limitation de l'usage des imprimantes...).

- Les **formations dispensées pour les agents** du siège ou des lycées comprennent des modules relevant de thématiques environnementales notamment sur la commande publique écoresponsable, la conception et le pilotage de la politique environnementale, la communication environnementale, la prise en compte du développement durable dans le domaine de l'entretien général (avec par exemple un plan de formation d'ampleur concernant l'équipement en chariots de nettoyage nouvelle génération) et de la maintenance, l'introduction de produits à faible impact environnemental dans la restauration collective ou encore la lutte contre le gaspillage alimentaire.

  S'il n'y a pas d'inscription budgétaire distincte pour les mesures environnementales liées à la formation des agents, les crédits prévus sont répartis sur les axes de formation définis dans le prochain plan de formation triennal 2019-2021, confirmant le souhait de l'Exécutif régional d'agir de manière concrète pour faire évoluer les pratiques.

  Enfin, la poursuite en 2021 du développement de l'accès aux formations en ligne MOOC (Massive Online Open Courses) à l'attention des agents participera également à la stratégie régionale environnementale de la collectivité en réduisant le transport des agents vers les centres de formation, et en limitant l'utilisation de papier. Cette tendance s'est nettement renforcée en 2020 durant la période de confinement.

- La Région a fait le choix d'équiper l'ensemble des agents d'entretien dans les lycées de chariots ergonomiques nouvel génération. Ce sont près de 3.500 chariots qui auront été distribués entre décembre 2018 et décembre 2020 dans 328 établissements. En y ajoutant les lycées expérimentateurs et les lycées qui se sont dotés sur fonds propres, il y a près de 4 000 chariots dans 350 lycées. Les 1 200 chariots restants seront livrés d'ici mai 2021.

  Outre un gain non négligeable concernant les postures et le soulagement physique lié à cela, une très nette diminution de la consommation de produits chimiques et d'eau est constatée. Lors de leur visite, les techniciens en profitent pour vérifier le stock et la qualité environnementale des produits utilisés, et font des préconisations pour améliorer le choix partout où cela s'avère nécessaire.

Des financements 100% Verts

En 2020, afin de **financer** son **programme annuel d'investissements**, et en particulier l'acte I de son **plan de relance** économique, écologique et solidaire voté le 11 juin dernier en réponse à la crise du Covid-19, la Région Île-de-France a procédé fin juin à une **émission obligataire** verte et responsable d'un montant total de **800 M€.**

Conformément aux engagements pris par la Présidente du conseil régional lors de la conférence du 1er Juillet 2019 organisée par la Région sur le thème de la finance durable comme outil d'une action territoriale responsable et comme réaffirmé lors de la première COP régionale de septembre 2020 – les **financements de la Région sont intégralement verts et responsables**.

Fin 2020, 75% de l'encours de dette de la Région sera labellisé vert et responsable.

L'emprunt vert et responsable de juin 2020 est **le plus important** jamais levé par la Région sur les marchés financiers et au **taux le plus bas de son histoire** avec un coût moyen pondéré de 0,266 %.

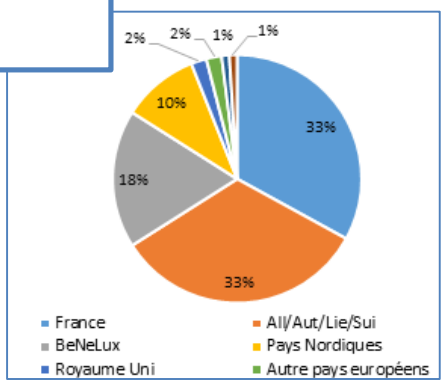
Dans un souci de **bonne gestion** et de **soutenabilité de la dette** régionale, l'opération a été répartie sur deux maturités, à 10 et 20 ans, pour des montants respectifs de 550 M€ et 250 M€. Il s'agit de la **première opération régionale sur deux maturités**.

Cette stratégie a également permis à la Région de **diversifier ses sources de financement** avec un **record** de **plus de 90 investisseurs distincts** en **provenance de 15 pays** différents, soit une augmentation sensible par rapports aux transactions précédentes.

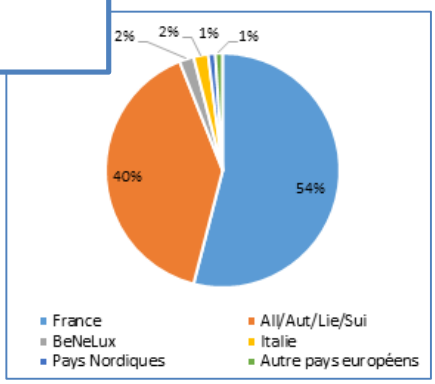
Signe de son **attractivité** et conséquence d'une **communication ciblée vers l'international** (toute la communication financière était notamment disponible en 7 langues), la transaction a généré plus de **2,2 Md€** de demande de souscription, un **niveau sans précédent** pour la Région Ile-de-France.

Cette opération a permis à la Région de s'ancrer auprès des **investisseurs d'Europe du Nord** apportant plus de 50 % des montants levés (dont 31 % pour l'Allemagne, soit un doublement de sa part).

Répartition de l'allocation de la tranche de 550 M€ à 10 ans :



Répartition de l'allocation de la tranche de 250 M€ à 20 ans :



Par ailleurs, précurseur en matière de stratégie financière verte et responsable depuis 2012, la Région Île-de-France est attentive aux évolutions règlementaires du cadre européen afin de maintenir son leadership et son exemplarité dans le domaine.
L'alignement sur le **standard européen d'obligations vertes et sur la taxonomie**, qui détermine en particulier les activités « vertes » par le biais de critères techniques et de seuils (*Technical Screening Criteria*), constitue une nouvelle opportunité pour la Région de démontrer l'impact positif de ses actions en faveur d'un développement durable et responsable.

Une mise à jour de son cadre général d'émissions vertes et responsables (*Framework*) est actuellement à l'étude afin de déterminer comment ces nouvelles garanties peuvent être apportées aux investisseurs, eux-mêmes désormais tenus de justifier du caractère durable de leurs investissements financiers et donc de plus en plus exigeants quant à la qualité, la précision et la standardisation de l'évaluation des projets par les émetteurs.

Parallèlement à la structuration des outils financiers, l'acte II de la Relance pour la Reconstruction Ecologique de l'Île-de-France, élaboré par la Région avec les parties prenantes de la **COP Région Île-de-France des 16 et 17 septembre 2020**, fait pleinement écho au Pacte Vert pour l'Europe lancé par Ursula Von Der Leyen en décembre 2019. L'Île-de-France se place ainsi en leader de la **transition écologique comme axe de croissance**, pour faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre à l'horizon 2050.

S'étant déjà engagée dès 2019 pour un financement intégralement vert et responsable, la Région souhaite accentuer en 2021 son implication pour une finance durable en concluant des partenariats stratégiques avec deux organismes de premier plan :

- un partenariat avec l'Ecole Polytechnique en vue de contribuer à l'amélioration de nos pratiques, notamment en termes d'adaptation de notre document cadre à la réglementation européenne ;
- un partenariat avec Finance for Tomorrow (branche de Paris Europlace visant à promouvoir la finance verte) avec un double objectif :

1) Le renforcement de la place de la région Île-de-France sur les questions de finance durable,

2) Le renforcement de l'acculturation, du savoir-faire et de l'expertise de la Région sur les enjeux de finance durable.

En 2021, la Région poursuivra ses initiatives autour de la finance verte, notamment en travaillant sur l'évolution de son document-cadre des émissions obligataires pour l'aligner progressivement sur les nouveaux standards européens émergents.

îledeFrance
Conseil régional

Rapport pour le conseil régional
DÉCEMBRE 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS
21 DEC. 2020
Service des collectivités locales
et du contentieux

COMMUNICATION - RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS....3
ANNEXE AU RAPPORT....6
RAPPORT....7

EXPOSÉ DES MOTIFS

La Région Ile-de-France est largement engagée dans la promotion de l'égalité femmes-hommes sur le territoire francilien, thématique qui fonde sa politique et structure ses interventions.

En effet, si la population de l'Ile-de-France est constituée de plus de 6 millions de femmes, soit **52% de la population francilienne**[1], avec un taux élevé d'emploi de 64%[2], la population féminine reste néanmoins tributaire d'inégalités professionnelles accrues. De façon plus globale, **les disparités et inégalités entre les femmes et les hommes demeurent une réalité** :

- Les franciliennes salariées gagnent en moyenne 18,5% de moins que les hommes en équivalent temps plein[3]. Ce chiffre s'élève à près de 40 % chez les cadres de banque et d'assurance, dans le secteur de l'action culturelle (50%) ou encore dans les professions libérales (45 % pour les activités juridiques et comptables et 40% pour les médecins et dentistes). S'agissant de la fonction publique, l'écart persiste à près de 10% en équivalent temps plein.

- Près de 3 fois plus de femmes franciliennes (18%) que d'hommes (6%) sont à temps partiel[4]. Ces chiffres se sont accrus depuis plusieurs années et démontrent la persistance des inégalités ;

- 28% des femmes ont accès à des postes de direction dans la fonction publique territoriale alors qu'elles représentent 61% des emplois en catégorie A[5]

- Seules 27% des entreprises créées en Ile-de-France l'ont été par des femmes ;

- Les violences conjugales sont plus élevées en Ile-de-France (10,9%) que sur l'ensemble du territoire (9%) ;

- Les avances et agressions sexuelles envers les femmes sont plus importantes en Ile-de-France (3,9%) que sur l'ensemble de la France métropolitaine (1,9%) ;

- Plus d'1 Francilienne sur 3 déclare avoir subi du harcèlement ou des violences sexistes et sexuelles dans les espaces publics au cours de l'année[6] ;

- 68% des Franciliennes âgées de 20 à 25 ans déclarent au moins un fait de violence dans l'espace public[7].

Partant de ce constat, l'exécutif régional a souhaité faire de la Région Île-de-France **une**

1 Source : Insee, RP2016 exploitation principale, géographie au 01/01/2019.
2 Source : Insee, RP2016 exploitation principale, géographie au 01/01/2019.
3 Source : Les chiffres-clés des inégalités femmes-hommes, Centre Hubertine Auclert, février 2020.
4 INSEE, 19 indicateurs régionaux sur les inégalités entre les femmes et les hommes 2019
5 Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes / Chiffres-clés - Edition 2017.
6 Enquête Virage – Violences et rapports de genre, 2018, Centre Hubertine Auclert, Institut National d'Etudes Démographiques
7 Id.

collectivité exemplaire et innovante en matière d'égalité femmes-hommes, de lutte contre les discriminations et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles en déployant une stratégie et des politiques **transversales** qui visent à toucher l'ensemble des secteurs d'intervention (éducation, santé, prévention, lutte contre les violences, formation, etc.) et à **mobiliser des moyens importants**.

Dans le même temps, trois priorités guident les actions de l'exécutif : la lutte contre les discriminations, l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les violences faites aux femmes.

Cette ambition qui vise à faire de l'Île-de-France un modèle en matière d'égalité femmes-hommes se traduit également dans la politique des ressources humaines de la collectivité, en tant qu'employeur. En effet, la Région s'est engagée dans une démarche de promotion de l'égalité professionnelle réelle entre agents et agentes, notamment au travers de la démarche de labellisation qu'elle a initiée en 2017.

Ainsi, pour mener à bien ces politiques, la Présidente de Région, Madame Valérie PECRESSE, a décidé de nommer auprès d'elle, dès 2016, une déléguée spéciale en charge de l'égalité femmes-hommes, Madame Marie-Pierre BADRE. En outre, la Présidente a également mandaté Madame Béatrice DE LAVALETTE, Vice-présidente en charge du dialogue social, pour mener avec les représentants du personnel les travaux relatifs à l'égalité femmes-hommes au sein de la collectivité. Monsieur Patrick KARAM, Vice-Président en charge des Sports, des Loisirs, de la Jeunesse, de la Citoyenneté et de la Vie associative, intervient également, dans le cadre de sa délégation, en faveur de la promotion de l'égalité femmes-hommes et de la lutte contre les violences faites aux femmes.

Par ailleurs, l'année 2020 est marquée par **la crise sanitaire et sociale liée à la COVID 19**. Dans ce contexte, le **maintien et le renforcement de l'action régionale** en matière de lutte contre les violences faites aux femmes et en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes constituent **des enjeux majeurs** pour faire face aux problématiques rencontrées.

Le présent rapport vise ainsi à **exposer l'ensemble des actions mises en œuvre pour l'année 2020** en la matière, **notamment au regard des préconisations précédemment émises**[8], en référence à l'article 61 de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes :

> *« Préalablement aux débats sur le projet de budget, le président du conseil régional présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la région, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Le contenu de ce rapport et les modalités de son élaboration sont fixés par décret. »*

Le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales fixe ainsi trois attendus légaux qui doivent être intégrés à ce rapport :

- Une analyse de la situation en interne au regard des problématiques RH. Cette analyse

8 Rapport N° CR 2017-12, n°CR 2017-199 et n° 2018-059: rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;

peut provenir du rapport de situations comparées ;

- Un recensement des actions menées sur le territoire, dans le cadre des politiques publiques ;

- Un recensement des perspectives et moyens mis en œuvre à cet effet.

Le rapport qui vous est présenté vise ainsi à **exposer des actions menées en matière d'égalité femmes-hommes par la Région Ile-de-France**, tant en qualité d'employeur qu'au travers des politiques publiques qu'elle met en place. **Il a également pour objectif d'établir l'état d'avancement des diverses préconisations émises précédemment**[9].

Ces préconisations, établies par le rapport n° CR 2017-12, se divisent en **5 axes**, tels que reproduits :

- Agir pour l'égalité professionnelle au sein des services régionaux (Axe 1) ;
- Accompagner et soutenir les acteurs franciliens de l'égalité entre les femmes et les hommes (Axe 2) ;
- Agir pour l'égalité professionnelle et dans l'éducation et la formation (Axe 3) ;
- Améliorer et faciliter la vie des franciliennes (Axe 4) ;
- Tendre vers la parité dans toutes les commissions et tous les groupes de travail régionaux (Axe 5).

La délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 pour une Région solidaire vient d'ailleurs **confirmer ces différentes orientations et renforcer les actions à l'endroit des femmes.**

La volonté est de prendre en compte, de manière intégrée et dans l'ensemble des politiques mises en œuvre dans la Région le sujet transversal de l'égalité femmes-hommes.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

9 Id.

ANNEXE AU RAPPORT

RAPPORT

SOMMAIRE

I. AGIR POUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE 3

1. PROMOUVOIR L'EGALITE DANS SON ROLE D'EMPLOYEUR 3
2. PROMOUVOIR L'EGALITE PROFESSIONNELLE SUR LE TERRITOIRE FRANCILIEN 49

II. ACCOMPAGNER ET SOUTENIR LES ACTEURS FRANCILIENS DE L'EGALITE 57

1. LE SOUTIEN CONFIRME AU CENTRE HUBERTINE AUCLERT 57
2. LE FINANCEMENT ACCRU DES STRUCTURES FRANCILIENNES ACTRICES DE L'EGALITE 60

III. AMELIORER LE CADRE DE VIE DES FRANCILIENNES 63

1. PROMOUVOIR L'EGALITE PAR LE SPORT 63
2. PROMOUVOIR L'ACCES DES FEMMES A LA CULTURE 67
3. FAVORISER LA PLACE DES FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC 68
4. DIFFUSER UNE CULTURE DE L'EGALITE AUPRES DES JEUNES 68
5. SOUTENIR LES FEMMES EN DIFFICULTE 71
6. ŒUVRER EN FAVEUR DE LA SANTE DES FEMMES 74
7. FAVORISER L'ACCES AU LOGEMENT 75

IV. LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES 78

1. LE SOUTIEN AU SECTEUR ASSOCIATIF 78
2. UNE ACTION EN FAVEUR DE LA SECURITE DES FEMMES 81
3. LE SOUTIEN A L'ACCOMPAGNEMENT PERENNE 84

AGIR POUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE

BILAN 2020 ET PERSPECTIVES 2021

THEMATIQUE	BILAN 2020	PERSPECTIVES 2021
1. La Région, employeur responsable	Inscription de l'égalité au cœur des politiques internes	Maintenir l'engagement régional et conduire le plan d'action initié dans le cadre du processus de labellisation
	Obtention du label « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » décerné par l'AFNOR	
	Analyse du bilan social	
2. Promouvoir l'égalité sur le territoire francilien	Renforcement et développement des dispositifs liés à l'entreprenariat au féminin	Maintenir les dispositifs d'accompagnement des femmes entrepreneures
	Soutien financier aux initiatives associatives de promotion de l'égalité professionnelle et de la mixité des métiers	Développer les dispositifs existants et renforcer leur impact
	Œuvrer pour l'emploi durable des femmes	Reconduire les dispositifs existants
	Développement des dispositifs liés à l'articulation des temps de vie personnel et professionnel	Maintenir le soutien financier aux initiatives
3. Promouvoir une orientation professionnelle non stéréotypée	Plateforme QUIOZ	Reconduire les dispositifs existants
	Le dispositif Olympe	

I. Agir pour l'égalité professionnelle

La Région Ile-de-France agit pour l'égalité professionnelle, tant en qualité d'employeur, en promouvant une véritable politique d'égalité, que par le biais des politiques publiques qu'elle met en œuvre.

1. Promouvoir l'égalité dans son rôle d'employeur

La Région est largement engagée dans la promotion de l'égalité en interne, en qualité d'employeur. De ce fait, elle inscrit ses politiques de gestion des ressources humaines dans un ensemble d'engagements contraignants. Par ailleurs, l'analyse du bilan social démontre des préoccupations constantes en la matière.

a. Une volonté inscrite au cœur des politiques internes de gestion des ressources humaines

En 2020, la Région confirme sa volonté d'inscrire l'égalité femmes-hommes au cœur de ses politiques internes de gestion des ressources humaines.

- La signature de la Charte Européenne

Sensibilisée de longue date à la problématique de l'égalité entre les femmes et les hommes, la Région a, dès 2008, signé la Charte Européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Un travail continu a été réalisé afin de promouvoir l'égalité au sein de la collectivité et sur tout le territoire francilien.

- La signature de l'accord-cadre « Égalité femmes/hommes »

L'accord-cadre « Égalité femmes/hommes » a été officiellement signé au mois de janvier 2017 entre la collectivité et les organisations syndicales. Cet accord vise l'exemplarité de la région Ile-de-France en matière d'égalité femmes/ hommes en tant que première région de France et témoigne de son engagement sur cette question sociétale, enjeu majeur des politiques publiques. Le dispositif mis en place comporte plusieurs volets dont le développement de la culture de l'égalité au sein des services régionaux avec l'instauration de mesures concrètes pour promouvoir la mixité au sein des équipes et favoriser l'égalité dans toutes ses dimensions (accès aux promotions, politique salariale…).

- Le label Egalité femmes-hommes

Un des volets essentiels de l'accord-cadre est l'obtention du label « *égalité professionnelle entre les femmes et les hommes* ». Afin d'accompagner la Région dans cette démarche, une mission d'assistance à l'obtention du label a été lancée au premier trimestre de l'année 2018. Après un long travail de recueil de données, d'entretiens, et de consultations, le dossier de candidature à la labellisation a été constitué et soumis à l'AFNOR à l'été 2019.

Ce dossier de labellisation comprend un plan d'action décliné en **72 actions, réparties en 4 domaines** :

- Prise en compte de la politique d'égalité et de mixité professionnelle dans la gestion des ressources humaines et la gouvernance (sécurisation du processus de recrutement, favoriser l'égal accès à la promotion …) ;

- Diffusion d'une culture de l'égalité en interne (sensibilisation des agents et agentes, lutter contre les violences sexistes …) ;
- Favoriser l'articulation vie privée / vie professionnelle ;
- Communication externe, ancrage territorial, relations avec les fournisseurs et les usagers.

Ce plan d'action a été soumis à audit au mois de mars 2020 et **le label « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » a été décerné à la Région le 1er octobre 2020**. Ce label engage désormais la collectivité pour quatre années.

b. Un plan d'action pour corriger les inégalités professionnelles au sein de la Région

À la suite d'une démarche d'analyse de la situation professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de la Région, **un plan d'action a été élaboré et a fait l'objet d'une labellisation AFNOR** (*cf. supra*)**.**

Ce plan répond à plusieurs grands domaines d'actions :

i. Prise en compte de la politique d'égalité et de mixité professionnelle dans la GRH et la gouvernance

➢ Sécuriser le processus de recrutement afin d'éviter tout biais de genre

Le logiciel de recrutement est en cours de paramétrage de manière à effectuer un suivi genré du métier pour lequel le recrutement est lancé, de la répartition des candidatures, des entretiens réalisés et du candidat ou de la candidate retenue. Les annonces sont également rédigées de manière à ne pas induire de biais de genre.

Les managers seront sensibilisés à ces questions lors du processus de recrutement et les agents RH sont formés à recruter sans discriminer, aussi bien au siège que dans les lycées.

➢ Mener une politique visant à l'égalité salariale

L'objectif est de réduire progressivement les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes qui occupent des missions équivalentes.

Une première phase consiste à effectuer une analyse fine des rémunérations à missions équivalente en prenant en compte la formation et l'ensemble du parcours professionnel de l'agent afin d'identifier les priorités d'actions.

Une attention particulière sera portée à la rémunération des nouvelles recrues et lors des réévaluations triennales des contractuels.

➢ Favoriser un égal accès à la promotion et aux avancements de grade

Cette action débute dès l'entretien professionnel qui a un impact direct sur le positionnement de l'agent sur le tableau d'avancement. La sensibilisation au traitement égal entre les femmes et les hommes est donc rappelée lors des formations des encadrants, notamment sur la question de l'absence liée à la parentalité.

Un suivi statistique de la répartition entre les promouvables et les promus devra permettre d'anticiper des biais et des inégalités de genre. Un effort particulier sera fait dans les lycées afin d'encourager les femmes à évoluer vers des métiers d'encadrement et vers le grade d'agent de maîtrise. Des accompagnements spécifiques seront mis en place afin d'accompagner les femmes volontaires.

- Rééquilibrer la représentation femmes-hommes dans les métiers peu mixtes, favoriser l'accession des femmes aux postes à responsabilité

La mise en place d'indicateurs de mixité des postes et des fonctions occupés permettra une prise de conscience des orientations professionnelles et des représentations existantes. Les outils de communication seront travaillés de manière à prendre le contrepied de situations déséquilibrées.

Les femmes seront spécifiquement accompagnées pour s'engager dans les fonctions d'encadrement et pour occuper des postes à représentation masculine. Le Campus des cadres proposera des sessions sur ces objectifs avec des ateliers, des parrainages/marrainages et l'animation d'un réseau de femmes encadrantes.

- Favoriser l'égal accès à la formation des femmes et des hommes

Les conditions des formations vont être retravaillées de manière à favoriser les conditions matérielles d'accès : horaires, durée et distance du lieu de travail. Pour certains métiers, le e-learning va être développé.

Un accent sera mis sur les formations permettant aux femmes d'accéder à des métiers techniques et à des fonctions d'encadrement. Un focus sera également mis sur le retour de congé longue durée lié à la parentalité.

Le sujet de l'égalité professionnelle sera intégré dans les formations de management, notamment pour les primo-encadrants.

ii. Diffusion de la culture égalité en interne

- Sensibiliser l'ensemble des agents et rendre visible la démarche d'égalité

La définition d'une charte de féminisation des noms permettra d'harmoniser l'ensemble des supports de communication de manière à gommer les biais de genre.

Une série d'événements, notamment à l'occasion des journées du 8 mars ou 25 novembre permettront d'aborder la question et de faire des points de situation. La communication interne fera le relai de toutes les actions menées auprès des agents et le site intranet regroupera des informations ressources pour les agents de la collectivité.

Le plan d'action déployé dans le cadre de la démarche de labellisation auprès de l'AFNOR sera également communiqué et fera l'objet d'un suivi régulier.

- Lutter contre toutes formes de comportements et violences sexistes

L'externalisation de la cellule d'écoute sur le harcèlement sexuel permettra d'assurer la neutralité et la confidentialité et ainsi de favoriser l'expression. Une large communication sera effectuée à la mise en place de ce dispositif pour le porter à connaissance des agents.

Des actions de sensibilisation à ces questions prendront la forme de rencontres, conférences et formations.

- Poursuivre et développer le dialogue social sur l'égalité

Il comporte deux volets : la poursuite des formations déjà engagées ainsi que le suivi du plan d'action engagé dans le cadre de la labellisation.

iii. Articulation entre la vie privée et la vie professionnelle

- Permettre à chaque agent de mieux articuler sa vie privée et sa vie professionnelle, en particulier lorsqu'il est parent

Un guide de la parentalité va regrouper l'ensemble des informations utiles à connaitre pour mieux accompagner les agentes, en particulier concernant les implications des congés sur la carrière et la retraite. L'accompagnement des aidants sera intégré. La communication sera renforcée sur les prestations sociales offertes par la Région.

Les encadrants seront incités à effectuer un entretien de retour de congé lié à la parentalité.

Une analyse genrée des formules de travail au siège et des répartitions femmes-hommes au sein des équipes du matin et du soir dans les lycées permettra de prévoir des plans d'actions adaptés.

Au siège, une charte de la déconnexion et une charte des temps ont été mises en place et seront accompagnées d'une sensibilisation aux effets de la surcharge informationnelle auprès des managers.

Le télétravail continuera à être encouragé afin de de répondre à la conciliation des temps de vie.

iv. Communication externe, ancrage territorial, relations avec les fournisseurs et les usagers

- Avoir une approche intégrée de l'égalité femmes/hommes dans les politiques publiques de la Région

Le travail qui est déjà effectué et décrit dans ce rapport va être poursuivi en renforçant le volet d'évaluation des politiques. L'appropriation par les agents de la Région sera renforcée en synergie avec la démarche des ressources humaines.

- Améliorer la communication en faveur de l'égalité auprès des partenaires du territoire, des usagers et des fournisseurs

La Région va communiquer son engagement en faveur de l'égalité professionnelle auprès de ses fournisseurs et leur demandera systématiquement de confirmer qu'ils répondent à leurs obligations légales en la matière.

En matière de communication externe, la Région communiquera sur le plan d'action mis en œuvre en interne sur l'égalité professionnelle.

c. L'analyse du bilan social

Depuis 2008, la Région restitue chaque année dans le cadre du bilan social des données sexuées permettant de fournir des informations sur l'égalité femme-homme au sein des services.

Les données ici présentées résultent du bilan social 2019, présenté au Comité technique. Celles de 2020 sont en cours de traitement au moment de la présentation du présent rapport. Cet extrait rassemble les dernières données statistiques sexuées de la collectivité dans différents domaines tels que l'emploi, le temps de travail, la rémunération, la formation et les instances paritaires :

C.1 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EMPLOI

I LES EFFECTIFS DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE COMPOSÉS D'UNE MAJORITÉ DE FEMMES

Au 31 décembre 2019, la Région Île-de-France emploie **6 429 femmes et 4 118 hommes. Les femmes** représentent 61 % de l'effectif permanent. Cette répartition reste stable depuis 2015.

Le taux de féminisation est plus élevé dans les services du siège (62,7 %) que dans les lycées (60,6 %).

En tenant compte de la quotité du temps de travail de ces agents, les effectifs féminins correspondent à **6 169,6 équivalents temps plein** (ETP), et pour les hommes, à **4 042,8 ETP.**

Au 31 décembre 2017, la fonction publique compte 62,3 % de **femmes (contre 45,6 % dans le secteur privé) : la fonction** publique d'État 55,6 % la fonction publique territoriale 61,3 % et la fonction publique hospitalière 77,8 %.[1]

Agents du siège

Catégorie	F	H	TOTAL
A+	75	68	143
A	497	320	817
B	200	95	295
C	359	191	550
TOTAL	1 131	674	1 805

Agents des lycées

Catégorie	F	H	TOTAL
B	2	9	11
C	5 296	3 435	8 731
TOTAL	5 298	3 444	8 742

Dans la fonction publique, les femmes représentent 65 % des effectifs de catégorie A, 56 % de catégorie B, et 63 % de catégorie C.

Dans la FPE, 62 % des agents de catégorie A sont des femmes, 42 % en catégorie B et 54 % en catégorie C.

La FPT compte 62 % de femmes en catégorie A, 63 % en catégorie B (principalement dans les filières sociale et administrative) et 61 % en catégorie C.

La FPH compte 75 % de femmes en catégorie A, 82 % en catégorie B et 78 % en catégorie C.[2]

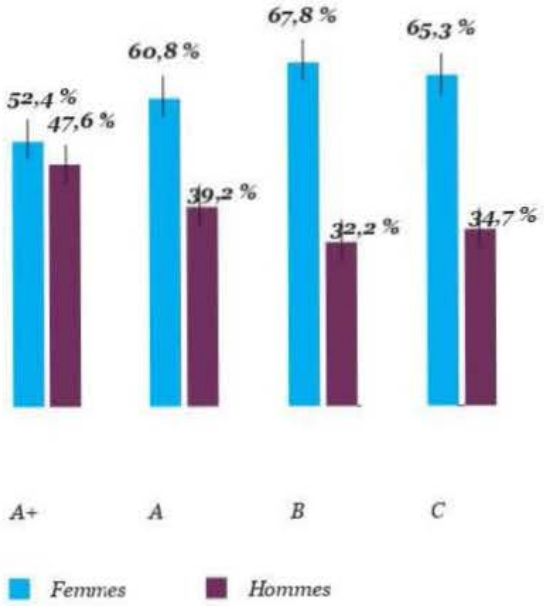
1 *Source : Ministère de l'action et des comptes publics - Rapport annuel sur l'état de la fonction publique en 2019.*

2 *Source : Chiffres clés de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique. éd. 2019 - Faits et chiffres.*

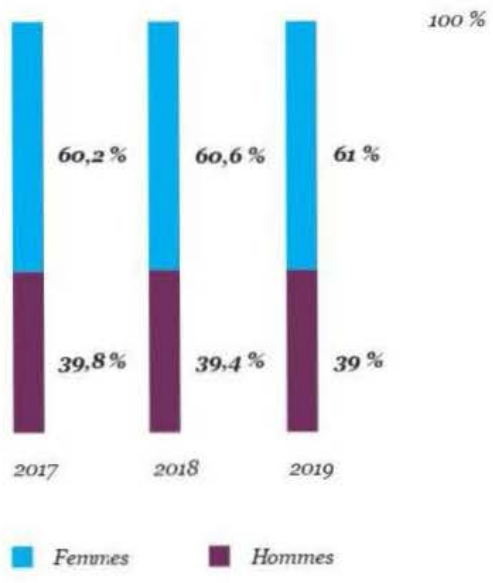
3 *Cadres d'emplois qualifiés A+ : Administrateurs, Ingénieurs en Chef, Conservateurs et Dga, Dgs.*

Répartition par genre et par catégorie [3]

Agents du siège



Répartition Femmes/Hommes de l'effectif permanent



Répartition des effectifs permanents femmes / hommes en Etpr [1]

Effectifs du siège en Etpr pour 2019		Titulaires et stagiaires			Contractuels			TOTAL effectifs permanents		
		F	H	TOTAL	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
Emplois fonctionnels	Directeur général des services Directeurs généraux adjoints	2	2,4	4,4	1,3	5,7	7	3,3	8,1	11,4
Filière administrative	Catégorie A	302	148,4	450,4	140,8	102,8	243,6	442,8	251,2	694
	Catégorie B	170,2	30,6	200,8	12,2	5,7	17,9	182,4	36,4	218,7
	Catégorie C	329,2	41,2	370,4	8,9	1	9,9	338,1	42,2	380,3
	TOTAL	803,4	222,6	1 026	163,2	115,2	278,4	966,6	337,9	1 304,4
Filière culturelle	Catégorie A	8	2	9,9	0	0	0	8	2	9,9
	Catégorie B	0,7	1	1,7	2,2	0	2,2	2,8	1	3,8
	Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	8,6	3	11,6	2,2	0	2,2	10,8	3	13,8
Filière technique	Catégorie A	78,6	86,7	165,3	24,3	41	65,3	102,9	127,7	230,5
	Catégorie B	9,9	49,5	59,4	0,6	8	8,6	10,5	57,5	68
	Catégorie C	8	130,8	138,8	1,8	15,7	17,4	9,8	146,4	156,2
	TOTAL	96,4	267	363,4	26,7	64,6	91,3	123,1	331,6	454,7
	TOTAL général	908,5	492,6	1 401	192,1	179,8	371,9	1 100,5	672,4	1 772,9

Effectifs des lycées en Etpr pour 2019		Titulaires et stagiaires			Contractuels			TOTAL effectifs permanents		
		F	H	TOTAL	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
Filière technique	Catégorie B	2,7	11	13,7	0	0	0	2,7	11	13,7
	Catégorie C	4 516,4	3 068,1	7 584,6	550,1	291,3	841,4	5 066,5	3 359,4	8 425,9
	TOTAL	4 519,1	3 079,1	7 598,2	550,1	291,3	841,4	5 069,1	3 370,4	8 439,6

Répartition des effectifs permanents par filière et par catégorie

Agents du siège

	Effectifs du siège en Etp pour 2019	F	H	TOTAL	Part (en %) par filière F	Part (en %) par filière H
Filière administrative y compris emplois fonctionnels	Catégorie A+	35	35	70	50 %	50 %
	Catégorie A	422	225	647	65 %	35 %
	Catégorie B	184	35	219	84 %	16 %
	Catégorie C	348	42	390	89 %	11 %
	TOTAL	989	337	1 326	75 %	25 %
Filière technique	Catégorie A+	34	31	65	52 %	48 %
	Catégorie A	73	95	168	43 %	57 %
	Catégorie B	13	59	72	18 %	82 %
	Catégorie C	11	149	160	7 %	93 %
	TOTAL	131	334	465	28 %	72 %
Filière culturelle	Catégorie A+	6	2	8	75 %	25 %
	Catégorie A	2	0	2	100 %	0 %
	Catégorie B	3	1	4	75 %	25 %
	Catégorie C	0	0	0	0 %	0 %
	TOTAL	11	3	14	79 %	21 %
	TOTAL général	1 131	674	1 805	63 %	37 %

Agents des lycées

	F	H	TOTAL	F	H
Filière tech.	5 298	3 444	8 742	61 %	39 %

Les filières les plus féminisées dans la fonction publique territoriale sont les filières sociales (96 %), médico-sociale (95 %), administrative (82 %), médico-technique (77 %) et animation (72 %). Les filières les moins féminisées sont les filières incendie et secours (5 %) et sécurité-police municipale (22 %).[2]

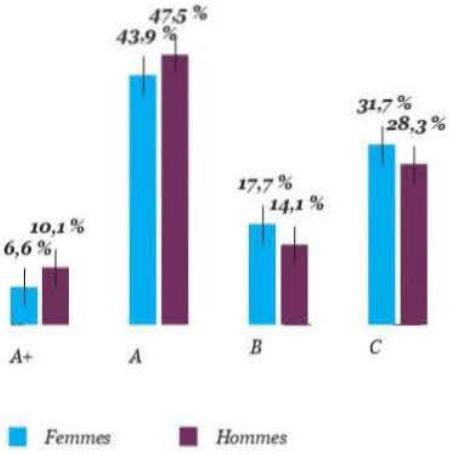
[2] *Source : Chiffres clés de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique. éd. 2019 Faits et chiffres.*

La fonction publique est marquée par une féminisation particulièrement importante de certaines **filières et une forte masculinisation** d'autres.

Ainsi les postes à caractère administratif, social ou culturel sont largement féminisés alors que les emplois techniques sont généralement occupés par des hommes.

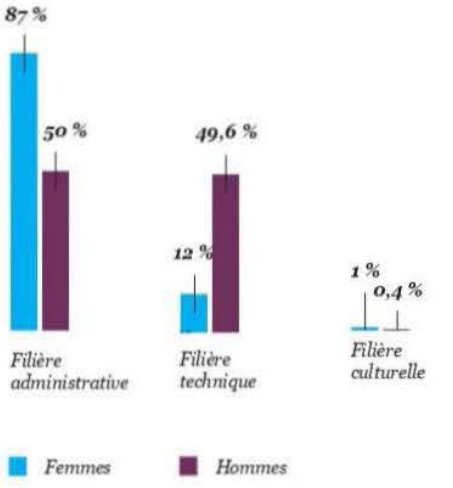
Nombre d'agents du siège par catégorie rapporté à l'effectif genré

Par rapport aux effectifs genrés du siège, les femmes sont majoritaires dans les catégories B et C, mais sont moins représentées dans la catégorie A.

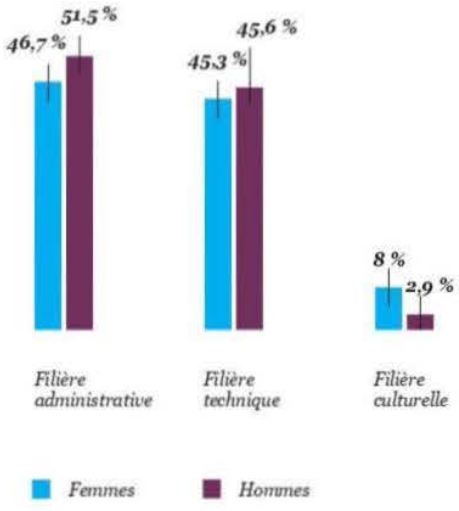


Nombre d'agents du siège par filière rapporté à l'effectif genré

La part des femmes est plus importante dans les filières administrative et culturelle. Seulement 12 % des effectifs féminins du siège sont dans la filière technique, pour presque 50 % des effectifs masculins.



Répartition genrée (Femmes/Hommes) des catégories A+ du siège par filière



1

Source : Chiffres clés de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique. éd. 2019 Faits et chiffres.

Répartition par statut et par catégorie de l'effectif permanent

Agents du siège et des lycées

	Titulaires et stagiaires			Contractuels permanents			TOTAL agents		
Catégorie	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
A+	59	44	103	16	24	40	75	68	143
A	334	191	525	163	129	292	497	320	817
B	188	91	279	14	13	27	202	104	306
C	4 858	3 206	8 064	797	420	1 217	5 655	3 626	9 281
TOTAL	5 439	3 532	8 971	990	586	1 576	6 429	4 118	10 547

Agents du siège

	Titulaires et stagiaires		Contractuels permanents	
Catégorie	F	H	F	H
A+	57%	43%	40%	60%
A	64 %	36 %	56 %	44 %
B	69 %	31 %	52 %	48 %
C	67 %	33 %	36 %	64 %
TOTAL	66 %	34 %	52 %	48 %

Agents des lycées

	Titulaires et stagiaires		Contractuels permanents	
Catégorie	F	H	F	H
B	18 %	82 %	0	0
C	60 %	40 %	66 %	34 %
TOTAL	60 %	40 %	66 %	34 %

La fonction publique compte 64,5 % de femmes parmi les fonctionnaires et 67,5 % parmi les contractuels : 61 % de fonctionnaires et 62 % de contractuels dans la FPE (53 % et 63 % hors enseignants) ; **59 % de fonctionnaires** et 67 % de contractuels **dans la FPT ; 81 % de fonctionnaires** et 78 % de contractuels dans la FPH. [1]

Agents permanents du siège répartis par grade
au 31 décembre 2019

			F	H	TOTAL
Filière administrative	Administrateur	A	15	13	28
	Administrateur général	A	1	1	2
	Administrateur hors classe	A	15	14	29
	Attaché hors classe	A	11	9	20
	Attaché principal	A	113	59	172
	Attaché territorial	A	258	130	388
	D.G.A.Region Île-de-France	A	4	6	10
	Directeur territorial	A	40	27	67
	Dir.Gen.Région Île-de-France	A	0	1	1
	Rédacteur	B	70	15	85
	Rédacteur principal 2e cl.	B	70	12	82
	Rédacteur principal 1re cl.	B	44	8	52
	Adjoint adminis. ter.Pl. 2e	C	206	26	232
	Adjoint adminis.ter.Pl. 1e	C	1	0	1
	Adjoint adminis.ter.Pl.1e	C	67	10	77
	Adjoint administratif ter.	C	74	6	80
		TOTAL	989	337	1 326
Filière technique	Ingénieur	A	27	31	58
	Ingénieur en chef	A	22	13	35
	Ingénieur en chef hors classe	A	11	17	28
	Ingénieur général	A	1	1	2
	Ingénieur hors classe	A	1	1	2
	Ingénieur principal	A	45	63	108
	Technicien	B	6	28	34
	Technicien principal 2e cl.	B	4	16	20
	Technicien principal 1re cl.	B	3	15	18
	Adjoint technique territorial	C	4	42	46
	Adjoint tech. ter. PPAL 2e cl.	C	3	52	55
	Adjoint tech. ter. PPAL 1e cl.	C	2	28	30
	Agent de maîtrise	C	2	13	15
	Agent de maîtrise principal	C	0	14	14
		TOTAL	131	334	465

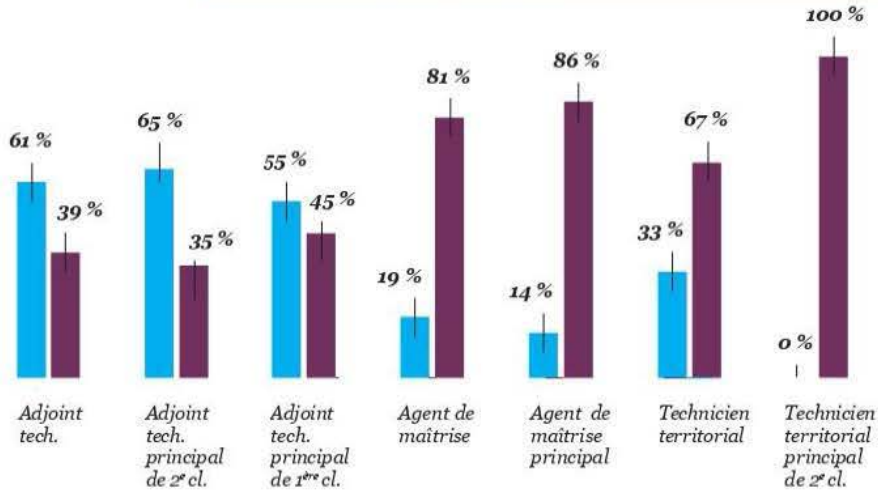
			F	H	TOTAL
Filière culturelle	Attache conserv. pat	A	2	0	2
	Conservateur patrimoine en chef	A	6	1	7
	Conservateur patrimoine	A	0	1	1
	Assistant conserv. PPL 1re cl.	B	0	1	1
	Assistant de conservation	B	3	0	3
		TOTAL	11	3	14
		TOTAL général	1 131	674	1 805

Agents permanents des lycées répartis par grade au 31 décembre 2019

			F	H	TOTAL
Filière technique	Technicien	B	2	4	6
	Technicien principal 2e cl.	B	0	5	5
	Adjoint tech. ter. etab. ens.	C	870	550	1 420
	Adjoint tec.Ter. PPAL 2e cl. EE	C	2 378	1 274	3 652
	Adjoint tec. Ter. PPAL 1e EE	C	1 224	1 020	2 244
	Agent contractuel	C	778	388	1 166
	Agent de maîtrise	C	45	197	242
	Agent de maîtrise principal	C	1	6	7
		TOTAL général	5 298	3 444	8 742

Dans les lycées, les femmes sont moins représentées dans les grades d'avancement.

Agents titulaires des lycées
Répartition par genre et par grade



Dans les lycées, si les femmes sont majoritaires sur l'ensemble du cadre d'emplois d'adjoints techniques, elles restent minoritaires sur les grades les plus élevés.

Types de contrat dans les services du siège au 31 décembre 2019

Catégorie	Contractuels permanents		
	F	H	TOTAL
CDD	169	135	304
CDI	36	49	85
TOTAL	205	184	389

Types de contrat dans les services des lycées au 31 décembre 2019

Catégorie	Contractuels permanents		
	F	H	TOTAL
CDD	772	389	1 161
CDI	12	8	20
TOTAL	784	397	1 181

Hors Dga/Dgs, Collaborateurs de cabinet et Collaborateurs de groupes.

Répartition des effectifs par tranche d'ancienneté, par catégorie

Catégorie	Tranche d'ancienneté	Agents du siège			Agents des lycées		
		F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
A+	15 et plus	22	21	43	0	0	0
	De 10 à 14 ans	7	10	17	0	0	0
	De 5 à 9 ans	12	12	24	0	0	0
	Moins de 5 ans	27	32	59	0	0	0
	TOTAL A+	68	75	143	0	0	0
A	15 et plus	87	137	224	0	0	0
	De 10 à 14 ans	67	70	137	0	0	0
	De 5 à 9 ans	48	78	126	0	0	0
	Moins de 5 ans	118	212	330	0	0	0
	TOTAL A	320	497	817	0	0	0
B	15 et plus	23	101	124	1	0	1
	De 10 à 14 ans	19	45	64	5	2	7
	De 5 à 9 ans	24	18	42	2	0	2
	Moins de 5 ans	29	36	65	1	0	1
	TOTAL B	95	200	295	9	2	11
C	15 et plus	87	140	227	9	16	25
	De 10 à 14 ans	34	115	149	2 223	3 482	5 705
	De 5 à 9 ans	27	51	78	512	678	1 190
	Moins de 5 ans	43	53	96	691	1 120	1 811
	TOTAL C	191	359	550	3 435	5 296	8 731
	TOTAL général	674	1 131	1 805	3 444	5 298	8 742

LA MIXITÉ DANS LES INSTANCES DE DÉCISION DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE

Un cadre juridique pour renforcer la présence des femmes dans les instances de direction

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 a créé un dispositif visant à garantir une représentation plus équilibrée de chaque sexe au sein de l'encadrement dirigeant et supérieur des trois fonctions publiques. Le dispositif prévoyait, pour chaque cycle annuel ou pluriannuel de 5 nouvelles nominations, un taux spécifique à respecter : le taux de personnes de chaque sexe à atteindre est fixé à 20 % à compter de 2013, 30 % à compter du 1er janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2017, puis à 40 % à partir du 1er janvier 2018.

Le non-respect de ce taux est sanctionné par le versement d'une contribution de 90 000 € par nomination manquante.

Rappelons que seules les « primo-nominations », c'est-à-dire les nominations hors renouvellement sur un même emploi ou nomination au sein d'un même type d'emplois au sein d'une même collectivité territoriale, sur les emplois listés à l'annexe du décret du 30 avril 2012, sont soumises à l'obligation de nominations équilibrées.

Au sein de la Région, cette obligation s'est appliquée à toute nouvelle nomination prononcée depuis le 1er janvier 2013 sur les emplois de Direction générale.

Enfin, conformément à la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, à compter du prochain renouvellement du conseil régional, le contrôle du respect des obligations légales s'effectuera sur un cycle de quatre nominations successives au lieu de cinq.

L'employeur sera dispensé de contribution si, au terme d'un cycle de quatre primo-nominations, au moins 40 % de personnes de chaque sexe ont été nommées sur les emplois assujettis à l'obligation.

Depuis 2013, le taux de primo-nominations féminines augmente chaque année. Il est passé de 32 % en 2013 à 36 % en 2017 et, signe de l'effectivité du dispositif, le nombre total de femmes en fonction dans les emplois de l'encadrement supérieur et dirigeant des trois fonctions publiques connaît une hausse continue depuis 2015.

Ainsi, en 2017, 30 % des agents occupant un emploi de l'encadrement supérieur et dirigeant étaient des femmes alors qu'elles n'étaient que 27 % en 2015.

Ministère de l'action et des comptes publics – Rapport du dispositif des nominations équilibrées sur les emplois supérieurs et dirigeants de la fonction publique. Ed 2019

Flux annuels de nominations aux emplois supérieurs et dirigeants (loi du 12 mars 2012)

Nombre d'agents sur emplois fonctionnels au 31/12/2019

	Nominations an 2019 (y compris primo-nominations)		Primo-nominations année 2019	
Emplois fonctionnels concernés	F	H	F	H
DGS	0	0	0	0
DGA	2	2	1	1
TOTAL	2	2	1	1

ÂGE MOYEN

En 2019, l'âge moyen de l'effectif **permanent féminin est de 49,7 ans contre 48,8 ans pour les hommes, soit une moyenne d'âge de 49,3** pour l'ensemble de la collectivité.

Âge moyen par catégorie et par statut

Agents du siège

2019

Catégorie	Titulaires F	Titulaires H	Titulaires Âge moyen global	Contractuels permanents F	Contractuels permanents H	Contractuels permanents Âge moyen global	Total F	Total H	Total Âge moyen global
A	47,6	48,2	47,8	38,1	43	40,4	44,6	46,2	45,2
B	49	46,2	48,1	38,7	34,9	36,9	48,2	44,7	47,1
C	46,3	46,6	46,4	35,4	41,3	39,1	45,9	45,9	45,9
TOTAL	47,4	47,3	47,3	38	42,2	40	45,7	45,9	45,7

2018

Catégorie	F	H	Âge moyen global	F	H	Âge moyen global	F	H	Âge moyen global
A	47,0	48,1	47,4	42,9	39,2	41,0	46,2	45,0	45,5
B	48,4	45,7	47,6	33,5	32,4	32,9	44,2	47,3	46,3
C	46,1	46,2	46,1	43,0	42,4	42,7	45,9	46,0	46,0
TOTAL	47,0	47,0	47,0	42,2	38,7	40,5	45,9	45,7	45,8

2017

Catégorie	F	H	Âge moyen global	F	H	Âge moyen global	F	H	Âge moyen global
A	47,1	46,6	46,8	43,0	40,1	41,6	45,8	45,2	45,5
B	45,6	48,0	47,3	38,0	38,9	38,7	45,1	47,3	46,6
C	45,2	45,4	45,3	34,5	42,0	40,0	44,7	45,2	45,0
TOTAL	46,2	46,5	46,4	42,2	40,2	41,2	45,4	45,6	45,6

Agents des lycées

		Titulaires			Contractuels permanents			Total		
2019	Catégorie	F	H	Âge moyen global	F	H	Âge moyen global	F	H	Âge moyen global
	B	57	52	52,9	0	0	0	57	52	52,9
	C	52,1	50,7	51,5	41,6	39,8	41	50,6	49,4	50,1
	TOTAL	52,1	50,7	51,5	41,6	39,8	41	50,6	49,4	50,1
2018	Catégorie	F	H	Âge moyen global	F	H	Âge moyen global	F	H	Âge moyen global
	B	52,9	53,1	53,1	0	0	0	52,9	53,1	53,1
	C	52,2	50,9	51,7	43,0	41,3	42,4	50,9	49,8	50,5
	TOTAL	52,2	50,9	51,7	43,0	41,3	42,4	50,9	49,8	50,5
2017	Catégorie	F	H	Âge moyen global	F	H	Âge moyen global	F	H	Âge moyen global
	B	57,7	51,8	52,2	0	0	0	57,7	51,8	52,2
	C	51,9	50,5	51,3	43,7	42,6	43,3	51,0	49,7	50,5
	TOTAL	51,9	50,5	51,3	43,7	42,6	43,3	51,0	49,7	50,5

Âge médian

Agents du siège

	Cadre d'emploi	Catégorie du grade	F	H
Filière administrative	Administrateurs territoriaux	A+	48,7	53,0
	DGA et DGS	A+	53,0	46,1
	Attaches territoriaux	A	43,8	44,9
	Rédacteurs territoriaux	B	50,9	46,4
	Adjoints administratifs territ.	C	46,3	43,1
	Ingénieurs territoriaux	A	44,9	48,3
Filière technique	Ingénieurs en chef territoriaux	A+	53,7	56,4
	Techniciens territoriaux	B	45,1	46,4
	Adjoints techniques territoriaux	C	48,3	46,9
	Agents de maîtrise territoriaux	C	50,2	50,3
Filière culturelle	Conservateurs terr. du patrimoine	A+	47,2	44,5
	Attaches de conservation terr. pat	A	35,6	0
	Assistants de conservation terr.	B	32,4	43,7
		S/TOTAL	46,8	47,0

1 *Source : Chiffres clés de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique. éd. 2019 Faits et chiffres.*

Agents des lycées

	Cadre d'emploi	Catégorie du grade	F	H
Filière technique	Techniciens territoriaux	B	57,5	52,4
	Agents de maîtrise territoriaux	C	56,3	53,0
	Techniciens territoriaux	C	41,8	39,9
		S/TOTAL	52,3	51,8
		TOTAL	51,6	51,1

Dans la fonction publique, la moyenne d'âge est de 43,5 ans pour les femmes et de 43,1 ans pour les hommes : dans la FPE, 43,2 ans pour les femmes et 41,7 ans pour les hommes ; dans la FPT, 45,5 ans pour les femmes et 45,1 ans pour les hommes ; dans la FPH, 41,5 ans pour les femmes et 43,3 ans pour les hommes.[1]

Nombre d'agents avec des fonctions d'encadrement en 2019

Répartition par fonction

Poste	F	H	TOTAL	Part F	Part H
Directeur - Directrice général(e) des services	0	1	1	0%	100%
Direction générale	4	6	10	40 %	60 %
Directeur - Directrice	25	20	45	56%	44%
Directeur- Directrice adjoint(e)	7	13	20	35 %	65 %
Secrétaire général	0	4	4	0 %	100 %
Sous-Directeur / Sous-Directrice	1	2	3	33 %	67 %
Chef de service	82	66	148	55 %	45 %
Adjoint au Chef de service	16	13	29	55 %	45 %
Responsable de secteur	0	6	6	0 %	100 %
Chargé de coordination des infrastructures SI	3	8	11	27 %	73 %
TOTAL	138	139	277	50 %	50 %

Répartition par statut

Agents du siège

Titulaires			Contractuels			Total siège		
F	H	TOTAL	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
110	93	203	28	46	74	138	139	277

Dans les services du siège, les femmes comme les hommes représentent 50 % de l'effectif occupant un poste d'encadrement en 2019. Néanmoins, il existe une disparité en fonction du statut. Ainsi sur les **encadrants titulaires 54,1 % sont** des femmes contre 37,8 % parmi les encadrants contractuels.

Sur l'ensemble des effectifs féminins du siège (1 131 femmes), 12,2 % d'entre elles occupent une fonction managériale, contre 20,6 % des hommes au siège (674 hommes).

1 *Source : Chiffres clés de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique. éd. 2019 Faits et chiffres.*

Agents des lycées

	Titulaires			Contractuels			Total lycées		
Catégorie	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
B	2	7	9	0	0	0	2	7	9
C	154	582	736	15	30	45	169	612	781
TOTAL	156	589	745	15	30	45	171	619	790

Dans les lycées, seuls 9% des agents sont sur des postes d'encadrement, Ils sont occupés à 21,6% par des femmes.

Selon la plupart des études académiques les femmes renonceraient à postuler sur des emplois de direction considérant qu'ils sont moins propices à un équilibre vie **privée/vie professionnelle.**

En modernisant ses valeurs managériales, désormais davantage basées sur l'autonomie la **confiance, et le sens du collectif,** en luttant contre les stéréotypes, en créant des parcours de formation managériaux spécifiques, en sensibilisant les équipes en charge du recrutement, la Région entend lutter contre cette représentation et favoriser ainsi l'accès des femmes aux emplois de direction.

Le temps partiel

Quotité de temps de travail des agents du siège

Catégorie statutaire	Effectif à temps plein			Effectif à temps partiel	Répartition par quotité de temps de travail										Effectif permanent
					90 %		80 %		70 %		60 %		50 %		
	F	H	TOTAL	Nombre	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	
Titulaires	867	479	1 346	64	1	0	48	3	4	0	5	2	0	1	1 410
A+	58	44	102	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	103
A	315	187	502	23	0	0	18	3	0	0	1	1	0	0	525
B	174	81	255	13	1	0	8	0	2	0	1	0	0	1	268
C	320	167	487	27	0	0	21	0	2	0	3	1	0	0	514
Non-titulaires	203	188	391	4	0	0	2	1	0	0	0	0	1	0	395
A+	16	24	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40
A	128	160	288	4	0	0	2	1	0	0	0	0	1	0	292
B	14	13	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27
C	13	23	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36
TOTAL	1 070	667	1 737	68	1	0	50	4	4	0	5	2	1	1	1 805

Les agents régionaux se caractérisent par un très faible taux du **temps partiel (4%), ce qui est com**munément admis comme étant un facteur d'égalité entre les femmes et les hommes.

Quotité de temps de travail des agents des lycées

Catégorie statutaire	Effectif à temps plein			Effectif à temps partiel	Répartition par quotité de temps de travail										Effectif permanent
					90 %		80 %		70 %		60 %		50 %		
	F	H	TOTAL	Nombre	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	
Titulaires	4 325	3 025	7 350	211	9	1	168	19	2	0	1	0	9	2	7 561
B	2	9	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
C	4 323	3 016	7 339	211	9	1	168	19	2	0	1	0	9	2	7 550
Non-titulaires	783	397	1 180	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1 181
C	783	397	1 180	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1 181
TOTAL	5 108	3 422	8 530	212	9	1	169	19	2	0	1	0	9	2	8 742

Quotité de temps de travail des agents du siège et des EPLE

Catégorie statutaire	Effectif à temps plein			Effectif à temps partiel	Répartition par quotité de temps de travail										Effectif permanent
					90 %		80 %		70 %		60 %		50 %		
	F	H	TOTAL	Nombre	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	
Titulaires	5 192	3 504	8 696	275	10	1	216	22	6	0	6	2	9	3	8 971
A+	58	44	102	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	103
A	315	187	502	23	0	0	18	3	0	0	1	1	0	0	525
B	176	90	266	13	1	0	8	0	2	0	1	0	0	1	279
C	4 643	3 183	7 826	238	9	1	189	19	4	0	4	1	9	2	8 064
Non-titulaires	986	585	1 571	5	0	0	3	1	0	0	0	0	1	0	1 576
A+	16	24	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40
A	128	160	288	4	0	0	2	1	0	0	0	0	1	0	292
B	14	13	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27
C	796	420	1 216	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1 217
TOTAL	6 178	4 089	10267	280	10	1	219	23	6	0	6	2	10	3	10 547

Retour à temps plein

Nombre d'agents bénéficiant d'un temps partiel et bénéficiant d'un retour à temps plein à leur demande par catégorie hiérarchique.

Agents du siège

	Femmes					Hommes				
	A+	A	B	C	TOTAL	A+	A	B	C	TOTAL
Effectif Temps partiel	1	23	12	26	62	0	9	1	1	11
À temps plein sur demande	0	5	6	7	18	0	2	0	0	2
% retour à temps plein	0 %	22 %	50 %	27 %	29 %	0 %	22 %	0 %	0 %	18 %

Agents des lycées

	Femmes			Hommes		
	B	C	TOTAL	B	C	TOTAL
Effectif Temps partiel	0	198	198	0	22	22
À temps plein sur demande	0	25	25	0	0	0
% retour à temps plein	0 %	13 %	13 %	0 %	0 %	0 %

Au siège 29 % des femmes à temps partiel sont revenues sur un emploi à temps plein, à leur demande, contre 18 % des hommes.

S'agissant des agents des lycées aucun homme n'est revenu à temps plein contre 13% de femmes.

COMPTE ÉPARGNE TEMPS

Le compte épargne temps (CET) de l'effectif permanent rémunéré au 31 décembre 2019

	Nombre de jours versés en 2019		
Catégorie	F	H	TOTAL
A	2 576	2 073	4 649
B	899	527	1 425
C	1 593	822	2 415
TOTAL	5 068	3 422	8 489

	Nombre de jours consommés en 2019		
Catégorie	F	H	TOTAL
A	964	1 099	2 063
B	656	245	901
C	991	703	1 694
TOTAL	2 611	2 047	4 657

	Nombre de CET ouvert en 2019		
Catégorie	F	H	TOTAL
A	67	41	108
B	8	4	12
C	10	4	14
TOTAL	85	49	134

En moyenne, les femmes versent **4,48 jours de CET contre 5,07 jours** pour les hommes.

En moyenne les femmes consomment 2,3 jours de CET contre **3,03 jours pour les hommes.**

Si l'on compare le solde du CET **au 31/12/2019 (versement moins** consommation), on constate un reliquat moyen équivalent pour les femmes et les hommes soit **respectivement 2,18 jours et 2,04 jours.**

DÉPARTS ET ARRIVÉES

Répartition femmes/hommes des départs au cours de l'année 2019

	Siège			Lycées		
	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
Départs provisoires	26	37	**63**	27	13	**40**
Mise à disposition dans une autre collectivité ou structure	2	2	**4**	0	1	**1**
Détachement dans une autre structure	11	28	**39**	3	2	**5**
Mise en disponibilité, congé parental	13	6	**19**	22	10	**32**
Congé de formation	0	1	**1**	2	4	**2**
Départs définitifs	56	57	**113**	330	251	**581**
Mutation	10	15	**25**	9	16	**25**
Fin de détachement dans la collectivité	7	1	**8**	0	2	**2**
Démission	14	16	**30**	14	17	**31**
Fin de contrat	9	12	**21**	120	70	**190**
Départ à la retraite	14	12	**26**	172	118	**290**
Licenciement	1	0	**1**	0	0	**0**
Décès	1	1	**2**	8	14	**22**
Autres cas (révocation, abandon de poste, perte de la nationalité française, etc.)	0	0	**0**	7	14	**21**
TOTAL des départs	**82**	**94**	**176**	357	**264**	621

LES ARRIVÉES

La recherche de la parité dans les recrutements à compétence égale

En 2019, plus de la moitié des agents recrutés dans la collectivité **sont des femmes 64.4 %.**

Parmi ces recrutements, 18 agents en situation de handicap ont rejoint la Région, dont 9 femmes, contre 8 agents en 2018 dont 3 femmes.

Dans les services du siège, les **recrutements ont concerné 43.4%** de femmes en 2019, principalement **sur des postes de catégorie A relevant de la filière administrative.** S'agissant des lycées, les femmes représentent près de 60 % des recrutements (59,9 %)

Agents du siège

Catégorie	F	H	TOTAL
A	89	45	134
B	17	9	26
C	26	19	45
TOTAL	132	73	205

Agents des lycées

Catégorie	F	H	TOTAL
C	417	279	696
TOTAL	417	279	696

Recrutement siège	Contractuels		Fonctionnaires	
	F	H	F	H
Administrateurs	7	0	16	1
Attachés	2	4	4	2
Rédacteurs	55	23	14	6
Adjoints administratifs	1	0	0	0
Filière administrative	65	27	34	9
Ingénieurs	5	2	5	1
Techniciens	5	2	5	1
Agents de maîtrise	3	0	0	0
Adjoints techniques	1	15	0	3
Adjoints techniques des établissements d'enseignements	0	0	2	0
Filière technique	5	4	6	4
Conservateurs du patrimoine	0	0	2	2
Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	1	2	3	4
Filière culturelle	10	21	13	13
TOTAL	**80**	**50**	**52**	**23**
TOTAL général	**205**			

Recrutement lycées	Fonctionnaires		Contractuels	
Filière technique	F	H	F	H
Adjoints techniques des établissements d'enseignement	131	197	148	220
TOTAL	**131**	**197**	**148**	**220**
TOTAL général	**696**			

Âge moyen de départ à la retraite

	Titulaires				Contractuels			
	F		H		F		H	
	Moy. d'âge	Effectif	Moy. d'âge	Effectif	Moy. d'âge	Effectif	Moy. d'âge	Effectif
Siège	61,1	12	63,6	12	63,0	1	62,3	1
Lycées	61,6	173	61,5	115	68,5*	1	62,4	1

Dans ce tableau, une seule agente contractuelle des lycées figure parmi les femmes parties à la retraite en 2019. La moyenne d'âge élevée s'explique par un recul de limite d'âge pour charge de famille et par une prolongation d'activité de 10 trimestres pour bénéficier d'une retraite à taux plein.

I POSITIONNEMENT

Répartition des effectifs des emplois supérieurs et dirigeants **au 31/12/2019**

Cadre d'emploi	F	H	TOTAL
Directeur général des services Directeurs généraux adjoints	4	7	11

I AVANCEMENTS ET PROMOTIONS

Les règles statutaires en matière d'avancements et de promotion dans la fonction publique territoriale permettent de garantir une égalité des droits en matière de promotion entre les hommes et les femmes. Il n'existe pas de discrimination pour les femmes.

Sur l'exercice 2019, 10 892 agents du siège et des lycées remplissaient toutes les conditions pour **figurer sur la liste des agents « promouvables » pour un avancement de grade et/ou une promotion** interne.

En effet, chaque année, certains agents sont comptabilisés plusieurs fois dans la liste des agents promouvables soit au titre de l'avancement de grade, soit au titre de la promotion interne.

Nombre d'agents promouvables	F	H	TOTAL
Lycées	6 107	3 965	10 072
Siège	523	297	820
TOTAL	6 630	4 262	10 892

Hors avancements d'échelon

Nombre d'agents promus	F	H	TOTAL
Lycées	515	306	821
Siège	90	39	129
TOTAL	605	345	950

Agents promus au titre de l'avancement de grade ou de la promotion interne par grade pour le siège et les lycées

Pour mémoire, l'avancement d'échelon a lieu de façon continue d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur et est accordé de plein droit à l'agent selon un cadencement unique. Pour cette raison, l'avancement de d'échelon ne **figurepasdansletableauci-après.**

Rapporté au nombre d'agents promouvables, les femmes et les hommes représentent respectivement 9 % et 8,1 % des promus.

En 2019, 9% des femmes ont été promues parmi les femmes promouvables. Ce taux s'élève à 8% de promus parmi les hommes promouvables.

Grade de promotion
Attache principal
Attache principal (examen pro)
Ingénieur principal
Attache hors classe voie 1
Attache hors classe voie 2
Ingénieur hors classe voie 1
Administrateur hors classe
Ingénieur en chef hors classe
Conservateur du patrimoine en chef
S/TOTAL A
Rédacteur PPAL 1cl (examen pro)
Rédacteur principal 1e cl
Rédacteur ppal 2cl (examen pro)
Rédacteur principal 2e cl
S/TOTAL B
Adjoint adminis. Ter. Pl. 2e
Adjoint adminis.Ter. Pl.1e
Adjoint tech. Ter. PPAL 1e cl
Adjoint tech. Ter. PPAL 2e cl
Adjoint tech ter. PPAL 1e cl ee
Adjoint tech. Ter. PPAL 2e cl ee
Agent de maîtrise principal
S/TOTAL C
S/TOTAL AG
Ingénieur
Attache
S/TOTAL A
Rédacteur principal 2e cl (examen pro)
Rédacteur
Technicien
S/TOTAL B
Agent de maîtrise
Agent de maîtrise (examen pro)
S/TOTAL C
S/TOTAL promotion interne
TOTAL général

AG
Avancement de grade
PI
Promotion interne

Type de promotion	Cat.	F	H	TOTAL promouvable	F	H	TOTAL promus	F	H
AG	A	24	15	39	10	5	15	41,7 %	33,3 %
AG	A	6	1	7	6	1	7	100 %	100 %
AG	A	2	2	4	1	1	2	50 %	50 %
AG	A	18	14	32	4	0	4	22,2 %	0 %
AG	A	17	5	22	0	1	1	0 %	20 %
AG	A	1	1	2	0	1	1	0 %	100 %
AG	A+	2	1	3	2	0	2	100,0%	0,0%
AG	A+	0	3	3	0	1	1	0,0%	33,3%
AG	A+	1	0	1	1	0	1	100,0%	0,0%
		71	42	113	24	10	34	33,8 %	23,8 %
AG	B	2	0	2	2	0	2	100 %	0 %
AG	B	60	10	70	4	2	6	6,7 %	20 %
AG	B	3	0	3	3	0	3	100 %	0 %
AG	B	43	7	43	10	3	13	23,3 %	42,9 %
		108	17	125	19	5	24	17,6 %	29,4 %
AG	C	39	3	42	17	0	17	43,6 %	0 %
AG	C	106	15	121	21	4	25	19,8 %	26,7 %
AG	C	3	23	26	1	5	6	33,3 %	21,7 %
AG	C	1	9	10	1	4	5	100 %	44,4 %
AG	C	2 026	1 082	3 108	394	228	622	19,4 %	21,1 %
AG	C	285	199	484	120	74	194	42,1 %	37,2 %
AG	C	0	9	9	0	5	5	0 %	55,6 %
		2 460	1 340	3 800	554	320	874	22,5 %	23,9 %
		2 639	1 399	4 038	597	335	932	22,6 %	23,9 %
PI	A	2	7	9	0	2	2	0 %	28,6 %
PI	A	137	58	195	4	4	8	2,9 %	6,9 %
		139	65	204	4	6	10	2,9 %	9,2 %
PI	B	2	0	2	2	0	2	100 %	0 %
PI	B	48	8	56	1	0	1	2,1 %	0 %
PI	B	863	990	1 853	0	2	2	0 %	0,2 %
		913	998	1 911	3	2	5	0,3 %	0,2 %
PI	C	2 936	1 791	4 727	0	2	2	0 %	0,1 %
PI	C	3	9	12	1	0	1	33,3 %	0 %
		2 939	1 800	4 739	1	2	3	0 %	0,1 %
		3 991	2 863	6 854	8	10	18	0,2 %	0,3 %
		6 630	4 262	10 892	605	345	950	9,1 %	8,1 %

Agents du siège - Les avancements et promotions

	Avancement d'échelon			Avancement de grade			Promotion interne		
	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
2019	412	200	612	83	32	115	7	7	14
2018	485	284	769	70	45	115	8	10	18
2017	378	193	571	101	57	158	21	8	29

Sur l'exercice 2019, ce sont 8 % des effectifs féminins du siège qui ont bénéficié d'un avancement de grade ou d'une promotion interne. (6 % pour les hommes)

Répartition des agents promus/promouvables par grade et durée moyenne entre deux promotions

	A+		A		B		C		S/TOTAL		TOTAL
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	
Promouvables	3	4	207	96	157	72	156	125	523	297	820
Promu-es	3	1	25	15	20	6	42	17	90	39	129
Durée entre deux promotions	1 an	1 an	1,3 an	1,4 an	1,9 an	1,8 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
Pourcentage promu-es	100 %	25 %	12 %	16 %	13 %	8 %	27 %	14 %	17 %	13 %	16 %

Il n'y a quasiment aucune différence de durée entre 2 promotions entre les femmes et les hommes.

Agents des lycées - Les avancements et promotions

	Avancement d'échelon			Avancement de grade			Promotion interne		
	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
2019	2 097	1 322	3 419	514	303	817	1	3	4
2 018	2 265	1 511	3 776	586	373	959	14	49	63
2017	1 994	1 239	3 233	601	466	1 067	98	397	495

Rapporté à l'effectif genré des lycées, les femmes ayant bénéficié d'un avancement de grade ou d'une promotion interne représentent 10 % contre 9 % pour les hommes.

Répartition des agents promus/promouvables par grade et durée moyenne entre deux promotions

	A		B		C		S/TOTAL		TOTAL
	F	H	F	H	F	H	F	H	
Promouvables	0	7	862	943	5 245	3 015	6 107	3 965	10072
Promu-es	0	0	0	1	515	305	515	306	821
Durée entre deux promotions	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an	1 an
Pourcentage promu-es	0 %	0 %	0 %	0 %	10 %	10 %	8 %	8 %	8 %

LA MOBILITÉ INTERNE

Au siège, parmi les agents ayant effectué une mobilité interne en 2019, 66,7 % sont des femmes. Dans les lycées, ce taux s'établit à 48,9 %.

Répartition par genre et par catégorie

Agents du siège

Catégorie	Postes ouverts à la mobilité interne en 2019	Nombre de postes pourvus par un interne			% de répartition (pourvus et à pourvoir)	Part des femmes ayant obtenu une mobilité
		F	H	TOTAL		
A	126	27	38	65	51,6 %	58,5 %
B	40	4	15	19	47,5 %	78,9 %
C	24	1	11	12	50 %	91,6 %
TOTAL	190	32	64	96	50,5 %	66,7 %

Agents des lycées

Catégorie	Postes ouverts à la mobilité interne en 2019	Nombre de postes pourvus par un interne			% de répartition (pourvus et à pourvoir)	Part des femmes ayant obtenu une mobilité
		F	H	TOTAL		
B	0	0	0	0	0	0
C	686	127	133	260	37,90 %	48,9 %
TOTAL	686	127	133	260	37,90 %	48,9 %

Catégorie	Agents du siège/effectif genré				Agents des lycées/effectif genré			
	Postes ouverts à la mobilité interne en 2019	Nombre de postes pourvus par un interne			Postes ouverts à la mobilité interne en 2019	Nombre de postes pourvus par un interne		
		F	H	TOTAL		F	H	TOTAL
A	126	6,8 %	5,9 %	6,5 %	0	0	0	0
B	40	8,0 %	5,3 %	7,1 %	0	0 %	0 %	0
C	24	0 %	0,5 %	0,2 %	686	2,4 %	3,9 %	3 %
TOTAL	190	4,9 %	4,3 %	4,7 %	686	2,4 %	3,9 %	3 %

En ce qui concerne le taux de mobilité (rapporté à l'effectif genré), on constate une relative égalité entre les femmes et les hommes. Ainsi, au siège, ce sont **4,9 % des femmes qui ont effectué une mobilité contre 4,3 % des** hommes.

S'agissant des lycées, ce sont 2,4 % de femmes et 3,9 % d'hommes qui ont été concernés par ce dispositif.

C.2 RÉMUNÉRATION

Les statistiques nationales et européennes révèlent de fortes disparités de rémunération entre les femmes et les hommes. **Globalement, ces écarts reflètent** les différences d'emploi (plus grande proportion de femmes occupant des postes moins qualifiés) **et de carrière (interruptions** des femmes plus fréquentes).

En France, contrairement au secteur privé, le statut de la fonction publique garantit une égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans la rémunération et le déroulement de carrière. De plus, l'art. 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires stipule qu'« aucune discrimination directe ou indirecte ne peut être faite entre les fonctionnaires en raison de leur sexe ».

Les congés familiaux, les diverses absences et le service à temps partiel sont des temps de la vie professionnelle des agents qui ont des incidences immédiates sur leur rémunération et, à plus long terme, sur leurs droits à pension de retraite.

Au sein de la fonction publique territoriale en France, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes atteint 9,1 % en 2016 [1].

Au sein de la fonction publique, les écarts sont ainsi plus forts dans la FPE (14,3 %).

COMPARAISON DU SALAIRE MOYEN NET MÉDIAN ENTRE 2018 ET 2019

Agents permanents présents au 31 décembre 2019 à temps plein sur toute l'année 2019 (ayant perçu un traitement de base)

Dans les services du siège

Le salaire net médian laisse apparaître un différentiel de -10,8 % entre les femmes et les hommes du siège, tous grades confondus.

Néanmoins, dans la filière administrative, l'analyse par catégorie démontre que les écarts du salaire médian sont plus favorables aux femmes de catégorie B (+ 7,9 %).

Pour la première fois, la Région constitue une base de rééquilibrage salarial

Afin de rétablir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, l'assemblé régionale a voté en décembre 2019 une bourse de **rééquilibrage de 250000€. Cette** enveloppe budgétaire a permis la **modification du référentiel IFSE** permettant l'attribution d'un montant de régime indemnitaire réévalué en faveur des agents de catégorie C occupant des fonctions de catégorie B.

Faisant le constat que la grande majorité de ces effectifs sont des femmes qui n'ont pas la possibilité de passer le concours de catégorie B, notamment à cause de leur maternité, cette mesure a pour effet de contribuer à un **rééquilibrage salarial Femmes/** Hommes.

Dans les lycées

L'écart de rémunération reste **stable, il s'établit à -2,4% entre les** femmes et les hommes en 2019.

[1] *Ministère de l'action et des comptes publics. Rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la fonction publique. Édition 2018.*

Rémunérations nettes par décile

Les déciles sont les valeurs qui partagent la distribution en dix parties égales. Ainsi, pour une **distribution de salaires** :

Le premier décile (noté généralement D1) : **est le salaire au-dessous** duquel se situent 10 % des agents et au-dessus duquel se situent 90 % des agents.

Le neuvième décile (noté généralement D9) : **est le salaire au-dessous** duquel se situent 90 % des agents et au-dessus duquel se situent 10 % des agents.

Le médian : est le salaire au-dessous et au-dessus duquel se situent 50 % des agents.

Agent du siège

	Femmes				Hommes			
en €	A+	A	B	C	A+	A	B	C
D1 (10 %)	4 619	2 436	2 179	1 807	4 766	2 497	2 017	1 892
Médian (50 %)	5 305	3 199	2 484	2 007	5 821	3 523	2 462	2 189
D9 (90 %)	7 419	4 266	2 885	2 247	8 322	4 439	3 032	2 678

Agent des lycées

	Femmes		Hommes	
en €	B	C	B	C
D1 (10 %)	2 435	1 377	2 495	1 459
Médian (50 %)	2 525	1 815	2 616	1 860
D9 (90 %)	2 615	1 997	2 713	2 132

Rémunérations nettes mensuelles moyennes par statut et par catégorie hiérarchique ainsi que la part des primes et indemnités dans la rémunération globale

Agents du siège

		Titulaires						Contractuels					
		Filière administrative		Filière technique		Filière culturelle		Filière administrative		Filière technique		Filière culturelle	
	en € / mois	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
A	Traitements	2 882	3 021	3 127	3 173	3 475	3 185	2 641	3 052	3 113	3 464	0	0
	Primes	1 368	1 464	2 004	1 973	1 497	1 349	1 187	1 572	1 330	1 630	0	0
	Rémunération globale	4 250	4 485	5 131	5 146	4 972	4 534	3 827	4 624	4 444	5 094	0	0
	% primes	32,2 %	32,6 %	39 %	38,3 %	30,1 %	29,7 %	31 %	34 %	29,9 %	32 %	0 %	0 %
B	Traitements	2 126	2 065	2 089	2 090	0	2 069	1 799	1 629	0	1 695	1 635	0
	Primes	873	880	910	919	0	875	499	341	0	714	263	0
	Rémunération globale	2 999	2 945	2 999	3 008	0	2 944	2 298	1 970	0	2 409	1 899	0
	% primes	29,1 %	29,8 %	30,3 %	30,5 %	0 %	29,7 %	21,7 %	17,3 %	0 %	29,6%	13,8 %	0 %
C	Traitements	1 717	1 719	1 776	1 814	0	0	1 602	1 546	1 553	1 550	0	0
	Primes	661	674	618	730	0	0	202	78	277	404	0	0
	Rémunération globale	2 379	2 394	2 394	2 544	0	0	1 803	1 625	1 830	1 954	0	0
	% primes	27,8 %	28,1 %	25,8 %	28,7 %	0 %	0 %	11,1 %	4,8 %	15,1 %	20,6 %	0 %	0 %

Agents des lycées

	en € / mois	Femmes		Hommes	
		Titulaires	Contractuels	Titulaires	Contractuels
B	Traitements	2 283	0	2 160	0
	Primes	779	0	916	0
	Rémunération globale	3 062	0	3 076	0
	% primes	25,4 %	0 %	29,7 %	0 %
C	Traitements	1 709	1 553	1 766	1 454
	Primes	477	30	476	9
	Rémunération globale	2 186	1 584	2 242	1 463
	% primes	21,8 %	1,9 %	21,2 %	0,6 %

C.3 FORMATION

Les agents éligibles au titre du plan de formation sont les 1 805 agents du siège et les 8 742 agents des lycées.

L'accès à la formation professionnelle continue pour les agents régionaux respecte la parité, 65 % des agents partis en formation en 2019 sont des femmes.

Nombre d'agents ayant participé au moins à une action de formation

	Femmes	Hommes	TOTAL
Agents de catégorie A ayant participé à une action de formation	397	212	609
Taux de participation genré/effectif permanent de la catégorie	69,41 %	54,64 %	63,44 %
Agents de catégorie B ayant participé à une action de formation	166	59	225
Taux de participation genré/effectif permanent de la catégorie	82,18 %	56,73 %	73,53 %
Agents de catégorie C ayant participé à une action de formation	2 443	1 294	3 737
Taux de participation genré/effectif permanent de la catégorie	43,20 %	35,69 %	40,27 %
TOTAL toutes catégories	3 006	1 565	4 571
Taux de participation genré/effectif permanent toutes catégories	46,76 %	38 %	43,34 %

Nombre moyen d'heures de formation statutaire dont suite à promotion
(7 heures de formation correspond à 1 jour)

		Femmes					Hommes				
	Agents du siège	A+	A	B	C	TOTAL	A+	A	B	C	TOTAL
2019	Nombre d'agents formés	35	362	165	230	792	24	188	56	96	364
	Nombre moyen d'heures de formation/agent formé	19	28	30	28	28	18	24	26	26	24
2018	Nombre d'agents formés	5	436	180	257	878	2	266	77	99	444
	Nombre moyen d'heures de formation/agent formé	25	26	30	25	26	2	24	41	27	28
2017	Nombre d'agents formés	44	411	203	317	975	36	272	81	146	535
	Nombre moyen d'heures de formation/agent formé	40	63	63	62	62	35	51	73	50	53

	Agents des lycées	Femmes B	Femmes C	Femmes TOTAL	Hommes B	Hommes C	Hommes TOTAL
2019	Nombre d'agents formés	1	2 213	2 214	3	1 198	1 201
	Nb. moy. d'heures de formation/agent formé	3	32	32	36	27	27
2018	Nombre d'agents formés	0	1 155	1 155	4	936	940
	Nb. moy. d'heures de formation/agent formé	0	21	21	19	21	21
2017	Nombre d'agents formés	0	2 214	2 214	9	1 585	1 594
	Nb. moy. d'heures de formation/agent formé	0	36	36	26	34	34

Répartition par type d'action pour adaptation au poste et développement des compétences

	Agents du siège	Femmes A+	Femmes A	Femmes B	Femmes C	Femmes TOTAL	Hommes A+	Hommes A	Hommes B	Hommes C	Hommes TOTAL
	Effectif formé	35	362	165	230	792	24	188	56	96	364
Adaptation au poste	Nombre d'agents concernés	4	116	75	93	288	5	35	12	12	64
	%	11%	32%	45%	40%	36%	21%	19%	21%	13%	18%
Développement des compétences	Nombre d'agents concernés	33	321	152	197	703	20	178	49	88	335
	%	94%	89%	92%	86%	89%	83%	95%	88%	92%	92%

	Agents des lycées	Femmes B	Femmes C	Femmes TOTAL	Hommes B	Hommes C	Hommes TOTAL
	Effectif formé	1	2 213	2 214	3	1 198	1 201
Adaptation au poste	Nombre d'agents concernés	0	376	376	0	141	141
	%	0%	17%	17%	0%	12%	12%
Développement des compétences	Nombre d'agents concernés	1	2 021	2 022	3	1 127	1 130
	%	100%	91%	91%	100%	94%	94%

Nombre d'agents bénéficiant de congé de formation

	Femmes	Hommes	TOTAL
Nombre d'agents bénéficiant d'un congé de formation au titre de 2019	6	3	9

C.4 CONDITIONS DE TRAVAIL

Accidents de travail y compris maladie professionnelle enregistrés en 2019

Agents du siège

Sur la base des accidents de travail déclarés au cours de l'année 2019 et des années antérieures	Femmes			Hommes			TOTAL		
	Nombre d'agents	Nombre d'arrêts	Nombre de jours	Nombre d'agents	Nombre d'arrêts	Nombre de jours	Nombre d'agents	Nombre d'arrêts	Nombre de jours
Accident de trajet	7	56	709	8	8	81	15	64	790
Accident de travail	26	27	357	6	17	187	32	44	544
Maladie professionnelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	33	83	1 066	14	25	268	47	108	1 334

Agents des lycées

Sur la base des accidents de travail déclarés au cours de l'année 2019 et des années antérieures	Femmes			Hommes			TOTAL		
	Nombre d'agents	Nombre d'arrêts	Nombre de jours	Nombre d'agents	Nombre d'arrêts	Nombre de jours	Nombre d'agents	Nombre d'arrêts	Nombre de jours
Accident de trajet	73	196	4 085	28	63	1 565	101	259	5 650
Accident de travail	326	783	12 818	197	445	8 379	523	1 228	21 197
Maladie professionnelle	70	279	12 315	14	44	2 285	84	323	14 600
TOTAL	469	1 258	29 218	239	552	12 229	708	1 810	41 447

D'une manière générale il est constaté que les arrêts concernent plus les femmes que les hommes et ce, sur toutes les tranches d'âge.

(cf. : Bilan social page 44 « Pourcentage des agents absents sur l'effectif genré par tranches d'âge (siège et lycées) »)

Nombre d'allocations temporaires pour invalidité (ATI) en 2019

Aucune ATI au titre de l'exercice 2019.

1 *Un agent a pu disposer d'un nombre de jours plus important avec le dispositif « enfant malade »*

C.5 CONGÉS

Pour rappel: Le congé de paternité est de 11 jours consécutifs (Samedi, dimanche et jours fériés compris) pour la naissance d'un enfant et de 18 jours en cas de naissance multiple.

Nombre d'agents ayant pris un congé de paternité par catégorie hiérarchique

	Grade	Nombre de jours	Nombre d'arrêts	Nombre d'agents	Moyenne jours
Agents des lycées	B	0	0	0	0
	C	571	52	52	11
Agents du siège	A	77	7	7	11
	B	0	0	0	0
	C	53	2	2	26,5 [1]
	TOTAL	755	61	61	12,38

Le nombre moyen de jours par catégorie des agents correspond au nombre jours de congé paternité autorisé.

Sur 91 agents (16 agents du siège et 75 agents des lycées) éligibles en 2019 au congé de paternité, **67% d'entre eux ont pu en bénéficier** (56% des agents siège et 69% des agents des lycées).

Congés d'une durée égale ou supérieure à 6 mois liés à la famille

34 femmes (8 femmes du siège et 26 femmes des lycées) ont pris des congés d'une durée égale ou supérieure à six mois. Cela concerne des motifs de congés liés à la maternité.

C.6 DÉPENSES D'ACTIONS SOCIALES

	Siège			Lycées		
	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
Garde d'enfant (garde jeune enfant, accueil périscolaire, centre de loisirs, horaires décalés)	155 687	76 872	232 559	61 013	59 994	121 006
Rentrée scolaire	39 230	25 340	64 570	204 420	118 040	322 460
Rentrée études supérieures	16 625	7 150	23 775	83 675	41 750	124 425
Séjour scolaire	9 341	2 435	11 776	10 546	7 773	18 319
Allocation enfants et jeunes adultes handicapés	30 106	9 351	39 457	126 542	57 487	184 028
S/TOTAL	250 989	121 148	372 137	486 195	285 044	771 239
Titre CESU	50 867	20 975	71 843	24 631	13 187	37 818
S/TOTAL	50 867	20 975	71 843	24 631	13 187	37 818
Allocation obsèques	6 622	0	6 622	46 948	20 196	67 144
Rente éducation	3 506	66 739	70 245	25 498	86 884	222 381
S/TOTAL	10 128	66 739	76 867	72 446	107 080	179 525
Aide au déménagement	2 813	1 073	3 886	2 888	3 245	6 133
Aide à l'installation	9 113	1 830	10 943	15 909	10 975	26 884
S/TOTAL	11 927	2 903	14 829	18 797	14 220	33 017
Mariage / PACS	3 000	3 500	6 500	7 750	8 000	15 750
Naissance / Adoption	8 700	6 300	15 000	13 500	27 000	40 500
Retraite	6 580	7 240	13 820	56 980	41 590	98 570
Médaille	3 825	3 130	6 955	17 460	15 630	33 090
S/TOTAL	22 105	20 170	42 275	95 690	92 690	187 910
Noël enfants et agents	60 510	40 830	101 340	416 040	281 460	697 500
Étrennes agents des lycées	0	0	0	154 710	101 910	256 620
S/TOTAL	60 510	40 830	101 340	416 040	281 460	697 500
Sortie enfant du personnel et arbre de noël	5 864	4 722	40 000	8 024	5 613	280 000
S/TOTAL	5 864	4 722	40 000	8 024	5 613	280 000
Séjour vacances enfants (catalogue Région « vacances juniors » ou hors catalogue Région)	42 653	18 322	60 975	70 478	35 132	105 610
Chèques vacances	7 430	2 400	9 830	73 190	23 325	96 515
S/TOTAL	50 083	20 722	70 805	143 668	58 457	202 125
TOTAL	462 473	298 208	790 095	1240860	844 093	2389134

C.7 LES INSTANCES PARITAIRES

Le comité technique (CT) et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)

	Le CT			Le CHSCT		
Titulaires	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
Élus	3	2	5	2	1	3
Administration	5	5	10	4	3	7
S/TOTAL des représentants de la collectivité	8	7	15	6	4	10
CFDT INTERCO - SPP	1	1	2	1	1	2
CGT SPERCRIF	2	2	4	1	2	3
FA-FPT / SYNPER IDF	1	2	3	1	1	2
FORCE OUVRIÈRE	2	1	3	0	2	2
MEMBRES INDÉPENDANTS	0	1	1	0	1	1
SNUACTE-FSU et SNETAP-FSU	1	0	1	0	0	0
SUD ÉDUCATION	0	1	1	0	0	0
S/TOTAL des représentants du personnel	7	8	15	3	7	10
TOTAL	15	15	30	9	11	20

Sur 30 membres titulaires qui composent le CT, les femmes représentent 50 % des membres. La part des femmes dans la composition du CHSCT est de 45 %.

La commission administrative paritaire

	CAP A			CAP B			CAP C		
Titulaires	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
Élus	4	3	7	2	3	5	4	4	8
S/TOTAL des représentants de la collectivité	4	3	7	2	3	5	4	4	8
CFDT INTERCO - SPP	2	2	4	1	0	1	1	0	1
CGT SPERCRIF	2	1	3	4	0	4	0	2	2
FA-FPT / SYNPER IDF	0	0	0	0	0	0	2	0	2
FORCE OUVRIÈRE	0	0	0	0	0	0	0	2	2
SNUACTE-FSU et SNETAP-FSU	0	0	0	0	0	0	0	1	1
S/TOTAL des représentants du personnel	4	3	7	5	0	5	3	5	8
TOTAL	8	6	14	7	3	10	7	9	16

Au sein de la CAP, les écarts **hommes/femmes diffèrent** en fonction des catégories représentées.

Seule la catégorie C est composée de moins de femmes que **d'hommes, 43 % contre 57 %.**

S'agissant des CAP des agents de catégorie A et B, les femmes représentent respectivement 57 % et 70 %.

La commission consultative paritaire

	CCP A			CCP B			CCP C		
Titulaires	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
Élus	2	3	5	2	0	2	3	3	6
S/TOTAL des représentants de la collectivité	2	3	5	2	0	2	3	3	6
CFDT INTERCO - SPP	1	1	2	0	0	0	0	0	0
CGT SPERCRIF	3	0	3	1	1	2	1	2	3
FA-FPT / SYNPER IDF	0	0	0	0	0	0	1	1	2
FORCE OUVRIÈRE	0	0	0	0	0	0	0	1	1
S/TOTAL des représentants du personnel	4	1	5	1	1	2	2	4	6
TOTAL	6	4	10	3	1	4	5	7	12

Au sein de la CCP, les écarts **hommes/femmes diffèrent en** fonction des catégories représentées. Seule la catégorie C est composée de moins de femmes **que d'hommes, 41 % contre 59 %.**

S'agissant des CAP des agents de catégorie A et B, les femmes représentent respectivement 60 % et 75 %.

2. Promouvoir l'égalité professionnelle sur le territoire francilien

La région joue également un **rôle précurseur dans la promotion de l'égalité professionnelle** sur son territoire et **au travers des politiques publiques menées**, à destination des Franciliennes.

a. L'accompagnement des créatrices d'entreprises et la valorisation de l'entreprenariat au féminin

- Le dispositif Entrepreneur #Leader

L'Île-de-France joue un rôle majeur dans la création d'entreprises, se positionnant dans le peloton de tête des régions les plus dynamiques d'Europe : **elle est ainsi la première région de France** avec 30 % des créations d'entreprises au niveau national. **En 2019, 244 000 entreprises ont été créées en Île-de-France, soit +15,1% par rapport à 2018**. La Région, qui a adopté en juillet 2017 sa nouvelle politique en faveur de l'entrepreneuriat, **Entrepreneur #Leader, mobilisant 33 M€,** contribue directement à cette hausse importante des créations d'entreprises en Île-de-France. Dans le cadre d'Entrepreneur #Leader, la Région a accompagné plus de 20 000 créateurs d'entreprises, et ce à toutes les phases d'un parcours d'accompagnement coordonné : « ante création » pour préparer son projet, recherche de financement, et « post-création » sur les 3 premières années de vie de l'entreprise.

Toutefois, les femmes ne représentent que 28 % des créateurs d'entreprises au niveau national (25 % au niveau francilien). Ce constat a donc mené la Région à **agir en faveur de la parité** pour les bénéficiaires de ses dispositifs d'accompagnement à la création d'entreprises. Ainsi, des objectifs ambitieux ont été fixés par la Région, soit la volonté que 50 % des porteurs de projet accompagnés au titre d'Entrepreneur #Leader soit un public féminin. **Désormais elles représentent plus de 49% des porteurs de projets accompagnés depuis 2017.**

- Soutien au programme « Créatrice d'avenir »

Pour aller plus loin dans l'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin en Ile-de-France, **la Région a décidé de soutenir en 2020 le programme d'accompagnement « Créatrices d'Avenir »** porté par Initiative Ile-de-France qui fêtera cette année ses 10 ans d'existence.

Ce dispositif propose d'appuyer des créatrices d'entreprises franciliennes lors du démarrage de leur activité en leur proposant une expertise de leur projet, une mise en réseau et un financement pour certaines d'entre elles.

« Créatrices d'Avenir » cible les créatrices d'entreprise s'inscrivant dans l'une des 5 catégories suivantes : Audace (secteur non-traditionnellement féminin), Entreprise responsable (responsabilité sociale ou environnementale), Innovation, Quartier et Savoir-faire (entreprise mettant à l'honneur une technique de fabrication spécifique).

Ce sont 80 projets de création ou de reprise d'entreprise en Ile-de-France qui seront identifiés à partir d'un appel à candidature pour leur accorder une expertise de leur dossier et les informer sur les aides mobilisables. Enfin parmi ces projets, 15 d'entre eux seront sélectionnés par un jury d'experts qui leur proposera un programme spécifique d'accompagnement. Puis elles seront mises à l'honneur lors d'une cérémonie de remise de trophées devant l'écosystème entrepreneuriat.

- Convention de sensibilisation à l'entrepreunariat

La convention signée entre la Région et la CCI Paris-Île-de-France pour la nouvelle politique régionale de sensibilisation à l'entrepreneuriat démontre également cet objectif, ciblant prioritairement le public féminin.

- Soutien spécifique à l'Adie pour déployer l'activité de microcrédits auprès du public féminin dans les QPV

L'ambition de ce dispositif est de **réaliser un changement d'échelle pour la distribution de microcrédits sur la région Ile-de-France** et ainsi permettre au plus grand nombre de créer son propre emploi en créant son entreprise et faciliter l'insertion professionnelle.

Il s'agit, sur la période 2019-2021, d'augmenter de façon significative l'activité de l'Adie en distribuant plus de 10 000 microcrédits sur la région, soit 4000 microcrédits supplémentaires (dans ce projet). Ce projet vise, pour les microcrédits supplémentaires, à faire évoluer la part des habitants accompagnés en QPV à 52 % en 2019 puis à 60 % en 2020 et 70 % en 2021 **et à soutenir l'activité par les femmes à hauteur de 50 % des projets accompagnés**.

Ainsi en 2019, le nombre de microcrédits accompagnés dans ce projet spécifique a été de : 220 projets en 2019 (dont 110 femmes et 115 projets QPV). En 2020, sur un objectif de 1500 projets ce sont 403 projets qui ont été accompagnés au 31/08/2020 **dont 123 projets portés par des femmes** et 159 projets en QPV.

- Adhésion des fonds d'investissements régionaux aux initiatives promouvant un meilleur accès des femmes au capital investissement

Alors que les femmes souffrent d'une inégalité d'accès au financement qui freine leur développement entrepreneurial, notamment dans le domaine de la tech, des initiatives émergent pour faire prendre conscience à l'écosystème des biais inconscients qui conduisent à cette discrimination.

Le Paris Region Venture Fund, fonds régional de co-investissement, a ainsi signé en 2020 la charte SISTA, du nom du collectif qui a initié cette démarche, pour le segment plus particulier du capital risque. **Le fonds s'engage ainsi à mesurer la place du genre dans son portefeuille, à adopter des pratiques de recrutement plus inclusives,** à adopter des pratiques d'investissement plus inclusives et à faire rayonner les bonnes pratiques dans l'écosystème.

Le fonds dédié au financement des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire InvESS, dont la Région est l'actionnaire principal avec 49% des parts, **a quant à lui signé la charte FranceInvest visant à favoriser la parité femmes-hommes dans le Capital Investissement et dans les entreprises.**

L'objectif des signataires de ces chartes est l'atteinte, **d'ici 2025, d'un taux de 25% de start-up fondées ou co-fondées par des femmes**, alors que le taux actuel se situerait autour de 10%.

- Mise en œuvre de la parité dans les instances de représentation du Paris Région Business Club (PRBC)

Alors que le Paris Region Business Club, club des 2500 bénéficiaires des aides aux entreprises régionales, a été créé en 2018, **il a été choisi deux dirigeants hommes et deux dirigeantes femmes pour le représenter** :

- **Lara Pawlicz, dirigeante de 2Spark**, start-up qui accompagne les grands groupes dans les aspects RH de leurs transformations via des outils numériques. A ses débuts, 2Spark a été incubé chez Willa, incubateur 100% féminins soutenu par la Région.
- **Jade Francine, dirigeante de WeMaintain**, start-up qui révolutionne la maintenance des ascenseurs en rendant le service plus agile et performant grâce au numérique.

Ceci vise à rendre visibles les femmes entrepreneures, participe à la lutte contre les stéréotypes genrés et contribue à aider les femmes à se projeter dans l'entrepreneuriat.

- Soutien à des événements promouvant l'entrepreneuriat féminin et la présence des femmes dans la tech

La Région a soutenu :

- **La Journée de la Femme Digitale** : concours qui récompense les projets les plus innovants du secteur du digital portés par des femmes entrepreneures.
- **Innovatech** : pendant une journée, 12 équipes constituées de 2 lycéennes, 2 marraines, 2 étudiantes imaginent un produit ou service lié à l'Industrie du Futur.
- **Le Women's Forum Global Meeting** : donne la parole a des femmes d'influence sur les grands enjeux sociétaux contemporains tels que la place des femmes dans les sciences et techniques.

b. Le soutien financier aux initiatives associatives de promotion de l'égalité professionnelle et de la mixité des métiers

Par le biais d'un appel à projets spécifiquement dédié à l'égalité femmes-hommes [présenté ci-après, II.4], la Région Ile-de-France soutien les initiatives des divers acteurs locaux en matière d'égalité professionnelle. Certains sont reproduits ci-dessous :

- Le soutien à l'association **FEMMES ET SCIENCES à hauteur de 7 500 €** et au projet qui vise à **favoriser la mixité des formations scientifiques dans l'enseignement supérieur** et à **valoriser l'accès des femmes** à la recherche et l'enseignement supérieur dans les secteurs scientifiques ;

- Le soutien à l'association **BECOMTECH à hauteur de 25 000 €** qui vise à étendre le programme Jump in Tech en Ile-de-France, programme créé pour **répondre aux discriminations indirectes qui touchent les jeunes filles sur l'accès aux métiers du numérique** ;

- Le soutien à l'association **FEMMES ET MATHÉMATIQUES**, **à hauteur de 7 500 €** qui propose la mise en place de journée de sensibilisation à l'orientation non stéréotypées dans les filières mathématiques via les journées « *filles et maths/info : une équation lumineuse* ».

Ces dispositifs seront reconduits pour l'année 2020.

c. Soutenir l'emploi durable

La Région œuvre à l'emploi durable du public féminin, notamment par le biais de la mise en œuvre systématique de la clause égalité et par un ensemble de dispositifs dédiés à la reconversion professionnelle, dont les femmes sont bénéficiaires.

➢ Les dispositifs dédiés à la Validation des Acquis de l'Expérience, comme outil d'insertion pérenne

Le Région Ile-de-France porte plusieurs dispositifs dédiés à la Validation des Acquis de l'Expérience [VAE] dont les **femmes sont majoritairement bénéficiaires**. **Le public féminin recourt très largement à la VAE, qui valorise l'expérience acquise pour obtenir une certification enregistrée au Répertoire National des Certifications Professionnelles**. Ce dispositif participe ainsi activement à la qualification des femmes après la sortie du système de formation initiale, et **contribue largement à leur insertion professionnelle, ou à leur mobilité professionnelle**. La certification est en effet une clef pour trouver ou retrouver un emploi, ou progresser dans sa carrière par la mobilité.

Le projet d'acquisition d'une certification s'appuie aussi sur un fort besoin de reconnaissance sociale. Elle valorise l'expérience associative, syndicale, politique, et est un outil efficace pour les femmes qui ont eu un parcours scolaire court, qui ont élevé des enfants qui se qualifient grâce au système scolaire. La VAE participe ainsi à une logique de rattrapage, à un temps consacré à soi après avoir éduqué les enfants.

De ce fait, via **le chéquier VAE**, la région finance l'accompagnement des candidats aux démarches de la VAE (présentation de leurs dossiers de VAE devant le jury et, si nécessaire, la formation avant ou après le passage devant le jury). Ce dispositif fait l'objet d'un partenariat avec la direction régionale de Pôle emploi, qui finance les frais annexes à la VAE et complète le financement de la formation au-delà de la prise en charge régionale si besoin est. Les aides régionales sont prescrites par les conseillers Pôle emploi et par les conseillers VAE des centres de conseil en VAE financés par la Région. D'après les données 2019, **73% des bénéficiaires sont des femmes**, 65% sont âgées de 25 à 44 ans, 80% ont un niveau égal ou inférieur au niveau V. **La très forte représentation des femmes dans ce dispositif qui favorise l'accès aux certifications lui donne une place importante dans la lutte contre les inégalités hommes femmes. La certification est en effet un atout majeur pour obtenir un emploi, et disposer d'un meilleur salaire**.

Par ailleurs, la Région porte le « **Programme régional d'information, d'entretiens conseil et de promotion de la validation des acquis de l'expérience (VAE)** ». Ce programme régional a pour forme juridique un accord cadre à bons de commande, alloti en 8 lots

départementaux. Le nouveau programme 2019-2022 a pour objectif d'Informer et conseiller tout public sur son projet de validation des acquis de l'expérience, et de promouvoir la VAE sur le territoire francilien. Le nouveau programme régional a élargi son champ d'action à l'ensemble du parcours de VAE, **renforçant la sécurisation du parcours des bénéficiaires, et par là-même du parcours des femmes qui en bénéficient**.

- La mise en œuvre de la clause égalité

La région met en application les dispositions de l'article 16 de la Loi n°2014-873 du 04 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes qui a introduit deux nouvelles interdictions de soumissionner aux contrats publics (articles 8-2° et 8-7° de l'ordonnance n° 2005-649 du 06 juin 2005). En vertu de ces dispositions, au sein de la région Ile-de-France, les entreprises et sous-traitants doivent attester sur l'honneur, au stade de la candidature :

- qu'ils n'ont pas fait l'objet, dans les cinq dernières années, d'une condamnation pour les infractions prévues :
  - à l'article L1146-1 du code du travail qui sanctionne le non-respect de l'égalité entre les femmes et les hommes en matière d'accès à l'emploi et de gestion de carrière
  - à l'article L225-1du code pénal qui sanctionne toute distinction opérée entre personnes en raison notamment de leur sexe, de leur situation familiale ou de leur grossesse.

- qu'ils ont satisfait, au 31 décembre de l'année précédente, à leur obligation d'engager une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'entreprise et sur les mesures à prendre, prévue à l'article L2242-5 du code du travail ; ou, à défaut, qu'ils ont régularisé leur situation à cet égard à la date à laquelle ils remettent leur candidature.

- Favoriser l'emploi durable via l'innovation sociale

Par ailleurs, **depuis 2016, la Région a attribué 136 375 € au Réseau MOM'ARTRE** pour soutenir la création et le développement de son programme intitulé « **Objectif Emploi** » afin d'accompagner des mères isolées en difficulté et en recherche d'emploi au titre de l'appel à projets « *Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles* ».

L'association met en relation les mères isolées et éloignées de l'emploi avec des structures spécialisées dans l'insertion professionnelle et l'action sociale. L'accès à un accompagnement individualisé et pluridisciplinaire permet de répondre plus largement aux problématiques personnelles de ces femmes et de leur famille (soutien administratif, juridique, économique, en santé). Le projet vise également à soutenir l'organisation familiale des mères en recherche d'emploi en proposant des modes de garde, ponctuels et souples, pour leurs enfants durant leurs démarches professionnelles (rendez-vous Pôle emploi, entretien de recrutement, temps de formation).

d. Le soutien aux initiatives permettant l'articulation des temps de vie (professionnelle / privée) via les modes de garde innovants

Le soutien aux initiatives permettant l'articulation des temps de vie est une composante essentielle de l'égalité professionnelle. La Région Ile-de-France joue un rôle moteur sur le territoire via diverses actions menées en 2020.

Le soutien de la Région Ile-de-France aux modes de garde innovants favorisant une meilleure articulation des temps de vie a, de ce fait, été confirmé et réaffirmé au sein des politiques mises en œuvre par le rapport « Région Solidaire »[1].

- A ce titre, **un appel à projets spécifique « soutien aux modes de gardes pour la petite enfance »**, adopté en 2018, permet de soutenir des projets de création de structures d'accueil innovantes de la petite enfance (crèches à horaires décalés, structures itinérantes, accueil des enfants en situation de handicap, maisons d'assistants maternels, relais d'auxiliaires parentales), ainsi que des projets de soutien à la parentalité et des formations pour les professionnels de la petite enfance afin que les structures soient mieux remplies et mieux gérées.

Dans ce cadre, **ont été attribués depuis 2018, 2 715 360€ à 29 structures**, qui ont permis **la création d'au moins 380 berceaux**, tous financés dans le cadre de projets innovants : accueils bilingues, lieux permettant à des enfants porteurs de handicap de suivre leur programme de soins en parallèle de leur vie en crèche, crèche intergénérationnelle dans un lieu de vie de personnes âgées.

En outre, **100.000 €** ont été attribués en 2019 au Réseau MOM'ARTRE au titre du dispositif « Innovation sociale » en vue de la **création d'un lieu d'accueil d'enfants de 4 à 12 ans à la sortie de l'école en gare de Bondy (93).**

En 2020, peut-être cité, à titre d'exemple, le soutien régional accordé à hauteur de 50.000€ à la société Knouk pour créer une micro-crèche à Saint-Denis, pour des enfants porteurs de handicap, en lien avec des structures médicales situées à proximité immédiate.

- Par ailleurs, la Région soutien l'association **BABY LOUP, à hauteur de 50 000 € par an depuis 2016**, par le biais d'un partenariat spécifique au titre de la « *Lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes* » et pour la mise en œuvre **d'un service innovant capable de répondre en temps réel, par des solutions d'accueil personnalisées, aux besoins urgents rencontrés par les familles des différentes villes du territoire qui sont confrontées à des problématiques spécifiques** (violences conjugales, rupture d'hébergement, décès d'un proche, hospitalisation, handicap, problèmes de santé, occasions de formation, démarches d'insertion...), **auxquelles les modes de garde communaux classiques ne peuvent apporter une réponse adaptée**.

3. Promouvoir une orientation professionnelle non stéréotypée

La Région Ile-de-France est engagée dans la promotion de l'orientation professionnelle non stéréotypée en faveur des lycéens et lycéennes.

[1] Rapport CR 2018-024

a. La mise en place de la plateforme QIOZ

La Région a mis en place « QIOZ », en avril 2019, plateforme permettant d'apprendre gratuitement des langues à partir d'extraits de films, séries TV, clips musicaux, etc. en version originale. **La création de cette plateforme et son utilisation ont intégré des préoccupations relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes.**

La création de cette plateforme a, de fait, été subordonnée à l'obligation de ne pas faire de discrimination dans les représentations contenues sur la plateforme, notamment en ce qui concerne la mixité professionnelle, et de favoriser l'égalité homme femme dans les visuels.

Par ailleurs, les premières statistiques d'utilisation de la plateforme confirment une présence quasi égalitaire voire supérieure des femmes sur ce dispositif.

b. Le dispositif Olympe

La Région Ile-de-France **s'est engagée à renforcer**, via le dispositif Olympe, **le soutien à la réussite scolaire des filles**, notamment en milieu modeste et en particulier dans les quartiers et villes populaires. Il s'agit de **rétablir l'égalité entre filles et garçons dans les filières scientifiques, techniques et les parcours d'excellence**.

Le dispositif concourt à renforcer l'accompagnement scolaire de lycéennes de milieu populaire dans leur parcours vers les métiers ou formations scientifiques et technologiques, et plus généralement des parcours d'excellence. Plusieurs actions sont ainsi éligibles :

- Mise en place d'ateliers, d'espaces de paroles et de temps d'échanges permettant l'expression et le débat ;
- Sensibilisation et éducation permettant l'appropriation, par tous, des thèmes abordés ;
- Création de supports ou d'outils favorisant le partage des bonnes pratiques ;
- Organisation de rencontres avec des professionnelles (visites en entreprises, participation à des salon ou forums) et/ou avec des étudiantes inscrites dans les filières promues. Marrainage ;
- Rencontre avec des professionnelles au sein de l'établissement.

Quelle que soit la nature des projets soumis et des actions proposées, ils doivent :

- Couvrir, dans la mesure du possible, l'ensemble du territoire régional ;
- S'adresser aux publics lycéens ou mettre ce public au cœur de leur action ;
- Être construits et mis en œuvre en lien étroit avec les acteurs de la communauté éducative.

La Région conventionne ainsi avec des associations porteuses d'actions impactantes dans l'orientation des jeunes filles franciliennes. Sont éligibles les personnes morales de droit privé à but non lucratif (associations, fondations…).

2 750 jeunes filles ont ainsi été accompagnées en 2019.

ACCOMPAGNER ET SOUTENIR LES ACTEURS FRANCILIENS DE L'EGALITE

BILAN 2020 ET PERSPECTIVES 2021

THEMATIQUE	BILAN 2020	PERSPECTIVES 2021
1. Le soutien confirmé au Centre Hubertine Auclert	Un appui aux initiatives franciliennes en matière d'égalité L'affirmation de la fonction ressource du Centre Hubertine Auclert Organiser l'outillage des acteurs par la mise à disposition de ressources	Confirmer l'appui régional apporté au Centre Hubertine Auclert
2. Le Financement accru des structures franciliennes actrices de l'égalité	Une action en faveur de la lutte contre le sexisme et pour la promotion de l'égalité femmes-hommes Soutenir les actions en faveur de l'autonomisation des femmes et en faveur de la lutte contre la précarité	Reconduire les dispositifs pour l'année 2020

II. Accompagner et soutenir les acteurs franciliens de l'égalité

Le soutien de la Région Ile-de-France aux acteurs franciliens de l'égalité s'exprime de multiples façons et permet une action accrue des structures pour la promotion de l'égalité femmes-hommes. Il s'exprime ainsi au travers du soutien au Centre Hubertine Auclert ou encore via le financement direct des acteurs locaux.

1. Le soutien confirmé au Centre Hubertine Auclert

Le Centre Hubertine Auclert, organisme associé de la Région Ile-de-France crée en 2009 et présidé par Madame Marie-Pierre BADRE, est un centre de ressources francilien pour l'égalité femmes-hommes, dont les missions se déclinent en quatre pôles :

- construire une plateforme régionale de ressources et d'échanges sur l'égalité femmes-hommes : "l'égalithèque",
- renforcer le réseau des acteurs et actrices franciliennes de l'égalité femmes-hommes à travers des accompagnements individuels et l'organisation de cadres d'échanges collectifs,
- promouvoir l'éducation à l'égalité, notamment via la réalisation d'études et d'analyses des représentations sexuées et sexistes dans les outils éducatifs,
- lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes, avec l'Observatoire régional des violences faites aux femmes, intégré au Centre Hubertine Auclert.

Le soutien du centre en 2020 par la Région d'Ile-de-France s'exprime, dans le cadre de la convention triennale 2018-2020, par un soutien financier annuel de 600.000 € et par la mise à disposition de locaux. Une **subvention supplémentaire de 200.000** € a été affectée au Centre en 2020 destinée à permettre la mise en place d'actions de formation des forces de l'ordre au recueil de plainte des femmes victimes de violence.

Plusieurs actions impactantes ont ainsi pu être menées en 2020, dont certaines sont reproduites ci-dessous.

a. Un appui aux initiatives franciliennes en matière d'égalité

Le centre confirme, en 2020, son rôle primordial d'appui aux initiatives franciliennes en matière d'égalité, au travers de réunions d'informations, de cycles de formation ou par l'accompagnement des structures locales :

- Apports d'expertise, conseils pour un projet aux collectivités, associations, établissements scolaires, syndicats et entreprises ;
- Animation de tables-rondes, interventions dans des colloques ;
- Réponses à des demandes de ressources, d'outils, de contacts, de conseils sur la recherche de financements.

À ce titre, en 2020, le Centre a accompagné à ce jour 630 initiatives et a organisé 29 formations à destination des acteurs locaux de l'égalité. **De nouveaux modules de formations à distance ont été développés**.
Grâce au soutien de la Région, une convention avec la Région Gendarmerie Ile-de-France a été signée pour la formation des forces de l'ordre.

Il a, par ailleurs, **été acteur d'une véritable éducation à l'égalité** par le biais de 125 appuis à des établissements scolaires et aux professionnels de l'éducation et via 34 interventions extérieures.

b. L'affirmation de la fonction ressource du Centre Hubertine Auclert

Le centre confirme en 2020 son rôle fondamental dans l'outillage des acteurs de l'égalité et de la lutte contre les violences faites aux femmes via la réalisation de rapports, d'études et d'évènements.

- La publication de rapports et études

A la demande de la Présidente d'Ile-de-France Mobilité, **le Centre a conduit un diagnostic sur le traitement des signalements pour atteintes sexuelles au 3117** dans les transports en commun d'Île-de-France.

Afin de mesurer **l'impact du confinement sur les violences faites aux femmes et sur l'accompagnement des victimes**, le Centre a mené une enquête auprès de 40 associations et collectivités locales franciliennes qui a été restituée à l'occasion d'un événement public le 21 septembre.

Pour **améliorer l'orientation des filles vers les métiers de l'informatique et du numérique**, le Centre mène une étude sociologique dans des lycées franciliens sur 3 ans.

Une enquête sur les politiques et budgets espagnols consacrés à la lutte contre les violences faites aux femmes et les féminicides a été présentée à l'occasion d'un événement en visio-conférence en novembre.

Une étude sur les freins rencontrés dans leur parcours judiciaire par les femmes victimes de violences sexuelles a été lancée en fin d'année. Elle sera menée en partenariat avec trois juridictions franciliennes, des associations spécialisées et des avocates.

- L'organisation d'évènements

L'organisation de colloques et d'évènements, **vecteurs de sensibilisation des acteurs de l'égalité**, a également constitué une part de l'action du Centre. À ce titre, **11 événements ont été organisés en 2020**.

Dans le contexte de la crise sanitaire, de nouveaux formats ont été expérimentés : rencontres à distance et podcasts.

c. Organiser l'outillage des acteurs par la mise à disposition de ressources

- L'égalithèque

Le Centre a, par ailleurs été un acteur fondamental de l'outillage des acteurs par la mise à disposition de ressources, soit 179 appuis relatifs à la demande de ressources, 47 expositions prêtées et plus de 3500 outils référencés dans l'Égalithèque sur son site internet.

- Des campagnes d'information et de sensibilisation

Le Centre met également à disposition des collectivités franciliennes et du réseau associatif des outils de campagne dédiés.

Une nouvelle campagne #PlusJamaisSansMonAccord pour la prévention des violences sexistes et sexuelles auprès des jeunes de 15 à 18 ans a été lancée en octobre 2020.



Elle sera diffusée sur les réseaux sociaux ainsi que dans tous les lycées franciliens.



La campagne #PlusJamaisSansMonAccord **donne des clés pour identifier les violences sexuelles et savoir réagir** quand on est victime ou témoin. **Des spots dédiés seront diffusés sur le réseau JC Decaux et dans le Transilien**. Une table ronde réunira sur la chaîne YouTube du Centre Hubertine Auclert **quatre influenceurs et influenceuses** qui s'adresseront à leurs communautés sur ces sujets. **Un kit d'affiches et une brochure** seront diffusés dans tous les lycées franciliens.

➢ Des outils pour lutter contre les violences faites aux femmes

Pour **lutter contre les cyberviolences conjugales**, le centre a produit différentes ressources :

- Un kit d'action et des formations sont proposées aux associations qui accueillent et accompagnent les femmes victimes de violences conjugales. ;
- Le site internet https://www.guide-protection-numerique.com/, propose des conseils pratiques pour sécuriser les outils numériques.
- Le Centre a rejoint la coalition internationale de lutte contre les logiciels espions et participera en novembre 2020 à sa campagne internationale sur ce thème.
- Pendant le confinement lié au COVID, le Centre a collecté et diffusé des informations actualisées sur les lieux et ressources disponibles pour les femmes victimes de violence. Il a organisé une rencontre pour les collectivités sur la prise en charge des femmes victimes de violences conjugales en période de crise sanitaire.

➢ L'outillage des collectivités

Le Centre **anime le réseau Territoires franciliens pour l'égalité qui rassemble près de 60 collectivités membres**. L'action du Centre vise également à favoriser l'appropriation et l'application des nouvelles obligations légales des collectivités, à travers des guides pratiques, des conseils et des formations. **En 2020, 7 rencontres ont été organisées et 9 formations animées.**

Pour aider les collectivités à mettre en œuvre leurs nouvelles obligations légales pour la **prévention du harcèlement sexuel**, le Centre a produit un **kit d'action, qui a été largement diffusé par la Région Ile-de-France auprès des agentes et agents.**

2. Le Financement accru des structures franciliennes actrices de l'égalité

La Région joue ainsi un rôle pilote et précurseur en finançant des associations qui apporteront des réponses adaptées en matière de lutte contre le sexisme et en faveur de l'égalité femmes-hommes. Des actions de prévention des discriminations sexistes, via des opérations de testing, d'appui juridique aux victimes de discriminations et le suivi des poursuites judiciaires, qui sont des outils essentiels et efficaces pour changer la donne sont ainsi subventionnées. Elle œuvre également en faveur de l'autonomisation des femmes et de la lutte contre la précarité.

La Région Ile-de-France s'est engagée à amplifier la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes **en initiant**, annuellement, un **appel à projets spécifique**. Intitulé « *Soutien à lutte contre les discriminations et pour l'égalité femme-hommes* » et adopté par délibération n° CR 100-16, celui-ci prévoit une distinction entre la lutte contre les discriminations et la lutte pour l'égalité femmes-hommes. En effet, les inégalités femmes-hommes ne relèvent pas nécessairement de discriminations, en tant qu'actes ayant pour objet d'exclure, mais peuvent être issues de représentations sexistes. **La distinction des deux objectifs poursuivis a permis ainsi une promotion plus aboutie de l'égalité femmes-hommes.**

Les financements accordés aux initiatives franciliennes de promotion de l'égalité femmes-hommes sont ainsi en nette augmentation depuis 2017.

Pour l'appel à projets 2020, 5 priorités ont été retenues :

- ✓ La lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes / hommes dans le domaine de l'emploi,
- ✓ La lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes / hommes dans l'accès au logement,
- ✓ Les atteintes aux biens et aux personnes en raison des critères discriminatoires,
- ✓ La lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes / hommes dans le sport,
- ✓ La lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes / hommes dans le domaine de la formation.

L'égalité femmes-hommes fait ainsi partie intégrante des actions pouvant être soutenues notamment dans le cadre de la prévention et la lutte contre tous les stéréotypes dans le champ de la formation, dans le cadre des bonnes pratiques en matière notamment d'entreprenariat féminin et de projets favorisant la création d'équipes féminines dans tous les sports.

En 2020, la Région a voté des affectations d'autorisations d'engagement à hauteur de **266.000 M€** permettant de soutenir 21 projets associatifs **œuvrant en faveur de la lutte contre toutes les discriminations**, parmi lesquels **14 projets portant exclusivement sur l'égalité femmes-hommes**, pour un montant de **150.000 €.** Certains sont reproduits ci-dessous :

- ➢ Le soutien à l'association **ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LA VILLE ET L'HABITAT à hauteur de 5 000 €** et à son projet d'organisation du prix des femmes architectes ;

- ➢ Le soutien à l'association **HANDSAWAY à hauteur de 5 000 €**. HandsAway s'associe à Ekiwork, Maydée, Pépite Sexiste, Gender Buster et Carine Bloch, structures et/ou intervenantes spécialisées dans l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les discriminations afin de créer des ateliers de sensibilisation pluridisciplinaires et complets sur ces thématiques en faveur des publics scolaires ;

- ➢ Le soutien à l'association **ASSOCIATION FEMMES MIXITÉ SPORTS** à hauteur de **10 000 €** afin de créer un Dispositif d'accompagnement des hauts potentiels à des postes de dirigeantes dans le monde du sport ;

- ➢ Le soutien à l'association **OSEZ LE FEMINISME** à hauteur de **14 000 €** pour la mise en place d'interventions en milieu scolaire permettant d'ouvrir le champ des possibles des jeunes en déconstruisant les idées reçues.

AMELIORER LE CADRE DE VIE DES FRANCILIENNES

BILAN 2020 ET PERSPECTIVES 2021

THEMATIQUE	ACTIONS 2020	PERSPECTIVES 2021
1. Promouvoir l'égalité par le sport	Promouvoir la mixité des pratiques sportives	Reconduire l'ensemble des dispositifs
	Valoriser et promouvoir la mixité des pratiques	Maintenir la valorisation du sport au féminin
	Promouvoir la présence des femmes dans les instances de gouvernance du mouvement sportif	Reconduire les dispositifs existants
2. Promouvoir l'accès des femmes à la culture	« Dispositif Forte » Accompagnement des jeunes artistes féminines et instauration de jurys paritaires	Amplifier la politique d'intégration de l'égalité dans les dispositifs culturels
	Renforcement et amplification de la politique du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien	
3. Favoriser la place des femmes dans l'espace public	Soutenir des actions en faveur de la place des femmes dans l'espace public	Reconduire l'appel à projets « *Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux* »
4. Diffuser une culture de l'égalité auprès des jeunes	Le concours pédagogique « Alter ego ratio »	Reconduire les dispositifs existants
	Programme « Jeunes, citoyenneté et vivre ensemble »	
	« Parcours citoyen, Liberté, égalité, laïcité »	
5. Soutenir les femmes en difficulté	Soutenir les actions en faveur de l'autonomisation des femmes et en faveur de la lutte contre la précarité	Reconduction de l'appel à projets
	Lutter contre la précarité menstruelle	Amplification de l'action
6. Œuvrer en faveur de la santé des femmes	Développement des dispositifs d'accès à l'IVG et soutien aux grandes vulnérabilités	Maintien des dispositifs
7. Favoriser l'accès au logement	Favoriser l'égalité femmes-hommes via le financement des structures du parc social	Reconduire les dispositifs existants
	Favoriser l'égalité femmes-hommes dans le cadre de l'ANRU	

III. Améliorer le cadre de vie des Franciliennes

La Région Ile-de-France porte un certain nombre de dispositifs visant à **améliorer le cadre de vie des franciliennes sous tous ces aspects**.

Elle a, par ailleurs, souhaité **recueillir en 2020 l'avis des Franciliens et Franciliennes sur l'action régionale** en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes par le biais d'une consultation en ligne, sous la forme d'un « ***Civic Tech*** »[2]. Près de 1000 votes et 229 propositions ont été recueillies. Un travail d'analyse des contributions et de réflexions à l'inclusion de celles-ci dans les politiques régionales est actuellement en cours et sera prolongé durant l'année 2021.

1. Promouvoir l'égalité par le sport

Parce que l'égalité entre les femmes et les hommes se mesurent également par le sport, la Région souhaite promouvoir l'activité physique des femmes. Le sport demeure, en effet, un bon indicateur de la place des femmes dans la société. Si les femmes pratiquent une activité physique ou sportive autant que les hommes, force est de constater que la pratique licenciée est encore moindre. Ainsi en 2019, sur les 2,4 millions de licences délivrées en Ile-de-France, seulement 38 % le sont à des femmes. Sur 36 disciplines, seules 4 comptent plus de femmes que d'hommes : Equitation, Gymnastiques (80%) Roller (52 %) Sports de glace (85 %).

De ce fait, la Région Ile-de-France place le sport en vecteur fondamental de l'égalité en soutenant un certain nombre d'actions telles que :

a. Promouvoir la mixité des pratiques sportives

- <u>Le soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France</u>

Par le biais des conventions passées avec les clubs, comités sportifs, ligues et fédérations sportives, la Région entend apporter son soutien au mouvement sportif. Ces partenariats doivent **garantir un égal accès au sport, et en particulier au public féminin, et doivent lutter contre les discriminations liées aux représentations sexistes.**

En 2020, ce sont près de 83 conventions qui ont été signées. Les conventions pluriannuelles 2017-2020 prennent fin, mais dans le cadre de l'élaboration des prochaines conventions pluriannuelles, chaque ligue et comité sportif régional a été amené à établir un plan de féminisation sur la prochaine olympiade.

[2] Consultation lancée en mars 2020 sur la plateforme régionale https://smartidf.services/fr

La politique régionale s'attache également à repenser les équipements sportifs pour qu'ils répondent aux besoins des femmes, à encourager la pratique féminine et à soutenir les clubs franciliens qui la favorisent. Ainsi chaque équipement sportif financé par la Région Ile de France doit disposer d'au moins un club sportif résident dédié à la pratique sportive féminine ou favorisant la mixité de la pratique sportive.

- Le soutien aux Clubs Elite Féminin

Les **Clubs Élite** sont des clubs féminins franciliens évoluant au plus haut niveau national qui, le cas échéant, en fonction des disciplines retenues, pourront avoir le statut professionnel.

Lors de la saison sportive 2019-2020, cinq clubs Elite féminins ont bénéficié d'une aide financière :

- Paris Football Club, section Feminine: 50 000 €
- Racing Club de Saint Denis KAS KAD: 50 000 €
- Red Star Football Club section feminine: 50 000 €
- Paris 92 Handball : 40 000 €
- Saint Cloud Paris Stade Français Volley Ball : 40 000 €

Ces clubs s'engagent à favoriser le développement de pratiques sportives, en permettant notamment l'accès à la pratique sportive pour les femmes, les personnes en situation de handicap, les adolescents et les séniors.

- Le soutien au secteur associatif sportif au titre des quartiers populaires

La Région œuvre également à favoriser la place des femmes dans l'espace public et à lutter contre les violences faites aux femmes dans les associations sportives des quartiers populaires et des territoires ruraux par le biais d'un appel à projets annuel. Il vise à soutenir des projets favorisant le développement de la pratique sportive féminine et la mixité dans le sport.

En **2020,** afin de favoriser l'accès des femmes et des jeunes filles aux espaces de loisirs et sportifs, **5 projets ont ainsi été soutenus pour un montant global de 84 737 €,** dont certains sont reproduits ci-dessous :

- Le projet de l'association **TEAM94 CYCLING, soutenu à hauteur de 10 000 €,** qui porte des actions en faveur du cyclisme féminin dans les quartiers populaires ;
- Le projet de **TOP RANK BAGNOLET, à hauteur de 40 000€,** qui vise à favoriser la pratique du sport des femmes en situation de handicap à travers des cours de handiboxe, parallèlement à une sensibilisation (projection/colloque) sur la place des femmes, le sport et le handicap.

b. Valoriser le sport au féminin

- La Conférence régionale du sport

La Région entend rassembler, au travers de la Conférence régionale du sport 2018-2020, l'ensemble des acteurs du mouvement sportif permettant l'élaboration de mesures et propositions concrètes, en vue de surmonter les obstacles entravant le développement des pratiques sportives dans le territoire francilien.

Le **développement de la pratique féminine** est abordé plus précisément dans les ateliers suivants :

- Atelier n°4 : « Les dérives du sport » : réaffirmer le droit des femmes à participer au sport dans toutes ses dimensions et prévenir le harcèlement ;
- Atelier n°5 : « Le club de demain » : comment mieux accueillir les femmes dans les clubs ?
- De manière transversale, la formation des métiers du sport et plus particulièrement l'accès aux femmes dans le secteur fera partie de la réflexion dans tous les ateliers.

Les premiers ateliers ont débuté au mois de septembre 2018 et la restitution des ateliers a eu lieu en fin d'année 2019.

- L'opération « Sport en Filles » du Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France (CROSIF)

En 2019, Le Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France (CROS Île-de-France) **a mis en place l'opération « Sport en Filles » initié en 1998**, et a développé des actions en faveur de la pratique sportive féminine en direction des jeunes filles. L'objectif est d'accompagner au mieux les comités et ligues régionaux dans leur structuration, mais également d'organiser des manifestations en direction du public féminin.

Dans ce cadre, il est proposé plusieurs activités annuelles de « Sport en Filles » dans les îles de loisirs franciliennes (plus de 30 Ligues et Comités apportent leur concours à ces différentes journées) :

- Sport en Filles – HIVER : ski, hockey sur glace, patinage, biathlon, marche nordique…
- Sport en Filles – ETE : natation, plongée, volley…
- Sport en Filles – AUTOMNE : football, lutte, judo, course d'orientation…

Les jeunes filles, âgées de 12 à 17 ans et issues des quartiers populaires franciliens, sont **initiées à une multitude d'activités sportives ainsi qu'à des notions de secourisme, de citoyenneté et d'introduction à la santé qui se tiennent en complément**.

Ces journées accueillent également les **ambassadeurs du sport** de la Région Ile-de-France qui sont l'occasion pour ces jeunes filles de rencontrer des sportifs de haut niveau afin d'échanger sur leur réussite sportive.

Par cette opération, le CROS Île-de-France veut **encourager le sport** féminin et **favoriser l'insertion des jeunes filles issues des milieux populaires ne pratiquant pas ou peu**

d'activités sportives. Ce sont ainsi près de **300 jeunes filles** qui sont initiées chaque année.

- Les Victoires sportives de l'Ile-de-France

La Région Ile-de-France **valorise la mixité des pratiques sportives** en récompensant, chaque année, les athlètes, les équipes et les structures de haut niveau qui auront marqué la saison sportive. **Plusieurs prix sont ainsi spécifiquement dédiés au sport féminin** :

- **La sportive de l'année** : une sportive et une handisportive de la liste ministérielle des sportifs de haut niveau allant de « Jeune » à « Élite » sont récompensées ;
- **L'Espoir féminin de l'année** : une sportive et une handisportive issues des catégories minime, cadet et junior sont récompensées ;
- **L'équipe féminine de l'année** : une équipe sportive et une équipe handisportive sont récompensées ;
- **L'arbitre / juge / juge-arbitre ou officiel féminin de l'année** valides ou handisportifs ;
- **Le bénévole de l'année** : une femme et un homme, bénévoles ou dirigeant(e)s valides ou handisportifs sont récompensés.

Pour les Victoires sportives, le grand public a la possibilité de voter pour les athlètes franciliens dans 8 catégories (sportive de l'année, sportive de l'année handisport, sportif de l'année, sportif de l'année handisport, espoir féminin, espoir féminin handisport et espoir masculin et espoir masculin handisport). **En 2019, près de 5.000 votes ont été enregistrés sur le site de la Région Île-de-France pour décerner ce prix à 3 jeunes filles :**

- 1er Prix du public : Elsa Jenequin - natation FSGT,
- 2e Prix du public : Océane Bouvet - natation sport adapté,
- 3e Prix du public : Chiara Zenati - équitation handisport.

- Le prix « Villes sportives pour tous »

Ouvert aux collectivités locales de la région Ile-de-France, ce prix, délivré par un jury composé de personnalités qualifiées à l'occasion des Victoires sportives, permet de valoriser les communes ayant mis en place une politique sportive favorisant l'accès aux sports des publics les plus éloignés de la pratique sportive.

Les victoires sportives et le prix « Villes sportives pour tous » n'ont pu se tenir en 2020 en raison de la crise sanitaire.

c. Promouvoir la présence des femmes dans les instances de gouvernance du mouvement sportif

La Région entend **renforcer la présence des femmes dans les structures sportives** : de fait, les femmes sont sous-représentées dans l'encadrement technique et administratif. Dès lors, la Région souhaite **féminiser les métiers du sport**, en faisant du sport un outil d'émancipation et d'égalité entre les femmes et les hommes. Pour cela, la Région, avec l'aide de ses partenaires, favorisera la formation du public féminin aux métiers d'éducateurs sportifs et de coach d'insertion par le sport.

La Région Ile-de-France affirme sa position en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le sport. Cette volonté régionale vise à favoriser les conditions d'accès à la pratique sportive, d'affirmer le droit des femmes à participer au sport en tant que tel et aux métiers d'encadrement qui l'entoure. A terme, les ambitions de la politique régionale tendent à lutter contre les stéréotypes sexistes, et à mettre en avant la mixité dans le domaine du sport.

2. Promouvoir l'accès des femmes à la culture

La Région **agit en faveur de l'égal accès des femmes à la culture en les mettant en lumière et en les soutenant dans la pratique de leur art** pour les aider à dépasser le plafond de verre encore particulièrement présent dans les métiers artistiques (manque de cheffes d'orchestre, de réalisatrices, de plasticiennes…).

a. « Dispositif Forte » - Accompagnement des jeunes artistes féminines et instauration de jurys paritaires

Ainsi, la région a instauré des jurys paritaires : **le dispositif Forte** par exemple, Fonds régional pour les talents émergents, avait pour son édition 2020, un jury composé de 8 hommes et 12 femmes qui a recomposé 32 jeunes femmes artistes pour 26 jeunes hommes. Ce dispositif vient **également récompenser des œuvres féminines** et **proposer un accompagnement** des jeunes artistes en voie de professionnalisation.

b. Renforcement et amplification de la politique du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien

La Région **a modifié en 2020 son dispositif « aides à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant » en favorisant la présence d'artistes femmes sur les plateaux.**

Cette modification du dispositif **fait suite à une concertation** menée avec les acteurs professionnels du spectacle vivant en Ile-de-France, à travers des réunions plénières et des ateliers thématiques sur la diffusion et l'accompagnement des équipes artistiques notamment. **Elle a permis de faire émerger les besoins du secteur, notamment en matière d'égalité**.

Pour y répondre, il est proposé :

- D'une part, d'adopter trois nouveaux dispositifs de soutien, permettant de couvrir des besoins non couverts par la politique actuelle, dont le dispositif aide à la diffusion des œuvres dans le domaine du spectacle vivant,
- D'autre part, de procéder à un certain nombre d'adaptations des critères des dispositifs existants.

Ces évolutions vont permettre d'atteindre les objectifs suivants :

- accompagner davantage les équipes artistiques, et notamment les équipes artistiques émergentes ainsi que les champs artistiques moins soutenus (arts de la rue, cirque, danse…),
- mieux soutenir la diffusion des œuvres,
- mieux accompagner les projets culturels qui se déroulent dans les territoires ruraux et

périurbains d'Ile-de-France,
- affirmer le rôle structurant des lieux, des opérateurs et des réseaux en Ile-de-France.
- **et favoriser la présence d'artistes femmes sur les plateaux.**

Les projets retenus devront ainsi favoriser l'accès des femmes sur les plateaux, en tant que critère d'attribution des subventions.

3. Favoriser la place des femmes dans l'espace public

Aujourd'hui encore, les femmes et les hommes n'ont pas le même usage des espaces publics. Dans certains espaces et à certaines heures, les femmes sont moins présentes et moins visibles. Les Franciliennes sont particulièrement exposées à du harcèlement sexiste, du harcèlement sexuel et des violences sexuelles.

De ce fait, **un appel à projets est initié annuellement et vise notamment à soutenir toute action qui permet de « *favoriser la place des femmes dans l'espace public* ».** En 2020, **15 projets** ont été soutenus spécifiquement sur la thématique de la place des femmes dans l'espace public pour un montant global de **174 000 €.**

Cet appel à projets a été modifié en 2019 pour prendre en compte les préconisations émises par le Centre Hubertine Auclert au sein du rapport « *Femmes et espaces publics, pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la rue, les transports et les espaces de loisirs* **».**

Les projets soutenus ont pour objet de favoriser les initiatives en faveur de la présence des femmes dans l'espace public, de lutter contre le sentiment d'insécurité et de mettre en place des actions de sensibilisation et formation auprès de jeunes.

Exemple de projets :

- Le projet de l'association **FIDAMURIS, soutenu à hauteur de 5 000 €,** qui met en place des marches exploratoires, comme des diagnostics de terrain, menées par un groupe de femmes dans leur quartier d'habitation ;

- Le projet de l'association **WOMENABILITY**, à hauteur de **7 000 €,** qui vise à promouvoir l'inclusion du genre et de la problématique du consentement dans la création des villes et les politiques urbaines, auprès des lycéens et lycéennes ou élèves de 3ème.

4. Diffuser une culture de l'égalité auprès des jeunes

La Région œuvre en faveur de la promotion de l'éducation à l'égalité et met en œuvre plusieurs actions à l'impact significatif, présentées ci-après.

c. Le concours pédagogique « Alter ego ratio »

Le concours « Alter Ego Ratio », initié par la Fédération de Paris de la Ligue de l'enseignement, vise à permettre à une ou plusieurs classes issues de lycées franciliens d'engager une démarche de réflexion sur la thématique des valeurs citoyennes.

Trois axes de réflexion sont proposés :

- « Contre la radicalisation » : inciter les lycéennes et les lycéens à identifier et déconstruire le processus complexe de la radicalisation ;
- « Laïcité pour la diversité » : encourager les lycéens et lycéennes à s'emparer d'un concept trop souvent mal compris, et qui pourtant permet l'harmonie sociale et culturelle ;
- **« Des femmes à l'initiative »** : renvoyer les étudiants à la question du rapport homme-femme et aux nécessaires changements qu'une égalité réelle implique.

Les projets sont ainsi mis en œuvre dans différents cadres pédagogiques, tels que l'enseignement disciplinaire ou interdisciplinaire, des ateliers, des temps dédiés aux associations scolaires, des projets inter-établissements ou encore des projets artistiques et culturels en territoire éducatif (PACTE). La réalisation peut prendre diverses formes, telles que : essai, dossier, production audiovisuelle ou artistique (littéraire, graphique, plastique, théâtrale, cinématographique, chorégraphique, etc.).

Le concours est ouvert aux lycéens (de la Seconde à la Terminale) des EPLE (Établissements Publics Locaux d'Enseignement), des établissements d'enseignement agricole relevant de la compétence de la Région et des lycées privés sous-contrat d'association, situés en Île-de-France. 1 500 élèves et 100 membres des équipes éducatives et pédagogiques participent annuellement au concours, soit près de 50 lycées.

L'impact de l'action au regard des thématiques relatives à l'égalité femmes-hommes est véritablement significatif.

Ainsi, pour l'année scolaire 2019/2020, la thématique « *Des femmes à l'initiative* » a été choisie par 6 établissements sur les 18 candidatures déposées. 159 élèves ont participé à cette thématique : 96 filles et 63 garçons. 8 enseignants et membres des équipes éducatives les ont accompagnés. En tout, ce sont 622 jeunes sur 17 lycées franciliens qui ont participé à l'ensemble des 4 thématiques du concours (339 filles et 283 garçons et 25 enseignants (22 femmes et 3 hommes).

d. Programme « Jeunes, citoyenneté et vivre ensemble »

Le programme « JCVE », élaboré en partenariat avec la structure ADRIC, vise à engager les jeunes lycéens d'Île-de-France dans une démarche de réflexion-action sur le sens et la fonction sociale des valeurs et principes de la citoyenneté (liberté, égalité, dont égalité filles-garçons, fraternité, laïcité). Il s'agit de renforcer le dialogue autour des valeurs de la République afin de mieux faire face aux situations complexes qui voient les jeunes confrontés à des phénomènes de racisme, d'antisémitisme et de cumul des discriminations, notamment celles liées à l'origine (réelle ou supposée), aux croyances et au sexe.

Le projet « Jeunes, citoyenneté et vivre ensemble » se décline en trois étapes, sur site et pendant le temps scolaire :

- Une réunion de travail préalable avec des membres de l'équipe pédagogique et éducative du lycée ;

- Des séances de sensibilisation auprès des lycéennes et lycéens sur les thématiques liées à la citoyenneté ;

- La création d'un outil transférable à partir d'ateliers de création réunissant plusieurs groupes d'élèves participant au projet.

Le programme est ouvert aux lycéens (de la Seconde à la Terminale) des EPLE (Établissements Publics Locaux d'Enseignement), des établissements d'enseignement agricole relevant de la compétence de la Région et des lycées privés sous-contrat d'association, situés en Île-de-France.

Les thèmes abordés cette année ont été nombreux et variés : l'égalité filles-garçons, les violences faites aux femmes, la lutte contre les discriminations, l'homophobie, l'assignation de genre, les usages d'internet et des médias, les « fake news », le harcèlement, et le cyber-harcèlement, le rapport à l'autorité et le respect des règles, le rapport à la violence, les violences en ligne, la liberté d'expression, le respect de l'autre, les incivilités, le rapport au cadre et à la loi, le vivre-ensemble, l'engagement citoyen, les réseaux sociaux, le numérique, les stéréotypes de genre, les préjugés, l'identité multiple. **288 lycéennes et lycéens ont participé à ce programme en 2019-2020** : 123 filles et 165 garçons. 62 enseignants et membres des équipes éducatives les ont accompagnés

Ce programme permet ainsi **d'engager une véritable réflexion sur les thématiques afférentes à l'égalité femmes-hommes**. Le projet JCVE engage, en effet, les jeunes dans une réflexion sur le rôle et la fonction des valeurs et principes de la citoyenneté démocratique, dont l'égalité filles-garçons, dans la vie sociale, scolaire, familiale. Pour chaque lycée engagé, les intervenants de l'ADRIC ajustent le contenu des séances de sensibilisation selon les besoins et enjeux exprimés par les membres de l'équipe pédagogique et éducative lors d'une réunion de travail préalable**. Les questions liées à l'égalité filles-garçons, aux stéréotypes et représentations sexistes, aux violences sexistes et sexuelles, ont fait l'objet d'une attention particulière** à la suite des demandes des établissements. La démarche des séances de sensibilisation repose sur une méthode participative qui engage les élèves à échanger à partir de leurs préoccupations et de leurs vécus et à s'impliquer dans la recherche de connaissances, la modification de leurs représentations et comportements, et dans la construction de nouveaux savoirs. Au regard des questionnaires d'évaluation renseignés par les jeunes à l'issue des séances, celles-ci leur ont permis d'élargir leurs connaissances et de mieux définir ces notions, de prendre conscience de l'importance des sujets abordés dans leur quotidien et d'obtenir des réponses à leurs questions.

e. « Parcours citoyen, Liberté, égalité, laïcité »

Le parcours, mis en œuvre en partenariat avec l'association Femmes Solidaires, vise à co-construire une culture de l'égalité, du respect par lesquels les lycéens et lycéennes nourrissent leur parcours citoyen, échangent lors de débats des thématiques telles que : les violences sexistes et sexuelles, le respect des filles et des garçons, la lutte contre les stéréotypes, la laïcité, l'éducation aux médias et à internet ou encore les cyber-violences.

En 2019-2020, 3 lycées ont participé à cette action (10 classes). 281 élèves ont été sensibilisés (115 filles et 166 garçons, ainsi que 23 personnels éducatifs).

5. Soutenir les femmes en difficulté

La Région accorde une attention particulière aux femmes vulnérables et en difficulté. Elle porte ainsi plusieurs actions présentées ci-après.

Par ailleurs, la Présidente de la Région Ile-de-France **a souhaité confier à Elina Dumont,** comédienne, autrice et ancienne sans-abri, la mission d'élaboration d'un rapport d'évaluation et de propositions sur les femmes en grande exclusion et en situation de rue en Ile-de-France[3]. En effet, une enquête nationale de l'Insee (2012-2013) indique que les **femmes représentent près de 40% des adultes sans-domicile**, recensés aujourd'hui en France, par les structures d'accueil. Ce chiffre est sans doute sous-estimé. **Ce rapport a été présenté le vendredi 16 octobre 2020**. Plusieurs préconisations ont été émises dont certaines ont fait l'objet d'une réflexion immédiate (cf. infra).

a. Soutenir les actions en faveur de l'autonomisation des femmes et en faveur de la lutte contre la précarité

- Appel à projets « Soutien aux femmes en difficulté »

Dans le cadre de son action solidaire envers les plus vulnérables, **la Région accorde une attention particulière à la situation des Franciliennes en difficulté.** Elle souhaite ainsi soutenir des projets associatifs destinés aux femmes en difficulté, présentant une envergure régionale ou un caractère innovant susceptible d'être dupliqué **via l'appel à projets « Soutien aux femmes en difficulté ».**

Ces actions doivent avoir pour objet l'accompagnement pluridisciplinaire des femmes en difficulté pour leur faciliter l'accès à l'emploi, aux droits, à la santé ; la mise en place d'actions opérationnelles s'inscrivant dans le cadre de l'animation d'un réseau associatif sur le territoire ; ou la formation des intervenants et bénévoles.

Entre 2017 et 2020, **84 associations ont été soutenues dans le cadre de cet appel à projets pour un montant de 1,4M€**. En 2020, 14 associations seront soutenues dans le cadre de ce dispositif pour un montant de 379 000€, soit **12 000 femmes aidées**. Certains projets sont reproduits ci-après :

- **L'association Aurore** intervient dans le domaine de l'hébergement, du soin et de l'insertion. Elle dirige un accueil de jour et une halte de nuit destinés aux femmes. Les femmes accueillies rencontrent de grandes difficultés pour trouver un accompagnement, tant médical que psychosocial ou psychologique. Il s'agit donc de créer un parcours et des actions coordonnées afin d'intervenir efficacement à chaque étape du suivi des femmes subissant de lourds troubles médicaux ou psycho-sociaux. Cette action est menée en partenariat avec les réseaux et organismes œuvrant dans le domaine médical et psychologique. Dans le cadre de ce projet, une attention particulière est également portée à la formation des bénévoles pour

[3] Rapport de Mission confié à Elina Dumont « Femmes à la rue » par la Présidente de la Région Ile-de-France

l'accompagnement des femmes en précarité. La Région soutient cette action à hauteur de **35 000€.**

- **L'institut en santé génésique, Woman Safe**, accueille des femmes victimes de violences pour leur fournir une réponse socio-médico-juridique ambulatoire coordonnée et ainsi prévenir les effets secondaires des violences. Cette association est fortement soutenue par la Région : **ce sont 150 000€ qui ont été attribués à cette structure depuis 2016 au titre des dispositifs santé/solidarités.**

- **L'association ROSE**, à hauteur de **35 000€,** pour **permettre aux femmes confrontées à un cancer de poursuivre leur vie de femme, de mère et de professionnelle pendant et après les traitements** mais aussi de se sentir moins seule face à la maladie en leur permettant d'appartenir à une communauté. L'objectif est de lutter contre le renoncement aux soins, lutter contre les traumatismes post cancer, de rappeler les fondamentaux d'une bonne hygiène de vie.

➢ Ouverture d'une Maison Solidaire à destination des femmes en situation de rue

Sensible aux constats et aux propositions formulés par Elina Dumont[4], l'exécutif régional souhaite poursuivre le déploiement des Maisons Région Solidaire. Après avoir mis en place deux premières Maison dédiées à l'accueil des personnes sans-abri du métro parisien à Clichy-la-Garenne et à Issy-les-Moulineaux, **la Région s'engage à ouvrir pour l'hiver 2020 une nouvelle Maison Région Solidaire**. Située dans le 17e arrondissement de Paris, **elle sera entièrement réservée aux femmes en souffrance et en difficulté.**

Femmes vivant à la rue, femmes en souffrance ou femmes victimes de violence pourront ainsi bénéficier d'un lien d'hébergement mais aussi de soins, de réinsertion et de resocialisation. Au-delà du simple hébergement d'urgence proposant des séjours de répit, l'objectif est bien de proposer un accueil de long terme, de jour comme de nuit permettant aux femmes hébergées de préparer l'avenir avec plus de sérénité. Conformément aux préconisations d'Elina Dumont, la Maison Région Solidaire sera réservée aux femmes afin de prendre en compte les spécificités de ce public particulièrement vulnérable et de leur redonner confiance dans les dispositifs de solidarité, bien souvent inadaptés pour elles.

Située dans le 17e arrondissement de Paris, au cœur du quartier des Batignolles, la nouvelle Maison Région Solidaire ouvrira dans un hôtel du groupe Machefert avec lequel la Région va signer une convention d'occupation inédite. Le choix de la Présidente de la Région s'est porté sur un lieu convivial, fonctionnel et permettant d'accueillir des femmes, y compris avec leurs enfants, pendant toute la durée nécessaire à leur reconstruction. La localisation de la Maison et la proximité des transports en commun permettront en outre aux femmes hébergées de ne pas trop s'éloigner de leur lieu de vie et de leur environnement habituel.

[4] Id.

b. Lutter contre la précarité menstruelle

- Distribution gratuite de protections périodiques dans les lycées

31 lycées publics d'Ile de France expérimentent, depuis la rentrée de septembre 2020, la distribution gratuite de protections périodiques.

Le coût des protections périodiques entraine des difficultés d'accès à celle-ci, puisqu'une femme sur dix renoncerait, faute de moyens, à changer de protections périodiques aussi souvent que nécessaire et 39 % des plus précaires ne disposeraient pas de tampons ou de serviettes en quantité suffisante. 6 % des jeunes filles (et jusqu'à 12 % dans les milieux les plus précaires) ont déjà manqué les cours car elles n'avaient pas de protections[5].

Face à ce phénomène, qui touche directement les jeunes filles élèves des lycées franciliens, **la Région expérimente l'installation de distributeurs de protections périodiques gratuites dans 31 lycées publics, à la rentrée 2020, et généralisera en 2021 cette mesure dans tous les lycées publics et dans les lycées privés qui le souhaitent**.

Les distributeurs automatiques permettent en effet d'éviter de devoir solliciter un tiers, camarade ou infirmière scolaire. La gratuité permet de lever les difficultés d'accès faute de ressources ou de moyens de paiement. La présence des distributeurs au sein des lycées permet d'affranchir les jeunes filles des pratiques et recommandations de leur famille en matière de protection périodique. Enfin, l'installation d'un distributeur peut être une occasion et un appui pour développer des projets éducatifs autour de la santé et du soin, de la mixité, du genre, etc. Un groupe de travail réunissant les lycées concernés par l'expérimentation, des experts de la santé et de l'égalité fille-garçons et les services régionaux accompagne le déploiement des équipements et des projets.

Enfin, dans un contexte de préoccupation grandissante sur la sécurité sanitaire des protections périodiques, leur composition et leur impact sur l'environnement, la Région garantit la mise à disposition de protections de la meilleure qualité : matériaux biologiques, sourcés, traçables.

- Distribution de kits d'hygiène aux femmes franciliennes les plus précaires

Comme le souligne Elina Dumont, l'hygiène intime et corporelle des femmes fait partie de leurs besoins essentiels. L'accès des femmes à des produits d'hygiène de base renvoie à la fois à des questions de santé publique, de préservation de la dignité humaine et de lutte contre la précarité.

Pourtant, en se basant sur les chiffres de la grande enquête de 2012 de l'INSEE sur l'hébergement des sans domicile, **on peut estimer que près de 40 000 femmes sans abri sont concernées par le problème de la précarité menstruelle**. Face à un coût d'environ 10 euros par mois, ces femmes sont en effet bien souvent contraintes de renoncer à utiliser des protections hygiéniques ou utilisent des protections de fortune avec des risques gynécologiques avérés.

[5] IFOP – Dons Solidaires

Face à ce constat difficile, de nombreuses associations de terrain réalisent déjà un travail précieux en fournissant des protections périodiques aux femmes à la rue. Dans sa volonté de prendre soin des invisibles et des plus précaires, la Région souhaite changer d'échelle et généraliser ces initiatives qui répondent aux besoins des femmes à la rue.

Lors de la commission permanente de juillet 2020, les élus régionaux ont ainsi attribué, sur proposition de l'exécutif régional, une subvention de 30 000 euros à l'Agence du don en nature, qui collecte des invendus non-alimentaires, pour les redistribuer à des associations intervenant auprès des plus précaires. **5 000 kits comprenant un paquet de 16 protections périodiques, des lingettes intimes, du gel hydroalcoolique, de la crème, du shampoing sec et du dentifrice ont ainsi pu être constitués.**

6. Œuvrer en faveur de la santé des femmes

La santé de la femme est une des composantes de la stratégie régionale en santé notamment au travers de l'aide aux centres de planification-contraception-IVG.

Cette volonté est **énoncée dans le règlement d'intervention en fonctionnement** « Région solidaire en santé » (CP 2019-160) :

« *Elles [les aides] viennent en complémentarité du soutien régional en investissement déployé dans le cadre de la lutte contre les déserts médicaux et dans le cadre du soutien à l'accès aux soins des femmes (aide aux centres de planification, contraception, IVG).* »

« ***La Région apporte son soutien aux projets visant à prévenir et/ou accompagner les grossesses précoces, faciliter l'accès à la contraception et l'IVG et promouvoir la santé sexuelle.*** *Ces actions doivent permettre aux femmes, et en particulier aux personnes vulnérables, d'être prises en charge pour tout acte en lien avec la régulation des naissances (contraception ou IVG).* »

En investissement, la Région entend :

« ***soutenir financièrement les centres de planification-contraception-IVG*** *sous forme d'unités fonctionnelles ou de centres dédiés, qu'ils pratiquent des IVG chirurgicales ou des IVG médicamenteuses*. »

Ainsi, en 2020, la Région a soutenu l'acquisition de 11 échographes pour 10 structures de soins pour un montant global de 326 996€.

Acquisition de deux échographes pour l'hôpital Louis Mourier - Colombes (92).
Acquisition d'un échographe pour le centre de planification de Paris 75002.
Acquisition d'un échographe pour le centre de santé de GENTILLY (94)
Acquisition d'un échographe pour le centre de santé Pesqué - AUBERVILLIERS (93).
Acquisition d'un échographe pour le centre municipal de santé sur la commune de Nanterre (92)
Acquisition d'un échographe pour le planning familial de l'hôpital Pierre Rouques - Les Bluets
Acquisition d'un échographe pour le centre de Savattero - MONTREUIL (93).
Acquisition d'un échographe portable pour le centre de santé - FOSSES (95)
Acquisition d'un échographe pour le CASH de NANTERRE (92)
Acquisition d'un échographe pour le centre de santé municipal - BAGNEUX (92)

En plus de ce soutien aux actions planification/contraception/IVG, la Région apporte une aide à des projets spécifiques (cf infra) visant à promouvoir l'éducation à la vie affective et sexuelle et l'accès à la contraception :

- **Soutien au Mouvement Français du Planning Familial**

Soutien en grand partenariat **avec adoption d'une convention pour un montant de 99 968€ avec la Fédération régionale du MFPF**. Pour 2020, sur le projet « Genre et Santé Sexuelle – Information - Prévention – Formation » vise à réduire les inégalités en matière de santé sexuelle, favoriser l'éducation à la sexualité et lutter contre les violences faites aux femmes.

- **Soutien en grand partenariat**

Renforcer l'éducation à la vie affective et sexuelle notamment des plus jeunes (en matière de contraception, d'accès à l'IVG), la santé des femmes, la prévention des violences faites aux femmes. Dans ce cadre, la Région **soutien en fonctionnement à hauteur de 100 000 € la Maternité des Lilas.**

- **Soutien aux grandes vulnérabilités et à au projet « Maison Rose »**

Projet d'ateliers d'accompagnement des femmes (350 femmes post cancer du sein sur réinsertion dans le monde du travail et social) dans l'après-cancer à la Maison Rose pour 30 000€.

7. Favoriser l'accès au logement

La Région entend favoriser l'accès au logement des femmes et favoriser, de fait, l'égalité femmes-hommes dans la gestion de son parc social.

a. Favoriser l'égalité femmes-hommes via le financement des structures du parc social

Les dispositifs légaux entérinent l'accès non discriminatoire au parc social en précisant qu'aucune personne ne peut se voir refuser la location d'un logement en raison de son origine, son patronyme, son apparence physique, son sexe, sa situation de famille, son état de santé, son handicap, ses mœurs, son orientation sexuelle, ses opinions politiques, ses activités syndicales, son appartenance ou sa non-appartenance vraie ou supposées à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Toutefois**, le secteur HLM a souhaité confirmer son action en faveur de l'égalité femmes-hommes**. Ainsi, **les organismes soutenus financièrement par la Régio**n dans le cadre de son action en faveur du développement du parc social, très social et intermédiaire, du logement des jeunes et des étudiants et, tout prochainement, en faveur de la résorption des passoires thermiques, **se sont engagés à favoriser l'égalité homme – femme au**

travers de la signature d'une convention ad hoc[6]. Une convention a également été signée afin d'agir en faveur de la mise en sécurité des femmes victimes de violences conjugales[7]

b. Favoriser l'égalité femmes-hommes dans le cadre de l'ANRU

Les dispositifs de l'ANRU, **dont la Région est partenaire** via une convention de partenariat Etat-Région, **prennent en compte l'égalité femmes-hommes dans leurs modalités de mise en œuvre**. De fait, plusieurs actions sont mises en place :

- Veiller à **favoriser l'emploi des femmes en situation d'insertion** dans le cadre de la mise en place des clauses sociales d'insertion
- **Conditionner le vote des projets urbains en Commission Permanente régionale au respect de l'égalité femmes-hommes** et favoriser une dynamique de réappropriation de l'espace public dans sa mixité et la démocratie participative par le biais des actions suivantes :
    - mixité du collège des conseils citoyens ;
    - prise en compte de la place de la femme dans l'espace public rénové, spécifiquement dans le traitement de la sécurisation des espaces publics ;
    - présence de dispositifs de vidéo protection ;
    - aménagements ouverts et non confinés dans des espaces aux usages et aux fonctions non exclusivement masculins ;
    - ouverture des aménagements au reste de la ville.

[6] Charte du mouvement HLM signée en octobre 2018

[7] « Dix engagements pour faire avancer la cause du logement des femmes victimes de violences conjugales » - septembre 2019

LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

BILAN 2020 ET PERSPECTIVES 2021

THEMATIQUE	BILAN 2020	PERSPECTIVES 2021
1. Le soutien au secteur associatif	L'appel à projets « *Lutte contre les violences faites aux femmes* »	Reconduire l'ensemble des dispositifs existants et maintenir le soutien régional aux actions de lutte contre les violences faites aux femmes
	L'appel à projets « *Soutien aux femmes en difficulté* »	
	L'appel à projets « *Soutien aux victimes d'infractions pénales* »	
2. Une action en faveur de la sécurité des femmes	Le dispositif « Téléphone Grave Danger »	Maintenir le dispositif
	Renforcer la sécurité dans les transports franciliens et lutter contre le harcèlement	Reconduire les dispositifs mis en place
3. Le soutien à l'accompagnement pérenne	La réservation de logements sociaux pour les femmes	Renforcer le dispositif et évaluer son impact
	L'hébergement et l'accueil des franciliennes les plus précaires victimes de violence	Reconduire le dispositif
	Les séjours de répit	Maintenir l'offre existante

IV. Lutter contre les violences faites aux femmes

La Région a déclaré « Grande cause régionale 2017 » la lutte contre les violences faites aux femmes. **Cet engagement régional de tout premier ordre s'est largement poursuivi au cours des années 2018, 2019 et 2020** et a permis de prendre en compte, dans tous les champs des actions régionales, les problématiques des violences faîtes aux femmes. **Par ailleurs, la Région a amplement contribué aux premières concertations nationales**[8] relatives à la lutte contre les violences conjugales notamment en **votant un vœu visant à la reconnaissance du féminicide**[9] **dans le code pénal** ou en proposant de financer des formations à destination des policiers[10].

Enfin, la situation de crise sanitaire a amené la Région à s'engager dans le soutien aux acteurs locaux de la lutte contre les violences faites aux femmes afin qu'ils puissent poursuivre leurs actions.

La Région œuvre ainsi en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes au travers d'un ensemble de dispositifs :

- Des **appels à projets spécifiques en fonctionnement**, permettant de soutenir les activités et projets du secteur associatif, représentant près **de 918 000 € en 2020** ;

- Des **dispositifs en investissement** permettant de financer des lieux d'accueil de jour ou d'hébergement, représentant près **1.100.000 € en 2020,** outre le financement de 490 places d'hébergement supplémentaires.

L'ensemble des problématiques est, de ce fait, pris en compte, soit l'accueil des femmes victimes, l'aide juridictionnelle, le soutien à l'hébergement pérenne ou la sécurité des femmes, notamment dans les transports en communs franciliens.

1. Le soutien au secteur associatif

Le premier axe d'intervention en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes vise à **apporter un soutien au secteur associatif, porteur de projets novateurs et efficaces en la matière.**

a. L'appel à projets « Lutte contre les violences faites aux femmes »

La Région lance annuellement un **appel à projets, spécifiquement dédié à la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes**, quel que soit leur âge, et en particulier le harcèlement y compris le cyber harcèlement, les violences physiques et sexuelles, les violences intrafamiliales, le proxénétisme, les mutilations sexuelles, le mariage forcé, l'enfermement au domicile, le port du voile intégral forcé, les restrictions de circulation et de présence dans l'espace public, les violences patrimoniales (interdiction de travailler,

[8] Participation de la Région au Plan Régional de Prévention et de Lutte contre les violences faites aux femmes en Ile-de-France et au Grenelle des violences conjugales

[9] Conseil Régional du 19 et 20 septembre

[10] Formations dispensées par le Centre Hubertine Auclert

interdiction de disposer de moyens de paiement, captation de biens…) ou encore pour les plus jeunes l'abandon de scolarité imposé et plus généralement, toutes les violences interdites par la loi ou contraires aux valeurs de la République.

En 2020, 24 structures ont été soutenues pour un montant de 309 500 €. Près de 113 000 franciliens et franciliennes vont ainsi être directement bénéficiaires des actions portées.

Exemple de projets :

- Le projet de l'association **VOIX DE FEMMES, soutenu à hauteur de 30 000** €, vise à développer l'accompagnement individualisé des jeunes franciliennes en danger de mariage forcé ;

- Le projet de l'association **ASSOCIATION ELLE'S IMAGINE'NT à hauteur de 12 000€** qui vise à la prise en charge psychologique et psychotraumatique des enfants co-victimes de violences conjugales à partir de 16 ans ;

- Le projet de l'association **EN AVANT TOUTES à hauteur de 20 000 €** qui vise à développer un tchat d'écoute à destination des jeunes femmes victimes de violence. Le projet comprend trois volets : la prise en charge des jeunes femmes victimes de violences sexistes et sexuelles à travers le tchat, la sensibilisation des jeunes sur Internet, afin de prévenir l'apparition de ces violences dès le plus jeune âge et l'information des professionnels et de la population (victimes et leur entourage) sur les violences faites aux femmes et le droit des victimes à travers la production d'une étude ;

- Le projet de l'association **EXCISION, PARLONS-EN !**, soutenu à hauteur de **15 000 €,** qui vise à prévenir et protéger les adolescentes en France des risques d'excision en utilisant des supports adaptés via la campagne « Alerte excision ».

b. L'appel à projets « Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux »

L'appel à projets « Soutien régional aux quartier populaires et aux territoires ruraux a pour objet, notamment, **lutter contre toutes les formes de violence faites aux femmes qui constituent une entrave à leur citoyenneté, à leurs libres allées et venues et à leur autonomie de mouvement.**

Les actions proposées, de différente ampleur, sont très diverses : lutte contre la prostitution, accompagnement de jeunes filles vers l'emploi, mise en place de caméras cachées pour lutter contre le harcèlement, accompagnement psychologique, travail sur l'estime de soi, développement d'initiatives collectives pour briser l'isolement. **En 2020, 9 associations ont été soutenues au titre de cet appel à projets à hauteur de 81 500 €.**

Exemple de projets retenus :

- **EN FINIR AVEC LA POLYGAMIE (EFAPO) :** Le projet vise à permettre aux femmes isolées et exclues socialement de bénéficier de formation aux outils numériques et informatiques, en vue de leurs démarches dématérialisées, et de les former sur

l'utilisation de certaines fonctionnalités indispensables et incontournables pour le quotidien ;

- **AMICALE DU NID** : Le projet se traduit par une campagne de sensibilisation intitulée « Je n'suis pas à vendre » qui vise à sensibiliser les professionnels, les 14-18 ans sur l'égalité filles/garçons sur les violences sexistes et sexuelles, la prostitution et ses potentielles conséquences ;

c. L'appel à projets « Aide aux victimes d'infractions pénales »

La Région est **largement engagée dans l'aide aux victimes de violences conjugales, sexistes ou sexuelles par le biais du dispositif « Aide aux victimes d'infractions pénales ».** Ce dispositif permet de soutenir les structures associatives qui proposent à des victimes des permanences juridiques et un soutien psychologique assurés par des juristes et des psychologues confirmés, ainsi qu'un accompagnement individualisé tout au long de la procédure judiciaire.

Sont ainsi notamment privilégiées les actions menées à destination des femmes victimes de viol, de harcèlement, de violences conjugales ou intrafamiliales.

En 2020, 34 structures ont ainsi été financées pour un montant global de 526.870 € pour la mise en place de projets spécifiquement dédiés à l'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales, sexistes ou sexuelles. Certains projets sont reproduits ci-après :

- Soutien à l'association **MAISON DES FEMMES DE PARIS à hauteur de 7.000 €** pour un projet global d'accompagnement des femmes victimes de violence liées au genre, violences sexuelles et violences conjugales ou intrafamiliales ;

- Soutien au **CIDFF DE PARIS à hauteur de 23.000 €** pour un projet d'accueil, d'évaluation et d'accompagnement global des personnes victimes de violences conjugales, bénéficiant du dispositif Téléprotection grave danger-TGD à Paris, en partenariat avec le Parquet de Paris, Allianz Assistance, l'Observatoire parisien des violences faites aux femmes, la DLH de la Ville de Paris, la Région Île-de-France et les autres partenaires parisiens.

d. Actions de la Région Île-de-France pour la protection des femmes victimes de violences conjugales, pendant le confinement

Face à l'urgence sanitaire et sociale liée la pandémie, l'exécutif régional a souhaité se mobiliser afin de poursuivre son engagement aux côtés du secteur associatif.

- <u>Cellule d'écoute et soutien des structures associatives</u>

A l'instar de ce qui a été fait pour les personnels de santé, les entreprises et les associations culturelles, **une cellule d'urgence a été créée pour recenser et traiter les demandes émanant des associations sociales**. Des conseillers et conseillères ont ainsi été à l'écoute des besoins de ces acteurs et actrices, et ont contribué à leur apporter des solutions tout au long de cette crise sanitaire.

De plus, les **procédures de versement de subventions ont été allégées** afin de permettre aux structures associatives de faire face à la crise sanitaire.

Enfin, **des masques ont été distribués aux associations pleinement engagées pour soutenir et accompagner les femmes en danger sur tout le territoire francilien**. 50 000 masques environ leur ont été destinés.

- Communication sur la nécessité de lutter contre les violences en situation de crise sanitaire

La communication du numéro « Femmes Violence Information » au 3919 a été largement diffusés. **Le Centre Hubertine Auclert, s'est fortement mobilisé pour faire connaître les dispositifs existants** et les structures ouvertes durant le confinement pour aider les femmes en danger en Île-de-France. La Région Île-de-France a également relayé ses informations sur son site internet.

Par ailleurs, **la Présidente a saisi la ministre de la justice, Nicole Belloubet et écrit aux Procureurs et Présidents des Tribunaux et Cours d'appel afin de leur demander un traitement prioritaire**, durant la période de confinement, des contentieux ayant trait aux violences conjugales et de sanctionner les auteurs de ces infractions pénales.

- Mise à disposition de logement pour les femmes victimes de violences

Durant la crise sanitaire, la Fédération Nationale Solidarité Femmes a interpellé la Région sur la nécessité d'obtenir davantage de mises à disposition de logements sociaux dans le cadre de leur partenariat. **La Région a mis à disposition 44 logements** : 7 durant la période de confinement (17 mars 2020 - 11 mai 2020) et 37 durant l'état d'urgence sanitaire (jusqu'au 10 juillet 2020).

De plus, les îles de loisirs ont mobilisé leurs centres d'hébergement :

- **88 chambres ont ainsi été mises à disposition sur l'île de loisirs de Vaires - Torcy** (77) pour l'accueil de femmes seules ou avec enfants, avec des informations données sur les solutions proposées aux femmes victimes de violence.
- **136 femmes et enfants ont été accueillis dans le centre de séjour Hubert-Renaud** de l'île de loisirs de Cergy-Pontoise, au-delà de la trêve hivernale habituelle. Les femmes qui y sont hébergées sont en rupture familiale, sans papiers ou ont été victimes de violences et mises à l'abri.

- Organisation de séjours de répit

Durant l'été 2020, des séjours de répit ont par ailleurs été proposés sur les îles de loisirs, suite à cette difficile période de confinement. L'association ERA 93 a ainsi organisé des séjours au profit de 70 femmes victimes de violences, et leurs enfants, bénéficiant d'un montant de 6294 €, sous la forme de tickets loisirs.

2. Une action en faveur de la sécurité des femmes

La Région Ile-de-France a placé la sécurité des femmes au cœur de ses priorités. Il en est fait état ci-dessous.

a. Le dispositif « Téléphone Grave Danger »

La Région s'est engagée depuis 2017 pour le soutien du dispositif Téléprotection Grave Danger (TGD). Suite à une évolution émanant du Ministère de la Justice, **elle poursuit son action en subventionnant les associations référentes des départements franciliens,**

soit un financement du dispositif à hauteur de 203.260 € en 2020 en faveur de 9 associations.

Ce dispositif permet à une personne victime de violences de la part de son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité, ou à la victime d'un viol, de se voir attribuer un dispositif de téléprotection lui permettant d'entrer en contact avec un opérateur téléphonique, qui alerte immédiatement les services de police ou de gendarmerie.

b. Renforcer la sécurité dans les transports franciliens et lutter contre le harcèlement

Depuis son arrivée à la tête d'Île-de-France Mobilités, Valérie Pécresse **a remis la sécurité des voyageurs au centre des priorités sur tout le territoire avec le déploiement de mesures concrètes dans les transports, les gares et les stations franciliennes**. Dans cette démarche de prévention des atteintes faites notamment aux femmes pendant leurs trajets quotidiens, Île-de-France Mobilités a mis en œuvre, renouvelé ou renforcé un certain nombre de mesures dans le courant de l'année 2020 :

- Des outils mis en œuvre afin de prévenir les actes de violences et de harcèlement

Rappelons que **le harcèlement est une réalité vécue par 87 % des usagères des transports en commun qui déclaraient avoir déjà été victimes de harcèlement sexiste, de harcèlement sexuel, d'agressions sexuelles ou de viols dans les transports en commun**[11]**. Par ailleurs, 43 % des faits de violences graves à l'encontre des femmes se déroulent dans les transports en Île-de-France, contre 40 % dans la rue et 17 % dans d'autres espaces**[12]**.**

Le numéro unique 31 17, créé initialement en 2010 pour le réseau SNCF Transilien et généralisé au réseau RATP en 2017, permet **d'alerter les équipes de la RATP et de la SNCF 7/7 jours et 24/24 heures** pour signaler rapidement un danger se déroulant à bord d'un train ou dans une gare : malaise, vol, agression, ou toute autre situation représentant un risque pour sa sécurité personnelle ou celle des autres voyageurs.

Ces outils permettent de signaler les cas de harcèlement (alerter un agent, utiliser une borne d'appel dans les stations, gares et certaines rames ou les numéros d'alerte 3117, SMS 31177, l'application « alerte 3117 » ainsi qu'un bouton d'urgence depuis l'application de recherche d'itinéraire Vianavigo) et d'autre part de rappeler l'importance de déposer plainte auprès des services de Police ou de Gendarmerie en cas d'agression ou harcèlement dans les transports afin qu'une enquête puisse être ouverte.

Ce service est actuellement audité afin d'analyser la qualité des réponses apportées à ce type de signalements.

- Soutien du programme *stand-up*

[11] Enquête de la FNAUT 2016.

[12] Enquête Virage 2015 de l'Ined

Depuis mars 2020, **Île-de-France Mobilités soutient StandUp, un programme international de formation lancé par L'Oréal Paris**, **l'ONG Hollaback ! et la Fondation des Femmes pour sensibiliser et former le plus grand nombre à intervenir en toute sécurité** lorsque qu'il est victime ou témoin de harcèlement sexuel dans les lieux publics.

- Poursuite de la politique d'« arrêts à la demande » dans les bus de nuit (à partir de 22h) sur les lignes de bus de grande couronne

Selon une étude de l'Institut Paris Région (e-x IAU) publiée en 2016, **25% des femmes ne prennent pas le bus faute de s'y sentir en sécurité**. Cette mesure permet à tous les voyageurs, en particulier aux femmes, de se sentir plus en sécurité en se rapprochant de leur destination avec un temps de trajet à pied raccourci. Toute personne souhaitant descendre du bus entre deux arrêts habituels doit le signaler à l'avance au conducteur pour qu'il puisse s'arrêter et stationner sans danger. Dans le cadre de la mise en concurrence des réseaux de bus de grande couronne, la descente à la demande sera proposée systématiquement après 22h (sauf lignes express et en site propre).

- Le renforcement de la présence humaine pour améliorer la sécurité via le financement des postes pour des agents de Prévention et de Médiation

En 2020, ce sont 3 000 agents prévention/sûreté financés par Ile-De-France mobilités au profit des opérateurs sur l'ensemble des réseaux franciliens, soit 50% de plus qu'en 2015. Il faut y ajouter les 1 000 agents de la sous-direction régionale de la police des transports, et les 1000 patrouilles de réservistes de la gendarmerie nationale qui ont été déployées sur les réseaux bus de grande couronne.

Les personnels sont formés à la prise en charge des victimes de harcèlement. **Depuis 2016, tous les agents RATP en contact avec les voyageurs reçoivent une formation dédiée** (connaissance du cadre légal, moyens de lutte et d'alerte dans les transports publics). SNCF Transilien a également engagé en 2017 la formation de ses agents (repérer les comportements déviants lors de leurs tournées, prise en charge, écoute et reconnaissance du statut de victime, orientation vers la police).

- La mise en place de nouveaux outils pour aider les agents de Prévention/ médiation dans leurs missions

En expérimentation par les agents SUGE de la SNCF, **les caméras-piétons** vont être généralisées à l'ensemble des agents du GPSR, avec par ailleurs prochainement une expérimentation sur les réseaux de bus grande couronne exploités par Transdev pour leurs agents assermentés. La généralisation de la vidéoprotection avec près de 80 000 caméras fixes et embarquées déployées sur le réseau permet de renforcer le sentiment de sécurité dans les transports en commun. Des expérimentations autour de la vidéo intelligente seront lancées, avec notamment la création avec la RATP d'un laboratoire d'Intelligence Artificielle, le Lab'IA Vidéo pour traiter les images vidéo.

3. Le soutien à l'accompagnement pérenne

Le soutien aux femmes victimes de violences s'exprime également par la promotion d'actions pérennes d'accompagnement, en aval de leur prise en charge juridique et psychologique.

a. La réservation de logements sociaux pour les femmes

La Région œuvre en faveur du relogement des femmes victimes de violence par le biais de deux dispositifs principaux. Ainsi, elle réserve une partie des logements sociaux issus de son propre contingent et à destination des femmes victimes. Par ailleurs, elle a mis en place un partenariat cadre avec Action Logement.

- La réservation de logements issus du contingent régional

La Région œuvre pour le relogement des femmes victimes de violences depuis 2016 en ayant doublé, la part minimum du contingent régional réservé aux femmes victimes de violences conjugales dans le parc social de la Région. **Cette part s'élève désormais à 100 logements par an** ; la Région a pour cela signé une convention annuelle avec la Fédération Nationale Solidarité Femmes qu'elle soutient à hauteur de 40.000€ par an. Près de 568 logements ont été remis à la Fédération depuis 2016.

Ce dispositif a ainsi permis de reloger près de **372 femmes victimes de violences depuis 2016** au sein de logements issus du contingent régional.

- La mise en place d'un partenariat avec Action Logement

En outre, **500 logements supplémentaires sont mis à la disposition des femmes grâce à un partenariat cadre avec Action Logement.**

Par la suite, et notamment dans le cadre des actions mises en œuvre par le rapport « Région Solidaire »[13], la Région entend poursuivre cet engagement. Le partenariat avec la Croix-Rouge française pourrait ainsi permettre d'investir le champ de l'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales hébergées à l'hôtel, en mobilisant l'expertise des associations spécialisées, en coordonnant l'action des travailleurs sociaux et les référentes violences conjugales, ceci afin de garantir le parcours des femmes victimes de violences ainsi que leur sécurité.

b. Le soutien à l'hébergement et à l'accueil des franciliennes les plus précaires victimes de violence

Depuis 2016, le dispositif « Aide régionale à l'investissement pour les établissements d'hébergement et services de jours accueillant des femmes en difficulté et leurs enfants » permet de financer des établissements d'hébergement sociaux et médico-sociaux, les services d'accueil, d'orientation et d'accompagnement social sans hébergement, mobile ou fixe, en journée, de nuit pour femmes en difficulté ou victimes de violence, avec ou sans enfants.

[13] Cf. Supra

Aussi, depuis 2016, la Région a attribué plus de **5.6 M€ de subvention pour la création, la restructuration et l'équipement de centres d'accueil de jour ou d'hébergement pour les femmes vulnérables et leurs enfants.** Ainsi, en 2020, près de **1.100.000 € ont été dédiés à la thématique.**

Certains projets sont présentés ci-après :

- **Le projet de "Bus des femmes**", initiative portée par la RATP, vise à permettre aux femmes victimes de diverses souffrances de rompre leur isolement et de recréer du lien social. Véritable antenne mobile sociale, le bus a une vocation préventive, sociale et sanitaire. Ainsi, une psychologue et une sage-femme y seront présentes pour répondre au mieux aux besoins spécifiques des femmes.

- Le projet de **la Maison des femmes de Saint-Denis** prévoit une prise en charge globale des femmes victimes de violences, à la fois sur un plan médical et social. Il s'agit d'un modèle de structure unique proposant l'intégralité de l'accompagnement sur le même lieu. Ce lieu propose également des services novateurs pour la prise en charge des femmes victimes de mutilations sexuelles.

La Région a également poursuivi cet engagement en s'appuyant sur le partenariat déjà engagé avec la Croix-Rouge afin d'ouvrir un centre d'hébergement d'urgence innovant pour 50 mères et leurs enfants à la sortie de la maternité dans ses anciens locaux des Invalides. **Cette aide exceptionnelle de 45 000€ a permis de proposer à ces femmes une solution d'hébergement mais aussi un accompagnement vers une voie d'insertion**.

c. Les séjours de répit

Pour protéger et offrir un répit aux femmes victimes de violences ou en situation de précarité, la Région propose des séjours sur les îles de loisirs franciliennes. Initiée en 2017 avec quelques structures associatives ou communales, l'action a été amplifiée en 2018 et 2019. En effet, celles-ci peuvent bénéficier du dispositif « Ticket-loisirs ». Cette action s´inscrit dans la politique de lutte contre l´exclusion dans le domaine de l'accès aux vacances et aux loisirs des Franciliens défavorisés, en faisant bénéficier certains publics-cibles d'une journée gratuite dans une île de loisirs ou d'une participation à une initiation sportive ou un séjour.

Parmi les publics ciblés par la Région (jeunes franciliens, familles défavorisées, personnes en situation de handicap), **le dispositif s'adresse notamment aux femmes victimes de violence**. Pour ce public, les organismes bénéficiaires de tickets-loisirs s'engagent à **assurer l'encadrement social et psychologique de ces femmes** et mettre en place un accompagnement visant à la pratique d'activités sportives libres ou encadrées.

En 2019, 86 bénéficiaires ont pu effectuer un séjour sur une île de loisirs. **Des femmes victimes de violence, accompagnées de leurs enfants le cas échéant**, ont ainsi bénéficié de 1 414 tickets-loisirs, soit 6484€. Le dispositif a été maintenu et renforcé sur l'année 2019. **En 2020, 204 bénéficiaires ont pu bénéficier de 4 695 tickets loisirs, soit 28 170€.**

Ces séjours de répit permettent ainsi de :
- Favoriser l'éloignement de leur milieu de vie habituel ;
- Se reconstruire dans un environnement nouveau et apaisé.

TABLE DES MATIERES

I. AGIR POUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE

1. PROMOUVOIR L'EGALITE DANS SON ROLE D'EMPLOYEUR

a. Une volonté inscrite au cœur des politiques internes de gestion des ressources humaines

i. La signature de la Charte Européenne
ii. La signature de l'accord-cadre « Égalité femmes/hommes »
iii. Le label Egalité femmes-hommes

b. Un plan d'action pour corriger les inégalités professionnelles au sein de la Région – déclinaison du label égalité

i. Prise en compte de la politique d'égalité et de mixité professionnelle dans la GRH et la gouvernance
   1. *Sécuriser le processus de recrutement afin d'éviter tout biais de genre*
   2. *Mener une politique visant à l'égalité salariale*
   3. *Favoriser un égal accès à la promotion et aux avancements de grade*
   4. *Rééquilibrer la représentation femmes-hommes dans les métiers peu mixtes, favoriser l'accession des femmes aux postes à responsabilité*
   5. *Favoriser l'égal accès à la formation des femmes et des hommes*

ii. Diffusion de la culture égalité en interne
   1. *Sensibiliser l'ensemble des agents et rendre visible la démarche d'égalité*
   2. *Lutter contre toutes formes de comportements et violences sexistes*
   3. *Poursuivre et développer le dialogue social sur l'égalité*

iii. Articulation entre la vie privée et la vie professionnelle

iv. Communication externe, ancrage territorial, relations avec les fournisseurs et les usagers
   1. *Avoir une approche intégrée de l'égalité femmes/hommes dans les politiques publiques de la Région*
   2. *Améliorer la communication en faveur de l'égalité auprès des partenaires du territoire, des usagers et des fournisseurs*

c. **L'analyse du bilan social**

C1. Conditions générales d'emploi
C2. Rémunération
C3. Formation
C4. Conditions de travail
C5. Congés
C6. Dépenses d'action sociale
C7. Les instances paritaires

2. PROMOUVOIR L'EGALITE PROFESSIONNELLE SUR LE TERRITOIRE FRANCILIEN

a. L'accompagnement des créatrices d'entreprises et la valorisation de l'entreprenariat au féminin

i. Le dispositif Entrepreneur #Leader
ii. Soutien au programme « Créatrice d'avenir »
iii. Convention de sensibilisation à l'entrepreunariat
iv. Soutien spécifique à l'Adie pour déployer l'activité de microcrédits auprès du public féminin dans les QPV
v. Adhésion des fonds d'investissements régionaux aux initiatives promouvant un meilleur accès des femmes au capital investissement
vi. Mise en œuvre de la parité dans les instances de représentation du Paris Région Business Club (PRBC)

b. Le soutien financier aux initiatives associatives de promotion de l'égalité professionnelle et de la mixité des métiers

c. Soutenir l'emploi durable

i. Les dispositifs dédiés à la Validation des Acquis de l'Expérience, comme outil d'insertion pérenne
ii. La mise en œuvre de la clause égalité
iii. Favoriser l'emploi durable via l'innovation sociale

d. Le soutien aux initiatives permettant l'articulation des temps de vie (professionnelle / privée) via les modes de garde innovants

3. PROMOUVOIR UNE ORIENTATION PROFESSIONNELLE NON STEREOTYPEE

a. La mise en place de la plateforme QIOZ

b. Le dispositif Olympe

II. ACCOMPAGNER ET SOUTENIR LES ACTEURS FRANCILIENS DE L'EGALITE

1. LE SOUTIEN CONFIRME AU CENTRE HUBERTINE AUCLERT

a. Un appui aux initiatives franciliennes en matière d'égalité

b. L'affirmation de la fonction ressource du Centre Hubertine Auclert

i. La publication de rapports et études
ii. L'organisation d'évènements

c. **Organiser l'outillage des acteurs par la mise à disposition de ressources**
    i. L'égalithèque
    ii. Des campagnes d'information et de sensibilisation
    iii. Des outils pour lutter contre les violences faites aux femmes
    iv. L'outillage des collectivités

2. LE FINANCEMENT ACCRU DES STRUCTURES FRANCILIENNES ACTRICES DE L'EGALITE

III. AMELIORER LE CADRE DE VIE DES FRANCILIENNES

1. PROMOUVOIR L'EGALITE PAR LE SPORT

a. **Promouvoir la mixité des pratiques sportives**
    i. Le soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Ile-de-France
    ii. Le soutien aux Clubs Elite Féminin
    iii. Le soutien au secteur associatif sportif au titre de la politique de la ville

b. **Valoriser le sport au féminin**
    i. La Conférence régionale du sport
    ii. L'opération « Sport en Filles » du Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France (CROSIF)
    iii. Les Victoires sportives de l'Ile-de-France
    iv. Le prix « Villes sportives pour tous »

c. **Promouvoir la présence des femmes dans les instances de gouvernance du mouvement sportif**

2. PROMOUVOIR L'ACCES DES FEMMES A LA CULTURE

a. **« Dispositif Forte » Accompagnement des jeunes artistes féminines et instauration de jurys paritaires**
b. **Renforcement et amplification de la politique du spectacle vivant inclusive sur tout le territoire francilien**

3. FAVORISER LA PLACE DES FEMMES DANS L'ESPACE PUBLIC

4. DIFFUSER UNE CULTURE DE L'EGALITE AUPRES DES JEUNES

a. **Le concours pédagogique « Alter ego ratio »**
b. **Programme « Jeunes, citoyenneté et vivre ensemble »**
c. **« Parcours citoyen, Liberté, égalité, laïcité »**

5. SOUTENIR LES FEMMES EN DIFFICULTE

a. Soutenir les actions en faveur de l'autonomisation des femmes et en faveur de la lutte contre la précarité

i. Appel à projets « Soutien aux femmes en difficulté »
ii. Ouverture d'une Maison Solidaire en faveur des femmes en situation de rue

b. Lutter contre la précarité menstruelle

i. Distribution gratuite de protections périodiques dans les lycées
ii. Distribution de kits d'hygiène aux femmes franciliennes les plus précaires

6. ŒUVRER EN FAVEUR DE LA SANTE DES FEMMES

7. FAVORISER L'ACCES AU LOGEMENT

a. Favoriser l'égalité femmes-hommes via le financement des structures du parc social
b. Favoriser l'égalité femmes-hommes dans le cadre de l'ANRU

IV. LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

1. LE SOUTIEN AU SECTEUR ASSOCIATIF

a. L'appel à projets « Lutte contre les violences faites aux femmes »
b. L'appel à projets « Soutien régional aux quartiers populaires et aux territoires ruraux »
c. L'appel à projets « Aide aux victimes d'infractions pénales »
d. Actions de la Région Île-de-France pour la protection des femmes victimes de violences conjugales, pendant le confinement

iii. Cellule d'écoute et soutien des structures associatives
iv. Communication sur la nécessité de lutter contre les violences en situation de crise sanitaire
v. Mise à disposition de logement pour les femmes victimes de violences
vi. Organisation de séjours de répit

2. UNE ACTION EN FAVEUR DE LA SECURITE DES FEMMES

a. Le dispositif « Téléphone Grave Danger »
b. Renforcer la sécurité dans les transports franciliens et lutter contre le harcèlement

i. Des outils mis en œuvre afin de prévenir les actes de violences et de harcèlement
ii. Soutien du programme stand-up
iii. Poursuite de la politique d'«arrêts à la demande» dans les bus de nuit (à partir de 22h) sur les lignes de bus de grande couronne
iv. Le renforcement de la présence humaine pour améliorer la sécurité via le financement des postes pour des agents de Prévention et de Médiation
v. La mise en place de nouveaux outils pour aider les agents de Prévention/ médiation dans leurs missions

3. LE SOUTIEN A L'ACCOMPAGNEMENT PERENNE

a. La réservation de logements sociaux pour les femmes

i. La réservation de logements issus du contingent régional

ii. La mise en place d'un partenariat avec Action Logement

b. Le soutien à l'hébergement et à l'accueil des franciliennes les plus précaires victimes de violence

c. Les séjours de répit

îledeFrance
Conseil régional

PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE
PREFECTURE DE PARIS
21 DEC. 2020
Service des collectivités locales
et du contentieux

Rapport pour le conseil régional
DÉCEMBRE 2020

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

COMMUNICATION - RAPPORT SUR LA STRATÉGIE D'ACCOMPAGNEMENT DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE LORS DES JOP DE PARIS 2024

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....3

EXPOSÉ DES MOTIFS

La Région Île-de-France, et avec elle l'ensemble du mouvement sportif francilien, sont particulièrement touchés par la crise sanitaire, doublée d'une crise économique et sociale sans précédent, que nous traversons.

De nombreux évènements sportifs d'envergure locale, nationale et internationale ont dû être reportés voire annulés. Parmi ces évènements figurent les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Tokyo qui ont été reportés en 2021, ce qui représente une première historique en temps de paix, seules les deux guerres mondiales avaient empêché la tenue des Jeux.

Ces modifications du calendrier sportif et, parallèlement, la mise à mal de la pratique sportive, - qu'elle soit amateur, de loisirs ou de performance - par les règles de confinement puis les fermetures ponctuelles d'établissements, ont poussé les différents acteurs du mouvement sportif à revoir la façon de faire du sport tout comme, à très court terme, la façon d'organiser un évènement dans ce contexte et, à plus long terme, la façon de livrer les Jeux.

Même si ces décisions ont été prises en premier lieu pour protéger les athlètes et ainsi contribuer à endiguer la propagation du virus, il n'en reste pas moins qu'elles ont mis ces derniers dans une situation d'incertitude et d'inquiétude, notamment sur le plan financier.

Face à ces difficultés auxquelles nous devons tous faire face, les Jeux de Paris 2024 doivent être considérés comme un projet fédérateur facteur de rassemblement et de cohésion sociale, un accélérateur de sortie de crise, un des leviers du plan de relance, et cela, à une seule condition : que leur héritage, qu'il soit matériel ou immatériel, n'en soit pas réduit, et garde au contraire tout son sens et son utilité pour les Franciliens.

Pour la Région Île-de-France chaque euro dépensé dans le projet des Jeux doit avoir un impact, particulièrement au niveau de la pratique sportive pour faire de la France une véritable nation sportive. Les Jeux sont un formidable outil de relance économique mais aussi d'attractivité notamment touristique. L'Île-de-France se situe parmi les territoires les plus attractifs pour l'accueil des grands événements internationaux avec une expertise construite et entretenue année après année.

Tout comme de nombreuses organisations, entreprises et associations, le Comité d'organisation Paris 2024 doit s'adapter et trouver des marges de manœuvre afin de faire face à cette crise, sans toutefois renoncer aux ambitions que l'ensemble des acteurs du projet s'est fixé, notamment en matière environnementale et sociale.

Avoir la perspective des Jeux en 2024 est une opportunité unique pour renforcer la solidarité, pour réveiller tous les talents, pour mobiliser nos territoires et ainsi rassembler tous les Franciliens et, avec eux, tous les Français. Nous devons, plus que jamais, faire preuve de pédagogie pour montrer combien ces Jeux seront utiles notamment à la jeunesse francilienne qui représente la Génération 2024. La Région s'engage particulièrement à mobiliser les jeunes générations autour des valeurs du sport et de l'olympisme.

Paris 2024 sait pouvoir compter sur la Région Île-de-France pour faire des Jeux Olympiques et Paralympiques un immense succès populaire et festif. Toutefois, comme cela a été rappelé à plusieurs reprises, la Région reste avant tout très attentive à ce que ces Jeux soient économes, sobres et écologiques.

En poursuivant notre volonté de tenir informé l'ensemble des élus du Conseil régional de l'état d'avancement du projet Paris 2024, et à ce titre des actions menées par la Région, comme nous l'avons fait l'année dernière, cette communication vise à présenter les différentes étapes franchies en 2020 dans un contexte particulièrement compliqué.

1. Une Région plus que jamais aux côtés des athlètes et du mouvement sportif

Dans le cadre de son plan de relance, la Région Île-de-France a souhaité agir en faveur des clubs sportifs franciliens, de ses sportifs de haut niveau dans la perspective des JOP, ainsi que des familles franciliennes afin de contribuer à assurer une stabilité administrative et économique au mouvement sportif, une sécurité financière pour les sportifs de haut niveau et la poursuite d'une activité sportive régulière par le plus grand nombre.

A cet égard, la période de confinement a mis en grande difficulté une majorité de centres équestres franciliens. Ces derniers ont ainsi poursuivi l'entretien de leurs équidés comme de leurs écuries en comptant sur un personnel aux effectifs réduits ainsi qu'une chute drastique de leur recettes. C'est la raison pour laquelle Valérie PÉCRESSE, Présidente de la Région Île-de-France, a mis en place un fonds d'urgence de 150 000 € dédié à la prise en charge des dépenses exceptionnelles liées à l'entretien et au soin des chevaux. Le Comité régional d'Equitation d'Île-de-France, tête de réseau des centres équestres, s'est chargé de coordonner la distribution de ce fonds ayant permis de soutenir 61 structures équestres particulièrement touchées.
En outre, dans un contexte où de nombreux Franciliens n'ont pas pu partir en vacances et où l'annulation de manifestations sportives et culturelles importantes, qui rythment habituellement la période estivale, a pénalisé autant les athlètes, les artistes que les spectateurs, la Région Île-de-France a proposé cet été un programme spécial #Monetemaregion avec une offre sportive et culturelle revisitée.

Ce programme a revêtu une forte dimension « Solidarité » pour les Franciliennes et les Franciliens les plus défavorisés avec, entre autres :

- un nouveau dispositif de tickets loisirs (350 000 offerts aussi aux familles) ;
- des Villages sportifs et culturels généralisés dans toutes les îles de loisirs et tout l'été ;
- le lancement de l'application Bougeott ;
- des « Campus d'été » gratuits dans les lycées franciliens pour lutter contre le décrochage scolaire ;

Les JOP faisant partie de l'ADN de la Région, il était important d'y associer Paris 2024.
Ainsi nos îles de loisirs ont été de véritables espaces de détente pour de nombreuses familles qui ont tout de même pu profiter d'un été ludique en renouant, ou en découvrant, une activité physique et/ou sportive, de loisirs ou encore culturelle.

Valérie PÉCRESSE, Présidente de la Région Île-de-France, a lancé l'opération le 23 juillet dernier sur l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines en présence de Tony ESTANGUET, Président de Paris 2024 et de Vincent ROGER, Délégué spécial en charge des JOP.
A titre d'exemple, lors de cette séquence, des enfants de Chaville (92), commune ayant également bénéficié de tickets loisirs pour l'été, ont ainsi pu profiter d'une initiation au Rugby à 7 avec notre Ambassadrice du sport de la Région, Fanny HORTA (Capitaine de l'équipe de France de Rugby à 7).

Tout au long de l'été, 10 îles de loisirs ont accueilli des athlètes et proposé des initiations au tir à l'arc, à l'escrime, au judo, au beach soccer ou encore au paddle, dans un cadre ludique, aux couleurs des Jeux Olympiques et Paralympiques.
Au sein des Villages sportifs et culturels de la Région Île-de-France, des expositions, des ateliers radio, des stands d'informations ou encore des cours d'anglais sur le thème des Jeux ont été organisés.

Toutes ces opérations menées avec Paris 2024 ont permis d'offrir aux Franciliennes et aux Franciliens l'opportunité de rencontrer des athlètes, de s'initier à différents sports notamment olympiques et paralympiques, et d'être sensibilisés à l'histoire des Jeux et aux valeurs de l'Olympisme. Ces opérations ont aussi permis de mettre en avant nos îles de loisirs qui ont su faire preuve de réactivité et d'une grande faculté d'adaptation pour accueillir les différents publics dans les meilleures conditions en leur permettant de s'évader d'un quotidien compliqué.

2. Une Région, partenaire majeur de Paris 2024, très impliquée dans la recherche d'économies, l'optimisation du concept des Jeux et extrêmement attentive à la préservation de leur héritage pour ses territoires

Nous devons collectivement faire face aux lourdes conséquences sanitaires, économiques et sociales engendrées par la pandémie mondiale de la Covid-19. Cette situation extrêmement difficile renforce encore plus la nécessité d'organiser des Jeux sobres et durables sans pour autant renier nos ambitions en matière d'héritage et nos engagements auprès des territoires franciliens et de leur jeunesse.

A travers le projet olympique, nous avons la volonté d'améliorer le quotidien des Franciliens et en cette période très compliquée, de tourner la Région Île-de-France vers l'avenir.

2.1. Paris 2024

Face à la crise sanitaire et suite au report des Jeux de Tokyo, Paris 2024 n'a pas échappé à une remise en question globale de son concept où l'exemplarité, la maîtrise budgétaire et la transparence doivent être de mise.

Ainsi, dès le début de l'été, Paris 2024 a mené, de manière concertée avec l'ensemble des parties prenantes, une revue de concept afin d'identifier les pistes d'optimisation qui pourraient générer des économies indispensables à l'équilibre économique du projet.

Il convient de souligner l'aide précieuse du nouveau Délégué Interministériel aux JOP (DIJOP), Michel CADOT, dans cette recherche d'optimisation du projet Paris 2024.

En tant que premier financeur public des Jeux après l'Etat (plus de 220 millions d'euros d'investissement, comprenant 145 millions d'euros d'investissements olympiques, dont 10 millions d'euros de dépenses liées à l'organisation des Jeux Paralympiques, ainsi que la réalisation du Stade nautique Olympique d'Île-de-France), et surtout soucieuse que chaque euro public dépensé le soit pour l'héritage, pour des équipements structurants et pour améliorer la pratique sportive, la Région Île-de-France est restée attentive à ce que cette revue de concept s'articule impérativement autour de deux axes : la sobriété et l'héritage.

Ainsi, pour se dégager des marges de manœuvre et continuer à créer de la valeur en respectant les engagements pris avec toutes les parties prenantes, Paris 2024 a engagé un travail de priorisation et d'optimisation selon 3 principes directeurs :

- Respecter l'équilibre budgétaire ;
- Maintenir l'héritage notamment en termes d'aménagement urbain et d'héritage sportif ;
- Renforcer l'ambition environnementale.

Pour ce faire, Paris 2024 a identifié trois leviers d'optimisation :

- le nombre de sites de compétition ;
- les niveaux de services proposés pendant les Jeux ;
- les sites hors compétition.

C'est sur le premier levier, relatif à l'aménagement des sites de compétition, que le Conseil d'administration (CA) de Paris 2024 organisé au siège de la Région Île-de-France le 30 septembre dernier a rendu ses arbitrages, permettant au Comité d'organisation de poursuivre le travail avec les Fédérations internationales, le Comité International Olympique (CIO) et de le Comité International Paralympique. Les évolutions du projet approuvées sont les suivantes :

- La suppression de deux sites temporaires – le Stade Aquatique et l'Arena Le Bourget – ayant pour conséquence le déplacement de la Natation et des finales de Water-Polo à Paris La Défense Arena, et le déplacement du Volley-ball dans un site existant ;
- La suppression du Stade Jean-Bouin, ayant pour conséquence le déplacement du Rugby à 7 au Stade de France ;
- L'utilisation du Stade Pierre-Mauroy (Lille) en configuration Arena ;
- L'optimisation de la configuration du site de la Concorde ;
- Le transfert du site d'escalade au Bourget et la création d'un site pérenne en héritage ;
- La réduction du nombre de stades de football, avec un passage de 8 à 7 stades ;
- La confirmation du site de la Colline d'Elancourt pour accueillir les épreuves de VTT ;
- L'optimisation du concept des Jeux Paralympiques, en s'appuyant sur le concept olympique révisé ;
- Le redimensionnement du Village des médias pour les Jeux.

Ce concept revisité, qui permettra de faire des économies budgétaires et de réduire l'impact carbone des Jeux, conforte la place centrale de la Seine-Saint-Denis dans le projet. Le territoire conserve le même nombre d'épreuves olympiques et un site pérenne supplémentaire (escalade) sera construit et laissé en héritage. Avec plus de 75% des investissements publics de la Société de livraison des ouvrages olympiques (SOLIDEO) fléchés sur le département, soit près d'un milliard d'euros, la Seine-Saint-Denis demeure le premier bénéficiaire des Jeux de Paris 2024.

Il convient de noter que lors de ce CA, deux sites régionaux ont respectivement été réaffirmés et confirmés en tant que site olympique :

- le Château de Versailles pour les épreuves d'équitation et de pentathlon moderne ;
- la Colline d'Elancourt pour les épreuves de VTT.

Pour le premier, il s'agit pour Paris 2024 d'un site iconique et pour la Région Île-de-France d'un site incontournable et majeur en termes de rayonnement territorial et culturel, d'attractivité et d'héritage pour l'équitation. Il était important que Paris 2024 réaffirme sa position à ce sujet.
Pour le second, sous l'impulsion de Vincent ROGER, Délégué spécial en charge des JOP, la Région a redoublé d'efforts, en lien avec le DIJOP, pour que le site de la colline d'Elancourt, un temps remis en question, ait bien sa place sur la carte des Jeux.
Point culminant de la Région Île-de-France, la colline d'Elancourt est aujourd'hui un site artificiel délaissé de 52 hectares à l'état de friche semi-naturelle, en reconquête post-industrielle. Grâce aux Jeux, ce site va bénéficier de nouveaux aménagements qui constitueront l'héritage olympique. Ainsi, ce site, tout en proposant une offre complète de sports et de loisirs de plein air autour de la pratique du vélo, deviendra pour le territoire un nouveau poumon vert qui sera rendu accessible au grand public. Pour Saint-Quentin-en-Yvelines, il était primordial de pouvoir mettre en valeur les quatre sites du département qui ont été choisis pour accueillir cinq épreuves dont celles de VTT sur la colline d'Elancourt.

Afin de répondre aux précisions demandées par le CIO, notamment sur les aspects environnementaux et d'héritage du projet, un groupe de travail a été mis en place avec le Préfet des Yvelines, la Région Île-de-France, la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, le Conseil départemental des Yvelines, la Fédération Française de Cycliste, le DIJOP et la SOLIDEO. Les travaux de ce groupe de travail ont permis de proposer un projet avec un triple héritage sportif, sociétal et environnemental conséquent, sous l'angle du développement de la pratique du vélo. En effet, une vraie cohérence est à souligner entre la colline d'Élancourt, l'île de

loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines et le Vélodrome national, pour faire de ce territoire un vrai territoire du vélo pour tous.
A Vaires-sur-Marne, grâce au nouveau Stade nautique Olympique d'Île-de-France conçu dans un objectif d'héritage fort, chacun peut descendre en famille la rivière olympique. Il en sera de même sur la colline d'Elancourt pour le VTT où chacun pourra profiter de la piste olympique.

2.2. SOLIDEO

Ce nouveau concept des Jeux, qui sera précisé et formellement validé en décembre prochain lors d'un nouveau CA de Paris 2024, après validation du CIO, est venu modifier la liste des ouvrages sous la supervision de la SOLIDEO, tout comme la maquette financière, avec comme impératif de ne pas dépasser la barre des 1,4 Mds € d'argent public.

Dans sa nouvelle feuille de route, la SOLIDEO est désormais chargée de 62 ouvrages olympiques contre 58 auparavant. A tire d'exemple, ont été ajoutés le mur d'escalade pour l'épreuve qui se déroulera désormais au Bourget et non plus place de la Concorde, ou encore une contribution à la rénovation du lycée Marcel CACHIN à Saint-Ouen.

Concernant ce dernier point, il convient de souligner l'entrée du lycée Marcel CACHIN dans la liste des ouvrages olympiques. En effet, le lycée, jouxtant le village des athlètes, sera utilisé pendant les Jeux par Paris 2024. L'achèvement dans les délais ad hoc de sa reconstruction à neuf était donc indispensable, sachant que l'activité du lycée se poursuivra normalement, et dans les meilleures conditions pendant la période des travaux.

Aussi, post-Jeux, le lycée Marcel CACHIN accueillera un campus de l'économie du sport et des JOP. Il deviendra ainsi une vitrine permettant de faire rayonner à l'échelle nationale et internationale l'excellence et le savoir-faire des filières professionnelles du territoire francilien. Pour toutes ces raisons, la Région Île-de-France a sollicité une contribution financière de la SOLIDEO à hauteur de 7 millions d'euros, contribution aujourd'hui actée.

Concernant le Village des Médias situé sur les communes de Dugny, La Courneuve et Le Bourget, il a été convenu de le construire en deux temps : une partie avant 2024 (700 logements) et une partie après (600 logements), avec des équipements publics.

L'ensemble de ces nouvelles dispositions a été voté lors du CA de la SOLIDEO qui s'est déroulé le 13 octobre dernier au siège de la Région Île-de-France.

2.3. Commission régionale sur le financement des JOP

Initiée par la Présidente de la Région Île-de-France, Valérie PÉCRESSE, et sous le pilotage de Jean-Pierre LECOQ, conseiller régional, la commission - ayant pour but d'auditer régulièrement les dépenses générées par l'accueil des Jeux sur le territoire francilien - s'est de nouveau réunie en novembre dernier.

Pour mémoire, les précédentes réunions de cette commission avaient permis d'auditionner dans un premier temps Vincent ROGER, Délégué spécial en charge des JOP puis Jean CASTEX, à l'époque Délégué interministériel aux JOP, et enfin Nicolas FERRAND, Directeur général exécutif de la SOLIDEO.

Toujours dans le but de permettre à chaque groupe politique du Conseil régional d'être informé de manière directe et prioritaire et d'avoir des temps d'échanges privilégiés avec les intervenants, la troisième commission qui se tiendra le 10 décembre et permettra au nouveau DIJOP, Michel CADOT, de faire un point d'étape suite au nouveau concept des Jeux dernièrement acté.

3. Une Région plus que jamais aux côtés de la jeunesse francilienne

En 2019, la Région a lancé un appel à projets en direction de structures (associations, établissement scolaires ou d'enseignement supérieur, fondations) qui mettent en œuvre des actions s'inscrivant dans la stratégie régionale d'accompagnement à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques.
Dans le contexte particulier que nous vivons, les porteurs de projets retenus ont réussi à s'adapter et à mettre en œuvre des actions concrètes qui constituent une part de l'héritage des Jeux notamment pour la jeunesse francilienne.
L'association Planet Citizens, basée à Aubervilliers (93), propose une méthode pédagogique innovante d'enseignement des langues par le sport, notamment la boxe. A la suite de l'arrivée d'un encadrant dans le cadre d'un volontariat européen, Planet Citizens a pu reprendre son activité en début d'année scolaire auprès de jeunes franciliens de 12 à 15 ans. L'activité de l'association a malheureusement dû être à nouveau interrompue.Toutefois, Planet Citizens se projette vers l'avenir avec l'organisation de la reprise des entrainements et la création de kits livrables comprenant une méthode pédagogique clé en main destinés aux éducateurs franciliens.

L'association Paris Sport Photo, qui organise notamment un festival international de la photo du sport, tiendra l'édition 2021 au Parc de la Villette, après une première édition 2019 au Carreau du Temple. Malgré l'annulation de l'édition 2020, Paris Sport Photo, en lien avec les trois rectorats (Paris – Versailles – Créteil), et avec le soutien de la Région, poursuit l'organisation du « Concours School Photo », destiné à la jeunesse francilienne. L'année 2020 a également permis à l'association d'organiser plusieurs expositions photos qui seront prochainement mises à disposition de lycées franciliens.

Le projet Sciences2024, programme de recherche regroupant onze grandes écoles, vise à assister les sportifs afin d'améliorer leurs performances en vue des Jeux 2024. Dans le cadre de l'appel à projets, la Région Île-de-France accompagne une thèse lancée en 2019 à l'Ecole Polytechnique sur les commotions cérébrales lors de la pratique de la boxe.

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a organisé avec le soutien de la Région, les 15 et 16 octobre 2020 à Paris et à Saint-Denis (93), des journées de formations à destination d'entrepreneurs (artisans, TPE, PME) afin qu'ils puissent saisir toutes les opportunités offertes par l'organisation des Jeux en 2024.

L'Association de Gestion de l'Institut Libre d'Education Physique et Supérieur (AGILEPS) a organisé en octobre 2019 un congrès international en partenariat avec le Comité Régional Olympique et Sportif d'Île-de-France (CROS IdF) sur le thème : « L'Olympisme : un miroir et un aiguillon pour des sociétés en mutations ».

Le Comité Départemental Olympique et Sportif 91 (CDOS 91) a mis à disposition des communes et établissements scolaires volontaires, une exposition itinérante : « L'Olympisme : en route vers Paris 2024 », destinée à promouvoir les valeurs du sport et la culture olympique auprès de la jeunesse. De septembre 2019 à février 2020, près de 750 élèves issus de 8 établissements scolaires différents (collèges, écoles, lycée hôtelier) ont bénéficié de ce projet et ainsi d'interventions axées sur la sensibilisation à l'organisation des JOP 2024 ; l'inclusion des élèves en situation de handicap et la citoyenneté ; le fair-play par le biais de la pratique sportive et d'un contenu en lien avec la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité. Cette exposition itinérante à vocation à perdurer jusqu'en 2024.

3.1. La semaine olympique et paralympique (SOP)

La quatrième édition de la SOP s'est tenue du 3 au 8 février 2020 dans les établissements scolaires et universitaires, sur le thème de l'interculturalité.
Pour mémoire, cette initiative est le fruit d'une collaboration entre le ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse, le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le ministère des Sports et le mouvement sportif (CNOSF, CPSF), les fédérations du sport scolaires et universitaires, les fédérations olympiques et paralympiques.

Inscrite au programme du ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse depuis 2017, elle est organisée une semaine par an dans tous les établissements scolaires et de l'enseignement supérieur, et s'adresse aux jeunes de tous les âges - de la maternelle à l'université - dans l'hexagone comme dans les Outre-mer.
Une des priorités de la politique sportive régionale mise en œuvre par Patrick KARAM, Vice-président en charge des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté, de la politique de la ville et de la vie associative, est d'initier le plus grand nombre de jeunes aux bienfaits de l'activité physique et sportive. Ainsi, dans le cadre de la SOP et en lien avec Paris 2024, la Région a de nouveau fortement mobilisé la communauté lycéenne pour que de nombreuses initiatives puissent être prises.

A titre d'exemple, dans le cadre d'une opération avec les élèves du lycée professionnel Beaugrenelle, Vincent ROGER, Délégué spécial en charge des JOP, s'est déplacé au Gymnase Armand Massart en présence de Tony ESTANGUET, Président de Paris 2024. Au contact de Lauren REMBI, Ambassadrice du sport de la Région Île-de-France - plusieurs fois Championne de France et d'Europe en escrime et 4ème aux Jeux Olympiques de Rio en 2016 - les jeunes ont pu découvrir l'escrime et développer leur goût pour le sport et l'activité physique en général.

Il convient de souligner les nombreuses activités qui ont été organisées tout au long de la semaine par le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive Île-de-France (CREPS) à Châtenay-Malabry avec toujours les mêmes objectifs : être acteur en ouvrant ses portes ; créer du lien en fédérant le plus grand nombre de pratiquants jeunes et en les associant à l'héritage des Jeux ; créer un mouvement en faisant de ces animations un rendez-vous annuel jusqu'en 2024.

Tout au long de la semaine, ce sont 44 interventions qui ont été effectuées par 33 Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France. Ces interventions ont permis de rassembler 2 474 jeunes autour de sports olympiques et paralympiques et d'initier des échanges inspirants entre les élèves, les athlètes et les enseignants.
Il est important de poursuivre notre mobilisation lors de la SOP afin de promouvoir la pratique sportive chez les jeunes ; de mobiliser la communauté éducative autour des valeurs citoyennes, sportives et de l'olympisme (excellence, amitié, respect) qui se conjuguent parfaitement avec celles de la République ; et de renforcer les liens entre le sport et l'école.

3.2. Les 1000 stages de découverte des JOP

En 2019, Valérie PÉCRESSE, Présidente de la Région Île-de-France, a décidé de mettre en place le programme des « 1000 stages de découverte des JOP » pour des collégiens en classe de troisième afin de les sensibiliser aux valeurs de l'olympisme, au rôle de volontaire, et aux métiers liés à l'organisation des Jeux. Avec la volonté de mobiliser, d'engager toute la jeunesse francilienne dans cet évènement exceptionnel pour notre territoire, nous voulons que chaque jeune en devienne un acteur.
L'objectif de ces stages est notamment de sensibiliser les élèves aux formations et aux métiers liés aux JOP ainsi qu'au rôle de volontaire. La Région prévoit pour chacune des promotions un accueil au siège du Conseil régional d'Île-de-France à Saint-Ouen, des déplacements, animations et

interventions sur différents sites, dont certains accueilleront des épreuves olympiques et/ou paralympiques en 2024.
L'action menée par Hamida REZEG, Vice-présidente en charge du tourisme, et le concours précieux du Comité Régional du Tourisme, permettent aux élèves de découvrir l'importance pour un pays, une région, un site, d'être le plus attractif possible en commençant par soigner l'accueil qu'ils réservent à ses visiteurs venus du monde entier.
Comme l'année dernière, l'accueil au sein de notre siège à Saint-Ouen permet de présenter la Région, son organisation et ses différents champs d'action. C'est également l'occasion de montrer aux collégiens les outils et dispositifs que la Région met à leur disposition pour les aider dans la construction de leur avenir (exemple : le portail d'information Oriane). Il leur est également proposé de visiter les locaux et les espaces de travail des agents régionaux, participant ainsi à la présentation d'une administration moderne et transformée au service des Franciliennes et des Franciliens.

Ainsi, pour l'édition 2019-2020, 854 élèves ont pu bénéficier d'un stage au cours de l'une des six sessions organisées. Les deux dernières sessions prévues en mars et avril 2020, qui comptaient plus de 300 collégiens, ont malheureusement dû être annulées en raison de la crise sanitaire.
Grâce à un travail partenarial mené avec les trois rectorats (Versailles, Paris, Créteil), ce sont 150 élèves des Yvelines (78), 196 élèves du Val-d'Oise (95), 99 élèves de l'Essonne (91), 179 élèves de Seine-Saint-Denis (93), 180 élèves de Seine-et-Marne (77) et 50 élèves du Val-de-Marne (94) qui se sont déplacés sur différents sites franciliens tels que le Golf national à Guyancourt; le Château de Versailles ; le Stade de France ; l'Aéroport Paris Charles De Gaulle ; le Vélodrome national ; l'île-de-loisirs de Cergy ; l'Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance (INSEP) et l'Arena Paris - La Défense.
Toujours dans le but de faire que cette Génération 2024 soit plus sportive et lui donner envie de bouger, les collégiens ont eu l'occasion, en plus de rencontrer de nombreux professionnels et athlètes de haut-niveau, de goûter à plusieurs sports : initiation au Golf, baptême de BMX, VTT, Fitness, ou encore initiation au Breakdance (un des sports additionnels proposés pour les JOP 2024).

En mettant en place avec l'ensemble des sites partenaires les mesures sanitaires et les gestes barrières préconisés afin que le dispositif reprenne le plus tôt possible, la première promotion de l'édition 2020-2021 a pu être accueillie la semaine du 28 septembre dernier.

Ainsi, dans un format adapté à la situation et au regard des capacités d'accueil de chaque site, 50 élèves issus des collèges Magellan (23 élèves - Chanteloup-les-Vignes – 78) et Les Bouvets (28 élèves - Puteaux – 92) ont pu participer à cette première session.

Piloté par Vincent ROGER, Délégué spécial en charge des JOP, le dispositif s'est enrichi cette année d'un nouveau partenariat avec la Croix Rouge qui propose sur une demi-journée, des initiations aux gestes de premiers secours ainsi qu'une sensibilisation au bénévolat.

Les collèges Colette Besson (Paris 20e), Roland Garros (Saint-Germain-Lès-Arpajon – 91), Sonia Delaunay (Grigny – 91), Edouard Vaillant (Gennevilliers – 92) et Jean Macé (Clichy -92) devaient composer les deuxième et troisième promotions accueillies les semaines du 2 et du 30 novembre. Malheureusement, l'évolution de la crise sanitaire nous a contraint à suspendre l'organisation des stages jusqu'à nouvel ordre.

3.3. Un Conseil Régional des Jeunes connecté aux JOP

Soucieux de susciter l'adhésion de la population au projet olympique et paralympique et de favoriser l'engagement citoyen dans cet évènement, Paris 2024, en partenariat avec Respublica, a souhaité organiser des ateliers permettant de faire des participants de vrais acteurs de

l'organisation des Jeux. Ces ateliers de participation citoyenne, par un format ludique, devront faire émerger des propositions concrètes sur l'ensemble des thématiques en lien avec les JOP.

Ainsi, toujours attentive à ce que la jeunesse francilienne devienne acteur des Jeux, le premier atelier organisé par Paris 2024 s'est déroulé le 3 octobre 2020 avec les membres du Conseil Régional des Jeunes (CRJ).

En format dématérialisé en raison du contexte sanitaire, près de 50 membres du CRJ se sont connectés pour y participer et élaborer des propositions autour de trois thématiques : la lutte contre les discriminations, le handicap et l'organisation des Jeux Paralympiques, la participation citoyenne et l'engagement citoyen autour des Jeux.

A la suite d'une présentation du projet et de la stratégie Héritage par un membre du Comité d'organisation Paris 2024, les participants ont échangé autour de l'histoire des Jeux, avant d'imaginer collectivement une ou plusieurs idées répondant aux thématiques proposées.
Les participants ont fait preuve d'un grand intérêt et d'une grande motivation dont ont résulté de nombreuses propositions. Les travaux de cette matinée pourront se poursuivre à l'occasion d'autres réunions du CRJ.

4. Une Région qui se mobilise au quotidien pour ses territoires

Comme cela a été inscrit dans notre stratégie, la Région a un leitmotiv : faire que l'héritage des Jeux profite à tous les territoires franciliens, toutes les Franciliennes et tous les Franciliens.

Il est capital que l'esprit et l'héritage des Jeux irriguent l'ensemble de l'Île-de-France. A titre d'exemple, la Région s'est fortement mobilisée pour la colline d'Elancourt, attachant une attention particulière à ce que les territoires alentours - et notamment Trappes - puissent bénéficier de l'effet Jeux. De même, la Région a demandé au DIJOP à ce qu'il y est un héritage pérenne dans le Val d'Oise, un département jeune et d'une grande diversité sociale.

En tant que Région hôte des Jeux et par définition labellisée « Terre de Jeux 2024 », elle s'est de nouveau mobilisée, à travers l'action de Patrick KARAM, Vice-président en charge des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté, de la politique de la ville et de la vie associative, pour soutenir ses territoires candidats à devenir des Centre de Préparation aux Jeux (CPJ) et notamment cinq sites, dont elle est propriétaire, et qui ont tous été retenus :

- le CREPS Île-de-France ;
- l'île-de-loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines ;
- l'île-de-loisirs de Buthiers ;
- l'île-de-loisirs de Cergy ;
- l'île de loisirs de Jablines-Annet au niveau de son Centre équestre.

Véritable base arrière permettant aux athlètes de s'imprégner de l'ambiance du pays hôte et de se projeter dans l'aventure des Jeux trois ans à l'avance, les CPJ jouent un rôle déterminant dans la préparation des performances sportives.

Pour une collectivité territoriale, accueillir un CPJ contribue à l'attractivité du territoire. Pour les habitants, c'est l'opportunité de découvrir une discipline sportive, un pays, une culture ; la fierté d'accueillir une délégation d'athlètes et d'accompagner sa préparation jusqu'au jour J.

Au terme d'une procédure rigoureuse à laquelle Paris 2024 a associé un grand nombre d'acteurs (État, CNOSF, CPSF, fédérations olympiques et paralympiques nationales, collectivités territoriales, Agence Nationale du Sport, Territoires Unis), 619 équipements sportifs et services d'accueil ont été désignés CPJ, et pourront de ce fait potentiellement accueillir des délégations

sportives internationales dans le cadre de leurs préparations aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Cela représente 415 collectivités territoriales accueillant un CPJ. Toutes les régions et tous les départements ayant candidaté (soit 95 sur 101) sont représentés. Cette répartition géographique permet de faire rayonner la diversité territoriale de notre pays.

Dans cette répartition, le territoire francilien y est particulièrement représenté avec 130 CPJ retenus couvrant l'ensemble des départements : 11 en Essonne (91) ; 14 dans les Hauts-de-Seine (92) ; 2 à Paris (75) ; 15 en Seine-et-Marne (77) ; 19 en Seine-Saint-Denis ; 29 dans le Val-de-Marne (94) ; 21 dans le Val d'Oise (95) ; 19 dans les Yvelines (78).

Suite à ces sélections, Paris 2024 va mettre en ligne un catalogue des centres de préparation qui sera proposé aux délégations internationales au début de l'année 2021.

Il est important de souligner que même si une première vague de sélections a déjà eu lieu, il sera toutefois encore possible pour des collectivités labellisées « Terre de Jeux 2024 » de candidater pour être CPJ. Il leur sera également possible de candidater à partir du deuxième semestre 2021 afin de devenir CPJ pour les sports additionnels de Paris 2024 (breaking, escalade, surf, skateboard).

5. Une Région qui n'a de cesse de rapprocher le sport et la culture – Première phrase

« Combien de fois, dans l'art comme dans le sport, a-t-on évoqué « la beauté du geste ».
L'événement sportif génère une exaltation et un sentiment de communion dont l'intensité est comparable à celle des émotions ressenties lors d'un grand spectacle ou d'un concert.
Ces émotions et instants partagés nous unissent, nous emportent et confèrent à l'événement sportif ou artistique sa portée universelle ».

C'est par cette citation-manifeste des artistes et acteurs de la culture eux-mêmes, rassemblés dans le collectif La Beauté du geste, que nous introduirons la présentation de l'ambition régionale pour l'Olympiade culturelle, dimension essentielle de la préparation et du déroulement des JOP 2024.

La Région se reconnait en effet entièrement dans l'approche des artistes et des acteurs de la culture. L'Olympiade culturelle doit permettre un foisonnement créatif autour de tout ce qui peut, en rapprochant art, culture et sport, nous rapprocher et nous rassembler : le spectacle de la beauté et de l'agilité, la recherche de la perfection, l'invention, le partage d'émotions et de valeurs, l'émulation, la transmission, le désir de se dépasser individuellement et collectivement, la découverte du dépassement du conflit dans la compétition, puis la communion.

Sport et culture ont tant à apprendre, constamment, l'un de l'autre.

Aux côtés de Paris 2024 et tous les partenaires des JOP, la Région s'engage dès à présent très fortement dans l'Olympiade culturelle, pour une programmation aujourd'hui prévue, au regard du contexte sanitaire, à partir de l'automne 2021. Elle veillera à rythmer ses initiatives, ses actions, ses propositions et ses soutiens pour que l'intensité et la diversité de l'Olympiade se déploient jusqu'à l'ouverture des Jeux en 2024. Il importe donc pour elle de permettre aux acteurs de la culture et aux artistes de s'inscrire dans la durée, de monter en puissance et de garder leur souffle. L'Olympiade culturelle sera une course de fond.

L'approche et l'ambition de la Région sont triples :

- Mobiliser l'émergence et la jeune création artistiques ;
- Favoriser la transmission autour des valeurs du sport et de la culture ;
- Réunir et servir à travers l'Olympiade culturelle tous les territoires et tous les publics franciliens.

En premier lieu, avec Florence PORTELLI, Vice-présidente en charge de la culture, du patrimoine et de la création, nous veillerons à ce que la Région mobilise ses dispositifs de soutien pour permettre aux artistes et aux acteurs de la culture de s'associer pleinement à l'Olympiade culturelle.

Dans toutes les disciplines de la culture, elle favorisera ainsi l'émergence de projets et leur diffusion. Théâtres, compagnies, centres d'art, cinémas, bibliothèques, festivals… seront ainsi encouragés à s'engager, et à aller « plus vite, plus haut, plus fort ». Les projets pluridisciplinaires seront naturellement bienvenus et favorablement accueillis.

Dans le respect de la liberté des artistes, la Région mobilisera également ses appels à projets, tel que l'appel à projets pour FoRTE, le Fonds régional des talents émergents. Lancé début novembre, l'appel à projet pour la 4ème édition de FoRTE propose ainsi déjà aux candidats qui le souhaitent, d'inscrire leur projet dans l'esprit de l'Olympiade.

Il en va de même pour l'appel à projets lancé pour les actions d'éducation artistique (EAC) et culturelle de l'année scolaire 2021-2022. Durant toute l'olympiade, l'EAC sera un marqueur et un vecteur fort de l'Olympiade culturelle en Île-de-France. Cela passera par toutes les opérations soutenues par la Région, notamment Lycéens et Apprentis au cinéma (LEAC), dont la programmation fera une large place à la cinématographie du sport. Il en sera de même pour les Leçons de littérature, les écrivains entretenant avec le sport un rapport unique.
Pour les résidences d'artiste ainsi que pour les résidences d'écrivain, seront également encouragées et soutenues, les propositions liant art et sport.

Dans le domaine des arts visuels, pourront être mises à l'étude, des commandes artistiques destinées à inscrire l'Olympiade culturelle dans l'espace public, avec un encouragement particulier aux jeunes artistes et aux équipes de Street art.

La volonté de la Région est que l'Olympiade culturelle diffuse l'esprit des Jeux et le désir de s'y associer dans tous les territoires, tous les quartiers et pour tous les publics franciliens, au-delà des seuls villes et lieux accueillant des sites et des épreuves olympiques. C'est en ce sens que sera encouragée la poursuite des initiatives déjà prises, par et pour nos îles de loisirs, à l'image des Villages sportifs et culturels déployés chaque année. Ces Villages, à disposition des Franciliennes et des Franciliens, permettent au plus grand nombre de découvrir et de s'initier au sport et à la culture. A travers son appel à projets spécifique, la Région encouragera également des projets visant les quartiers populaires. Une réflexion sera envisagée sur la manière de rapprocher, via un appel à projets suscitant des projets artistiques communs, les territoires accueillant les Jeux de ceux qui en sont le plus éloignés. L'Olympiade favorisera ainsi une communication et une communion de l'ensemble de l'Île-de-France préfigurant et préparant celles des Jeux.

Les trois grands opérateurs artistiques et culturels de la Région que sont l'Orchestre national d'Île-de-France (ONDIF), le Fonds régional d'art contemporain (FRAC) et le Chœur Vittoria seront naturellement pleinement mobilisés pour accorder leur programmation et leurs initiatives de diffusion à l'Olympiade.

L'Olympiade culturelle sera également l'occasion d'un travail d'inventaire sur le patrimoine sportif francilien. Ce travail débouchera sur un recensement des sites, voire des labellisations « patrimoine d'intérêt régional », ainsi que sur une publication exceptionnelle visant rigueur

scientifique et diffusion grand public, à l'image des publications régulières menées par la Région dans le domaine de l'inventaire et du patrimoine.

Enfin, l'ambition régionale en faveur de l'Olympiade culturelle sera présentée dans le cadre d'une communication spécifique qui annoncera l'ensemble des objectifs, outils, actions et moyens alloués.

6. Une Région aux ambitions environnementales fortes

Livrer des Jeux propres et écologiques et en assurer un héritage durable sont des axes forts de notre stratégie d'accompagnement à l'organisation des JOP. En tant que partenaire incontournable du Comité d'organisation Paris 2024, la Région accompagne et challenge les objectifs d'excellence environnementale des Jeux, en cohérence avec ses propres engagements pour l'environnement et le climat.

C'est notamment en ce sens que les engagements environnementaux formulés en septembre dernier à l'occasion de la COP Île-de-France 2020 permettront d'inscrire la préparation et la réalisation des Jeux, dans une perspective d'exemplarité, que ce soit en matière de biodiversité, de compensation carbone, de valorisation des circuits courts ou encore de sobriété énergétique.

Comme cela a été le cas en 2019, sous l'impulsion d'Alexandra DUBLANCHE, Vice-présidente en charge du développement économique, de l'attractivité, de l'agriculture et de la ruralité, Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-président en charge de l'écologie, du développement durable et de l'aménagement et Sophie DESCHIENS, Déléguée spéciale en charge de l'économie circulaire, la Région a entrepris et mis œuvre un certain nombre d'actions en 2020, permettant ainsi de poursuivre les objectifs figurant dans notre « feuille de route JOP 2024 ».

En matière d'alimentation durable, la Région va promouvoir l'utilisation des produits de la marque « Produit en Île-de-France » auprès des organisateurs de grands évènements tels que la Coupe du monde de Rugby 2023 et les JOP 2024. Par ailleurs, à travers la mise en œuvre de son plan régional « *Reconquérir les friches franciliennes* » voté en décembre 2019 et des deux Appels à Manifestation d'Intérêt (AMI) organisés en 2020, la Région soutient à ce jour 15 premiers projets de remise en culture de friches agricoles. Ces friches représentent plus de 340 hectares de terres qui, avec l'appui technique et financier de la Région et de ses partenaires, pourront être remises en cultures et le plus souvent intégrées dans des dispositifs favorisant les circuits-courts.

Il convient de souligner que pour Paris 2024, l'alimentation est au cœur de la réussite des Jeux. En effet, comme tous les grands évènements organisés en France, l'alimentation est un sujet essentiel pour l'ensemble des publics accueillis et en l'occurrence pour les Jeux : les athlètes, les volontaires, les collaborateurs, les spectateurs, les partenaires et bien sûr les parties prenantes au niveau de la mobilisation, de l'implication et de l'héritage des territoires. Il s'agira de mettre à l'honneur la gastronomie française et le savoir-faire de tout un pays. C'est en ce sens que la Région a participé le 16 septembre dernier au premier atelier organisé par Paris 2024 sur la Restauration durable pour les JOP. Cet atelier, auquel ont participé plusieurs Pôles de la Région (JOP 2024, Cohésion Territoriale, Lycées, Patrimoine et Moyens Généraux), a pour objectif de contribuer à la rédaction de la Food Vision (Vision en matière d'alimentation) Paris 2024 attendue par le CIO.

Conformément au plan régional de prévention et de gestion des déchets et à sa stratégie en matière d'économie circulaire (SREC) favorisant le « zéro gâchis », la Région poursuit son engagement d'accompagner Paris 2024 à faire de ces Jeux, les premiers Jeux de l'économie circulaire avec un objectif de zéro gaspillage alimentaire, zéro déchet et zéro plastique à usage unique. La Région s'est en effet engagée à éliminer les emballages plastiques à usage unique ou limité d'ici 2030 et s'est fixé un objectif de déploiement de la consigne pour réemploi. Un des

engagements de la COP Île-de-France vise à soutenir 100 projets d'ici 2025 et un appel à projets « Île-de-France zéro plastique » sera également lancé dans le cadre de la SREC.

Il convient également de souligner que la SREC, adoptée le 24 septembre dernier et caractérisée par 3 axes et 45 actions, comporte un levier d'intervention dédié au tourisme, à la culture et aux sports dont les principales actions sont :

- Tourisme : pacte régional tourisme circulaire, création d'un kit zéro déchet pour les touristes, 10 sites touristiques exemplaires vitrines de l'économie circulaire,... ;
- Sport : engager le mouvement sportif dans le zéro déchet, développer l'économie circulaire dans les îles de loisirs, développer l'offre des ressourceries spécialisées dans le sport en lien avec la future REP, développer la réparation (repair cafés pour les équipements sportifs, ateliers de réparation de vélos,…), développer l'achat d'équipements et de matériels réemployés, refabriqués, recyclés, éco conçus…

Concernant les objectifs de préservation de la biodiversité, d'aménagement durable et la création d'espaces verts, la Région Île-de-France a pris, dans le cadre de la COP, des engagements forts parmi lesquels :

- soutenir 100 projets d'amélioration de la qualité des espaces verts pour les rendre plus favorables à la biodiversité, accroître leur résilience face aux changements climatiques et les rendre plus accessibles aux Franciliens (n°49) ;
- ouvrir au public 1 000 hectares d'espaces verts d'ici 2025 (n°47) ;
- poursuivre son soutien au Syndicat mixte pour l'aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP) pour la création d'une forêt emblématique de 1350 hectares dont 600 hectares de plantations nouvelles avec plus d'un million d'arbres à planter dans les prochaines années (n°55).

La Seine est un fil conducteur des JOP tant au niveau sportif, puisqu'elle sera rendue baignable pour accueillir les épreuves de triathlon et de nage en eau libre ; qu'au niveau territorial avec, à titre d'exemple, le Village des athlètes s'ouvrant en son cœur sur la Seine et la création d'une nouvelle passerelle permettant de réaffirmer la connexion entre d'une part Saint-Denis et Saint-Ouen et d'autre part L'Île-Saint-Denis.

De plus, la désimperméabilisation des sols et la maîtrise des ruissellements, particulièrement en zone centrale agglomérée, constitue l'un des enjeux majeurs à tenir pour les Jeux en 2024. C'est en ce sens que l**a Région s'engage à** accompagner 100 projets de désimperméabilisation des sols (engagement n°48 de la COP Île-de-France). D'ores et déjà, des premiers projets ont été désignés lauréats de l'AMI régional « *Reconquérir les friches franciliennes* », et bénéficient d'un soutien technique et financier de la Région. Dans le cadre de sa politique de l'eau, à travers les contrats trames verte et bleue, ce sont plus de 100 hectares de surfaces ruisselant aujourd'hui dans les réseaux qui seront déconnectés de ceux-ci d'ici 2024 en zone centrale de l'agglomération. Le passage au zéro-phyto est également un élément décisif de la qualité des eaux : le rythme est rapide et pratiquement toutes les communes d'Île de France devraient y être en 2030 (engagement n°54 de la COP Île-de-France).

La renaturation des berges contribue fortement au cadre de vie, ainsi qu'à la qualité du milieu. Au-delà des nombreux kilomètres de berges déjà renaturés, d'ici 2024 est en particulier programmée, pour la Seine elle-même, la destruction d'une estacade en béton de 300m à Aubervilliers, tout près du site olympique de L'Île-Saint-Denis.

Au sujet de l'urbanisme transitoire, le projet « le Pavillon en chantier » porté par la commune de L'Île-Saint-Denis sera en 2020, et pour la deuxième fois, lauréat de l'AMI régional *« Soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire »*. La commune a su profiter d'une friche résidentielle pour installer une maison du projet au sein de laquelle les habitants sont invités à découvrir et s'approprier les transformations urbaines à l'œuvre sur L'Île-Saint-Denis qui accueillera une partie

du Village des athlètes.

En matière de sobriété énergétique, lors de la Commission permanente du 27 mai dernier, 1 550 000 euros ont été attribués au SMREC (Syndicat mixte des réseaux d'énergies calorifiques) pour l'installation de thermo-frigo-pompes associées à des puits de géothermie superficielle au sein du quartier Pleyel à Saint-Denis, faisant partie de la zone d'aménagement concerté du Village Olympique et Paralympique. Le projet permettra d'alimenter en chaud et en froid 608 000 m2 de constructions neuves, soit 1952 équivalent-logements, soutenus par 3 programmes d'urbanisme majeurs au sein du quartier Pleyel.

La Région se donne pour objectif de réduire de 20% la consommation énergétique francilienne d'ici 2030 et d'atteindre 40% d'ENR dans le mix énergétique consommé en Île-de-France en 2030, grâce aux Plans régionaux solaire, biométhane et hydrogène (Engagements d'objectif n°162 et n°163 de la COP Île-de-France). Elle maintient également son aide à l'achat de véhicules propres - une prime allant jusqu'à 9 000 € pour l'achat d'un véhicule propre par les PME/TPE - et l'a étendue aux véhicules de transport et aux véhicules rétrofités. Enfin, elle s'engage à mettre en place 3 à 4 unités de production d'hydrogène vert de grande capacité en Île-de-France, le long de l'axe Seine, pour servir les besoins fluviaux, routiers et industriels de la Région (engagement n° 167 de la COP Île-de-France). Ces unités pourraient servir pour les JOP dans le cadre de l'utilisation d'une éventuelle flotte de véhicules à hydrogène.

La Région Île-de-France s'est engagée à :

- faire de son territoire une zone à zéro émission nette avant 2050 et plus particulièrement en termes de compensation carbone ;
- faire des JOP 2024, aux côtés de Paris 2024 et de la SOLIDEO, un évènement neutre en carbone, vitrine des innovations régionales en matière de transports durables, de construction, d'alimentation locale et d'énergies renouvelables (engagement n°101 de la COP).

Cela passera notamment par la mise en place d'un système d'information carbone, permettant à tous les Franciliens de suivre l'évolution du bilan carbone global de leur territoire (engagement n°172 de la COP) ou encore par l'accompagnement d'apprentis dans la formation aux métiers de l'écoconstruction (25 000 d'ici 2025) qui pourront être mobilisés sur les chantiers des ouvrages olympiques.
Les Jeux sont considérés à juste titre comme un accélérateur des politiques publiques. En matière environnementale, les JOP 2024 doivent, entre autres, favoriser la transition écologique. La Région s'inscrit parfaitement dans cet objectif et à titre d'exemple lors de sa participation à la commission de sélection des offres du Village Olympique et Paralympique, elle a porté, et porte toujours, une attention particulière à la dimension de l'héritage durable de ce projet hors norme qui passera d'un Village pour les athlètes à un tout nouveau quartier pour les Franciliens et les Franciliennes, en 2025.

L'ambition écologique et environnementale y est prépondérante et totalement en phase avec la politique régionale menée. En effet, les nouvelles constructions doivent prendre en compte les trois prescriptions suivantes :

- protéger et développer la biodiversité (toitures permettant d'accueillir insectes et oiseaux, clôtures perméables favorisant le passage de la petite faune…) ;
- maîtriser le budget carbone dans la trajectoire de la neutralité carbone de 2050 (matériaux biosourcés tels que le bois, réversibilité des constructions, cycle de vie du bâtiment intégrant les questions de l'exploitation et des consommations d'énergie dès la conception…) ;
- adapter la ville au climat de 2050 à travers notamment des aménagements atténuant les effets du changement climatique (revêtements de sol, présence de végétaux et

d'eau dans les espaces publics…).

7. Une Région mobilisée pour répondre aux besoins des JOP, générateurs d'emplois et de formations

En avril 2019, lors de la présentation de la cartographie des emplois mobilisés pour les JOP, Valérie PÉCRESSE, Présidente de la Région Île-de-France, avait rappelé l'ambition de la Région, au regard de ses compétences, d'être le « DRH des Jeux ».

Ainsi, sous l'impulsion de Vincent JEANBRUN, alors Vice-président en charge de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'apprentissage, la Région Île-de-France a entamé la création d'une cartographie des formations pour les JOP.

Cette cartographie, qui était une des principales attentes de Paris 2024, a donné lieu à l'édition de 15 fiches déclinant les principaux métiers mobilisés par les Jeux. 12 de ces métiers sont présents dans l'offre régionale de formation (PRFE).

Ces fiches actions reprennent notamment :

- le Programme Régional de Formation pour l'Emploi (PRFE) : programme annuel de formations professionnelles qualifiantes destinées aux demandeurs d'emploi et couvrant les domaines d'activités qui seront requis pour l'organisation des Jeux ;
- le Parcours d'entrée dans l'emploi (PEE) : pour les Jeunes de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés, afin qu'ils construisent ou confirment un parcours professionnel pour accéder à l'emploi et aux contrats d'alternance ;
- le Programme régional de formations transversales (PRFT) : programme au service de l'apprentissage et du perfectionnement en langue anglaise. L'ensemble des demandeurs d'emploi avec un projet professionnel sont éligibles, l'objectif étant d'obtenir une certification (DCL, TOEIC, BULATS) afin d'accéder à l'emploi.

Cette action est déclinée dans 6 domaines : métiers du service en salle, métiers du transport et de la logistique, métiers de la sécurité privée, métiers de l'accueil et renseignements sur sites, métiers de la cuisine et de la restauration.
La Région s'est donné pour objectif de devenir une Région multilingue. En effet, la maitrise de l'anglais est une compétence qui sera recherchée dans de nombreux secteurs pour les JOP. La plateforme QIOZ permettant d'apprendre et de maîtriser les langues constitue un outil clé de l'employabilité.

Il convient de souligner que les 3 familles de métiers non couvertes par l'offre de formation collective régionale (métiers de la charpente (gros œuvre bâtiment) ; métiers de la communication, du marketing, de l'évènementiel ; métiers du spectacle vivant) peuvent malgré tout être couvertes par la mobilisation du dispositif AIRE (Aide Individuelle Régionale pour l'Emploi) qui permet la prise en charge par la Région du financement des formations sur demande individuelle des demandeurs d'emploi.

Une attention particulière est portée à la Seine-Saint-Denis afin que les demandeurs d'emploi de ce département puissent réellement accéder aux emplois générés par les Jeux.

A l'avenir, d'autres actions pourront également être mises en place par la Région, notamment par le biais du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC). Dans ce cadre, des échanges sont en cours entre l'Etat et la Région qui souhaite pouvoir accompagner financièrement le parcours des sportifs de haut niveau, dont beaucoup sont dans des situations précaires, parfois dramatiques, afin de faciliter leur succès de médailles à l'aune des JOP de Paris 2024.

Du côté du mouvement sportif, en 2019, à l'initiative de Patrick KARAM, Vice-président en charge des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté, de la politique de la ville et de la vie associative, un protocole de partenariat a été signé entre la Région Île-de-France et la Fédération Française d'Athlétisme (FFA).
Dans le cadre de ce partenariat, la Région a souhaité expérimenter et développer de nouvelles formes d'accompagnement et de recrutement sur son territoire, à l'appui du programme de la FFA intitulé « Du stade vers l'emploi en 2024 ».

Le principe innovant de ce dispositif est d'organiser sur une journée des ateliers de coaching sportif et d'emploi qui réunissent les demandeurs d'emploi et les entreprises franciliennes qui recrutent. Il s'agit d'une nouvelle manière d'imaginer et d'aborder un "job dating" en mettant en avant le fait que le sport et ses valeurs peuvent servir la vie d'entreprise.

Déployés sur le territoire national, 50 opérations de ce type ont été labélisées « Terre de Jeux 2024 » pour contribuer à déployer l'héritage des JOP. L'objectif est que 60% des participants puissent trouver un emploi à l'issue de ces « job dating ».

Ainsi, la Région a décidé avec la FFA et le concours de la Ligue Île-de-France d'Athlétisme, en partenariat avec Pôle Emploi Île-de-France et Paris 2024, de déployer 13 opérations du programme. Cela situe la Région Île-de-France comme la Région la plus mobilisée sur ce programme.
Cependant, en raison de la crise sanitaire, seulement 1 opération a pu avoir lieu le 12 mars 2020 au CDFAS à Eaubonne dans le Val d'Oise.
Prenant en considération que le déroulement de cette opération s'est fait dans un contexte tendu de début de crise sanitaire, son bilan est très satisfaisant :

- 27% de taux de retour à l'emploi ;
- 28 demandeurs d'emploi recrutés dont 8 le jour même ;
- 95% de satisfaction des entreprises sur le format ;
- 87% de satisfaction des demandeurs d'emploi sur le format ;
- 13 entreprises présentes (désistement de 8 entreprises suite au COVID-19) ;
- Participation de 130 personnes (106 demandeurs d'emploi + jeunes des missions locales) ;
- 20 conseillers de Pôle emplois présents ;
- 10 coachs sportifs et 1 animateur présent.

Enfin, de par ses compétences et sa grande expérience en matière de formation et apprentissage, la Région Île-de-France sera impliquée dans l'organisme de formation des Jeux Olympiques et Paralympiques nouvellement créé : l'Académie Paris 2024.
Reconnue comme organisme de formation, l'Académie accompagnera le développement des compétences de l'ensemble des ressources mobilisées dans la préparation et l'organisation des Jeux, soit plus de 4 500 salariés, 50 000 volontaires, 70 000 prestataires et 10 000 partenaires. L'Académie pourra également contribuer à former d'autres publics selon les besoins identifiés par Paris 2024 ou ses parties prenantes (athlètes, journalistes, membres des fédérations sportives, référents territoriaux, services civiques, …).
La Région sera notamment représentée au Conseil d'orientation stratégique dont le rôle sera d'être force de proposition pour développer les activités de l'Académie Paris 2024 et contribuer à la définition et à l'évaluation de ses orientations stratégiques.

8. Une région qui entend faire des JOP une opportunité pour les TPE/PME et les entreprises de l'ESS

Les JOP représentent 5 milliards d'euros de marchés. Plus que jamais, ils doivent symboliser un horizon économique positif.

Par l'action d'Alexandra DUBLANCHE, Vice-présidente en charge du développement économique, de l'attractivité, de l'agriculture et de la ruralité, la Région Île-de-France s'est mobilisée, en partenariat avec la SOLIDEO et Paris 2024, pour informer les entreprises sur les marchés liés aux Jeux, notamment auprès du réseau du Paris Région Business Club, qui regroupe plus de 3000 entreprises lauréates des aides financières régionales.

Une communication dédiée et systématique a été mise en place afin de permettre aux entreprises de se faire connaître auprès des organisateurs et des donneurs d'ordre des Jeux en s'inscrivant sur la plateforme Entreprises2024 ; de répondre aux marchés ; et de s'associer pour favoriser les opportunités d'affaires, les collaborations ou la sous-traitance.

Pour permettre aux entreprises de rencontrer des partenaires innovants et attractifs, la Région a déployé le Smart service du Paris Région Business Club, un service numérique à destination des entreprises franciliennes en développement.

Pour renforcer l'information aux entreprises, la Région va organiser, à destination des entreprises du Paris Région Business Club, un webinaire consacré aux opportunités générées par les Jeux.

Le 8 octobre dernier, la SOLIDEO a organisé un Meet up « Tous ensemble pour bâtir les ouvrages olympiques ! » dont la Région Île-de-France était partenaire. Ce Meet up, qui a finalement dû se dérouler de manière dématérialisée, a permis à plus de 500 entreprises d'obtenir des rendez-vous d'affaires avec les différents constructeurs des Jeux. Les entreprises du Paris Région Business Club ont été invitées à s'inscrire à cet événement et un suivi post Meet up a été mis en place pour les accompagner dans leurs réponses aux marchés.

En effet, la Région Île-de France accompagne financièrement les entreprises, en particulier les TPE-PME et les entreprises de l'ESS qui souhaitent répondre aux marchés liés aux Jeux, à travers ses différentes aides économiques. Elle s'est dotée d'une stratégie globale sur la période 2017-2021 : la stratégie #LEADER, qui soutient la croissance, l'emploi et l'innovation des entreprises franciliennes. Ces aides économiques, simples et accessibles, s'adressent à toutes les entreprises ayant un projet de développement et/ou d'innovation et sont un véritable levier de croissance. La Région est extrêmement attachée à faire des Jeux une vitrine technologique de l'Île-de-France en soutenant les expérimentations innovantes des entreprises franciliennes.

Dans le cadre du plan de développement de l'ESS au niveau de chaque bassin d'emplois francilien, des temps d'information et de sensibilisation sur les opportunités liées aux Jeux dédiés spécifiquement aux entreprises de l'ESS ont été maintenus malgré le contexte sanitaire. Ainsi, des ateliers conviant les structures ESS de Boucle Nord de Seine, Grand Roissy Le Bourget, Seine Aval, Grand Orly Seine Bièvre, Ouest 95 ont pu se tenir, comme ce sera ensuite le cas en Sud Essonne et Paris Vallée Sud.
En encourageant les entreprises de l'ESS à se saisir des opportunités économiques liées aux Jeux, la Région Île-de-France participe à faire des JOP 2024 des Jeux solidaires et inclusifs. C'est en ce sens que l'ensemble de sa stratégie régionale pour l'ESS est au service des entreprises de l'ESS souhaitant se préparer aux Jeux.
L'année 2020 a bien entendu été marquée par un accompagnement appuyé de ce secteur pour faire face à la crise économique résultant des conséquences de la crise sanitaire (confinements, activités à l'arrêt), avec le déploiement de multiples actions de soutien sous forme de financements et d'accompagnements. Malgré ce contexte particulièrement difficile - obligeant de nombreuses

structures à « gérer les urgences » - l'accompagnement des entreprises de l'ESS souhaitant se développer a été pleinement maintenu, avec par exemple le démarrage de l'accompagnement de dix nouvelles entreprises de l'ESS à fort potentiel dans le cadre du dispositif « l'Accélérateur ESS », mis en œuvre par HEC Paris. Plusieurs des nouveaux lauréats de ce dispositif sont positionnés sur des activités directement liées aux JOP et aux grands projets. A titre d'exemple, l'entreprise d'insertion Urban Environnement, qui souhaite se spécialiser dans les panneaux de signalisation liés aux grands événements (signalétique indiquant visuellement l'entrée des sites, notamment en hauteur), et qui a l'ambition de pouvoir réaliser ces prestations pour les JOP, ou encore le groupe ESS APEI Boucle de Seine, qui prépare une réponse en consortium pour les marchés Espaces Verts liés aux Jeux.
La Région poursuit également ses actions avec ESS 2024 - La Plateforme Solidaire, en les invitant par exemple à intervenir lors de son Comité des Partenaires ESS qui se réunit chaque semestre.
Enfin, la Région Île-de-France a participé en mai dernier au Comité stratégique ESS 2024. Ce Comité portait essentiellement sur le rôle majeur que les marchés des JOP peuvent jouer pour accompagner la relance de l'activité de l'économie locale et de l'ESS, et donner de la force au volet solidaire et inclusif du projet de Paris 2024. A cette occasion, Sylvie MARIAUD, Déléguée spéciale chargée de l'économie sociale et solidaire, a rappelé la conviction de la Région sur le fait que les valeurs de l'ESS sont des possibles solutions aux défis écologiques, sociaux et économiques qui s'annoncent, tout ceci nous invitant à poursuivre et intensifier nos actions pour protéger et surtout développer encore davantage cette part de l'économie. Il a également été réaffirmé la pleine coopération de la Région aux objectifs d'ESS 2024, et la disponibilité de ses services pour le relever le défi de Jeux solidaires, d'autant plus nécessaires aujourd'hui.

9. Une Région toujours omniprésente et attentive sur de nombreux sujets

La Région poursuit, par la voix notamment de Vincent ROGER, Délégué spécial en charge des JOP, sa participation aux différentes réunions sur différents sujets pilotées ou co-pilotées par Paris 2024, la DIJOP, la SOLIDEO voire d'autres acteurs de l'écosystème.

Comme cela avait été indiqué dans la communication de l'année dernière, il s'agit par exemple de la présence de la Région :

- avec le CRT, au Comité stratégique du projet «d'interconnexion des billetteries sportives, culturelles et touristiques » dans la perspective de la Coupe du monde de Rugby France 2023 que la Région va soutenir et des Jeux en 2024 ;
- avec les équipes d'Île-de-France Mobilités (IDFM) et en lien avec le Vice-président en charge des Transports Stéphane BEAUDET, au Comité des mobilités, groupe de travail permettant d'une part d'apporter à Paris 2024 la visibilité nécessaire sur les infrastructures et moyens de transport à horizon 2024, d'autre part de coordonner les politiques des différents acteurs institutionnels compétents en la matière, voire de préparer les arbitrages nécessaires dans les toutes prochaines années, pour faciliter les déplacements de tous durant la période des Jeux (population concernée par les Jeux et les autres), limiter l'empreinte carbone et garantir la pertinence des choix et investissements opérés au regard de leur durabilité (enjeu de « l'héritage») ;
- à la commission culturelle des parties prenantes de Paris 2024, commission qui permet d'accompagner la stratégie du comité d'organisation et d'assurer un suivi constant et attentif du programme culturel (Olympiade culturelle et festival olympique et paralympique) ;
- au Comité Egalité et Diversité de Paris 2024, en association avec le Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations – Service des droits des femmes et de l'égalité femmes-hommes (SDFE) et la Délégation Interministérielle à la lutte contre les discriminations, l'antisémitisme et l'homophobie (DILCRAH) -, le Ministère des Sports et la DIJOP.
  Ce Comité, qui rassemble les parties prenantes et des experts des questions de l'égalité, de diversité, de la lutte contre les discriminations, a pour objectif notamment de mettre en

place une mesure phare du plan Héritage de l'Etat : la « Création d'un label égalité femmes-hommes des Jeux de Paris 2024 ».
Les futurs travaux de ce Comité s'inscrivent dans la continuité du travail réalisé par Marie-Pierre BADRE, Déléguée spéciale en charge de l'égalité femmes-hommes.

La Région Île-de-France poursuit également fortement son action sur le sujet du handicap en s'impliquant au quotidien pour qu'un changement de regard se produise. C'est une priorité de sa politique impulsée par Pierre DENIZIOT, Vice-président en charge du logement et du handicap. Les Jeux doivent donc servir de support à la diffusion d'un état d'esprit ouvert, généreux, civique et solidaire. Des Jeux Olympiques réussis sont des Jeux Paralympiques réussis !

Cela s'est notamment traduit au niveau de la révision du concept des Jeux qui a permis d'optimiser le concept paralympique. Ce dernier a été guidé par les objectifs suivants :

- Préserver l'ambition paralympique ;
- Optimiser les opérations ;
- Intégrer de nouvelles opportunités.

Ainsi, de nouveaux sites accueilleront la même programmation sportive pour les Jeux Olympiques et les Jeux Paralympiques (le para tennis de table sera sur le même site que le tennis de table ; idem pour le para judo et le para taekwondo). Cet alignement des deux concepts rend le projet paralympique encore plus fort.

Depuis le début de l'aventure, Paris 2024 s'est entouré d'un écosystème d'acteurs - État, collectivités territoriales, acteurs du mouvement sportif, de la santé, associations du secteur du handicap, acteurs du secteur protégé et adapté et de l'emploi, athlètes olympiques et paralympiques - qui, dans la perspective des Jeux, ont décidé d'unir leurs forces pour accélérer leurs programmes d'actions respectifs et prendre des engagements communs, autour de trois axes :

- améliorer l'accès à la pratique des personnes en situation de handicap ;
- contribuer à une meilleure inclusion des personnes en situation de handicap ;
- améliorer l'accessibilité universelle grâce à l'organisation des Jeux en 2024.

Ces trois axes rejoignent les actions que mène la Région et les dispositifs qu'elle développe, dans le champ de la pratique sportive, de l'emploi et de l'insertion, de l'accessibilité…

Dans le cadre de l'IPC (Comité international paralympique) Excellence Programme, Paris 2024, en collaboration avec la World Academy of Sport et l'IPC, organise des workshops auxquels participe la Région Île-de-France. Ces sessions de travail dédiées aux collaborateurs de Paris 2024 et des parties prenantes visent à approfondir, développer et échanger autour de sujets relatifs à l'organisation des Jeux Paralympiques et ainsi en assurer leur succès et leur réussite.

Aussi, au travers d'évènements ou de dispositifs comme la SOP, les Duo Day, Objectif Emploi, la Journée internationale du handicap ou la Semaine européenne pour l'emploi des personnes en situation de handicap (PSH), la Région contribue à mobiliser et sensibiliser le plus grand nombre afin de faire bouger les lignes et permettre qu'un changement de regard sur le handicap s'opère réellement. Elle a par exemple choisi le thème « Handicaps, un autre regard » pour mettre en avant la Semaine européenne pour l'emploi des PSH et ainsi donner le coup d'envoi d'une exposition de photographies « Être beau ». Une série de portraits de personnes de tous âges et toutes professions, ayant pour point commun de ne pas être dans la « norme », ont été mis en lumière, parmi lesquels deux athlètes paralympiques : Tanguy DE LA FOREST, Ambassadeur du Sport de la Région en para tir et Laëtitia BERNARD, championne de France de para équitation.

Pour œuvrer en faveur de ce changement de regard, il est aussi très important de s'adresser aux jeunes générations afin de les sensibiliser très tôt sur le sujet. En septembre dernier, les collégiens qui composaient la première promotion 2020/2021 du dispositif « 1000 stages de découverte des

JOP », ont bénéficié d'une séquence autour du parasport, en présence d'Hamida REZEG, Vice-présidente en charge du tourisme. Les jeunes stagiaires ont pu échanger toute une demi-journée avec les athlètes paralympiques, Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France, Alex ADELAIDE (champion de France de para athlétisme) et Bopha KONG (champion du monde de para taekwondo). Ses échanges ont notamment porté sur leur parcours de vie et leur sport.
En matière de sécurité, la cartographie des emplois présentée par Paris 2024 en avril dernier indiquait que les métiers de la sécurité privée mobiliseraient 30 200 emplois directement liés à l'organisation des Jeux, c'est-à-dire à la sécurisation des sites olympiques et paralympiques.
Avec Frédéric PECHENARD, Vice-président en charge de la sécurité et de l'aide aux victimes, la Région mène, sans relâche, une action au quotidien pour améliorer la sécurité en Île-de-France et notamment dans la perspective de l'accueil des JOP en 2024.

Pour anticiper les mutations de l'ensemble des métiers liés à la sécurité et à la sûreté ainsi que les besoins en formation et en emplois de ces filières, la Région Île-de-France sous l'impulsion de Charlotte BAELDE, Déléguée spéciale en charge du campus des métiers et des qualifications (CMQ), CY Paris Cergy Université et les académies franciliennes se sont associées pour porter un projet de CMQ d'Excellence autour des métiers de la sécurité à Argenteuil. Ils sont soutenus et accompagnés par le Département du Val d'Oise et la ville d'Argenteuil.

En effet, les besoins sont amplifiés par les menaces de risque terroriste, la crise sanitaire, les contraintes nouvelles de confinement/déconfinement, mais aussi par les opportunités que constituent les grands chantiers franciliens comme le Grand Paris Express, et surtout l'organisation de grands événements sportifs internationaux comme les JOP en 2024.

Le CMQ Sécurité est pensé comme un carrefour d'échanges pour anticiper les mutations des filières, développer leur attractivité et construire les métiers de demain, autour de 4 axes métiers principaux : sécurité des données et des systèmes d'information, cybersécurité ; sécurité des biens et des personnes ; prévention des risques extrêmes et gestion des grands événements ; gestion du bien-être et de la confiance. L'objectif est de répondre aux besoins des entreprises, en enrichissant l'offre existante grâce au développement de modules complémentaires et à la co-construction de formations innovantes pour les métiers de demain, au service de l'attractivité de l'Île-de-France, de l'emploi et de l'insertion professionnelle des Franciliens.

Depuis le mois d'octobre, ce sont 150 élèves qui suivent les différents supports de formation en présentiel et désormais à distance.

Avec l'acquisition prochainement d'un lieu d'incarnation conséquent, l'ambition du CMQ Sécurité est d'apporter à ces marchés franciliens en tension tout l'impact d'un centre de formation associant les meilleures pratiques du monde de l'entreprise et du monde académique tant scolaire que supérieur. Avec un jalon important pour les besoins en emplois en 2024, ce seront entre 500 et 1500 apprenants par an qui pourront ainsi répondre aux exigences de ces nouveaux métiers, en formation initiale ou continue, en complémentarité avec l'écosystème actuel de formation dans chacune des branches concernées.

Avec une gouvernance tripartite (collectivités, monde scolaire et académique, acteurs économiques), les entreprises seront au cœur de la conception, du déploiement et du suivi du projet. Le CMQ Sécurité qui, de par ses axes, trouve son incarnation dans la sécurité globale, est le fruit d'une co-construction entre les collectivités, l'université, le monde académique, les acteurs du développement économique et les entreprises. Le CMQ Sécurité constituera un héritage matériel et immatériel conséquent, à la hauteur de nos attentes et de celles des Franciliens.

Le volet des relations internationales en lien avec les JOP est également très suivi notamment dans le cadre des premiers Jeux que le continent africain accueillera. Dakar accueillera en 2026 les Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) qui étaient prévus, avant la pandémie mondiale de la Covid-19, en 2022.

Afin d'accompagner le comité d'organisation sénégalais dans la réalisation de cet événement, le CIO a soutenu la mise en place d'un partenariat avec le comité d'organisation Paris 2024.

Ainsi, une coordination s'est mise en place dans le cadre de « l'alliance Djoko » qui associe les partenaires français impliqués : le CIO, le Comité National Olympique Sportif Français, le Ministère des sports, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'INSEP, la Mairie de Paris, l'Association Internationale des Maires Francophones, l'Agence française de développement et la Région Île-de-France.

Dans le cadre de ces travaux, la Région a identifié des pistes de coopération qu'elle a proposées de travailler avec les autorités sénégalaises à l'occasion des JOJ : le marketing territorial, la gestion des déchets, les transports, les échanges de délégations sportives et l'aménagement de certains sites sportifs accueillant des épreuves.

Un échange au sujet de cette coopération a eu lieu le 25 février dernier lors de l'accueil d'une délégation sénégalaise au siège de la Région Île-de-France. Vincent ROGER, Délégué spécial en charge des JOP et Hamida REZEG, Vice-présidente en charge du tourisme, ont pu présenter certains axes forts de notre politique tout comme certains de nos dispositifs en lien avec la stratégie régionale d'accompagnement à l'organisation des Jeux.

Même si, en raison de la crise sanitaire, les JOJ de Dakar ont été reportés en 2026,
l'« alliance Djoko » n'en n'est pas pour autant remise en cause et Paris 2024 va travailler avec Dakar 2026 sur une convention plus créative et ambitieuse, axée sur la transmission de Paris 2024 à Dakar 2026 en termes d'héritage, d'engagement et de livraison.

En ce qui concerne les pistes de coopération envisagées par la Région Île-de-France, celles-ci sont toujours d'actualité mais demanderont des ajustements au niveau de leur temporalité, en raison du report des JOJ. D'ailleurs, ce report pourrait faire naître de nouvelles opportunités à saisir.

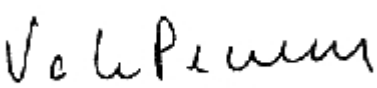
Sur le volet des affaires européennes en lien avec les JOP, la Région a choisi de solliciter des cofinancements européens afin de contribuer à la mise en œuvre de ses projets dans un cadre partenarial innovant.
Elle est ainsi partenaire du projet d'innovation collaboratif EVENTS, déposé en réponse à un appel à projets du programme-cadre Horizon 2020. S'il est retenu en décembre 2020 par la Commission européenne, le projet permettra d'expérimenter des solutions, technologiques et non technologiques, visant à faciliter l'accès au réseau de transport public aux utilisateurs vulnérables et/ou handicapés lors de grands événements sportifs et culturels.

En Île-de-France, territoire « phare » du projet, EVENTS proposera d'expérimenter une solution de mobilité complémentaire du système de transports publics, innovante et sobre en carbone, permettant aux usagers les plus vulnérables de se rendre sur le site olympique du Stade de France de façon sécurisée. Elle se déroulera en concertation avec les acteurs du système de mobilité francilien : IDF Mobilités, la RATP et le Comité d'organisation Paris 2024. Le consortium est piloté par Helsinki, inclut 25 partenaires européens (autorités publiques, PME, fournisseurs de solutions, partenaires académiques, réseaux, associations...), dont trois autres sites pilotes : Helsinki, Salzbourg et Berlin. Les partenaires français, outre la Région, sont le laboratoire de recherche VEDECOM, le pôle de compétitivité Mov'eo, les entreprises Valeo et Gyrolift et l'Institut Paris Région.

EVENTS contribuera à la visibilité du savoir-faire francilien en termes de mobilité, d'innovation et d'accueil de visiteurs, mais aussi de prise en compte des usagers vulnérables et de leur accessibilité.

Par ailleurs, la Région accompagne et soutient plusieurs porteurs de projets franciliens dans leurs réponses à d'autres appels à projets d'Horizon 2020 en lien d'une part, avec la sécurisation des Jeux en 2024 (par exemple le projet Euroc@p avec le Commissariat de l'Energie Atomique visant l'utilisation de l'intelligence artificielle pour anticiper d'éventuelles menaces) et d'autre part, avec l'excellence environnementale (économie circulaire et mobilités vertes) dans le cadre du « Pacte vert européen ».
Sur ces sujets, la Région est notamment en lien avec la SOLIDEO, qui a souhaité se doter d'une stratégie « Excellence environnementale », se traduisant par la conception d'infrastructures pour la ville de demain, à même de répondre aux défis d'une transition écologique et solidaire. Pour la SOLIDEO, construire une ville durable et inclusive passe par le développement de projets innovants et structurants, qui puissent être des démonstrateurs réplicables, tout en accompagnant les filières vertueuses françaises de la ville durable. C'est en ce sens que l'éligibilité de la SOLIDEO à certains financements européens peut constituer un nouvel outil au service de leur stratégie innovation.
Pour mémoire, plusieurs des nouveaux programmes européens 2021-2027 devraient permettre de soutenir d'autres projets à venir : Erasmus + (développement des pratiques sportives, y compris pour les publics féminins et en situation de handicap, problématiques d'accueil et de formation), Life (exemplarité environnementale, y compris biodiversité), Europe créative (pratiques culturelles innovantes et création de filières), INTERREG ou Horizon Europe successeur de Horizon 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-C01
DU 14 DÉCEMBRE 2020

DISPOSITIF D'AIDE À LA RELANCE DES COMMERCES ET FONDS RÉSILIENCE 2021

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement modifié (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187/1 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption de la stratégie régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2020-029 du 11 juin 2020 relative à la participation de la Région au fonds résilience Île-de-France et collectivités ;

VU la délibération n° CP 2020-C14 du 1er juillet 2020 relative aux aides entreprises : PM'up Covid-19, 2ème Rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-414 du 23 septembre 2020 relative au déploiement de l'aménagement numérique, de la politique entrepreneuriat, de l'artisanat et des métiers d'art ; aux aies entreprises : PM'up Covid-19, 2ème Rapport pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-526 du 15 octobre 2020 relative à l'aménagement des dispositifs Chèque numérique et Fonds Résilience Île-de-France et collectivités ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission du tourisme ;

VU le rapport n°CR 2020-C01 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Renouvellement du dispositif Résilience en 2021

Adopte le principe d'un renouvellement du dispositif Résilience jusqu'en juin 2021 sous réserve de l'accord préalable de l'Etat.

Article 2 : Avenant n°4 à la convention tripartite du fonds Résilience

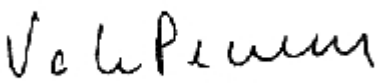
Adopte l'avenant n°4 à la convention tripartite du fonds Résilience adoptée par la délibération n° CR 2020-029 du 11 juin 2020 susvisée, tel que présenté en annexe n° 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 3 : Aide exceptionnelle à la relance des commerces franciliens

Adopte le règlement d'intervention « Aide exceptionnelle à la relance des commerces franciliens », tel que présenté en annexe n° 2 à la présente délibération.

Autorise la présidente à signer tous actes et documents relatifs à la mise en œuvre de ce dispositif.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 18 décembre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 18 décembre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201214-lmc1100723-DE-1-1) et affichage ou notification le 18 décembre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Avenant n°4 fonds Convention Resilience

Avenant n°4 à la Convention de dotation du fonds Résilience Île-de-France&Collectivités

ENTRE

La **région Île-de-France**, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CR 2020-C01 du 14 décembre 2020.

Ci-après dénommée la « Région »,

ET

La **Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L 518-2 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est sis 56 rue de Lille, 75007 Paris, représentée par Madame Marianne Louradour, en sa qualité de Directrice Régionale Île-de-France agissant en vertu d'un arrêté portant délégation de signature du Directeur général en date du 1 juin 2020,

Ci-après dénommée la « Caisse des Dépôts »,

La Région et la Caisse des Dépôts étant désignées ensemble les « Contributeurs ».

ET

L'association InitiActive Ile-de-France, dont le siège est situé 36, rue des Petits Champs 75002 Paris, représentée par ses co-présidents, Monsieur Loïc Dupont et Monsieur Lionnel Rainfray,

Ci-après dénommée « l'Association »,

La Région, la Caisse des Dépôts et l'Association sont désignées ensemble les « Parties », et individuellement une « Partie ».

Vu la convention relative à la dotation du fonds Résilience Île de France&Collectivités adoptée par délibération n°CR 2020-029 en date du 11 juin 2020 signée le 18 juin 2020

PREAMBULE

Dans le contexte de la crise sanitaire impactant fortement le tissu économique francilien, l'Association a souhaité créer un fonds à l'attention des petites entreprises et des structures de l'ESS et a proposé d'abonder ce fonds sur la base de l'article L. 1511-7 du code général des collectivités territoriales en vue d'apporter une réponse responsable, efficace et coordonnée, et d'assurer une équité de traitement sur l'ensemble du territoire régional.
Par délibération n° CR 2020-029 du 11 juin 2020, la Région a décidé de participer à un fonds d'avances remboursables intitulé fonds Résilience Île-de-France & Collectivités.
Dans ce cadre, il était prévu une fin du dispositif au 31/12/2020, à la fois pour l'octroi et le versement des aides. Suite à une forte affluence des demandes du fait du deuxième confinement et afin de satisfaire le plus grand nombre d'entreprises, la plateforme de candidature a fermé le 10 décembre 2020. Si l'Association est en capacité d'instruire

dans ce délai de l'octroi ou non de l'avance pour l'ensemble des dossiers déposés, elle dépend de la réactivité de l'entreprise pour la contractualisation et donc du versement de l'aide. Du fait de ces délais resserrés, l'Association sollicite un délai supplémentaire pour assurer l'ensemble des versements des aides octroyées avant le 31/12/2020.

Il est donc proposé d'adopter un avenant n°4 à la convention tripartite afin de prendre en compte ces modifications.

ARTICLE 1er

A l'article 4 : Caractéristiques générales des avances remboursables et opérations éligibles :

Il est proposé de remplacer la dernière phrase de l'article : « Les décisions d'octroi des avances remboursables et le versement des montants dus interviennent avant le 31 décembre 2020»
par « Les décisions d'octroi des avances remboursables interviennent avant le 31 décembre 2020. Le versement des sommes dues pourra intervenir jusqu'au 31 janvier 2021 pour prendre en compte les délais administratifs liés à la contractualisation entre le bénéficiaire et l'Asssociation.»

ARTICLE 2

Les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant restent inchangées**.**

Fait en trois exemplaires originaux,

Le, XX/XX/2020 à XXX

Pour la Région,	Pour la Banque des Territoires
Le Directeur Ressources et Relations avec les Entreprises Pôle Entreprises et Emploi **Romain FOLEGATTI**	**Marianne LOURADOUR**
Pour InitiActive IDF	Pour InitiActive IDF
Lionnel RAINFRAY	**Loïc DUPONT**

Annexe 2 - RI Fonds d'urgence Commerces

Règlement d'Intervention

Aide exceptionnelle à la relance des commerces

BASES REGLEMENTAIRES

Règlement (UE) n°14/08/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Régime Aide d'Etat SA 56985 (2020/N) modifié France – COVID-19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises ;

Articles L. 1611-7 et D.1611-26-1 du code général des collectivités territoriales.

OBJECTIFS DU DISPOSITIF

Les commerces sont un maillon essentiel de l'animation des territoires : ils apportent des services au quotidien, au plus près des populations et participent de l'animation des centres villes et centres-bourg. Ils génèrent une activité économique et créent des emplois dont la destruction aurait de lourdes conséquences au plan local et risquerait d'infléchir la dynamique économique régionale.

Leur fermeture administrative a brutalement stoppé leur activité. Elle a engendré d'importantes pertes de revenus qui ne pourront être rattrapées, d'autant que dans certains cas le lien commercial a été distendu.

Or ces derniers mois ces commerces ont engagé d'importantes dépenses d'aménagement pour leur lieu de vente, et dans certains cas pour leur atelier et espace de stockage. Dans le même temps, ils ont dû continuer à assumer leurs coûts fixes. Aussi leur situation financière est-elle aujourd'hui particulièrement dégradée, d'autant que leurs capacités d'endettement sont désormais le plus souvent saturées.

Les plus petites de ces entreprises qui ne sont pas propriétaires de leurs locaux et qui ont fait l'objet d'une deuxième décision de fermeture administrative sont les plus durement affectées. Leur capacité à relancer leur activité est entravée et, dans certains cas, c'est leur pérennité même qui est menacée.

Pour répondre à ce risque, la Région Ile-de-France met en place une subvention exceptionnelle à destination des commerces ayant subi une fermeture administrative à compter du 30 octobre.

<u>Bénéficiaires</u> :

- Commerces de proximité, bars, restaurants et artisans (sociétés ou indépendants),
- dont l'établissement est situé en Île-de-France,
- créés avant le 15 octobre 2020,
- inscrits au Registre du Commerce et des Services (RCS) ou au Répertoire des Métiers ;

- dont l'activité relève d'un code NAF 13 à 18, 20, 22-23, 26 à 28, 31 à 32, 45-11z et 45-19z, 47, 56 (hors restauration rapide), 74.1 et 74.2, 77.2, 79, 82.11z, 85.53Z, 93, 95.2 et 96 (liste en annexe) ;
- avec un effectif inférieur à 10 salariés (ETP) et un chiffre d'affaires (CA) inférieur ou égal à 2 M€ à l'issue de leur dernier exercice et qui n'appartiennent pas à un groupe dépassant ces seuils.
  Pour les entreprises n'ayant pas un premier exercice, le CA mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 octobre 2020 doit être inférieur à 166 666 euros ;
- locataire de leurs locaux commerciaux (vitrine physique ou point de vente en lien direct avec un atelier associé) situés en Île-de-France auprès d'un bailleur autre que social ou public, et n'ayant pas bénéficié d'une annulation ou exonération du loyer correspondant au mois de novembre.
  Ne sont pas pris en compte les artisans et commerçants propriétaires ou en cours d'acquisition des murs d'exploitation, en nom propre ou via une société ou société civile immobilière (SCI) détenue par eux-mêmes et/ou leurs ayants droits,
- qui ont fait l'objet d'une interdiction d'accueil du public en raison de leur activité à partir du 30 octobre 2020 conformément au décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020.

Nature et montant de l'aide :

L'aide est une subvention forfaitaire d'un montant de **1 000 €.**

L'aide est octroyée dans les limites du budget alloué au dispositif.

Les entreprises multi-établissements peuvent demander une aide pour chaque établissement (N° SIRET).

Modalités de la demande :

Pour être bénéficiaires de l'aide, les entreprises éligibles doivent déposer leur demande en ligne et compléter le dossier de candidature comprenant :

1. un extrait K bis ou D1 ;
2. une déclaration sur l'honneur relative à l'interdiction d'accueil du public en raison de son activité à compter du 30 octobre 2020 et au respect des engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
3. une attestation comptable relative à l'effectif exprimé en ETP et au chiffre d'affaires du dernier exercice ;
4. la quittance de loyer du local commercial du mois de novembre, faisant apparaître l'identité du bailleur ;
5. un RIB.

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par l'obligation de recrutement de stagiaires énoncée dans la délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens.

LISTE DES CODE NAF ELIGIBLES

Sont éligibles les entreprises qui respectent les conditions d'éligibilité indiquées dans le règlement d'intervention et dont l'activité relève des codes NAF suivants.

13 - Fabrication de textiles
14 - Industrie de l'habillement
15 - Industrie du cuir et de la chaussure
16 - Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie
17 - Industrie du papier et du carton (reliure,…)
18 - Imprimerie et reproduction d'enregistrements (studios d'enregistrement)
20 - Industrie chimique (artisans fabricants de savons,…)
22 - Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique
23 - Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (articles en verre)
26 - Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
27 - Fabrication d'équipements électriques
28 - Fabrication de machines et équipements n.c.a.
31 - Fabrication de meubles
32 - Autres industries manufacturières
45-11Z Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
4519Z - Commerce d'autres véhicules automobiles
47 - Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles
56 - Restauration (hors restauration rapide)
74.1 Activités spécialisées de design
74.2 Activités photographiques
77.2 Location et location-bail de biens personnels et domestiques
79 - Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes
8211Z - Services administratifs combinés de bureau
8553Z - Enseignement de la conduite
93 - Activités sportives, récréatives et de loisirs
95.2 Réparation de biens personnels et domestiques
96 – Autres services personnels

Sont exclues les entreprises relevant des sections suivantes :

A- Agriculture, sylviculture et pêche,
B- Industries extractives,
D- Production et distribution de gaz électricité…,
E- Production et distribution d'eau,
F- Construction,
H-Transports et entreposage,
J- Information et communication,
K- Activités financières et d'assurance,
L- Activités immobilières,
O- Administrations publiques,
Q- Santé humaine et action sociale,
T- Activité des ménages en tant qu'employeurs,
U- Activités extraterritoriales.

DÉLIBÉRATION N°CR 2020-070
DU 14 DÉCEMBRE 2020

AVENANTS AU CPER 2015-2020 SUR LES DOMAINES TRANSPORTS, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE, ET TERRITORIAL

AVENANT AU CPIER VALLÉE DE LA SEINE 2015-2020

Le conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU le code de l'environnement ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du Conseil régional du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan entre l'Etat et la Région ;

Vu la délibération n° CR 123-16 du Conseil régional du 14 décembre 2016 approuvant et autorisant la Présidente à signer la revoyure du contrat de plan entre l'État et la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU le rapport n°CR 2020-070 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve l'avenant n° 2 formalisant la prolongation du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 portant sur le volet mobilité multimodale, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer. Cet avenant est présenté en annexe 1 de la présente délibération.

Article 2 :

Approuve l'avenant n° 3 formalisant la prolongation du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 portant sur l'enseignement supérieur et la recherche, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer. Cet avenant est présenté en annexe 2 de la présente délibération.

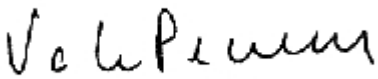
Article 3 :

Approuve l'avenant n° 2 formalisant la prolongation du Contrat de Plan interrégional Etat Régions Vallée de la Seine 2015-2020, présenté en annexe 3 de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 4 :

Approuve l'avenant n° 4 formalisant la prolongation du Contrat de Plan État Région Île-de-France 2015-2020 portant sur le volet « Transition écologique et énergétique », et le volet « Territorial », et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer. Cet avenant est présenté en annexe 4 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 17 décembre 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 17 décembre 2020 (référence technique : 075-237500079-20201214-lmc1100111-DE-1-1) et affichage ou notification le 17 décembre 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1: Avenant n° 2 du CPER 2015-2020 portant sur la mobilité multimodale

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Région îledeFrance

Avenant au CPER 2015-2020 n° 2

Portant sur la mobilité multimodale

Préambule

L'État et la Région Île-de-France se sont engagés dans la relance francilienne sur les mobilités pour faire face à la crise sanitaire qui frappe le pays depuis mars 2020. Cette relance passe notamment par des investissements massifs dans les transports du quotidien, afin de préparer la Région Île-de-France aux défis que poseront les déplacements de demain avec une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux.

Le Premier Ministre a transmis le 3 novembre 2020 un mandat au Préfet de la Région Île-de-France pour conclure un CPER 2021-2027 incluant l'effort de relance que le Gouvernement engage sur les années 2020 à 2022.

Il convient par ailleurs de ne pas retarder les projets en cours en Île-de-France, qui nécessitent pour certains des engagements dès le début d'année 2021, délai qui n'est pas compatible avec les nécessaires consultations à conduire avant l'adoption d'un nouveau CPER.

A cette fin, les parties conviennent de conclure le présent avenant au contrat de plan État-Région 2015-2020, qui intègre les efforts du plan de relance, et accroît sa durée d'exécution de deux ans pour le volet relatif aux mobilités.

Les dernières années d'engagement du CPER 2015-2020, modifié par le présent avenant pour le volet mobilités, auront vocation à intégrer le CPER 2021-2027 dès qu'il sera adopté.

En Île-de-France, l'État va investir en 2020, 2021 et 2022 un montant de 1,413 Md€, financé notamment grâce à une hausse de sa participation d'un montant de 868 M€ via cet avenant. Sur cette somme, 689 M€ sont engagés au titre du plan de relance francilien sur les mobilités sur les années 2020/2022, qui s'ajouteront aux montants normalement prévus sur cette période.

La Région, quant à elle, financera 2,67 Md€ sur la même période, dont 1,719 M€ au titre de cet avenant, grâce à une hausse de son budget dévolu aux transports qui représente en 2021 une augmentation de 84% par rapport au budget de 2015.

L'Etat s'engage enfin à ouvrir les négociations en 2021 sur la programmation des opérations Transport au-delà de 2022 en proposant aux côtés de la Région Ile-de-France un niveau de financement élevé compatible avec les besoins attendus pour atteindre les objectifs d'amélioration des transports du quotidien.

* * *

AVENANT

Entre

L'État en Île-de-France, représenté par Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, ci-après désigné « *l'Etat* », ayant son siège 5 rue Leblanc, 75015 Paris,

et

Le Conseil régional d'Île-de-France, représenté par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, ci-après désigné « *la Région Île-de-France* », ayant son siège 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code des transports ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du Conseil régional du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan entre l'Etat et la Région ;

Vu la délibération n° CR 123-16 du Conseil régional du 14 décembre 2016 approuvant et autorisant la Présidente à signer la revoyure du contrat de plan entre l'État et la Région Île-de-France ;

Vu la délibération n° CR 2020-NN du Conseil régional du 14 décembre 2020 approuvant et autorisant la Présidente à signer l'avenant au contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020, portant allongement de deux ans et intégration du « plan de relance » francilien sur les mobilités ;

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

La Région Île-de-France, représentée par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'avant-propos du contrat de plan Etat-Région, dans sa version révisée par avenant du 7 février 2017, est complété par l'alinéa suivant :

« L'exécution des opérations inscrites dans le volet mobilité multimodale du CPER 2015-2020 modifié est prolongée jusqu'au 31 décembre 2022. Les montants du CPER sont rehaussés des montants mentionnés au volet mobilité multimodale ».

Article 2 :

Le volet mobilité multimodale du document mentionné à l'article 1 est modifié comme suit :

-En page 7 est ajouté un cinquième alinéa ainsi rédigé « A l'occasion de l'avenant portant prolongation de deux ans et intégration du plan de relance francilien sur les mobilités, les parties conviennent d'ajouter un montant de 2,588 Md€ aux efforts consentis précédemment afin de soutenir les investissements massifs réclamés pour la mise en œuvre de ces projets durant les années 2021 et 2022. Ce montant est porté à hauteur de 1,719Md€ par la Région et de 868 M€ par l'État, dont 689 M€ au titre du plan de relance. » ;

-En page 8, dans le paragraphe relatif aux objectifs du Nouveau Grand Paris sur 2015-2020, il est précisé que la contribution de l'État, sur l'ensemble de la période du CPER, au financement des transports collectifs urbains à hauteur de 1400M€, se fait « sur la période 2015-2020 » ;

-En page 9, un quatrième alinéa est ajouté dans le paragraphe consacré à la modernisation du réseau existant et plus particulièrement du Réseau express régional : « A l'occasion de l'avenant portant prolongation de deux ans et intégration du plan de relance francilien sur les mobilités, les parties soutiendront les projets d'adaptation des infrastructures améliorant la régularité, incluant la politique de renouvellement des matériels roulants sur les lignes de RER et Transilien. Elles s'engagent aussi sur la mise en place du système Nexteo sur les lignes B et D, ayant fait l'objet d'un protocole de financement approuvé par la Région le 18 novembre 2020 (n° CP 2020-469).

Enfin, il est proposé de fusionner les lignes consacrées au RER et au transilien, certains investissements concernant indifféremment les deux types de lignes (exemple des lignes D et R, E et P, A et L, notamment). »

-En page 9, à la fin de l'alinéa consacré aux projets RER, au sein de la rubrique intitulée « développer l'ensemble des réseaux », les deux phrases suivantes sont ajoutées : « L'avenant portant prolongation de deux ans et intégration du plan de relance francilien sur les mobilités permettra la poursuite de l'opération Eole à l'ouest, conformément au protocole de financement, sur les deux années complémentaires. Il couvrira également une partie des surcoûts évoqués sur l'opération, pour un montant tous financeurs confondus de 182M€ (valeur 2012). »

-En page 10, à la fin de l'alinéa consacré aux pôles, les mots suivants sont insérés : «, Franchissement urbain de Pleyel », cet élément faisant partie de l'accord trouvé entre l'Etat, la Région et Ile-de-France Mobilités en 2020 sur le financement du système de transports en Ile-de-France ;

-En page 10, à la fin de l'alinéa consacré au métro, les mots suivants sont ajoutés : « , ainsi que la couverture des surcoûts du prolongement de la ligne 12 à la mairie d'Aubervilliers », afin de régulariser l'accord trouvé en 2020 sur la participation de l'État au financement des surcoûts ;

-En page 10, un nouvel alinéa est inséré à la fin de la rubrique intitulée « Développer l'ensemble des réseaux », avant la rubrique « Préparer les futurs projets », ainsi rédigé : « L'avenant portant prolongation de deux ans et intégration du plan de relance francilien sur les mobilités vise à couvrir les besoins des opérations mentionnées ci-dessus pour les années 2021 et 2022, notamment celles faisant l'objet d'un protocole de financement. ».

-En page 12, un nouvel alinéa est inséré à la fin des paragraphes de la rubrique intitulée « Études et interventions générales », ainsi rédigé : « L'avenant portant prolongation de deux ans et intégration du plan de relance francilien sur les mobilités ajuste les financements nécessaires à la conduite des opérations en fonction de leur avancement réel et des besoins exprimés pour les années 2021 et 2022. ».

-En page 12, un nouvel alinéa est inséré à la fin des paragraphes de la rubrique intitulée « Infrastructures portuaires », ainsi rédigé : « S'agissant des infrastructures fluviales et portuaires réalisées par VNF et Port de Paris (HAROPA), l'avenant portant prolongation de deux ans et intégration du plan de relance francilien sur les mobilités inscrira l'ensemble des financements complémentaires au sein du Contrat de plan interrégional conclus avec les régions Île-de-France et Normandie, pour assurer une cohérence d'ensemble des investissements consacrés à l'Axe Seine. Les montants conservés correspondent aux conventions conclues entre 2015 et 2020. ».

-En page 13, un nouvel alinéa est inséré à la fin des paragraphes de la rubrique intitulée « Infrastructures routières », ainsi rédigé : « L'avenant portant prolongation de deux ans et intégration du plan de relance francilien sur les mobilités ajuste les financements nécessaires à la conduite des opérations en fonction de leur avancement réel et des besoins exprimés pour les années 2021 et 2022. ».

-En page 14, après le paragraphe relatif aux conventions de financement et avant le paragraphe relatif aux clés de financement du CPER, le paragraphe suivant est introduit : « Les conventions conclues au titre du CPER ne couvrent que les dépenses imputables en section d'investissement, au sens de la comptabilité publique. »

-En page 14, la liste des opérations ayant fait l'objet d'un protocole de financement est remplacée par la liste suivante : Eole, Ligne 11, T1 à Val de Fontenay, T9, T12 Express, Nexteo ;

-En page 14, après la phrase « Les autres opérations font l'objet de plans de financement spécifiques à chacune d'entre elles et précisées dans le tableau de synthèse annexé. », les phrases suivantes sont ajoutées : « Toutefois, à l'occasion de l'avenant portant prolongation de deux ans et intégration du plan de relance francilien sur les mobilités, seules les contributions de l'Etat et de la Région sont ajustées. Les contributions des autres financeurs peuvent être adaptées dans les conditions de financement, en respectant les principes généraux fixés par opération au paragraphe suivant. »

-En page 15, dans le paragraphe relatif aux conventions de financement, l'année 2022 est substituée à l'année 2020 ;

-En page 15, le paragraphe relatif à la gestion des opérations relevant du CPIER Vallée de la Seine est remplacé par le paragraphe suivant : « Les projets d'infrastructures fluviales et portuaires sont intégrés dans le contrat de plan inter-régional État-Régions de la Vallée de la Seine, à l'occasion de l'avenant portant prolongation de deux ans et intégration du « plan de relance » francilien sur les mobilités. Cela permettra la gestion unifiée des investissements relatifs à l'axe Seine.

Cette répartition ne fait pas obstacle à ce que l'engagement, la gestion et le suivi des opérations qui n'incluent que l'une des deux Régions puissent se faire sans l'intervention de l'autre Région. »

-Aux pages 16 à 18, les tableaux sont remplacés par ceux figurant en annexe 1 du présent avenant ;

-En page 63, les valeurs relatives au volet mobilité multimodale sont remplacées par les valeurs suivantes :

	Total	Etat	Région
Volet mobilité multimodale	7 937,14	2 760,62	5 176, 52
Dont nouveau Grand Paris	7 114,43	2 328,86	4 785,57
Dont opérations multimodales	375,31	188,13	187,17
Dont routes	447,40	243, 62	203, 78

-Aux pages 64 à 66, les tableaux sont remplacés par ceux figurant en annexe 1 au présent avenant

Article 3 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Fait à,

Le

En deux exemplaires originaux

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris

Annexe : Tableau détaillé des opérations du volet mobilité multimodale

Nouveau Grand Paris

Opération CPER	2328,86 Etat	4785,56 Région	1600,40 Autres	1617,00 SGP	*678* *dont PDR*
Amélioration et modernisation des RER et Transilien	534,21	1273,91	55,00	274,00	*198*
Schémas de secteurs Transilien					
Prolongement Eole à l'ouest	377,96	648,56	593,40	1070,80	*90*
Tram Train Massy Evry et prolongement Versailles	174,25	322,75	67,30	0,00	*31,6*
Tangentielle Ouest Saint Cyr-Saint Germain - Achères	79,52	222,81	85,00	0,00	
Métro Ligne 11 à Rosny-Bois Perrier	254,47	592,96	163,00	240,00	*100*
T1 à l'Est - Val de Fontenay	113,27	206,84	33,00	0,00	*55,8*
T1 à Colombes	32,00	75,00	45,00	0,00	*7,9*
T3 à la Porte d'Asnières et prolongements	50,97	110,55	159,00	0,00	*27,9*
Débranchement T4 à Clichy-Montfermeil	56,00	86,00	0,00	0,00	
T7 - Tramway Villejuif Juvisy (phase 2)	23,80	72,50	17,00	0,00	
T9 - Tramway RD5 Paris - Orly-Ville (phase 1)	86,18	201,08	95,80	0,00	
T10 - Tramway Antony-Clamart	76,29	178,00	58,00	0,00	
Tzen, BHNS et autres TCSP	167,88	391,71	126,00	0,00	*49,3*
Voies bus sur réseau structurant	30,00	30,00	5,00	0,00	*8,5*
Pôles multimodaux PDUIF	39,93	93,02	59,00	0,00	
Adaptation des gares existantes interconnectées au réseau du GPE	73,21	98,73	18,80	32,20	*16,7*
Ligne 12 (régularisation)	75,68	-	16,00	-	*65*
Franchissement Urbain de Pleyel	20,00	20,00			*20*
Etudes, acquisitions foncières, premiers travaux éventuels	63,24	161,14	4,10	0,00	*7,3*

Études et interventions générales

Opération CPER	85,18 Etat	77,16 Région	82,57 Autres	*2,5* *dont PDR*
Etudes ferroviaires Ile-de-France	0,00	0,80	5,80	
Mesures d'accompagnement des infrastructures ferroviaires (bruit)	15,00[1]	15,00	30,00	
A14/ A86 Bretelle B5-enfouissement	17,00	17,00	30,00	
A4/ A86 protections phoniques Saint Maurice-Maisons Alfort Créteil	10,00	7,00	0,00	*1,7*
A6 Qualité-Protections phoniques	1,30	4,30	0,00	
A13 Protections acoustiques du Viaduc de Saint Cloud	0,90	0,00	0,00	
RN10 Requalification de la traversée de Trappes	25,55	16,73	15,52	
RN10 aménagement entre Rambouillet et Ablis	2,93	0,83	1,25	
A86 Elargissement entre A14 et A15 (études)	1,50	1,50	0,00	
RN19 Aménagement 2x2 voies entre Boissy et Francilienne - Etudes et débat public	1,50	1,50	0,00	

1 Dont 2,25 M€ de crédits hors CPER

Résorption de points de congestion (A6, A10, A86) - Etudes	0,50	0,50	0,00	
RN118 Protections acoustiques de Bièvres	4,00	7,00	0,00	*0,8*
Mobilités actives (ADEME)	5,00	5,00	0,00	

Opérations ferroviaires

Opération CPER	53,68 Etat	63,91 Région	4,62 Autres	- *dont PDR*
Gare de Lyon (études)	3,26	3,30	1,62	
Roissy Picardie	2,51	0,00	0,00	
Interconnexion sud et POCL (études)	0,00	0,05	0,00	
Paris-Troyes (part Ile de France)	42,01	39,21	3	
Massy-Valenton	5,90	21,35	0,00	

Opérations fluviales

Opérations CPER	21,17 Etat	13,32 Région	3,10 Autres	*dont PDR*
Remise en état des écluses Haute Seine	2,49	3,12	0,00	
Régénération ouvrages	0,67	0,91	0,00	
Reconstruction barrage de Meaux	10,12	5,06	0,00	
Bray Nogent - études (part IdF)	3,16	1,72	0,60	
MAGEO - études (dont pont de Mours et dragage Creil) (part IdF)	4,73	2,51	2,50	

Opérations portuaires

Opération CPER	28,10 Etat	32,80 Région	46,90 Autres	*dont PDR*
RN406 - Desserte du port de Bonneuil (phase principale)	25,10	25,10	27,00	
Terminaux conteneurs, logistique et desserte ferrée des ports	3,00	7,70	19,90	

Opérations routières

Opération CPER	243,62 Etat	203,78 Région	122,9 Autres	*8,2* *dont PDR*
RN19-Déviation de Boissy-Saint-Léger-Tranchée couverte et section sud	68,77	50,23	0,00	
A104-Contournement Est de Roissy	80,50	85,30	25,3	*6*
A4/A86-Pont de Nogent	22,50	22,50	12,00	*2,2*
RN 36- carrefour de l'obélisque et études d'aménagements ultérieurs	3,50	3,50	0,00	
RN 104- Elargissement entre A4 et RN4	23,75	23,75	0,00	
RN 118 Requalification de la Desserte de la ZAI de Courtaboeuf-Ring des Ulis	10,00	10,00	23,00	
RN6 Réaménagement du pôle gare de la tête de pont de Villeneuve-	2,00	1,70	0,00	

St-Georges			
A86 Réaménagement du carrefour Pleyel à St-denis (études)	0,00	0,00	0,00
A86/RN118- Diffuseur de Vélizy	4,30	4,30	34,40
A4-A86 Voies auxiliaires, modernisation de l'exploitation dynamique	1,50	1,50	0,00
RN184 Aménagement RN184 dont carrefour du Belair	1,00	1,00	3,00
RN12 Réaménagement carrefour RN12/RD91	4,00	0,00	8,00
RN10 Réaménagement du Carrefour de la Malmedonne à La Verrière	3,50	0,00	4,00
A4/A104/RD471-Traitement du nœud du Collégien (déviation de Collégien)	3,00	0,00	4,20
RN118/RD36-Réaménagement du Christ de Saclay	9,00	0,00	9,00
RN1 Requalification dans le cadre du prolongement d'A16 (1ère phase)	6,30	0,00	0,00

Annexe 2: Avenant n°3 du CPER 2015-2020 portant sur l'Enseignement supérieur et la Recherche

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Région îledeFrance

Avenant au CPER 2015-2020 n° 3

Portant sur l'Enseignement supérieur et la Recherche

Préambule

L'État et la Région se sont engagés au travers de leurs plans de relance respectifs, dans le cadre de leur accord de relance et dans le cadre de leur accord sur le CPER 2021-2027, à mobiliser des financements accrus dans les domaines prioritaires des transports, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la transition écologique, de l'aménagement durable et de la cohésion territoriale, du développement économique, de l'emploi et de la formation professionnelle et de la culture, avec un effort de relance partagé conduisant à une accélération de leurs investissements sur la période 2021-2022.

Les engagements qu'ils ont portés dans l'accord sur le CPER 2021-2027 seront déclinés par opération en 2021, à l'issue d'un processus de consultation des collectivités territoriales et de la société civile et d'une évaluation stratégique environnementale qu'ils conduiront conjointement. Ce cadre de concertation permettra la priorisation des opérations de mobilité à réaliser sur la période 2023-2027.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, la poursuite de certaines opérations inscrites au CPER 2015-2020 nécessite des engagements financiers dès le premier semestre 2021, avant l'aboutissement de la phase de concertation et la détermination des opérations auxquelles l'État et la Région consacreront leurs investissements dans le cadre du CPER 2021-2027.

Par le présent avenant, l'État et la Région conviennent de prolonger jusqu'à la signature du prochain CPER 2021-2027 et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021, les engagements qu'ils ont inscrits dans le volet Enseignement supérieur, recherche et innovation du CPER 2015-2020, afin d'accélérer la réalisation des opérations détaillées en annexe 2, qui représentent globalement un montant de reprogrammations de 19M€ pour l'État et de 64M€ pour la Région. Ainsi cet avenant s'établira à 77% de financement Région et 23% de financement Etat, et le CPER initial 2015-2020 (788 M€) sera exécuté à parité Etat et Région.

Il est par ailleurs précisé que dès 2021, la Région et l'Etat s'engageront à cofinancer les équipements scientifiques, nouveau volet de la contractualisation pour la Région, qui sera donc déployé avec anticipation à hauteur de 2,5 M€ pour la Région.

Ces montants s'ajoutent au milliard d'euros que l'État et la Région s'engagent à consacrer à l'enseignement supérieur, à la vie étudiante, à la recherche et à l'innovation dans le cadre du CPER 2021-2027, pour un montant équivalent de 500 M€.

* * *

AVENANT

Entre

L'État en Île-de-France, représenté par Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, ci-après désigné « *l'Etat* », ayant son siège 5 rue Leblanc, 75015 Paris,

et

Le Conseil régional d'Île-de-France, représenté par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, ci-après désigné « *la Région Île-de-France* », ayant son siège 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du Conseil régional du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan entre l'Etat et la Région ;

Vu la délibération n° CR 123-16 du Conseil régional du 14 décembre 2016 approuvant et autorisant la Présidente à signer la revoyure du contrat de plan entre l'État et la Région Île-de-France ;

Vu la délibération n° CR 2020-NN du Conseil régional du 14 décembre 2020 approuvant et autorisant notamment la Présidente à signer l'avenant au contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020 portant allongement de sa durée sur le volet Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'article 1er du contrat de plan Etat-Région est complété par l'alinéa suivant « L'exécution des opérations inscrites dans le volet enseignement supérieur, recherche, innovation du CPER 2015-2020 modifié, décrites dans le présent avenant, est prolongée jusqu'à la conclusion du prochain Contrat de plan Etat-Région et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021. »

Article 2 :

Le volet Enseignement supérieur et recherche, innovation du contrat de plan Etat Région est modifié comme suit :

- Pages 29, 30, 31 et 32, les tableaux, tels que modifiés par l'annexe 2 à l'avenant n°1 au CPER sont remplacés par la nouvelle annexe financière, présentée en annexe au présent avenant ;
- Cette nouvelle annexe financière tient compte des ajustements techniques opérés en 2019 et 2020, à périmètre financier constant.

Article 3 :

La liste des opérations faisant l'objet d'une prolongation ou de réaffectations, est la suivante :

Académie	**Groupement**	**Opération**	**Etat**	**Région**
Prolongations				
Paris	PSL	ENS Lhomond (phase 2)	6 000 000 €	3 000 000 €
Paris	ASPC	Sciences Po - Hôtel de la Meilleraye		2 000 000 €
Paris	Observatoire	Espace d'accueil du public et création d'un espace muséal sur le site de Meudon		800 000 €
Créteil	HESAM	CNAM Landy (Saint-Denis)		2 750 000 €
Créteil	Paris Est	Bâtiment recherche biomédicale (UPEC)		15 000 000 €
Créteil	Paris Est	ADER 2 à Champs sur Marne (77)		5 560 000 €
Créteil	Paris Est	Bâtiment à Serris (Val d'Europe) (reste 1er équipement et TO Géothermie)		620 000 €
Créteil	PLUM	Première phase réhabilitation campus de Paris 8 à Saint-Denis	11 292 000 €	
Versailles	Paris 10	Réhabilitation énergétique complexe sportif	1 742 000 €	
Créteil	Condorcet	Surcoût COVID GED		5 000 000 €
Versailles	Saclay	Learning Center (Evry)		7 500 000 €
Versailles	CY Cergy Paris	IUT Neuville (Cergy)		16 500 000 €
Total des prolongations			**19 034 000 €**	**58 730 000 €**
Réaffectations				
Versailles	Saclay	Kremlin Bicêtre		3 400 000 €
Versailles	Saclay	P2IO		2 000 000 €
Total des réaffectations				**5.400000 €**
Total Général			**19.034.000 €**	**64 130 000 €**

Article 4 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Fait à,

Le

En deux exemplaires originaux

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris

ANNEXE : Nouvelle annexe financière sur l'enseignement supérieur et la recherche

CPER 2015-2020 Maquette financière Enseignement supérieur et Recherche - Avenant de décembre 2020					
Nom du porteur et intitulé du projet (opération)		**Dpt**	**Montants contractualisés - Avenant de décembre 2020**		
			Coût total	**Etat**	**Région**
CHAPITRE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE					
Opérations nouvelles			**539 750 000,00 €**	**332 720 000,00 €**	**207 030 000,00 €**
IEA	Victor Lyon logements de chercheurs	75	5 000 000,00 €		5 000 000,00 €
CIUP	Mise en sécurité, conformité, restructuration des bâtiments existants	75	7 160 000,00 €	4 000 000,00 €	3 160 000,00 €
CIUP	Maison Ile-de-France. Fin travaux et mobilier	75	100 000,00 €		100 000,00 €
Institut de France	Institut de France	75	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	
Université Paris 1	Centre Pierre Mendès France - Mise en sécurité électrique	75	2 500 000,00 €	2 500 000,00 €	
Collège de France	Poursuite de l'opération de rénovation du bâtiment Biologie	75	4 000 000,00 €	4 000 000,00 €	
CROUS de Paris	Résidences Coubertin et Quatrefages à Paris	75	10 000 000,00 €	10 000 000,00 €	
CNAM	Opérations de restructuration sur plusieurs bâtiments - Paris 3ème	75	5 000 000,00 €	5 000 000,00 €	

	Divers établissements – location de locaux tampons pour les mises en sécurité et travaux liés aux libérations de locaux	75	15 000 000,00 €	15 000 000,00 €	
Université Paris 1	Sorbonne – travaux de mise en sécurité et d'aménagement	75	8 000 000,00 €	8 000 000,00 €	
ENS	Poursuite de la restructuration du site Lhomond	75	25 000 000,00 €	22 000 000,00 €	3 000 000,00 €
MNHN	1ers travaux de mise en sécurité et de rénovation du bâtiment Est de la galerie de paléontologie et d'anatomie comparée.	75	4 000 000,00 €	4 000 000,00 €	
MNHN	Réhabilitation du bâtiment qui accueille les collections de Paléontologie	75	3 000 000,00 €		3 000 000,00 €
Institut Henri-Poincaré	Rénovation bâtiment Perrin	75	5 000 000,00 €	2 000 000,00 €	3 000 000,00 €
Université Paris 7 Diderot	Facultés de médecine -Projets santé pour Lariboisière	75	19 000 000,00 €	16 000 000,00 €	3 000 000,00 €
Université Paris 6 Pierre et Marie Curie	Facultés de médecine -Projets santé pour La Pitié Salpêtrière	75			
Université Paris 5 Descartes	Facultés de médecine -Projets santé pour les Saints-Pères	75			
PSL/ESPCI	Réhabilitation/construction du campus Vauquelin.	75	7 000 000,00 €		7 000 000,00 €
Université Paris 2 Assas	Site de Melun : études d'opportunité pour la rénovation et l'extension du site	77	- €		- €
Université Paris Est Marne la Vallée	Siège nouvel établissement universitaire (et libération d'espaces pour la recherche et l'enseignement sur le site du Bois de l'Etang)	77	5 700 000,00 €		5 700 000,00 €

Université Paris Est Marne la Vallée	Construction d'un bâtiment sur le Campus Val d'Europe à Serris en remplacement des locaux provisoires mis à disposition par le SAN	77	16 000 000,00 €	5 500 000,00 €	10 500 000,00 €
Université Paris Est Créteil	Réalisation de la Maison de l'Etudiant (MDE) de Sénart (études et travaux)	77	700 000,00 €	300 000,00 €	400 000,00 €
CNAM	Extension du bâtiment du CNAM situé rue du Landy	93	25 520 000,00 €		25 520 000,00 €
Université Paris 13	Nouvelle phase de réhabilitation du bâtiment de l'illustration à Bobigny. Implantation du 4ème département en génie biologique de l'IUT.	93	6 500 000,00 €	6 500 000,00 €	
Université Paris 13	Construction du LAGA IPN à Villetaneuse	93	10 600 000,00 €	3 600 000,00 €	7 000 000,00 €
Université Paris 8	Construction d'un bâtiment de recherche à Saint-Denis	93	11 300 000,00 €		11 300 000,00 €
Université Paris 8	Réalisation d'un bâtiment de recherche par la réhabilitation de bâtiments existants.	93	5 300 000,00 €		5 300 000,00 €
Université Paris 8	Première phase de réhabilitation de bâtiments du campus de Saint-Denis	93	28 800 000,00 €	28 800 000,00 €	
CROUS de Créteil	Restaurant CROUS de Bobigny	93	6 500 000,00 €	3 000 000,00 €	3 500 000,00 €
SUPMECA	Relocalisation du bâtiment de restauration	93	1 200 000,00 €	1 200 000,00 €	
Université Paris Est Créteil	Equipement de la Maison des Sciences et de l'Environnement à Créteil.	94	400 000,00 €		400 000,00 €
Université Paris Est Créteil	Restructuration des espaces de la faculté de médecine	94	17 000 000,00 €	17 000 000,00 €	
Université Paris Est Créteil	Mise en sécurité faculté de médecine Créteil	94	4 950 000,00 €	4 950 000,00 €	

Université Pierre et Marie Curie	Construction 2ème phase du Pôle longévité et vieillissement	94	5 600 000,00 €		5 600 000,00 €
Université Paris Sud	UP SUD -Extension de la faculté de médecine au KB	94	15 900 000,00 €	4 500 000,00 €	11 400 000,00 €
Université Paris Sud	Construction d'un pôle interdisciplinaire de santé (PIUS) à Villejuif (études)	94	400 000,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €
Université Paris Est Créteil	Réhabilitation de la dalle de Créteil	94	6 750 000,00 €	6 750 000,00 €	
CROUS de Créteil	Restaurant CROUS de la Pointe Jaune à Créteil	94	6 500 000,00 €	6 500 000,00 €	
ENVA	Restructuration de l'ENVA à Maisons-Alfort. Phase 1	94	46 500 000,00 €	30 000 000,00 €	16 500 000,00 €
ENVA	Restructuration de l'ENVA à Maisons-Alfort. Phase 2	94			
ENVA	Restructuration de l'ENVA à Maisons-Alfort. Phase 3	94			
Université Paris Est Créteil	Phase 1 de la construction d'un ensemble immobilier pour la recherche biomédicale sur le site de la faculté de médecine à Créteil.	94	16 000 000,00 €		16 000 000,00 €
Université Versailles-Saint-Quentin	Transfert présidence et services centraux sur le campus UFR sciences	78	100 000,00 €	100 000,00 €	
Université Versailles-Saint-Quentin	Réhabilitation du bâtiment Panhard de l'UFR des Sciences	78	3 400 000,00 €	3 400 000,00 €	
Université Versailles-Saint-Quentin	Réhabilitation IUT Vélizy	78	2 500 000,00 €	2 500 000,00 €	
Ecole des Mines	Travaux - Projet Matériaux Energie	78	6 000 000,00 €	6 000 000,00 €	

CROUS de Versailles	Restructuration du Restaurant Universitaire Les Etats-Unis à Versailles	78	3 400 000,00 €	1 700 000,00 €	1 700 000,00 €
Université Evry-Val d'Essonne	Construction d'un bâtiment Learning center et d'une maison des sciences de l'homme et de la société à Evry	91	8 000 000,00 €		8 000 000,00 €
Université Paris Sud	Création d'un site d'hébergement pour les élèves de la MISS à Orsay et Bures-sur-Yvette -Paris-Sud	91	450 000,00 €		450 000,00 €
CROUS de Versailles	Réhabilitation de la résidence des Rives de l'Yvette à Bures-sur-Yvette	91	5 000 000,00 €	5 000 000,00 €	
Ecole Centrale Paris-Supelec	Complément déménagement ECP	91	9 000 000,00 €	9 000 000,00 €	
Polytechnique	Relocalisation de la mécanique	91	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €	
Université Evry-Val d'Essonne	Réhabilitation bâtiment IUT « Les Passages » 2ème Tranche	91	5 000 000,00 €	5 000 000,00 €	
Institut Mines-Télécom	Travaux de désamiantage	91	3 250 000,00 €	3 250 000,00 €	
Université Paris Sud	RénovalO - tranches 0, 1, 2	91	8 400 000,00 €	8 400 000,00 €	
Université Paris Sud	Etudes faisabilité logements étudiant dans le campus Vallée	91	300 000,00 €	300 000,00 €	
Université Evry-Val d'Essonne	Réhabilitation du bâtiment Maupertuis	91	7 000 000,00 €	7 000 000,00 €	
COMUE Paris Saclay	Complément Learning Center à Gif-Sur-Yvette	91	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	

Université Paris Sud	Réhabilitation/ restructuration pour la création de P2IO à Orsay – 1ère phase – Projet de refondation de l'ensemble des équipes et laboratoires de la physique des 2 infinis et des origines	91	10 000 000,00 €		10 000 000,00 €
Université Paris Sud	Réhabilitation-restructuration pour la création de P2IO à Orsay – 2ème phase – Projet de refondation de l'ensemble des équipes et laboratoires de la physique des 2 infinis et des origines	91	5 000 000,00 €	5 000 000,00 €	
Génopôle	Rachat des bâtiments G1/G2 afin de réduire les coûts de fonctionnement (location) et faciliter le maintien des équipes du CEA à Evry.	91	6 000 000,00 €		6 000 000,00 €
Université Paris Sud	Aménagement de plateformes technologiques pour l'Institut des Plantes de Saclay à Gif-sur-Yvette.	91	1 050 000,00 €		1 050 000,00 €
Université Paris-Nanterre	Construction de la BDIC à Nanterre *	92	24 300 000,00 €	14 300 000,00 €	10 000 000,00 €
Université Paris-Nanterre	Equipement du bâtiment formation continue (construction neuve)	92	550 000,00 €		550 000,00 €
Université Paris-Nanterre	Réhabilitation énergétique du complexe sportif	92	5 900 000,00 €	5 900 000,00 €	
Université Paris-Nanterre	Désamiantage tour BU	92	4 900 000,00 €	4 900 000,00 €	
INSHEA	Relocalisation de l'INSHEA à Nanterre	92	27 000 000,00 €	27 000 000,00 €	
Université Cergy-Pontoise	Optimisation énergétique bâtiment des Chênes 1	95	2 500 000,00 €	2 500 000,00 €	
Université Cergy-Pontoise	Optimisation énergétique / réhabilitation des GTB des bâtiments de l'université	95	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	

ENSEA	Travaux de mise en sécurité	95	720 000,00 €	720 000,00 €	
CROUS de Versailles	Restructuration du Restaurant Universitaire Le Parc à Cergy-Pontoise	95	3 400 000,00 €	1 700 000,00 €	1 700 000,00 €
COMUE Paris Seine	Campus international de Cergy-Pontoise : Etudes de programmation	95	1 250 000,00 €	250 000,00 €	1 000 000,00 €
Université Cergy-Pontoise	Construction d'un bâtiment pour l'IUT à Neuville, regroupant toutes les activités IUT de l'UCP, à l'exception de celles de Sarcelles	95	20 000 000,00 €	500 000,00 €	19 500 000,00 €
COMUE Paris Seine	Learning Center : Etudes de programmation	95	500 000,00 €		500 000,00 €
Opérations plan campus et Condorcet (part Etat valorisée, hors CPER)			**170 470 000,00 €**	**403 000 000,00 €**	**170 470 000,00 €**
Sous-total Condorcet			***129 750 000,00 €***	***108 000 000,00 €***	***129 750 000,00 €***
Université paris 1	Construction d'un pôle universitaire sur le site de La Chapelle à Paris (phase 1)	75	35 500 000,00 €	23 000 000,00 €	12 500 000,00 €
EHESS	Construction du bâtiment de recherche EHESS à Aubervilliers	93	31 000 000,00 €		31 000 000,00 €
EPCS Campus Condorcet	Construction d'un grand équipement documentaire sur le campus Condorcet à Aubervilliers	93	86 250 000,00 €		86 250 000,00 €
EPCS Campus Condorcet	Campus Condorcet	93	85 000 000,00 €	85 000 000,00 €	
Sous-Total Campus			***40 720 000,00 €***	***295 000 000,00 €***	***40 720 000,00 €***
Université Paris 1	Réhabilitation de l'ex caserne Lourcine pour regrouper l'ensemble des bibliothèques de droit sur le campus Lourcine	75	6 420 000,00 €	27 000 000,00 €	6 420 000,00 €

Université Sorbonne Nouvelle 3	Déménagement de Censier et implantation sur le site Nation-Picpus. Construction neuve	75	20 000 000,00 €	110 000 000,00 €	20 000 000,00 €
AgroParisTech	Construction du site francilien d'AGP et des laboratoires associés de l'INRA. Dont 38 M€ plan campus et PIA en cours. Transfert sur le plateau de Saclay des 4 sites franciliens.	91	5 800 000,00 €	38 000 000,00 €	5 800 000,00 €
Collège de France	Restructuration du site Cardinal Lemoine pour la création de l'Institut des civilisations	75	2 000 000,00 €	20 000 000,00 €	2 000 000,00 €
COMUE de Paris Saclay	Learning Center à Gif sur Yvette	91	- €	39 000 000,00 €	
Université Versailles-Saint-Quentin	CNRS CEA -construction de l'Institut du climat et de l'environnement ICE (10 M€ investissements d'avenir) à Saint-Aubin	91	6 500 000,00 €	10 000 000,00 €	6 500 000,00 €
Université paris 5	Restructuration faculté de médecine – Necker	75	- €	18 000 000,00 €	
Université Paris 6	1ère tranche restructuration faculté de pharmacie	75	- €	5 000 000,00 €	
	Désamiantage et restructuration du 54 Bd Raspail Paris 6ème	75	- €	28 000 000,00 €	
Opérations nouvelles financées en fonction de leur maturité (Accolade)			**18 500 000,00 €**	**2 000 000,00 €**	**16 500 000,00 €**
	Université Paris 1 -construction d'un pôle universitaire sur le site de la Chapelle à Paris - phase 2	75	10 500 000,00 €		10 500 000,00 €
	Vie étudiante -Projet de restructuration du site de Censier : Mise en sécurité, vie, culture et logement étudiant	75	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	
	Sciences Po: Hôtel de la Meilleraye	75	2 000 000,00 €		2 000 000,00 €

	UVSQ -Création du pôle technologique universitaire du Mantois à St-Quentin-en-Yvelines 2ème tranche – Reconstruction	78			
Observatoire	Observatoire -Restructuration pour un espace d'accueil du public et création d'un espace muséal sur le site de Meudon	92	1 000 000,00 €		1 000 000,00 €
	UNIVERSITE PARIS 8 -Création d'un learning center au cœur du campus pour favoriser la qualité de vie et d'accueil des étudiants.	93			
	UNIVERSITE PARIS 13 -Restructuration de l'ancienne BU de VILLETANEUSE en e-learning center et accueil du data center mutualisé	93			
	Université Paris-Sud -Construction d'un centre interdisciplinaire de santé (CIUS) à Villejuif.	94			
MNHN	Brunoy (nouvelle opération)	91	3 000 000,00 €		3 000 000,00 €
	UPEC : institut fondamental sur les maladies psychiatriques à Créteil	94			
	Enveloppe restant à affecter		- €		- €
Opérations de Recherche			**59 800 000,00 €**	**59 800 000,00 €**	**- €**
	INRIA – Digiteo 2		3 800 000,00 €	3 800 000,00 €	
	IFSTTAR - Urbaclim - Champs/Marne		1 500 000,00 €	1 500 000,00 €	
	CNRS - ECOTRON Foljuif		1 950 000,00 €	1 950 000,00 €	
	UPMC - Phoenobio/animalerie		1 800 000,00 €	1 800 000,00 €	
	INSERM – Centre de Psychiatrie et de Neurosciences		1 570 000,00 €	1 570 000,00 €	

	EEP – DEFIH		600 000,00 €	600 000,00 €	
	INRA - Observatoire du végétal - Versailles		2 270 000,00 €	2 270 000,00 €	
	CNRS - Centre de nanosciences et de nanotechnologies - Palaiseau		2 950 000,00 €	2 950 000,00 €	
	CNRS - Datacenter mutualisé - CNRS/INRA/ECP/X/ENS - Palaiseau		5 500 000,00 €	5 500 000,00 €	
	CNRS – APOLLON CNRS/CEA	91	4 550 000,00 €	4 550 000,00 €	
	CEA - Joint innovation lab mutualisé CEA/INRIA/Telecom Paris – Saint-Aubin		1 500 000,00 €	1 500 000,00 €	
	AgroParisTech-Plateforme innovation aliments AgroParisTech/INRA – Saclay		400 000,00 €	400 000,00 €	
	IRSTEA - Biovaldec - Antony		600 000,00 €	600 000,00 €	
	CEA – IDMIT- Fontenay aux roses		8 800 000,00 €	8 800 000,00 €	
	Ecole des Mines de Paris - Projet Matériaux Energie		280 000,00 €	280 000,00 €	
	Ecole doctorale AgroParistech - BOP 142 Agriculture	75	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	
	Innovation - transfert BOP 172 DRRT		3 930 000,00 €	3 930 000,00 €	
	CEA – ICE		9 400 000,00 €	9 400 000,00 €	
	Institut Henri-Poincaré	91	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	
	Hospitalo-universitaire académies Paris et Créteil		6 400 000,00 €	6 400 000,00 €	
TOTAL CHAPITRE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE			**788 520 000,00 €**	**394 520 000,00 €**	**394 000 000,00 €**

Annexe 3: Avenant n°2 au CPIER Vallée de la Seine 2015-2020

AVENANT N° 2 AU CONTRAT DE PLAN

INTERREGIONAL ETAT-REGIONS

VALLEE DE LA SEINE

2015-2020

PREAMBULE

Le 25 juin 2015, l'État, les Régions d'Île-de-France, de Haute-Normandie, de Basse-Normandie, l'agence de l'eau Seine-Normandie et l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ont signé le contrat de plan interrégional État-Régions Vallée de la Seine pour la période 2015-2020.

Un premier avenant au CPIER a été signé le 3 février 2017.

Depuis cette date, la réalisation d'études sur les conditions de réalisation et les coûts de certains projets ont fait émerger de nouvelles priorités et ont conduit à proposer de redéployer certains crédits.

D'un commun accord, les signataires du contrat de plan interrégional État-Régions Vallée de la Seine ont donc décidé d'établir un deuxième avenant modificatif à ce contrat portant sur le volet fluvial ainsi que sur la durée du contrat.

AVENANT

Entre

L'État représenté par Pierre-André DURAND, Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime, Coordonnateur des actions de l'État pour l'aménagement de la vallée de la Seine, assisté du Préfet de la région Île-de-France, et du Délégué Interministériel au Développement de la Vallée de la Seine,

L'agence de l'eau Seine-Normandie représentée par Patricia Blanc, Directrice Générale,

L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie représentée par Arnaud Leroy, Président,

D'une part,

Et

La Région Île-de-France représentée par Valérie PECRESSE, présidente du conseil régional d'Île-de-France,

La Région Normandie représentée par Hervé MORIN, président du conseil régional de Normandie,

D'autre part,

Vu le décret du Premier ministre n° 2013-336 du 22 avril 2013 relatif au délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine,

Vu l'arrêté du Premier ministre du 17 janvier 2020 portant désignation du préfet coordonnateur des actions de l'État pour l'aménagement de la Vallée de la Seine,

Vu le contrat de plan interrégional État-Régions Vallée de la Seine 2015-2020 signé le 25 juin 2015,

Vu l'avenant n°1 au contrat de plan interrégional Etat-Régions Vallée de la Seine signé le 3 février 2017,

Vu l'instruction du Commissaire général à l'égalité des territoires du 19 octobre 2018 autorisant les préfets de région à préparer, en lien avec les présidents de région, des avenants techniques aux CPER afin de poursuivre leur exécution,

Vu le courrier du Directeur général des collectivités locales en date du autorisant le préfet coordonnateur des actions de l'État pour l'aménagement de la Vallée de la Seine à signer l'avenant n°2 au CPIER 2015-2020,

Vu la délibération du Conseil Régional de l'Île-de-France en date du portant approbation du projet et autorisant la présidente à signer l'avenant n°2 au CPIER Vallée de la Seine 2015-2020,

Vu la délibération du Conseil Régional de Normandie en date du portant approbation du projet et autorisant le Président à signer l'avenant n°2 au CPIER Vallée de la Seine 2015-2020,

Vu l'accord en date du donné par le conseil d'administration de l'agence de l'eau Seine-Normandie à sa directrice générale pour signer l'avenant au CPIER Vallée de la Seine 2015-2020,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie en date du autorisant son président à signer l'avenant au CPIER Vallée de la Seine 2015-2020,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Objet de l'avenant

L'État et les régions s'engagent à mettre conjointement en œuvre les mesures et actions contenues dans le présent document intitulé « Avenant n°2 au contrat de plan interrégional État-Régions Vallée de la Seine 2015-2020 », modifiant l'article 1 dudit contrat de plan interrégional 2015-2020.

La durée du CPIER en cours est prorogée jusqu'à la signature d'une future contractualisation et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 2 : Actions et projets modifiés

La partie II du contrat est ainsi modifiée :

Axe 2 : Maîtrise des flux et des déplacements
Fiche-action 2-2 : Infrastructures fluviales

Dans le cadre du CPIER Vallée de la Seine, dix actions, situées en Normandie sous maîtrise d'ouvrage de Voies Navigables de France (VNF) ont été inscrites dans le but de moderniser et de fiabiliser les équipements nécessaires à la navigation et de renforcer les services aux usagers sur la Seine. Cependant depuis 2015, ces actions ou opérations, n'ont pas connu le même avancement en fonction des contraintes à gérer par le maître d'ouvrage.
L'objectif de cet avenant est de redéployer le financement de la Région Normandie et de l'Etat sur les travaux urgents.

Régénération des écluses 1 et 2 de Notre Dame de la Garenne (études et travaux)
La rénovation des écluses n'est pas jugée prioritaire, par comparaison avec la rénovation des barrages de Poses et Port-Mort. La reprise des études ne se fera qu'en 2021, VNF propose donc de réaffecter le financement non engagé de cette opération (1 796 131 €) au profit des opérations jugées prioritaires. La participation régionale est donc arrêtée au montant de 203 869 €, et celle de l'État au montant de 195 714€.

Travaux sur le barrage de Poses :
Le barrage de Poses sépare la Seine canalisée de son estuaire. Il est le premier barrage rencontré sur la Seine par les bateaux remontant depuis Le Havre.
Construit dans les années 1880, l'ouvrage voit sa stabilité globale remise en question avec l'apparition progressive sur les dix dernières années d'une importante fosse d'érosion de plus de 12m de profondeur au droit du barrage. Cette déstabilisation est renforcée par de nombreuses fissurations de la matrice crayeuse sur laquelle reposent les fondations du barrage.

Dans ce contexte, les travaux de rénovation du barrage de Poses d'un montant de 26,540 M€ TTC constituent une priorité pour Voies Navigables de France. Sur cette opération, la part de la Région est portée à 6 614 987 €, celle de l'État à 10 636 013 €.

Modernisation du barrage de Port-Mort :
Cette opération se déroulera en deux phases. L'actuel CPIER ne couvre que la première phase de travaux. La seconde phase sera proposée dans le cadre d'une prochaine contractualisation. A ce stade, le financement de la Région et de l'Etat reste constant.

Modernisation de la passerelle de Poses :
Cette opération consiste à construire une nouvelle passerelle rehaussée enjambant les écluses ainsi que ses appuis et ses fondations. Compte tenu du co-financement des travaux par le Département de l'Eure, le financement de la Région sollicité sur cette opération est ramené à 477 226 €, celui de l'État à 220 375€.

Etudes de faisabilité allongement écluse n°1 d'Amfreville sous les Monts
Suppression de la porte levante écluse n°4 de Notre Dame de la Garenne
Etudes Seine-Aval Normandie
VNF choisit d'ajourner l'ensemble de ces opérations initialement prévues dans le CPIER 2015-2020 afin d'orienter l'ensemble des financements vers les travaux prioritaires.

Régénération d'ouvrages en service :
L'opération est en cours. Le montant des dépenses a été revu à la hausse. Suite à un complément de financement européen, la participation régionale reste identique, celle de l'État ramenée à 736 780€.

Téléconduite d'ouvrages de la Seine Aval :
Tous les ouvrages VNF sur la Seine aval sont manœuvrés par un agent d'exploitation présent sur chaque site en poste de commande local. Le contrôle à distance de ces ouvrages depuis un poste de commande centralisé est un des objectifs prioritaires de VNF sur le grand gabarit afin de moderniser les méthodes d'exploitation et de réduire le travail isolé. Pour cela, des centres de contrôle pouvant assurer la gestion simultanée des réseaux de communication devront être mis en place. Seule la phase étude de cette opération est retenue au titre du CPIER actuel. La part de l'Etat est ramenée à 58 333 €.

Service à l'usager :
L'opération couvre l'ensemble des investissements d'amélioration ou de création de garages à bateaux et de signalisation entre Giverny (27) et Rouen (76). Dans le cadre du Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe (MIE), l'Europe participe à hauteur de 40 % du montant HT des travaux. La part Région est ramenée de 1M€ à 623 918 € et celle de l'État de 1 680 000€ à 1 176 082€.

Financement des opérations fluviales sous maîtrise d'ouvrage de VNF du CPIER Vallée de Seine avant redéploiement :

	ETAT	REGION NORMANDIE	REGION ILE DE FRANCE	EUROPE ou AUTRES PARTENAIRES IDENTIFIES	TOTAL
Opérations fluviales situées en Normandie					
Régénération des écluses 1 et 2 de Notre Dame de la Garenne (études et travaux)	2 480 000 €	2 000 000 €	0	2 240 000 €	6 720 000 €
Modernisation du barrage de Poses (études et travaux)	4 690 000 €	3 700 000 €	0	4 200 000€	12 590 000 €
Modernisation du barrage de Port-Mort (études et travaux)	2 340 000 €	1 900 000 €	0	2 120 000 €	6 360 000 €
Modernisation de la passerelle de Poses (études et travaux)	250 000 €	600 000 €	0	300 000€	1 150 000 €
Etudes de faisabilité allongement écluse n°1 d'Amfreville sous les Monts	150 000 €	140 000 €	0	0	290 000 €

Suppression porte levante écluse n°4 de Notre Dame de la Garenne	630 000 €	280 000 €	0	0	910 000 €
Etudes Seine-Aval Normandie	470 000 €	200 000 €	0	0	670 000 €
Régénération d'ouvrages en service (Rénovation électrique de Notre Dame de la Garenne: études et travaux)	1 330 000 €	590 000 €	0	0	1 920 000 €
Téléconduite d'ouvrages de la Seine-Aval Normandie	1 240 000 €	0	0	620 000 €	1 860 000 €
Service aux usagers (garages à bateaux, signalisation et bornes à eau et électricité d'Amfreville sous les Monts)	1 680 000 €	1 000 000 €	0	0	2 680 000 €

Financement des opérations fluviales sous maîtrise d'ouvrage de VNF du CPIER Vallée de Seine <u>après</u> redéploiement :

	ETAT	REGION NORMANDIE	REGION ILE DE FRANCE	EUROPE ou AUTRES PARTENAIRES IDENTIFIES	TOTAL
Opérations fluviales situées en Normandie					
Régénération des écluses 1 et 2 de Notre Dame de la Garenne (études et travaux)	195 714 €	203 869 €	0	285 417 €	685 000 €
Modernisation du barrage de Poses (études et travaux)	10 636 013 €	6 614 987 €	0	9 289 000 €	26 540 000 €
Modernisation du barrage de Port-Mort (études et travaux)	2 234 000 €	1 900 000 €	0	2 226 000 €	6 360 000 €
Modernisation de la passerelle de Poses (études et travaux)	220 375 €	477 226 €	0	1 167 399 €	1 865 000 €
Etudes de faisabilité allongement écluse n°1 d'Amfreville sous les Monts	0	0	0	0	0
Suppression porte levante écluse n°4 de Notre Dame de la Garenne	0	0	0	0	0
Etudes Seine-Aval Normandie	0	0	0	0	0
Régénération d'ouvrages en service (Rénovation électrique de Notre Dame de la Garenne : études et travaux)	736 780 €	590 000 €	0	714 420 €	2 041 200 €
Téléconduite d'ouvrages de la Seine-Aval Normandie	58 333 €	0 €	0	41 667 €	100 000 €
Service aux usagers (garages à bateaux, signalisation et bornes à eau et électricité d'Amfreville sous les Monts)	1 176 082 €	623 918 €	0	900 000 €	2 700 000 €

<u>Article 3 : Récapitulatif financier</u>

Le récapitulatif financier du CPIER Vallée de la Seine révisé est annexé au présent avenant, modifiant la partie III du contrat d'origine.

Les conventions d'exécution, le cas échéant modifiant celles qui existent, préciseront les dispositions techniques et financières du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020 révisé.

<u>Article 4 : Conditions d'exécution du présent avenant</u>

Les dispositions du contrat de plan interrégional État-Régions Vallée de la Seine non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

Le présent avenant prend effet à compter de la signature des parties.

Article 5 : Mise en œuvre

Les signataires du contrat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre du présent avenant.

Fait à , le

Le préfet coordinateur des actions de l'État pour l'aménagement de la Vallée de la Seine Pierre-André DURAND	Le président du Conseil régional de Normandie Hervé MORIN

La présidente du Conseil régional d'Île-de-France Valérie PECRESSE

Le Préfet, Délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine François PHILIZOT	Le Préfet d'Île-de-France Marc GUILLAUME

La directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie Patricia BLANC	Le président de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie Arnaud LEROY

Annexe 4: Avenant n°4 du CPER 2015-2020 portant sur les volets TEE et Territorial

PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Région îledeFrance

Avenant au CPER 2015-2020 n° 4

Portant sur les volets Transition écologique et énergétique, et Territorial

Préambule

L'État et la Région se sont engagés au travers de leurs plans de relance respectifs, dans le cadre de leur accord de relance et dans le cadre de leur accord sur le CPER 2021-2027, à mobiliser des financements accrus dans les domaines prioritaires des transports, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la transition écologique, de l'aménagement durable et de la cohésion territoriale, du développement économique, de l'emploi et de la formation professionnelle et de la culture, avec un effort de relance partagé conduisant à une accélération de leurs investissements sur la période 2021-2022.

Les engagements qu'ils ont portés dans l'accord sur le CPER 2021-2027 seront déclinés par opération en 2021, à l'issue d'un processus de consultation des collectivités territoriales et de la société civile et d'une évaluation stratégique environnementale qu'ils conduiront conjointement.

Dans le domaine de la transition écologique et énergétique, la poursuite des opérations inscrites au CPER 2015-2020 nécessite des engagements financiers dès le premier semestre 2021, avant l'aboutissement de la phase de concertation et la détermination des opérations auxquelles l'État et la Région consacreront leurs investissements dans le cadre du CPER 2021-2027.

En effet, face à l'urgence climatique et environnementale, par le présent avenant, l'État et la Région conviennent de prolonger jusqu'à la signature du prochain CPER 2021-2027 et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021, les engagements qu'ils ont inscrits dans le volet transition écologique et énergétique du CPER 2015-2020, afin d'accélérer la transformation énergétique et environnementale de l'Ile-de- France, notamment à travers les opérations qui relèvent de la mise en œuvre des outils de planification partagés , à savoir le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE) et le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) ainsi que le Plan Régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) dont le législateur a confié l'élaboration au Conseil régional.

Dans le cadre du volet territorial, la poursuite des opérations inscrites au CPER 2015-2020 nécessite des engagements financiers dès le premier semestre 2021, avant l'aboutissement de la phase de concertation et la détermination des opérations auxquelles l'État et la Région consacreront leurs investissements dans le cadre du CPER 2021-2027.

Ainsi, par le présent avenant, l'État et la Région conviennent de prolonger jusqu'à la signature du prochain CPER 2021-2027 et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021, les engagements suivants qu'ils ont inscrits dans le volet territorial du CPER 2015-2020, afin de poursuivre l'aménagement durable et innovant de l'Ile-de-France :

- L'accompagnement des territoires bâtisseurs ;
- Le soutien aux dynamiques territoriales péri-urbaines et des pôles de centralité ;
- Le soutien à l'action foncière et à la préservation durable des espaces ouverts ;
- Le soutien aux Parcs naturels régionaux.

* * *

AVENANT

Entre

L'État en Île-de-France, représenté par Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, ci-après désigné « *l'Etat* », ayant son siège 5 rue Leblanc, 75015 Paris,

et

Le Conseil régional d'Île-de-France, représenté par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, ci-après désigné « *la Région Île-de-France* », ayant son siège 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du Conseil régional du 18 juin 2015 approuvant le contrat de plan entre l'Etat et la Région ;

Vu la délibération n° CR 123-16 du Conseil régional du 14 décembre 2016 approuvant et autorisant la Présidente à signer la revoyure du contrat de plan entre l'État et la Région Île-de-France ;

Vu la délibération n° CR 2020-NN du Conseil régional du 14 décembre 2020 approuvant et autorisant notamment la Présidente à signer l'avenant au contrat de plan État-Région Île-de-France 2015-2020 portant allongement de sa durée sur les volets « Transition écologique et énergétique » et « Territorial » ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

L'article 1er du contrat de plan Etat-Région est complété par l'alinéa suivant « L'exécution des objectifs et actions inscrits dans le volet transition écologique et énergétique du CPER 2015-2020 modifié (présentés de la page 38 à la page 46), est prolongée jusqu'à la conclusion du prochain Contrat de plan Etat-Région et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021. »

Article 2 :

L'article 1er du contrat de plan Etat-Région est complété par l'alinéa suivant « L'exécution des objectifs et actions inscrits dans le volet territorial du CPER 2015-2020 modifié (présentés aux points 1.2.1, 2.1.1, 2.1.2 et 2.1.3 de la page 47 à la page 57), est prolongée jusqu'à la conclusion du prochain Contrat de plan Etat-Région et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021. »

Article 3 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Fait à,

Le

En deux exemplaires originaux

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris

CESER

Région îledeFrance

Contribution

Budget primitif 2021 de la Région Île-de-France

Décembre 2020

Contribution
présentée au nom de la commission Budget et finances
par **Nicolas FERREIRA**

10 décembre 2020

Budget primitif 2021 de la Région Ile-de-France

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE
2 rue Simone Veil • 93400 Saint-Ouen • Tél : 01 53 85 66 25 • Email : ceser@iledefrance.fr • www.ceser-iledefrance.fr

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Vu :

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La révision constitutionnelle adoptée le 17 mars 2003 et portant sur l'organisation décentralisée de la République ;
- La loi organique du 29 juillet 2004, prise en application de l'article 72-2 de la Constitution, relative à l'autonomie financière des collectivités locales ;
- La loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La délibération CR n° 33-10 du 17 juin 2010, relative au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- L'Avis n°2015-05 du Ceser, adopté le 21 Mai 2015, sur le projet de contrat de plan Etat-Région 2015-2020, présenté, au nom de la commission Finances et plan, par M. Daniel RABARDEL ;
- L'Avis n°2016-07 du Ceser, adopté le 1er juillet 2016, sur une nouvelle stratégie européenne pour la Région d'Europe, présenté, au nom de la commission Action européenne et internationale, par M. René BERTAIL ;
- L'Avis n° 2020-06 « La société francilienne face à la crise » présenté par Mme Mireille FLAM et adopté par le Ceser le 14 septembre 2020 ;
- L'Avis n°2020-07 « Comment la Région peut-elle mieux s'organiser et mieux se préparer en cas de crise touchant son territoire ? » présenté par Mme Joëlle PARIS et adopté par le Ceser le 14 septembre 2020 ;
- L'Avis n°2020-8 « Quelles politiques régionales franciliennes pour vivre autrement après la crise ? » présenté par Mme Stéphanie GASTAUD et Mme Nathalie MARCHAND et adopté par le Ceser le 14 septembre 2020 ;
- L'Avis n°2020-9 « Les enjeux de la réindustrialisation en Ile-de-France à la suite de la crise sanitaire » présenté par M. Serge MAS et Mme Karen GANILSY et adopté par le Ceser le 14 septembre 2020 ;
- L'Avis n°2020-10 « Quelles recommandations budgétaires pour la relance en Ile-de-France, après la crise sanitaire ? » présenté par M. René BERTAIL et adopté par le Ceser le 14 septembre 2020 ;
- L'Avis n°2020-11 « Quelle contractualisation avec l'Etat (CPER) pour la relance en Ile-de-France après la crise sanitaire ? » présenté par M. Denis REMOND et adopté par le Ceser le 14 septembre 2020 ;
- Le rapport CR n°2020-049 de la Présidente de la Région sur les Orientations budgétaires 2021 de la Région Ile-de-France ;
- Le rapport CR n°2020-59 de la Présidente de la Région sur diverses dispositions fiscales pour 2021 ;
- Le rapport CR n°2020-060 de la Présidente de la Région sur le Budget primitif 2021 de la Région Ile-de-France ;
- Le rapport CR n° 2020-070 de la Présidente de la Région sur les avenants au CPER 2015-2020 sur les domaines transports et enseignement supérieur et recherche ainsi que l'avenant au CPIER Vallée de la Seine 2015-2020 ;
- Le rapport CR n° 2020-071 de la Présidente de la Région sur l'accord de relance entre l'Etat et la Région Ile-de-France ;
- Le rapport CR n° 2020-072 de la Présidente de la Région sur les orientations du futur CPER 2021-2027 ;

- Les contributions des commissions thématiques du Ceser à l'examen de ce projet de budget primitif pour 2021 ;
- La lettre de saisine, en date du 3 décembre 2020, de Madame Valérie PECRESSE, Présidente de la Région Ile-de-France.

Entendu :

- L'exposé de Monsieur Nicolas FERREIRA, au nom de la commission Budget et finances du Ceser, élargie aux présidents et référents « budget » des commissions thématiques.

Considérant :

A) <u>Sur le contexte économique, budgétaire et normatif</u>

- Que la plupart des économies mondiales connaissent un repli du PIB, sous l'effet de la crise due à la pandémie avec un double choc, de l'offre et de la demande ;
- Qu'en France, le Gouvernement prévoit, en 2021, un recul du PIB de 11 % ;
- Qu'en France, l'indice de la hausse des prix serait, en 2021, de 0,7 %, contre 0,5 % en 2020 et 1,1 % en 2019 ;
- Que 100 000 emplois ont été détruits en Ile-de-France au premier trimestre 2020 ;
- Que 78 000 emplois ont été détruits en Ile-de-France au deuxième trimestre 2020 ;
- Que les enjeux écologiques et les défis qui nous attendent concernent l'ensemble des secteurs, notamment celui des transports ;
- Que le Code général des collectivités territoriales, en son article L4131-2 stipule : *« Le conseil régional par ses délibérations et celles de sa commission permanente, le président du conseil régional par l'instruction des affaires et l'exécution des délibérations, le conseil économique, social et environnemental par ses avis, concourent à l'administration de la Région » ;*

B) <u>Sur les grandes masses du projet de BP 2021</u>

- Que le projet de budget pour l'année 2021, présenté par l'Exécutif régional, s'élève à :
  - **4 893 M€** en crédits de paiement (CP) et en recettes *(- 2 % sur BP 2020)* ;
  - **2 583 M€** en autorisations de programme et hors retraitement (AP), *(+ 16,8 % sur BP 2020*) ;
  - **2 110 M€** en autorisations d'engagement et hors retraitement (AE), *(+1,1 % sur BP 2020)* ;
- Que les principales caractéristiques de ce projet de budget peuvent être décrites comme il est dit ci-après ;
- Que, pour la clarté de l'exposé, les nombres décimaux ont été arrondis aux nombres entiers les plus proches (exemple : « 4 893,11 M€ » est affiché « 4 893 M€ ») ;

C) <u>Sur les recettes dites « permanentes »</u>

- Qu'elles s'élèvent, hors emprunt, à **4 314 M€** *(-0,9 % sur BP 2020*) ;
- Que les Fonds européens au titre de la programmation 2014-2020 s'élèvent à 77 M€ en fonctionnement et à 20 M€ en investissement *;*
- Qu'il est à noter que les recettes issues de la fiscalité directe régionale dépendent fortement de la conjoncture économique ;
- Que les recettes s'établissent donc comme suit :

1. Les recettes de fonctionnement : 3 444 M€ *(- 1,2 % sur le BP 2020)*

- *Que les principales recettes se présentent comme suit :*

1.1. Les produits de la fiscalité directe régionale : **125 M€** *(- 88 % sur le BP 2020)*

- Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) : **125 M€** *(+ 0,8 % sur le BP 2020)*

1.2. Les autres recettes fiscales (y compris la Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques - TICPE) : **3 093 M€** *(+ 39,2 % sur le BP 2020)* ***:***
1.2.1. Recettes hors TICPE : **4 290 M€** (+ 253,9 % sur BP 2020)
- Frais de gestion de la fiscalité directe locale : **49 M€** *(- 44,4 % sur BP 2020)*
- Taxe sur les certificats d'immatriculation de véhicules : **320 M€** *(- 5, 9 % sur BP 2020)*
- Reversement de la part régionale de la Taxe sur les bureaux : **213 M€** *(idem au BP 2020)*
- Taxe additionnelle aux droits de mutation à titre onéreux (DMTO) sur l'immobilier d'entreprises : **55 M€** *(- 8,3 % sur BP 2020)*
- TVA (fraction à compter de 2018) : **480 M€** *(-6,1 % sur BP 2020)*
- TVA (fraction à compter de 2021) *:* **3 173 M€**
1.2.2. Recettes TICPE : **1 011 M€** (idem au BP 2020)
- Compensation loi LRL 2004 : **889 M€** *(- 0,2 % sur BP 2020)*
- Ex-modulation 2007 : **70 M€** *(idem au BP 2020)*
- Compensation lois MAPTAM et NOTRe : **5 M€** *(idem au BP 2020)*
- Formation professionnelle : **39 M€** *(+ 0, 2 % sur BP 2020)*
- Compensation réforme apprentissage : **6 M€** *(idem au BP 2020)*
- Compensation transfert DRONISEP : **2 M€**
1.2.3. Prélèvements sur recettes : **- 2 207 M€**
- Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) : **- 675 M€** *(idem au BP 2020)*
- Dotation de compensation du transfert de la CVAE : **- 1 372 M€**
- Fonds de péréquation des ressources des Régions : **- 160 M€** *(idem au BP 2020)*

1.3. Dotations de l'Etat : **77 M€** *(+ 40,2 % sur BP 2020)*
- Dotation générale de décentralisation : **9 M€** *(idem au BP 2020)*
- Nouvelle recette pour le soutien à l'apprentissage : **21 M€** *(+ 14,3 % sur BP 2020)*
- Dotation de compensation- réforme de l'apprentissage : **3 M€** *(- 1,1 % sur BP 2020)*
- Compensation provisionnelle extinction primes : **6 M€** (- 74,4 % sur BP 2020)
- Dotation compensation- frais de gestion de la Taxe d'habitation : **38 M€**

1.4. Les recettes diverses : **150 M€** *(-11,8 % sur BP 2020)*
- Fonds européens (programmation 2014-2020 : **77 M€** *(- 4,1 % sur BP 2020)*
- Fonds régional de restauration : **6 M€** (idem au BP 2020)
- Produits financiers : **5 M€** *(- 80,1 % sur BP 2020)*
- Convention Etat-Région pour la formation professionnelle : **48 M€** *(idem au BP 2020)*
- Divers (ex : reversements de trop perçus de subventions) *:* **15 M€** *(+ 10,6 % sur BP 2020)*

2. Les recettes d'investissement : 870 M€ *(+ 0,3 sur BP 2020)*
- *Que les principales recettes se présentent comme suit :*

2.1. Les recettes fiscales : 321 M€ *(- 10,8 % sur BP 2020)*
- Taxe sur la création de bureaux, commerces et entrepôts : **80 M€** (*- 27, 3 % sur BP 2020*)
- Taxe d'aménagement (part régionale) et reliquats de taxes d'urbanisme : **35 M€** *(- 12,5 % sur BP 2020)*
- Taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA) : **80 M€** *(idem au BP 2020)*
- Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement (TASS) : **66 M€** *(idem au BP 2019)*
- Modulation TICPE « Grenelle » : ***60 M€*** *(- 6, 3% sur BP 2020)*

2.2. Dotations de l'Etat : 109 M€ (+ 1 % sur BP 2020)
- Dotation régionale d'équipement scolaire : **86 M€** *(idem au BP 2020)*
- Nouvelle recette pour le soutien à l'apprentissage en investissement : **23 M€** *(+ 4,7 % sur BP 2020)*

2.3. Les recettes diverses : 440 M€ *(+ 10,1 % sur BP 2020)*
- Remboursement en capital de créances : **248 M€** *(+ 573, 8 % sur BP 2020)* :

- Produits de cession : ***0 M€***
- Amendes de police : ***69 M€*** *(idem au BP 2020)*

- FCTVA : ***90 M€*** *(idem au BP 2020)*
- Fonds européens (Programmation 2014-2020) : **20 M€** (*+ 264,6 % sur le BP 2020)*
- Divers investissements : ***12 M€*** *(+ 40,2 % sur BP 2020) ;*

D) <u>Sur les dépenses en crédits de paiement (CP)</u>

- Que les crédits de paiement d'***investissement*** s'élèvent à **1 993 M€** *(1 889 M€ au BP 2020 soit + 5,50 %)* ;
- Que les crédits de paiement de ***fonctionnement*** s'élèvent à **2 555 M€** *(2 531 M€ au BP 2020 soit + 0,94 %)* **;**
- ***Que ces crédits de paiement s'établissent comme suit dans l'exposé général des motifs du projet de budget de la Région pour 2021 :***

- ***Services généraux***
Investissement (chapitre 900) : **20,435 M€** (*30,160 M€ au BP 2020)*
Fonctionnement (chapitre 930) : **199, 242 M€** (*202, 581 M€ au BP 2020)*

- **Formation professionnelle et apprentissage**
Investissement (chapitre 901) : **44, 432 M€** *(21,190 M€ au BP 2020)*
Fonctionnement (chapitre 931) : **680,687 M€** (*676,555 M€ au BP 2020)*

- **Enseignement**
Investissement (chapitre 902) : **694,886 M€** (*668,740 M€ au BP 2020)*
Fonctionnement (chapitre 932) : **638,468 M€** (*610,743 M€ au BP 2020)*

- ***Culture, sports et loisirs***
Investissement (chapitre 903) : **78,835 M€** (93,915 M€ *au BP 2020)*
Fonctionnement (chapitre 933) : **63,585 M€** (*62,915 M€ au BP 2020)*

- ***Santé et action sociale***
Investissement (chapitre 904) : **25,102 M€** (25 M€ *au BP 2020)*
Fonctionnement (chapitre 934) : **11, 516 M€** (*9,716 M€ au BP 2020)*

- ***Aménagement des territoires***
Investissement (chapitre 905) : **215,490 M€** (*184,820 M€ au BP 2020)*
Fonctionnement (chapitre 935) : **22,763 M€** (*22,713 M€ au BP 2020)*

- ***Gestion des fonds européens***
Investissement (chapitre 906) : **20,109 M€** (*5,516 M€ au BP 2020)*
Fonctionnement (chapitre 936) : **45,692 M€** (*63,993 M€ au BP 2020)*

- ***Environnement***
Investissement (chapitre 907) : **87,707 M€** *(93,619 M€ au BP 2020)*
Fonctionnement (chapitre 937) : **24,936 M€** (*23,919 M€ au BP 2020)*

- ***Transports***
Investissement (chapitre 908) : **632,549 M€** (*641,751 M€ au BP 2020*)
Fonctionnement (chapitre 938) : **785,646 M€** (778, 056 M€ *au BP 2020)*

- ***Action économique***
Investissement (chapitre 909) : **173, 475 M€** (*123,990 M€ au BP 2020)*
Fonctionnement (chapitre 939) : **79,600 M€** (77,076 M€ *au BP 2020*)

- ***Frais de fonctionnement des groupes d'élus***
Fonctionnement (chapitre 944) : ***2,865 M€*** *(2,870 M€ au BP 2020*)

E) <u>Sur le contrat de plan Etat/Région 2015-2020</u>

- Que le montant prévu, en 2021, en crédits de paiements, s'élève à **649 M€** : **508 M€** au titre des mobilités multimodales ; **62 M€** pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ; **34 M€** pour la transition écologique et énergétique ; **6 M€** pour le numérique ; **1 M€** pour les filières d'avenir et l'usine du futur ; et **38 M€** au titre du volet territorial ;
- Que le ***CPER 2015-2020*** est prolongé par ces deux avenants : le premier relatif aux transports (1,7 Mds€ au titre des années 2021 et 2022) et le second à l'enseignement supérieur (64,1 M€ au titre de l'année 2021) ;

F) <u>Sur l'accord de relance entre l'Etat et la Région Ile-de-France</u>

- Que la déclinaison régionale du Plan France relance s'organise autour des domaines suivants :
- Le soutien aux entreprises, à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation,
- La lutte contre le chômage et l'accompagnement vers l'emploi,
- Le développement des mobilités,
- La transition écologique,
- La santé,
- La solidarité et la cohésion sociale.

G) <u>Sur les contrats de plan interrégionaux 2015-2020, Plan Seine et Vallée de la Seine</u>

- Que le ***CPIER 2015-2020 Vallée de la Seine*** est prolongé d'un an, jusqu'à la fin de l'année 2021, sans incidence financière ;
- Que le montant prévu en 2021, au ***CPIER 2015-2020 Vallée de la Seine,*** en crédits de paiements, est de **7 M€** ;

H) <u>Sur les orientations du futur CPER 2021-2027</u>

- Que le périmètre et les masses financières du futur CPER 2021-2027 se déclinent ainsi :
- Transports (2020-2021-2022) 4 083 M€ dont 2 670 M€ pour la Région,
- Enseignement supérieur, recherche, innovation : 1 000 M€ dont 500 M€ pour la Région,
- Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire : 370 M€ dont 185 M€ pour la Région,
- Aménagement durable et cohésion des territoires : 600 M€ dont 300 M€ pour la Région,
- Développement économique, emploi et formation professionnelle : 240 M€ dont 120 M€ pour la Région,
- Culture : 200 M€ dont 100 M€ pour la Région,
- Egalité entre les femmes et les hommes : pas d'enveloppe budgétaire indiquée.

I) <u>Sur l'emprunt : enveloppe et encours</u>

- Que l'équilibre budgétaire conduit l'Exécutif régional à proposer une enveloppe d'emprunt de **578,81 M€,** soit le montant de la différence entre les dépenses à assumer et le montant attendu de recettes permanentes. Cette enveloppe de 578,81 M€ est en diminution de 9,8 % par rapport à l'enveloppe votée au BP 2020 ;
- Que l'encours de la dette restant à amortir est évalué, à fin 2020, à **6 139,8 M€,** en augmentation de 547 M€ sur le BP 2020, soit une évolution de + 9,8 % ;
- Que le montant de l'amortissement de la dette et des frais divers, pour 2021, sera de **234,37 M€** *(- 48,5 % sur le BP 2020*) et la charge nette d'intérêts de **110,738 M€** *(- 7,7 % sur le BP 2020*) ;
- Que depuis 2016, seuls des emprunts à taux fixes sont souscrits ;
- Que la Région a une capacité de désendettement de 7,9 années, inscrite au BP 2021, contre 6,7 années au BP 2020 (4,8 années y compris les reports N-1 au BP) ;

J) <u>Sur l'information financière</u>

- Que la Région Ile-de-France se distingue par la qualité de ses documents budgétaires, en particulier s'agissant des « bleus budgétaires » ;
- Que les délais de mise à disposition des documents budgétaires soumis à l'examen des assemblées régionales ont été respectés, permettant au Ceser de travailler ainsi dans de meilleures conditions.

Emet la contribution suivante :

Article 1 :
Le Ceser, qui prend acte du projet de Budget primitif 2021 de la Région Ile-de-France, salue la réactivité et l'engagement qu'a eus la Région tout au long de l'année 2020, pour faire face à la pandémie de la Covid-19 et à ses lourdes répercussions économiques, sociales et humaines.

Article 2 :
Le Ceser prend acte :
- Que le Contrat de plan Etat-Région (CPER) 2021-2027 ne sera pas opérationnel au 1er janvier 2021 ;
- Que le périmètre et le cadre budgétaire dans lesquels il s'inscrira sont dessinés par ces trois accords contractuels entre l'Etat et la Région :

- Trois avenants permettant d'une part de prolonger les opérations en cours du CPER actuel sur les volets mobilités (jusqu'à la fin de l'année 2022) et enseignement supérieur (jusqu'à la fin de l'année 2021) et d'autre part de prolonger jusqu'à la fin de l'année 2021 le CPIER Vallée de la Seine,
- Un accord conjoint sur la mise en œuvre du plan de relance en Ile-de-France, déclinaison régionale du plan France relance et de l'accord de partenariat Etat-Régions signé le 28 septembre 2020 par le Premier ministre et le Président de Régions de France,
- Un accord cadre balisant le périmètre et les masses financières du futur CPER qui sera voté en 2021 après concertation avec l'ensemble des parties prenantes.

Article 3 :
Le Ceser s'interroge sur l'opportunité de délibérer dès à présent sur le BP 2021 de la Région : une présentation en début d'année 2021 aurait permis une meilleure intégration des premiers éléments relatifs au prochain CPER et donc une lisibilité accrue du document budgétaire.

Article 4 :
Le Ceser prend acte des bons ratios financiers présentés dans ce budget primitif 2021 au nombre desquels des taux d'épargne brute et nette de 22,6 % et 17,1 %, un taux d'autofinancement de 71 % ainsi qu'une capacité de désendettement de 7,9 années.

Il souligne que ces bons ratios sont le produit de choix de gestion réalisés par l'Exécutif régional.

Il renouvelle son souhait que les marges de manœuvre ainsi générées soient utilisées, dans les prochaines années, en cohérence avec les politiques de l'Etat, à la relance socio-économique de la région Ile-de-France.

Article 5 :
Le contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2021-2027 en préparation doit être un des outils de cette relance conduite avec l'Etat, coordonné avec la programmation des fonds structurels européens qui court sur la même période.
Le Ceser demande que soient inscrits au prochain CPER les deux projets structurants que doivent être d'une part l'aménagement des franges franciliennes et d'autre part la transformation du Triangle de Gonesse et de l'Est du Val d'Oise en « Métropole nature ».

Il renouvelle son souhait de faire partie du comité de suivi de ce prochain CPER, avec voix consultative, compte tenu du rôle que la loi lui donne, désormais, pour contribuer à l'évaluation des politiques publiques.

Article 6 :
Le Ceser constate que nombre de collectivités locales franciliennes se sont engagées pour répondre, chacune à leur mesure, aux conséquences économiques, sociales et humaines de la pandémie et du confinement.

Le Ceser recommande à nouveau que la Conférence territoriale de l'action publique (CTAP) présidée par Madame la Présidente de la Région et réunissant les différents niveaux des collectivités franciliennes, soit l'instance qui veille à la bonne articulation des différentes initiatives et compétences, condition essentielle de leur efficacité et de l'optimisation de l'argent public.

Il suggère qu'une prochaine réunion de la CTAP soit donc consacrée à cette vue d'ensemble et à une coordination des actions des collectivités locales pour la relance socio-économique de la région Ile-de-France.

Article 7 :
Le Ceser remarque que le budget de la Région Ile-de-France, en 2020, est prélevé de 835 M€ au titre des deux péréquations suivantes : le Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) pour 675 M€ et le Fonds de péréquation des ressources des Régions, pour 160 M€.

Il estime normal que la Région Ile-de-France, dont l'économie contribue pour un tiers de la production nationale, soit soumise à un mécanisme de péréquation qui permette de trouver un rééquilibrage financier entre les différentes Régions, notamment les plus défavorisées.

Cependant, le système actuel, trop complexe, pèse de façon quasi unique sur le budget de la Région Ile-de-France.

Le Ceser prend acte du principe de refonte du système de péréquation entre les Régions, prévue par l'accord de partenariat Etat-Régions du 28 septembre dernier et qui devra être finalisée à l'été 2021 pour une intégration dans le projet de loi de finances pour 2022.

Le Ceser appelle donc de ses vœux, à l'instar de l'Exécutif régional, la définition « d'un mécanisme de mise en œuvre plus juste et équilibré » qui devra prendre en compte les spécificités de la Région Ile-de-France (coûts élevés de centralité, dynamisme démographique, etc.) dans les calculs de cette contribution francilienne.

Article 8 :
Le Ceser sollicite des informations quant à la gestion du patrimoine immobilier de la Région Ile-de-France qui avait fait l'objet, il y a un peu plus d'un an, d'une délibération du Conseil régional. Il rappelle à ce propos que l'option d'achat sur le bâtiment Simone VEIL (ex-Influence 1) pour une acquisition en juillet 2022 devra s'exercer entre avril et juin 2021.

D'autre part, le Ceser souhaite connaître les orientations données par l'Exécutif régional aux devenirs du domaine de Villarceaux et du bâtiment sis 57, rue de Babylone, PARIS 7 qui, tous deux, avaient fait l'objet d'un Appel à manifestation d'intérêt.

Article 9 :
Le Ceser s'associe à la proposition de l'Exécutif régional de mettre en place, en prévention de nouvelles crises, un fonds de sauvegarde propre à la Région, lui permettant de constituer des provisions en ressources dans le cadre de l'instruction budgétaire et comptable.
Il souhaite que dès à présent, un tel fonds de sauvegarde soit mis en place dans le budget de la Région pour répondre aux conséquences économiques de la crise actuelle qui n'ont pu être encore identifiées sur son territoire.

Article 10 :
Le Ceser appelle l'attention de l'Exécutif et du Conseil régional sur les principales observations de ses commissions thématiques pour contribuer à la réflexion et au débat.

Il souligne, notamment, parmi ces observations, les suivantes :

a) En ce qui concerne les **Affaires européennes et l'action internationale,** le Ceser constate l'amélioration du système de gestion des Fonds européens structurels et d'investissement (FESI) par les services de la Région et des Organismes intermédiaires (OI) qui ont ainsi permis à la Région de retrouver le niveau 2 de qualité de gestion, avec reprise des appels de fonds et donc des remboursements de l'Union européenne.

Le Ceser approuve l'inscription au BP 2021 des moyens fléchés vers l'accompagnement des structures franciliennes concernées, pour faciliter leur accès aux financements européens.

Le Ceser préconise cependant d'étudier la délégation de l'accompagnement des petites structures n'ayant pas l'ingénierie suffisante pour constituer les dossiers de demande de subventions européennes, à un organisme associé régional ou par convention avec le "Dispositif local d'accompagnement" (DLA) régional de l'Economie sociale et solidaire (ESS).

Enfin, le Ceser constate avec satisfaction que le Conseil régional renouvelle son soutien à l'organisme associé Ile-de-France Europe, dont il considère indispensable de renforcer le rôle de coordination des collectivités territoriales qui en sont membres.

Le Ceser souhaite que la Région, au-delà de la réaffirmation, dans ce budget 2021, de son engagement en faveur de la francophonie, pérennise et accroisse les financements visant à soutenir des actions permettant de privilégier l'utilisation de la langue française, notamment dans la perspective des Jeux olympiques de Paris (JOP) de 2024.

b) Pour ce qui relève de l'**Agriculture, de la ruralité et des espaces naturels,** le Ceser salue les efforts en faveur de l'agriculture, de la ruralité et de la protection de la biodiversité qui continuent d'être proposés dans ce projet de budget.

Il reconnait tout particulièrement les efforts maintenus et parfois renforcés pour appliquer les mesures du « pacte agricole » en ce qui concerne l'agriculture biologique, l'agriculture urbaine, les aides à la diversification, la transition vers une agriculture plus "verte", ainsi que la valorisation des productions agricoles franciliennes locales.

Il reconnait que les évolutions budgétaires vont aussi dans le bon sens en ce qui concerne la ruralité et la préservation de l'environnement avec les axes « Zéro artificialisation nette » (ZAN), « Zéro émission nette » (ZEN) et « Zéro ressource nette » (ZRN).

Au titre du budget de fonctionnement, le Ceser note que la très grande majorité des propositions figurant dans l'annexe budgétaire 15, pour 2021, à l'exception notable de la ligne « agriculture biologique », correspondent à de strictes reconductions à l'identique des crédits qui ont été votés en 2020 et s'interroge sur la faisabilité à terme de ces lignes de crédits.

Le Ceser félicite l'Exécutif régional pour les actions volontaristes qu'il a su conduire en 2020 en faveur de l'aide alimentaire ainsi que pour le soutien aux filières impactées par la crise du Covid-19, les maladies végétales et les aléas météorologiques.

Le Ceser se souvient que des dépenses importantes (150 M€ sur 5 ans en ce qui concerne le pacte agricole) ont été annoncées pour permettre aux territoires agricoles et ruraux d'Ile-de-France de répondre aux enjeux de demain ; il souhaite donc que les mises en œuvre de ces deux pactes continuent de répondre aux fortes attentes du monde rural et agricole.

c) En matière d'**Aménagement du territoire,** le Ceser se félicite que la Région affiche clairement ses ambitions en matière d'aménagement durable du territoire régional autour des trois priorités centrales que sont le « Zéro artificialisation nette » (ZAN), le « Zéro émission nette » (ZEN) et le « Zéro ressource nette » (ZRN), à la suite de la Conférence régionale sur le climat (COP Île-de-France).

Dans cet esprit, le Ceser souhaiterait cette année encore appeler le Conseil régional à créer un « jaune budgétaire » dédié à l'aménagement du territoire, compétence régionale stratégique.

De plus, la question se pose des moyens accordés à l'ambition déclarée d'une stratégie d'aménagement plus intégratrice des enjeux d'environnement, qui trouvera sa consécration dans le SDRIF-E. Dans ce cadre, le Ceser s'interroge sur le financement des travaux de préfiguration, qui doivent être lancés sans tarder.

Le Ceser constate en outre que le budget de l'aménagement est reconduit à l'identique, notamment le soutien à l'Institut Paris Région (IPR), sans prise en compte de l'inflation qui a pourtant augmenté de plusieurs points et ce, depuis le début de la mandature. De plus, le Ceser souligne le soutien de la Région aux Parcs naturels régionaux (PNR) mais regrette que les dotations en fonctionnement, déterminantes pour les Parcs, soient maintenues au même niveau.

Par ailleurs, le Ceser regrette l'absence d'une présentation consolidée des financements exceptionnels fléchés vers le Val-d'Oise et annoncés par la Présidente de Région il y a un an, à la suite de l'abandon du projet EuropaCity par l'Etat. Cette annonce répondait à une attente forte des acteurs et populations concernées, le Ceser appelle donc la Région à communiquer clairement sur son action en faveur de ce territoire.

Enfin, le Ceser salue l'engagement de la Région en faveur des dispositifs d'investissement à destination des collectivités dont l'objectif est de promouvoir un aménagement harmonisé du territoire. Toutefois, le Ceser constate une surreprésentation des projets portés par les collectivités de la zone métropolitaine ainsi que des écarts très significatifs dans les montants affectés au titre de l'action « Cent quartiers innovants et écologiques ».

d) Au sujet du **Cadre de vie, de l'habitat et de la politique de la ville,** le Ceser apprécie la priorité que s'est fixée la Région : « 2021, année rebond pour la construction et le renouvellement urbain ». D'autant plus que le contexte de crise lié dès le début de l'année 2020 à la pandémie COVID-19 a considérablement ralenti la production de logements, tant en termes d'agréments des projets que d'opérations engagées ou livrées.

Constatant le maintien des autorisations de programmes (AP) proposées en matière de développement du parc social (30 M€) et de lutte contre la précarité énergétique (10 M€) au niveau de 2020, le Ceser se réjouit de la hausse des AP proposées et ventilées de la façon suivante :

1. Chapitre 54 – Habitat – Logement : 73 M€ en AP (+ 10 M€) au profit de :
   - L'aide au parc privé : copropriétés en difficultés (+ 1 M€) et nouvelle aide à l'accessibilité des LLI au profit des personnes travaillant dans les secteurs clés, notamment les personnels soignants (+ 5 M€),
   - L'action en faveur du logement des étudiants, jeunes et apprentis (+ 4 M€).

2. Chapitre 51 – Politique de la ville : 23 M€ en AP (+ 4 M€)
   Le Ceser prend acte de la progression à la fois des AP (+ 4 M€) et des CP (+ 6,8 M€) au profit des actions contractualisées de requalification urbaine concernant 102 projets d'intérêt :
   - Nationaux : 59 dont 14 en attente de signature de convention par l'ANRU,
   - Régionaux : 43 dont 37 en attente de signature de convention par l'ANRU.

   Bien conscient que :
   - L'engagement régional à hauteur de 250 M€ n'a donné lieu qu'à 25 M€ d'affectation à ce jour,

- S'ajoutant aux moyens mis en œuvre dans le cadre des dispositifs de droit commun, les moyens inscrits par la Région au titre de la politique de la ville sont spécifiques et dédiés au financement d'équipements concernant l'enfance et la jeunesse, les services de proximité, le développement économique et commercial, et la sécurité.

Le Ceser s'inquiète de la longueur des délais de mise en œuvre du NPRU (cf. conventions signées par la Région avec l'État – ANRU d'une part et EPCI – EPT d'autre part).

e) Concernant la **Culture,** le Ceser tient à saluer le rôle de l'Exécutif régional tout au long de la crise sanitaire en 2020 : le maintien des subventions, même sans service fait, a été salutaire pour de nombreuses structures culturelles, et leur maintien en 2021 le sera tout autant.

Le caractère exceptionnel de l'année 2020 a eu pour conséquence d'augmenter nettement la somme des crédits exécutés, qui sont passés de 75 M€ à quasiment 100 M€, permettant alors à la Région d'atteindre l'objectif d'une augmentation de 20% du budget culture fixé en début de mandature. Toutefois, la réalisation de cet objectif ne devrait pas être renouvelée en 2021 puisqu'il est prévu que le budget de la Région s'élève à 87 M€ en Crédits de Paiement, même si les Autorisations de Programme annoncent un budget à nouveau en hausse (109 M€).

En outre, le Ceser salue la création d'un volet culture dans le nouveau CPER, et recommande que le projet DEMOS y soit inclus, puisque l'Education Artistique et culturelle (EAC) est une priorité de l'Exécutif régional depuis le début du mandat. Il est prévu que le CPER permette de soutenir l'effort de rénovation des lieux de diffusion culturelle sur tout le territoire, ce que le Ceser approuve et encourage, compte-tenu des adaptations nécessaires aux nouvelles règles sanitaires. Enfin, si le budget de l'Education Culturelle et Artistique a légèrement augmenté dans le BP 2021, conformément aux recommandations du Ceser, il serait souhaitable que cet effort soit plus conséquent pour construire une continuité pédagogique cohérente allant des collèges relevant des Départements aux lycées, compétence majeure des Régions.

f) Dans le domaine du **Développement économique**, le Ceser constate avec satisfaction :

- Dans un contexte très difficile, l'affirmation concrète de trois priorités essentielles pour la Région :
  - la poursuite des mesures de relance,
  - le soutien à l'innovation,
  - le financement des entreprises et en particulier les PME/TPE et les ETI.
- L'augmentation très importante du budget « Développement Economique et Innovation » pleinement justifiée par les conséquences de la crise épidémique :
  - + 37 % en Investissement,
  - + 7,4 % en Fonctionnement.
- Avec :
  - la participation au fonds de solidarité à hauteur de 156 M€ (AP),
  - l'abondement d'un prêt Rebond taux zéro pour un montant de 111 M€,
  - le dispositif PM'up covid-19 doté de 57,6 M€ (AP),
  - le Fonds résilience Ile-de-France et Collectivités doté de près de 100 M€,
  - l'extension du chèque numérique pour un montant de 4,1 M€.
- L'existence d'un budget significatif consacré à l'aide aux relocalisations
- Dans ce contexte très tendu, le maintien des montants attribués à la politique d'innovation :
  - sur des priorités très importantes pour l'avenir (intelligence artificielle, quantique, santé, cybersécurité etc.),
  - sans négliger l'innovation non-technologique (social, design etc.).

Le Ceser note que la Région a aussi procédé à une augmentation du budget de fonctionnement pour trois lignes budgétaires essentielles :

- le soutien à l'économie sociale et solidaire,
- le soutien aux pôles de compétitivité,
- le soutien à l'artisanat et au commerce.

Il regrette cependant qu'une part plus significative du budget n'ait pas été proposée pour le soutien aux entreprises en difficulté et en particulier aux entreprises en situation de cessation de paiement.

Le Ceser souhaite par ailleurs que la Région facilite l'accès, en particulier aux TPE/PME et aux personnels des entreprises, aux aides concernant les mobilités durables.

g) En matière d'**Education, de formation, d'enseignement supérieur et de recherche,** le Ceser note avec satisfaction que le budget alloué à l'enseignement secondaire reste le 2ème budget régional.

S'il note un effort accru concernant la rénovation et les grosses réparations dans les lycées, avec plus de 50 M€ qui seront dédiés à des opérations de rénovation énergétique, il regrette la baisse de 1/3 des crédits de paiement concernant la construction de nouveaux établissements.

Le Ceser s'interroge sur l'augmentation de 4 M€ de la ligne dédiée aux fluides, et cela alors que d'importants travaux de rénovation ont été entrepris au cours de ces dernières années.

Concernant l'enseignement supérieur et la recherche, le Ceser note avec satisfaction le financement de 20 nouveaux contrats doctoraux avec les entreprises, dans le cadre de la convention industrielle de formation par la Recherche (CIFRE) ; toutefois, il regrette qu'avec simplement une augmentation de 1,4% des crédits de fonctionnement, cela ne reflète pas la volonté affichée par l'Exécutif régional de faire de la Région Ile-de-France une référence pour l'enseignement supérieur.

Au sujet des conditions de vie étudiante, le Ceser présentera prochainement ses propositions.

Sur l'Orientation, la Formation Professionnelle et l'Apprentissage, le Ceser note avec satisfaction l'augmentation des lignes budgétaires allouées aux formations certifiantes (prise en compte des métiers en tension) et à la rémunération des stagiaires.

h) Dans le champ de l'**Emploi,** conformément à sa note d'alerte sur l'emploi des jeunes, le Ceser souligne l'importance de renforcer la mise en œuvre des actions dédiées à l'insertion sociale et professionnelle des publics précaires, notamment les jeunes, qui est une condition sine qua non à leur accès au marché de l'emploi.

Il regrette donc la baisse des autorisations de programme et des crédits de paiement correspondants aux actions « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi ».

Le Ceser s'inquiète aussi de la baisse conséquente des crédits de paiement concernant le soutien aux missions locales, les mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées et Défi Métiers.

Le Ceser note cependant l'effort fait sur la formation professionnelle des demandeurs d'emploi, et plus particulièrement des jeunes et des publics les plus éloignés de l'emploi.

Il souligne l'action significative réalisée en matière de formations sanitaires et sociales, qui doit répondre à l'ampleur de la crise sanitaire inédite. Ces formations seront créatrices d'emplois essentiels.

Par ailleurs, le Ceser se félicite de l'allocation de crédits de paiements supplémentaires pour l'extension de l'expérimentation de financement du permis de conduire pour les stagiaires à toute l'Ile-de-France.

Il souligne également l'effort consenti dans le versement d'une prime de 1 000 € aux personnes inscrites dans des formations visant les secteurs en tension (portée à 2000 € pour les personnes en situation de handicap).

La crise économique est particulièrement forte en Île-de-France, et touche bien plus les territoires franciliens déjà fragilisés. La crise du Covid accentue les inégalités sociales et territoriales franciliennes.

Le Ceser souhaite donc qu'une attention particulière soit portée aux territoires, aux filières, aux entreprises et aux travailleurs les plus touchés par la crise économique.

i) A propos d'**Environnement et de transition énergétique,** le Ceser se réjouit de la primauté accordée aux problématiques d'environnement et de transition énergétique, primauté bien marquée par le budget en constante augmentation depuis plusieurs années. La COP régionale est un apport positif à la réflexion politique globale sur lesdites problématiques.

Cependant, la quasi-stagnation du budget de fonctionnement, la diminution du poids des crédits de paiement (CP) par rapport aux autorisations de programme (AP-budget d'investissement) et la dispersion des opérations subventionnées, peuvent réduire l'efficacité des politiques régionales, tant au sens de la collectivité territoriale qu'au sens géographique du terme. Cette diminution du poids des CP par rapport aux AP peut conduire à des modifications de priorités en cours d'année qui se font au détriment d'autres actions programmées. Par conséquent, le chef de filât de la Région et sa volonté de transversalité et de cohérence stratégique en matière d'environnement peuvent être questionnés à la lueur de ces éléments.

Ajoutons que la stratégie « énergie-climat », votée en 2018 repose sur 3 piliers, très inégalement dotés dans le BP. En toute logique, il conviendrait de commencer par accorder la priorité à l'efficacité et la sobriété énergétiques, puis que l'on mette, en face des besoins optimisés, une offre durable, optimisée, pour y répondre. Par ailleurs, si « l'achat de garanties d'origine » n'apparait pas dans le budget de fonctionnement, la région ne pourra pas être 100% neutre en CO2.

La crise sanitaire et économique agit comme un révélateur des inégalités sociales et territoriales présentes en Ile-de-France. Le droit à un environnement sain et préservé est inhérent à chaque Francilienne et à chaque Francilien. Le Ceser souhaite donc que la Région continue et renforce son action de transformation écologique dans une perspective d'équité des territoires et des publics.

j) En ce qui concerne la **Santé, le handicap et la solidarité :** l'essentiel du budget prévisionnel reste concentré sur le financement des formations sanitaires et sociales ; la situation exceptionnelle que nous vivons nous démontre chaque jour l'importance et la nécessité de ce personnel exemplaire.

La pandémie de la Covid 19 a amené la Région à proposer de nouvelles et importantes dispositions dans un budget en forte hausse :

- L'ouverture de places supplémentaires en formation d'infirmières (+ 243 places) ;
- L'abondement des bourses pour les étudiants dans ces filières (+ 18 %) ;
- Un plan d'urgence pour l'aide contre la Covid en direction des professionnels de santé (+ 10 M€) ;
- En investissement, un plan d'urgence de 30 M€ pour les Instituts sanitaires d'Ile-de-France, dont l'état est plus que préoccupant.

Le Ceser se félicite de cette initiative qu'il prônait depuis le rapport Got- Burnier de 2017.

Il espère cependant, qu'une clarification interviendra rapidement avec l'Etat.

Il souligne l'ampleur et l'importance de ces mesures envisagées, ainsi que le maintien des actions pour une Région solidaire, vers les plus précaires et les plus fragiles.

Le Ceser regrette cependant que la filière de formation au métier d'aide-soignant reste en dessous de ses objectifs, avec des places non remplies : une promotion ainsi qu'une valorisation de ces métiers s'avère indispensable.

k) Pour ce qui relève des **Sports et loisirs,** le Ceser se félicite de l'engagement de la Région pour les sports et les loisirs, d'autant plus dans cette période incertaine de crise sanitaire liée à la COVID-19.

De plus, malgré une conjoncture économique nationale très difficile, la forte hausse des autorisations de programme (AP) démontre que les engagements financiers de la Région sont à la hauteur de la situation et de la politique annoncée.

La volonté de la Région de soutenir le sport doit bénéficier à l'ensemble de ses acteurs qu'il s'agisse du sport de haut niveau ou du sport pour tous, en poursuivant les partenariats avec le mouvement sportif et en prenant en compte les équipements pour les personnes à mobilité réduite.

Le Ceser attire l'attention de l'Exécutif régional, concernant la construction et la rénovation d'équipements sportifs des lycées, sur l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap et les aménagements pour en permettre l'accès hors temps scolaire.

Le Ceser soutient le maintien par la Région de ses engagements pour les Jeux olympiques 2024 de Paris.

l) Dans le domaine du **Tourisme :** Le projet de budget pour 2021 a été établi dans un contexte de baisse catastrophique de la fréquentation touristique en Ile-de-France estimée à 70%.

Cette situation totalement inédite a eu deux conséquences :
- Au niveau de l'exécution du budget 2020, 20% des aides d'urgence mises en place par la Région sont allées vers le secteur touristique ;
- Une subvention supplémentaire de 1,48 M€ a été débloquée pour le Comité régional du tourisme (CRT) permettant le lancement d'une campagne de communication rassemblant enfin tous les acteurs dont le CRT et l'Office de Tourisme de Paris. Ce progrès dans la cohérence de la communication est salué par le Ceser qui l'appelait de ses vœux depuis longtemps.

Le Ceser remarque que le budget de fonctionnement se stabilise à 15,182 M€ après plusieurs années de baisse. La hausse de 350 K€ est essentiellement affectée au fonds de soutien au tourisme ce qui s'explique facilement par la conjoncture

D'autre part, les subventions au CRT et aux Centres d'Accueil Régionaux du Tourisme sont reconduites à l'identique. Le Ceser s'étonne qu'aucune ligne budgétaire significative n'apparaisse pour les actions de promotion qui seront nécessaires au moment de la reprise.

Le Ceser souligne que le budget d'investissement retrouve avec 5 M€ son niveau de 2019, mais les crédits de paiement restent à leur niveau de 2020 soit 4,5 M€. Le niveau des sommes restant à mandater reste élevé à 11,584 M€.

Il s'interroge, comme l'année précédente, soit sur la difficulté des acteurs à constituer des dossiers soit sur le manque de projets proposés.

Le Ceser renouvelle sa demande de ventilation par projet des sommes restant à mandater.

m) En matière de **Transports et mobilités**, le Ceser mesure pleinement l'effort public majeur que constitue la poursuite par la Région Ile-de-France de l'accroissement des investissements consacrés aux transports, avec le franchissement du cap symbolique du milliard d'euros et apprécie le taux d'exécution des AP et CP au cours des dernières années. Il note, par ailleurs, que de nombreux programmes s'inscrivent dans une logique de développement durable.
Néanmoins, la situation reste préoccupante quant aux nombreuses incertitudes qui subsistent concernant les financements en cours et à venir afin de couvrir les besoins substantiels en Ile-de-France.

La tension à laquelle doit faire face Ile-de-France Mobilités (IDFM), en fonctionnement, aujourd'hui et dans les années à venir, le soutien de l'Etat qui reste à clarifier sur les grandes opérations, sa position sur le CPER au regard des propositions et urgences régionales, le glissement très conséquent annoncé par les opérateurs concernant EOLE en sont des exemples emblématiques.

Le Ceser souhaite que soit respectés les engagements de tous les acteurs pour mener à leur terme les opérations en cours et à venir. Pour cela les conseils de surveillance et instances de décision doivent également prendre en compte la dimension prospective et les profondes mutations du territoire en cours.

La prochaine révision du SDRIF doit contribuer à permettre d'intégrer cet horizon et corriger certaines faiblesses par exemple dans le domaine de la coopération interrégionale.

Concernant l'accessibilité des transports aux personnes en situation de handicap moteur, à mobilité réduite, le Ceser renouvelle ses recommandations appuyées dans la poursuite des restructurations de mise en accessibilité des pôles inter modaux favorisant les dessertes régionales de bus. Le soutien régional notable à l'essor du vélo, grâce au plan 2017 et au « RER vélo » engagé en 2020 devrait pouvoir bénéficier aux personnes en situation de handicap, à des conditions de financements simplifiés et reconduits en 2021.

Contribution

BUDGET PRIMITIF 2021 DE LA REGION
ILE – DE – FRANCE

Conseil économique, social et environnemental d'Ile-de-France
2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN

ceser@iledefrance.fr
www.ceser-iledefrance.fr

@ceseridf

01 53 85 66 25

Bât Influence 2, 3ème étage
8 boulevard Victor Hugo,
93 400 SAINT-OUEN

Région îledeFrance

Conseil régional



MOTION

Pour un déconfinement culturel

adoptée à la séance plénière du 16 décembre 2020

Si la crise sanitaire est pour toute la société une épreuve quotidienne, angoissante, douloureuse et malheureusement meurtrière, elle représente aujourd'hui pour tout un pan du monde de la culture un risque pur et simple de disparition.

Bien avant le 17 mars, date du premier confinement, le public avait commencé à déserter les théâtres, les salles de spectacle, les cinémas. Avec le confinement, C'est la totalité du secteur culturel qui s'est trouvé fermé : non seulement les salles, mais aussi les musées, les lieux patrimoniaux et les commerces culturels, au premier rang desquels les librairies.

La fin progressive, en juin, du premier confinement a trouvé un monde culturel très éprouvé et en très grande difficulté morale et financière.

Mais le monde de la culture restait debout. Debout parce qu'à tous les échelons, des collectivités publiques ont su réagir à travers des plans efficaces, rapides et évolutifs. L'Etat, après un moment d'ajustement, a su montrer une capacité de réponse qu'il n'a pas eue sur tous les aspects de la crise. Les régions se sont retrouvées au premier plan et elles ont été reconnues partout comme exemplaires de rapidité et de réactivité. La Région Ile-de-France a adopté à l'unanimité un premier plan d'urgence de 10 millions d'euros dès le mois d'avril, suivi en juin d'un second plan rehaussé à 20 millions. Ces plans spécifiques en faveur de la culture se sont ajoutés au fonds de solidarité et aux fonds d'avances remboursables créés pour toutes les entreprises. Des centaines de compagnies, de lieux, d'opérateurs et de commerces culturels ont ainsi pu être soutenus.

Mais le monde de la culture restait debout aussi et surtout parce que les acteurs de la culture demeuraient totalement habités par la volonté de reprendre leur travail, rouvrir leurs lieux, poursuivre leur œuvre, retrouver et reconquérir leur public. Même si la quasi-totalité des festivals de l'année 2020 ont dû être annulés, même si le public n'a que progressivement repris le chemin des salles de cinéma, ces retrouvailles ont eu lieu et nous avons pu assister à une véritable renaissance de la vie culturelle ».

D'autant que les acteurs de la culture, tous, ont su apprendre de la crise. En Ile-de-France, avec l'aide de la Région, les lieux se sont équipés en matériels de protection. Ils ont élaboré des protocoles stricts et les ont fait observer : lavage des mains, port du masque, occupation espacée des sièges et des rangées. On a vu revenir le public.

On l'a vu fréquenter les librairies avec une intensité nouvelle, qui a été une des heureuses surprises du déconfinement.

Les acteurs de la culture ont témoigné d'une manière tout à fait exemplaire de leur sens des responsabilités, de leur capacité à s'adapter, de la confiance dont ils sont dignes. Le public a témoigné de son besoin de culture. Mieux que tout discours il a signifié que les biens de la culture sont des biens essentiels.

C'est hélas tout cela que le confinement entré en vigueur le 30 octobre a ignoré.

Cette décision, acceptée et assumée par tous lors du premier confinement, n'est aujourd'hui pas compréhensible. Elle ne fait aucun cas des progrès énormes faits par les acteurs de la culture, de la discipline du public, de la capacité à renforcer les protocoles, y compris par le recours aux tests minute.

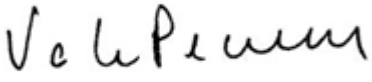
Cette décision est perçue désormais comme injuste parce qu'aucune concertation n'a été organisée et parce qu'elle semble ne tenir aucun compte de l'avis exprimé, dès le 28 octobre, par le conseil scientifique : « Dans les représentations théâtrales ou les cinémas, le risque de transmission est plus faible car un protocole sanitaire strict peut être appliqué, les spectateurs sont en grande partie silencieux et la probabilité d'enlever le masque est plus faible. »

Enfin, cette décision est porteuse d'un risque désormais perçu comme mortel pour le monde de la culture.

La culture, en Ile de France, ce sont des milliers de compagnies, de lieux, de salles de cinéma, de théâtre et de spectacle, de bibliothèques, de librairies, de galeries d'art et de disquaires, des centaines de musées et de lieux patrimoniaux. Ce sont 600 000 artistes, professionnels et leurs familles ! La culture, c'est aussi un bonheur dont les Franciliens, petits et grands, ont été désormais trop longtemps privés.

Pour eux, la Région demande que le Gouvernement mette fin au confinement culturel et veille, par un vrai dialogue avec les acteurs culturels, à construire, pour chaque lieu, les protocoles sanitaires renforcés permettant cette réouverture dans de bonnes conditions, en fonction des risques sanitaires objectivement constatés. La Région s'engage résolument à aider financièrement et matériellement à leur application.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Saint-Ouen, le 31 décembre 2019

Région îledeFrance

Réponse de Madame Valérie PECRESSE,
Présidente du conseil régional d'Île-de-France

à la question écrite n° QE 2019-003 de Monsieur Eddie AÏT, Président du groupe Radical, Citoyen, Démocrate, Écologiste et Centriste – Le rassemblement, relative à la sécurité alimentaire en Île-de-France

Monsieur le Président,

Vous avez appelé mon attention sur l'amélioration de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires consommées par les Franciliens.

L'amélioration de la qualité des repas, notamment par l'usage de denrées alimentaires saines, de saison, et produites localement, constitue une priorité de mon action.

Depuis 2016, la Région a accru le dispositif expérimental d'aides à l'introduction des produits biologiques dans les restaurants scolaires dans les lycées via un appel à projets régional annuel. Pour 2018, ce sont 108 lycées qui se sont portés volontaires pour introduire dans leurs cantines des produits biologiques et locaux.

En 2018, 1,5 millions d'euros ont été consacrés au budget pour la mise en œuvre de ce dispositif. Toutefois j'ai voulu justement passer de l'expérimentation à une politique volontariste globale de généralisation du passage au bio et au local.

C'est tout le sens de la délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 qui fixe l'objectif de parvenir à l'approvisionnement de « 100% des cantines des lycées en circuits courts, en priorité par des produits locaux, avec un objectif de 50% de produits biologiques d'ici 2024 ».

Pour décliner cet objectif, la délibération CP 2018 541, adoptée à la commission permanente du 21 novembre 2018, a instauré la généralisation l'approvisionnement en circuits courts locaux et bio dans tous les restaurants scolaires de tous les lycées publics franciliens. Cette mesure s'accompagne financièrement par une augmentation des moyens alloués à tous les lycées publics franciliens pour l'achat de denrées à hauteur de 0,21 €/repas, soit au total pour l'ensemble des repas des lycéens franciliens dans les établissements publics d'un montant total de plus de 5 millions d'euros.

Cette hausse permet ainsi aux équipes en charge de la restauration dans les lycées publics franciliens de disposer, depuis la rentrée scolaire 2019, d'un poste denrées de 2,23€ à 2,44€ par repas, soit une majoration de 10% en moyenne.

En complément, il convient de souligner que 2,5 millions d'euros ont été inscrits au budget 2019 pour traduire la priorité régionale d'approvisionner les lycées en produits locaux et biologiques dont les enjeux sont à la fois nutritionnels et environnementaux mais relèvent aussi de la structuration des filières d'Ile-de-France et du projet alimentaire régional.

Vous le voyez, ce projet ambitieux de santé publique qui vise à favoriser le bien manger dans les lycées publics franciliens mobilise d'importants moyens à l'intérieur de la région (pôles des ressources humaines, de la cohésion territoriale, des achats et des lycées) et se construit avec les partenaires de la filière agricole, les personnels de restauration scolaire et bien évidemment les équipes de direction des lycées.

J'aurai l'occasion prochainement de revenir vers vous pour vous présenter de manière plus détaillée les modalités opérationnelles qui seront mises en œuvre pour accélérer la mise en place des produits locaux et bio dans les cantines.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.

Valérie PÉCRESSE

Arrivée le 22 janvier 2019
QE 2019-003
S.G.C.R.

îledeFrance
Conseil régional

Groupe Radical, Citoyen, Démocrate, Écologiste et Centriste - *Le rassemblement*

Question écrite

Sur la sécurité sanitaire en Ile-de-France

Paris, le 18 janvier 2019

Madame la Presidente,

Les scandales sanitaires se multiplient : Lactalis, Levothyrox, Depakine, les œufs au Fipronil, la viande de cheval dans les plats prépares, mais également le Chlordécone. Nous ne distinguons plus ce qui est de l'ordre de l'erreur humaine ou de la malveillance volontaire au service d'intérêts économiques. Les périmètres de la sécurité sanitaire et de la santé environnementale viennent se chevaucher.

Une étude publiée en 2016 et menée par l'OCHA, le CERTOP et le CREDOC précise que l'inquiétude de nos concitoyens est élevée : 80% émettent des réserves sur la qualité des légumes qu'ils consomment et la première de ces réserves porte sur l'utilisation de produits chimiques dans les cultures à 83%. L'incertitude et la méliance portent en germe une crise de confiance, une crise économique et une crise politique. Elle appelle des réponses et des actions de notre part.

Faciles et rapides à mettre en place, les actions à l'échelle locale sont immediatement identifiables par nos administrés. La Région Ile-de-France doit être moteur dans ce mouvement de surveillance, de veille et de reprise en main du pouvoir des consommateurs. Au même titre que ce que la Région Nouvelle-Aquitaine a mis en place, elle doit favoriser les systèmes alimentaires territorialisés (SAT) avec la valorisation du mode de production agro-écologique et le développement de la consommation de produits issus de circuits courts.

Endiguer le mouvement général de défiance face aux pouvoirs publics passe aussi par un regain de confiance dans la securité sanitaire des denrées alimentaires. Le dernier scandale majeur qu'est « l'affaire Lactalis » accentue d'autant plus ce besoin qu'il concernait des nourrissons. De même, la collusion entre l'Agence européenne de sureté des aliments et le leader de l'agrochimie Monsanto quant à la dangerosite du glyphosate fait douter du rôle protecteur de nos institutions.

Groupe Radical, Citoyen, Démocrate, Ecologiste et Centriste – Le rassemblement

Adresse postale : 57, rue de Babylone - 75007 PARIS
Courriel : groupercdecidf@gmail.com
Téléphone : 01.53.85.75.20

https://rcdec-idf.com/ rcdec.idefrance @RCDEC_IDF

Rappelons également que les conséquences de la défaillance du contrôle des règlementations sanitaires et environnementales ont un coût. Cela se manifeste à travers la multiplication de maladies chroniques liées aux facteurs environnementaux dont le traitement pèse largement sur la Sécurité Sociale.

L'alimentation est un déterminant majeur de santé. Selon l'étude Global Burden of Disease de l'OMS, 15% de la mortalité en France est attribuable à l'alimentation. 3,5 millions de Français adultes, soit plus de 12% des adultes, n'ont pas accès à une nourriture saine et équilibrée en quantité suffisante. La dernière étude sur les habitudes alimentaires des Français de l'ANSES confirme que l'alimentation est un marqueur social important.

L'insécurité alimentaire a des causes diverses, sociétales et/ou individuelles, et concerne une population très hétérogène (familles monoparentales, chômeurs, travailleurs pauvres, jeunes non-qualifiés...). Elle ne touche pas que les ménages vivant sous le seuil de pauvreté. Chez les enfants, une mauvaise alimentation nuit au développement cognitif, mental et psychomoteur. Elle affecte notamment les capacités de concentration en classe et affaiblit le système immunitaire.

En mars 2017, vous vous engagiez à ce que 50% des aliments servis dans les cantines des lycées franciliens soit BIO d'ici 2025. Ne pensez-vous pas, Madame la Présidente, qu'il y a urgence à ce que cet engagement s'inscrive dans un calendrier plus court et une démarche plus exhaustive ?

Madame la Présidente, quelles mesures comptez-vous prendre pour améliorer la sécurité sanitaire des denrées alimentaires consommées par les Franciliennes et les Franciliens ?

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma très haute considération.

Bilal Ait

Président du Groupe RCDEC au Conseil régional d'Ile-de-France
Conseiller municipal de Carrières-sous-Poissy

Groupe Radical, Citoyen, Démocrate, Écologiste et Centriste – Le rassemblement

Adresse postale : 57, rue de Babylone – 75007 PARIS
Courriel : groupercdecidf@gmail.com
Téléphone : 01.53.85.75.20

https://rcdec-idf.com/ rcdec.iledefrance @RCDEC_IDF

Saint-Ouen, le 31 décembre 2019

Région îledeFrance

Réponse de Madame Valérie PECRESSE,
Présidente du conseil régional d'Île-de-France

à la question écrite n° QE 2019-014 de Madame Nadège AZZAZ et de Monsieur Yannick TRIGANCE, Conseillers régionaux du groupe Ensemble l'Île-de-France, relative à la dotation de solidarité pour les EPLE franciliens

Madame la Conseillère régionale,
Monsieur le Conseiller régional,

Dans votre question du 3 avril dernier, vous avez exprimé votre interrogation sur l'évolution de la Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL), et notamment de la Dotation de Solidarité (DS).

J'ai décidé pour l'année 2019-2020 de sanctuariser les modalités d'attribution de la DS, dans les mêmes conditions et le même cadre d'application que pour l'année scolaire 2018-2019. En effet, il est important que la Région puisse inscrire sa politique dans la durée. Changer chaque année ces modalités reviendrait à créer une insécurité permanente. Or, je ne souhaite pas créer de rupture d'égalités engendrées par un nouveau changement.

Dans ce cadre, j'ai décidé de maintenir la reconduction du dispositif de la dotation de solidarité au profit de 159 lycées, dont 158 déjà bénéficiaires en 2019 et un nouveau lycée, celui de la Plaine à Saint-Denis, avec les mêmes barèmes.

Aucun établissement ne sera laissé de côté. Chaque établissement fait l'objet d'un examen attentif de sa situation et nous ajustons les dotations selon la particularité de chacun. Le lycée Julie Victoire Daubié à Argenteuil (95) n'étant pas bénéficiaire de la dotation de solidarité en 2019-2020, pourra ainsi faire la demande d'une dotation supplémentaire au titre du fonds commun de fonctionnement, comme l'année dernière. Cette demande sera instruite au vu de la situation financière et sociale du lycée.

Enfin, comme chaque année, un bilan a été fait lors de la commission éducation du mois de septembre 2019,

Le rapport sur la DGFL 2019-2020 a été présenté en séance du conseil régional le 20 septembre dernier.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.

Bien à vous

Valérie PÉCRESSE

îledeFrance
Conseil régional

Ensemble, l'Île-de-France
Groupe Socialiste, Ecologiste & Progressiste

Arrivée le 3 avril 2019
QE 2019-014
S.G.C.R.

Paris, mardi 2 avril 2019

Questions écrites de M. Yannick TRIGANCE et des élus du Groupe Socialiste, Écologiste et Progressiste à Mme Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, relative à la dotation de solidarité pour les EPLE franciliens.

Lors des deux dernières Commissions permanentes de janvier et mars 2019, nous avons pu évoquer la question de plusieurs lycées, dont Victoire Daubié à Argenteuil (95) et Angela Davis à Saint-Denis (93) qui, pour des raisons différentes et comptables, ont vu diminuer ou supprimer le montant de la DGFL versé au titre de la dotation de solidarité. Imaginée en 2013 comme une expérimentation d'un dispositif de péréquation supplémentaire, à destination de plusieurs lycées accueillant les populations les plus fragiles, la dotation de solidarité n'a pas fait l'objet d'une nécessaire évaluation en 2016. Depuis lors, des lycées entrent et sortent du dispositif de manière peu lisible, selon des critères qui pourraient être inadaptés. Madame Marie-Carole CIUNTU n'a pas donné suite à notre demande de réévaluation générale du dispositif.
Le 11 février dernier, nous vous avions également demandé par courrier de vous engager dans une révision de ce dispositif. À ce jour, nous sommes toujours sans réponse de votre part.

À l'issue de cet échange, nous souhaiterions donc poser les questions suivantes :

- Le lycée Victoire Daubié à Argenteuil (95) et Angela Davis (93) verront-ils à la rentrée scolaire leur dotation réévaluée à la hauteur de leurs besoins ?

- L'exécutif présentera-t-il un bilan complet de la mise en œuvre de la dotation de solidarité lors de la prochaine séance du Conseil régional, analysant la justesse des critères retenus, les sommes versées aux établissements depuis 2013 et l'intérêt des projets financés par ce biais ?

- La Région Île-de-France révisera-t-elle ce dispositif pour la rentrée 2019, pour lui donner un cadre d'application général lisible et équitable, afin qu'il n'y ait pas de rupture d'égalité entre les établissements ?

Nadège AZZAZ
Présidente du Groupe
Ensemble l'Île-de-France

Yannick TRIGANCE
Conseiller régional

Saint-Ouen, le 15 JAN. 2021

Région îledeFrance

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE,

Présidente du conseil régional d'Île-de-France

à la question écrite de Monsieur Florent HUBERT et Monsieur Maxime DES GAYETS, et des élus du Groupe Socialiste, Écologiste et Progressiste, relative à la situation du lycée Voltaire à Paris (11°).

Messieurs les conseillers régionaux,

Vous avez interpellé la Région au sujet de la demi-pension du lycée Voltaire à Paris (11°).

Cette demi-pension a fait l'objet d'importants travaux de rénovation entre 2018 et 2020. Malgré les alertes des services de la région, ces travaux ont connu des retards en raison d'une défaillance d'entreprise et de la crise sanitaire.

Face à ces aléas, garantir la continuité de la restauration a été notre priorité. C'est la raison pour laquelle des plateaux-repas, dont le surcoût a été pris en charge par la région, ont été livrés durant cette période.

La situation est désormais en cours de résolution et la réception des travaux a eu lieu le 21 décembre. Les opérations de déménagement des matériels de cantine et leur réintégration dans la demi-pension rénovée se dérouleront de janvier à février. La nouvelle demi-pension sera mise en service à la rentrée des vacances d'hiver. Dans l'attente, les plateaux-repas continueront à être livrés, toujours à la charge de la région.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.

Valérie PÉCRESSE

Région îledeFrance

QE 2020-039
S.G.C.R.

Conseil régional
Ensemble, l'Île-de-France
Groupe Socialiste, Ecologiste & Progressiste

Saint-Ouen, le 16 décembre 2020

Madame Valérie PÉCRESSE
Présidente
Conseil Régional d'Île-de-France
2 rue Simone Veil
93400 SAINT-OUEN

Question écrite de Monsieur Florent HUBERT, Monsieur Maxime DES GAYETS et des élus du Groupe Socialiste, Écologiste et Progressiste à Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, relative à la situation du lycée Voltaire à Paris 11e.

Madame la Présidente,

Depuis des mois, le groupe Ensemble, l'Île-de-France, vous alerte, à travers la voix de nos commissaires lycées, Dominique BARJOU et Yannick TRIGANCE, sur la situation des lycées d'Île-de-France, sur les difficultés matérielles croissantes auxquelles ils font face et leur sentiment d'une absence d'interlocuteur, dans leur relation avec la Région Île-de-France.

La modernisation des cantines des lycées a été mise à mal par l'interruption de l'appel à projet d'introduction des produits biologiques en 2018, par la multiplication des retards de travaux et par le manque structurel de personnel de restauration malgré des besoins croissants. La crise sanitaire exacerbe ces problèmes et la situation devient critique dans de nombreux établissements.

Ainsi il a fallu attendre nos demandes pressantes pour que la Région mette en place une aide à la demi-pension pendant le confinement et malgré la persistance de la crise sanitaire, cette aide n'est toujours pas automatisée en cas de rupture de la distribution des repas.

Dans ce cadre, nous avons été alertés sur la situation au lycée Voltaire du 11e arrondissement à Paris. En raison de retards de travaux, les élèves y mangent depuis 3 ans dans des algécos, avec des couverts et des bouteilles d'eau en plastique, à rebours des engagements pris sur la suppression du plastique dans les cantines pendant la COP régionale. Les repas pris sont d'une qualité nutritionnelle pauvre et la mauvaise isolation thermique des algécos rend la situation très inconfortable.

Avec la crise sanitaire, les élèves de 1ère et Terminale sont aujourd'hui privés de repas à midi.

…/…

Nous vous avons alerté sur la situation par question écrite le 13 octobre dernier. Cette dernière est une nouvelle fois restée sans réponse, malgré l'obligation légale qui vous oblige. La FCPE vous a également à nouveau interpellé sur le sujet par courrier le 30 novembre dernier.

Nos questions sont donc les suivantes, Madame la Présidente :

- **Pouvez-vous nous certifier que les travaux seront achevés pour la rentrée de janvier puisque manifestement ils ne l'ont pas été pour la Toussaint ?**

- **Pouvez-vous nous garantir qu'en cas de nouveau report, une solution sera trouvée le plus rapidement possible, pour que tous les élèves aient accès à un réel service de restauration, sans ustensiles en plastique, avec des repas chauds équilibrés ou qu'à défaut, une compensation financière indexée sur le quotient familial soit proposée ?**

- **Pouvez-vous nous certifier que les deux agents d'entretien en contrat aidé seront maintenus en poste à l'issu de leur contrat actuel ?**

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de notre haute considération.

Maxime des GAYETS
Conseiller régional
Président du Groupe
Ensemble, l'Île-de-France

Florent HUBERT
Conseiller régional

Saint-Ouen, le 22 DEC. 2020

Région îledeFrance

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE,

Présidente du conseil régional d'Île-de-France

à la question écrite de Monsieur Nicola D'ASTA, Madame Nadège AZZAZ, Madame Catherine LIME-BIFFE, Monsieur Florent Hubert et de Monsieur Maxime DES GAYETS, et des élus du Groupe Socialiste, Ecologiste et Progressiste, relative à la situation de l'EREA Toulouse-Lautrec à Vaucresson (92).

Messieurs les conseillers régionaux,

Vous avez interpellé la Région au sujet de l'EREA Toulouse-Lautrec à Vaucresson.

Cet établissement fait l'objet de toute mon attention, en raison de son caractère très spécifique, car il accueille des jeunes porteurs de handicaps qui nécessitent des soins et une attention quotidiens, de jour comme de nuit.

Vous m'interpellez sur la pérennité des effectifs de cet établissement, et je tiens à vous rassurer : compte tenu de la spécificité et de la reconnaissance des missions prodiguées par l'EREA, les effectifs régionaux de l'établissement sont sanctuarisés. Cette position, qui n'a jamais bougé, a été rappelée à plusieurs reprises à la direction de l'établissement.

Afin de répondre aux besoins particuliers qui lui sont propres, je rappelle que ce lycée est doté par la Région à hauteur de 41 postes. 5 sont actuellement vacants, dont 3 sont déjà remplacés. Pour mémoire, la dotation issue du barème du ministère de l'éducation nationale ne prévoyait que 28 postes.

Par ailleurs, je précise que l'Agence régionale de santé (ARS) est l'autorité responsable des activités sanitaires au sein de cet établissement. La Région a demandé à l'ARS de stabiliser définitivement les effectifs qui relèvent de ses domaines de compétence. Une première réunion s'est tenue ce 16 décembre et a fait émerger un consensus total entre les deux autorités sur cette sanctuarisation des effectifs. Ce dialogue va également permettre de renforcer la coordination et la complémentarité entre les missions des agents régionaux et celles des agents dépendant de l'ARS, missions qui sont complémentaires, mais qui ne se confondent pas.

Une réunion rassemblera en janvier 2021 la direction de l'établissement, les services de l'ARS et ceux de la région, afin de rappeler l'implication qui est la nôtre auprès de cette structure.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.

Valérie PÉCRESSE

Région îledeFrance

Conseil régional

QE 2020-040

S.G.C.R.

Ensemble, l'Île-de-France
Groupe Socialiste, Ecologiste & Progressiste

Saint-Ouen, le 16 décembre 2020

Madame Valérie PÉCRESSE
Présidente
Conseil Régional d'Île-de-France
2 rue Simone Veil
93400 SAINT-OUEN

Question écrite de Monsieur Nicola D'ASTA, Madame Nadège AZZAZ, Madame Catherine LIME-BIFFE, Monsieur Maxime des GAYETS et des élus du Groupe Socialiste, Écologiste et Progressiste à Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, relative à la situation de l'EREA Toulouse-Lautrec à Vaucresson (92).

Madame la Présidente,

Depuis des mois, le groupe Ensemble, l'Île-de-France, vous alerte, à travers la voix de nos commissaires lycées, Dominique BARJOU et Yannick TRIGANCE, sur la situation des lycées d'Île-de-France, sur les difficultés matérielles croissantes auxquelles ils font face et leur sentiment d'une absence d'interlocuteur, dans leur relation avec la Région Île-de-France.

Dans le contexte sanitaire que nous connaissons, votre majorité a refusé, depuis le déconfinement, nos propositions de préparer la rentrée par des travaux dans les établissements les plus inadaptés, d'augmenter les moyens matériels des lycées pour l'achat de tout le matériel de protection nécessaire et d'augmenter significativement le nombre d'agents d'entretiens pour faire face aux besoins. De même, aucun dispositif de continuité de la restauration scolaire n'a été imaginé.

Dans ce cadre, nous avons été alertés par la communauté éducative, au sujet de la situation dans l'EREA Toulouse-Lautrec à Vaucresson (92). Cet établissement connaît une situation extrêmement sensible depuis le début de la crise sanitaire. Des élèves, de par les pathologies qu'ils présentent, sont extrêmement vulnérables au virus.

La Dotation Horaire Globale de l'établissement a diminué et le médecin scolaire n'a pas été remplacé à la rentrée.

Au même moment, le nombre d'agents techniques a diminué, passant de 46 à 29. Faute de personnel, l'internat de l'établissement risque de fermer. Il est indispensable aux élèves porteurs de handicaps lourds.

Nos élus et commissaires éducation ont exprimé leurs inquiétudes lors de la dernière commission éducation du 3 décembre. Celles-ci ont été balayées par l'exécutif et nous n'avons obtenu aucune réponse. Dès lors nous sommes en totale incapacité de pouvoir rassurer les familles et leur garantir le plein engagement de la Région.

…/…

Nos questions sont donc les suivantes Madame la Présidente :

- **Pouvez-vous nous indiquer l'état des moyens engagés par la Région en faveur de l'établissement de Vaucresson ? Quelles raisons justifient, selon vous, cette baisse du nombre d'agents techniques ?**

- **Allez-vous interpeller le gouvernement pour que des moyens nécessaires soient investis dans les établissements adaptés qui ont besoin de toute notre attention et pour que des solutions soient trouvées pour la médecine scolaire dont la situation est très inquiétante ?**

- **Allez-vous vous mettre en contact urgent avec l'ARS pour qu'un nombre suffisant d'agents d'accompagnement et d'agents techniques soient mis à disposition et ainsi permettre la pérennité de l'internat ?**

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de notre haute considération.

Maxime des GAYETS
Conseiller régional
Président du Groupe
Ensemble, l'Île-de-France

Nadège AZZAZ
Conseillère régionale

Nicola d'ASTA
Conseiller régional

Catherine LIME-BIFFE
Conseillère régionale

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

La présidente

ARRETE N° 2020-274
Du 25 novembre 2020

Relatif à la composition de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article R.541-21 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment ses articles 8 et 9 ;

VU la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;

VU le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU la délibération n° CP 16-654 du 13 décembre 2016 relative à la proposition de composition de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi du plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU la délibération CR 2019-053 du 21 novembre 2019 relative à l'approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets ;

ARTICLE 1

La composition de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France est fixée comme suit :

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Membres

REGION

- **La Présidente :**

Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, ou son représentant, Monsieur Jean Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-président en charge de l'écologie et du développement durable

- **Les Conseillers régionaux :**

Conseil Régional d'Île-de-France	Madame	**CABRIT**	Anne	Conseillère régionale
Conseil Régional d'Île-de-France	Madame	**DESCHIENS**	Sophie	Conseillère régionale
Conseil Régional d'Île-de-France	Madame	**MARSIGNY**	Brigitte	Conseillère régionale
Conseil Régional d'Île-de-France	Monsieur	**DOSNE**	Olivier	Conseiller régional
Conseil Régional d'Île-de-France	Monsieur	**CHEVRON**	Benoit	Conseiller régional
Conseil Régional d'Île-de-France	Monsieur	**HUMBERT**	Thibault	Conseiller régional
Conseil Régional d'Île-de-France	Monsieur	**GONZALES**	Didier	Conseiller régional
Conseil Régional d'Île-de-France	Madame	**COTE-MILLARD**	Véronique	Conseillère régionale
Conseil Régional d'Île-de-France	Monsieur	**VIGIER**	Jean-François	Conseiller régional
Conseil Régional d'Île-de-France	Monsieur	**MILLIENNE**	Bruno	Conseiller régional
Conseil Régional d'Île-de-France	Madame	**SARKISSIAN**	Roseline	Conseillère régionale
Conseil Régional d'Île-de-France	Monsieur	**KIENZLEN**	Jonathan	Conseiller régional
Conseil Régional d'Île-de-France	Monsieur	**SATOURI**	Mounir	Conseiller régional
Conseil Régional d'Île-de-France	Madame	**LAHMER**	Annie	Conseillère régionale
Conseil Régional d'Île-de-France	Monsieur	**AIT**	Eddie	Conseiller régional
Conseil Régional d'Île-de-France	Madame	**FATNA**	Huguette	Conseillère régionale

- **Les membres du CESER :**

Conseil Économique, Social et Environnemental Régional (CESER)	Monsieur	**METAYER**	Dominique	Conseiller	Titulaire
	Madame	**DADOU-WILLMANN**	Claire	Conseillère	Suppléante

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

- **Les sept représentants des Conseils Départementaux d'Île-de-France :**

Conseil Départemental de Seine-et-Marne (77)	Monsieur	**JAUNAUX**	Yves	Vice-président en charge de l'environnement et du cadre de vie	Titulaire
	Madame	**BULLOT**	Martine	Vice-présidente en charge des sports et de la jeunesse	Suppléante
Conseil Départemental des Yvelines (78)	Madame	**KOLLMANNSBERGER**	Joséphine	Conseillère départementale	Titulaire
	Monsieur	**DUVAL**	Mickaël	Sous-Directeur de la sous-direction Parcs, Paysages et Environnement	Suppléant
Conseil Départemental de l'Essonne (91)	Madame	**VERMILLET**	Brigitte	Vice-présidente déléguée à la transition écologique et la croissance verte	Titulaire
	Madame	**GIBERT**	Sylvie	Conseillère départementale déléguée à la transition énergétique	Suppléante
Conseil Départemental des Hauts-de-Seine (92)	Monsieur	**RÉVILLON**	Yves	Vice-président en charge de l'environnement et du patrimoine non scolaire	Titulaire
	Madame	**ESTEVES**	Magali	Ingénieur Environnement en charge du suivi du dossier PRPGD au Département	Suppléante
Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis (93)	Madame	**DENIS**	Frédérique	Conseillère départementale	Titulaire
	Monsieur	**BEDREDDINE**	Bélaïde	Vice-président	Suppléant
Conseil Départemental du Val-de-Marne (94)	Monsieur	**HÉLIN**	Bruno	14ème Vice-président chargé de l'environnement, des espaces verts et naturels, de la biodiversité, de la protection contre les nuisances, de la gestion des déchets, de l'aménagement numérique	Titulaire
	Madame	**KIROUANI**	Lamya	13ème Vice-présidente chargée du service public départemental et des ressources humaines	Suppléante

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Conseil Départemental du Val d'Oise (95)	Monsieur	**PUEYO**	Alexandre	Conseiller départemental en charge du développement durable	Titulaire
	Monsieur	**DESSE**	Daniel	Vice-président délégué à l'environnement et au développement durable	Suppléant

- **Les représentants de l'ensemble des collectivités ou de leurs groupements compétents en matière de collecte et de traitement des déchets :**

Ville de Paris (75)	Madame	**BROSSEL**	Colombe	Adjointe à la Maire de Paris en charge de la propreté de l'espace public, du tri et de la réduction des déchets, du recyclage et du réemploi	Titulaire
	Monsieur	**DELVALLEE**	Thibaut	Chef de Service et de l'Expertise et de la Stratégie - Direction de la Propreté et de l'Eau	Suppléant
Communauté de Communes des Plaines et Monts de France (77)	Monsieur	**STADLER**	Alfred	Maire de la commune de Saint-Mesmes	Titulaire
	Monsieur	**LEFORT**	Jean	Maire de la commune de Fresnes-sur-Marne	Suppléant
Communauté de Communes des Deux Morin (77)	Madame	**RAIMBOURG**	Claude	Conseillère communautaire	Titulaire
	Madame	**LAFOND**	Marguerite	Conseillère communautaire	Suppléante
Communauté de Communes du Pays de l'Ourcq (77)	Madame	**BEAUVAIS**	Bernadette	Vice-présidente	Titulaire
	Monsieur	**GIRAUDEAU**	Bertrand	Elu communautaire	Suppléant
Communauté de Communes les Portes de l'Île-de-France	Monsieur	**GAGNE**	Alain	11ème vice-président chargé des bâtiments et de la Communauté de Communes, Maire Boissy-Mauvoisin	Titulaire
	Madame	**DUFOIX**	Florence	Conseillère communautaire	Suppléante
Communauté de Communes Gally Mauldre	Monsieur	**HETZEL**	Jean-Bernard	6ème Vice-président	Titulaire
	Monsieur	**BOURG**	Matthieu	Responsable du pôle urbanisme	Suppléant
Communauté de Communes Cœur d'Yvelines	Monsieur	**PELISSIER**	Guy	Vice-président en charge des déchets	Titulaire
	Madame	**CHARTON**	Patricia	Déléguée communautaire	Suppléante
Communauté de Communes Entre Juine et Renarde	Monsieur	**GALINÉ**	Stéphane	7ème Vice-président en charge de la gestion des collectes et du traitement des déchets ménagers et assimilés	Titulaire
	Monsieur	**JUARROS**	Daniel	Conseiller communautaire	Suppléant
Communauté de Communes du Val d'Essonne	Monsieur	**LE PAGE**	Gilles	5ème Vice-président en charge du développement durable, de la GEMAPI et des déchets ménagers et assimilés	Titulaire

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

	Monsieur	**BARAQUIN**	Philippe	Responsable service déchets ménagers	Suppléant
Val d'Europe Agglomération	Monsieur	**POLLIEN**	Christophe	Conseiller communautaire	Titulaire
	Monsieur	**VERDELLET**	Fernand	10ème Vice-président délégué aux travaux, à l'eau et l'assainissement, à la gestion des déchets et au réseau de chaleur	Suppléant
Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux	Monsieur	**DELAHAYE**	Dominique	Vice-président délégué à la collecte, au traitement et la gestion des déchets	Titulaire
	Monsieur	**RODRIGUES**	Fernando	Vice-président de la commission collecte des déchets	Suppléant
Communauté d'Agglomération Saint Germain Boucles de Seine	Monsieur	**PERROT**	Jean-Yves	Vice-président en charge de l'environnement et de l'économie circulaire	Titulaire
	Monsieur	**CORNALBA**	Daniel	Conseiller communautaire délégué en charge de la nature en ville et Protection des forêts	Suppléant
Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines	Monsieur	**FOURGOUS**	Jean-Michel	Président	Titulaire
	Monsieur	**CHEVALLIER**	Jean-Michel	Conseiller Communautaire délégué à la collecte et à la valorisation des déchets	Suppléant
Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc	Monsieur	**WATELLE**	Luc	Vice-président à l'environnement et aux déchets	Titulaire
	Monsieur	**TOURELLE**	Marc	Vice-président environnement	Suppléant
Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine	Madame	**CARILLON**	Sylvie	Vice-Présidente chargée de la transition énergétique	Titulaire
	Monsieur	**COLAS**	Romain	Vice-Président chargé du développement durable et des finances	Suppléant
Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud Essonne	Monsieur	**COENNE**	Franck	Conseiller communautaire	Titulaire
	Monsieur	**GHENAÏM**	Mostefa	Conseiller communautaire	Suppléant
Communauté d'Agglomération Paris Saclay	Monsieur	**VIGIER**	Jean-François	Vice-Président ordures ménagères et économie circulaire	Titulaire
	Madame	**CAILLEAU**	Caroline	Conseillère communautaire	Suppléante
Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise	Monsieur	**LITZELLMANN**	Régis	15ème Vice-président Prévention, collecte et valorisation des déchets et économie circulaire	Titulaire
	Monsieur	**DENIS**	Marc	8ème Vice-président - Transition écologique et énergétique	Suppléant
Communauté d'Agglomération Grand	Monsieur	**DUPONT**	Germain	Vice-président en charge de la	Titulaire

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Paris Sud Seine Essonne Sénart					
	Madame	**GOUIN**	Céline	Directrice de la valorisation et de la réduction des déchets	Suppléante
CA Cœur d'Essonne Agglomération	Monsieur	**CORZANI**	Olivier	Vice-Président chargé de la valorisation des déchets	Titulaire
	Monsieur	**BRAIVE**	Eric	Président	Suppléant
Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise	Monsieur	**GRIS**	Jean-Luc	4ème Vice-président délégué à la gestion des déchets	Titulaire
Établissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris	Monsieur	**BLOT**	Benoît	5ème Vice-président en charge de la gestion durable des déchets, de l'assainissement, des espaces publics, du projet hydrogène et du PLUi	Titulaire
Établissement Public Territorial Boucle Nord de Seine	Monsieur	**MANCIPOZ**	André	2ème Vice-Président	Titulaire
	Monsieur	**PLOTEAU**	Jean-François	Conseiller territorial	Suppléant
Établissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest	Madame	**BARODY-WEISS**	Christiane	Vice-présidente chargée de l'environnement, des espaces verts et des déchets, du développement durable et des ressources humaines	Titulaire
	Madame	**DE PAMPELONNE**	Florence	Conseillère territoriale	Suppléante
Établissement Public Territorial Paris Ouest la Défense	Madame	**BECART**	Jeanne	1ère Vice-présidente en charge de la mutualisation des déchets, eau et assainissement	Titulaire
Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol	Madame	**SAGO**	Aissa	Vice-présidente déléguée à la prévention et gestion des déchets / eau assainissement	Titulaire
	Monsieur	**SANOGO**	Daouda	Directeur des déchets ménagers et assimilés	Suppléant
Établissement Public Territorial Grand Paris Grand Est	Monsieur	**FAUCONNET**	Jean-Paul	Vice-président en charge de la gestion et de la valorisation des déchets	Titulaire
Établissement Public Territorial Est Ensemble	Monsieur	**LASCOUX**	Patrick	4ème vice-président chargé du Programme Zéro déchet, de la Prévention, de la Réduction et de la Revalorisation	Titulaire
	Monsieur	**BURNEL**	Renaud	Directeur Prévention et Valorisation des déchets	Suppléant
Établissement Public Territorial Plaine Commune	Monsieur	**DUPREY**	Corentin	Vice-président en charge de la Qualité du cadre de vie, du traitement et de la collecte des déchets	Titulaire
Établissement Public	Madame	**CROCHETON**	Florence	Conseillère territoriale	Titulaire

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Territorial Paris Est Marne & Bois	Madame	**MAGNE**	Marie-Hélène	Vice-présidente du Territoire en charge de l'Environnement et Développement Durable	Suppléante
Établissement Public Territorial Grand Paris Sud Est Avenir	Monsieur	**CHARBONNIER**	Régis	Vice-président en charge du cadre de vie, de la propreté, des déchets et de l'hygiène publique	Titulaire
Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre	Monsieur	**DEFREMONT**	Jean-Marc	4ème Vice-président, délégué à la gestion et à la valorisation des déchets	Titulaire
	Monsieur	**PECQUEUX**	Clément	Conseiller Territorial	Suppléant
Beauce Gâtinais Valorisation (BGV)	Monsieur	**MAYARD**	Sylvain	Directeur d'exploitation	Titulaire
	Monsieur	**BROSSE**	Anthony	1er Vice-président	Suppléant
Syndicat d'Élimination des Déchets de la Région Étampes (SEDRE)	Monsieur	**DOZIAS**	Pascal	Délégué communautaire	Titulaire
	Monsieur	**COURTAS**	Grégory	Vice-président	Suppléant
SICTOM de la région de Rambouillet	Monsieur	**FORMENTY**	Jacques	Vice-président chargé des marchés publics	Titulaire
	Monsieur	**TROGER**	Jacques	Vice-président à l'exploitation	Suppléant
Syndicat Mixte pour la Destruction des Ordures Ménagères et la Production d'Énergie (SIDOMPE)	Monsieur	**DEMASSIET**	Jérémy	Délégué communautaire	Titulaire
	Madame	**PIACENZA**	Aurélie	Déléguée communautaire	Suppléante
VALOSEINE	Monsieur	**VENUS**	Mark	1er Vice-président	Titulaire
	Madame	**MILLEVILLE**	Audrey	Directrice des Services Techniques des syndicats intercommunaux	Suppléante
Syndicat Intercommunal d'Évacuation et d'Élimination des Déchets (SIEED) de l'Ouest Yvelines	Monsieur	**PELISSIER**	Guy	Président	Titulaire
	Monsieur	**BRETON**	Arnaud	Technicien	Suppléant
Syndicat mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères (SIETOM) de la région de Tournan-en-Brie	Monsieur	**GAUTIER**	Laurent	3ème Vice-président	Titulaire
	Madame	**LESEIGNEUR**	Olivia	Conseillère communautaire	Suppléante
Syndicat mixte d'Enlèvement et de Traitement des Résidus Ménagers (SIETREM) de Lagny-sur-Marne	Monsieur	**ROBACHE**	Christian	Président	Titulaire
	Madame	**NATALE**	Pascale	Vice-présidente en charge de la représentation dans les différents organismes associés	Suppléante
Syndicat Mixte pour la Gestion et l'Incinération des Déchets Urbains de la Région de Sarcelles (SIGIDURS)	Monsieur	**GENIES**	Jean-Claude	Président	Titulaire
	Madame	**DELPRAT**	Catherine	Vice-présidente chargée de la prévention, de l'économie circulaire ainsi que des relations entreprises et bailleurs	Suppléante

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Syndicat Intercommunal de Massy et Antony pour le Chauffage Urbain (SIMACUR)	Monsieur	**OLLIER**	Pierre	Président	Titulaire
Syndicat Mixte des Ordures Ménagères (SIOM) de la Vallée de Chevreuse	Monsieur	**CORDIER**	Gilles	Vice-président en charge de la collecte et prospectives biodéchets	Titulaire
	Monsieur	**BERTIAUX**	Pierre	Elu titulaire	Suppléant
Syndicat Intercommunal pour le Recyclage et l'Énergie par les Déchets et Ordures Ménagères (SIREDOM)	Monsieur	**THOMAS**	Olivier	Président	Titulaire
Syndicat de la Région de Montereau-Fault-Yonne pour le Traitement des Ordures Ménagères (SIRMOTOM)	Monsieur	**MARTI**	Michel	4ème Vice-président Collectes - Déchetteries	Titulaire
	Monsieur	**GROSSIN-DEBATTISTA**	Julien	Chargé de mission en matière de prévention et de gestion des déchets	Suppléant
Syndicat Intercommunal pour le Traitement et la Valorisation des Déchets (SITREVA)	Monsieur	**PETITPREZ**	Christian	Président	Titulaire
	Monsieur	**SCHOETTL**	Christian	6ème Vice-président	Suppléant
Syndicat Intercommunal pour le Traitement des Résidus Urbains (SITRU) de la Boucle de Seine	Monsieur	**GABRIEL**	Denis	2ème Vice-président à la communication, au tri, au recyclage et à la prévention de la production de déchets	Titulaire
	Monsieur	**DUMOULIN**	Eric	Président	Suppléant
SIVOM de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts	Monsieur	**NADEAU**	David	Directeur Général	Titulaire
	Madame	**COUNIL**	Magali-Anne	Directrice Générale Adjointe	Suppléante
SMETOM de la Vallée du Loing	Monsieur	**MARTIN**	Frédéric	Directeur	Titulaire
	Madame	**LACROUTE**	Valérie	Présidente	Suppléante
Syndicat Mixte de l'Est Seine et Marne pour le Traitement des Ordures Ménagères (SMETOM GEEODE)	Monsieur	**CALLOL**	Julien	Agent technique	Titulaire
	Monsieur	**RAFIK**	Mohamed	Directeur technique	Suppléant
COVALTRI 77	Monsieur	**FOURNIER**	Pascal	Chargé de la communication du PRPGD	Titulaire
	Monsieur	**DURAND**	Daniel	Chargé de l'exploitation	Suppléant
SMICTOM de la Région de Fontainebleau	Monsieur	**GOUHOURY**	Pascal	Président	Titulaire
	Madame	**ROUBLIN**	Virginie	Directrice Générale des Services	Suppléante
Syndicat Mixte de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères (SMIRTOM) du Vexin	Monsieur	**MOHA**	Brahim	Président	Titulaire
	Madame	**CAMBOURIEUX**	Frédérique	1ère Vice-Présidente en charge du Développement Eco-responsable	Suppléante
Syndicat Mixte Intercommunal de Traitement des Déchets Urbains du Val-de-Marne (SMITDUVM)	Monsieur	**URGIN**	Axel	Président	Titulaire

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

SMITOM-LOMBRIC Centre Ouest Seine et Marnais	Monsieur	**M'JATI**	Zine-Eddine	Vice-président chargé de la transition écologique	Titulaire
	Madame	**ABERKANE-JOUDANI**	Fatima	Vice-présidente chargée de la prévention des déchets	Suppléante
SMITOM du Nord Seine-et-Marne	Monsieur	**CHESNÉ**	Francis	6ème Vice-président éco organismes institutionnel	Titulaire
	Madame	**BRUN**	Michelle	Directrice générale	Suppléante
SYCTOM, l'agence métropolitaine des déchets ménagers	Monsieur	**CESARI**	Eric	Président	Titulaire
	Monsieur	**LORENZO**	Martial	Directeur Général des Services	Suppléant
Syndicat de collecte et valorisation des déchets AZUR	Monsieur	**AH-YU**	Gilbert	Président	Titulaire
	Madame	**LAVOINE**	Véronique	Directrice adjointe	Suppléante
Syndicat ÉMERAUDE (Syndicat mixte pour la Prévention, la Collecte et le Traitement des Déchets de la Vallée de Montmorency)	Monsieur	**VERNA**	Michel	Vice-président	Titulaire
	Monsieur	**ROLLET**	Jean-Marie	Directeur général	Suppléant
Syndicat TRI-ACTION	Monsieur	**RAMBOUR**	Jean-Charles	Président	Titulaire
	Madame	**FAIDHERBE**	Carole	Déléguée titulaire	Suppléante
Syndicat TRI-OR	Madame	**HARNET**	Joëlle	Présidente	Titulaire
	Monsieur	**FALLOT**	Frédéric	2ème Vice-président en charge de la stratégie et du développement	Suppléant
Syndicat Intercommunal de Ramassage et Traitement des Ordures Ménagères (SIRTOM) du Sud Francilien	Madame	**THIBAULT**	Anne	1ère Vice-présidente	Titulaire
	Monsieur	**SIMONNOT**	Pascal	Président	Suppléant
Régie personnalisée pour la valorisation et l'exploitation des déchets (RIVED) de la Région de Rungis	Madame	**DAUMIN**	Stéphanie	Président	Titulaire
	Madame	**LECLERC-BRUANT**	Marie	Administratrice	Suppléante
Syndicat de traitement des déchets ménagers du sud Seine-et-Marne (SYTRADEM)	Monsieur	**RAFIK**	Mohamed	Directeur	Titulaire
	Monsieur	**CALLOL**	Julien	Agent technique	Suppléant
Syndicat Intercommunal pour l'élimination des déchets ménagers du Pithiviers (SITOMAP)	Monsieur	**NAULEAU**	Luc	Vice-Président	Titulaire
	Madame	**ALDICCO**	Véronique	Directrice	Suppléante
Syndicat Intercommunal de la Collecte et du Traitement des Ordures Ménagères (SICTOM) de la Région d'Auneau	Monsieur	**BONNEAU**	Pierre	Vice-président de la CAESE au SICTOM	Titulaire
	Monsieur	**LAJUGIE**	Alain	Délégué au SICTOM	Suppléant

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

ETAT

Préfecture de Paris et d'Ile-de-France	Monsieur	**GUILLAUME**	Marc	Préfet de la Région Ile-de-France	Titulaire
	Madame	**HERAULT**	Marie-Laure	Chargée de mission environnement	Suppléante
Préfecture de Seine-et-Marne	Monsieur	**COUDERT**	Thierry	Préfet de Seine-et-Marne	Titulaire
	Monsieur	**BAILLY**	Guillaume	Chef de l'unité départementale	Suppléant
Préfecture des Yvelines	Monsieur	**BROT**	Jean-Jacques	Préfet des Yvelines	Titulaire
	Monsieur	**KALTEMBACHER**	Henri	Chef de l'unité départementale	Suppléant
Préfecture de l'Essonne	Monsieur	**JALON**	Eric	Préfet de l'Essonne	Titulaire
	Monsieur	**OLIVE**	Laurent	Chef de l'unité départementale	Suppléant
Préfecture des Hauts-de-Seine	Monsieur	**HOTTIAUX**	Laurent	Préfet des Hauts-de-Seine	Titulaire
	Madame	**HERBELOT**	Nadia	Cheffe de l'unité départementale	Suppléante
Préfecture de Seine-Saint-Denis	Monsieur	**WENNER**	Marc	Directeur de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial	Titulaire
	Monsieur	**BRUNET**	Tristan	Chef du bureau de l'environnement	Suppléant
Préfecture du Val-de-Marne	Monsieur	**LE DEUN**	Raymond	Préfet du Val-de-Marne	Titulaire
	Monsieur	**CHABANE**	Jean-Marie	Chef de l'unité départementale	Suppléant
Préfecture du Val-d'Oise	Monsieur	**DE SAINT-QUENTIN**	Amaury	Préfet du Val-d'Oise	Titulaire
	Monsieur	**RAFA**	Alexis	Chef de l'unité départementale	Suppléant

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

- **Les représentants des services déconcentrés de l'État :**

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE)	Monsieur	**PICARD**	Jean-Marc	Directeur général adjoint	Titulaire
	Monsieur	**LEONARDI**	Alexandre	Chef de service	Suppléant
Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement (DRIEA)	Monsieur	**SCHMITT**	Hervé	Directeur régional adjoint aménagement et développement durable	Titulaire
	Monsieur	**PINAUD**	Jérôme	Chef du service des politiques de l'immobilier et du bâtiment	Suppléant
Direction Régionale et Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRIAAF)	Madame	**PIERRARD**	Sylvie	Directrice adjointe	Titulaire
	Monsieur	**MANTEROLA**	Bertrand	Directeur adjoint	Suppléant
Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)	Madame	**ASCARIDE**	Aurélie	Ingénieur de prévention	Titulaire
	Madame	**ANDRIEU**	Maël	Chargée de mission économie environnementale	Suppléante
Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (DRIHL)	Madame	**ROUGIER**	Isabelle	Directrice régionale	Titulaire
	Monsieur	**FLORA**	Jean-Luc	Responsable mission logement durable et précarité énergétique	Suppléant
Agence Régionale de la Santé (ARS)	Monsieur	**ROUSSEAU**	Aurélien	Directeur général	Titulaire
	Monsieur	**HERBRETEAU**	Nicolas	Ingénieur sanitaire environnement extérieur	Suppléant
Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie d'Île-de-France (ADEME)	Monsieur	**GIORIA**	Michel	Directeur régional	Titulaire
	Monsieur	**FAUVEAU**	Grégory	Responsable économie circulaire et déchets	Suppléant
Agence de l'eau Seine-Normandie	Monsieur	**LE CARRE**	Didier	Chef du service des investissements	Titulaire
	Monsieur	**DAUVILLIERS**	Marc	Chargé d'opérations	Suppléant

ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET ORGANISMES PUBLICS

Les représentants des chambres consulaires suivantes :

Chambre de Commerce et d'Industrie Paris Île-de-France (CCI PIDF)	Monsieur	**VALACHE**	Michel	Membre de la CCI Paris Île-de-France	Titulaire
	Madame	**YEATMAN**	Clotilde	Responsable du département développement durable et mobilité	Suppléante
Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne (CCI 91)	Monsieur	**SUTTER**	Thierry	Elu CCIE	Titulaire
	Monsieur	**VIAC**	Pierre-Olivier	Chef de projet transition énergétique et développement durable	Suppléante

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne (CCI 77)	Monsieur	**JACQUEMARD**	Jean-Robert	Président	Titulaire
	Madame	**MEUNIER**	Céline	Responsable du Pôle QSE-DD	Suppléante
Chambre d'Agriculture de région Île-de-France (CRA)	Monsieur	**BILLET**	Hervé	Vice-président	Titulaire
	Madame	**SABLIER**	Laurence	Cheffe du service environnement	Suppléante
Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat (CRMA) d'Île-de-France	Madame	**DETRY**	Elisabeth	Présidente	Titulaire
	Monsieur	**BEGUIN BILLECOCQ**	Matthieu	Coordinateur du développement durable	Suppléant
Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS) d'Île-de-France	Monsieur	**LEWIS**	Steve	Responsable des sujets de transition écologique	Titulaire
	Monsieur	**CORVAL**	Xavier	Secrétaire général	Suppléant

Les représentants des organismes suivants :

Opérateurs de la gestion des déchets :

Fédération des Entreprises du Recyclage (FEDEREC)	Monsieur	**LE MEUR**	Erwan	Président de FEDEREC BTP	Titulaire
	Monsieur	**DE L'ETOILE**	Eric	Président de FEDEREC Région Parisienne	Suppléant
Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement (FNADE)	Madame	**PIOTELAT**	Fabienne	Présidente	Titulaire
	Monsieur	**GARIN**	Hubert	Directeur Développement	Suppléant
Fédération Nationale des Syndicats de l'Assainissement et de la maintenance industrielle (FNSA)	Monsieur	**RAIMBAULT**	Alban	Chargé de mission	Titulaire
	Monsieur	**LE BOULANGER**	Charles	Chargé de mission	Suppléant
Syndicat des Entreprises de Déconstruction, Dépollution et Recyclage (SEDDRe)	Monsieur	**PRZYBYLKO**	Francois	Administrateur	Titulaire
	Monsieur	**DOYERE**	Alexandre	Vice-président délégation IDF	Suppléant
Syndicat National des Entrepreneurs de la Filière Déchet (SNEFID)	Monsieur	**HEYD**	Bernard	Secrétaire adjoint	Titulaire
	Monsieur	**SIMUNIC**	Jean-Paul	Responsable commercial	Suppléant
Syndicat Professionnel pour le Recyclage et l'Élimination des Déchets Dangereux (SYPRED)	Monsieur	**HUMEZ**	Nicolas	Expert	Titulaire
	Monsieur	**HEIDELBERGER**	Alain	Secrétaire général	Suppléant
Syndicat des Professionnels du Recyclage en Agriculture (SYPREA)	Monsieur	**HONTANG**	Paul	Directeur Régional	Titulaire
	Madame	**PAQUET**	Véronique	Directrice Régionale Adjointe	Suppléante
Syndicat pour la Valorisation et l'Élimination des Déchets (SYVED)	Madame	**CONCHE**	Isabelle	Secrétaire Générale	Titulaire
	Monsieur	**ROY**	Arnaud	Responsable de Développement - Stockage et valorisation minérale	Suppléant
Union Nationale des Entreprises de Valorisation (UNEV)	Monsieur	**ZAMUNER**	Albert	Président	Titulaire
	Monsieur	**FONTENY**	Sébastien	Secrétaire général	Suppléant

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (entreprises, maitrise d'ouvrage, fournisseurs de matériaux) :

Fédération Française du Bâtiment Grand Paris (FFB Grand Paris)	Monsieur	**ROUFFIGNAC**	Alexandre	Délégué général adjoint	Titulaire
	Madame	**AMRANI**	Laure	Chargée de mission environnement	Suppléante
Fédération Française du Bâtiment Île-de-France 78-91-95 (FFB Île-de-France)	Monsieur	**SILIO**	Denis	Administrateur	Titulaire
	Monsieur	**CHARPENTIER**	Jean-Paul	Administrateur	Suppléant
Fédération Française du Bâtiment Île-de-France Est (FFB 77)	Monsieur	**HOUSSET**	Pascal	Président Commission régionale Environnement Bâtiment UFB	Titulaire
	Monsieur	**FRAYSSINET**	Vincent	Directeur Général FFB IDF EST	Suppléant
Fédération Régionale des Travaux Publics d'Île-de-France (FRTP)	Monsieur	**GROSSHENNY**	Vincent	Président commission Environnement et Transition Energétique	Titulaire
	Madame	**CARRASCO GRAFF**	Juliette	Secrétaire Générale adjointe	Suppléante
Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) d'Île-de-France	Monsieur	**SALMON**	Jonathan	Secrétaire Général	Titulaire
Confédération du commerce de Gros et International (CGI)	Monsieur	**GALY-DEJEAN**	Cyril	Responsable des relations institutionnelles	Titulaire
	Madame	**BRUCHET**	Dorothée	Déléguée générale de la fédération nationale de la décoration	Suppléante
Fédération du Négoce de Bois et des Matériaux de Construction (FNBM)	Madame	**ARNOUT**	Marie	Présidente - Chambre Syndicale FNBM Grand Paris Ile de France	Titulaire
	Madame	**OUVRIEU**	Adrienne	Responsable juridique et affaires économique	Suppléante
Union Nationale des Industries de Carrières Et Matériaux de construction IDF (UNICEM)	Monsieur	**DE LUMLEY**	William	Président	Titulaire
	Monsieur	**FROMENTIN**	Etienne	Secrétaire général	Suppléant
Union Nationale des Producteurs de Granulats (UNPG)	Monsieur	**SALAUN**	Yves	Directeur de Région Grand Bassin Parisien chez GSM / Administrateur	Titulaire
	Monsieur	**ARTRU**	Jean-Baptiste	Développeur Foncier	Suppléant
Syndicat Français de l'Industrie Cimentière (SFIC)	Monsieur	**LE CHENADEC**	Régis	Directeur Usine	Titulaire
	Monsieur	**DAMIENS-TESSIER**	Jérôme	Responsable. de Service Qualité Environnement & Carrière	Suppléant
Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes (UNFSA) d'Île-de-France	Monsieur	**CHINARDET**	Didier	Président	Titulaire
	Madame	**GEY-SMITH**	Moïra	Vice-présidente	Suppléante
Société du Grand Paris (SGP)	Monsieur	**WILLEMIN**	Frédéric	Directeur du développement durable	Titulaire
	Monsieur	**GERARD**	Guillaume	Chargé de mission déblais du Grand Paris Express	Suppléant

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Secteurs d'activités industrielles et gros producteurs de déchets :

Centre National des Professions de l'Automobile (CNPA) Île-de-France	Monsieur	**DUGENY**	Jean-Claude	Président	Titulaire
	Monsieur	**PINSTON**	Sylvain	Chargé de Mission environnement	Suppléant
Union Nationale des Industries de l'Impression et de la Communication (UNIIC)	Monsieur	**PREVOST**	Matthieu	Responsable Environnement et RSE	Titulaire
PERIFEM, association technique du commerce et de la distribution	Madame	**BOURGE**	Christine	Chargée de Mission Environnement	Titulaire
	Monsieur	**CHARTON**	Franck	Délégué Général	Suppléant
GECO Food Service	Madame	**LEHOUX**	Frédérique	Directrice Générale	Titulaire
	Madame	**VIGNE**	Laurence	Secrétaire Générale adjointe	Suppléante
Restau'Co Île-de-France	Monsieur	**LAPOUGE**	Philippe	Administrateur	Titulaire
Association Régionale des Industries Alimentaires (ARIA) Île-de-France	Monsieur	**JULLEMIER**	Denis	Président	Titulaire
	Madame	**DESEINE**	Catherine	Déléguée générale	Suppléante
Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP)	Monsieur	**PENOUEL**	Denis	Directeur Adjoint	Titulaire
	Monsieur	**BENARD**	Lionel	Responsable du Service Etudes et Prospectives	Suppléant

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Professionnels et établissements de santé :

Conseil régional de l'Ordre des Pharmaciens d'Île-de-France	Monsieur	**BICHET**	Guilhem	Pharmacien	Titulaire
	Monsieur	**PAILLER**	Cédric	Pharmacien	Suppléant
Conseil régional de l'Ordre des Vétérinaires d'Île-de-France - DOM	Madame	**WAYSBORT**	Christelle	Docteur vétérinaire	Titulaire
Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) Médecins Libéraux d'Île-de-France	Monsieur	**BATARD**	Jean-Pierre	Médecin généraliste	Titulaire
	Monsieur	**SILBERMAN**	Bruno	Président	Suppléant
Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) Infirmiers Libéraux d'Île-de-France	Madame	**HERAULT**	Bernadette	Infirmière libérale	Titulaire
	Monsieur	**VIGNOLA**	Yves	Infirmier libéral	Suppléant
Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (URIOPSS) Île-de-France	Madame	**PENON**	Amaëlle	Directrice	Titulaire
	Monsieur	**DA COSTA**	Michaël	Conseiller technique Enfance et Santé	Suppléant
Fédération de l'Hospitalisation Privée (FHP) Île-de-France	Madame	**KISLER-ELKOUBY**	Héléna	Déléguée Générale	Titulaire
	Madame	**LECLUSE**	Alice	Déléguée régionale	Suppléante
Fédération Hospitalière de France (FHF) Île-de-France	Monsieur	**BLISKO**	Serge	Président	Titulaire
	Madame	**JAFFRE**	Alice	Déléguée régionale permanent	Suppléante
Fédération des Établissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne privés non lucratifs (FEHAP)	Madame	**DESAULLE**	Marie-Sophie	Président	Titulaire
	Monsieur	**PERRIN**	Antoine	Directeur Général	Suppléant
Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP)	Monsieur	**DIDIER**	Matthias	Directeur de Projets Développement Durable	Titulaire
	Madame	**MICHEL**	Sophie	Chargée de mission déchets	Suppléante
Association Française des Diabétiques (AFD) - 91	Monsieur	**CLUZAUD**	Vincent	Président	Titulaire
	Monsieur	**GOHET**	André	1er Vice-président	Suppléant

Acteurs du transport :

HAROPA Ports de Paris	Madame	**BARICHARD**	Sophie	Directrice du Développement Domanial	Titulaire
	Monsieur	**DEPIERRE**	Didier	Responsable du Département Etudes et Prospective	Suppléant
SNCF Réseau	Madame	**BORDAGE-GRESSIER**	Virginie	Responsable du centre de compétences en développement durable	Titulaire
	Monsieur	**BLARD**	Cyrille	Chef du Pôle Economie Circulaire	Suppléant

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Forwardis	Monsieur	**SECQUEPEE**	David	Responsable Technico-Commercial marché déchets	Titulaire
	Monsieur	**CORVEZ**	François	Directeur commercial	Suppléant
Voies Navigables de France (VNF)	Monsieur	**LANDAIS**	François	Directeur adjoint	Titulaire
	Monsieur	**NEVEUX**	Bertrand	Adjoint au chef de service	Suppléant

Acteurs du foncier et du logement :

Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) d'Île-de-France	Monsieur	**MARCHE**	Frédéric	Directeur de la prospective	Titulaire
	Madame	**CUSSET**	Johanne	Cheffe de projet	Suppléante
Établissement Public Foncier d'Île-de-France (EPFIF)	Monsieur	**LACAZE**	Thomas	Directeur Technique	Titulaire
	Monsieur	**DURIEUBLANC**	Jean-Baptiste	Responsable de projet	Suppléant
Grand Paris Aménagement	Madame	**CASTEX**	Magali	Cheffe de projet	Titulaire
AORIF, union sociale pour l'habitat d'Île-de-France	Madame	**DE VERNEUIL**	Louise	Chargée de projet gestion durable patrimoniale	Titulaire
	Monsieur	**CORRE**	Mathieu	Chargé DSU	Suppléant
Confédération Nationale du Logement (CNL) Île-de-France	Monsieur	**MITTENAERE**	Michel	Président	Titulaire
	Madame	**COLLEU**	Catherine	Administratrice	Suppléant

ECO ORGANISMES

- **Emballages ménagers et papiers graphiques :**

CITEO	Madame	**HALTEBOURG**	Sabine	Directrice Régionale	Titulaire
	Madame	**GAMRAOUI**	Amina	Responsable des Opérations	Suppléante

- **Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) :**

Ecologic	Madame	**RENAUD**	Christine	Responsable collecte national	Titulaire
	Monsieur	**REYGNER**	Bertrand	Directeur des relations techniques et institutionnelles	Suppléant
Ecosystem	Monsieur	**PARTIDA**	Sébastien	Directeur Adjoint de la Collecte	Titulaire
	Madame	**CHRISTOPHE**	Camille	Responsable Régionale de la Collecte	Suppléante

- **Piles et accumulateurs portables :**

Corepile	Monsieur	**HOSSEN**	Irchaad	Responsable des relations extérieures et du développement	Titulaire
	Monsieur	**TURMEL**	David	Directeur des opérations	Suppléant

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Screlec	Monsieur	**TOUSSAINT DAUVERGNE**	Emmanuel	Directeur général	Titulaire
	Monsieur	**CAILLAUT**	Yann	Directeur communication et développement collecte	Suppléant

- **Textiles, linges de maison et chaussures :**

EcoTLC	Monsieur	**CLAUDOT**	Alain	Directeur général	Titulaire
	Madame	**ERMISSE**	Laurence	Responsable collecte et collectivités	Suppléante

- **Éléments d'ameublement :**

Eco-mobilier	Madame	**LAPICHE**	Coline	Responsable Régionale	Titulaire
	Madame	**FERMET**	Marie-Eve	Responsable des Opérations en Région	Suppléante
Valdelia	Madame	**FROUARD**	Adèle	Responsable performance	Titulaire
	Monsieur	**DANCOURT**	Philippe	Conseiller technique	Suppléant

- **Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) perforants produits par les patients en auto-traitement :**

DASTRI	Monsieur	**GIRARD**	Romain	Responsable SI	Titulaire
	Monsieur	**GRILLET**	Sébastien	Directeur des opérations	Suppléant

ASSOCIATIONS

Les représentants des associations agréées de protection de l'environnement suivantes :

Zero Waste France	Madame	**ELFASSI**	Alice	Responsable des affaires juridiques	Titulaire
	Madame	**FRANQUET**	Juliette	Directrice	Suppléante
France Nature Environnement (FNE) Île-de-France	Monsieur	**REDON**	Francis	Vice-président	Titulaire
	Monsieur	**LOUP**	Bernard	Administrateur	Suppléant
Les Amis de la Terre	Madame	**CONNAN**	Anne	Membre bénévole	Titulaire
	Madame	**NHOYBOUAKONG**	Cécile	Membre bénévole	Suppléante

Les représentants des associations agréées de consommateurs suivantes :

UFC- Que Choisir Île-de-France	Monsieur	**KAMARA**	Noumadi	Vice-président	Titulaire
	Monsieur	**BASTIEN**	Guy	Secrétaire	Suppléant
Consommation Logement Cadre de Vie (CLCV) Union Régionale Île-de-France	Madame	**BIDOIS**	Catherine	Présidente	Titulaire
	Monsieur	**VERILLON**	Francis	Expert	Suppléant

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201125-2020_274-AR

Les représentants des acteurs du secteur du réemploi, de la réutilisation et de l'économie de la fonctionnalité suivants :

Réseau Francilien du Réemploi (REFER)	Monsieur	**BOBEL**	Martin	Coordinateur	Titulaire
	Monsieur	**DUMAYET**	Paul	Chef de projet	Suppléant
Emmaüs	Madame	**LACROIX**	Julie	Codirectrice recycleries	Titulaire
	Monsieur	**NICOLAS**	Alexis	Responsable	Suppléant
Envie	Madame	**DANI**	Nesrine	Directrice « Nouveaux Projets » Paris/IDF	Titulaire
	Monsieur	**WEIDMANN**	Lionel	Directeur	Suppléant
Réseau Consigne et réemploi IDF	Monsieur	**HASSAÏNE-TESTON**	Sofiane	Président	Titulaire
	Madame	**ABBAT**	Alice	Coordinatrice	Suppléante
Association pour la promotion de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération –Île-de-France	Monsieur	**KAUFMAN**	Daniel	Membre CA	Titulaire
	Monsieur	**NÖSPERGER**	Stanislas	Co-président	Suppléant

Les représentants des associations de promotion du compostage de proximité et de la lutte contre le gaspillage alimentaire :

Réseau Compost Citoyen Francilien	Madame	**GATON**	Isabelle	Coordinatrice	Titulaire
	Madame	**JABOEUF**	Delphine	Coordinatrice	Suppléante
Banque Alimentaire	Madame	**FARLOTTI**	Nicole	Présidente	Titulaire
	Monsieur	**LEGRAND**	Gérard	Chargé de missions	Suppléant

ARTICLE 2

La commission consultative d'élaboration et de suivi peut associer à ses travaux des experts et organismes techniques concernés.

ARTICLE 3

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 18-215 du 25 juillet 2018 relatif à la composition de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

La Présidente de la Région Île-de-France
Valérie PÉCRESSE

Envoyé en préfecture le 08/12/2020
Reçu en préfecture le 08/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201201-2020_278-AR

Région îledeFrance

La Présidente

ARRÊTÉ n° 2020-278
du 1er décembre 2020

Portant nomination des membres professionnels au sein des Commissions de visionnage court et long métrage de l'Aide après réalisation.

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L42-3-1 et suivants,

VU la délibération n° CR 46-15 « Aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel – Adaptation des dispositifs régionaux »

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont désignés comme membres de la Commission de visionnage « court-métrage » de l'Aide après réalisation de la Région Ile-de-France, en qualité de membres professionnels :

Renouvelés pour un an :

Madame Clémentine AUBRY
Administratrice de théâtre
Monsieur Nadim CHEIKHROUHA
Producteur
Madame Fanny LIATARD
Réalisatrice
Madame Héloïse PELLOQUET
Réalisatrice
Monsieur Idir SERGHINE
Réalisateur
Madame Julie TRAVERT
Productrice

ARTICLE 2 :

Sont désignés comme membres de la Commission de visionnage « long-métrage » de l'Aide après réalisation de la Région Ile-de-France, en qualité de membres professionnels :

Renouvelés pour un an :

Madame Florence BEHAR-ABOUDARAM
Experte
Madame Myriam ELHADAD
Réalisatrice
Madame Laurence LASCARY
Productrice
Madame Marie-Pierre MACIA
Productrice

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 08/12/2020
Reçu en préfecture le 08/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201201-2020_278-AR

Reconduits pour trois mois, à titre exceptionnel :

Monsieur Nathan NICHOLOVITCH
Réalisateur
Monsieur Jean-Yves DE LÉPINAY
Président d'Images en bibliothèque
Madame Rebecca HOUZEL
Productrice

ARTICLE 3 :

Ces désignations prennent effet à compter du 1er décembre 2020.

Les désignations précédentes relatives aux commissions de visionnage de l'aide après réalisation sont caduques.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Région Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 22/12/2020
Reçu en préfecture le 22/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201202-2020_279-AR

ARRETE N°2020-279 du 2décembre 2020
de désignation des candidats admis à participer au dialogue compétitif en vue de la rénovation globale de la CMR Paul Valéry à Paris 12ème

Région îledeFrance

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Vu le code des collectivités territoriales et son article L 4231-3, 1er alinéa et L 1411-5 ;

Vu le code de la commande publique et notamment l'article L.2171-1 et suivant ;

Vu le code de la commande publique et notamment les articles R.2171-15 à R.2171-22 ;

Vu la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015, relative à la délégation du Conseil Régional à sa présidente en matière de marchés publics ;

Vu la délibération n° CR 2019-037 du 19 septembre 2019, désignant les membres de la commission d'appel d'offres, jury de concours et jury de conception-réalisation ;

Vu l'arrêté n°17-227 du 24 novembre 2017, désignant Monsieur Jean-François LEGARET, pour représenter la Présidente du Conseil Régional à la présidence des jurys de conception-réalisation ;

Vu le Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 et du Décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ;

Vu le procès-verbal du jury du marché public global de performance en date du 2 décembre 2020, admettant à participer au dialogue compétitif les trois candidats ;

Après avoir délibéré, le jury propose conformément à l'article R. 2171-18 du code de la commande publique, la liste suivante :

1) BOUYGUES BATIMENT Ile-de-France Ouvrages Publics / AGENCE ENGASSER & ASSOCIES / CRAM / LOXAM MODULE / TRIBU ENERGIE / TPF INGENIERIE / SYSTAL / STUDIO MUGO (pli n°4)

2) SPIE BATIGNOLLES Ile-de-France / EPICURIA ARCHITECTES / BERIM / SPIE BATIGNOLLES ENERGIE / ACOUSTIQUE VIVIE & ASSOCIES / AGI2D / GINGER DELEO / JNC INTERNATIONAL AGENCE SUD (pli n°5)

3) DUMEZ Ile-de-France / MAUD CAUBET ARCHITECTES / VALERO GADAN ARCHITECTES & ASSOCIES DAUCHEZ PAYET / ATEXIS / T/E/S/S / PROJEX INGENIERIE / DIAGOBAT / AMOES / GV INGENIERIE / CONVERGENCE INGENIERIE EN RESTAURATION ET SERVICES / SAMEX SECURITE / BUILDERS AND PARTNERS / VINCI FACILITIES EXPLOITATION PPP (pli n°6)

ARRETE

Article unique :
La liste des candidats admis à participer au dialogue compétitif en vue de la rénovation globale de la Cité Mixte Régionale Paul Valéry à Paris 12ème est établie comme suit :

- BOUYGUES BATIMENT Ile-de-France Ouvrages Publics / AGENCE ENGASSER & ASSOCIES / CRAM / LOXAM MODULE / TRIBU ENERGIE / TPF INGENIERIE / SYSTAL / STUDIO MUGO
- SPIE BATIGNOLLES Ile-de-France / EPICURIA ARCHITECTES / BERIM / SPIE BATIGNOLLES ENERGIE / ACOUSTIQUE VIVIE & ASSOCIES / AGI2D / GINGER DELEO / JNC INTERNATIONAL AGENCE SUD
- DUMEZ Ile-de-France / MAUD CAUBET ARCHITECTES / VALERO GADAN ARCHITECTES & ASSOCIES DAUCHEZ PAYET / ATEXIS / T/E/S/S / PROJEX INGENIERIE / DIAGOBAT / AMOES / GV INGENIERIE / CONVERGENCE INGENIERIE EN RESTAURATION ET SERVICES / SAMEX SECURITE / BUILDERS AND PARTNERS / VINCI FACILITIES EXPLOITATION PPP

Pour la Présidente, La Directrice générale
Adjointe de la Région Ile-de-France
En charge du Pôle Lycées
Sarah KOWAL

SARAH KOWAL ID
Signature numérique de SARAH KOWAL ID
Date : 2020.12.22 09:06:44 +01'00'

Envoyé en préfecture le 21/12/2020
Reçu en préfecture le 21/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201208-2020_293-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

Réf. : I20-CRIDF-00215

ARRETE N°2020-293
du 08 décembre 2020

Portant délégation temporaire de signature

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional ;

ARRETE

Article 1er :

En l'absence de Monsieur David BONNEAU, Directeur Général des Services, délégation à titre temporaire est donnée, du lundi 28 décembre 2020 au jeudi 31 décembre 2020 inclus, à Monsieur Paul BERARD, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Finances, à l'effet de signer tous actes administratifs, contrats, marchés ou conventions et leurs avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, arrêtés, décisions, instructions internes et correspondances se rapportant aux affaires traitées dans les services de la Région ainsi que tous documents comptables et pièces justificatives relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget régional ainsi que les mouvements de crédits nécessaires et, d'autre part, à la constatation des droits et créances au profit de la Région et à l'émission des titres de recettes et ordres de reversement correspondants, à l'exception des rapports et communications au conseil régional et à la commission permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 21/12/2020
Reçu en préfecture le 21/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201208-2020_293-AR

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 11/12/2020
Reçu en préfecture le 11/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201208-2020_294-AR

Région îledeFrance

Arrêté n° 2020- 294 du 8 décembre 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 2020-163 du 10 juillet 2020 désignant Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Vice-président délégué à l'écologie, au développement durable et à l'aménagement,

VU la délibération n° CP 2020-452 du 18 novembre 2020 relative aux « 100 quartiers innovants et écologiques » : 3ème rapport pour 2020 et à l'aide à l'ingénierie territoriale : 4ème rapport pour 2020,

VU la délibération n° CP 2020-457 du 18 novembre 2020 relative au Contrats ruraux : avenants et 6ème affectation pour 2020,

VU la délibération n° CP 2020-466 du 18 novembre 2020 relative au Contrat d'Aménagement Régional (CAR) : 5ème affectation pour 2020 et avenants.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France pour la signature des conventions-cadre relatives aux 8 nouveaux « 100 quartiers innovants et écologiques », votés lors de la Commission Permanente du 18 novembre 2020 :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT,** *Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France*

ARTICLE 2 :

est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des nouveaux contrats ruraux, votés en Commission Permanente le 18 novembre 2020, des communes d'Authon-la-Plaine et de Fontenay-le-Vicomte, situées dans le département de l'Essonne :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT,** *Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France*

ARTICLE 3 :

est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France lors de la signature des nouveaux contrats d'aménagement régionaux, votés en Commission Permanente le 18 novembre 2020, des communes ou structures intercommunales situées dans les départements de la Seine-et-Marne, de l'Essonne, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise :

- **Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT,** *Vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France*

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France**.**

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 17/12/2020
Reçu en préfecture le 17/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201209-2020_295-AR

Région îledeFrance

ARRETE N°2020-295

portant modification de l'arrêté d'agrément n° 18-363 du 14 décembre 2018
délivré à un établissement de formation en travail social

IFSY - Institut de Formation Sociale des Yvelines

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU	le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.451-1, L451-2 et R.451-2 ;
VU	l'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément
VU	la délibération n° CR 2017-187 du 23 novembre 2017 adoptant le règlement d'agrément des formations en travail social ;
VU	l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU	l'arrêté 18-363 du 14 décembre 2018 portant agrément d'un établissement de formation en travail social délivré à l'IFSY à Versailles pour le diplôme d'Etat Assistant Familial (DEAF);

ARRETE

Article 1
Au premier alinéa de l'article 1, les mots : « 27 boulevard Saint-Antoine, 78000 VERSAILLES » sont remplacés par les mots : « Campus SPL, 17 Rue Albert Thomas, 78130 LES MUREAUX ».

Article 2
Les autres dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2018 susvisé restent inchangées.

Article 3
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Ile-de-France et un exemplaire sera adressé au représentant de l'Etat dans la région.

Fait à Paris en 3 exemplaires
Le 9 décembre 2020

Pour la Présidente du Conseil Régional et par délégation,

La Cheffe du Service Relations avec les Organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 11/12/2020
Reçu en préfecture le 11/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201209-2020_296-AR

Région îledeFrance

ARRETE N°2020-296

portant modification de l'arrêté d'agrément n° 18-187 du 6 juillet 2018
délivré à un établissement de formation en travail social

IFSY - Institut de Formation Sociale des Yvelines

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU	le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.451-1, L451-2 et R.451-2 ;
VU	l'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément
VU	la délibération n° CR 2017-187 du 23 novembre 2017 adoptant le règlement d'agrément des formations en travail social ;
VU	l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU	l'arrêté 18-187 du 6 juillet 2018 portant agrément d'un établissement de formation en travail social délivré à l'IFSY à Versailles pour la formation préparant au Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS);

ARRETE

Article 1
Au premier alinéa de l'article 1, les mots : « 27 boulevard Saint-Antoine, 78000 VERSAILLES » sont remplacés par les mots : « Campus SPL, 17 Rue Albert Thomas, 78130 LES MUREAUX ».

Article 2
Les autres dispositions de l'arrêté du 6 juillet 2018 susvisé restent inchangées.

Article 3
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Ile-de-France et un exemplaire sera adressé au représentant de l'Etat dans la région.

Fait à Paris en 3 exemplaires
Le 9 décembre 2020

Pour la Présidente du Conseil Régional et par délégation,

La Cheffe du Service Relations avec les Organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 11/12/2020
Reçu en préfecture le 11/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201209-2020_297-AR

Région îledeFrance

ARRETE N°2020-297

portant modification de l'arrêté d'agrément n° 18-363 du 14 décembre 2018
délivré à un établissement de formation en travail social

IFSY - Institut de Formation Sociale des Yvelines

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU	le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.451-1, L451-2 et R.451-2 ;
VU	l'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément
VU	la délibération n° CR 2017-187 du 23 novembre 2017 adoptant le règlement d'agrément des formations en travail social ;
VU	l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU	l'arrêté 18-363 du 14 décembre 2018 portant agrément d'un établissement de formation en travail social délivré à l'IFSY à Versailles pour le diplôme d'Etat Assistant Familial (DEAF);

ARRETE

Article 1
Au premier alinéa de l'article 1, les mots : « 27 boulevard Saint-Antoine, 78000 VERSAILLES » sont remplacés par les mots : « Campus SPL, 17 Rue Albert Thomas, 78130 LES MUREAUX ».

Article 2
Les autres dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2018 susvisé restent inchangées.

Article 3
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Ile-de-France et un exemplaire sera adressé au représentant de l'Etat dans la région.

Fait à Paris en 3 exemplaires
Le 9 décembre 2020

Pour la Présidente du Conseil Régional et par délégation,

La Cheffe du Service Relations avec les Organismes
Valérie VARAULT

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201211-2020_297_2-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

Réf. : I20-CRIDF-00219

ARRETE N° 2020-297
du 11 Décembre 2020

portant délégations de signature du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n°16-326 du 25 novembre 2016 modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Madame Guylène ROTTIER, Directrice Générale Adjointe par intérim en charge du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux, à l'effet de signer tous actes, arrêtés et décisions, tous contrats, marchés ou conventions et leurs avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Guylène ROTTIER, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, Directeur des services aux utilisateurs, dans les limites des attributions de la Direction des services aux utilisateurs.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201211-2020_297_2-AR

Mission Administration, Pilotage et Projets Transverses

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Rabah BAROUDI, Chef de la Mission Administration, Pilotage et Projets Transverses, à l'effet d'engager et de signer les bons de commande, constater le service fait et liquider les factures, à l'exception de ce qui relève de la Direction du soutien des sites et de la Direction des services aux utilisateurs.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle GRIERE, Cheffe du service Budgétaire et comptable, à l'effet d'engager, de signer les bons de commande et de liquider les factures jusqu'à hauteur de 50 000 € TTC à l'exception de ce qui relève de la Direction du soutien des sites et de la Direction des services aux utilisateurs et tout acte portant constatation du service fait à l'exception de ce qui relève de la Direction du soutien des sites et de la Direction des services aux utilisateurs dans la limite d'un montant de 50 000 € TTC.

Direction du soutien des sites

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Madame Guylène ROTTIER, Directrice du soutien des sites, à l'effet de signer toute décision, tout ordre de mission, tout contrat et ses avenants et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 120 000 € TTC ainsi que tout acte portant constatation conforme à l'original, notamment à l'original du marché remis par le titulaire en vue de permettre le nantissement, toute pièce relative à l'exécution des programmes d'études et des programmes de travaux, notamment les permis de construire et de démolir et toutes les autres demandes d'autorisations administratives ainsi que les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans la compétence de la direction.

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Guylène ROTTIER, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 5, à Monsieur Jessy VIOUGEAS, Directeur-Adjoint du soutien des sites.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Madame Lucile FISSOLO, Cheffe du service Technique, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC entrant dans la compétence du service et de la mission Soutien des Sites Parisiens sur la partie technique (maintenance et travaux).

Article 8 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lucile FISSOLO, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 7, à Monsieur Patrick RICO, chef-adjoint du service Technique.

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201211-2020_297_2-AR

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Pierre-Louis CADOR, Chef du service Sûreté sécurité, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC entrant dans la compétence du service et de la mission Soutien des Sites Parisiens sur la partie sûreté-sécurité.

Article 10 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre-Louis CADOR, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 9, à Monsieur Sacha TRKLJA, Chef-adjoint du service Sûreté sécurité.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à Madame Audrey ZAMAGNA, Cheffe du service Accueil, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC entrant dans la compétence du service.

Article 12 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Audrey ZAMAGNA, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 11, à Madame Aurore COUGOULE, Cheffe-adjointe du service Accueil.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à Madame Claire GRECK, Cheffe du service Aménagement des espaces, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC entrant dans la compétence du service.

Article 14 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claire GRECK, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 13, à Madame Nathalie PEGE-DEFENDI, cheffe-adjointe du service Aménagement des espaces.

Direction des services aux utilisateurs

Article 15 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, Directeur des services aux utilisateurs, à l'effet de signer toute décision, tout ordre de mission, tout état de frais, tout contrat et ses avenants et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 120 000 € TTC ainsi que tout acte portant constatation du service fait entrant dans la compétence de la direction.

Article 16 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 15, à Madame Letizia MURRET-LABARTHE, Directrice-adjointe des services aux utilisateurs.

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201211-2020_297_2-AR

Article 17 :

Délégation permanente est donnée à Madame Martine WITON, Cheffe du service Déplacements, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande et état de frais jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC ainsi que tout acte portant constatation du service fait dans la limite d'un montant de 8 000 € TTC entrant dans la compétence du service.

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur William OSSANGA, Chef du service Automobile, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC ainsi que tout acte portant constatation du service fait dans la limite d'un montant de 5 000 € TTC entrant dans la compétence du service ainsi que les actes suivants relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France et gérés par le service : demande d'immatriculation, retrait de cartes grises, dépôt de plainte.

Article 19 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William OSSANGA, délégation de signature est donnée à Monsieur Gilles ZUCCARELLI, chef-adjoint du service Automobile, à l'effet de signer les actes suivants relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France et gérés par le service : demande d'immatriculation, retrait de cartes grises, dépôt de plainte.

Article 20 :

Délégation permanente est donnée à Madame Maguy POUPIN, Cheffe du service Evènementiel, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait dans la limite d'un montant de 8 000 € TTC entrant dans la compétence du service.

Article 21 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Maguy POUPIN, délégation de signature est donnée, dans les limites de l'article 20, à Madame Margaux MORIN, cheffe-adjointe du service Evénementiel.

Article 22 :

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle AMADOU, Cheffe du service Documentation, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait dans la limite d'un montant de 5 000 € TTC entrant dans la compétence du service.

Article 23 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Olivier GILTON, Chef du service général, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait dans la limite d'un montant de 5 000 € TTC entrant dans la compétence du service.

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201211-2020_297_2-AR

Article 24 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2020-268 en date du 16 novembre 2020.

Article 25 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201214-2020_298-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-298 du 14 décembre 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU les statuts de l'Association Partenaires pour l'Emploi – Mission Locale Rives de Seine,

VU l'arrêté n°19-130 du 19 avril 2019 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la Mission Locale Rives de Seine.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°19-130 du 29 avril 2019 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la Mission Locale Rives de Seine :

- **Madame Sophie DESCHIENS,** *Conseillère régionale d'Ile-de-France, Déléguée spéciale*

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél: 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201214-2020_299-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-299

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation d'Auxiliaire de Puériculture (IFAP)
Lycée des Métiers de la Santé et du Social Henri Sellier
73 avenue Colonel Fabien – 93190 LIVRY-GARGAN

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.438-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional modifié des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 15-169 du 21 octobre 2015 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation d'auxiliaire de puériculture du lycée des Métiers de la Santé et du Social Henri Sellier à Livry Gargan ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n° 00027609, déposé le 8 janvier 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 12 novembre 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 66 places maximum par an, réparties entre deux sessions, en formation initiale par voie scolaire, en formation initiale par voie de l'apprentissage, en formation continue, pour l'Institut de formation d'auxiliaire de puériculture du lycée des Métiers de la Santé et du Social Henri Sellier institut situé 73, avenue du Colonel Fabien à Livry-Gargan (93).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 14 décembre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201214-2020_300-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-300

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation d'Aides-soignants (IFAS)
Lycée des Métiers de la Santé et du Social Henri Sellier
73 avenue Colonel Fabien – 93190 LIVRY-GARGAN

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.438-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 15-168 du 21 octobre 2015 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation d'aides-soignants du lycée des Métiers de la Santé et du Social Henri Sellier à Livry-Gargan ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n° 00027609, déposé le 8 janvier 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 12 novembre 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 48 places maximum par an, réparties entre deux sessions, en formation initiale par voie scolaire, en formation continue, pour l'Institut de formation d'aides-soignants du Lycée des Métiers de la Santé et du Social Henri Sellier, institut situé 73 avenue du Colonel Fabien à Livry-Gargan (93).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 14 décembre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT



Envoyé en préfecture le 14/12/2020
Reçu en préfecture le 14/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201214-2020_301-AR

Région îledeFrance

ARRETE N°2020-301
Portant modification de l'arrêté d'agrément n°18-394 du 28 décembre 2018 délivré à un établissement de formation en travail social

1901 FORMATION

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU	Le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.451-1, L451-2 et R.451-2 ;
VU	Le décret n°2018-733 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplômes du travail social et notamment son article 4 prolongeant d'un an la durée de l'agrément transitoire des organismes financés par la Région ;
VU	L'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément
VU	La délibération n° CR 2017-187 du 23 novembre 2017 adoptant le règlement d'agrément des formations en travail social ;
VU	L'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU	L'arrêté n°18-394 du 28 décembre 2018 portant agrément d'un établissement de formation en travail social délivré à 1901 Formation, sur le site de formation du 6, avenue du Maréchal Juin 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT pour le diplôme d'état Accompagnant Educatif et Social (DEAES) ;

Article 1

L'article 1 de l'arrêté du 28 décembre 2018 novembre susvisé, est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1901 Formation situé au 6 avenue du Maréchal Juin - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT est autorisé à dispenser la formation préparant au **Diplôme d'Etat Accompagnant Educatif et Social (DEAES)**, dont l'enseignement est dispensé sur les sites de formation situés au :

- 6 avenue du Maréchal Juin - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT (site principal) ;
- 2 rue du Ponceau – 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX (site secondaire). »

Article 2

Les autres dispositions de l'arrêté du 28 décembre 2018 susvisé restent inchangées.

Envoyé en préfecture le 14/12/2020
Reçu en préfecture le 14/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201214-2020_301-AR

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Île-de-France et un exemplaire sera adressé au représentant de l'Etat dans la région.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine en 3 exemplaires
Le 14 décembre 2020

Pour la Présidente du Conseil Régional et par délégation,



La Cheffe du Service Relations avec les Organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 22/12/2020
Reçu en préfecture le 22/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201217-2020_302-AR

ARRETE N° 2020-302 du 17 décembre 2020

de désignation des candidats admis à concourir au concours de maîtrise d'oeuvre en vue de la

CONSTRUCTION D'UN LYCÉE NEUF À COLOMBES 92

îledeFrance

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Vu le code des collectivités territoriales et ses articles L 4231-3, 1er alinéa et L 1411-5 ;

Vu le code de la commande publique et notamment l'article L. 2125-1-2° ;

Vu le code de la commande publique et notamment les articles R. 2162-15 à R. 2162-25 ;

Vu la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015, relative à la délégation du Conseil Régional à sa présidente en matière de marchés publics ;

Vu la délibération n° CR 2019-037 du 19 septembre 2019, désignant les membres de la Commission d'Appel d'Offres, jury de concours et jury de conception-réalisation ;

Vu l'arrêté n°17-228 du 24 novembre 2017, désignant Monsieur Jean-François LEGARET, pour représenter la Présidente du Conseil régional à la présidence des jurys de concours ;

Vu le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 et suivants prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et l'ordonnance n°2014-1329 du 6 novembre 2014 et du décret n°2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ;

Vu le procès-verbal du jury de maîtrise d'oeuvre en date du 17 décembre 2020, admettant à concourir quatre candidats ;

Après avoir délibéré, le jury propose conformément à l'article R.2162-16 du code de la commande publique, la liste suivante :

1) Lydéric Veauvy (TANK ARCHITECTES) / HDM Ingénierie/ECB/ENERGELIO/CONVERGENCE Ingénierie/ IM-PACT /ALTERNATIVE (pli n°6)

2) EMMANUELLE COLBOC & Associés / SIBAT/Toutes les cuisines ingénierie/Acoustique VIVIÉ & Associés (pli n°49)

3) Pierre-Louis FALOCI Architecture / IGREC INGENIERIE/Toutes les cuisines ingénierie/ACOUSTB (pli n°67)

4) Jean-Michel BURON (EPICURIA Architectes)/Atelier d'Architecture François MALISAN/CET INGÉNIERIE /OVERDRIVE/VIZEA/BEGC/OVERDRIVE/ SIGMA Acoustique (pli n°172)

ARRETE

Article unique :

La liste des candidats admis à concourir en vue de la Construction d'un lycée neuf à Colombes 92 est établie comme suit :

- Lydéric Veauvy (TANK ARCHITECTES) / HDM Ingénierie/ECB/ENERGELIO/CONVERGENCE Ingénierie/ IM-PACT /ALTERNATIVE
- EMMANUELLE COLBOC & Associés / SIBAT/Toutes les cuisines ingénierie/Acoustique VIVIÉ & Associés
- Pierre-Louis FALOCI Architecture / IGREC INGENIERIE/Toutes les cuisines ingénierie/ACOUSTB
- Jean-Michel BURON (EPICURIA Architectes)/Atelier d'Architecture François MALISAN/CET INGÉNIERIE /OVERDRIVE/VIZEA/BEGC/OVERDRIVE/ SIGMA Acoustique

Pour la Présidente,
La Directrice générale Adjointe de la Région Ile-de-France,
en charge du Pôle Lycées
Sarah KOWAL

SARAH KOWAL ID
Signature numérique de SARAH KOWAL ID
Date : 2020.12.22 09:08:18 +01'00'

Envoyé en préfecture le 22/12/2020
Reçu en préfecture le 22/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201217-2020_303-AR

ARRETE N° 2020-303 du 17 décembre 2020

de désignation des candidats admis à concourir au concours de maîtrise d'oeuvre en vue de la
RÉNOVATION GLOBALE DU LYCÉE LE CORBUSIER À POISSY 78

îledeFrance

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Vu le code des collectivités territoriales et ses articles L 4231-3, 1er alinéa et L 1411-5 ;

Vu le code de la commande publique et notamment l'article L. 2125-1-2° ;

Vu le code de la commande publique et notamment les articles R. 2162-15 à R. 2162-25 ;

Vu la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015, relative à la délégation du Conseil Régional à sa présidente en matière de marchés publics ;

Vu la délibération n° CR 2019-037 du 19 septembre 2019, désignant les membres de la Commission d'Appel d'Offres, jury de concours et jury de conception-réalisation ;

Vu l'arrêté n°17-228 du 24 novembre 2017, désignant Monsieur Jean-François LEGARET, pour représenter la Présidente du Conseil régional à la présidence des jurys de concours ;

Vu le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 et suivants prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 et du Décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ;

Vu le procès-verbal du jury de maîtrise d'oeuvre en date du 17 décembre 2020, admettant à concourir quatre candidats ;

Après avoir délibéré, le jury propose conformément à l'article R.2162-16 du code de la commande publique, la liste suivante :

1) Architectures Anne DEMIANS / VP&GREEN Engineering/OTEIS/BEGC/AXIO/Atelier Grégory TISSOT/Jean-Paul LAMOUREUX/ANTEA GROUP (pli n°22)

2) Benoit JALLON (LAN Architecture) / WSP France/lab-ingénierie/AE75/D'ICI LA/Jean-Paul LAMOUREUX/BEGC /AIA Management de Projets/GINGER DELEO (pli n°66)

3) Jacques DUBOIS (AMELLER DUBOIS Architectes) / QUADRIPLUS GROUPE/BBN Conseils/Atelier 59/Atelier TOURNESOL/LMPR (pli n°73)

4) Jean-Patrice CALORI (CAB ARCHITECTES)/François BRUGEL Architectes Associés / BATISERF/CHOULET/ OTCI/ALMA CONSULTING/Fabrice BOUGON/BASSINET TURQUIN PAYSAGE/LASA/GLOBAL/LMPR (pli n°98)

ARRETE

Article unique :

La liste des candidats admis à concourir en vue de la Rénovation globale du lycée Le Corbusier à Poissy 78 est établie comme suit :

- Architectures Anne DEMIANS / VP&GREEN Engineering/OTEIS/BEGC/AXIO/Atelier Grégory TISSOT/Jean-Paul LAMOUREUX/ANTEA GROUP

- Benoit JALLON (LAN Architecture) / WSP France/lab-ingénierie/AE75/D'ICI LA/Jean-Paul LAMOUREUX/BEGC /AIA Management de Projets/GINGER DELEO

- Jacques DUBOIS (AMELLER DUBOIS Architectes) / QUADRIPLUS GROUPE/BBN Conseils/Atelier 59/Atelier TOURNESOL/LMPR

- Jean-Patrice CALORI (CAB ARCHITECTES)/François BRUGEL Architectes Associés / BATISERF/CHOULET/ OTCI/ALMA CONSULTING/Fabrice BOUGON/BASSINET TURQUIN PAYSAGE/LASA/GLOBAL/LMPR

Pour la Présidente,
La Directrice générale Adjointe de la Région Ile-de-France,
en charge du Pôle Lycées
Sarah KOWAL

SARAH KOWAL ID
Signature numérique de SARAH KOWAL ID
Date : 2020.12.22 09:05:30 +01'00'

Envoyé en préfecture le 18/12/2020
Reçu en préfecture le 18/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201218-2020_304-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-304

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en soins infirmiers (IFSI)
de l'Hôpital FOCH
40 rue Worth - 92150 SURESNES

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU les délibérations du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 et CP 2020-122 du 4 mars 2020 approuvant et modifiant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 15-205 du 11 décembre 2015 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en soins infirmiers de l'Hôpital FOCH à Suresnes (92) ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n° 00026785, déposé le 18 décembre 2019 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 14 décembre 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 60 places maximum, à raison d'une session par an, en formation initiale par voie scolaire, en formation initiale par voie de l'apprentissage, en formation continue, pour l'institut de formation en soins infirmiers de l'Hôpital FOCH, institut situé 11 rue Guillaume Lenoir à Suresnes (92).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 18 décembre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Envoyé en préfecture le 21/12/2020
Reçu en préfecture le 21/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201218-2020_305-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-305

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation d'Auxiliaires de puériculture (IFAP) - Site de Poissy
Association des Cours Professionnels de Pharmacie, Santé, Sanitaire, Social (ACPPAV)
Le Technoparc - 14 rue Gustave Eiffel -78306 Poissy Cedex

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU les délibérations du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 et CP 2020-122 du 4 mars 2020 approuvant et modifiant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 15-176 du 27 octobre 2015 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation d'auxiliaires de puériculture de l'ACPPAV ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n° 00040680, déposé le 20 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 9 décembre 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 34 places maximum, à raison d'une session par an, en formation initiale par voie scolaire, en formation initiale par voie de l'apprentissage, et en formation continue, pour l'Institut de formation d'auxiliaires de puériculture de l'ACPPAV, institut situé 14 rue Gustave Eiffel à Poissy (78).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 18 décembre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT



Envoyé en préfecture le 21/12/2020
Reçu en préfecture le 21/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201218-2020_306-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-306
Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical
RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation d'Auxiliaires de puériculture (IFAP) - Site Juvisy-sur-Orge
Association des Cours Professionnels Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social
Le Technoparc - 14 rue Gustave Eiffel – 78306 Poissy Cedex

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU les délibérations du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 et CP 2020-122 du 4 mars 2020 approuvant et modifiant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 15-177 du 27 octobre 2015 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation d'auxiliaires de puériculture de l'ACPPAV ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n° 00040680, déposé le 20 juillet 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 9 décembre 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 31 places maximum, à raison d'une session par an, en formation initiale par voie scolaire, en formation initiale par voie de l'apprentissage, et en formation continue, pour l'Institut de formation d'auxiliaires de puériculture de l'ACPPAV, institut situé au 25, rue Hoche à Juvisy-sur-Orge (91260).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 18 décembre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT



Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 21/12/2020
Reçu en préfecture le 21/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201218-2020_307-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-307
Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical
RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation en Ergothérapie (IFE)
de l'Association pour le Développement, l'Enseignement et la Recherche en Ergothérapie (ADERE) - 52 rue Vitruve – 75020 Paris

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU les délibérations du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 et CP 2020-122 du 4 mars 2020 approuvant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux **;**
VU l'arrêté n° 15-181 du 27 octobre 2015 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation en Ergothérapie de l'ADERE ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande n° 00033073, déposé le 30 mars 2020 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 12 novembre 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 60 places maximum, à raison d'une session par an, en formation initiale par voie scolaire et en formation continue, pour l'Institut de formation en Ergothérapie de l'Association pour le Développement, l'Enseignement et la Recherche en Ergothérapie, institut situé 52 rue Vitruve à Paris (75020).

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 18 décembre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT



Envoyé en préfecture le 22/12/2020
Reçu en préfecture le 22/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201218-2020_308_2-AR

Région îledeFrance

ARRETE N°2020-308
Portant modification de l'arrêté n° 16-179 du 30 mai 2016
AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de Formation d'aides-soignants (IFAS)
du Lycée Camille Pissarro
1 rue Henri Matisse – 95300 Pontoise

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU La délibération n° CR 2019-011 du 30 mars 2019 relative au pacte régional d'investissement dans les compétences ;
VU les délibérations du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 et CP 2020-122 du 4 mars 2020 approuvant et modifiant le règlement régional des formations paramédicales **;**
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'arrêté n° 16-179 du 30 mai 2016 portant renouvellement de capacité d'accueil de l'Institut de formation d'aides-soignants du lycée Camille Pissarro à Pontoise (95) ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande déposé le 5 octobre 2020;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 30 novembre 2020 ;

Considérant le Plan d'Investissement de Compétences (PIC) mis en place par la Région Ile-de-France pour permettre d'augmenter le nombre de places en formation continue ;

Article 1

Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 3 places en formation continue, pour l'Institut de formation d'aides-soignants du lycée Camille Pissarro– GRETA du Val d'Oise, institut situé lieu, 1, rue Henri Matisse à Pontoise (95).

Sa capacité totale d'accueil est ainsi portée à 33 places, réparties entre les voies de formation initiale par voie scolaire et continue.

Article 2

Les autres dispositions de l'arrêté n°16-179 du 30 mai 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 18 décembre 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201201-2020_337_DEC-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-337 **du** 01/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel : Agriculture, pêche et agro-industrie (93),
nature comptable : Organismes publics divers - Biens mobiliers, matériel et études (204181),
chapitre : Action économique (909) du budget **2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
Mandatement de fin de gestion dont dispositif "Prêt Rebond".

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel : Politique de l'énergie (75),
nature comptable : Pers. De droit privé - Bâtiments et installations (20422),
chapitre : Environnement (907) du budget **2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable : Pers. De droit privé - Bâtiments et installations (20422),
code fonctionnel : Politique de l'énergie (75),
chapitre : Environnement (907) du budget **2020**
d'un montant de **3 400 000,00** €

Vers la nature comptable : Organismes publics divers - Biens mobiliers, matériel et études (204181),
code fonctionnel : Agriculture, pêche et agro-industrie (93),
chapitre : Action économique (909) du budget **2020**
pour un montant de **3 400 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 01/12/2020
Reçu en préfecture le 01/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201201-2020_338_DEC-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-338 **du** 01/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Recherche et innovation	92	,
nature comptable	Organismes publics divers - Bâtiments et installations	204182	,

chapitre	Action économique	909	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

Mandatement de fin de gestion dont dispositif "Prêt Rebond".

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Lycées publics	222	,
nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,

chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,
code fonctionnel	Lycées publics	222	,

chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**

d'un montant de **5 100 000,00** €

Vers la nature comptable	Organismes publics divers - Bâtiments et installations	204182	,
code fonctionnel	Recherche et innovation	92	,

chapitre	Action économique	909	du budget	**2020**

pour un montant de **5 100 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 02/12/2020
Reçu en préfecture le 02/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201202-2020_339_DEC-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-339 **du** 02/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Recherche et innovation	92 ,
nature comptable	Pers. De droit privé - Biens mobiliers, matériel et études	20421 ,

chapitre	Action économique	909	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

Mandatement de fin de gestion dont dispositif "Prêt Rebond".

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Lycées publics	222 ,
nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238 ,

chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238 ,
code fonctionnel	Lycées publics	222 ,

chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**

d'un montant de **11 000 000,00** €

Vers la nature comptable	Pers. De droit privé - Biens mobiliers, matériel et études	20421 ,
code fonctionnel	Recherche et innovation	92 ,

chapitre	Action économique	909	du budget	**2020**

pour un montant de **11 000 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 02/12/2020
Reçu en préfecture le 02/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201202-2020_341-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-341 **du** 02/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	FEDER	62	,	
nature comptable	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	6574	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	936	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

dépenses de fonctionnement dans le cadre de la fin de gestion 2020

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Apprentissage	12	,	
nature comptable	Subventions de fonctionnement aux organismes publics divers	65738	,	
chapitre	Formation Professionnelle et Apprentisage	931	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions de fonctionnement aux organismes publics divers	65738	,	
code fonctionnel	Apprentissage	12	,	
chapitre	Formation Professionnelle et Apprentisage	931	du budget	**2020**
	d'un montant de	**390 000,00**	€	
Vers la nature comptable	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	6574	,	
code fonctionnel	FEDER	62	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	936	du budget	**2020**
	pour un montant de	**390 000,00**	€	

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 02/12/2020
Reçu en préfecture le 02/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201202-2020_342-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-342 **du** 02/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	FEDER	62	,	
nature comptable	Subventions de fonctionnement aux organismes publics - Communes et structures intercommunales	65734	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	936	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

dépenses de fonctionnement dans le cadre de la fin de gestion 2020

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Apprentissage	12	,	
nature comptable	Subventions de fonctionnement aux organismes publics divers	65738	,	
chapitre	Formation Professionnelle et Apprentisage	931	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions de fonctionnement aux organismes publics divers	65738	,	
code fonctionnel	Apprentissage	12	,	
chapitre	Formation Professionnelle et Apprentisage	931	du budget	**2020**
	d'un montant de	**10 000,00**	€	
Vers la nature comptable	Subventions de fonctionnement aux organismes publics - Communes et structures intercommunales	65734	,	
code fonctionnel	FEDER	62	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	936	du budget	**2020**
	pour un montant de	**10 000,00**	€	

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 02/12/2020
Reçu en préfecture le 02/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201202-2020_343-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-343 **du** 02/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	FEDER	62	,	
nature comptable	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé - Bâtiments et installations	20422	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	906	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
dépenses d'investissement dans le cadre de la fin de gestion 2020

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Lycées publics	222	,	
nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
code fonctionnel	Lycées publics	222	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**
	d'un montant de	**451 000,00**	€	
Vers la nature comptable	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé - Bâtiments et installations	20422	,	
code fonctionnel	FEDER	62	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	906	du budget	**2020**
	pour un montant de	**451 000,00**	€	

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 02/12/2020
Reçu en préfecture le 02/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201202-2020_344-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-344 **du** 02/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	FEDER	62	,	
nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics divers - Bâtiments et installations	204182	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	906	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

dépenses d'investissement dans le cadre de la fin de gestion 2020

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Lycées publics	222	,	
nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
code fonctionnel	Lycées publics	222	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**
		d'un montant de	**410 000,00**	€
Vers la nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics divers - Bâtiments et installations	204182	,	
code fonctionnel	FEDER	62	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	906	du budget	**2020**
		pour un montant de	**410 000,00**	€

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 02/12/2020
Reçu en préfecture le 02/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201202-2020_345-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-345 **du** 02/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	FEDER	62	,	
nature comptable	Subventions d'équipement aux Communes et structures intercommunales - Biens mobiliers, matériel et études	204141	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	906	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

dépenses d'investissement dans le cadre de la fin de gestion 2020

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Lycées publics	222	,	
nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
code fonctionnel	Lycées publics	222	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**
	d'un montant de	**1 024 000,00**	€	
Vers la nature comptable	Subventions d'équipement aux Communes et structures intercommunales - Biens mobiliers, matériel et études	204141	,	
code fonctionnel	FEDER	62	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	906	du budget	**2020**
	pour un montant de	**1 024 000,00**	€	

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 02/12/2020
Reçu en préfecture le 02/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201202-2020_346-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-346 **du** 02/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	FEDER	62	,	
nature comptable	Subventions d'équipement aux Communes et structures intercommunales - Bâtiments et installations	204142	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	906	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

dépenses d'investissement dans le cadre de la fin de gestion 2020

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Lycées publics	222	,	
nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
code fonctionnel	Lycées publics	222	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**
	d'un montant de	**1 500 000,00**	€	
Vers la nature comptable	Subventions d'équipement aux Communes et structures intercommunales - Bâtiments et installations	204142	,	
code fonctionnel	FEDER	62	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	906	du budget	**2020**
	pour un montant de	**1 500 000,00**	€	

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 02/12/2020
Reçu en préfecture le 02/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201202-2020_347-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-347 **du** 02/12/2020

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	FEDER	62	,	
nature comptable	Subventions d'équipement aux Départements - Biens mobiliers, matériel et études	204131	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	906	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

dépenses d'investissement dans le cadre de la fin de gestion 2020

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Lycées publics	222	,	
nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
code fonctionnel	Lycées publics	222	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**
		d'un montant de	**615 000,00**	€
Vers la nature comptable	Subventions d'équipement aux Départements - Biens mobiliers, matériel et études	204131	,	
code fonctionnel	FEDER	62	,	
chapitre	Gestion des fonds européens	906	du budget	**2020**
		pour un montant de	**615 000,00**	€

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 14/12/2020
Reçu en préfecture le 14/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201214-2020_389-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-389 **du** 14/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,	
nature comptable	Org. De transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,	
chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Lycées publics	222	,	
nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
code fonctionnel	Lycées publics	222	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**
	d'un montant de	**2 000 000,00**	€	
Vers la nature comptable	Org. De transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,	
code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,	
chapitre	Transports	908	du budget	**2020**
	pour un montant de	**2 000 000,00**	€	

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 14/12/2020
Reçu en préfecture le 14/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201214-2020_390-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-390 **du** 14/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,	
nature comptable	Org. De transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,	
chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Enseignement supérieur	23	,	
nature comptable	Org. Publics divers - Bâtiments et installations	204182	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Org. Publics divers - Bâtiments et installations	204182	,	
code fonctionnel	Enseignement supérieur	23	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**
	d'un montant de	**7 000 000,00**	€	
Vers la nature comptable	Org. De transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,	
code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,	
chapitre	Transports	908	du budget	**2020**
	pour un montant de	**7 000 000,00**	€	

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 14/12/2020
Reçu en préfecture le 14/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201214-2020_391-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-391 **du** 14/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,	
nature comptable	Org. De transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,	
chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Enseignement supérieur	23	,	
nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	238	,	
code fonctionnel	Enseignement supérieur	23	,	
chapitre	Enseignement	902	du budget	**2020**
	d'un montant de	**15 000 000,00**	€	
Vers la nature comptable	Org. De transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,	
code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,	
chapitre	Transports	908	du budget	**2020**
	pour un montant de	**15 000 000,00**	€	

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201215-2020_394_DEC-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-394 **du** 15/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Activités culturelles et artistiques	312	,
nature comptable	Subventions de fonctionnement aux organismes publics - Communes et structures intercommunales	65734	,
chapitre	Culture, sports et loisirs	933	du budget **2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

dépenses de fonctionnement dans le cadre de la fin de gestion 2020

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Action sociale	42	,
nature comptable	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	6574	,
chapitre	Santé et action sociale	934	du budget **2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	6574	,
code fonctionnel	Action sociale	42	,
chapitre	Santé et action sociale	934	du budget **2020**
	d'un montant de	**1 550 000,00**	€
Vers la nature comptable	Subventions de fonctionnement aux organismes publics - Communes et structures intercommunales	65734	,
code fonctionnel	Activités culturelles et artistiques	312	,
chapitre	Culture, sports et loisirs	933	du budget **2020**
	pour un montant de	**1 550 000,00**	€

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 15/12/2020
Reçu en préfecture le 15/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201215-2020_395_DEC-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-395 **du** 15/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Apprentissage	12 ,
nature comptable	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé - Bâtiments et installations	20422 ,

chapitre	Formation professionnelle et apprentissage	901	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

Mandatement de fin de gestion 2020

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Habitat - Logement	54 ,
nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics - Bâtiments et installations	204182 ,

chapitre	Aménagement des territoires	905	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics - Bâtiments et installations	204182 ,
code fonctionnel	Habitat - Logement	54 ,

chapitre	Aménagement des territoires	905	du budget	**2020**

d'un montant de **2 000 000,00** €

Vers la nature comptable	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé - Bâtiments et installations	20422 ,
code fonctionnel	Apprentissage	12 ,

chapitre	Formation professionnelle et apprentissage	901	du budget	**2020**

pour un montant de **2 000 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 16/12/2020
Reçu en préfecture le 16/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201216-2020_396_DEC-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-396 **du** 16/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Interventions économiques transversales	91	,	
nature comptable	Titres de participation	261	,	
chapitre	Action économique	909	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Habitat - Logement	54	,	
nature comptable	Subventions d'équipement versées - SPIC - Bâtiments et installations	204162	,	
chapitre	Aménagement des territoires	905	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions d'équipement versées - SPIC - Bâtiments et installations	204162	,	
code fonctionnel	Habitat - Logement	54	,	
chapitre	Aménagement des territoires	905	du budget	**2020**
		d'un montant de	**2 400 000,00**	€
Vers la nature comptable	Titres de participation	261	,	
code fonctionnel	Interventions économiques transversales	91	,	
chapitre	Action économique	909	du budget	**2020**
		pour un montant de	**2 400 000,00**	€

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 16/12/2020
Reçu en préfecture le 16/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201216-2020_398_DEC-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-398 **du** 16/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Industrie, artisanat, commerce et autres services	94	,
nature comptable	Subventions d'équipement versées - Organismes publics divers - Biens mobiliers, matériel et études	204181	,
chapitre	Action économique	909	du budget **2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Politique de l'énergie	75	,
nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics divers - Bâtiments et installations	204182	,
chapitre	Environnement	907	du budget **2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics divers - Bâtiments et installations	204182	,
code fonctionnel	Politique de l'énergie	75	,
chapitre	Environnement	907	du budget **2020**
	d'un montant de	**4 100 000,00**	€
Vers la nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics divers - Biens mobiliers, matériel et études	204181	,
code fonctionnel	Industrie, artisanat, commerce et autres services	94	,
chapitre	Action économique	909	du budget **2020**
	pour un montant de	**4 100 000,00**	€

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 17/12/2020
Reçu en préfecture le 17/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201217-2020_399_DEC-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-399 **du** 17/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel : Actions transversales (71),
nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
chapitre : Environnement (937) du budget **2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel : Services communs (50),
nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
chapitre : Aménagement des territoires (935) du budget **2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
code fonctionnel : Services communs (50),
chapitre : Aménagement des territoires (935) du budget **2020**
d'un montant de **170 000,00** €

Vers la nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
code fonctionnel : Actions transversales (71),
chapitre : Environnement (937) du budget **2020**
pour un montant de **170 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 18/12/2020
Reçu en préfecture le 18/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201218-2020_400-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-400 **du** 18/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel : Politique de l'énergie (75),
nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
chapitre : Environnement (937) du budget **2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel : Agriculture, pêche, agro-industrie (93),
nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
chapitre : Action économique (939) du budget **2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
code fonctionnel : Agriculture, pêche, agro-industrie (93),
chapitre : Action économique (939) du budget **2020**
d'un montant de **200 000,00** €

Vers la nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
code fonctionnel : Politique de l'énergie (75),
chapitre : Environnement (937) du budget **2020**
pour un montant de **200 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 18/12/2020
Reçu en préfecture le 18/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201218-2020_401-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-401 **du** 18/12/2

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel : Patrimoine naturel (76),
nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
chapitre : Environnement (937) du budget **2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel : Agriculture, pêche, agro-industrie (93),
nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
chapitre : Action économique (939) du budget **2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
code fonctionnel : Agriculture, pêche, agro-industrie (93),
chapitre : Action économique (939) du budget **2020**
d'un montant de **300 000,00** €

Vers la nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
code fonctionnel : Patrimoine naturel (76),
chapitre : Environnement (937) du budget **2020**
pour un montant de **300 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 18/12/2020
Reçu en préfecture le 18/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201218-2020_402-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-402 **du** 18/12/2

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Actions transversales	71	,	
nature comptable	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	6574	,	
chapitre	Environnement	937	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Agriculture, pêche, agro-industrie	93	,	
nature comptable	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	6574	,	
chapitre	Action économique	939	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	6574	,	
code fonctionnel	Agriculture, pêche, agro-industrie	93	,	
chapitre	Action économique	939	du budget	**2020**
		d'un montant de	**210 000,00**	€
Vers la nature comptable	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	6574	,	
code fonctionnel	Actions transversales	71	,	
chapitre	Environnement	937	du budget	**2020**
		pour un montant de	**210 000,00**	€

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 18/12/2020
Reçu en préfecture le 18/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201218-2020_403_DEC-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-403 **du** 18/12/2

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel : Politique de l'eau (74),
nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
chapitre : Environnement (937) du budget **2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel : Agriculture, pêche, agro-industrie (93),
nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
chapitre : Action économique (939) du budget **2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
code fonctionnel : Agriculture, pêche, agro-industrie (93),
chapitre : Action économique (939) du budget **2020**
d'un montant de **25 000,00** €

Vers la nature comptable : Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé (6574),
code fonctionnel : Politique de l'eau (74),
chapitre : Environnement (937) du budget **2020**
pour un montant de **25 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 18/12/2020
Reçu en préfecture le 18/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201218-2020_406-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-406 **du** 18/12/2020

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,

chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Politique de l'énergie	75	,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes publics - Communes et structures intercommunales - Bâtiments et installations	204142	,

chapitre	Environnement	907	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes publics - Communes et structures intercommunales - Bâtiments et installations	204142	,
code fonctionnel	Politique de l'énergie	75	,

chapitre	Environnement	907	du budget	**2020**

d'un montant de **3 600 000,00** €

Vers la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,
code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,

chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour un montant de **3 600 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 18/12/2020
Reçu en préfecture le 18/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201218-2020_407-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-407 **du** 18/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811 ,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713 ,

chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Actions en matière de déchets	72 ,
nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics - Communes et structures intercommunales - Biens mobiliers, matériel et études	204141 ,

chapitre	Environnement	907	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics - Communes et structures intercommunales - Biens mobiliers, matériel et études	204141 ,
code fonctionnel	Actions en matière de déchets	72 ,

chapitre	Environnement	907	du budget	**2020**

d'un montant de **1 225 000,00** €

Vers la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713 ,
code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811 ,

chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour un montant de **1 225 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 22/12/2020
Reçu en préfecture le 22/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201222-2020_415_DEC-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-415 **du** 22/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Activités culturelles et artistiques	312	,
nature comptable	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé - Bâtiments et installations	20422	,
chapitre	Culture, sports et loisirs	903	du budget **2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

demandes de versement de fin de gestion

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Action sociale	42	,
nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics - SPIC - Bâtiments et installations	204162	,
chapitre	Santé et action sociale	904	du budget **2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics - SPIC - Bâtiments et installations	204162	,
code fonctionnel	Action sociale	42	,
chapitre	Santé et action sociale	904	du budget **2020**
	d'un montant de	**1 400 000,00**	€
Vers la nature comptable	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé - Bâtiments et installations	20422	,
code fonctionnel	Activités culturelles et artistiques	312	,
chapitre	Culture, sports et loisirs	903	du budget **2020**
	pour un montant de	**1 400 000,00**	€

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 22/12/2020
Reçu en préfecture le 22/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201222-2020_416_DEC-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-416 **du** 22/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Activités culturelles et artistiques	312	,
nature comptable	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé - Bâtiments et installations	20422	,
chapitre	Culture, sports et loisirs	903	du budget **2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

demandes de versement de fin de gestion

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Action sociale	42	,
nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics - Communes et structures intercommunales - Bâtiments et installations	204142	,
chapitre	Santé et action sociale	904	du budget **2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions d'équipement aux organismes publics - Communes et structures intercommunales - Bâtiments et installations	204142	,
code fonctionnel	Action sociale	42	,
chapitre	Santé et action sociale	904	du budget **2020**
	d'un montant de	**700 000,00**	€
Vers la nature comptable	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé - Bâtiments et installations	20422	,
code fonctionnel	Activités culturelles et artistiques	312	,
chapitre	Culture, sports et loisirs	903	du budget **2020**
	pour un montant de	**700 000,00**	€

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 31/12/2020
Reçu en préfecture le 31/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201231-2020_417-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-417 **du** 31/12/2020

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,
chapitre	Transports	908	du budget **2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Santé	41	,
nature comptable	Autres prêts	2748	,
chapitre	Santé et action sociale	904	du budget **2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Autres prêts	2748	,
code fonctionnel	Santé	41	,
chapitre	Santé et action sociale	904	du budget **2020**
	d'un montant de	**1 570 000,00**	€
Vers la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,
code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,
chapitre	Transports	908	du budget **2020**
	pour un montant de	**1 570 000,00**	€

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 31/12/2020
Reçu en préfecture le 31/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201231-2020_418-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-418 **du** 31/12/2020

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811 ,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713 ,

chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Autres actions	78 ,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes publics - Communes et structures intercommunales - Bâtiments et installations	204142 ,

chapitre	Environnement	907	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes publics - Communes et structures intercommunales - Bâtiments et installations	204142 ,
code fonctionnel	Autres actions	78 ,

chapitre	Environnement	907	du budget	**2020**

d'un montant de **1 400 000,00** €

Vers la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713 ,
code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811 ,

chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour un montant de **1 400 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 31/12/2020
Reçu en préfecture le 31/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201231-2020_419-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-419 **du** 31/12/2020

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,

chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Environnement des infrastructures de transport	77	,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes publics - Etat - Bâtiments et installations	204112	,

chapitre	Environnement	907	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes publics - Etat - Bâtiments et installations	204112	,
code fonctionnel	Environnement des infrastructures de transport	77	,

chapitre	Environnement	907	du budget	**2020**

d'un montant de **2 200 000,00** €

Vers la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,
code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,

chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour un montant de **2 200 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 31/12/2020
Reçu en préfecture le 31/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201231-2020_420-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-420 **du** 31//12/2020

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,

chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Politique de la ville	51	,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes publics - Communes et structures intercommunales - Bâtiments et installations	204142	,

chapitre	Aménagement des territoires	905	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes publics - Communes et structures intercommunales - Bâtiments et installations	204142	,
code fonctionnel	Politique de la ville	51	,

chapitre	Aménagement des territoires	905	du budget	**2020**

d'un montant de **1 165 000,00** €

Vers la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713	,
code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811	,

chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour un montant de **1 165 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 31/12/2020
Reçu en préfecture le 31/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201231-2020_421-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-421 **du** 31/12/2

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811 ,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713 ,

chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de

de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Environnement des infrastructures de transport	77 ,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes publics - Organismes de transport - Bâtiments et installations	2041782 ,

chapitre	Environnement	907	du budget	**2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes publics - Organismes de transport - Bâtiments et installations	2041782 ,
code fonctionnel	Environnement des infrastructures de transport	77 ,

chapitre	Environnement	907	du budget	**2020**

d'un montant de **1 570 000,00** €

Vers la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713 ,
code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811 ,

chapitre	Transports	908	du budget	**2020**

pour un montant de **1 570 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services



Envoyé en préfecture le 31/12/2020
Reçu en préfecture le 31/12/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20201231-2020_422-AR

îledeFrance

DECISION N° 2020-422 **du** 31/12/20

PORTANT VIREMENT DE CRÉDITS DE PAIEMENT ENTRE CHAPITRES

- BUDGET **2020**

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,

Vu le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 et notamment l'article 2 de la délibération n°CR 2019-075 du 18 décembre 2019 autorisant la Présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région ;

Considérant d'une part l'insuffisance en dotation en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811 ,
nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713 ,

chapitre Transports 908 du budget **2020**

pour permettre la mise en paiement par la Région de
de plusieurs demandes de versement de subventions

Considérant d'autre part les disponibilités en crédits de paiement

sur le code fonctionnel	Participation à des cités mixtes	224 ,
nature comptable	Immobilisations corporelles en cours - Constructions	2313 ,

chapitre Enseignement 902 du budget **2020**

Sur proposition du Directeur Général Adjoint chargé du POLE FINANCES

DECIDE :

ARTICLE 1 :

D'effectuer un virement en crédits de paiement

De la nature comptable	Immobilisations corporelles en cours - Constructions	2313 ,
code fonctionnel	Participation à des cités mixtes	224 ,

chapitre Enseignement 902 du budget **2020**

d'un montant de **1 000 000,00** €

Vers la nature comptable	Subventions d'équipement versées aux organismes de transport - SNCF - Projets d'infra. D'int. National	2041713 ,
code fonctionnel	Transport ferroviaire régional de voyageurs	811 ,

chapitre Transports 908 du budget **2020**

pour un montant de **1 000 000,00** €

ARTICLE 2 :

Copie certifiée conforme de la présente sera notifiée à :
- Monsieur le Directeur Général Adjoint chargé du Pôle Finances
- Monsieur le Préfet de Région
- Monsieur le Receveur Général des Finances, Trésorier Payeur de la Région Ile-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France
Le Directeur Général des Services

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_139-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 03 DEC. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-139
Adoption de la décision modificative n°1 du budget 2020

DÉLIBÉRATION

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M71 applicable aux régions ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°16-007 du 8 mars 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°20-026 du 30 avril 2020 adoptant le budget primitif 2020 ;

VU la délibération de la commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France n°2020-490 du 18 novembre 2020 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE la décision modificative n°1 du budget 2020, telle que présentée ci-après :

1.1. Abondement des autorisations de programme :

Code AP	Libellé AP	Chapitre	AP votées BP	AP votées DM 1	Total AP votées
2020-12HDP	Acquisitions	907	3.300.000 €	-366.000 €	2.934.000 €
2020-13HDP	Aménagement	907	5.843.760 €	9.570.195 €	15.413.955 €
2020-14HDP	Tégéval	907	1.800.000 €		1.800.000 €
2020-15HDP	Subventions	907	400.000 €		400.000 €
2020-16HDP	Équipement	900	100.000 €		100.000 €
TOTAL			**11.443.760 €**	**9.204.195 €**	**20.647.955 €**

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_139-DE

1.2. *Ajustement des crédits de paiement :*

Dépenses d'investissement					
Chapitre	**Fonction**	**Nature**	**AP**	**DM 1**	**Observations**
900	0202	2188	2019-16HDP	1.514,45 €	Vidéo-projecteur RNR Grand-Voyeux
900	0202	2051	2016-16HDP	6.828,00 €	Informatique : logiciel d'automatisation du traitement des factures
900	0202	2051	2019-16HDP	33.887,59 €	SIG : nouvelle orthophoto
900	0202	2051	2019-16HDP	20.000,00 €	Logiciel Nhectar : évolution
900	0202	2051	2020-16HDP	80.000,00 €	Informatique : acquisition baie SAN
900	0202	2051	2020-16HDP	19.308,50 €	Site Internet
900	0202	2051	Hors AP	52.780,80 €	SIG : licence Arcgis et module Arcopole
907	76	2228	2019-13HDP	- 214.319,34 €	Disponibilités budgétaires suite impacts crise sanitaire
TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT				**0,00 €**	

Nombre de présents..... : 10
Nombre de mandats ..... : 5
Nombre de votants ..... : 15
Votes POUR..... : 12
Votes CONTRE ..... : 0
Abstentions..... : 03
Ne prend pas part au vote ..... : 0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_140-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-140

Affectation d'autorisations de programme 2020 pour l'aménagement des espaces régionaux (programme 13) et pour l'équipement de l'Agence (programme 16)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la délibération n°20-026 du 30 avril 2020 adoptant le budget primitif 2020 de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération n°20-027 du 30 avril 2020 relative à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts et à l'affectation d'autorisations de programme 2020 ;

VU la délibération n°20-040 du 19 juin 2020 relative à l'affectation d'autorisations de programme 2020 ;

VU la délibération n°20-096 du 7 octobre 2020, relative à la révision d'autorisations de programme 2020 ;

VU la délibération n°20-139 du 3 décembre 2020 adoptant la décision modificative n°1 du budget 2020 ;

VU le programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : AFFECTE une autorisation de programme d'un montant global de 9.570.195€ à l'aménagement des espaces verts régionaux, ventilée par site ou projet selon les tableaux annexés à la présente délibération, sur le budget 2020, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux ».

ARTICLE 2 : AFFECTE un montant de 100.000 € à l'équipement de l'Agence sur le budget 2020, chapitre 900, programme 16.

Nombre de présents..... :	11
Nombre de mandats ..... :	5
Nombre de votants..... :	16
Votes POUR ..... :	13
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions..... :	3
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_140-DE

Exercice 2020
Délibération N°20-140 du 3 décembre 2020 - Annexe 1

	PRIF	Montant affecté en AP le 30 avril 2020	Montant affecté en AP le 19 juin 2020	Montant affecté en AP le 1er octobre 2020	Montant proposé le 3 décembre 2020	Total affecté AP 2020	Opérations
1	Rougeau - Bréviande	210 000,00 €	100 000,00 €	20 000,00 €	589 195,00 €	330 000,00 €	***Bréviande*** Réaménagement de la zone des barbecues - Réouverture de sentiers - Remplacement de barrières - Création de fossés pour améliorer la desserte des parcelles 42-43 - Complément pour amélioration de la place de depot Bois Brulés. Restauration d'une mare forestière au Bois de la Tour ***Rougeau*** Confortement du mur de la côte pavée + assainissement pavillon royal - Remplacement portail et grillage pâture du centre à matériel. Réfection d'un tronçon de la route tournante . Aménagement des vergers pour limiter les occupations illicites, favoriser la qualité des paysages et l'activité agricole ***Domaine des Iles:*** Ouverture au public du Domaine des Iles à Serre-Port et liaison Rougeau-Bréviande et Pavillon Royal
				34 050,00 €		34 050,00 €	***RNR de Ste Assise*** Mise en oeuvre du plan de gestion TU06 Curage et reprofilage des mares- TU07 . Limiter le développement des espèces végétales invasives et des exogènes- P101 . Schéma d'interprétation
3	Claye-Souilly	37 000,00 €				37 000,00 €	Fourniture et mise en place de mobilier - Complément desserte forestière des grands bois et accès piéton
4	Ferrières	143 000,00 €	50 000,00 €	80 000,00 €		273 000,00 €	Remise en état du platelage de la mare de la glaisière - Mise en place de barrières . - Réfection générale du grillage de la Tuilerie - Reprise de voirie suite à effondrements de chaussée (piste cavalière et RF du tour du parc)- Ouverture de limites (Tafarette, vallée de la Brosse, Lotissement) - Mise en place des gabarits sur les parkings des Buronnières, Belle-Assise, Gros hêtre - Mise en sécurité des sorties des routes forestières sur CD10 et CD21 - Etudes botanique et ornithologique pour les suivis FSC (1re tranche) - Broyages et nettoyages dans les pâtures sous les lignes RTE, Mise en sécurité des équipements de la Planchette, Reprise des lisières et haies. Remise au gabarit des saules du ru de Piscop, Remontées de couronnes sur l'alignement ouest de Pontcarré (alignement de platanes)
6	Moulin des Marais				1 550 000,00 €		Aménagement du site du Moulin des Marais et liaison vers la promenade régionale de la Dhuis. Continuité Dhuis – Moulin des Marais (77) : franchissements d'obstacles
38	Brosse et Gondoire		20 000,00 €			20 000,00 €	Etudes naturalistes
7	Montgé	10 000,00 €	55 000,00 €		310 000,00 €	375 000,00 €	Mise en place de mobilier (bancs, barrières, enrochements) - Sécurisation de la ceinture métal du Signal de Montgé, Rénovation d'un escalier - domaine de St-Thibault - Réfection du chemin de descente à l'étang de St-Thibault. Desserte du Bois de l'Oratoire
12	Les Seigiats	235 000,00 €		- 20 000,00 €		215 000,00 €	***Hors RNR:*** Clôtures des prairies suite à appel à candidatures - Etudes hydrauliques et écologiques des plans d'eau - Evacuation de déchets et débroussaillage - Clôtures de prairies (Désaffection).
		2 650,00 €				2 650,00 €	***RNR*** Mise en œuvre du plan de gestion:
35	Maubué	75 000,00 €			1 110 000,00 €	1 185 000,00 €	***Célie*** Remplacement de Barrières, Desserte forestière (Sud Yprèma) ***Grange et Boulay*** Nettoyage suite occupations illicites - Remplacement de mobiliers panneaux, barrières ***Bois Saint Martin:*** Aménagement préalable à l'ouverture
48	Vallée de la Marne	38 000,00 €		37 500,00 €	210 000,00 €	285 500,00 €	***Brou*** Mise en place de mobilier (bancs, mobilier d'accueil) - Réparations de la clôture périmétrale - Fourniture et mise en place de plaques de parcelles; Desserte ***Bois de Vaires*** Fauche de la mégaphorbiaie (contrat N2000), Restauration de l'aulnaie à grandes herbes- Restauration du ru du Gué de l'Aulnay .
51	Grand Voyeux	5 000,00 €				5 000,00 €	***Hors RNR:*** Aménagement nécessaire au pâturage
		48 560,00 €				48 560,00 €	***RNR:*** Mise en œuvre du plan de gestion
56	Mont-Guichet	15 000,00 €				15 000,00 €	Pose de clôtures (complément pour 1500 ml)
13	Promenade régionale de la Dhuis		20 000,00 €			20 000,00 €	Fourniture et pose d'arceaux mobiles-
				1 200 000,00 €		1 200 000,00 €	Mise en sécurisation de la Dhuis;
2	Vallée de l'Yerres et du Réveillon (77-94)		50 000,00 €			50 000,00 €	*Abords Tégéval* Création d'un forage
	Total 77	**819 210,00 €**	**295 000,00 €**	**1 351 550,00 €**	**3 769 195,00 €**	**6 234 955,00 €**	
5	Bout du Monde	100 000,00 €	10 000,00 €		500 000,00 €	610 000,00 €	Etudes pour le projet de restauration hydraulique et d'accueil du public : Retrait de chablis flottants dans le Giboin; Re-méandrage du cours de la Maulde aval, phase 1
18	Moisson		4 000,00 €			4 000,00 €	***Hors RNR:*** Elagage de lisières à Freneuse, Barrières d'entrée de site
		20 000,00 €				20 000,00 €	***RNR*** : Evacuation de tas de ligneux;
14	Haute Vallée de Chevreuse		60 000,00 €			60 000,00 €	***Port-Royal*** : renouvellement du mobilier (tables, barrière, lisses ...) - Création d'un plan d'accueil - Etude projet remise à jour de l'evacuation d'eau pluviale - Réfection de la voirie principale
19	Rosny	15 000,00 €	68 000,00 €		375 000,00 €	458 000,00 €	Desserte forestières études préliminaires; Complément restauration des pelouses calcicoles - Fourniture et pose de barrières bois - Réouverture de vue au belvédère de Chatillon. Desserte de parcelles enclavées
20	Butte de Marsinval		10 000,00 €			10 000,00 €	Etudes préalables pour la route forestière
	Total 78	**135 000,00 €**	**152 000,00 €**	**- €**	**875 000,00 €**	**1 162 000,00 €**	
26	Bois Chardon	6 000,00 €				6 000,00 €	Remplacement de barrières -
27	Cheptainville				40 000,00 €	40 000,00 €	Desserte forestière nord ouest de la forêt
29	Orge aval		20 000,00 €			20 000,00 €	***Joncs Marins:*** Préparation des parcelles récupérées pour plantations forestières. Tranche 1
30	La Fosse-aux-Carpes	2 000,00 €				2 000,00 €	Remplacement d'un portail accès zone héronnière
32	Etréchy	8 000,00 €				8 000,00 €	Renouvellement et réparation de mobiliers (corbeilles, escalier)
57	Saint-Eutrope	140 000,00 €			150 000,00 €	290 000,00 €	Mise en œuvre du schéma directeur, Réaménagement des circulations au sein du massif
	Total 91	**156 000,00 €**	**20 000,00 €**	**- €**	**190 000,00 €**	**366 000,00 €**	
33	Bondy	105 000,00 €		40 000,00 €		145 000,00 €	Complément : réfection du platelage en bois de la zone des étangs - Modification de la vanne de fond de l'étang de Virginie. Complément : plantations pour les parkings n°2 et 3 -Ouverture de vues sur la zone des étangs-Etude hydraulique et géotechnique fontis
35	Maubué				296 000,00 €	296 000,00 €	Aménagements nécessaires à la première ouverture au public du bois Saint-Martin (clôtures, barrières, ..)
	Total 93	**105 000,00 €**	**- €**	**40 000,00 €**	**296 000,00 €**	**441 000,00 €**	
40	Plessis-Saint-Antoine	8 000,00 €				8 000,00 €	Réouverture et travail des lisières
55	Plaine de Montjean				1 650 000,00 €	1 650 000,00 €	Aménagement de la plaine agricole de Montjean
	Total 94	**8 000,00 €**	**- €**	**- €**	**1 650 000,00 €**	**1 658 000,00 €**	
22	Galluis		11 500,00 €			11 500,00 €	Barrière d'entrée de forêt, Complément pour l'aménagement de l'entrée principale
25	Espace régional des coteaux de Nézant				70 000,00 €	70 000,00 €	Relance de l'activité agricole
36	Butte Pinson	200 000,00 €	218 000,00 €			418 000,00 €	Démolitions prise de possession. Dépollution de terrains - Suppression de dépôts - Pose de clôture côté jardins familiaux - Abri des jardins partagés
41	Buttes du Parisis	90 000,00 €	150 000,00 €	100 000,00 €	2 500 000,00 €	2 840 000,00 €	Rénovation du parking butte de Sannois (près centre équestre le galop) - Stabilisation du talus de l'allée de Cormeilles à Sannois - Restauration de mares - Etudes pré-projet construction de locaux pour les bureaux du territoire NO - Sécurisation du Fort, Route forestière du Bois d'hédot- Restauration paysagère du site des cascades. Poursuite de l'ouverture au public des Buttes du Parisis. Sécurisation et mise en conformité du fort de Cormeilles. Aménagements complémentaires sur la Butte des Châtaigniers
		17 527,00 €				17 527,00 €	Travaux compensation écologiques à la Butte de Cormeille (compensation Placoplatre);
44	Plateau d'Andilly	20 000,00 €	60 000,00 €			80 000,00 €	Aménagement de parking et entrées du site Second panneau . Cheminements complémentaires sud + sommet de la butte + mobilier au sommet
45	Boissy-Taverny	40 000,00 €			150 000,00 €	190 000,00 €	Parcelle de test de régénération / préservation du boisement Mise en œuvre du schéma directeur
46	Ecouen	40 000,00 €				40 000,00 €	Etude d'aménagement du Mt-Griffard
24	La Roche-Guyon			90 000,00 €		90 000,00 €	Broyage des lisières de l'allée de Beauregard; Réouvertures sur les coteaux-
54	Stors	8 500,00 €				8 500,00 €	Mise en œuvre du plan de gestion
	Total 95	**416 027,00 €**	**439 500,00 €**	**190 000,00 €**	**2 720 000,00 €**	**3 765 527,00 €**	
	BATI		150 000,00 €	150 000,00 €		300 000,00 €	
	ÉTUDES STRATÉGIQUES				70 000,00 €	70 000,00 €	
	IMPRÉVUS	200 000,00 €				200 000,00 €	
	TRAVAUX D'INVESTISSEMENT SYLVICOLE	350 000,00 €				350 000,00 €	
	REBOUCHAGE DE NIDS DE POULE	30 000,00 €				30 000,00 €	
	EXTERNALISATION AMO-MOE	50 000,00 €				50 000,00 €	
	MISE EN SECURITE TOUS SECTEURS	200 000,00 €	200 000,00 €			400 000,00 €	
	PRISE DE POSSESSION TOUS SECTEURS	200 000,00 €				200 000,00 €	
	SIGNALETIQUE TOUS SECTEURS	19 000,00 €				19 000,00 €	
	ETUDE D'EVALUATION DE LA BIODIVERSITE DES SITES	50 000,00 €				50 000,00 €	
	Total TOUS SECTEURS	**1 099 000,00 €**	**350 000,00 €**	**150 000,00 €**	**70 000,00 €**	**1 669 000,00 €**	

TOTAL PROGRAMME 13	**2 738 237,00 €**	**1 256 500,00 €**	**1 731 550,00 €**	**9 570 195,00 €**	**15 296 482,00 €**	
SOLDE PROGRAMME 13	**3 105 523,00 €**	**1 849 023,00 €**	**117 473,00 €**	**117 473,00 €**		
TEGEVAL PROGRAMME 14	**1 800 000,00 €**				**1 800 000,00 €**	
TOTAL GÉNÉRAL	**4 538 237,00 €**	**1 256 500,00 €**	**1 731 550,00 €**	**9 570 195,00 €**	**17 096 482,00 €**	

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_141-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-141

Autorisation donnée à la Présidente du Conseil d'administration d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2021 avant le vote du budget primitif, dans la limite de 25% des crédits ouverts en 2020

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU l'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°16-007 du 8 mars 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°20-026 du 30 avril 2020 adoptant le budget primitif 2020 ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°20-139 du 3 décembre 2020 adoptant la décision modificative n°1 du budget 2020 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT la nécessité de prévoir la faculté d'engager, de liquider et de mandater de nouveaux crédits de paiement d'investissement dans l'attente du vote du budget primitif 2021 ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : AUTORISE la Présidente du Conseil d'administration à engager liquider et mandater des dépenses d'investissement 2020 avant l'adoption du budget primitif, dans les limites de 25% des crédits de paiement inscrits au budget 2020, soit :

- Chapitre 907, Patrimoine naturel : **8.799.034 €**
- Chapitre 900, Moyens généraux : **76.344 €**

Nombre de présents	11
Nombre de mandats	5
Nombre de votants	16
Votes POUR	16
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_142-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 03 DEC. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-142
Approbation d'une remise gracieuse sur les redevances d'occupation du Fort de Cormeilles

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE le principe d'une remise gracieuse des redevances dues par l'Association des Amis du Fort de Cormeilles au titre des années 2016 à 2018, et au titre de l'année 2019.

Nombre de présents..... :	11
Nombre de mandats ..... :	5
Nombre de votants..... :	16
Votes POUR ..... :	16
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions..... :	0
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_143_2-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-143

Approbation du contrat de cession des menus produits ligneux

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU l'article R.214-25 du code forestier ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE le contrat de cession de menus produits ligneux, ci-annexé valant règlement des ventes de bois de l'Agence des espaces verts.

ARTICLE 2 : FIXE la pénalité en cas de non-exécution des dispositions contractuelles prévues à 100 euros.

ARTICLE 3 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ledit contrat.

Nombre de présents	11
Nombre de mandats	5
Nombre de votants	16
Votes POUR	16
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_143_2-DE

CONTRAT DE CESSION DE MENUS PRODUITS LIGNEUX

① - ACHETEUR :

NOM et PRENOM : ....

ADRESSE : .....

TELEPHONE : .... /.... /.... / .... / ....

② - OBJET DE LA CESSION :

FORÊT RÉGIONALE DE :..... **LOCALISATION :**.....

- **Perches d'élagage sur pied :** ☐ **Perches de nettoiement coupées :** ☐
- **Bois mort et gisant :** ☐ **Chablis :** ☐

Mode de désignation des produits : Peinture : ☐ **Empreinte :** ☐ **Lotissement :** ☐

PRIX DE VENTE UNITAIRE : €/st

③ - CLAUSES DE LA CESSION :

- **La présente cession est soumise aux clauses générales figurant au verso ainsi qu'aux clauses particulières suivantes :**

- **Traitement des rémanents : Broyage :** ☐ **Mise en tas :** ☐
- **Façonnage en bouts de 1 mètre obligatoire : OUI :** ☐ **NON :** ☐
- **Traitement des souches obligatoire: OUI :** ☐ **NON :** ☐
- **Autres clauses :** .....

④ - DELAIS D'EXÉCUTION :

- **FIN D'ABATTAGE :.../.../.....**
- **FIN DE DÉBARDAGE :.../.../.....**

Les délais sont impératifs : au delà de la date prévue pour le débardage, l'A.E.V. disposera à son gré des produits restants sur le lot, même déjà exploités.

⑤ - MODALITÉS DE PAIEMENT :

L'estimation du volume sera faite par l'Agent de l'A.E.V. après l'exploitation.

Le règlement se fera au comptant, par chèque rédigé au nom de *" Trésor Public "*

Les bois ne pourront être enlevés qu'après paiement, et remise du récépissé de versement.

Un premier acompte de : .....€. a été versé à la signature de ce contrat

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_143_2-DE

- Ne pas travailler seul sur un chantier
- Informer votre entourage du lieu de votre travail
- Ne pas travailler par grand vent (> 70 km/h)
- Veillez à ce qu'aucun promeneur ne soit mis en danger par votre chantier

- **Protections individuelles lors des activités d'exploitation forestière :**

Les cessionnaires de menus produits ligneux interviennent sur le domaine régional dont l'AEV est responsable. Par conséquent, l'AEV doit s'assurer que toutes les mesures de prévention ont été prises au regard des risques d'accidents liés à cette activité. Ainsi :

- L'AEV fait signer au cessionnaire un document attestant que celui-ci a de bonne connaissance des pratiques en matière de sécurité et s'engage à porter les Equipements de Protection Individuelle (EPI)
- Lorsque la cession consiste en tiges sur pied (à abattre par le cessionnaire), le port des équipements de protection suivant est obligatoire à l'occasion de toute activité sur le chantier (même en cas de sous-traitance des travaux forestiers par le cessionnaire) :

	Activité d'exploitation forestière			
Équipements	**Abattage**	**Tronçonnage**	**Débardage**	**Chargement (transport)**
Casque de chantier (avec écran facial grillagé pour l'abattage)	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire
Protections auditives (casque antibruit, bouchons d'oreilles)	Obligatoire	Obligatoire	Non obligatoire	Non obligatoire
Guêtres ou pantalon anti-coupures (équipement spécifique au bûcheronnage)	Obligatoire	Obligatoire	Non obligatoire	Non obligatoire
Gant anti-coupure	Obligatoire	Obligatoire	Non obligatoire	Non obligatoire
Chaussure de sécurité	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire
Vêtement fluorescent	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire

- L'achat de ces EPI étant estimé à environ 200 €, les cessionnaires ne souhaitant pas l'assumer ne pourront acheter que du bois bord de route. Les cessionnaires réguliers pourront se voir faciliter l'achat par une diminution du prix du stère sur deux années.
- Le cessionnaire prend connaissance de la fiche de sensibilisation aux gestes premiers secours (en annexe) et doit avoir en sa possession, **une trousse de premier secours.**

NB :

- Le matériel utilisé et les équipements de sécurité doivent répondre à la conformité européenne.
- Ces EPI doivent impérativement être en bon état (un pantalon ou des guêtres anti-coupures entaillés doivent être remplacés).
- Dans le cas où le cessionnaire ne possède pas ces équipements de sécurité, il est contraint d'acheter uniquement le bois façonné (c'est-à-dire : bois coupé et mis en bord de route) ; de même, il reste dans l'obligation de porter les EPI minimum nécessaires (chaussure de sécurité, casque de chantier vêtement fluorescent). Il lui est également interdit d'utiliser une tronçonneuse à moins d'avoir des équipements de protection.
- Les agents AEV peuvent être contactés pour donner des conseils, des références à ce sujet.

Consigne pour préservation de l'environnement :

Une carte est remise au cessionnaire indiquant :

- **Les zones à hautes valeurs de conservations (HVC) systématiques** (ZNIEF 1, sites Natura 2000 (ZSC, ZPS), forêt de protection, périmètres de protection des captages d'eau immédiats et rapprochés**) et additionnelles** (réserves, zones de cœur de parc national, arrêtés préfectoraux de protection de biotope, sites archéologiques des Directions Régionales des Affaires Culturelles, forêts anciennes, espèces/habitats etc. …).
- **Les zones d'ouvrages** (voie ferrée, canaux, chemin rural / balisé chemin de randonnée, route, ligne électrique enterrée ou aérienne ou téléphonique, oléoduc / gazoduc, fossé d'irrigation, conduite d'eau ou d'autre fluide, vestige minier ou militaire, bâtiment, carrière / puit / cavité d'extraction)
- **Les caractéristiques notables du terrain** (fossé, plan d'eau / mare, source, périmètre de captage, cours d'eau, zone humide, barre rocheuse, pente, corniche, crevasse / faille)

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_143_2-DE

ATTESTATION DE CONNAISSANCE DES BONNES PRATIQUES EN MATIERE DE SECURITE AU TRAVAIL

Je soussigné :

Nom - Prénom de l'acheteur :.....

Adresse : .....

Téléphone :.....

Nom de la forêt concernée : .....

.....

Localisation : .....

- ✓ Atteste sur l'honneur avoir été informé de la pertinence et de l'intérêt d'avoir suivi une formation sur les bonnes pratiques en matière de sécurité au travail et particulièrement sur les chantiers forestiers, et est à mesure de le justifier si besoin.
- ✓ À cet effet, atteste avoir été informé des formations existantes dans ce domaine
- ✓ M'engage à porter les équipements de protection individuelle (EPI) lors de toute activité d'exploitation forestière.

	Activité d'exploitation forestière			
Équipements	**Abattage**	**Tronçonnage**	**Débardage**	**Chargement (transport)**
Casque de chantier (avec écran facial grillagé pour l'abattage)	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire
Protections auditives (casque antibruit, bouchons d'oreilles)	Obligatoire	Obligatoire	Non obligatoire	Non obligatoire
Guêtres ou pantalon anti-coupures (équipement spécifique au bûcheronnage)	Obligatoire	Obligatoire	Non obligatoire	Non obligatoire
Gant anti-coupure	Obligatoire	Obligatoire	Non obligatoire	Non obligatoire
Chaussure de sécurité	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire
Vêtement fluorescent	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire	Obligatoire

Fait à : ..... Le : .....

Signature :

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_143_2-DE

GESTES DE 1ERS SECOURS

ÉTOUFFEMENT TOTAL



Donner 1 à 5 claques entre les omoplates avec le talon de la main. En cas d'échec réaliser 1 à 5 compressions abdominales au-dessus du nombril pour expulser le corps obstruant.

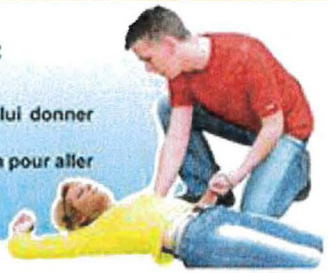
HÉMORRAGIE



Appuyer directement avec la main. Allonger la victime et faire un pansement compressif.

1 - IDENTIFIER LA PERTE DECONNAISSANCE :

- Poser des questions simples,
- secouer doucement l'épaule ou lui prendre la main et lui donner un ordre simple : "serrez-moi la main !",
- aucune réponse ni réaction : demander l'aide d'un témoin pour aller alerter les secours.



2 - ASSURER LA LIBÉRATION DES VOIES AÉRIENNES :

- Placer une main sur le front et deux ou trois doigts de l'autre main sous la pointe du menton de la victime,
- basculer doucement la tête en arrière et élever le menton pour permettre le passage de l'air.



3 - APPRÉCIER LA RESPIRATION SUR 10 SECONDES AU PLUS :

- avec les yeux : regarder le soulèvement du ventre et de la poitrine,
- avec l'oreille : écouter d'éventuels bruits provoqués par la respiration,
- avec la joue : sentir un éventuel flux d'air à l'expiration.



RESPIRATION ABSENTE OU ANORMALE (*GASPS*)



- Réanimation cardio-pulmonaire,
- suivre les indications du défibrillateur.

RESPIRATION PRÉSENTE



Placer la victime en Position Latérale de Sécurité.

ALERTER
15 - 18 - 112



SURVEILLER
COUVRIR
RÉCONFORTER

© Editions KONI GRAPHIC - reproduction interdite (loi n° 98-532 du 05/02/343 - RC Lille 378607944 - Tél. 03 20 96 97 51 - fax. 03 20 90 95 35 - www.konigraphic.com - Réf. AV0527 -

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_145-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-145

Approbation de l'accord-cadre à bons de commande pour l'entretien des espaces verts régionaux pour 9 lots géographiques et 1 lot technique, sur plusieurs sites des territoires Nord-Est, Nord-Ouest et Sud

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le budget de l'Agence des Espaces Verts ;

VU l'avis de la commission d'appels d'offres réunie le 3 décembre 2020 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

N°	Objet du lot	Mini HT en €	Maxi HT en €
02	LOT 02 - Forêt régionale de Rosny, Espace régional de Moisson, forêt de Port-Royal des Champs (Espace régional de la Haute Vallée de Chevreuse)	55 000,00	130 000,00
04	LOT 04 - Espaces régionaux des buttes du Parisis et de la Butte Pinson	300 000,00	650 000,00
05	LOT 05 - Espace régional du Moulin des Marais, Espace régional de Précy-sur-Marne, Forêt régionale de Claye-Souilly, Forêt régionale de Montgé, RNR du Grand Voyeux	60 000,00	120 000,00
06	LOT 06 - Forêt régionale de Ferrières	150 000,00	250 000,00
07	LOT 07 - Forêt régionale de Bréviande (Espace régional de Rougeau Bréviande) et RNR des Seiglats	100 000,00	200 000,00
10	LOT 10 - Espace régional de Brosse et Gondoire, Bois de Brou et de Pomponne, Pomponne (Forêt régionale de la Vallée de la Marne), Bois de Célie, de la Grange et du Boulay (Forêt régionale du Maubué), Domaine régional de l'Ile de Vaires	175 000,00	375 000,00
11	LOT 11 - Travaux sylvicoles - tout PRIFS	200 000,00	600 000,00
13	LOT 13 - Espace régional du Plessis-Saint-Antoine, Espace régional de la Vallée du Morbras, Forêt régionale de Grosbois, Espace régional des Boucles de l'Yerres	40 000,00	100 000,00
15	LOT 15 - Espace régional des Coteaux de l'Aulnoye, Forêt régionale de Bondy, Espace régional du Montguichet	80 000,00	250 000,00
16	LOT 16 - Espace régional de la Butte de Marsinval, forêt régionale de Galluis, Espace régional de l'Hautil et Oise, Espace régional de la plaine de la Haye, Espace régional du Bout du Monde, Espace régional de la Plaine de Montesson	50 000,00	130 000,00

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_145-DE

Article 1 : APPROUVE l'accord-cadre à bons de commande pour l'entretien des espaces verts régionaux, pour les montants hors taxes annuels minimum et maximum suivants :

Ces lots sont attribués à :

- Lot n°2 - Forêt régionale de Rosny, Espace régional de Moisson, forêt de Port-Royal des Champs (Espace régional de la Haute Vallée de Chevreuse) : **S.M.D.A. (Soin Moderne des Arbres) – Co-traitant VAL SERVICES**
- Lot n°4 - Espaces régionaux des buttes du Parisis et de la Butte Pinson : **GESTIVERT ENVIRONNEMENT SAS**
- Lot n°5 - Espace régional du Moulin des Marais, Espace régional de Précy-sur-Marne, Forêt régionale de Claye-Souilly, Forêt régionale de Montgé, RNR du Grand Voyeux : **OFFICE NATIONAL DES FORETS**
- Lot n°6 - Forêt régionale de Ferrières : **FRANCE ENVIRONNEMENT SAS**
- Lot n°7 - Forêt régionale de Bréviande (Espace régional de Rougeau Bréviande) et RNR des Seiglats : **OFFICE NATIONAL DES FORETS**
- Lot n°10 – Espace régional de Brosse et Gondoire, Bois de Brou et de Pomponne, Pomponne (Forêt régionale de la Vallée de la Marne), Bois de Célie, de la Grange et du Boulay (Forêt régionale du Maubué), Domaine régional de l'Ile de Vaires : **SCANDELLA PAYSAGE**
- Lot n°11 – Travaux sylvicoles - tout PRIFS : **NAUDET REBOISEMENT**
- Lot n°13 – Espace régional du Plessis-Saint-Antoine, Espace régional de la Vallée du Morbras, Forêt régionale de Grosbois, Espace régional des Boucles de l'Yerres : **OFFICE NATIONAL DES FORETS**
- Lot n°15 – Espace régional des Coteaux de l'Aulnoye, Forêt régionale de Bondy, Espace régional du Montguichet : **SCANDELLA PAYSAGE**
- Lot n°16 - Espace régional de la Butte de Marsinval, forêt régionale de Galluis, Espace régional de l'Hautil et Oise, Espace régional de la plaine de la Haye, Espace régional du Bout du Monde, Espace régional de la Plaine de Montesson : **PAYSAGE ADELINE**

Article 2 : HABILITE la Présidente à signer cet accord-cadre.

Article 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre seront inscrits au budget de l'Agence des Espaces Verts.

Nombre de présents..... :	11
Nombre de mandats ..... :	5
Nombre de votants ..... :	16
Votes POUR..... :	16
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions..... :	0
Ne prend pas part au vote ..... :	0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_146-DE

Agence des Espaces Verts
Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 03 DEC. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-146
Approbation du marché d'assurance statutaire du personnel

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code des marchés publics ;

VU l'avis de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 3 décembre 2020 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion d'un marché relatif à l'assurance des agents affiliés à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales, avec : GRAS SAVOYE
Co-traitant n°1 = ALLIANZ VIE

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer le marché.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	11
Nombre de mandats	5
Nombre de votants	16
Votes POUR	16
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_147-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-147

Approbation des lignes directrices de gestion des ressources humaines

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 33-5 ;

VU la loi 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et notamment l'article 30 ;

VU le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

VU l'avis du Comité technique du 26 novembre 2020 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels et l'élaboration des lignes directrices de gestion des ressources humaines de l'établissement au sein d'un document cadre issu d'ateliers de travail menés durant l'année 2021.

ARTICLE 2 : APPROUVE le barème établi pour la promotion interne par le CIG de la Grande Couronne, ci-annexé.

ARTICLE 3 : DIT que ce barème sera utilisé pour l'établissement des listes d'aptitude à la promotion interne.

ARTICLE 4 : APPROUVE les critères suivants pour l'établissement des tableaux annuels d'avancement de grade :

- pour les agents ayant réussi un examen professionnel, le taux de promotion est de 100%, sous réserve de l'évaluation professionnelle de l'année précédente et de l'appréciation de l'autorité territoriale ;
- pour les agents non lauréats d'un examen professionnel, le taux de promotion est de 100%, sous réserve de l'appréciation de l'autorité territoriale et par application des critères suivants :
    - résultats de l'évaluation professionnelle de l'année précédente
    - efforts de formation ou de développement des compétences, ainsi que des efforts en matière de présentation à des concours et examens professionnels de la FPT

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_147-DE

- adéquation grade / emploi
- ancienneté dans la fonction publique
- âge de l'agent, dans le cadre d'un prochain départ à la retraite
- agent stagnant depuis plusieurs années dans le dernier échelon de leur grade

Nombre de présents..... :	11
Nombre de mandats..... :	5
Nombre de votants..... :	16
Votes POUR ..... :	13
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	3
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_147-DE

Adoption des lignes directrices de gestion ; règles en matière de promotion int
Annexe 1 : barème établi par le CIG de la Grande Couronne pour la promotion

	BAREME
A - Le choix et l'appréciation de l'autorité territoriale	**sur 93 points**
1/ Ordre de priorité Prise en compte du rang de classement dans l'ordre de priorité	sur 20 points 1er : 20 points 2ème : 10 points du 3ème au 5ème : 5 points A partir du 6ème : 0 point 1 seul agent proposé : 20 points
2/ Décompte des présentations du dossier Prise en compte du nombre de présentations consécutives conformes sur le même grade	sur 5 points
3/ Obtention du dernier grade d'avancement - Ancienneté sur le dernier grade au moins égale à 1 an et inférieure à 3 ans - Ancienneté égale ou supérieure à 3 ans	sur 10 points 5 points 10 points
4/ Evaluation : l'entretien professionnel Appréciation de la manière de servir du fonctionnaire à partir du compte-rendu de l'entretien professionnel de l'année précédant la proposition d'inscription	sur 20 points Excellent : 20 points Très bon : 18 points Bon : 16 points Assez bon : 14 points Moyen : 12 points Autre appréciation : 0 point
5/ Aptitude à l'encadrement ou expertise particulière Appréciation de la capacité à encadrer ou de la détention d'une expertise particulière	sur 5 points
6/ Conduite des actions de formation - Formation continue sur les 5 dernières années : • Stage d'une durée inférieure ou égale à 1 jour • Stage d'une durée supérieure à 1 jour - Bonus cycle de formation	sur 33 points 2 points par stage 4 points par stage sur 28 points 5 points
B - Le parcours et la motivation du fonctionnaire	**sur 37 (sans EP*) ou 57 points (avec EP)**
1/ Ancienneté de service - un demi-point par année de service accomplie dans la Fonction Publique et /ou congés familiaux - un quart de point par année d'expérience sur des missions similaires dans le secteur privé	sur 17 points
2/ Concours correspondant au grade proposé au titre de la promotion interne - Préparation suivie et terminée au cours des 10 dernières années **et** - Présentation aux épreuves au cours des 5 dernières années	sur 15 points 5 points **et** 10 points en cas d'admissibilité **ou** 5 points en cas de non admissibilité
3/ Examen professionnel correspondant au grade proposé au titre de la promotion interne (le cas échéant) - Préparation suivie et terminée au cours des 10 dernières années **et** - Réussite des épreuves	sur 20 points 5 points **et** 15 points
4/ Absence de promotion interne antérieure sur les 12 dernières années	sur 5 points
TOTAL	**Sur 130 (sans EP) ou 150 points (avec EP)**

** EP : Présentation du dossier sur une voie de promotion nécessitant la réussite à un Examen Professionnel*

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_147-DE

C – L'appréciation comparée des dossiers par le Président du CIG	Sans attribution de points

Analyse comparative des dossiers en fonction :

- de la description des fonctions et responsabilités actuelles des fonctionnaires proposés, y compris dans le cadre de l'exercice d'un mandat syndical,

  des acquis de l'expérience professionnelle notamment à travers la diversité des parcours et des fonctions exercées, les formations suivies, les conditions particulières d'exercice, attestant de l'engagement professionnel, de la capacité d'adaptation, et le cas échéant, de l'aptitude à l'encadrement des équipes, Sont prises en compte les activités professionnelles exercées par l'agent, y compris celles intervenant dans le cadre d'une activité syndicale et celles exercées à l'extérieur de l'administration d'origine, dans une autre administration mentionnée à l'article 2 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, dans le secteur privé, notamment dans le secteur associatif, ou dans une organisation européenne ou internationale
- de l'appréciation de l'autorité territoriale sur la valeur professionnelle du fonctionnaire et de la cohérence entre ses fonctions actuelles, les expériences passées et les missions du cadre d'emplois d'accueil,
- du bénéfice d'une promotion interne récente dans la carrière
- d'une répartition équilibrée des fonctionnaires retenus par département et par type de collectivité en tenant compte des recrutements (communes, établissements publics...).

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 03 DEC. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-148
Approbation du plan de formation pour les années 2021 à 2023

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

CONSIDÉRANT l'intérêt de disposer d'un plan de formation pluriannuel disposant d'orientations stratégiques, de processus opérationnels et d'un programme de formation ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE le plan de formation 2021-2023 de l'Agence des espaces verts, ci-annexé.

ARTICLE 2 : DIT que les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ce plan de formation sont prévus au budget de l'Agence.

Nombre de présents	11
Nombre de mandats	5
Nombre de votants	16
Votes POUR	16
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

DIRECTION DES RESSOURSES ET MOYENS
POLE RESSOURCES HUMAINES
FORMATION

PLAN DE FORMATION

2021-2023

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

TABLE DES MATIÈRES

		Page
	Préambule	**3**
1	**Axe 1 : Formations statutaires obligatoires et évolution des carrières et des métiers**	**4**
1.1	***Les formations statutaires obligatoires***	**4**
1.1.1	Les formations d'intégration	4
1.1.2	Les formations de professionnalisation	4
1.2	***Les autres dispositifs de formations liés à l'évolution de carrière***	**4**
1.2.1	Les préparations aux concours et examens professionnels	4
1.2.2	La reconversion professionnelle	5
1.2.3	Le dispositif d'accompagnement des agents en situation de reclassement	5
1.2.4	Les conférences, colloques, séminaires et journées d'actualité	5
2	**Axe 2 : Formations relatives à la santé et à la sécurité au travail**	**6**
2.1	***Les formations gestes et postures***	**6**
2.2	***Les formations sécurité incendie et évacuation***	**6**
2.3	***Les gestes qui sauvent***	**6**
2.4	***Les formations des assistants de prévention***	**6**
2.4.1	La formation préalable des assistants de prévention	6
2.4.2	La formation continue obligatoire des assistants de prévention	6
2.5	***La sensibilisation à l'usure professionnelle***	**6**
2.6	***La sensibilisation au port des équipements de protection individuelle (EPI)***	**7**
2.7	***La sensibilisation aux risques routiers et à la conduite écoresponsable***	**7**
3	**Axe 3 : Formations au management et à la conduite de projet**	**8**
3.1	***La formation des encadrants (management d'équipe)***	**8**
3.2	***La formation sur la gestion des situations difficiles (management de situation)***	**8**
3.3	***L'accompagnement des agents dans leur mobilité interne ou externe***	**8**
4	**Axe 4 : Formations juridiques et aux évolutions réglementaires**	**9**
5	**Axe 5 : Formations informatiques et aux logiciels**	**9**
5.1	***Les évolutions et changements de logiciels / progiciels***	**9**
5.2	***La modernisation des missions de service public***	**9**
6	**Axe 6 : Formations transversales**	**10**
6.1	***Objectifs généraux***	**10**
6.2	***La bureautique***	**10**
6.3	***La formation des et par les formateurs internes***	**10**
6.4	***Les actions par direction***	**10**
7	**Les règles générales de la formation**	**11**
7.1	***Les formations avec le CNFPT***	**11**
7.2	***Les formations hors CNFPT***	**11**
7.3	***Les moyens financiers***	**11**
8	**Planning prévisionnel des formations organisées en intra**	**12**
9	**Lexique**	**14**
	Annexes	**14**
	Contacts	**14**

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

Préambule

Sur une durée de trois ans, le plan de formation de l'Agence des espaces verts porte les enjeux de qualification des agents, de prévention et d'amélioration des conditions de travail.

Le croisement des besoins de l'Agence, des projets de service et des demandes individuelles, formulées notamment lors des entretiens professionnels annuels permet, grâce à une analyse partagée, de déterminer les actions de formation à mettre en œuvre tant au plan quantitatif (nombre de sessions, de participants, etc.) qu'au plan qualitatif (formation qualifiante, certifiante ou diplômante, initiale ou continue, etc.) pour les 3 prochaines années.

Les principaux objectifs généraux et opérationnels du plan de formation sont les suivants :

- **Accompagner les changements :**

- Soutenir les dynamiques de développement de projet ;
- Accompagner les besoins en organisation ;
- Approfondir les démarches liées à la prévention des risques ;
- Permettre l'adaptation à l'évolution des métiers et des outils.

- **Assurer une montée en compétences des agents :**

- Améliorer la qualification professionnelle ;
- Garantir le suivi des formations obligatoires de type statutaire et réglementaire ;
- Renforcer les compétences managériales des agents ayant des fonctions d'encadrement ;
- Développer la formation des maîtres d'apprentissage et des tuteurs par stages.

- **Développer la culture de prévention et de santé au travail :**

- Poursuivre les actions de prévention et de maintien dans l'emploi ;
- Formaliser des parcours de formation dédiés à la prévention et à la santé au travail ;
- Accompagner les projets professionnels des agents (ex : dans le cadre d'une démarche de reconversion).

Six axes prioritaires ressortent du croisement des besoins et des attentes exprimées par les cadres et les agents ; ils permettent de guider les choix tant pour les formations individuelles que collectives :

- Axe 1 : formations statutaires obligatoires et évolution des carrières et des métiers
- Axe 2 : formations relatives à la santé et à la sécurité au travail
- Axe 3 : formations au management et à la conduite de projet
- Axe 4 : formations juridiques et aux évolutions réglementaires
- Axe 5 : formations informatiques et aux progiciels
- Axe 6 : formations thématiques transversales

Les actions de formation seront évaluées *a posteriori*, par les agents eux-mêmes, en remplissant un formulaire d'évaluation des formations (*cf.* annexe 3).

Les partenaires de l'Agence et notamment le CNFPT développent les formations à distance. Le contexte de crise sanitaire a en outre accéléré le recours à cette modalité d'organisation des formations.

Afin d'optimiser les moyens financiers alloués, des actions de formation pourront être mutualisées.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

1. Axe 1 : Formations statutaires obligatoires et évolution des carrières et des métiers

Les formations obligatoires relevant des statuts particuliers permettent aux agents d'une part, de mieux appréhender leur environnement professionnel au travers de la formation d'intégration et d'autre part, de construire un parcours de professionnalisation en fonction du poste occupé.

1.1. Les formations statutaires obligatoires

La loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale précise les différentes formations statutaires obligatoires.

Ces formations visent à donner aux nouveaux agents les connaissances de base pour appréhender leur environnement professionnel et leurs fonctions. Les agents publics doivent connaître leur domaine d'intervention et développer des compétences adaptées à leurs missions tout au long de leur carrière.
Pour répondre à ces besoins, tous les agents stagiaires ou titulaires doivent suivre un nombre donné de jours de formation obligatoire tout au long de leur carrière.
Quelques cas dérogatoires permettent de demander au CNFPT une dispense de formation partielle ou totale en fonction du parcours de chacun (diplômes, formations suivies, qualifications professionnelles).

1.1.1. Les formations d'intégration

À l'occasion d'un premier recrutement (concours ou accès direct) ou lors de la nomination dans un nouveau cadre d'emplois par concours, l'agent doit suivre une formation d'intégration. Obligatoire, elle dure 5 jours pour les agents de catégorie C et 10 jours pour les agents de catégorie A et B. Elle doit être effectuée dans l'année qui suit la nomination.
Concernant les agents contractuels, la loi de transformation de la fonction publique territoriale du 6 août 2019 prévoit que « les agents contractuels recrutés à titre permanent sur emplois permanents en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 doivent suivre une formation d'intégration et de professionnalisation, sauf si leur contrat est conclu pour une durée inférieure à un an ». Les modalités d'application de la loi seront précisées par décret.

1.1.2. Les formations de professionnalisation

Il existe trois types de formation de professionnalisation : la formation au 1er emploi, la formation tout au long de la carrière (perfectionnement métier) et la formation suite à prise de poste à responsabilités. Elles permettent l'adaptation à l'emploi, le maintien des connaissances ou l'acquisition de nouvelles compétences. Ces formations sont normalement réalisées par le CNFPT. Toutefois, certains agents qui travaillent dans des domaines ou expertises spécialisés ne trouvent pas d'offres de formation auprès du CNFPT. Dès lors, ces agents peuvent, en faisant une demande de dérogation, faire valider les formations effectuées avec un organisme extérieur.

1.2. Les autres dispositifs de formations liés à l'évolution de carrière

1.2.1. Les préparations aux concours et examens professionnels

Chaque année, plusieurs collaborateurs de l'Agence s'investissent dans une préparation à un concours ou un examen professionnel.
Les préparations sont organisées par le CNFPT. Le calendrier prévisionnel est communiqué à tous les agents via l'Intranet.
L'accompagnement des agents dans leur démarche de préparation à un concours ou examen professionnel peut leur permettre :

- ✓ d'intégrer la fonction publique (agents non titulaires)
- ✓ de changer de grade ou de cadre d'emplois et d'accéder à des fonctions supérieures (agents titulaires)

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

1.2.2. La reconversion professionnelle

Les agents peuvent être amenés à changer de métier durant leur carrière. Les motivations sont diverses (anticiper une usure professionnelle, inaptitude physique, besoin de changer, évolution des métiers...).

Des dispositifs et outils sont à la disposition des agents pour construire leur changement professionnel :

- Le bilan de compétences

Le bilan de compétences sert à définir un projet professionnel. Il permet aux fonctionnaires d'analyser leurs compétences, leurs aptitudes et motivations afin de structurer leur projet et, le cas échéant, un projet de formation (préparations aux concours et examens inclus).

- La validation des acquis de l'expérience (VAE)

Le CNFPT propose un accompagnement à la VAE, dispositif permettant de valider un diplôme, à partir de 3 ans d'expérience professionnelle. Les agents en reconversion professionnelle sont prioritairement orientés vers le CNFPT.

- Le compte personnel de formation (CPF)

Les agents qui ont besoin de s'absenter pour réaliser des formations longues dans le cadre d'une reconversion professionnelle peuvent solliciter leur compte personnel de formation (CPF).

1.2.3. Le dispositif d'accompagnement des agents en situation de reclassement

Les agents en reclassement peuvent acquérir des prérequis facilitant leur mobilité sur un autre poste et envisager un changement de filière.
Les moyens mobilisés sont centrés sur l'acquisition et le renforcement de compétences professionnelles avec l'objectif de viser une meilleure employabilité, le maintien dans l'emploi, et l'obtention d'un socle commun de connaissances. À l'issue de la formation les agents seront en capacité :

- ✓ d'appliquer les règles statutaires (ex : droits et obligations des fonctionnaires)
- ✓ de décrire et analyser les différentes missions administratives
- ✓ d'identifier et mettre en œuvre un mode de communication adapté à l'interlocuteur
- ✓ d'identifier et analyser leurs compétences

À l'issue de ce dispositif, des formations informatiques permettent également un accompagnement adapté à la dynamique de mobilité visée.

1.2.4. Les conférences, colloques, séminaires et journées d'actualité

La participation d'agents à des colloques, séminaires, journées d'actualités permet d'enrichir les pratiques professionnelles, d'actualiser les connaissances et d'échanger avec d'autres professionnels.
Le CNFPT propose fréquemment des journées de veille statuaire et juridique.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

2. Axe 2 : Formations relatives à la santé et à la sécurité au travail

Les formations tenant à la sécurité des agents sont définies comme obligatoires et prioritaires. Elles visent à informer les agents quant à la réglementation en vigueur (règles générales de sécurité, conduite d'engins, manipulation d'outils...) et à prévenir les accidents de travail (accident de service et accident de trajet).

2.1. Les formations gestes et postures

Les collaborateurs de l'Agence peuvent être exposés aux risques professionnels liés à des gestes répétitifs, ainsi qu'à une mauvaise posture.
Afin d'améliorer les conditions de travail des agents et de réduire les risques, des formations gestes et postures sont adaptées aux problématiques signalées : des métiers plus techniques aux métiers plus administratifs.
En concertation avec les membres du Comité technique (CT) et du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), des actions de sensibilisation pourront être mises en oeuvre.

2.2. Les formations sécurité incendie et évacuation

Les normes en matière de sécurité incendie varient selon la superficie des locaux et le nombre de personnes s'y trouvant.
Depuis 2018, l'Agence a organisé, au siège ainsi que sur chaque territoire, des formations spécifiques à la manipulation des extincteurs (feux de forêts ou dans les locaux) et des formations d'évacuation.
Comme la législation le prévoit, chaque site recevant ou non du public possède des agents désignés référents en termes de lutte contre l'incendie et d'évacuation des bâtiments (guide-file / serre-file).

2.3. Les gestes qui sauvent

Au 31 octobre 2020, l'Agence compte 28 agents sauveteurs secouristes du travail (SST).
Toutefois, sans avoir la qualité de sauveteur secouriste du travail (SST), de nombreux métiers de l'Agence nécessitent la connaissance des gestes et premiers secours (PSC1) afin de pouvoir apporter de l'aide au public sur les différents sites et aux agents et d'être en capacité de solliciter les interlocuteurs compétents. Les départs en formation se feront en veillant à une bonne représentation des différents sites et en priorisant les lieux identifiés comme étant « à risque ».

2.4. Les formations des assistants de prévention

2.4.1. La formation préalable des assistants de prévention

À l'Agence, 4 agents ont été désignés comme assistants de prévention. À ce titre, ils ont réalisé la formation obligatoire préalable des assistants de prévention dont l'objectif est d'identifier le rôle et les missions de conseillère/conseiller de prévention et de participer à une démarche de prévention des risques au sein de l'Agence.

2.4.2. La formation continue obligatoire des assistants de prévention

L'objectif est d'actualiser les connaissances au regard des nouvelles normes en vigueur.

2.5. La sensibilisation à l'usure professionnelle

La politique de prévention privilégie le maintien dans l'emploi par un accompagnement individualisé en prévoyant un temps d'évaluation en situation de travail. Chacun est sensibilisé aux questions de la pénibilité, des usures professionnelles et aux nécessités d'aménagements concernant des travailleurs handicapés ou déclarés inaptes à l'exercice des fonctions.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

2.6. La sensibilisation au port des équipements de protection individuelle (EPI)

La sensibilisation au port des EPI représente un enjeu important pour la sécurité des agents.
Les agents sont sensibilisés au port des EPI à chaque fois qu'ils participent à une formation soumise à un risque particulier (manipulation d'engins, habilitation électrique, risque chimique, etc...).
Il s'agit de renforcer le travail en la matière pour accroître la connaissance des agents ou des encadrants sur cette thématique et en expliquer les risques. Des réflexions seront menées, accompagnées de formations sur de nouvelles thématiques (ex : la gestion et le repérage des addictions, la maladie de Lyme).

2.7. La sensibilisation aux risques routiers et à la conduite écoresponsable

Il est proposé de mettre en place des actions de formation préventive au risque routier et à l'éco-conduite à destination des agents qui utilisent un véhicule professionnel.
Les objectifs étant d'apprendre ou de consolider les bases de l'éco-conduite et de la prévention du risque routier, de sensibiliser aux risques liés à la circulation routière, d'améliorer la culture de sécurité et de s'approprier les gestes d'une conduite plus sûre et économique.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

3. Axe 3 : Formations au management et à la conduite de projet

3.1. La formation des encadrants (management d'équipe)

De nouveaux cadres prennent régulièrement leurs fonctions au sein de l'Agence. Dans un contexte d'évolution de la fonction managériale, il est nécessaire de former les cadres en permanence (ex : méthodologie de projet, de gestion d'équipe, de management organisationnel et de conduite du changement, fixation d'objectifs, nouveaux critères d'évaluation imposés par le RIFSEEP).

Ces formations répondent à plusieurs objectifs, notamment :

- Se positionner en tant que cadre, identifier les actes managériaux prioritaires, mobiliser ses atouts et développer ses capacités personnelles pour encadrer : rôle et missions de l'encadrant, mieux se connaître pour mieux diriger.
- Accompagner les cadres et encadrants de proximité à repérer les enjeux, les composantes et les outils de la fonction ressources humaines : pratiquer le statut au quotidien dans la gestion et le suivi de son équipe, élaborer une fiche de poste, conduire un entretien.
- Organiser l'activité de son service, gérer et animer son équipe : réaliser un diagnostic opérationnel et organiser l'activité de travail de son équipe, animer et diriger une équipe, assurer la gestion administrative, juridique et financière de son service.
- Définir les éléments juridiques et les enjeux de la rédaction d'actes administratifs (arrêté, décision, délibération) : s'initier et se perfectionner à la commande publique, les bases des finances locales pour préparer son budget, élaboration d'outils de gestion (tableaux de bord).
- Piloter un projet, conduire et animer un projet de service ou transversal : la gestion d'une opération ou d'une action, manager le changement, les règles à appliquer pour viser l'efficacité et l'efficience dans la gestion de projet.

En outre, le télétravail se développe, il modifie les habitudes de travail et la manière de manager les agents.
Des formations apparaissent utiles pour gérer les modalités pratiques de cette nouvelle forme de management comme : la gestion du temps en télétravail, les postures en télétravail, la fixation des objectifs et l'animation d'équipe en télétravail.

3.2. La formation sur la gestion des situations difficiles et de l'agressivité (management de situation)

Les agents et les encadrants sont parfois confrontés à des situations d'agressivité voire de violence (ex : de la part des usagers) sur site ou à distance (téléphone, courriel), génératrices de stress.
Des formations proposées par le CNFPT permettent d'acquérir les outils pour gérer ces situations et un partage d'expériences avec les collectivités participantes.

3.3. L'accompagnement des agents dans leur mobilité interne ou externe

La mobilité interne peut être envisagée pour pallier un manque de personnels qualifiés. Elle s'appuie sur des parcours individualisés permettant de disposer des compétences adaptées au poste d'accueil.
Il s'agit aussi de sensibiliser l'encadrement et les équipes à la question de l'intégration sur un nouveau poste, de la pénibilité ou de l'usure professionnelle, pour permettre une mobilité réussie. Exemple : Proposer des parcours de remise à niveau aux adjoints techniques pour évoluer vers la fonction de technicien.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

4. Axe 4: Formations juridiques et aux évolutions réglementaires

Ces formations visent à étayer les connaissances des agents publics sur l'environnement d'action des collectivités et des agents territoriaux.
Elles visent également à disposer d'un bagage pertinent dans des domaines potentiellement à risques pour l'Agence (risques juridiques, risques financiers, risques d'image...).

Elles sont organisées par tout moyen : par le CNFPT, en interne, via des colloques ou séminaires, etc.

Elles peuvent consister en un perfectionnement sur la commande et les marchés publics, la gestion d'un budget, la rédaction des actes administratifs, les impacts juridiques de l'activité.

5. Axe 5 : Formations informatiques et aux logiciels

Les demandes de perfectionnement informatique sont régulières et concernent tout agent : récemment arrivé à l'Agence ou agent dont les pratiques professionnelles ont évolué et qui souhaite acquérir une meilleure aisance dans l'utilisation des outils mis à sa disposition. La maîtrise de l'informatique est par ailleurs utile à la vie personnelle de chacun.
Les formations informatiques se construisent en cohérence avec la dématérialisation/modernisation croissante des procédures.

5.1. Les évolutions et changements de logiciels / progiciels

L'installation d'un nouveau logiciel est accompagnée d'une formation dite « initiale », prévue à la mise en place.
Des formations sont dispensées en cas d'évolution de l'outil et pour les nouveaux arrivants. Des recyclages peuvent également être prévus.
Le cas échéant, des référents internes peuvent accompagner de nouveaux agents.

5.2. La modernisation des missions de service public

Les demandes de formation en lien avec une évolution des pratiques ou de l'organisation de l'activité ou la dématérialisation des procédures doivent être anticipées. Chaque secteur peut réfléchir aux impacts des changements d'organisation dans le cadre d'un projet de service.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

6. Axe 6 : Formations transversales

6.1. Objectifs généraux

L'acquisition d'un socle de connaissances transversales permet de mieux comprendre son environnement professionnel, et d'exercer plus pleinement sa mission.
L'Agence des espaces verts dispose de métiers divers. Des actions transversales permettent de développer des compétences communes à plusieurs métiers, services, directions.

Les cadres et les agents sont soumis aux respects des droits et des obligations des fonctionnaires, ils doivent développer une culture territoriale et adopter une posture et un comportement qui répondent au cadre règlementaire.

Thèmes à développer :

- l'environnement territorial (loi du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique, les règles déontologiques...)
- la fonction publique territoriale (initiation au statut, les droits et obligations des fonctionnaires...)
- la rédaction d'actes administratifs (décision, délibération, arrêté, marchés publics...)

6.2. La bureautique

Les formations bureautiques de base dispensées par le CNFPT étant limitées, des modalités nouvelles de type réseau de formateurs internes ou union des collectivités peuvent être envisagées selon les besoins identifiés.

6.3. La formation des et par les formateurs internes

Des agents peuvent être identifiés comme « personnes ressources » et développer des missions ponctuelles de « formateur interne ». La pratique de formateur nécessite de maîtriser le cadre pédagogique qui s'applique.

Les formations qui pourraient être développées en interne sont les suivantes: bureautique, finances publiques, marchés publics, ressources humaines, logiciels métiers, prévention des risques, gestes et postures...
La formation de formateurs internes peut également répondre aux manques de disponibilités du CNFPT.

6.4. Les actions par direction

Ces actions seront recensées par les directions à l'aide du tableau de recensement des besoins collectifs, communiqué aux encadrants en amont des entretiens professionnels afin de programmer les actions sur l'année à venir. Des actions pourront être menées au sein d'une direction, d'autres menées vers plusieurs directions.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

7. Les règles générales de la formation

7.1. Les formations avec le CNFPT

Les demandes de formations sont motivées par l'agent, validées par le N+1 et formulées dans les délais d'inscription du CNFPT (en général 4 semaines avant le début du stage).

Les formations organisées par le CNFPT doivent être en lien avec le profil de poste de l'agent, le projet de service / direction, un projet de reconversion professionnelle accompagné par le pôle RH.

Les inscriptions sont traitées par la chargée de formation.

7.2. Les formations hors CNFPT

Les agents, en accord avec leur responsable hiérarchique, se rapprochent de la chargée de formation pour procéder à l'inscription avec le formulaire dédié.

Ces actions hors CNFPT concernent les formations obligatoires, les formations bureautiques, la formation continue, les formations demandées dans le cadre du compte personnel de formation.

7.3. Les moyens financiers

Le budget alloué à la formation se décompose comme suit :

- La cotisation employeur (CNFPT) à hauteur deo,9 % de la masse salariale : cette enveloppe est fixe quelle que soit le nombre de départs en formation ;
- L'enveloppe budgétaire hors cotisation CNFPT soumise aux arbitrages budgétaires annuels.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

8. Planning prévisionnel des formations organisées en intra

Le calendrier étant prévisionnel il peut être modifié dans le temps en fonction des dates proposées par les organismes de formations et de l'avancée des projets des services et directions.

Domaines	Intitulés	Nombre 2021	Nombre 2022	Nombre 2023	Principaux organismes et coûts estimatifs
Axe 1 Formations statutaires obligatoires et évolution des carrières et métiers	Les formations d'intégration et de professionnalisation				CNFPT et INSET Cotisation
	Les préparations aux concours et examens				CNFPT Cotisation
	Les bilans de compétences				CIG 2000 €
	Les bilans d'étape				CNFPT Cotisation
Axe 2 Formations relatives à la santé et à la sécurité au travail	Rôle et responsabilité de l'encadrant en matière d'hygiène et sécurité				CNFPT Cotisation
	Sensibilisation à la sécurité incendie / manipulation des extincteurs				CHUBB 700 € / 10 p.
	SST Recyclage	8	20	8	CHUBB 700 € / 10 p.
	Guide file, serre file et évacuation	12	12	12	CHUBB 600 €/session
	La prévention de la maladie de Lyme	20	20	20	CNFPT Cotisation
	Formation préalable des assistants de prévention				CNFPT Cotisation
	Formation continue des assistants de prévention	3		3	CNFPT Cotisation
	Les risques psychosociaux (membres CHSCT)	16		16	CNFPT Cotisation
	Prévention des risques psychosociaux (à destination des cadres, inscription libre...)				CNFPT Cotisation
	Habilitation électrique	7			CNFPT Cotisation
	CACES				CAT INDUSTRIE 750 € / p.
	Plan de maitrise sanitaire				CNFPT Cotisation
	Sensibilisation au port des EPI	20	20	20	CNFPT Cotisation
	AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux)				Bureau Véritas 300 € / p.
	Gestes et postures				CHUBB 1000 € / session
	Utilisation de la tronçonneuse au sol en sécurité et manipulation d'engins dangereux				Payant
	Conduite écoresponsable sur route				Payant
	Sensibilisation au risque routier				CNFPT Cotisation
	Sécurité chasse (formation élargie)				Fédérations de chasse

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

Domaines	Intitulés	Nombre 2021	Nombre 2022	Nombre 2023	Principaux organismes et coûts estimatifs
Axe 3 Formations au management et à la conduite de projet	Planification, organisation et contrôle de l'activité d'une équipe				CNFPT Cotisation
	Les fondamentaux de la démarche projet				CNFPT Cotisation
	Identifier les enjeux managériaux de l'entretien professionnel				CNFPT Cotisation
	Développer la bientraitance, prévenir la maltraitance				CNFPT Cotisation
	Les outils partagés de gestion et de suivi de suivi d'activité				CNFPT Cotisation
	Animation et encadrement d'une équipe au quotidien				CNFPT Cotisation
	Les techniques de recadrage				CNFPT Cotisation
	Coaching de cadres ou coaching collectif				À étudier
	Gestion des conflits et des situations d'agression				CNFPT Cotisation
Axe 4 Formations juridiques et aux évolutions réglementaires	L'actualité des marchés publics (rédaction, passation, exécution et suivi)				CNFPT Cotisation
	L'actualité du statut de la fonction publique territoriale				CNFPT Cotisation
	La rédaction et le contrôle des actes administratifs				CNFPT Cotisation
	Actualisations législatives (baux ruraux, loi sur l'eau...)				Selon domaine
Axe 5 Formations informatiques et aux logiciels	Utilisation simple d'un micro-ordinateur				Interne
	Word publipostage				Interne
	Coriolis				ATOS Payant
	Utilisation de la messagerie professionnelle				Interne
	Pack Office				Interne
	S'inscrire en ligne sur le site du CNFPT				Interne
	Formation de formateur interne (Perfectionnement Word, Excel et PowerPoint)				CNFPT Cotisation
	Formation Maximilien				Maximilien
Axe 6 Formations transversales	À déterminer selon besoins identifiés				
	À déterminer selon besoins identifiés				

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_148-DE

9. Lexique

CPF : Compte personnel de formation
Formation collective : formation qui concerne plusieurs agents d'un même service. On parle en général de stages collectifs à partir de 7 personnes, jusqu'à 15 personnes, en fonction de la nature du stage.
Formation transversale : formation qui concerne des agents de plusieurs services ou de l'ensemble de l'Agence (ex : les stages bureautiques).
Stage interne : stage se déroulant à l'intérieur de la collectivité (en salle), avec un formateur de l'Agence.
Stage intra : stage se déroulant à l'intérieur de l'Agence (en salle), avec un formateur extérieur.
Stage sur site : stage sur le lieu de travail.
Stage inter : stage à l'extérieur de l'Agence.
Stages « CNFPT cotisation » : stages financés par la cotisation que verse l'Agence au CNFPT. En plus de l'offre catalogue, le CNFPT octroie chaque année 30 jours de formation « intra » supplémentaires. L'utilisation de ces jours est prévue dans le plan.
Stages « CNFPT partenariat » : stages organisés par le CNFPT, facturés à l'Agence. Ces stages portent la mention « payant » dans le catalogue en ligne. Les tarifs des stages individuels sont de 80€/jour/agent. Les tarifs des formations intra sont de 600€/jour.
Union de collectivités : formation qui regroupe des agents exerçant dans différentes collectivités appartenant à un périmètre géographique au sein duquel elles ont exprimé collectivement un besoin de formation. La réponse formation est localisée au sein de ce périmètre. Une formation qualifiée « d'union » doit rassembler au plus 60% d'agents inscrits issus d'une même collectivité (ayant un service ressources humaines en propre). Cette modalité d'organisation permet d'améliorer la prise en compte d'un contexte spécifique commun à ces collectivités.

10. Annexes

Annexe 1 : Formulaire d'expression des besoins de formation
Annexe 2 : Formulaire d'inscription à une formation hors CNFPT
Annexe 3 : Formulaire d'évaluation des formations
Annexe 4 : Tableau de recensement des formations collectives par directions
Annexe 5 : Liste des préparations aux examens et concours 2020-2021

Contacts :
Joël DE SOUSA, Responsable du pôle ressources humaines
Hugo DUBREUIL, Adjoint au responsable du pôle ressources humaines
Valérie GONELLA, Chargée de formation

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_149-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-149

Modification du tableau des effectifs

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment les articles 3-3, 34 et 38 ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°08-017 du 25 mars 2008 relative à la détermination des ratios pour l'avancement de grade des personnels titulaires de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°20-100 du 7 octobre 2020 modifiant le tableau des effectifs ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la création de 6 emplois à temps complets :

Filière	Cadre d'emplois	Grade	Effectif actuel	Évolution	Nouvel effectif
Technique	Ingénieurs	Ingénieur principal	7	+1	8
	Adjoints techniques	Adjoint technique principal de 1ère classe	0	+1	1
Administrative	Attachés	Attaché principal	2	+1	3
	Rédacteurs	Rédacteur	5	+1	6
	Adjoints administratifs	Adjoint administratif principal de 2ème classe	1	+2	3

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_149-DE

ARTICLE 2 : APPROUVE la suppression de 6 emplois à temps complets :

Filière	Cadre d'emplois	Grade	Effectif actuel	Évolution	Nouvel effectif
Technique	Ingénieurs	Ingénieur	11	-1	10
	Adjoints techniques	Adjoint technique principal de 2ème classe	4	-1	3
Administrative	Attachés	Attaché	9	-1	8
	Adjoints administratifs	Adjoint administratif	7	-2	5
Culturelle	Adjoints du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	2	-1	1

ARTICLE 3 : DIT que les crédits correspondants à la rémunération et aux cotisations sociales de l'ensemble des emplois de l'Agence des espaces verts sont inscrits à son budget.

Nombre de présents..... : 11
Nombre de mandats..... : 5
Nombre de votants..... : 16
Votes POUR ..... : 16
Votes CONTRE..... : 0
Abstentions ..... : 0
Ne prend pas part au vote..... : 0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_149-DE

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES V
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 DECEMBRE 202

Grade (ou emplois)	Catégorie	Effectifs budgétaires actuels	Emplois créés	Emplois supprimés	Effectifs budgétaires après modification	Effectifs pourvus
Agents titulaires :						
. Filière technique						
- ingénieur-en-chef hors classe	A	2			2	2
- ingénieur-en-chef	A	1			1	1
- ingénieur principal	A	7	+ 1		8	8
- ingénieur	A	11		- 1	10	10
- technicien principal de 1ère classe	B	11			11	9
- technicien principal de 2ème classe	B	7			7	4
- technicien	B	6			6	3
- agent de maîtrise principal	C	4			4	3
- agent de maîtrise	C	4			4	3
- adjoint technique principal de 1ère classe	C	0	+ 1		1	1
- adjoint technique principal de 2ème classe	C	4		- 1	3	2
- adjoint technique	C	4			4	1
. Filière administrative						
- administrateur	A	1			1	0
- attaché principal	A	2	+ 1		3	3
- attaché	A	9		- 1	8	7
- rédacteur principal de 1ère classe	B	4			4	3
- rédacteur principal de 2ème classe	B	2			2	2
- rédacteur	B	5	+ 1		6	4
- adjoint administratif principal de 1ère classe	C	6			6	6
- adjoint administratif principal de 2ème classe	C	1	+ 2		3	3
- adjoint administratif	C	7		- 2	5	4
. Filière culturelle						
- adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	2			2	2
- adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	2		- 1	1	1
- adjoint du patrimoine	C	2			2	0
Total agents titulaires et stagiaires		**104**	**+ 6**	**-6**	**104**	**82**
Agents contractuels :						
- directeur / directrice général(e)	A	1			1	1
- chef du service action foncière	A	1			1	1
- responsable mission aménagement	A	1			1	1
- conservateur RNR	A	1			1	1
- chef de projets informatique	A	1			1	1
- chargé(e) de projet	A	1			1	1
- chargé(e) d'opérations foncières	A	2			2	2
- chargé(e) de projet paysagiste	A	2			2	2
- chargé(e) de projet Natura 2000	A	1			1	1
- chargé(e) de communication	A	2			2	2
- chargé(e) de mission aménagement espaces naturels	A	1			1	1
- attaché pôle secrétariat général	A	1			1	1
- délégué(e) territorial	A	1			1	1
- doctorant (CIFRE)	A	1			1	1
- chargé(e) de mission animation des RNR	B	1			1	1
- adjoint(e) responsable Bâti	B	1			1	0
- technicien APEN	B	3			3	3
- technicien SIG	B	1			1	1
Total agents contractuels sur emploi permanent		**23**	**0**	**+ 0**	**23**	**22**
TOTAL EMPLOIS PERMANENTS		**127**	**6**	**-6**	**127**	**104**
Emploi de collaborateur de cabinet		1	0	+ 0	1	1
TOTAL GÉNÉRAL		**128**	**6**	**- 6**	**128**	**105**

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_149-DE

TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 DECEMBRE 2020

Tableau des emplois non permanents

Grade	Catégorie	Effectifs budgétaires	Contrat (loi 26/01/1984)	Motif du contrat
- Attaché territorial	A	1	art.3-1	Remplacement temporaire de fonctionnaire
- Rédacteur territorial	B	1	art.38-7	Travailleur handicapé
- Technicien territorial	B	1	art.3-1	Remplacement temporaire de fonctionnaire
- Adjoint administratif territorial	C	1	art.3-2	Vacance temporaire d'emploi
- Adjoint technique territorial	C	3	art.3-2	Vacance temporaire d'emploi
- Adjoint du patrimoine territorial	C	3	art.3-I-1	Accroissement temporaire d'activité
- Apprentis			loi N°97-940 du 16 octobre 1997	
TOTAL EMPLOIS NON PERMANENTS		**10**		

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_150-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : .....03 DEC. 2020.....

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-150

Approbation de la convention de participation à la protection sociale complémentaire 2020-2025 souscrite par le CIG Grande Couronne pour les risques santé et prévoyance

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code des assurances ;

VU le code de la mutualité ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 25 alinéa 6 ;

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;

VU la circulaire n°RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°13-075 du 2 juillet 2013 relative à la mise en œuvre de mesures d'ordre social en faveur du personnel de l'Agence des espaces verts : protection sociale complémentaire ;

VU la délibération du Conseil d'administration du CIG Grande couronne du 05 novembre 2018 autorisant la signature de la convention de participation au risque « Prévoyance » ;

VU la délibération du Conseil d'administration du CIG Grande couronne du 24 juin 2019 autorisant la signature de la convention de participation au risque « Santé » ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°19-076 du 26 septembre 2019 approuvant le ralliement à la procédure de passation d'une conventions de participation relative au risque santé pour la période 2020-2025 portée par le CIG Grande couronne ;

VU la délibération du Bureau délibérant n°20-001 du 31 janvier 2020 approuvant la participation financière de l'Agence des espaces verts à la protection sociale complémentaire des agents pour le risque santé et la prévoyance ;

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_150-DE

VU la délibération du Bureau délibérant n°20-002 du 31 janvier 2020 approuvant la convention de participation à la protection sociale complémentaire 2020-2025 souscrite par le CIG Grande couronne pour le risque « Santé » ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion d'une convention de participation à la protection sociale complémentaire 2020-2025 souscrite par le CIG Grande Couronne pour le risque santé et prévoyance auprès du groupe VYV ci-annexée.

ARTICLE 2 : ACTE que l'adhésion aux conventions de participation donne lieu à une contribution aux frais de gestion du CIG d'un montant annuel de 400 € (collectivité de 50 à 149 agents).

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents..... :	11
Nombre de mandats ..... :	5
Nombre de votants ..... :	16
Votes POUR..... :	16
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions..... :	0
Ne prend pas part au vote ..... :	0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_150-DE

CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION
DE LA GRANDE COURONNE DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE FRANCE

CONVENTION DE MUTUALISATION
RELATIVE A LA CONVENTION DE PARTICIPATION SANTE ET PREVOYANCE
DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION
DE LA GRANDE COURONNE

Entre les soussignés :

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande couronne de la région d'Ile-de-France,
dont le siège est situé 15, rue Boileau - 78008 VERSAILLES, représenté par son Président, habilité à signer la présente convention en vertu de l'autorisation donnée par le Conseil d'Administration suivant par délibération du 24 juin 2019, ci-après intitulé « le Centre de Gestion »,

D'une part,

Agence des Espaces Verts de la Région Ile de France représentée par son Président habilité à signer la présente convention en vertu de l'autorisation donnée par le conseil ..... par délibération du ....., ci-après désignée « la Collectivité »,

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La compétence des centres de gestion en matière de protection sociale complémentaire est fixée par l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui a été successivement modifié par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, puis par la loi n°2009-972 du 19 août 2007 relative à la mobilité.

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 a fixé une procédure spécifique de mise en concurrence pour la mise en place de convention de participation qui permet de sélectionner des contrats ou des règlements en fonction de la solidarité qu'ils garantissent à leurs bénéficiaires, conformément à l'article 22 bis de la loi du 13 juillet 1983 « droits et obligations des fonctionnaires », procédure définie au chapitre II du décret.

Ainsi en conformité avec l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 qui dispose que les centres de gestion ne peuvent conclure de convention de participation que sur demande des collectivités, le CIG grande couronne, après avoir reçu mandat de celles-ci, a lancé la procédure de convention de participation relative au risque Santé conformément au décret du 8 novembre 2011. Les collectivités et établissements publics ayant préalablement mandaté le CIG peuvent adhérer à cette convention de participation sur délibération de leur organe délibérant, après consultation de leur Comité Technique.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

Par la présente convention, la Collectivité participe à la mutualisation de la convention de participation souscrite par le Centre de Gestion, qui permet à ses agents de bénéficier des garanties du **risque prévoyance** dont les risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès ainsi que du **risque santé** c'est-à-dire les risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et la maternité.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_150-DE

Le Centre de Gestion intervient dans les conditions particulières définies par la présente convention, conformément aux dispositions des articles 25 et 26 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée et du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

Article 2 :

L'adhésion à la convention de participation ouvre droit à l'intervention du Centre de Gestion sur les missions suivantes :

1 – Suivi des conventions de participation

- Conseils par téléphone dans la mise en œuvre de la convention de participation ;
- Accompagnement dans la communication auprès des agents
- Vérification des comptes de résultats (chargements, provisions, etc.),
- Aide aux relations avec le prestataire : négociations en cas d'augmentation des cotisations pendant le déroulement du contrat, médiation en cas de difficulté avec les prestataires,
- Garant des prestations financières et de gestion définies dans le cahier des charges.

2 – Prestations complémentaires au suivi de la convention de participation

2 – 1 Prestations accessoires

- Aide à l'analyse de statistiques et présentation des comptes de résultats,
- Support technique (fournitures de statistiques synthétiques ou analytiques à la demande, ...),
- Fourniture d'éléments nécessaires à la réalisation du bilan social.

2 - 2 Assistance sur les dossiers en vue de la remise en concurrence de la convention de participation intervenant tous les six ans

- Organisation des procédures de publicité et de mise en concurrence, conformément à la réglementation en vigueur,
- Elaboration du cahier des charges,
- Aide à la décision pour le choix du prestataire. Le Centre de Gestion, dans sa mission d'aide et de conseil, propose le meilleur prestataire à la Collectivité.

Dans le cadre de la remise en concurrence de la convention de participation, **la Collectivité** s'engage à fournir au Centre de Gestion toute information qu'il juge utile pour l'accomplissement de sa mission.

Article 3 :

La présente convention prend effet à la date du 1er janvier 2020 et s'achève le 31 décembre 2025. Avec une possibilité de prorogation d'une année si la convention de participation est prorogée conformément à l'article 19 du décret n° 2011-1474.

Elle peut être dénoncée en même temps que la convention d'adhésion, selon les modalités prévues par cette même convention d'adhésion, par la Collectivité et le Centre Interdépartemental de Gestion, moyennant un préavis de six (6) mois par lettre recommandée.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_150-DE

Article 4

La Collectivité participe à la mutualisation des frais d'intervention du Centre de Gestion. La contribution annuelle est fixée forfaitairement en fonction de la strate des collectivités:

- 54 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de - de 10 agents.
- 180 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de 10 à 49 agents.
- 400 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de 50 à 149 agents.
- 900 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de 150 à 349 agents.
- 1 500 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de 350 à 999 agents.
- 2 300 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de 1 000 à 1 999 agents.
- 3 200 € pour l'adhésion aux deux conventions (prévoyance et santé), pour une collectivité de + de 2 000 agents.

Le recouvrement de cette participation est assuré annuellement par le Centre de Gestion, dans le courant du premier semestre de chaque année.

Le règlement interviendra par mandat administratif dont le montant est versé auprès du compte suivant :
Le Payeur Départemental des Yvelines
B.D.F. Versailles – 30001 – 00866 - C 785 0000000 – 67

Article 5

En cas de litige survenant entre les parties, à l'occasion de l'exécution de la présente convention, compétence sera donnée au tribunal administratif de Versailles.

Article 6

Dans le cas où la collectivité était déjà liée au Centre de Gestion de la Grande Couronne par la convention de mutualisation pour l'un ou l'autre des deux risques (santé ou prévoyance), la présente convention annule et remplace la précédente.

Fait en deux exemplaires

à Versailles, le 3 mars 2020
Pour le Centre de Gestion
Le Président,

Jean-François Peumery

A PANTIN, le .....
Pour la Collectivité

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_150-DE

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_150BIS-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France.
le : 03 DEC. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-150 bis

Action sociale en faveur du personnel de l'Agence : attribution de bons cadeaux de fin d'année pour les enfants du personnel

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 88-1 ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°16-080 du 20 septembre 2016 relative à la mise en place d'actions sociales envers le personnel de l'Agence des espaces verts et de leurs enfants ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la remise, pour les enfants du personnel, âgés de 0 à 12 ans (âge au 31 décembre de l'année) de cadeaux d'une valeur maximale de 60 € par enfant.

ARTICLE 2 : DIT que les dispositions de l'article 1 sont applicables en 2020.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget de l'Agence.

Nombre de présents	11
Nombre de mandats	5
Nombre de votants	16
Votes POUR	16
Votes CONTRE	00
Abstentions	00
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_151-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-151

Approbation de la convention de participation financière de la commune de Brétigny-sur-Orge à la gestion de l'Espace naturel régional de l'Orge-aval / site des Joncs-marins pour la période 2021-2023

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDERANT que l'Agence des espaces verts entretient et aménage l'espace naturel régional de l'ORGE-AVAL, en vue notamment, de son ouverture au public et que la commune de Brétigny-sur-Orge accepte de participer partiellement aux frais d'entretien correspondants ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de la convention financière avec la Commune de Brétigny-sur-Orge annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents..... :	11
Nombre de mandats ..... :	5
Nombre de votants..... :	16
Votes POUR ..... :	16
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions..... :	0
Ne prend pas part au vote..... :	0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_151-DE

CONVENTION FINANCIÈRE RELATIVE A LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ENTRETIEN DE L'ESPACE RÉGIONAL DE L'ORGE-AVAL / SITE DES JONCS MARINS POUR LA PÉRIODE 2021-2023

ENTRE

La commune de Bretigny-sur-Orge dont le siège administratif est sis 44, rue de la mairie 91220 BRETIGNY, représentée par son Maire en exercice agissant au nom et pour le compte de la Commune, dûment habilité par décision de son conseil municipal n° .....en date du .....

ci-après dénommée « la Commune »,

ET

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France, dont le siège administratif est sis 90-92, rue du Général Leclerc- 93500 Pantin, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°19-001 en date du 14 février 2019, et dument habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-151 du Conseil d'administration du 3 décembre 2020,

ci-après dénommée « l'AEV »,

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_151-DE

PRÉAMBULE

L'AEV intervient en matière d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels, de bois, de forêts, de promenades, d'espaces agricoles périurbains et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels franciliens pour le compte de la Région Ile-de-France.

Le conseil régional d'Île-de-France subordonne les acquisitions foncières gérées par l'AEV (forêts, autres milieux naturels, espaces dégradés à réhabiliter, emprises linéaires pour y aménager une coulée verte, etc.) à la prise en charge des dépenses de fonctionnement par les collectivités territoriales de situation, en application de sa délibération n° CR 78-28 du 11 juillet 1978.
Cette demande de contribution financière est motivée par la fréquentation principalement locale de ces sites (attestée, entre autres, par l'enquête de « La fréquentation des forêts publiques d'Île-de-France » réalisée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) et publiée en 2000).

Le site des Joncs Marins situé au sein de l'espace régional de l'Orge Aval, département de l'Essonne, a été créé en 1989 par décision du Conseil régional (délibération n°27-89 du 27 juin 1989) sur 89 ha sur la commune de Brétigny-sur-Orge, puis étendu progressivement de 22 ha sur la commune de Saint-Germain-lès-Arpajon (décisions n°CR32-90 du 3 juillet 1990 et CR49-05 du 8 novembre 2005) et de 60 ha sur Leuville-sur-Orge (décision n°CR08-96 du 28 mars 1996). Le site s'étend donc sur une surface globale de 171 ha. Au 31/12/2019, la Région est propriétaire de 73,6 ha.

Collectivités	Superficie du PRIF par commune	Superficie acquise par la Région au 31/12/2019
Brétigny-sur-Orge	89 ha	56,4 ha
Saint-Germain-lès-Arpajon	22 ha	8,4 ha
Leuville-sur-Orge	60 ha	8,8 ha
TOTAUX	**171 ha**	**73,6 ha**

L'espace régional de l'Orge-Aval/Joncs Marins, structuré par la rivière de l'Orge, s'organise à partir de coteaux boisés, d'une plaine et d'un plateau agricole. La quasi-totalité du périmètre s'inscrit en espace naturel sensible ; l'aménagement global du site doit donner lieu à une renaturation progressive des lieux orientée sur une valorisation des milieux, l'ouverture au public des espaces aménagés et la réalisation de cheminements doux à travers l'espace naturels, ainsi qu'au développement de l'agriculture péri-urbaine.

Certaines constructions précaires identifiées sur le site devront faire l'objet d'un traitement particulier par les communes et l'EPCI compétent en matière social et d'habitat adapté en étroite relation avec l'AEV pour permettre la bonne mise en œuvre des aménagements à venir.

Ceci exposé il est convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_151-DE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge, par la Commune de Brétigny-sur-Orge des frais de fonctionnement de l'espace régional de l'Orge Aval/Joncs Marins, d'une superficie de 56,4 ha au 31/12/2019 sur le territoire de la Commune ainsi que les engagements des deux parties.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 01/01/2021 pour une durée de 3 ans (trois exercices budgétaires : 2021, 2022, 2023). À son terme, elle pourra être prolongée (une fois) pour la même période par reconduction expresse et non tacite effectuée par lettre adressée par l'une ou l'autre des parties dans un délai de trois mois avant la fin de la convention (soit avant le 30/09/2023), le cas échéant en y incluant les modifications apportées par avenant (voir article 6 ci-après).

ARTICLE 3 : DÉPENSES CONCERNÉES

Les frais de fonctionnement ordinaires recouvrent notamment :
- *les travaux d'entretien liés aux milieux naturels et à l'ouverture au public*
- *la propreté du site*
- *la surveillance du site*

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

4.1 – Montant des frais de fonctionnement et montant de la contribution financière

Les frais de fonctionnements ordinaires annuels concernant le domaine régional visé à l'article 1, sont estimés entre 35 000 euros et 45 000 euros (la part variable étant la quantité de déchets ramassés).

Les contributions financières des communes sont établies sur la base d'un prorata des surfaces acquises par commune. Ainsi Leuville-sur-Orge participe à hauteur de 4 190 € et St-Germain-lès-Arpajon participe à hauteur de 4 000€. Les montants de ces deux communes sont fixes et forfaitaires pour les 3 années de leur convention respective.

Sur la période 2018-2020, la commune de Brétigny-sur-Orge a contribué aux frais de gestion et d'entretien du site à hauteur de 30 000 euros/annuel.
Au regard du contexte local, la commune souhaite augmenter de 5000 euros sa contribution sur le volet « propreté ».
Ainsi, pour la période 2021-2023, Brétigny-sur-Orge s'engage à contribuer aux frais de gestion et d'entretien du site à un montant maximum de 35 000 euros dont 5 000 € spécifiquement fléchés sur le volet « propreté ».

4.2 - Modalités de versement de la participation

La Commune procède au mandatement de la participation en deux fois, dès l'émission des titres de recettes par l'AEV.
Le versement de la participation de la commune se fera sous la forme de deux paiements :

- 30 000 € l'année N suite à la signature de la convention en 2021 puis suite à la validation du programme d'actions en 2022 et 2023 ;
- 5 000 € maximum au courant de l'année N+1, sur présentation du rapport d'activité détaillé et du bilan des dépenses effectivement réalisées notamment sur le volet propreté.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_151-DE

Le versement est effectué à l'ordre du Trésorier Principal des Etablissements Publics Locaux de Paris, receveur de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, comptable assignataire de l'Agence, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

5.1 – Engagements de l'AEV relatifs à la gestion

L'AEV est maître d'ouvrage de l'aménagement et de la gestion du site. En tant que gestionnaire, elle peut confier les actes de gestion courante du site à un tiers par la conclusion de marchés publics de services et de travaux qui incluront autant que possible des clauses sociales (insertion de personnes éloignées de l'emploi, insertion de personnes en situation de handicap)

Sur les espaces en propriété régionale, l'AEV procède ou fait procéder aux travaux d'aménagement et aux travaux d'entretien destinés :

- à maintenir et améliorer la qualité du site et des milieux naturels ;
- à assurer le bon accueil du site du public à des fins de découverte du site ;

L'Agence définit le programme d'entretien et de surveillance. La coordination et le contrôle de l'exécution des travaux d'entretien sont assurés par la « Direction aménagement et gestion » de l'AEV.

Les travaux d'entretien présentés ci-dessus seront mis en œuvre par ce service, et réalisés par le prestataire retenu selon les règles du code des marchés publics.

L'AEV s'engage à remettre, après la clôture de l'exercice de l'année échue, un mémoire récapitulatif des travaux effectués.

L'AEV s'engage à faire connaître, par tous moyens adéquats, que l'entretien des espaces s'est fait avec le concours financier de la Commune, en particulier sur les panneaux provisoires installés durant des travaux particuliers et le cas échéant, sur des plaques ou panneaux pérennes.

L'AEV autorise les services de la Police municipale à effectuer des rondes à pied, à vélo ou à cheval dans le domaine régional et à y effectuer, en cas de besoin, des interventions de sécurité ou de maintien de l'ordre, si nécessaire en véhicule motorisé.

L'AEV s'engage à étudier les possibilités d'accompagnement et de réalisation de l'opération « *30 000 arbres* » sur les propriétés régionales en collaboration avec les services de la commune.

5.2 - Engagement des communes

En phase avec son souhait de favoriser l'accès de sa population à cet espace naturel et son souci de contribuer à y maintenir la biodiversité, la Commune s'engage, sous réserve du vote des crédits par le Conseil municipal, à verser annuellement le montant définit à l'article 4 correspondant à sa contribution aux frais de fonctionnement du domaine régional visé à l'article 1.
La Commune s'engage à diffuser, sur tout support de communication, l'action de la région Ile-de-France et de l'AEV concernant ce site.
La Commune inscrit l'AEV sur sa liste d'abonnement de son journal institutionnel et le lui adresse par voie postale.
La Commune s'engage à inscrire l'AEV sur la liste des personnes publiques associées (PPA) à l'occasion des révisions, modifications ou modifications simplifiées de son document d'urbanisme (plan local d'urbanisme, PLU).

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_151-DE

La Commune s'engage à maintenir en zone naturelle ou agricole de leur PLU les terrains inclus dans le PRIF.
La Commune est autorisée à mettre sa police municipale, si elle existe, au service de la sécurité du domaine régional grâce à des rondes et, en cas de besoin, des interventions.

La commune s'engage à communiquer sur les animations nature à destination du grand public et du public en situation de handicap qui pourraient être proposées par l'AEV à l'ensemble des habitants du territoire et se faire le relais de ces informations.

ARTICLE 6 : AVENANT

Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant.
En particulier, en cas d'acquisition par la Région de nouvelles parcelles ayant vocation à relever de la présente convention, un avenant permettra de rectifier en proportion les surfaces de référence et les montants correspondants.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

En cas de non respect par l'une des parties des engagements découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé réception en respectant un délai de préavis de deux mois avant la date du terme prévu de la convention.
L'utilisation de la participation financière à des fins autres que celles définies par la présente, entraînerait son remboursement et/ou son annulation, sur demande des communes, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une telle demande de remboursement ou d'annulation peut être formulée pendant une durée d'un an à compter de la réception du mémoire récapitulatif mentionné à l'article 5.
Les montants perçus seront alors reversés, après actualisation, à l'ordre de :

091110 CFP MONTLHERY – BDF ETAMPES
30001 – 00374 – E9120000000 -22.
N° IBAN : FR74 3000 1003 74E9 1200 1111 022
BIC : BDFEFRPPCCT

ARTICLE 8 : CONTRÔLE DES DÉPENSES

Les pièces justificatives relatives aux dépenses effectuées seront conservées par l'AEV pendant dix ans pour tout contrôle que La Commune souhaiterait effectuer a posteriori.

ARTICLE 9 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Versailles.

Fait à Pantin, en 2 exemplaires originaux le .....

Pour la Commune de Brétigny-sur-Orge

Le Maire
Nicolas Méary

Pour l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_152-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-152

Approbation de la conclusion d'une convention de participation financière pour la prise en charge des frais de gestion des espaces naturels régionaux situés en Seine-Saint-Denis par le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis pour l'année 2020

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE la convention financière avec le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, ci-annexée.

Article 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer la convention.

Article 3 : DIT que les recettes résultant de la conclusion de cette convention seront constatées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	: 11
Nombre de mandats	: 5
Nombre de votants	: 16
Votes POUR	: 16
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_152-DE

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIÉRE POUR LA GESTION DES ESPACES NATURELS RÉGIONAUX SITUÉS EN SEINE-SAINT-DENIS ET GÉRÉS PAR L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION D'ÎLE-DE-FRANCE

ANNÉE 2020

ENTRE

Le Département de la Seine-Saint-Denis, sis à l'Hôtel du Département, 93006 BOBIGNY Cedex, représenté par le Président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, dûment habilité par la délibération n° ..... du .....

Ci-après désigné par « le Département »,

ET

L'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège administratif est sis 90-92, Avenue du Général Leclerc - 93500 PANTIN, agissant en vertu de l'article L. 4413-2 alinéa 4 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°20-152 du Conseil d'administration du 3 décembre 2020.

Ci-après désignée par « l'AEV »,

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_152-DE

PRÉAMBULE

L'AEV intervient en matière d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels, de bois, de forêts, de promenades, d'espaces agricoles périurbains et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels franciliens pour le compte de la Région d'Île-de-France.

Le conseil régional d'Île-de-France prend en charge les acquisitions foncières gérées par l'AEV (forêts, autres milieux naturels, espaces dégradés à réhabiliter, emprises linéaires pour y aménager une coulée verte, etc.) et sollicite la prise en charge des dépenses de fonctionnement par les collectivités territoriales de situation, en application de sa délibération n° CR 78-28 du 11 juillet 1978. Cette demande de contribution financière est motivée par la fréquentation principalement locale de ces sites.

L'AEV et le Département partagent des objectifs communs en matière de protection et de valorisation d'espaces naturels.

Dans ce domaine, le Département mène une politique dynamique et transversale avec de nombreux partenaires. Celle-ci cherche à développer l'accessibilité à l'ensemble des espaces naturels du territoire départemental tout en intégrant les enjeux sociaux. La mise en œuvre du « Chemin des Parcs » doit notamment permettre de relier les grands pôles de nature de la Seine-Saint-Denis pour les piétons et les cyclistes au sein d'un aménagement écologique et paysager, favorable à la biodiversité. Cette mise en réseau inclue notamment certains espaces naturels régionaux.
D'autre part, quinze parcs et forêts de la Seine-Saint-Denis sont classés en site « Natura 2000 » instauré au titre de la directive « Oiseaux » (Zone de Protection Spéciale). Le site Natura 2000 de la Seine-Saint-Denis, et pour lequel le Département est animateur, comprend notamment trois sites régionaux : la forêt de Bondy, l'espace naturel des coteaux de l'Aulnoye et la promenade de la Dhuis.

Parallèlement, l'AEV mène également des actions de préservation et de mise en valeur des espaces ouverts (non-bâtis et non imperméabilisés), au nom et pour le compte du conseil régional d'Île-de-France. Les objectifs poursuivis sont l'ouverture au public, la préservation de

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_152-DE

la biodiversité, la valorisation des liaisons entre milieux naturels et la protection du foncier agricole périurbain.

L'AEV acquiert des espaces naturels afin de réaliser des aménagements visant à concilier protection de la biodiversité et accueil du public. Pour cela, des périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) ont été instaurés. Au sein de ces périmètres, l'AEV s'est vue déléguer le droit de préemption instauré au titre des espaces naturels sensibles par le Département.

Dans le cadre des accords intervenus entre la Région Île-de-France et le Département de la Seine-Saint-Denis sur la gestion du parc forestier de la Poudrerie, le Département s'est engagé à contribuer à l'entretien des propriétés régionales.

En Seine-Saint-Denis, l'AEV a pu acquérir, et est en cours d'acquisition :

- du secteur des coteaux de l'Aulnoye, incluant la forêt de Bondy et la promenade régionale de la Dhuis,
- de l'espace naturel régional de la Butte Pinson.

Au travers de cette convention, l'AEV et le Département décident de définir leur coopération, de préciser leurs engagements respectifs concernant la gestion des espaces régionaux situés en Seine-Saint-Denis et d'assurer la reconnaissance des financements du Département sur ces espaces.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_152-DE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de :

- préciser les modalités de prise en charge, par le Département, d'une partie des frais de fonctionnement liés à l'entretien de :
  - 181 hectares de la forêt régionale de Bondy ;
  - 14 hectares de promenade de la Dhuis ;
  - 42 hectares d'espaces forestiers au sein de l'espace naturel régional des coteaux de l'Aulnoye ;
  - 22,5 hectares au sein de l'espace naturel régional de la Butte Pinson, incluant le parc de Villetaneuse, ancienne propriété départementale.

  Soit un total de 259,5 hectares.
- définir les engagements des parties quant à l'entretien et au fonctionnement des espaces gérés par l'AEV situés en Seine-Saint-Denis.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention d'une durée d'un an concerne l'exercice budgétaire 2020.

ARTICLE 3 : DÉPENSES CONCERNÉES

Les frais de fonctionnement recouvrent :

- tous les travaux d'entretien liés aux milieux naturels et à l'ouverture au public,
- la surveillance du site,

Ces frais donnent lieu à un bilan annuel (voir article 5 ci-après).

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

4.1 - Participation financière du Département

La participation financière du Département s'établit à 150 000 € (cent cinquante mille euros), répartis de la façon suivante :

- 80 000 € pour la forêt régionale de Bondy,
- 50 000 € pour l'espace naturel régional de la Butte Pinson,
- 10 000 € pour l'espace naturel régional des Coteaux de l'Aulnoye,
- 10 000 € pour la promenade régionale de la Dhuis.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_152-DE

4.2 - Modalités de versement de la participation

Le Département procèdera au mandatement de la participation en une seule fois, à l'émission du titre de recettes par l'AEV.

Le versement sera effectué à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal des Établissements Publics Locaux de Paris, receveur de l'AEV, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, comptable assignataire de l'Agence, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

L'AEV est maître d'ouvrage de l'aménagement et de la gestion des sites. En tant que gestionnaire des sites, elle pourra confier la gestion courante du site à un ou des tiers par la conclusion de marchés publics de services et de travaux.

Sur les espaces en propriété régionale, l'AEV procède, ou fait procéder, aux travaux d'aménagement et aux travaux d'entretien destinés :

- à maintenir et améliorer la qualité du site et des milieux naturels ;
- à assurer le bon accueil du public à des fins de découverte du site.

L'AEV définit le programme d'entretien et de surveillance. La coordination et le contrôle de l'exécution des travaux d'entretien sont assurés par la direction de l'aménagement et de la gestion de l'AEV.

Les travaux d'entretien présentés ci-dessus seront mis en œuvre par ce service, et réalisés par le prestataire retenu dans le cadre de la réglementation issue du code des marchés publics.

L'AEV s'engage à remettre au Département, après la clôture de l'exercice de l'année échue, un mémoire récapitulatif des travaux effectués l'année précédente et des dépenses correspondantes pour les périmètres régionaux concernés.

L'AEV s'engage à faire connaître, par tous moyens adéquats, que l'entretien des espaces s'est fait avec le concours financier du Département, en particulier sur les éventuels supports provisoires d'information expliquant des travaux et, le cas échéant, sur des plaques ou panneaux d'information au public pérennes, à l'occasion de leur installation ou remplacement.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_152-DE

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

En phase avec son souhait de favoriser l'accès de sa population aux espaces naturels et son souci de contribuer à y maintenir la biodiversité, le Département s'engage, sous réserve du vote des crédits par l'organe délibérant du Département, à verser la somme prévue à l'article 4.1 et à la verser à l'AEV selon les modalités prévues à l'article 4.2., et sous réserve du respect par l'AEV des engagements mentionnés à l'article 5.

ARTICLE 7 : AVENANT

Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé de réception après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de deux mois.
L'utilisation de la participation financière à des fins autres que celles définies par la présente, entraînerait son remboursement et/ou son annulation, sur demande du Département par lettre recommandée avec accusé de réception.
Les montants perçus seront alors reversés à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal de Bobigny, compte assignataire du Département, BDF 30001/00934/C9340000000/92.

ARTICLE 9 : CONTRÔLE DES DÉPENSES

Les pièces justificatives relatives aux dépenses effectuées seront conservées par l'AEV pendant dix ans pour tout contrôle que le Département souhaiterait effectuer a posteriori.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_152-DE

ARTICLE 10 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant les Tribunaux Administratifs compétents.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Bobigny, le

Pour le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis,

À Pantin, le

Pour l'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France,

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_153-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-153

Approbation de la convention partenariale avec la commune de Palaiseau relative à la mise en place d'un projet agricole et forestier sur l'espace naturel régional du plateau de Saclay

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU la convention partenariale ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion de la convention partenariale entre l'Agence des espaces verts et la commune de Palaiseau annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer cette convention.

Nombre de présents	: 11
Nombre de mandats	: 5
Nombre de votants	: 16
Votes POUR	: 13
Votes CONTRE	: 3
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	:

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_153-DE

CONVENTION PARTENARIALE

ENTRE

L'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France

&

La Ville de Palaiseau

L'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France, dont le siège administratif est sis 90-92, avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la région Île-de-France en vertu de l'article L. 4413-2 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°20-153 du Conseil d'administration du 3 décembre 2020.

Ci-après dénommée l' « **AEV** »,

ET

La Ville de Palaiseau, dont le siège est sis à l'Hôtel de Ville, 91, rue de Paris, 91125 PALAISEAU, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par décision de son conseil municipal en vertu de la délibération n° .....

Ci-après dénommée « **Palaiseau** »

PREAMBULE

Situé à 20 km au sud-ouest de Paris, à cheval sur les départements de l'Essonne (8 communes) et des Yvelines (5 communes), l'Espace naturel régional du Plateau de Saclay est un vaste espace agricole de plus de 2000 ha délimité par la vallée de la Bièvre au Nord et la vallée de l'Yvette au sud et à l'Est.

Créé en 1990 en partenariat avec le District du Plateau de Saclay, la création de ce périmètre régional marque le premier engagement de la Région Ile-de-France et de l'AEV dans la protection d'espaces ouverts à vocation exclusivement agricoles. C'est aussi grâce à la création de ce périmètre régional, qu'a été signée la 1ère convention de partenariat entre la SAFER et l'AEV, permettant à l'AEV d'effectuer une veille foncière active sur le plateau.

Ce périmètre régional du plateau de Saclay et l'entité géographique plus large d'espaces agricoles et de coteaux boisés qui le borde sont situés sur un territoire à très forts enjeux, où l'objectif est de concilier le développement de la ville et de ses infrastructures et le maintien des espaces agricoles, naturels et forestiers. Le Plateau de Saclay constitue le cœur du territoire de Paris-Saclay, un projet de pôle technologique, scientifique et d'enseignement supérieur à ambition nationale et internationale.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_153-DE

Sur les 2000 ha de terres agricoles du périmètre régional, plus de 600 ha sont propriétés de la Région Ile-de-France. L'AEV, qui gère ces terres pour le compte de la Région, passe des contrats, des baux ruraux, avec des agriculteurs pour l'exploitation de ses surfaces agricoles.

Sur le secteur de Palaiseau, les terres agricoles du périmètre régional sont intégralement en propriété régionale. Elles sont toutes soumises à bail rural sauf la parcelle Z170 et une partie de la parcelle I10.

Ces parcelles non soumises à bail, d'une surface totale d'environ 17 ha, devaient accueillir il y a quelques années le projet du « Protocole de Saclay » imaginé par le paysagiste Gilles Clément, dans le cadre du projet interactif d'ArtSciencefactory. Le projet initial du Protocole de Saclay comportait un volet expérimental qui avait amené à développer un partenariat avec l'INRA (aujourd'hui INRAE).

Si le Protocole de Saclay a été abandonné, les échanges avec l'INRAE ont continué afin de permettre de soutenir son installation sur le Plateau de Saclay et de conserver un volet expérimental sur cette parcelle.

L'idée était que l'AEV contribue par ce projet à développer les moyens de recherche agricole sur le Plateau de Saclay en soutenant l'installation de l'INRAE et d'AgroParistech sur le Plateau, tout en permettant une ouverture au public du site et la valorisation des produits en circuits courts pour la ville de Palaiseau.

Sur ce site à l'interface entre le plateau agricole, le campus urbain Paris Saclay et le tissu pavillonnaire du Haut Pileu, sur un secteur profondément marqué par les infrastructures existantes (bretelle accès à la RD 306, RD 36) ou futures (ligne 18, site de transition entre la tranchée couverte et le tranchée ouverte, SMR/SMI/PCC), les collectivités territoriales ont engagé une réflexion avec l'ensemble des acteurs autour de plusieurs axes structurants :

- La valorisation des continuités écologiques (paysagères, hydrologiques,...) telles qu'elles sont reconnues et identifiées à l'échelle régionale
- une ouverture au public la plus large possible pour réussir l'ancrage territorial de tout projet, et en assurer in fine l'appropriation par les habitants,
- une valorisation des filières courtes dans l'esprit des enjeux de la transition écologique,
- la nécessité de réaliser sur le territoire communal, au-delà des différentes procédures règlementaires, et avec le concours de l'ensemble des acteurs concernés, un reboisement ambitieux en parallèle de la réalisation de la ligne 18, dont l'implantation du SMR-SMI a entraîné sur le territoire le défrichement de près de 7 hectares de bois.
- La création d'une dynamique partenariale avec l'ensemble des acteurs (collectivités, campus urbain, Etat, ...)

À ce stade de la réflexion et pour répondre à ces objectifs ambitieux, le projet porté par la collectivité de Palaiseau se décline donc en trois axes programmatiques :

- **Le développement d'un projet de ferme maraichère biologique fonctionnant en circuit court**
- **La mise en œuvre d'un reboisement ambitieux en partenariat avec la Société du Grand Paris**
    - La société du Grand Paris a démarré à proximité immédiate du site les travaux préparatoires à la réalisation de la ligne 18. Sur le site, plusieurs chantiers d'envergure : la zone de transition entre la partie aérienne du réseau et la partie souterraine (avec notamment l'entrée du tunnelier), la réalisation des installations nécessaires à la maintenance et à la surveillance de l'infrastructure (SMR-SMI-PCC).
    - Ces travaux ont fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU, les défrichements autorisés pour permettre l'installation du SMR-SMI ont fait l'objet des compensations règlementaires sur les territoires de Gif sur Yvette et Draveil/Vigneux-sur Seine (sur le site de Port aux Cerises)

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_153-DE

- Au-delà de ces mesures règlementaires, la collectivité a souhaité engager, en relation étroite avec la société du Grand Paris, des actions emblématiques de reboisement sur le territoire. En effet, en sa qualité de maître d'ouvrage de la ligne 18, la Société du Grand Paris a la possibilité d'accompagner financièrement et méthodologiquement les collectivités et ce pendant une durée de trente ans.
- Le reboisement d'une partie du site pour une surface d'environ 6 hectares pourra être réalisé.

- **Dans le cadre de cette dynamique**, une partie de la parcelle permettra l'implantation du projet agricole porté par l'INRAE et AgroParistech en partenariat avec l'Agence des Espaces Verts , conformes à leurs attentes mais également à la hauteur des enjeux territoriaux

Les signataires de la présente convention ont des projets de développement sur les parcelles Z170 et I10 à la fois communs et spécifiques. Il convient donc de préciser les rôles et engagements de chacune des parties sur le développement des projets sur la parcelle Z170 et une partie de la parcelle I10.

Pour compléter l'information, d'autres acteurs interviennent à des titres divers sur ce secteur spécifique du Plateau de Saclay.

On peut signaler notamment le Conseil régional d'Île-de-France, le Syndicat Intercommunal pour l'assainissement de la vallée de la Bièvre (SIAVB) (incluant la gestion de la rigole et la servitude de passage sur la parcelle Z170), l'Établissement Public d'Aménagement de Paris-Saclay (EPAPS), la communauté d'agglomération Paris-Saclay (CPS), l'exploitant agricole M. Emmanuel LAUREAU, l'association Terre & Cité, l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture l'Alimentation et l'Environnement (INRAE), AgroParisTech, la Société du Grand Paris (SGP) et le Département de l'Essonne (CD91).

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_153-DE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser le rôle complémentaire des signataires permettant de développer sur la parcelle régionale Z170 et une partie de la parcelle I10 les projets de la ville de Palaiseau et de l'AEV et en lien avec les objectifs suivants (cf. cartes de localisation en annexe) :

- développement des circuits courts
- développement de boisements voire d'agroforesterie
- Accueil du public et actions d'animations pédagogiques
- soutien à la recherche agricole et à l'expérimentation

Afin de pouvoir prendre au mieux en compte le résultat des études et des échanges à venir pour la répartition spatiale des projets, il est proposé de ne pas établir, à ce stade, de plan global de répartition des projets, mais d'arrêter des surfaces d'étude.

Parcelle	**Emprise globale de la parcelle**	**Emprise dédiée au projet** (sous réserve confirmation plan de géomètre)
Z170	14 ha 38a 20ca	13 ha
I10	28ha 32a 28ca	4 ha

Pour la partie de la parcelle I10 comprise dans le projet, le périmètre exact devra être discuté avec l'actuel exploitant.

- projets sous maîtrise d'ouvrage de la ville de Palaiseau (Investissement et fonctionnement) : 10 ha

  - Développement d'un projet de ferme maraichère (si les ressources en eau le permettent) en agriculture biologique et développement des circuits courts
  - boisement, cheminements et le cas échéant agroforesterie en partenariat avec la Société du Grand Paris
  - accueil du public et animation pédagogique,

- projets sous maîtrise d'ouvrage de l'AEV (Investissement et fonctionnement) : 7 ha

  - développement des moyens de recherche et d'expérimentations agricoles soutenant l'installation de l'INRAE et d'AgroParistech sur le Plateau,
  - réflexion sur les accès aux terres agricoles

Les emprises sont données à titre informatif. Elles seront confirmées par un plan de géomètre, après validation de la carte de répartition globale des projets.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de trois ans. Elle prend effet à la date de sa signature. À son terme, elle pourra être prorogée pour la même durée par reconduction expresse, à l'initiative de l'une des parties, dans un délai de trois mois avant la fin de la présente convention, en prenant en compte les éventuelles modifications ayant été apportées par avenant (voir article 6 ci-après).

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_153-DE

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS CONJOINTS DES PARTENAIRES

Les partenaires décident les engagements conjoints suivants :

3-1 : Constituer et partager une culture commune

- parcelle Z170 et I10 et abords : les partenaires se fournissent mutuellement les études qu'ils ont pu mener ou les éléments des études qu'ils sont en train de mener sur ce secteur (ou qui ont été menées par des tiers et qu'ils ont à leur disposition) et qui éclairent la situation actuelle et le devenir des abords,

- projet agricole : les partenaires partagent les informations (agronomiques, pédologiques, hydrologiques, drainage, etc.) pouvant enrichir le projet agricole en cours et permettant de constituer des références communes.

3-2 : Coopérer et organiser la coordination des différents projets

Chaque partie à la présente convention s'engage à inviter l'autre partenaire à accompagner le suivi des projets en cours ou à venir sous sa maîtrise d'ouvrage.

Les partenaires organiseront des réunions d'information sur l'avancement des projets (études sur les recherches d'eau, mise en place d'une micro-ferme, design global, recherche d'agriculteurs, projets de reforestation, projet de recherche et d'expérimentation,...) en fonction de leurs besoins d'échanges d'information et de coordination. Les services de chaque partenaire échangeront autant que nécessaire pendant tout le déroulé des projets.

3-3 : Organiser le suivi collectif de l'agriculteur en place

Les terres agricoles objet de la présente convention sont actuellement exploitées par M. Emmanuel Laureau (par accord oral, sans fermage). M. Laureau a été prévenu qu'un projet alternatif devait être mis en place sur ce secteur.

Concernant le projet porté par l'INRAE/AgroParistech, M. Laureau pourra rester l'exploitant mettant en œuvre le projet de recherche, l'INRAE/Agroparistech n'ayant pas les moyens matériels d'exploitation.

La ville de Palaiseau s'engage à prévenir préalablement l'AEV de tout contact avec l'exploitant en place et à partager ses informations. L'AEV informera également la ville des discussions en cours avec M. Laureau.

3-4 : Envisager des actions mutualisées :

Les partenaires se saisiront de tout nouveau sujet pouvant améliorer la coordination des actions et des acteurs à l'échelle du territoire et servir une cause commune. Ainsi, des sujets tels que l'économie circulaire pourraient être abordés entre les partenaires (exemple : la réutilisation des déchets de tailles des secteurs en agroforesterie ou reforestation pouvant servir de compost aux exploitations agricoles).

3-5 : Communiquer sur le partenariat

Concernant les actions de communication sur l'un des projets ou l'une des actions objet de la présente convention, chaque signataire devra informer préalablement l'autre partenaire et, lors d'édition de tout support de communication, faire apparaître le logo du ou des maître(s) d'ouvrage du projet et, le cas échéant, celui du ou des partenaires associés.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE L'AEV

L'AEV intervient en matière d'acquisition, d'aménagement, d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels, de bois, de forêts, de promenades, d'espaces agricoles périurbains et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels franciliens pour le compte de la Région Île-de-France, en particulier en mettant en place des périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) élaborés avec les acteurs locaux, notamment les Communes de situation.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_153-DE

Sur le plateau de Saclay, la vocation du périmètre régional est, à ce jour, exclusivement agricole. L'objectif est le maintien d'une agriculture viable via la mise en place de baux ruraux ou de convention de mise à disposition.

À l'issue de l'étude de faisabilité réalisée par la ville de Palaiseau pour son projet agricole, une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage ou de co-maîtrise d'ouvrage pourra être mise en place.

L'AEV participera à la maîtrise d'ouvrage des éventuels chemins pour l'accès aux terres agricoles vouées à la recherche.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE DE PALAISEAU

La Commune est garante de l'inscription des principes d'aménagement dans les différents documents du Plan Local d'Urbanisme, tels que l'OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) sectorielle de la Croix de Villeboix, l'OAP thématique liée aux circulations douces et le règlement de zonage et ce conformément aux orientations du SDRIF. La ville s'assurera que, lors d'une modification de son plan local d'urbanisme (PLU), les règles d'urbanisme permettront la poursuite de la mise en œuvre du projet agricole et naturel en cours et la préservation des terres agricoles et des espaces naturels.

Préalablement et sur le volet maraîchage biologique, une étude technique de faisabilité sera lancée. Cette étude de faisabilité sera portée par la ville de Palaiseau, le cas échéant avec le concours de l'ensemble des collectivités et organismes parapublics qui pourraient être associés à cette démarche (Communauté d'agglomération Paris Saclay, Région...) et en concertation avec la population et les associations locales.

Cette étude visera notamment :

- à positionner finement le projet de maraîchage biologique pour en garantir la viabilité économique ;
- à définir les conditions techniques de réalisation (notamment sur le volet hydraulique) et les modalités de financement, tant en ce qui concerne les investissements initiaux que le fonctionnement ultérieur.

En parallèle, la ville s'engage à lancer toutes les démarches nécessaires auprès de l'ensemble des acteurs locaux potentiellement intéressées (collectivités, organismes parapublics, associations,..) pour assurer le succès de ce projet emblématique sur le territoire et la bonne articulation entre les différentes composantes programmatiques.

Le contenu final de l'étude, et les conditions de réalisation et de financement des différentes composantes programmatiques devront faire l'objet d'une validation explicite de l'ensemble des acteurs, notamment de l'Agence des Espaces Verts. Ce cadre programmatique précisé et toutes les conditions de réalisation, de financement et de portage par les collectivités des projets (étant entendu que l'AEV n'a pas vocation à assumer financièrement les différentes composantes opérationnelles qui seront stabilisées) feront l'objet d'une retranscription contractuelle par voie d'avenant à la présente convention.

Sur le volet boisement, une étude technique de faisabilité sera également lancée. Elle sera menée par la ville en partenariat avec la Société du Grand Paris et en concertation avec les acteurs concernés (région, agglomération, recherche, associations ...)

Cette étude visera notamment :

- à positionner finement le projet de boisement et/ou Agroforesterie ;
- à définir les conditions techniques de réalisation

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_153-DE

À l'issue de l'avancement de ces deux études de faisabilité et en cas contraintes techniques trop élevées pour la réalisation de tout ou partie de l'un ou l'autre de ces volets, la ville de Palaiseau remettra à l'AEV les surfaces agricoles non utiles au développement de ses projets.

ARTICLE 6 : AVENANT

Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par les parties de l'une des obligations découlant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par lettre recommandée adressée avec accusé réception après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de deux mois.

ARTICLE 8 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Versailles.

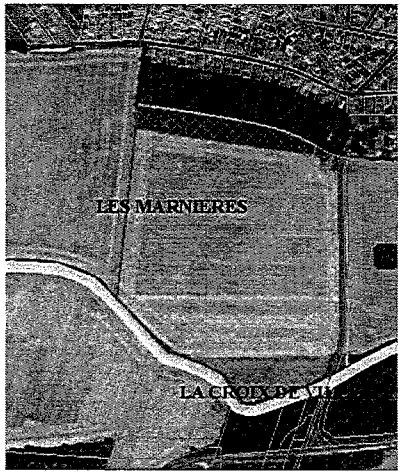
Fait à Pantin, en 2 exemplaires originaux le.....

Pour la Ville de Palaiseau	Pour l'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France
Le Maire	La Présidente du conseil d'administration de l'AEV,

ANNEXES : localisation des parcelles Z170 et I10 sur le périmètre régional d'intervention foncière du Plateau de Saclay



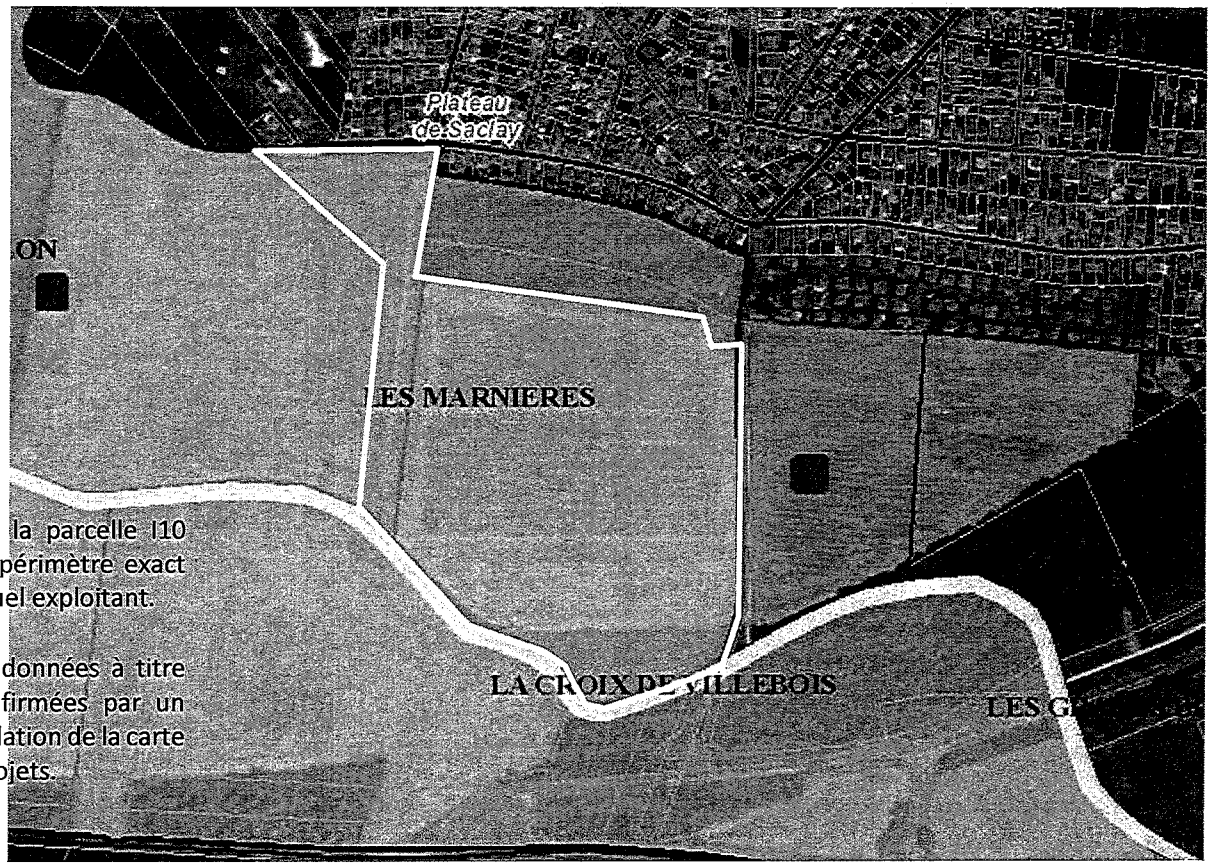
Parcelle Z170 :



Parcelle I10 :



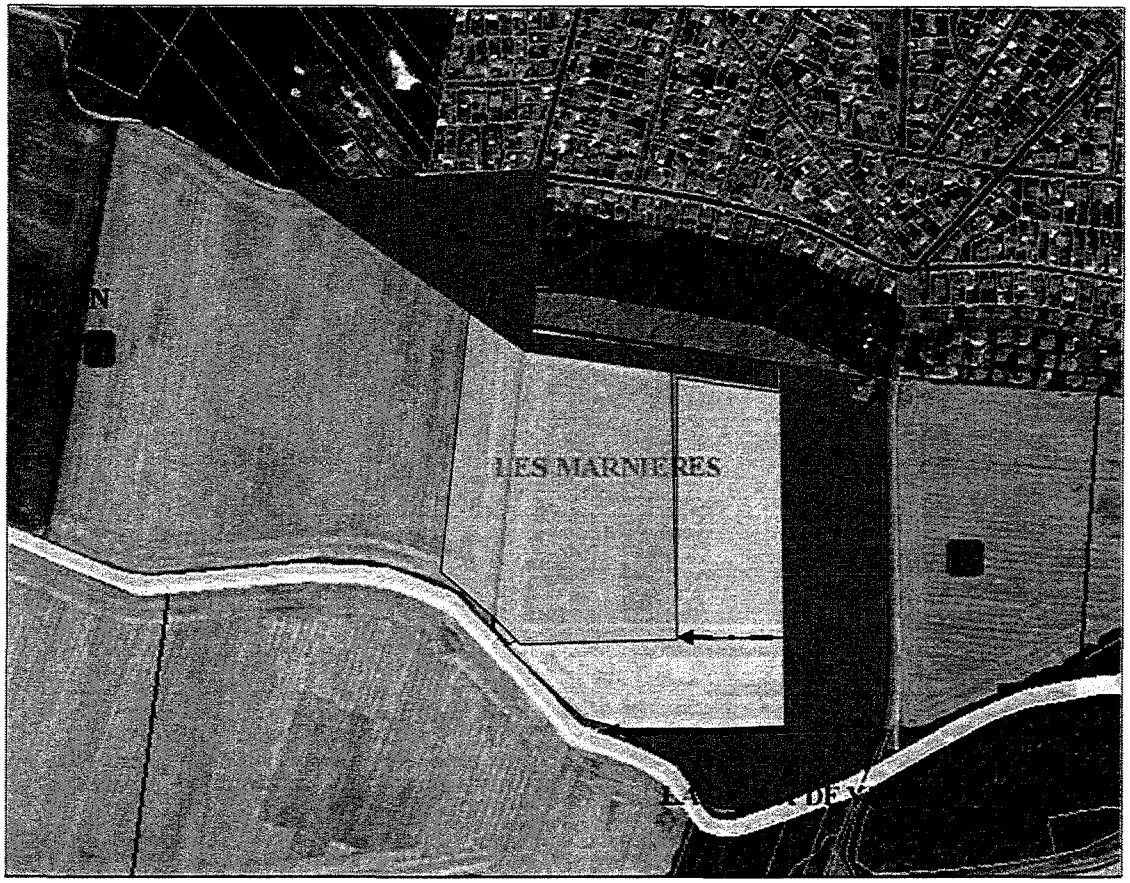
Emprise du projet :



Nota 1 : Pour la partie de la parcelle I10 comprise dans le projet, le périmètre exact devra être discuté avec l'actuel exploitant.

Nota 2 *:* Les emprises sont données à titre informatif. Elles seront confirmées par un plan de géomètre, après validation de la carte de répartition globale des projets.

Hypothèse de localisation des différents programmes (non contractuels)



Foncier disponible :
Parcelle I10p : 4 ha de terres agricoles
Parcelle Z170: 14 ha dont
13 ha terres agricoles
1 ha boisement

Boisement existant : environ 1ha

Boisement à créer : environ 6ha

Projet de ferme maraichère : 4 ha
2 unités de 2 ha

Projet INRAE / AgroParisTech :
environ 7 ha

Accès à créer

Accès existant

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_154-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-154

Approbation d'un protocole transactionnel entre l'Agence des espaces verts et un chasseur

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU les articles 2044 et suivants du Code civil ;

VU la circulaire du 1er ministre en date du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler à l'amiable les conflits ;

CONSIDÉRANT l'intérêt de conclure un protocole transactionnel avec le chasseur propriétaire d'un chien tué lors de la battue organisée sur le lot n°3 de chasse à ROSNY-SUR-SEINE le 28 février 2020 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion d'un protocole transactionnel avec un chasseur pour mettre fin au litige lié à la mort de son chien lors de la battue du 28 février 2020.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ledit protocole.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	: 11
Nombre de mandats	: 5
Nombre de votants	: 16
Votes POUR	: 14
Votes CONTRE	: 2
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_154-DE

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

L'Agence des espaces verts de la région d'Île de France, établissement public à caractère administratif, dont le siège est sis 90-92 avenue du Général Leclerc 93500 PANTIN, représentée par la Présidente du Conseil d'administration en exercice, Madame Anne CABRIT, dûment habilitée à cet effet en vertu de la délibération N° 19-001 du 14 février 2019. et dument habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-154 du Conseil d'administration du 3 décembre 2020,

De première part,

ET :

Monsieur Michaël DUCHESNE, né le XXXXXXX à XXXXXXXXX, demeurant XXXXXXX

De seconde part,

Les soussignés de première part et de seconde part étant désignés ci-après ensemble « les Parties ».

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_154-DE

PRÉAMBULE

Le vendredi 28 février 2020, aux alentours de 14h, les locataires du lot n°3 de chasse situé à ROSNY-SUR-SEINE, organisaient une battue sur le massif de ROSNY. Étaient présents Messieurs SIMOND, SZEWC et DUCHESNE.

Un des chasseurs, posté sur la route Royale, angle route Dauphine, affirme avoir vu passer un véhicule avec le flocage de l'AEV roulant, selon ses dires, à vive allure, se dirigeant vers la ferme des Huit-Routes.

Ce véhicule, conduit par une femme (il s'agirait de Morgane LE COQ, agent forestier de l'AEV) est selon ses dires passé sur la route Dauphine et a traversé la zone de la battue qui avait déjà commencé.

Ce chasseur affirme avoir entendu à ce moment précis le bruit d'un choc au passage dudit véhicule. La conductrice ne s'est pas arrêtée.

À la fin de la battue, Monsieur Michaël DUCHESNE a signalé la disparition de son chien.

Le chien, équipé d'une puce GPS, a été retrouvé un peu plus tard à 15m dans les bois, en face de la route Dauphine, mort. Messieurs DUCHESNE, SZEWC et SIMOND en ont conclu qu'il s'agissait de la voiture conduite par Madame Morgane LE COQ. Monsieur DUCHESNE précise que son chien est mort dans l'enceinte chassée, totalement balisée par des panneaux de signalisation.

Il s'agissait d'un chien de race English Springer Spaniel, âgé de 8 mois.

Morgane LE COQ a une version différente des faits qui se sont produits le 28 février 2020. Elle déclare qu'une battue était organisée sur le massif de ROSNY-SUR-SEINE. Elle affirme s'être rendue aux alentours de 14h aux bureaux de l'AEV, à la ferme des Huit-Routes, en passant par la route Dauphine. Elle a vu qu'une traque était en cours sur une parcelle voisine de la route forestière. Elle déclare avoir ralenti et roulé à 30-35km/h pour ne pas perturber la chasse. Elle a alors senti qu'elle heurtait quelque chose. Pour elle, il s'agissait d'une branche, d'autant que la route en était couverte compte tenu des épisodes récents de vents violents. Elle a regardé son rétroviseur et n'a rien vu.

Deux de ses collègues sont arrivés dans les bureaux de la ferme des Huit-Routes quelques minutes plus tard et aucun des deux n'a remarqué quoi que ce soit sur la route.

Vers 14h30, Monsieur SIMOND, accompagné de 3 autres personnes, dont Monsieur DUCHESNE, se sont regroupés autour de la voiture conduite par Morgane LE COQ. Ils ont vu un poil de chien sur le pare-chocs du véhicule conduit par Morgane LE COQ. Cette dernière a contesté avoir heurté mortellement le chien et a dit que le poil de chien pouvait provenir des chiens de son père. Le véhicule ne comportait aucun impact, ni aucune trace de sang.

L'Agence a, sans délai, déclaré ce sinistre à son assurance dès le 12 mars 2020. Or, l'assurance a considéré, le 27 juillet 2020, que le lien de causalité était incertain, que la responsabilité de l'Agence ne pouvait être engagée. L'assurance responsabilité civile a donc refusé d'indemniser Monsieur DUCHESNE.

Monsieur DUCHESNE a donc pris attache avec son assurance (garantie « protection juridique ») qui lui a conseillé de déposer plainte contre l'AEV et plus particulièrement, contre Madame Morgane LE COQ. Ce qu'il a fait au début du mois de septembre 2020.

Afin de trouver une issue amiable et mettre fin à ce litige, les parties ont convenu de l'intérêt mutuel de conclure un accord transactionnel.

Le présent protocole d'accord transactionnel comporte des concessions réciproques et vaudra transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_154-DE

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, LES PARTIES SE SONT RAPPROCHÉES ET ONT CONVENU CE QUI SUIT :

Vu les articles 2044, 2045 et suivants du code civil ;

Vu la circulaire du Premier ministre en date du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler à l'amiable les conflits ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts en date du 3 décembre 2020 autorisant la Présidente à signer ce protocole transactionnel,

ARTICLE 1 : OBJET :

Le présent protocole a pour objet de régler dans son intégralité, par voie de transaction telle que prévue aux articles 2044 et suivants du code civil, et sans que cela vaille reconnaissance de responsabilité, toutes les conséquences résultant directement ou indirectement du différend survenu entre les Parties, lequel a notamment trouvé son origine par la mort du chien de Monsieur Michaël DUCHESNE lors de la battue du 28 février 2020 à ROSNY-SUR-SEINE. Le but est de prévenir de tout litige à naître ayant un lien direct et/ou indirect avec cet accident.

ARTICLE 2 : ACCORD CONCLU ENTRE LES PARTIES – ENGAGEMENTS ET CONCESSIONS RÉCIPROQUES :

2.1. LES ENGAGEMENTS DE MONSIEUR MICHAËL DUCHESNE :

Au regard de ce qui précède et des garanties apportées par les Parties, Monsieur Michaël DUCHESNE s'engage à :

- Retirer sa plainte contre l'AEV et contre son agent Morgane LE COQ suite au refus de prise en charge de l'assurance, qui a considéré que le lien de causalité ne pouvait être établi de manière certaine ;
- Renoncer dans le futur à toute action en réparation (ou demande indemnitaire) devant les juridictions civiles en lien avec le différend développé dans le préambule.

Plus généralement, Monsieur Michaël DUCHESNE s'interdit et renonce à exercer tout recours, instance et action en lien avec le présent différend tel qu'exposé en préambule du présent Protocole.

Ces points sont substantiels au consentement de l'Agence sans lesquels elle n'aurait pas souscrit au présent protocole.

2.2. LES ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE :

En contrepartie des engagements de Monsieur Michaël DUCHESNE, l'Agence accepte le principe d'une indemnisation. Celle-ci s'élève à 1.000€ ; elle correspond au prix d'achat du chien acheté en 2019, de race English Springer Spaniel.

ARTICLE 3 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES ENGAGEMENTS DES PARTIES :

En premier lieu, Monsieur Michaël DUCHESNE produira aux services de l'AEV un récépissé de retrait de plainte et/ou une attestation sur l'honneur d'abandon de poursuites.

En second lieu, l'AEV procèdera au paiement des 1.000€ en réparation du préjudice subi.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_154-DE

ARTICLE 4 : RENONCIATION D'INSTANCE ET D'ACTION :

Compte tenu de ce qui précède, les Parties renoncent, définitivement et irrévocablement, à tous griefs, demandes, instances et actions, nés ou à naître, de quelque nature que ce soit, se rapportant directement ou indirectement au litige tel qu'exposé en préambule et en objet du présent Protocole, ainsi qu'aux sommes perçues au titre du présent Protocole.

Les Parties se disent parfaitement satisfaites des dispositions contenues aux présentes.

ARTICLE 5 : RESPECT DU PROTOCOLE ET CLAUSE DITE PÉNALE :

Chacune des Parties s'engage à exécuter chacune des obligations inscrites à la présente convention en toute loyauté et sincérité.

À cet égard, dans le cas où l'une des parties ne respecterait pas ses engagements, l'Agence se réserve le droit de demander le remboursement de l'indemnité forfaitaire de 1.000€ auprès de Monsieur Michaël DUCHESNE.

Les Parties s'engagent également, dans le cadre de leur communication interne et externe, à s'abstenir de toute appréciation critique ou négative d'une des autres Parties et de ses collaborateurs.

ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITÉ :

Les Parties conviennent que le présent accord, qu'il s'agisse du Protocole en lui-même ou de ses termes, ne pourra être communiqué ou divulgué à aucun tiers, sans autorisation expresse de chacune d'elle, à l'exception d'une communication destinée aux Tribunaux, à l'Administration fiscale, au Trésorier, à des organismes officiels qui en feraient la demande expresse.

ARTICLE 7 : CARACTÈRE TRANSACTIONNEL DU PROTOCOLE ET AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE :

En conséquence des stipulations décrites ci-dessus, et sous réserve de leur entière et parfaite exécution, les Parties se reconnaissent mutuellement quittes et libérées, tout compte se trouvant définitivement réglé et apuré entre elles du chef du litige et des faits exposés en préambule du présent Protocole.

Le présent Protocole, qui comporte des concessions mutuelles, revêt un caractère transactionnel entre les Parties et à l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, au sens des articles 2044 et suivants du Code civil.

Il ne pourra être critiqué ou attaqué, même par suite d'une erreur de droit ou de lésion et vaut extinction irrévocable de toutes les contestations nées ou à naître entre les Parties relatives à l'objet même du présent Protocole transactionnel.

Il solde définitivement les comptes entre les Parties en ce qui concerne les conséquences en lien direct ou indirect avec l'objet du protocole.

ARTICLE 8 : COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION :

Tout différend découlant de l'application et/ou de l'interprétation du présent Protocole transactionnel ou en relation avec celui-ci, sera soumis au tribunal administratif de MONTREUIL.

Le cas échéant, les Parties s'informent, préalablement à toute saisine des tribunaux et à l'introduction de recours contentieux, de tout différend dont le présent Protocole pourrait être l'objet.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_154-DE

Dans cette hypothèse, les Parties conviennent de se réunir afin d'apprécier la portée de la contestation et d'y apporter la réponse propre à éviter toute remise en cause ou tout reversement et saisine des tribunaux.

Le non-respect de ces prescriptions entraine l'irrecevabilité de l'instance qui serait engagée.

Fait en trois exemplaires originaux, le XXXXX 2020

Pour l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France	
La Présidente du Conseil d'administration, Anne CABRIT	**Monsieur Michaël DUCHESNE**

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_155-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-155

Approbation d'une convention d'objectifs pour la mise en valeur du Fort de Cormeilles

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la convention d'objectifs pour la mise en valeur du Fort de Cormeilles ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE la convention d'objectifs pour la mise en valeur du Fort de Cormeilles, entre la communauté d'agglomération Val-Parisis, la commune de Cormeilles-en-Parisis, l'association des Amis du Fort de Cormeilles et l'Agence des espaces verts, ci-annexée.

Article 2 : HABILITE la Présidente à signer ladite convention.

Nombre de présents	: 11
Nombre de mandats	: 5
Nombre de votants	: 16
Votes POUR	: 16
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_155-DE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR LA MISE EN VALEUR DU FORT DE CORMEILLES

ENTRE

La Communauté d'agglomération Val Parisis, dont le siège administratif est sis 271 Chaussée Jules César 95250 Beauchamp, représentée par son Président en exercice Monsieur Yannick BOEDEC, agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'agglomération, dûment habilité par une délibération n°... en date du...,

La Commune de Cormeilles-en-Parisis, dont le siège administratif est sis 3 avenue Maurice Berteaux, 95240 Cormeilles-en-Parisis, représentée par son maire, Monsieur Yannick BOEDEC, agissant au nom et pour le compte de la commune par une délibération du conseil municipal n°... en date du...,

L'association « Les Amis du Fort de Cormeilles », représentée par son Président en exercice, Monsieur Serge KATZ – 1 route stratégique, 95240 Cormeilles-en-Parisis, agissant au nom et pour le compte de l'association par délibération de son conseil d'administration n°... en date du...,

ET

L'Agence des espaces verts de la Région Île-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège administratif est sis 90-92, avenue du Général Leclerc – 93500 Pantin, créée par la loi N°76-394 du 6 mai 1976 codifiée et agissant au nom et pour le compte de la Région Île-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente, Madame Anne CABRIT, dûment habilitée en vertu de la délibération de son Conseil d'administration N° 20-155 du 3 décembre 2020 ;

Ci-après dénommée « l'Agence »

IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

Le Fort de Cormeilles, construit entre 1874 et 1877, occupe une superficie de 11 hectares à l'extrémité ouest des Buttes du Parisis. Propriété de la Région Ile-de-France depuis 1998, il s'inscrit dans le site naturel régional des Buttes du Parisis, géré par l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France.

Partie intégrante du système de défense de Paris mis en place à la fin du 19ème siècle et connu sous le nom de Camp retranché de Paris, ce fort n'a eu qu'une fonction dissuasive pendant le 1er conflit mondial. Il a ensuite servi de prison, de logements et de centre d'initiation commando pour l'armée de terre.

Son architecture particulière relève de la conception des ouvrages militaires de défense adoptée par l'armée française à l'instigation du général Séré de Rivières, qui dirigea à partir de 1874 le service du génie du Ministère la défense. Jadis batterie d'artillerie installée en position dominante sur la vallée de la Seine et son confluent avec l'Oise et bénéficiant d'axes de tir dégagés, le fort est aujourd'hui enveloppé par la végétation et dissimulé aux regards. Par son état de conservation correct, il conserve une force évocatrice liée à son architecture et à la nature environnante.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_155-DE

L'Agence des espaces verts de la Région Ile de France

Inclus dans le périmètre régional d'intervention foncière (PRIF) des Buttes du Parisis, le Fort de Cormeilles a été acquis par l'Agence des espaces verts au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en 1998.

La gestion du Fort a été confiée par convention à l'Association des Amis du Fort de Cormeilles. Cette association accueille des artistes et des artisans, supervise la mise à disposition du Fort pour des tournages de films et entreprend des travaux de maintenance et de restauration de certaines parties du Fort.

L'Agence des espaces verts a par ailleurs proposé, en juillet 2018, la candidature du Fort de Cormeilles au nouveau label « Patrimoine d'intérêt régional », mis en place par la Région Ile-de-France. La commission régionale du 21/11/2018 a entériné cette labellisation.

La Communauté d'agglomération Val Parisis

Compétente dans le domaine du développement touristique, la CA Val Parisis a entrepris de réaliser un schéma de développement touristique pluriannuel 2021-2026. Elle collabore dès à présent avec Val d'Oise Tourisme pour développer de premières actions de mise en tourisme. Plus grand fort ouvert au public en Ile-de-France et susceptible de l'être bien davantage, proche de la Seine et des carrières de gypse, le fort de Cormeilles est l'un de ses atouts.

En outre, le Fort de Cormeilles est le lieu de tournage de nombreux films ; mais les contraintes techniques actuelles des régies cinématographiques restreignent le potentiel du lieu.

Un projet de mise en valeur

En 2018, l'Agence des espaces verts et la Communauté d'agglomération Val Parisis ont conjointement fait réaliser une étude de valorisation du Fort de Cormeilles.

Après un diagnostic mettant en avant les atouts et les faiblesses du Fort, l'étude propose une approche graduée permettant, dans le temps, de tester certaines hypothèses et de préciser le projet progressivement. Cette démarche paraît adaptée à la complexité du sujet : bâtiments massifs et atypiques, site avec de nombreuses contraintes techniques, nombreux acteurs potentiels, mode de gouvernance à définir.

L'étude propose quatre axes potentiels de développement du Fort :

- Un espace public et ludique : Cet axe met l'accent sur l'ouverture du Fort au public en tirant parti de son potentiel récréatif et paysager, de sa richesse patrimoniale et de la proximité de la forêt.
- Un atelier des savoir-faire durables : Il s'agit de développer le Fort comme un lieu de pratique et de transmission de savoir-faire artisanaux durables identifiés dans le territoire.
- Une fabrique d'images : Il s'agit de renforcer le potentiel du Fort en tant que lieu d'accueil pour le cinéma, la photographie et toute pratique créative ou pédagogique centrée sur l'image.
- Une destination grand-parisienne : Ce dernier axe cherche à positionner le Fort comme une destination touristique pour les franciliens.

Trois temps sont proposés pour tester et consolider progressivement le projet :

- Temps de préfiguration (durée estimée à 2 ans) : mise en place de partenariats pour des actions légères et de courte durée, visant à susciter de l'intérêt pour le Fort, soit auprès de partenaires potentiels, soit auprès du public. Le Fort est ouvert exclusivement à des groupes encadrés ou à des partenaires du projet.
- Temps d'activation (durée estimée à 2 ans) : mise en place de partenariats structurants, montage d'un réseau de porteurs de projet (ex. : réseau de forts), accueil d'activités économiques autour des 4 axes proposés, développement d'une programmation et de l'accueil de publics.
- Temps de consolidation : le Fort est constitué en espace vivant et approprié par les habitants, reconnu dans son territoire et au-delà. A partir du bilan du temps d'activation, le cadre de fonctionnement est précisé : gestion, gouvernance, conventionnements, appels à projet...

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_155-DE

Des bâtiments à sécuriser

En 2020, l'Agence des espaces verts et la Communauté d'agglomération Val Parisis poursuivent leur partenariat pour faire réaliser un diagnostic de sécurisation du fort. Ce diagnostic a pour objectif de faire ressortir les points de vigilance et les améliorations à apporter aux bâtiments qui composent le fort dans les domaines suivants : vétusté / solidité des structures ; étanchéité à l'eau ; sécurité des personnes ; installation électrique ; accessibilité aux personnes handicapées. Les usages actuels et les possibles usages futurs des bâtiments sont envisagés et un plan décennal de travaux est proposé tenant compte de plusieurs hypothèses de fonctionnement du fort.

ARTICLE 1 : OBJECTIFS ET METHODE

Les parties prenantes à la présente convention reconnaissent pour objectif commun la mise en valeur du Fort de Cormeilles à travers la mise en place d'activités dans les domaines de la culture et de la muséographie, du tourisme, des activités artisanales ou de l'environnement, et son ouverture progressive au public.

Elles s'accordent sur une démarche progressive permettant de mettre en place, de tester dans le temps et d'évaluer plusieurs pistes de développement sous l'égide d'un comité de pilotage composé de représentants des parties.

Elles souhaitent œuvrer conjointement pour la réalisation des actions suivantes :

- La recherche, l'étude, la programmation, le financement et l'accueil d'activités dans les domaines de la culture et de l'art, du tourisme, de l'artisanat ou de l'environnement, pouvant être mises en place dans le Fort, soit à titre expérimental, soit pour une longue durée.
- La mise au point des contrats de mise à disposition d'espaces encadrant la mise en place de ces activités et permettant, le cas échéant, de générer des recettes qui seront alors réinvesties, dans les mêmes conditions, au profit de la mise en valeur du Fort.
- La réalisation de travaux de mise en conformité des lieux mis à disposition pour permettre l'accueil de ces activités et du public concerné en toute sécurité et dans le respect du caractère patrimonial du Fort de Cormeilles.
- La recherche de financements et la conclusion de partenariats pour la réalisation de ces travaux ou de ces activités, par voie de subventions ou de mécénat.
- La promotion des activités, temporaires ou de longue durée, auprès des publics concernés, à travers la mise au point d'une communication ciblée ; le rayonnement du Fort à travers l'inscription des activités mises en place dans les réseaux professionnels concernés.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS

La Communauté d'agglomération Val Parisis est compétente en matière de développement économique et touristique, ainsi qu'en matière d'aménagement de son territoire. Elle souhaite s'engager durablement dans la mise en valeur du Fort de Cormeilles en agissant sur les points suivants :

- Positionner le fort dans le développement de l'offre touristique de l'agglomération, notamment le relier aux berges de Seine,
- Positionner le fort comme un lieu touristique de la destination Grand Paris, tant à destination des habitants de l'agglomération Val Parisis et du département du Val d'Oise qu'aux franciliens plus largement,
- Participer avec le concours de la Mission cinéma du Conseil départemental et du Conseil régional à la valorisation du Fort de Cormeilles comme lieu de tournage de films et d'œuvres audiovisuelles, assurer la présence du Fort au salon annuel des lieux de tournage,
- Participer à la valorisation des abords du fort, et notamment son entrée, par l'installation d'un éclairage public tant de sécurisation que de mise en valeur du site, réaliser un jalonnement efficace tant pour les piétons que pour les automobilistes,
- Rendre le fort au public, faciliter sa connaissance et son appropriation par les habitants et les usagers,
- Mobiliser les moyens nécessaires pour assurer une ouverture au public du Fort lors du week-end annuel des Journées Européennes du Patrimoine (samedi et dimanche),
- Accompagner la rénovation et la mise aux normes du fort pour une ouverture au public sécurisée,

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_155-DE

- Construire une identité, susciter des imaginaires, des récits favorisant l'appropriation du fort par les publics (création d'un site internet performant et de contenus de communication, accueils de presse),
- Promouvoir le fort dans les projets avec Val d'Oise Tourisme (Archipel Rives de Seine – Forêt de Montmorency), la Région Ile-de-France (contrat Axe-Seine) et éventuellement d'autres forts d'Ile-de-France,
- Participer au financement de l'étude « diagnostic de sécurisation » du fort suivant les modalités prévues par la convention de financement bipartite AEV-CAVP,
- Favoriser l'implantation et la pérennisation d'activités économiques valorisantes et adaptées (producteurs bio, artisans d'art, artistes) au sein du fort, sous le contrôle des collectivités compétentes

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

Mise en conformité des conditions d'accueil du public dans l'enceinte du Fort de Cormeilles

Un diagnostic de sécurisation du Fort de Cormeilles a été mené, permettant de contrôler la compatibilité de l'existant aux usages actuels et aux usages futurs connus, sur les points suivants :

- vétusté et solidité apparentes des structures ;
- étanchéité à l'eau ;
- sécurité des personnes ;
- installation électrique ;
- accessibilité des personnes handicapées ;

Ce diagnostic formule des propositions de travaux sous la forme d'un plan décennal chiffré.

L'AEV s'attachera à réaliser les travaux les plus urgents consistant à assurer la mise en conformité des lieux aux usages en cours dans la limite des financements disponibles. Le cas échéant, et en cas d'impossibilité majeure, elle fera modifier, déplacer ou suspendre les usages ayant cours dans des conditions non conformes aux règles de sécurité.

Aménagement des lieux

L'AEV programmera et assurera la maîtrise d'ouvrage de travaux d'aménagement des lieux pour favoriser la mise en place de nouvelles activités dans le respect des conditions de sécurité, dans la lignée de l'étude de valorisation réalisée en 2018 et dans la limite des financements disponibles. Elle consultera et informera ses partenaires au titre de la présente convention, sur la programmation, le financement et la réalisation de ces travaux.

Elle proposera, le cas échéant, des contrats de mise à disposition des lieux adaptés à ces nouvelles activités, dans le respect de la convention d'occupation précaire accordée aux Amis du Fort de Cormeilles.

Financement

Pour la réalisation des travaux d'aménagement envisagés pour la mise en conformité, la mise en valeur des lieux et l'accueil de nouvelles activités, l'AEV s'attachera à rechercher les financements nécessaires auprès de ses partenaires et d'autres financeurs publics ou privés.

Elle mobilisera, dès que cela sera pertinent, le dispositif « Patrimoine d'intérêt régional » décerné en 2018 au Fort de Cormeilles par la Région Ile-de-France.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DES AMIS DU FORT DE CORMEILLES

L'association des Amis du fort de Cormeilles (AFC) présente un programme annuel d'ouverture au public et de visites commentées lors de son Assemblée Générale du mois de mars, comprenant, entre-autres, une ouverture lors du dimanche des Journées Européennes du Patrimoine et une Brocante le dimanche d'un week-end du mois de juin. Le fort ouvre habituellement au public le premier dimanche de chaque mois à 15h, sauf en janvier et en août.
L'AFC entretient et nettoie les espaces extérieurs et boisés pour poursuivre son programme d'ouverture au public dans les meilleures conditions de sécurité possibles.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_155-DE

Après avoir amené le financement par la fondation du Patrimoine et la mission Stéphane Bern des travaux de rénovation de la caponnière de gorge du fort de Cormeilles pour un montant de 500.000 euros en 2020, l'AFC continuera les travaux de restauration du site, dont la liste sera présentée au cours de l'assemblée générale du mois de mars, pour l'équivalent de la valeur indiquée sur la convention d'occupation signée avec l'Agence des Espaces Verts en 2019.
L'AFC poursuivra son œuvre de maintien d'un lieu de mémoire du patrimoine militaire français au travers de l'enrichissement des collections de son musée privé et de recherches historiques sur le fort de Cormeilles, et restera la référente historique, au travers de ses historiens et chercheurs spécialisés.
L'AFC poursuivra son œuvre de valorisation du site par la création de nouvelles activités et d'utilisation des lieux, en fonction des possibilités sécuritaires.
L'AFC collabore depuis plusieurs années avec Val d'Oise Tourisme. Elle renforcera encore son partenariat actuel par de nouvelles actions de mise en valeur du site.
Enfin, l'AFC continuera à valoriser le fort en proposant, comme elle le fait depuis 10 ans, les lieux à des tournages cinématographiques, clips vidéo et reportages, dont les recettes seront réinvesties dans la rénovation du fort.
L'AFC poursuivra la refonte du site internet de l'association, dédié au Fort de Cormeilles, afin de procurer un support numérique permettant la mise en valeur du site et des activités s'y déroulant.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE DE CORMEILLES-EN-PARISIS

La commune de Cormeilles-en-Parisis s'engage à poursuivre son aide logistique en matière de matériel et de mobilier, dans la limite de ses possibilités, lors des événements et manifestations publiques se déroulant au fort.

Elle assure également maintenir son appui logistique en matière de moyen de transport lors de besoin spécifique pour transférer des pièces ou objets lourds dans la limite des moyens techniques dont elle dispose.

Elle continue de relayer et de renforcer la communication sur le fort dans tous les supports municipaux existants.

Comme prévu dans la convention, elle s'engage à désigner un élu municipal au comité de pilotage et à assister aux séances du comité.

La ville va aider à développer le lien culturel existant entre l'association « Aux musées réunis » et l'association « Les amis du fort de Cormeilles ».

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

Un comité de pilotage composé de représentants des parties prenantes se réunit autant que de besoin et a minima une fois par an au 1er semestre de l'année en cours pour examiner les orientations de développement du site du Fort de Cormeilles, le bilan de l'année écoulée et proposer un programme de travail chiffré et appuyé sur les budgets disponibles au sein de chaque partie prenante et des possibilités de financement externe. Il veillera à la cohérence des composantes de ce programme et aux incidences des propositions sur la gestion quotidienne des lieux. Il dressera un bilan détaillé des travaux réalisés.

Les orientations du comité de pilotage ne présument pas des délibérations ou des décisions à prendre par les organes délibérants des parties prenantes quant à leur réalisation. Elles prennent en compte les dispositions de la convention d'occupation précaire du domaine régional accordée aux Amis du Fort de Cormeilles et signée en 2019.

Compte tenu de son expertise issue de plus de vingt ans de gestion du fort, et de sa connaissance des possibilités offertes par le site, l'avis de l'association des Amis du Fort de Cormeilles est recueilli pour tout projet touchant à sa destination, son occupation ou son entretien.

Ces orientations sont soumises, en dernier recours, à l'aval de l'Agence des espaces verts, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France, propriétaire des lieux.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_155-DE

ARTICLE 7 : DUREE

La présente convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties. Elle a une durée de 2 années et peut être reconduite de manière expresse. L'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France interrogera les autres parties prenantes sur leurs souhaits, par courrier, au moins deux mois avant la date d'échéance.

ARTICLE 8 : MODIFICATION, AJOUT OU RETRAIT D'UNE PARTIE

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant dans les mêmes formes que pour sa conclusion. En particulier, l'ajout d'une partie prenante à la présente convention suivra ces mêmes formes.

Une des parties prenantes peut décider, de manière unilatérale, de se retirer de la présente convention. Elle en informe alors les autres parties par courrier recommandé précisant la date d'effet de sa décision.

ARTICLE 9 : RESILIATION

En dehors du cas d'expiration normale du délai, la convention pourra prendre fin dans les cas suivants :

- La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure.
- À tout moment, les parties peuvent résilier la présente convention d'un commun accord. La résiliation d'un commun accord doit être constatée par écrit et être établie en autant d'exemplaires que de parties prenantes. L'acte de résiliation indique l'identité des parties, porte leurs signatures, constate leur volonté commune de rompre le contrat et précise la date à laquelle la résiliation prend effet.

Fait à le

Le Président de la Communauté d'agglomération Val Parisis

Le Maire de Cormeilles-en-Parisis

M. Yannick Boëdec

M. Yannick Boëdec

Le Président de l'Association des Amis du Fort de Cormeilles

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France

M. Serge Katz

Mme Anne Cabrit

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 03 DEC. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-156
Approbation d'un bail emphytéotique avec un agriculteur (PRIF des Vallées de l'Yerres et du Réveillon)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération n°17-162 du 13 décembre 2017 autorisant la Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts à signer un bail emphytéotique avec un agriculteur ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

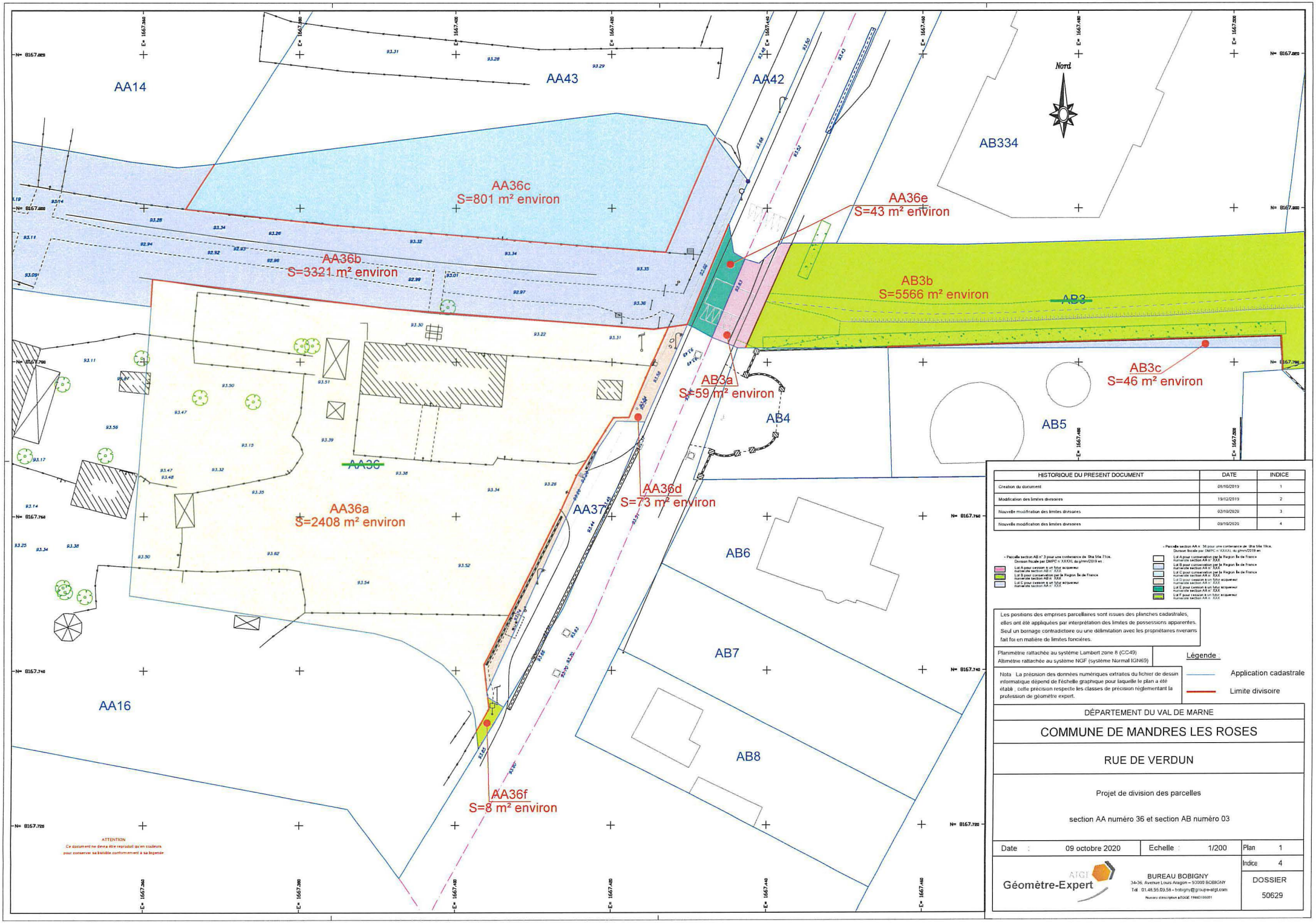
Article 1 : RAPPORTE la délibération n°17-162 du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts du 13 décembre 2017.

Article 2 : APPROUVE le bail emphytéotique ci-annexé.

Article 3 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ledit bail emphytéotique.

Article 4 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	: 11
Nombre de mandats	: 5
Nombre de votants	: 16
Votes POUR	: 16
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0



HISTORIQUE DU PRESENT DOCUMENT	DATE	INDICE
Création du document	08/10/2019	1
Modification des limites divisoires	19/12/2019	2
Nouvelle modification des limites divisoires	02/10/2020	3
Nouvelle modification des limites divisoires	09/10/2020	4

- Parcelle section AB n° 3 pour une contenance de 0ha 56a 71ca.
Division fiscale par DMPC n° XXXXL du g/m/2019 en :
Lot A pour cession à un futur acquereur numérotée section AB n° XXX
Lot B pour conservation par la Region Ile de France numérotée section AB n° XXX

- Parcelle section AA n° 36 pour une contenance de 0ha 56a 19ca.
Division fiscale par DMPC n° XXXXL du g/m/2019 en :
Lot A pour conservation par la Region Ile de France numérotée section AA n° XXX
Lot B pour conservation par la Region Ile de France numérotée section AA n° XXX
Lot C pour conservation par la Region Ile de France numérotée section AA n° XXX
Lot D pour cession à un futur acquereur numérotée section AA n° XXX
Lot E pour cession à un futur acquereur numérotée section AA n° XXX
Lot F pour cession à un futur acquereur numérotée section AA n° XXX

Les positions des emprises parcellaires sont issues des planches cadastrales, elles ont été appliquées par interprétation des limites de possessions apparentes. Seul un bornage contradictoire ou une délimitation avec les propriétaires riverains fait foi en matière de limites foncières.

Planimétrie rattachée au système Lambert zone 8 (CC49)
Altimétrie rattachée au système NGF (système Normal IGN69)

Nota : La précision des données numériques extraites du fichier de dessin informatique dépend de l'échelle graphique pour laquelle le plan a été établi ; cette précision respecte les classes de précision réglementant la profession de géomètre expert.

Légende :
Application cadastrale
Limite divisoire

DÉPARTEMENT DU VAL DE MARNE

COMMUNE DE MANDRES LES ROSES

RUE DE VERDUN

Projet de division des parcelles

section AA numéro 36 et section AB numéro 03

Date : 09 octobre 2020	Echelle : 1/200	Plan 1
		Indice 4
		DOSSIER 50629

Géomètre-Expert AIGT
BUREAU BOBIGNY
34-36, Avenue Louis Aragon – 93000 BOBIGNY
Tél : 01.48.95.09.58 – bobigny@groupe-aigt.com
Numéro d'inscription à l'OGE 1988D100001

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

île de France
Agence des Espaces Verts

LE BAILLEUR	LE LOCATAIRE
Agence des espaces verts de la Région Île-de-France	NOM: LEVEQUE
90-92 avenue du Général Leclerc 93500 PANTIN	PRENOM: Guillaume
Téléphone: 01 83 65 38 00	Téléphone: 06 21 50 35 52
Représenté par: Sylvain PATTE	Email : leveque.g.zeb@gmail.com
	Futur adresse:

ETAT DES LIEUX	D'ENTREE ~~DE SORTIE~~
DATE:	visite du 05/03/2019.

Bien loué Ancienne gare de Mandres-les-Roses Bâti 673

Adresse des lieux loués 155 rue de Verdun 94520 MANDRES-LES-ROSES

Référence cadastrale AA36

OBSERVATIONS GENERALES / COMMENTAIRES	Suivant le constat joint.

PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE

Type d'energie	Puissance	Marque / Année	Etat B	Etat U	Etat M	Observations
Electrique		Carolec / 2001		X		

INSTALLATIONS THERMIQUES

Type d'energie	Puissance	Marque / Année	Etat B	Etat U	Etat M	Observations

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

COMPTAGE	Numéro de compteur	Index
EAU	C13SU011480	709 m3 le 05/03/19.
ELECTRICITE		
GAZ		

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

CLES et AUTRES	unité
Clé portail	
Clé portillon	
Clé boite aux lettres	
Clé porte d'entrée centrale	
Clé porte d'entrée verrou haut	
Clé porte d'entrée verrou bas	

SIGNATAIRES	Nom	Paraphe
pour le bailleur	Sylvain PATTE	
pour le locataire	Guillaume LEVEQUE	
le rédacteur	Sylvain PATTE	

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

ilede France
Agence des Espaces Verts



ESPACE REGIONAL des boucles de l'Yerres PRIF 48 – Bâti n°673

Etat des lieux « ANCIENNE GARE DE MANDRES LES ROSES »

Etat des lieux d'entrée
ancienne gare de Mandres-les-Roses

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

SOMMAIRE

ESPACE REGIONAL des boucles de l'Yerres PRIF 48 – Bâti n°673 1
1. SYNTHESE 3
1.1 Présentation du bâtiment 3
1.2 Plans de repérage 6
2 ÉTAT GÉNÉRAL DU BIEN 8
2.1 Présentation du site et du bâtiment 8
2.2 Clos et couvert 8
2.2.1 Infrastructure 8
2.2.2 Façades 9
2.2.4 Stationnement et voie d'accès 10
2.2.5 Terrasse/jardins/abords/clôtures 10
2.2.6 Toitures 11
2.3 Equipements 13
2.3.1 Chauffage 13
2.3.2 Plomberie 14
2.3.3 Protection Incendie 15
2.3.4 Electricité 15
2.3.5 Sûreté – Anti-intrusion 15
2.4 Aménagements intérieurs de la maison: 15
2.4.1 Escalier 15
2.4.2 Remise 16
2.4.3 Réserve n°1 17
2.4.4 Réserve n°2 17
2.4.5 Réserve n°3 18
2.4.6 Hall 18
2.4.7 Palier d'étage 19
2.4.8 Salle de bains 19
2.4.9 Bureau 20
2.4.10 WC 20
2.4.11 Couloir 20
2.4.12 Salle à manger 20
2.4.13 Cuisine 21
2.4.14 Volière 21
2.4.15 Séjour 22
2.4.16 Chambre 22
2.4.17 Rangement 23
2.4.18 Chambre dans les combles 23
2.4.19 Combles non aménagés 24
2.5 La glacière 24
2.6 Le local lampiste: 24

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

1. SYNTHESE

1.1 Présentation du bâtiment

Adresse du bâtiment :
155. rue de Verdun
94520 Mandres-Les-Roses

PRIF : N°48 des boucles de l'Yerres
N° de parcelle : n°36 section AA
Unité de bâti : 673

Synthèse patrimoniale :

- Type et année de construction :

La ligne de Paris-Bastille à Marolles-en-Brie, également connue sous le nom de ligne de la Bastille, ligne de Vincennes ou ligne V, est une ligne de l'ancien réseau Est et plus particulièrement le prolongement de la ligne entre Boissy et Brie Comte Robert. C'est une ligne de chemin de fer française d'une longueur de 66,3 kilomètres, qui reliait à son apogée la gare de la Bastille, à Paris, à la gare de Marles-en-Brie via Verneuil-l'Étang. Ouverte à partir du 22 septembre 1859, elle est l'une des dernières lignes créées au départ de Paris, essentiellement pour des raisons stratégiques. Longtemps victime d'un manque d'investissement, à la fin des années 1960 la ligne sera l'une des dernières en banlieue parisienne à voir circuler des locomotives à vapeur. La section de Boissy-Saint-Léger à Verneuil-l'Étang a été fermée en 1958 et déposée au cours des années 1970. La gare de Mandres a donc été construite dans en 1875. Elle est de forme pyramido-cubique selon un plan relativement classique de ces années de construction pour les gares.



- Surfaces/nombre de pièces :

L'ensemble est composé d'un bâtiment principal, la gare, et de 2 petits bâtiments annexes : la glacière, voûte en pierre massive et un local annexe sur rue. La gare, transformée en habitation et en réserve se décompose comme suit:
Au rez-de-chaussée :

- Une pièce servant d'entreposage, ancienne salle réservée aux premières classes
- Une pièce servant de remise, ancienne salle réservée aux secondes classes

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

- L'ancienne entrée principale servant de lieu de stockage
- 2 pièces côté ancienne voie ferrée servant de remises

Au premier étage

- Un palier avec couloir et dégagement
- Un petit bureau en sous pente
- Un WC en sous pente
- Une salle de bains mansardée
- Une cuisine
- Une salle à manger
- Un salon
- Une chambre
- Un rangement adossé à la chambre et sous pente servant de

remise Au 2ème étage :

- Une vaste pièce dans les combles servant de chambre (accès par une échelle)
- Une pièce servant de remise et de stockage côté voie.

- Annexes :

Une glacière. Un local en brique servant de WC.

- Usage du bien :

L'ensemble immobilier sert actuellement à une association qui se sert de la gare comme d'une ferme pédagogique et d'un logement.

- Intérêt architectural :

Style caractéristique des gares du milieu du 19ème siècle. Bâtiment de belle facture en pierre.

- Chauffage :

Néant.

- Raccordement au tout à l'égout :

Oui sur la rue.

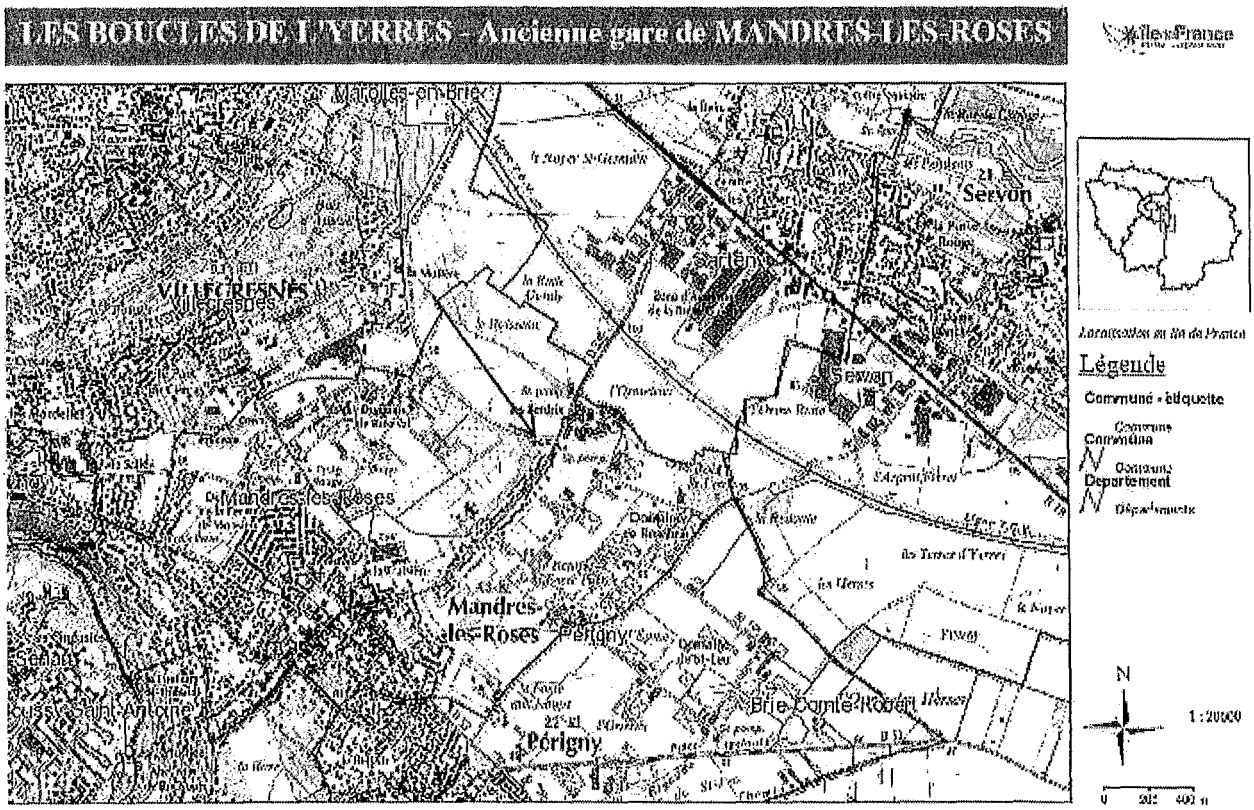
- Vide sanitaire ou cave:

La majeure partie de la gare est construite sur terre-plein. Seule la partie située sous le local nommé « Remise » sur les plans est construite sur cave voûtée en pierre. La cave est inondée.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

Plan de situation :

L'accès se fait depuis la rue principale de Mandres-les-roses. La maison se trouve à l'entrée Nord-Est de Mandres en arrivant par la D252.



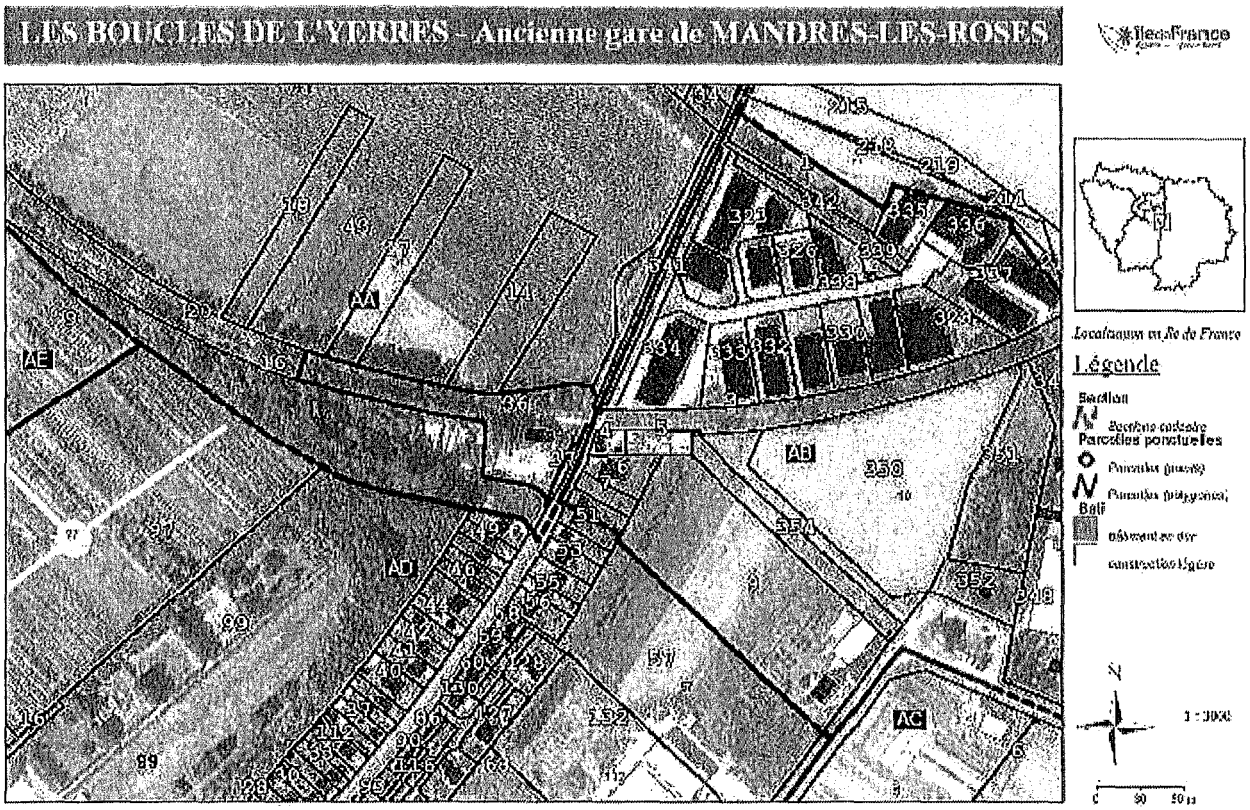
Plan de masse et de repérage:



Etat des lieux d'entrée
ancienne gare de Mandres-les-Roses

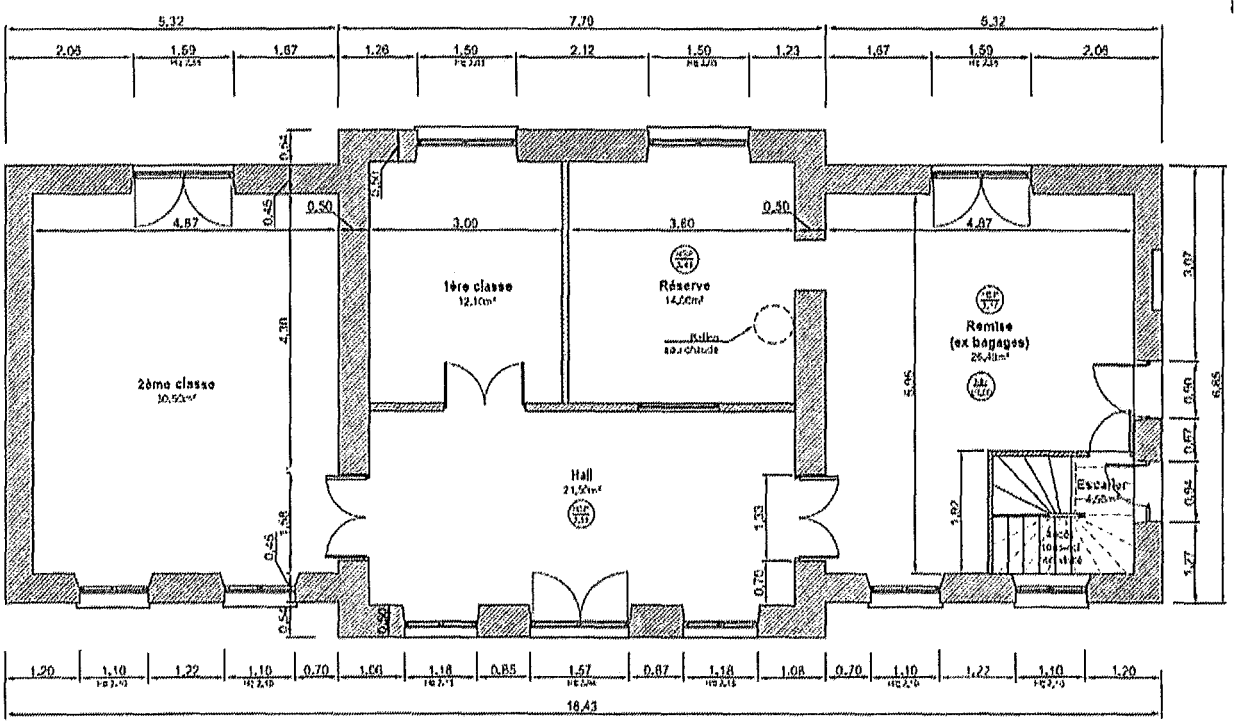
Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

Plan parcellaire :



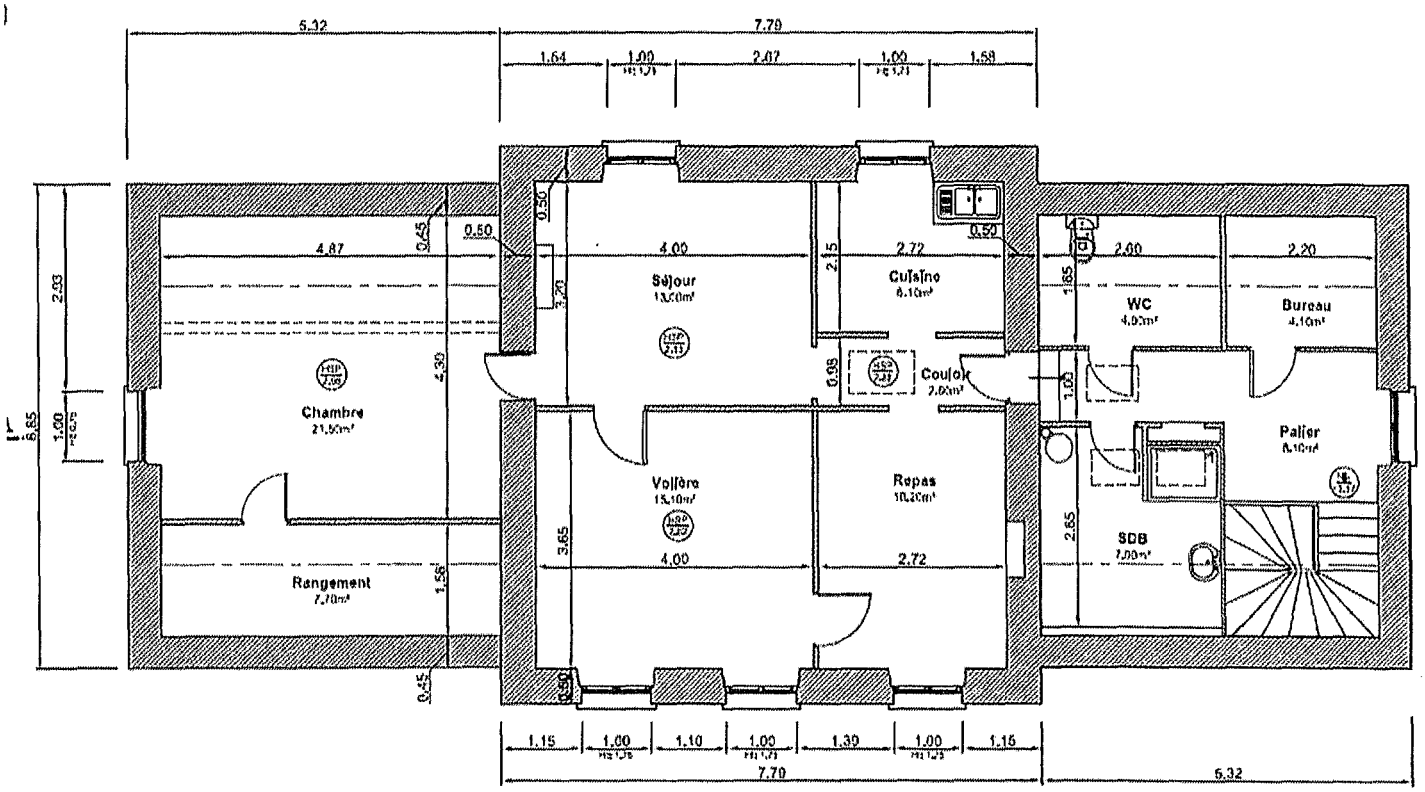
1.2 Plans de repérage

Plan de rez-de-chaussée :

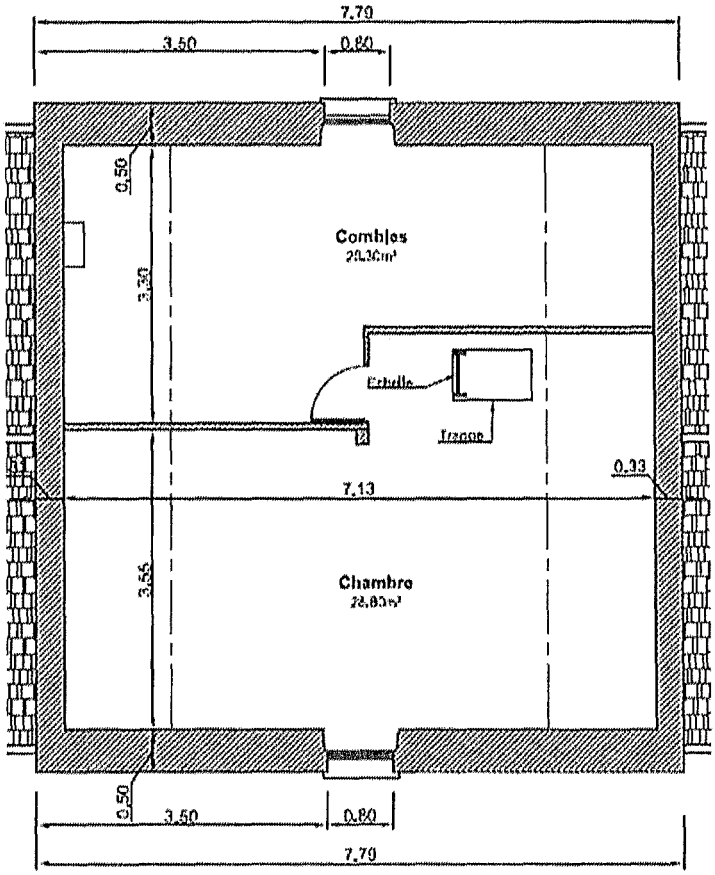


Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

Premier étage :



Combles :



Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

2 ÉTAT GÉNÉRAL DU BIEN

2.1 Présentation du site et du bâtiment

La gare est construite légèrement en retrait de la route. La gare est ouverte sur une vaste cour.

L'ensemble bâti est constitué de nombreux autres bâtiments, notamment des écuries et une étable et des remises. Ces éléments n'ont pas été visités et ne font pas partie du bail emphytéotique. Seule l'ancienne gare, la glacière et l'ancien local lampiste ont été visités. L'ancienne gare est constituée comme suit :

Au rez-de-chaussée :

- Une pièce servant d'entreposage, ancienne salle réservée aux premières classes
- Une pièce servant de remise, ancienne salle réservée aux secondes classes
- L'ancienne entrée principale servant de lieu de stockage
- 2 pièces côté ancienne voie ferrée servant de remises

Au premier étage

- Un palier avec couloir et dégagement
- Un petit bureau en sous pente
- Un WC en sous pente
- Une salle de bains mansardée
- Une cuisine
- Une salle à manger
- Un salon
- Une chambre
- Un rangement adossé à la chambre et sous pente servant de remise

Au 2ème étage :

- Une vaste pièce dans les combles servant de chambre (accès par une échelle)
- Une pièce servant de remise et de stockage côté voie.

La glacière et le local lampiste sont décrits dans les annexes à la fin du présent document. Les descriptifs des chapitres suivants ne concernent que l'ancienne gare.

2.2 Clos et couvert

2.2.1 Infrastructure

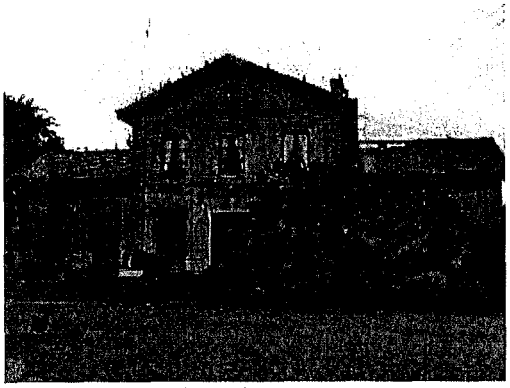
Les murs de la maison sont en pierres calcaires. Le soubassement est en pierre de taille jusqu'à 50cm du sol, le reste de la construction est en pierres grossières recouverte d'un enduit.



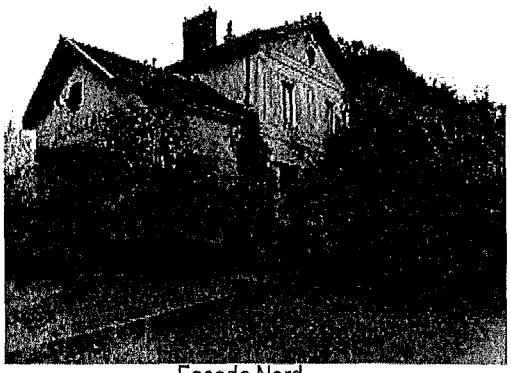
Soubassement en pierre de taille et reste de la superstructure en pierre

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

2.2.2 Façades



Façade Sud



Façade Nord



Façade Est

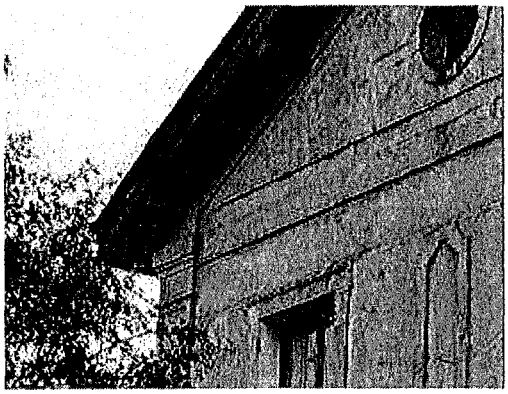


Façade Ouest

2.2.3.1 Façades parties pleines

Les façades sont en pierre. Le soubassement est en pierre de taille et le reste de la façade est recouvert d'un enduit. La façade Sud est recouverte d'un enduit en ciment lavé. Les pignons Est et Ouest, tout comme la façade Nord du côté des anciennes voies, sont en enduit plâtre. Toutes les modénatures de façades (bandeaux, encadrements de baies, Etc) ont été exécutés en plâtre.
Les façades sont dans un très mauvais état général.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE




2.2.3.2 Façades parties vitrées

En dehors de la fenêtre de la salle à manger, de la fenêtre de la cuisine et du salon qui ont été remplacées, toutes les fenêtres et portes fenêtres datent de l'origine de la construction. Elles sont en bois, à simple vitrage et dans un très mauvais état général.




2.2.4 Stationnement et voie d'accès

L'accès se fait depuis la RD 252 située juste devant la maison par un portail en acier vert. Le stationnement se fait dans la cour.




2.2.5 Terrasse/jardins/abords/clôtures

La cour est dans un état correct. La partie Est est en mauvais état avec de gros nids de poules. Le jardinet devant l'entrée de la maison est dans un état correct.
Par contre, les abords de la maison côté Nord sont envahis par la végétation (côté ancienne voie ferrée)

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE



Façade Nord : végétation recouvrant tous les abords

2.2.6 Toitures

2.2.6.1 Toitures

Les toitures sont en tuiles plates : la partie centrale est en tuile plates classiques 17x27 et les ailes Est et Ouest sont en tuiles plates arrondies. Le faîtage est en tuile demi ronde scellée.

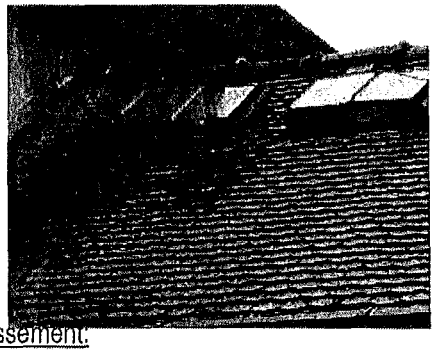




Les tuiles sont dans un bon état mais tous les raccords et les éléments d'étanchéité de toiture sont dégradés, tout comme les chéneaux.

2.2.6.2 Fenêtres de toits

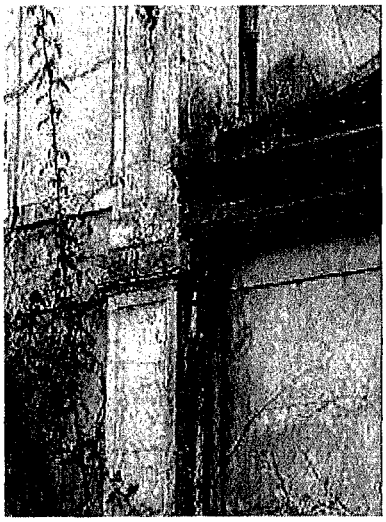
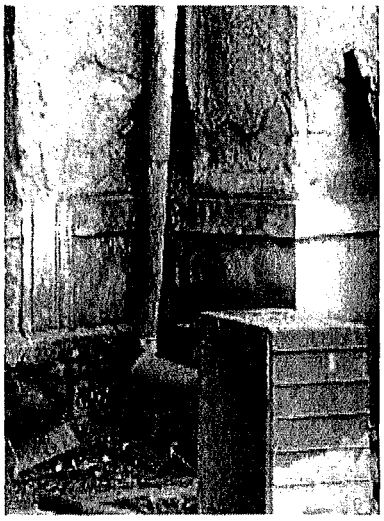
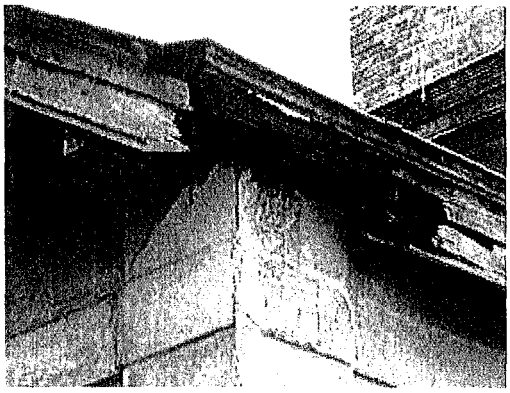
La maison est équipée d'anciens châssis parisien en verre simple. Les châssis, de type tabatières, sont en très mauvais état et des verres sont cassés et réparés au mastic silicone



2.2.6.3 Gouttières, descentes d'eaux pluviales et assainissement.

La toiture est équipée de chéneaux encaissés. Les chéneaux sont en zinc. Ils sont en extrêmement mauvais état et percés de toutes parts. Les coffrages en bois des chéneaux sont pourris et certains éléments menacent de tomber.

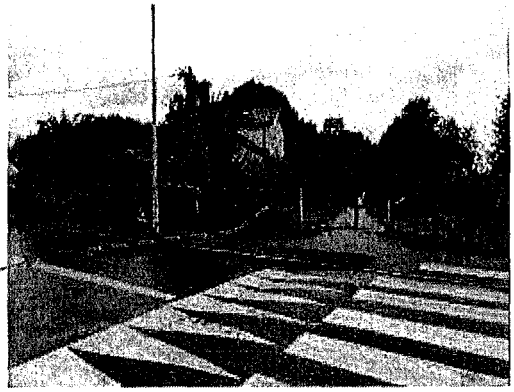
Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

Les descentes d'eau pluviales, en zinc, sont en très mauvais état. Certains éléments sont déboîtés, et les pieds de chute ne sont pas raccordés.

Concernant l'assainissement, la maison est raccordée au réseau collectif d'assainissement de la commune. Le raccordement est assuré par système gravitaire, sans pompe de relevage intermédiaire. Le réseau d'évacuation des eaux usées et eaux vannes se fait le long de la façade Nord, avant le fossé. La plaque en fonte de raccordement de la maison au tout à l'égout se situe sous la chaussée sur rue.

Plaque tout à l'égout



2.2.6.4 Souches de cheminées:

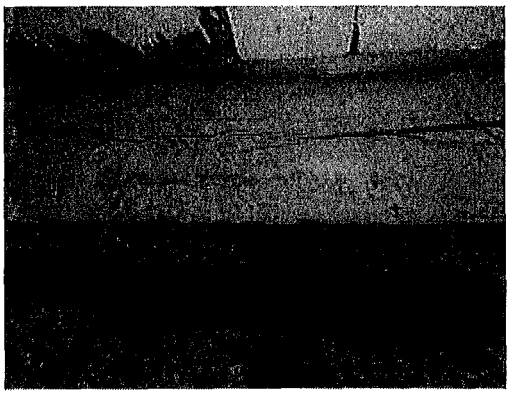
Les souches de la gare sont en briques. Elles sont dans un état moyen. Les joints d'assise de la brique sont en mauvais état et des mitrons sont manquants.



Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

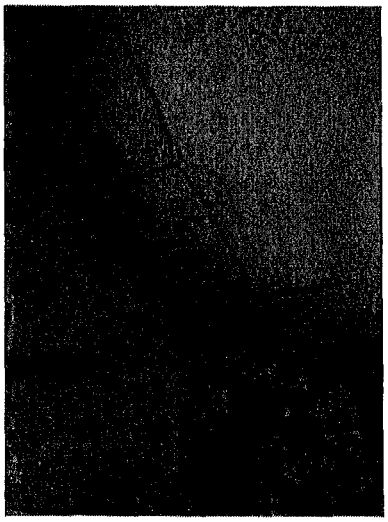
2.2.6.5 Charpente et isolation de toiture:

La charpente de la maison est en sapin. Elle est en bon état.





La toiture est très faiblement isolée par de la laine de roche entre chevrons.



2.3 Equipements

2.3.1 Chauffage

Production de chaud, terminaux et ventilation des locaux : Chauffage :
Néant

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

Cheminée :

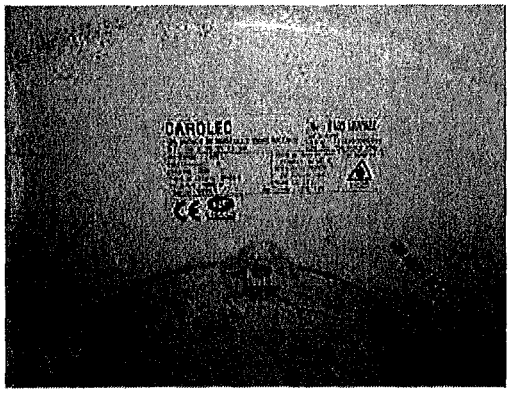
Existante équipée d'un insert bois.

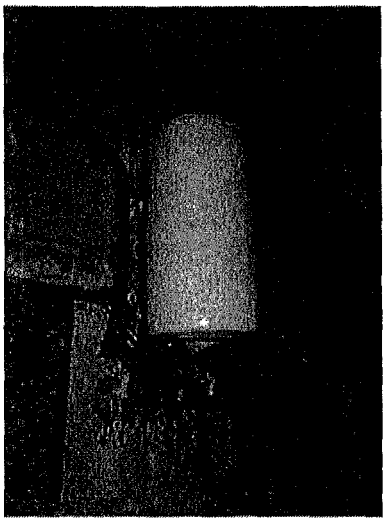
Ventilation des locaux :

La ventilation des locaux est naturelle.

Production ECS :

L'eau chaude sanitaire est produite par un ballon électrique à résistance stéatite de 150 litres de marque CAROLEC datant de 2001.





Les réseaux d'eau en sortie du ballon sont mal calorifugés. Le ballon est posé dans un espace non chauffé de la maison.

2.3.2 Plomberie

Le réseau d'alimentation en eau potable de la maison est en PEHD. La distribution intérieure en cuivre est vétuste et a fait l'objet de modifications, d'ajouts et de piquages divers.
Les réseaux d'évacuation, à l'intérieur de la maison, sont en PVC.





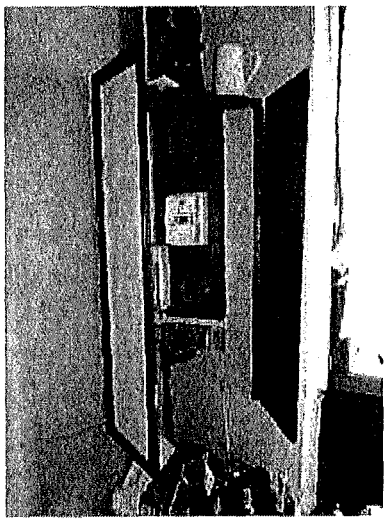
Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

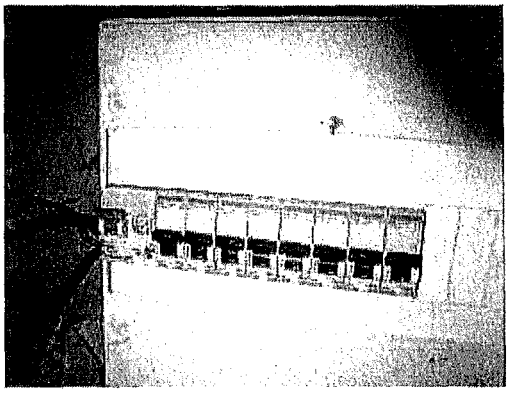
2.3.3 Protection Incendie

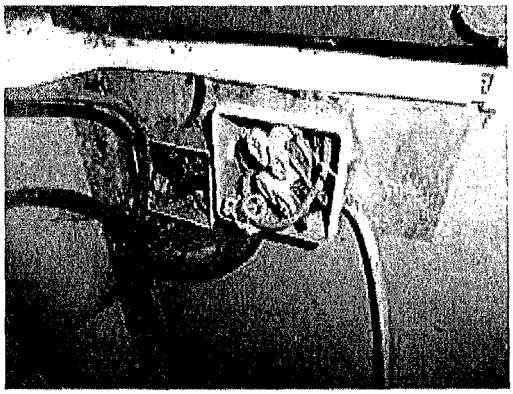
Le bâtiment n'est pas équipé en détection. Ce type de système n'est pas obligatoire en maison individuelle.

2.3.4 Electricité

L'installation n'est pas aux normes. Il y a des raccords avec des dominos et des conducteurs sous tension.
Le tableau se situe dans un coffrage en bois dans l'angle Nord-Est de la salle à manger. Le tableau est équipé d'une protection différentielle en tête 30mA.







2.3.5 Sûreté – Anti-intrusion

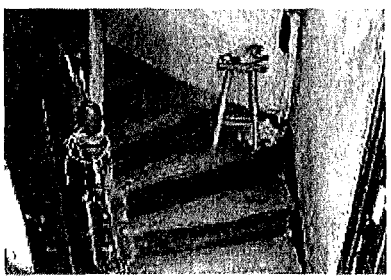
La maison n'est équipée d'aucun système de sécurité.

2.4 Aménagements intérieurs de la maison:

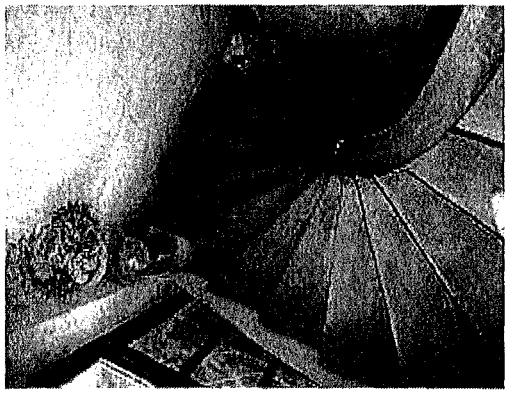
Les aménagements sont décrits de façon succinc

2.4.1 Escalier

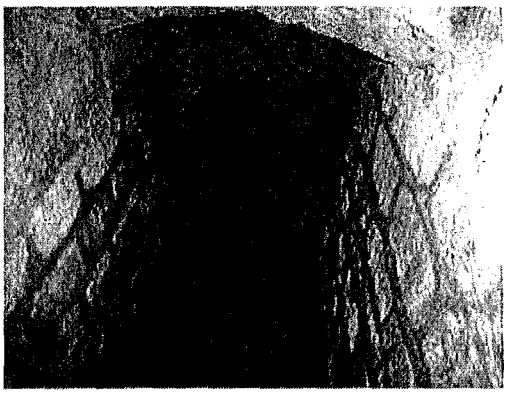
L'escalier, situé dans l'entrée, est en mauvais état. Le garde-corps est cassé. Les fuseaux sont détachés du limon. La main courante débillardée est en mauvais état. Le plat des marches est usé et les contre marches peintes sont en mauvais état même si le bois de l'escalier reste sain.
Les murs sont peints. L'ensemble est en mauvais état.



Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

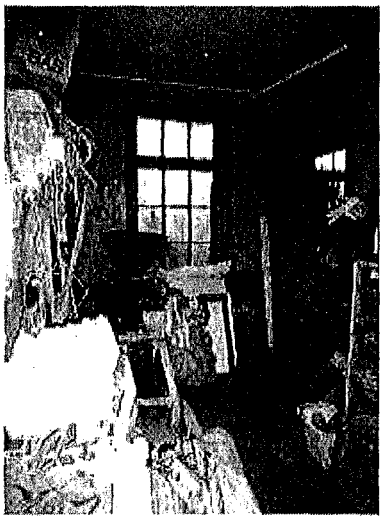


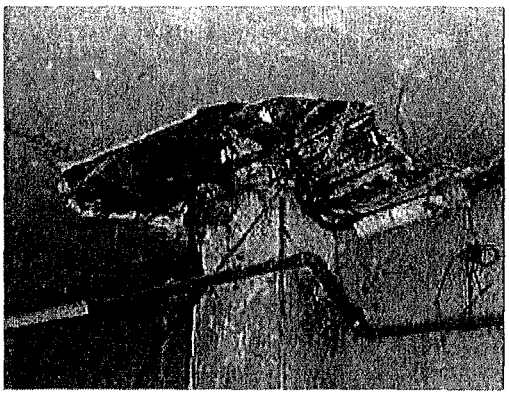
La sous-pente de l'escalier permet l'accès à la cave. Nous n'avons pas pu visiter la cave car elle est inondée.



2.4.2 Remise

Cette pièce est l'ancienne bagagerie de la gare. Elle sert de remise. Elle est très encombrée. Le sol est en ciment, les murs recouverts de papier peint et le plafond est peint.





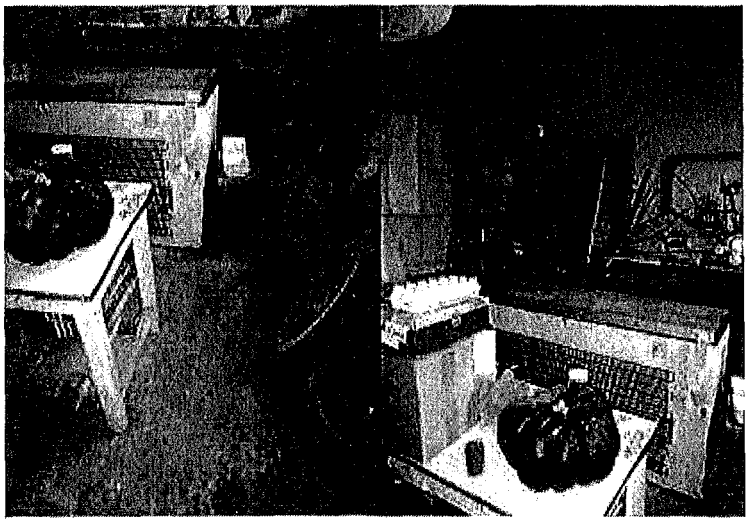
L'ensemble est en très mauvais état. Une partie du baculat est tombé du plafond et laisse le lattis apparent.

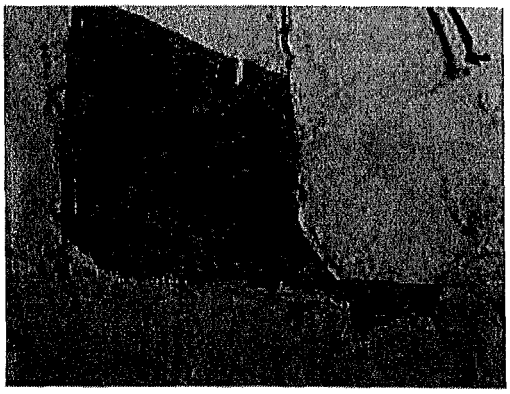
Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

Toutes les vidanges des équipements de l'étage passent en apparent au plafond de la pièce

2.4.3 Réserve n°1

La pièce est très encombrée. Elle devait servir de bagagerie à l'époque de la gare. Le sol est en ciment, les murs recouverts d'un papier peint et le plafond est peint.
Une partie du plafond s'est effondré suite à un dégât des eaux dans la cuisine.
Des morceaux de baculat menacent encore de tomber.





2.4.4 Réserve n°2

Cette salle correspond aux anciens salons des secondes classes. Le sol a été recouvert d'un revêtement de type linoléum en très mauvais état, les murs sont peints et le plafond aussi. L'ensemble est dans un état correct.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE



2.4.5 Réserve n°3

Cette salle correspond aux anciens salons des premières classes. Le sol est en ciment en mauvais état. Les murs et le plafond sont peints. L'ensemble est en très mauvais état. Tous les soubassements des murs sont très humides et tous les embellissements sont en très mauvais état.





2.4.6 Hall

Cette pièce correspond à l'ancienne entrée principale de la gare. Le sol est recouvert de carreaux en gré à damier rose et crème. Le sol est dans un état correct. Les murs et le plafond sont peints. L'ensemble est en mauvais état. Les soubassements des murs intérieurs côté cour sont notamment très humides.

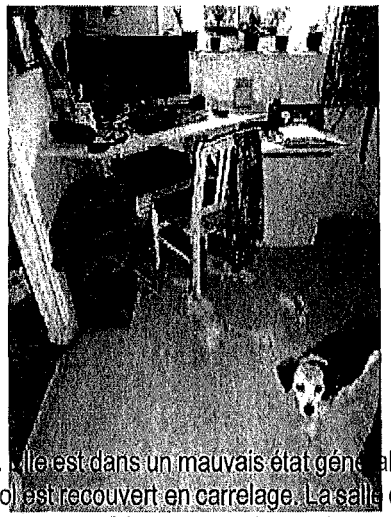
Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE



2.4.7 Palier d'étage

Le sol, recouvert d'un parquet flottant en stratifié est très usé. Les murs et le plafond sont peints. L'ensemble des embellissements est en mauvais état.

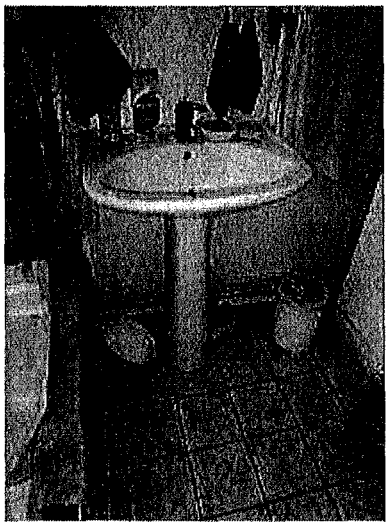


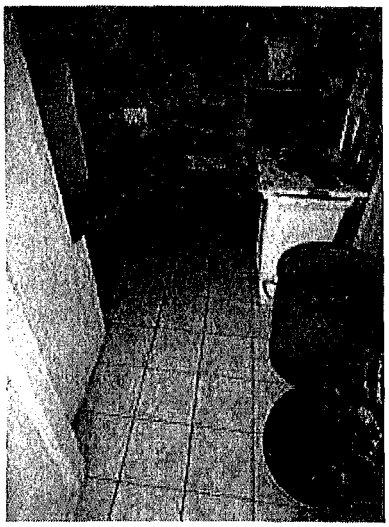


2.4.8 Salle de bains

La salle de bain est aménagée sous les rampants de toiture. Elle est dans un mauvais état général : les carreaux de faïence sont usés, il n'y a pas de panneau de douche. Le sol est recouvert en carrelage. La salle de bains est équipée d'une vasque sur pied avec mitigeur et d'une douche avec receveur en faïence et un rideau de douche.







Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

2.4.9 Bureau

Le sol est recouvert d'un parquet stratifié très usé. Les murs et rampants de toiture sont recouverts de papier peint.



2.4.10 WC

Les WC sont aménagés sous les rampants de toiture. Le sol est recouvert d'un parquet en stratifié, en mauvais état. Les murs et rampants sont recouverts de papier peint en très mauvais état et très sale. L'ensemble est en mauvais état.

2.4.11 Couloir

Le couloir est aménagé comme le palier. Le sol est recouvert d'un parquet en stratifié, très usé. Les murs et rampants de toiture sont peints.



2.4.12 Salle à manger

La salle à manger est aménagée côté cour de ferme. La pièce est en mauvais état : les papiers peints sont dégradés et le sol en parquet est très usé et en état brut

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE




2.4.13 Cuisine

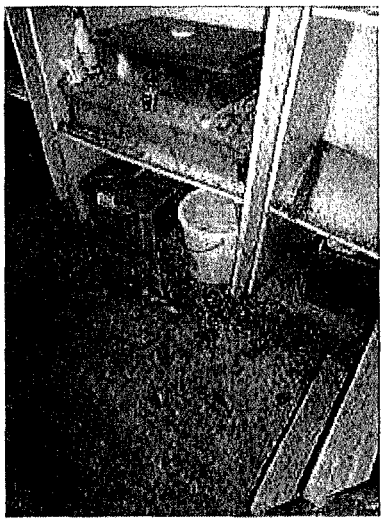
La cuisine est dans un état correct. La fenêtre a été remplacée par une fenêtre en bois à recouvrement. Le sol de la cuisine est en carrelage disposé en opus incertum. Le sol est dans un état correct. La crédence est carrelée : les carreaux en faïence sont usés et les joints de mortier très sales. Les peintures des murs et plafonds sont en mauvais état.




2.4.14 Volière

Les anciens locataires ont aménagé une des pièces de vie en pièce d'élevage d'oiseaux. La pièce est dans un état délabré. Le sol en parquet recouvert d'un revêtement de sol souple type linoléum est en très mauvais état. Les revêtements des murs et plafonds sont délabrés et souillés.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

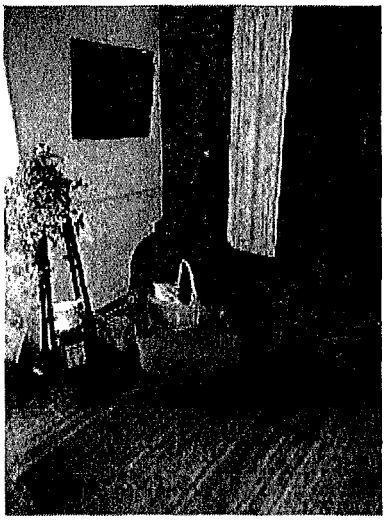




2.4.15 Séjour

Le séjour est dans un état correct. Le sol est recouvert d'un parquet en chêne posé sur lambourdes. Le parquet est usé et abîmé. Les murs et le plafond sont peints. La pièce est équipée d'une cheminée à foyer fermé.

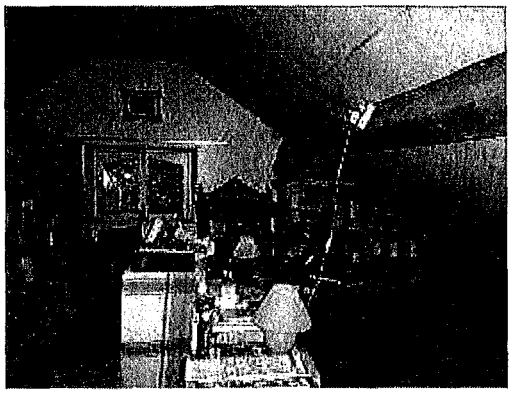




2.4.16 Chambre

La chambre est dans un état moyen. Le sol est recouvert d'un parquet en sapin abîmé. Les murs et les rampants de toiture sont recouverts de papier peint qui se décolle en de nombreux endroits et est très sale. L'ensemble est en mauvais état.

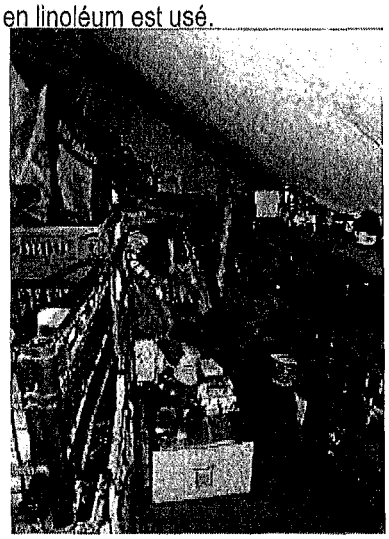
Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE





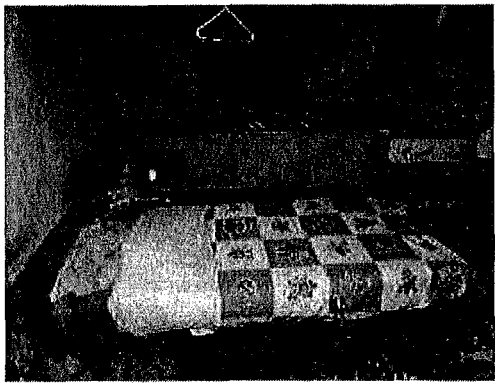
2.4.17 Rangement

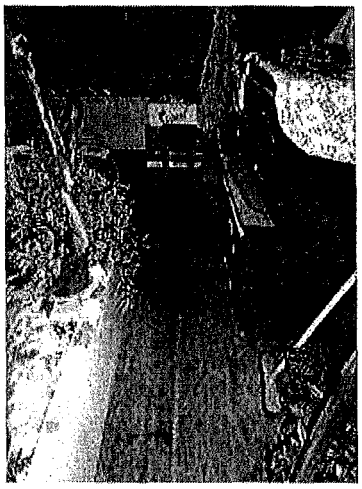
Le rangement est adossé à la chambre. Il s'agit d'une partie en pied de rampant sous toiture. le papier peint est sale et se décolle. Le sol en linoléum est usé.



2.4.18 Chambre dans les combles

On accède à la chambre dans les combles au moyen d'une échelle et d'une trappe qui donne dans le couloir d'étage. Le sol est recouvert d'un plancher en sapin en état moyen. Les murs et les rampants de toiture sont recouverts de papier peint, en très mauvais état.

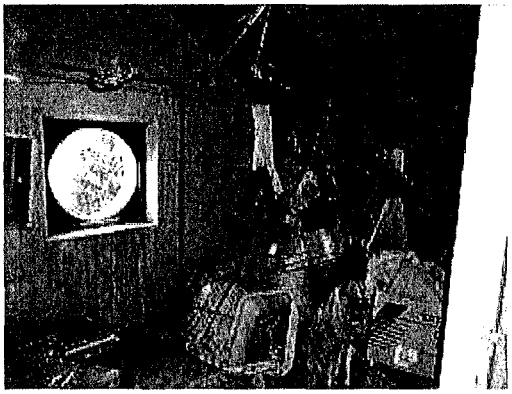




Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

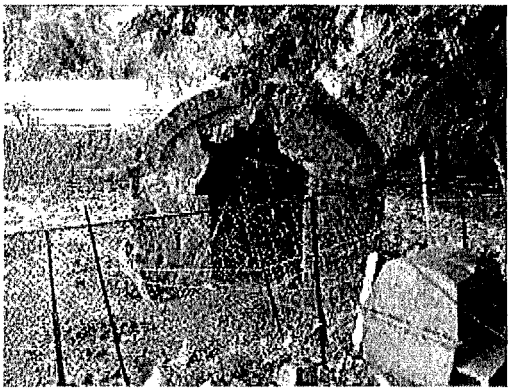
2.4.19 Combles non aménagés

La vitre étant absente de l'œil de bœuf. La pièce sert de remise en tout genre. Elle n'est pas isolée.



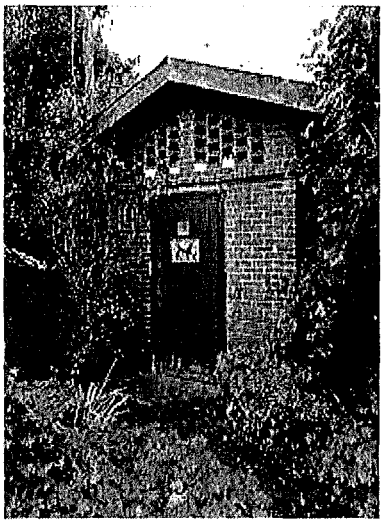
2.5 La glacière

Il s'agit d'une voûte réalisée en pierre qui devait servir historiquement à stocker les produits au frais.
L'étanchéité de la voûte et le jointoiement de la pierre sont défectueux.



2.6 Le local lampiste:

Ce local a été aménagé en WC. L'installation est dans un état correct.





Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

Résumé :

Bâtiment	Très mauvais	Mauvais	Correct	Bon	Très Bon	Aux Normes
Toiture	x					
Charpente				x		
Gros œuvre				x		
Terrasse		Sans objet				
Façade		x				
Electricité		x				Contrôle électrique
Chauffage	x					
Plomberie		x				
Fenêtres		x				
Fenêtres de toit	x					
Aménagement intérieur		x				

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_156-DE

ilede**France**
Agence des Espaces Verts



DOSSIER PLANS

ESPACE REGIONAL des boucles de l'Yerres PRIF 48 – Bâti n°673

Dossier plans « ANCIENNE GARE DE MANDRES LES ROSES »
15/01/2015

Plans réalisés par : abcdomus
Sylvain RAVEL

abcdomus

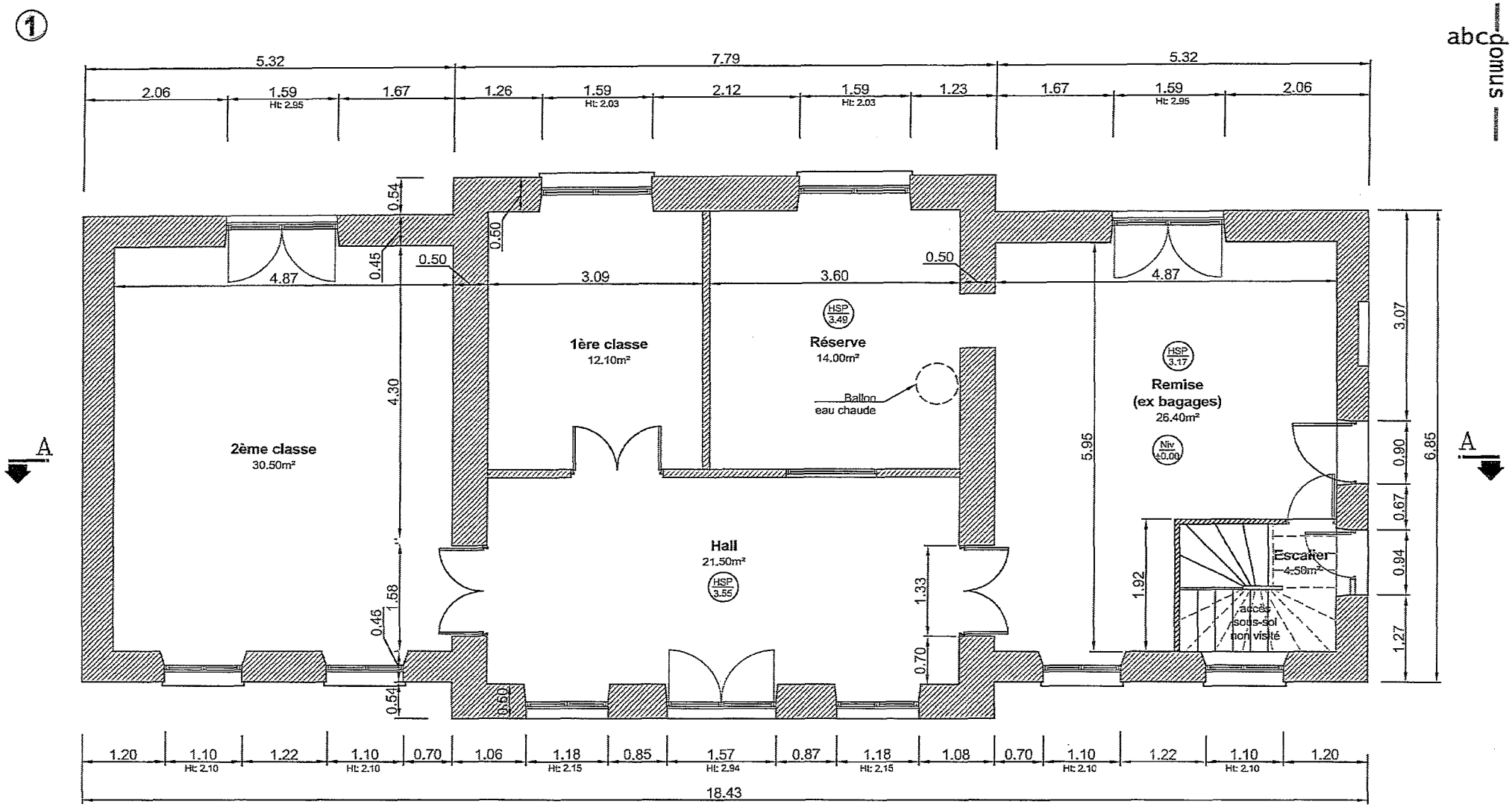


Tableau des surfaces planchers		
Repère	Batiment	Surface
1	Ancienne gare	258.30 m²
2	WC public	6.00m²
SURFACE TOTALE		264.30m²

ETAT ACTUEL

AEV - ANCIENNE GARE
MANDRES LES ROSES
PLAN DE MASSE

Dessiné par:	Echelle:	Référence:	Ind:	Date du plan:	Numéro:
EP	1/200	BATI N°673		11/02/15	01



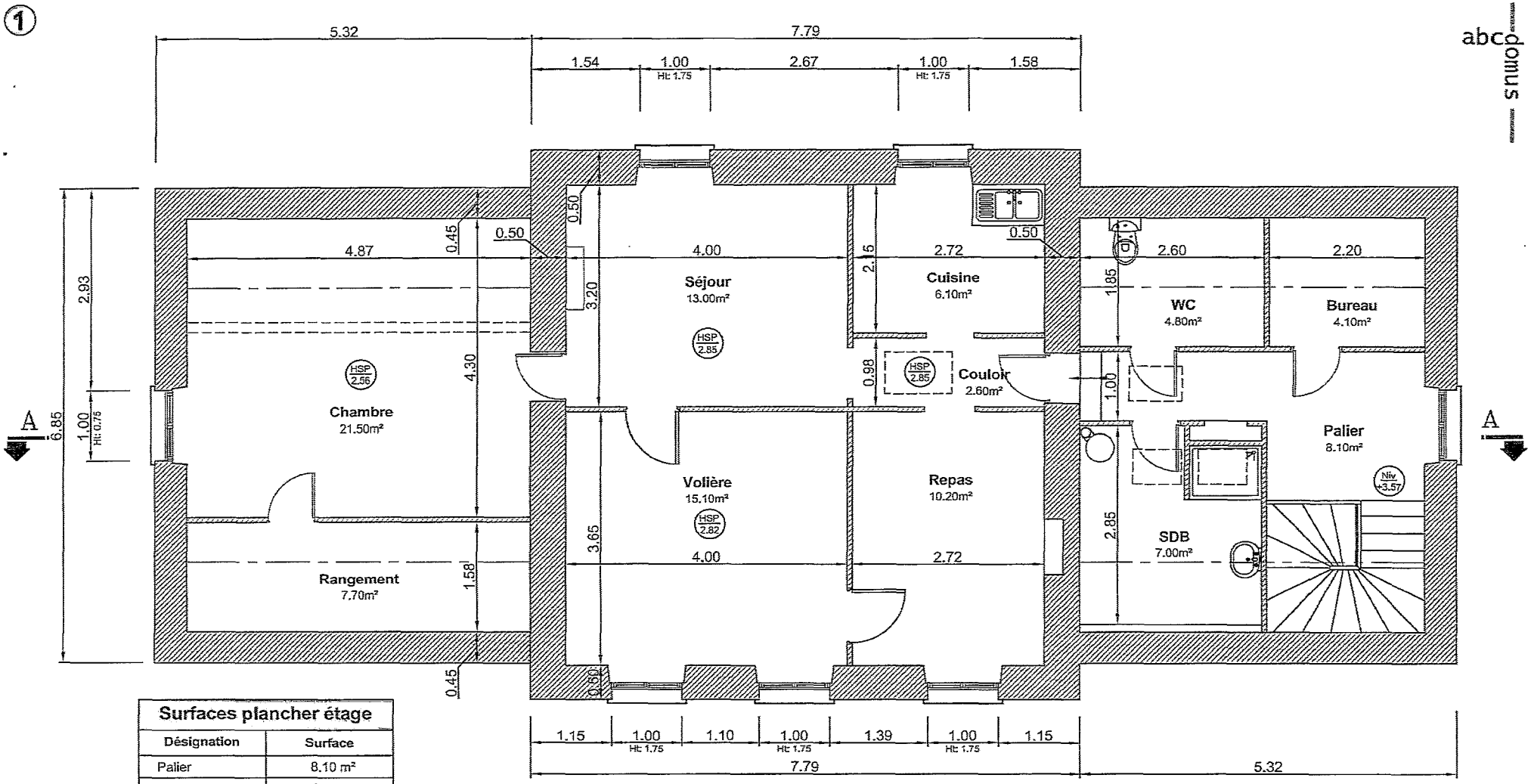
Surfaces plancher RDC	
Désignation	**Surface**
Escalier	4.50 m²
Remise	26.40m²
Réserve	14.00m²
1ère classe	12.10m²
2ème classe	30.50m²
Hall	21.50m²
Total	**109.00m²**

ETAT ACTUEL

AEV - ANCIENNE GARE
MANDRES LES ROSES
REZ DE CHAUSSEE - HABITATION

Dessiné par:	Echelle:	Référence:	Ind:	Date du plan:	Numéro:
EP	1/75	BATI N°673		11/02/15	02

①



Surfaces plancher étage	
Désignation	**Surface**
Palier	8.10 m²
Bureau	4.10m²
Salle de bains	7.00m²
WC	4.80m²
Repas	10.20m²
Volière	15.10m²
Couloir	2.60m²
Cuisine	6.10m²
Séjour	13.00m²
Chambre	21.50m²
RangementT	7.70m²
Total	100.20m²

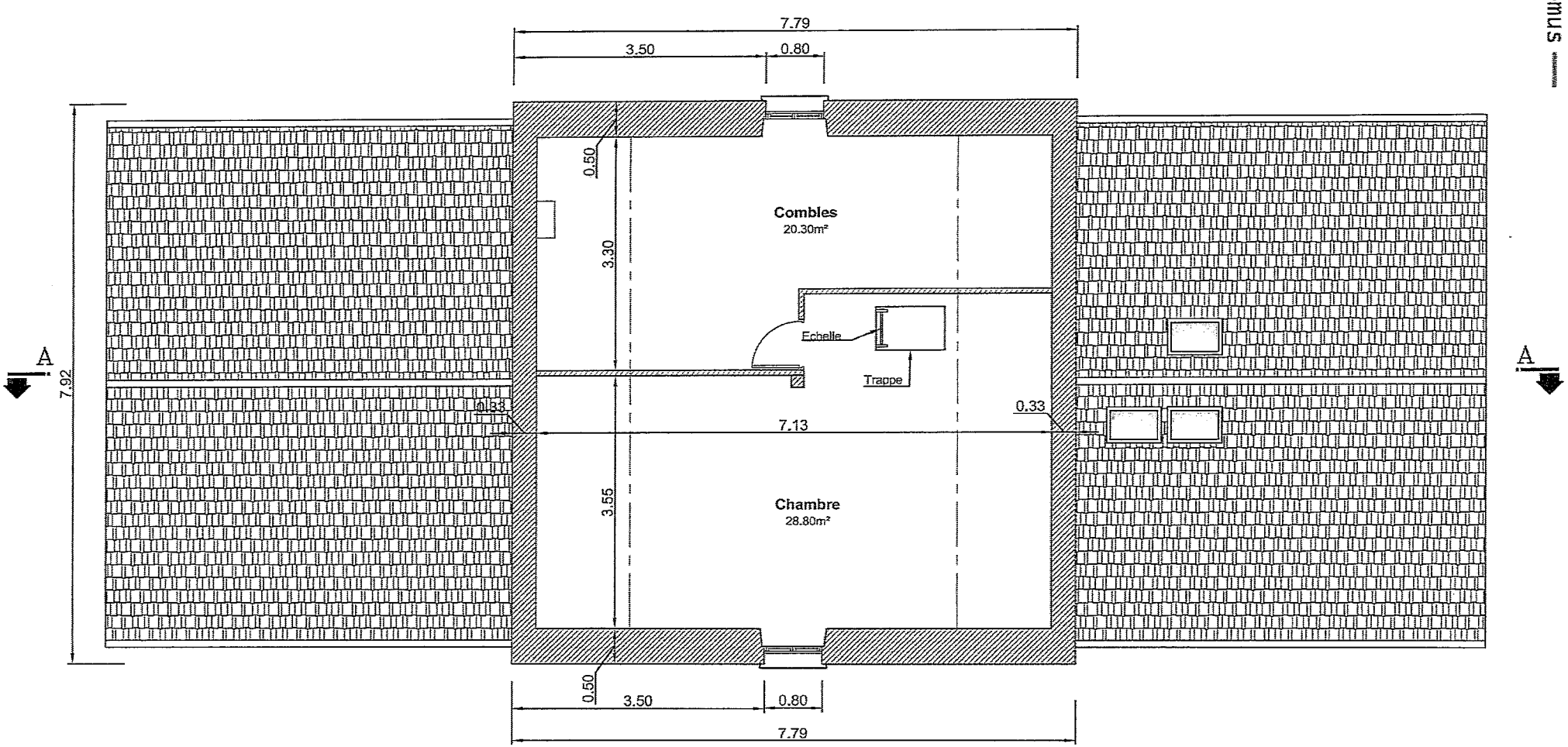
ETAT ACTUEL

AEV - ANCIENNE GARE
MANDRES LES ROSES
ETAGE - HABITATION

Dessiné par:	Échelle:	Référence:	Ind:	Date du plan:	Numéro:
EP	1/75	BATI N°673		11/02/15	03

①

abcdomus



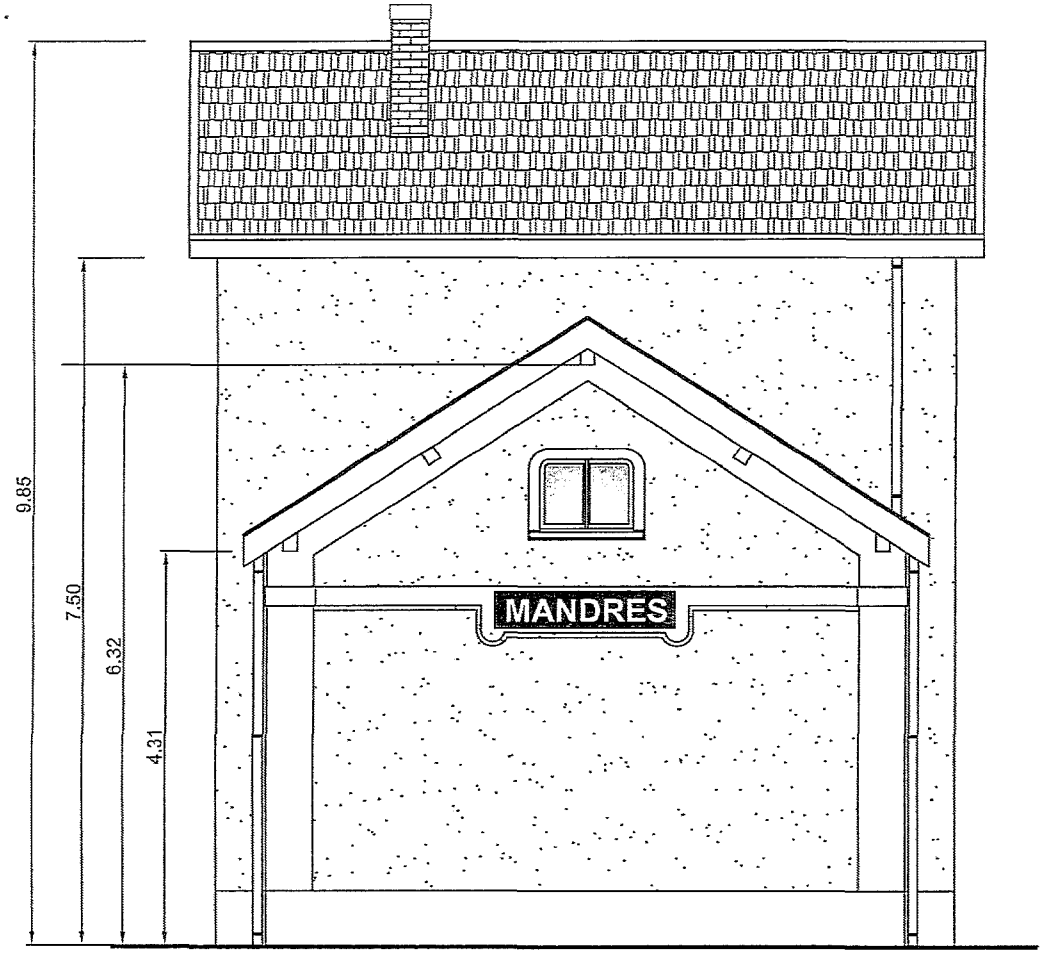
Surfaces plancher combles	
Désignation	**Surface**
Chambre	28.80m²
Combles	20.30m²
Total	49.10m²

ETAT ACTUEL

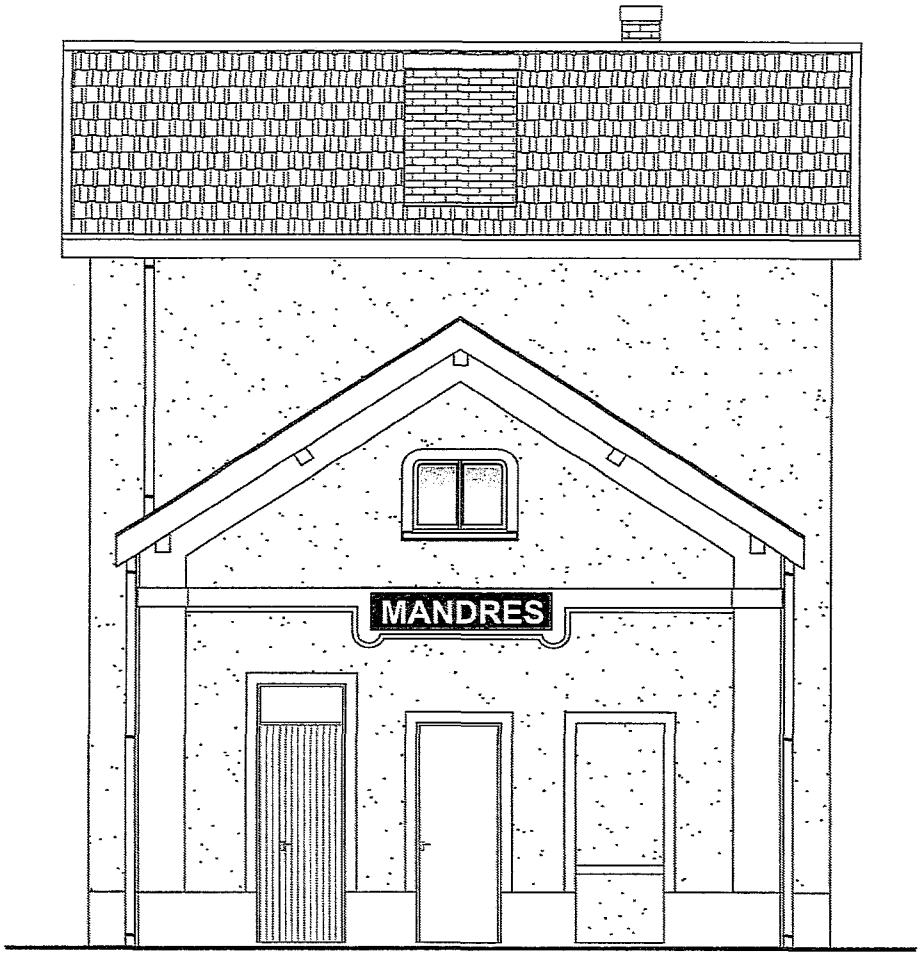
AEV - ANCIENNE GARE
MANDRES LES ROSES
COMBLES - HABITATION

Dessiné par:	Echelle:	Référence:	Ind:	Date du plan:	Numéro:
EP	1/75	BATI N°673		11/02/15	04

①



Pignon ouest

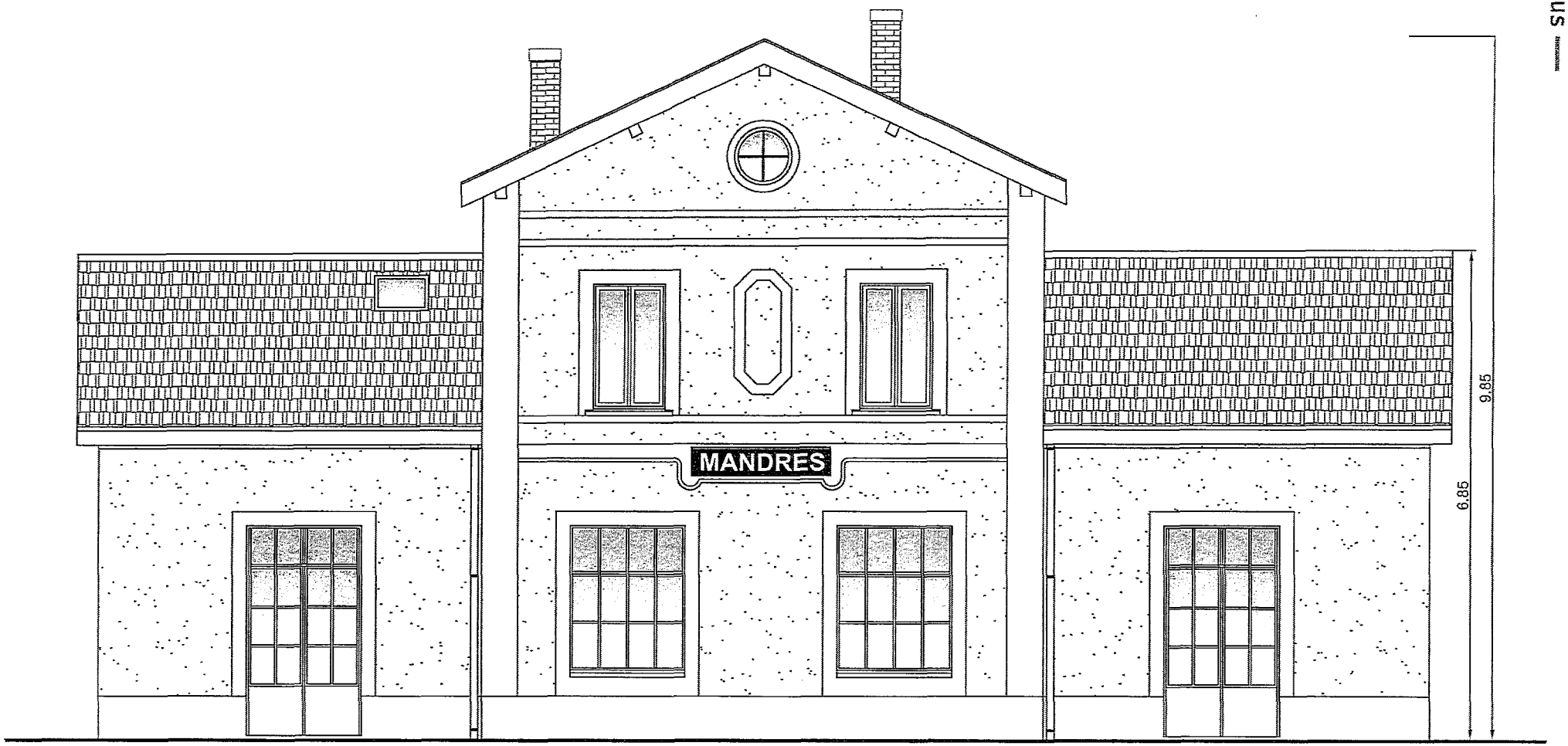


Pignon est

ETAT ACTUEL					
AEV - ANCIENNE GARE MANDRES LES ROSES PIGNONS					
Dessiné par:	Echelle:	Référence:	Ind:	Date du plan:	Numéro:
EP	1/75	BATI N°673		11/02/15	05

①

abc domus



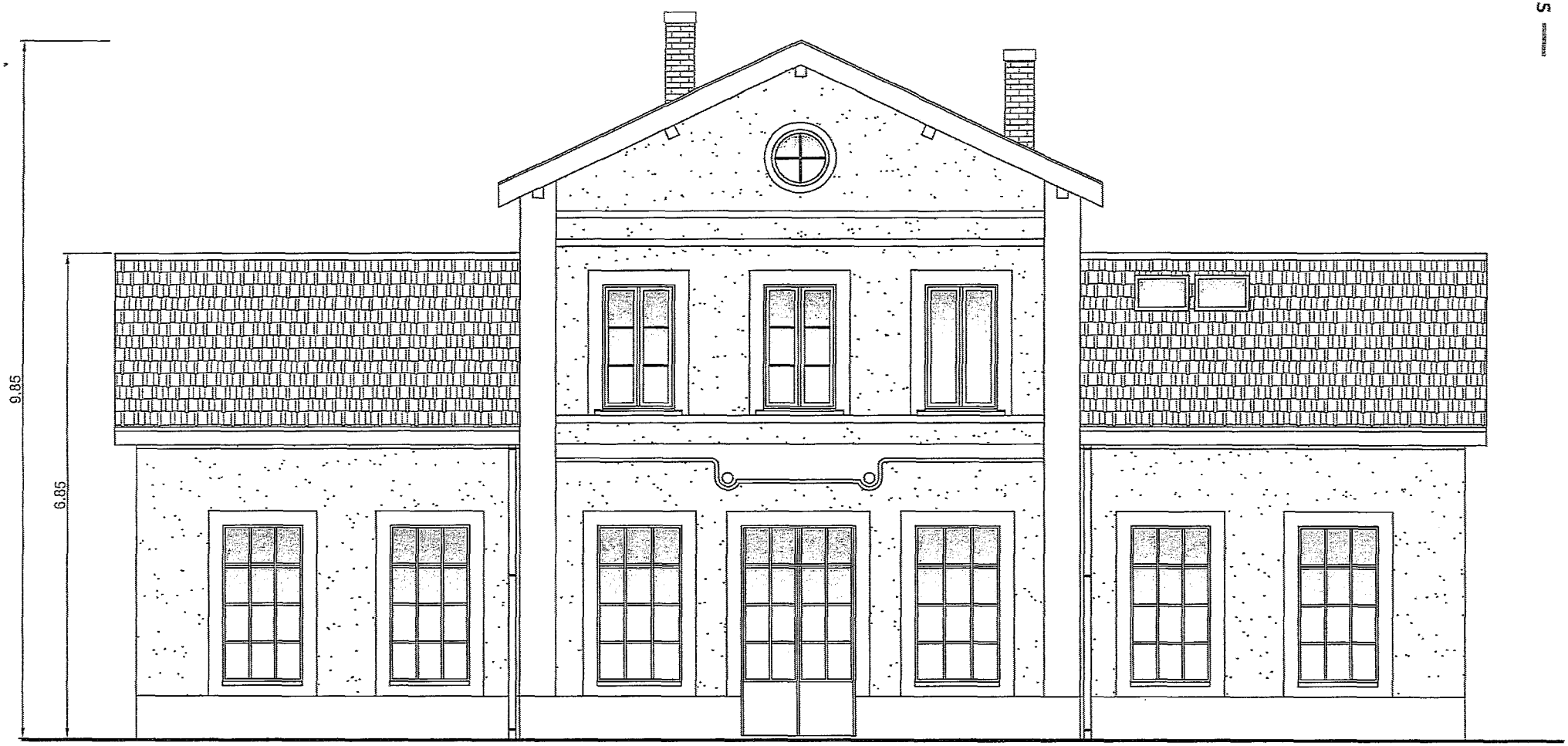
ETAT ACTUEL

AEV - ANCIENNE GARE
MANDRES LES ROSES
FACADE NORD

Dessiné par:	Echelle:	Référence:	Ind:	Date du plan:	Numéro:
EP	1/75	BATI N°673		11/02/15	06

①

abcdomus



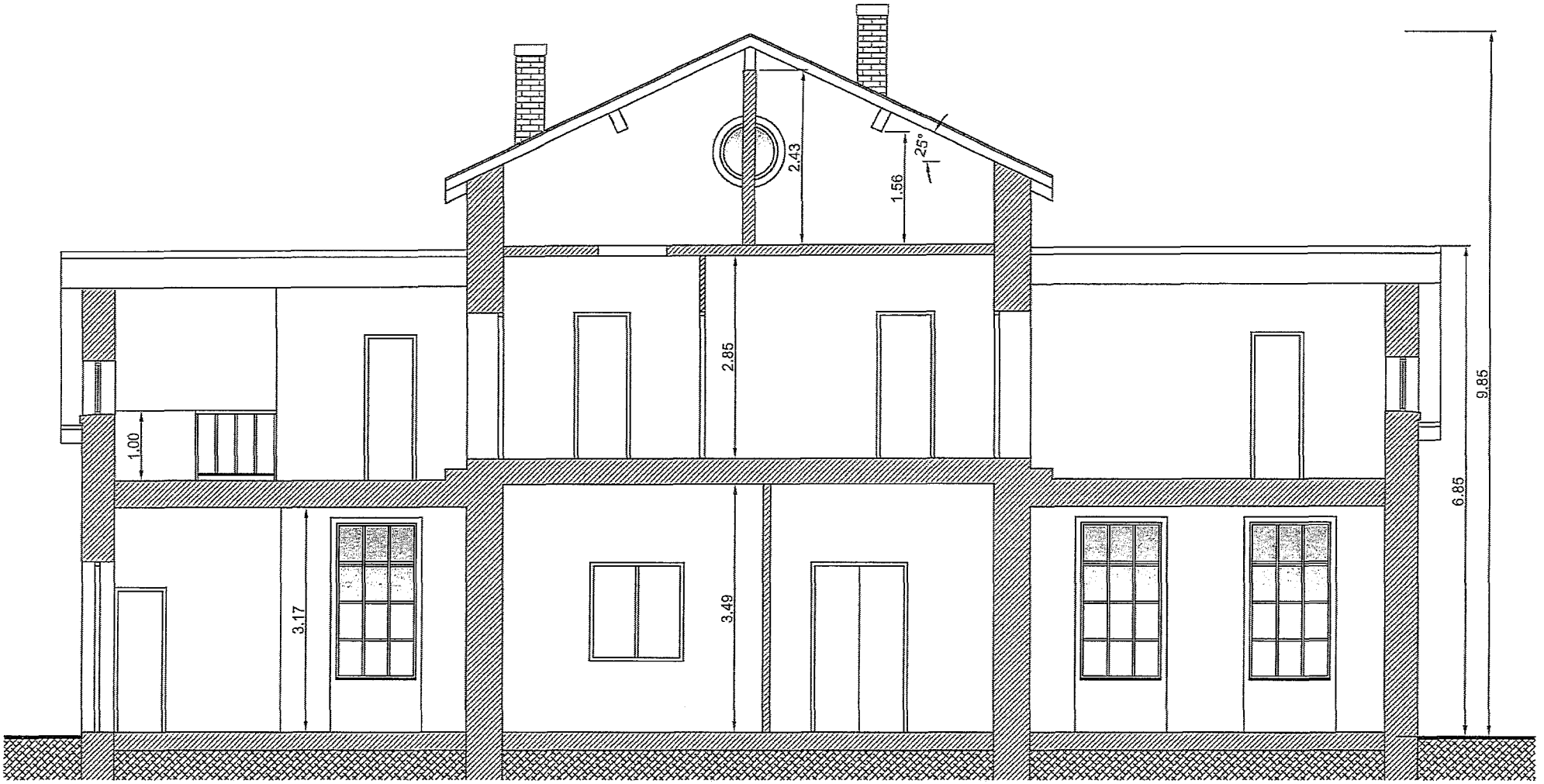
ETAT ACTUEL

AEV - ANCIENNE GARE
MANDRES LES ROSES
FACADE SUD

Dessiné par:	Echelle:	Référence:	Ind:	Date du plan:	Numéro:
EP	1/75	BATI N°673		11/02/15	07

①

abc domus

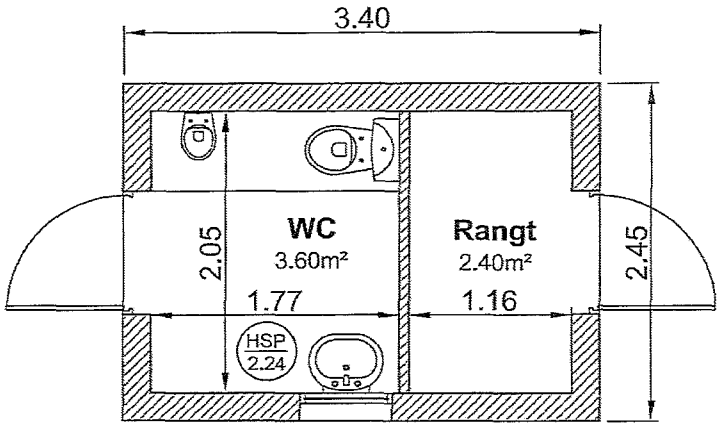


ETAT ACTUEL

AEV - ANCIENNE GARE
MANDRES LES ROSES
COUPE AA

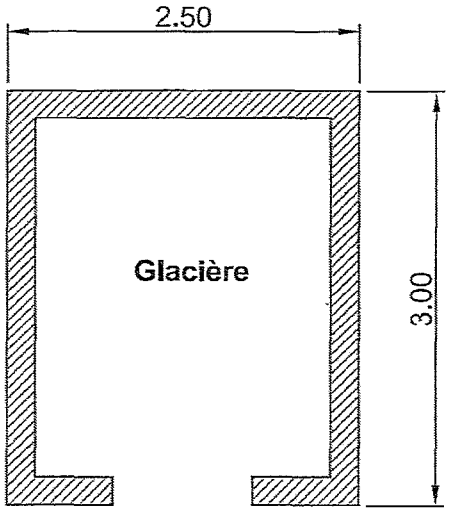
Dessiné par:	Echelle:	Référence:	Ind:	Date du plan:	Numéro:
EP	1/75	BATI N°673		11/02/15	08

(2)



Surface plancher wc public Ancien local lampiste	
Désignation	**Surface**
WC	3.60m²
Rangement	2.40m²
Total	6.00m²

(3)



abcdomus

ETAT ACTUEL

AEV - ANCIENNE GARE
MANDRES LES ROSES
WC PUBLIC - GLACIERE

Dessine par:	Echelle:	Référence:	Ind:	Date du plan:	Numéro:
EP	1/75	BATI N°673		11/02/15	09

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-157

Approbation de la mise à disposition temporaire du domaine régional de la Cocharde (Commune de Gouaix) à l'Association de gestion de la Réserve naturelle de La Bassée (AGRENABA)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le décret n° 2002-249 du 24 octobre 2002, portant création de la réserve naturelle de la Bassée ;

VU la délibération du 24 février 2003 du Conseil municipal de la Commune de Gouaix ;

VU la délibération n°03-101 du 29 septembre 2003 du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts, créant le périmètre régional d'intervention foncière sur le territoire communal de GOUAIX ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

CONSIDÉRANT l'intérêt écologique majeur de la plaine alluviale de la Bassée et afin de pérenniser la protection et la mise en valeur de ces milieux remarquables pour le patrimoine régional.

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la conclusion d'une convention avec l'Association de gestion de la Réserve naturelle de La Bassée (AGRENABA) pour la mise à disposition temporaire du domaine régional de la Cocharde (PRIF de Gouaix).

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer ladite convention.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	11
Nombre de mandats	5
Nombre de votants	16
Votes POUR	16
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

Convention de mise à disposition du domaine régional (Plan d'eau de la Cocharde) dans le cadre de la gestion de la Réserve naturelle nationale de la Bassée

Entre

L'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, agissant au nom et pour le compte de la région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 du Code général des collectivités territoriales, représentée par son président en exercice, dûment habilité en vertu de la délibération n° 15-024 du Conseil d'administration du 10 février 2015, et dument habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°20-157 du Conseil d'administration du 3 décembre 2020,

Désignée ci-après « l'AEV »,

D'une part,

Et

L'Association de Gestion de la Réserve Naturelle de la Bassée, association formée sous le régime de la loi du 1er Juillet 1901, aux termes de ses statuts déclarés à la Sous-Préfecture de Provins (77160) le 07 juin 2002 et publiés au Journal Officiel le 29 juin 2002, représentée par son Président, Monsieur PETIT Jean-Pierre demeurant à Everly (77157).
Désignée ci-après « l'AGRENABA »,

D'autre part,

Considérant que les parcelles référencées à l'article 2 sont incluses dans :

- le périmètre de la Réserve Naturelle Nationale de la Bassée, classée par le décret n°2002-1277 du 21 octobre 2002 ;
- le site Natura 2000 n°FR1100798 dénommé "la Bassée",

Préambule

Dans le cadre de sa politique de préservation des espaces naturels sensibles, la Région est devenue propriétaire du site du plan d'eau de la Cocharde en 2008. Ce terrain est inscrit dans la réserve naturelle de la Bassée. L'AEV est gestionnaire du site régional désigné ci-après par « Plan d'eau de la Cocharde » : références cadastrales mentionnées à l'article 2 de la présente convention de mise à disposition.
Les dispositions de gestion établies du fait de la réserve naturelle s'impose à la Région Ile-de-France, propriétaire et à son gestionnaire, l'Agence des Espaces Verts.

L'AGRENABA est l'association gestionnaire de la Réserve Naturelle de la Bassée par convention signée avec le Préfet le 25 juillet 2003.

Elle est chargée de la protection, de la gestion et de la promotion de la Réserve naturelle de la Bassée.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

Située dans la vallée de la Seine entre Noyen-sur-Seine et Bray-sur-Seine, la réserve naturelle nationale des Sapins de Bray est la dernière forêt alluviale d'Ile de France. Ce territoire de 854 ha qui s'étend entre terre et eau, offre une grande variabilité de paysages à l'origine d'une richesse faunistique et floristique exceptionnelle.

Article 1.: Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre l'AEV, gestionnaire du plan d'eau de la Cocharde, et l'AGRENABA, gestionnaire de la réserve naturelle pour permettre la mise en place du plan de gestion validé par décret ministériel le 21 octobre 2002, notamment :

- L'application des opérations de restauration et de gestion définies dans le plan de gestion 2017-2021 ;
- L'application des mesures de suivi des travaux de gestion, des espèces et des habitats ;
- L'application des opérations de sensibilisation et d'éducation à l'environnement prévues sur le site ;
- Les opérations de communication sur des actions et évènements se passant sur le site ou concernant le site.

Dans le cadre de cette collaboration l'AEV met à disposition de l'AGRENABA, les parcelles régionales listées à l'article 2 de la présente.

Article 2.: Propriété régionale concernée :

La propriété régionale, désignée ci-après « plan d'eau de la Cocharde », objet de la présente mise à disposition est composée des parcelles suivantes (cf. plan du site et parcellaire en annexes) :

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

Commune	Section	Numéro	Commune	Section	Numéro	Commune	Section	Numéro	Commune	Section	Numéro
GOUAIX	0E	1010	GOUAIX	0D	425	GOUAIX	0E	229	GOUAIX	0E	441
GOUAIX	0E	438	GOUAIX	0D	986	GOUAIX	0E	467	GOUAIX	0E	445
GOUAIX	0E	446	GOUAIX	0D	983	GOUAIX	0E	426	GOUAIX	0E	1164
GOUAIX	0E	400	GOUAIX	0E	1008	GOUAIX	0E	427	GOUAIX	0E	562
GOUAIX	0E	409	GOUAIX	0E	916	GOUAIX	0E	461	GOUAIX	0D	583
GOUAIX	0E	558	GOUAIX	0E	378	GOUAIX	0E	435	GOUAIX	0D	522
GOUAIX	0E	415	GOUAIX	0E	494	GOUAIX	0E	436	GOUAIX	0D	496
GOUAIX	0D	379	GOUAIX	0E	545	GOUAIX	0E	408	GOUAIX	0D	499
GOUAIX	0D	234	GOUAIX	0E	423	GOUAIX	0E	1071	GOUAIX	0D	543
GOUAIX	0E	998	GOUAIX	0E	422	GOUAIX	0E	410	GOUAIX	0D	990
GOUAIX	0E	914	GOUAIX	0E	452	GOUAIX	0E	238	GOUAIX	0D	987
GOUAIX	0E	727	GOUAIX	0E	448	GOUAIX	0E	613			
GOUAIX	0E	854	GOUAIX	0E	437	GOUAIX	0E	556			
GOUAIX	0E	244	GOUAIX	0E	1162	GOUAIX	0D	505			
GOUAIX	0E	1160	GOUAIX	0E	1167	GOUAIX	0D	470			
GOUAIX	0E	428	GOUAIX	0E	396	GOUAIX	0D	327			
GOUAIX	0E	420	GOUAIX	0E	406	GOUAIX	0D	382			
GOUAIX	0E	459	GOUAIX	0E	564	GOUAIX	0E	434			
GOUAIX	0E	550	GOUAIX	0D	535	GOUAIX	0E	458			
GOUAIX	0E	439	GOUAIX	0E	1029	GOUAIX	0E	419			
GOUAIX	0E	552	GOUAIX	0D	614	GOUAIX	0E	462			
GOUAIX	0E	417	GOUAIX	0D	565	GOUAIX	0E	453			
GOUAIX	0E	440	GOUAIX	0D	381	GOUAIX	0E	1163			
GOUAIX	0D	595	GOUAIX	0D	254	GOUAIX	0E	1157			
GOUAIX	0E	443	GOUAIX	0E	383	GOUAIX	0E	395			
GOUAIX	0D	563	GOUAIX	0E	247	GOUAIX	0E	416			
GOUAIX	0D	260	GOUAIX	0E	478	GOUAIX	0E	565			
GOUAIX	0E	728	GOUAIX	0E	465	GOUAIX	0E	1047			
GOUAIX	0E	732	GOUAIX	0E	431	GOUAIX	0E	553			
GOUAIX	0E	984	GOUAIX	0E	454	GOUAIX	0E	990			
GOUAIX	0E	243	GOUAIX	0E	455	GOUAIX	0E	949			
GOUAIX	0E	466	GOUAIX	0E	457	GOUAIX	0E	808			
GOUAIX	0E	430	GOUAIX	0E	463	GOUAIX	0E	754			
GOUAIX	0E	432	GOUAIX	0E	1026	GOUAIX	0E	915			
GOUAIX	0E	421	GOUAIX	0E	450	GOUAIX	0E	738			
GOUAIX	0E	433	GOUAIX	0E	555	GOUAIX	0E	721			
GOUAIX	0E	456	GOUAIX	0E	401	GOUAIX	0E	718			
GOUAIX	0E	460	GOUAIX	0E	405	GOUAIX	0E	365			
GOUAIX	0E	551	GOUAIX	0E	554	GOUAIX	0E	488			
GOUAIX	0E	407	GOUAIX	0E	559	GOUAIX	0E	464			
GOUAIX	0E	1072	GOUAIX	0D	471	GOUAIX	0E	475			
GOUAIX	0E	616	GOUAIX	0D	564	GOUAIX	0E	449			
GOUAIX	0E	593	GOUAIX	0D	383	GOUAIX	0E	447			
GOUAIX	0E	557	GOUAIX	0D	380	GOUAIX	0E	1161			
GOUAIX	0E	442	GOUAIX	0D	982	GOUAIX	0E	397			
GOUAIX	0D	504	GOUAIX	0E	1005	GOUAIX	0E	1073			

Article 3. : Obligations de l'AEV :

L'AEV assure à l'AGRENABA :

- le libre accès au site ;
- les moyens nécessaires aux déplacements sur le site ;
- la transmission de tous les documents utiles;
- l'accès à la base de données SIG correspondante.

Article 4. : Obligations de l'AGRENABA :

L'AGRENABA s'engage à réaliser les opérations, sur les parcelles sus désignées, listées dans le plan de gestion 2017-2021, et dans celui qui lui succédera une fois qu'il aura été approuvé.
Ces opérations concernent des actions de restauration, de gestion, d'étude, de valorisation des milieux naturels, ainsi que d'animation et de communication.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

Toute autre utilisation du site à des fins autres que la protection et la valorisation du milieu naturel, ou des usages définis dans le plan de gestion, ne faisant pas l'objet d'une contractualisation avec l'AEV est interdite.

L'AGRENABA s'engage en outre à demander l'accord préalable de l'AEV pour toute opération affectant les milieux, non prévue au plan de gestion mais rendue nécessaire par des contraintes particulières.

L'AGRENABA s'engage à proposer à l'AEV, après concertation avec celle-ci et en conformité avec les préconisations du plan de gestion de la réserve naturelle, les orientations et travaux de gestion nécessaires à la restauration et/ou à la conservation des éléments remarquables du patrimoine naturel.

L'AGRENABA pourra mettre en œuvre, les moyens techniques et humains nécessaires à la réalisation des travaux et chantiers de gestion écologique. Elle organisera régulièrement une réunion de terrain avec l'Agence des espaces verts dans le but de localiser les travaux à effectuer.

Afin de mesurer l'influence de la gestion mise en œuvre sur le site, l'AEV confie à l'AGRENABA la responsabilité du suivi scientifique. Ainsi, les mesures de gestion, définies dans le document de planification de la gestion, pourront être ajustées selon les résultats obtenus, d'un commun accord avec l'Agence des espaces verts.

Article 5 : Information :

L'AGRENABA et l'AEV s'engagent à s'informer mutuellement des interventions et des études effectuées sur le site afin d'en garantir une gestion harmonieuse et cohérente.

L'AGRENABA s'engage à assister l'AEV lors de la concertation entre les acteurs participants ou intéressés à la gestion du site.

- **Transmission des données :**

Afin de respecter les clauses de transmission des données décrites dans le Système d'Information Nature et Paysage (SINP), l'AGRENABA fournira aux pôles du SINP régional concernés, les données brutes collectées sur le terrain selon les modalités définies par la déclinaison régionale du SINP.
Elles seront accessibles par l'AEV pour ses besoins propres dans le respect des règles de diffusion du SINP.

- **Réunion annuelle**

Une réunion se tiendra en fin d'année entre les représentants de l'AEV et de l'AGRENABA afin de :
- Dresser le bilan des opérations menées dans l'année ;
- Dégager les priorités d'action l'année suivante. Un rapport final des activités relevant de la présente convention ainsi que dans le cadre des études réalisées par des prestataires, sera remis à cette occasion.

Article 6 : Assurances – Responsabilité :

L'AGRENABA s'engage à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisques) pour la mise à disposition des parcelles régionales.

L'AGRENABA demeure seule et entièrement responsable de tous les dommages qui pourraient résulter de l'ensemble de ses activités et des travaux qu'elle aura engagés et des matériels utilisés, découlant de la mise à disposition, de son fait personnel ou l'un de ses commettants.

Article 7 : Contribution financière de l'AEV.

Dans le cadre de la gestion menée par l'AGRENABA, l'AEV s'engage à verser une contribution annuelle à cette dernière, sous forme de subvention.

Cette contribution financière de l'AEV à la gestion et aux suivis sur le site est plafonnée à 6 000 € TTC (six mille euros) par an. Ce montant sera actualisé sur la base de l'estimation du budget prévisionnel de l'année n+1 fin du mois de septembre de l'année n.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

Article 8 : Modalités de versement de la subvention de l'AEV :

La subvention donnera lieu à un versement unique au plus tard le 30 mai de l'année n après validation par l'AEV qui notifiera par écrit à l'AGRENABA le versement du montant de sa contribution annuelle.
L'AGRENABA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives des dépenses réalisées dans le cadre de la présente convention à l'année n+1 au plus tard 3 mois après la clôture de l'exercice comptable de l'année n.
En cas de manquement à cette obligation, l'AEV ne procèdera au versement d'aucune somme l'année n+1.

Si les dépenses de l'AGRENABA sont inférieures à la contribution de 6 000 € TTC, l'Agence transmettra à l'AGRENABA un titre de recette équivalent à la somme non dépensée.

Article 9: Actions de communication

Les actions de communication afférentes à ce site entreprises par l'AGRENABA devront mentionner le soutien financier de l'AEV et faire figurer le logo de l'AEV (voir charte d'utilisation en annexe).
Un exemple de cette communication devra être envoyé à l'AEV par courriel en PDF avant envoi en impression.

Article 10: Durée de la convention

La présente convention est consentie pour une durée de un an renouvelable deux fois par tacite reconduction pour la même durée et prendra effet au 1er janvier 2021.
Cette convention remplace et s'impose à celle reconduite précédemment pour la période 2018-2020.

Article 11: Résiliation - Dénonciation

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre Partie d'une ou plusieurs de ses obligations.

Dans ce cas, la présente convention serait dénoncée par l'une des deux parties par lettre recommandée avec avis de réception. Cette dénonciation prendrait effet à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la réception du courrier de résiliation.

La mise à disposition étant précaire et révocable, l'AEV se réserve également la possibilité d'y mettre fin dans un délai de trois mois suivant la réception par l'AGRENABA d'un courrier en ce sens. Dans cette hypothèse, la participation de l'AEV pour l'année en cours reste acquise à l'AGRENABA.

Article 12: Avenants :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 13: Recours :

En cas de différends, les parties conviennent de se rapprocher afin de déterminer et acter un compromis. Si la concertation ne permet pas d'aboutir à un compromis, les parties feront d'abord appel à un arbitre ou à un médiateur, désigné d'un commun accord. Les frais seront avancés et répartis entre les parties. Si le désaccord persiste chaque partie pourra, si elle le souhaite, soumettre le litige ou l'interprétation de la présente convention à la juridiction de Melun.

Fait en deux exemplaires originaux à .....
Le.....

Pour l'AGRENABA

Pour l'Agence des espaces verts de la région Ile de France

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

ANNEXES

Annexe 1 : plan du site : Scan 25 et parcellaire cadastral.



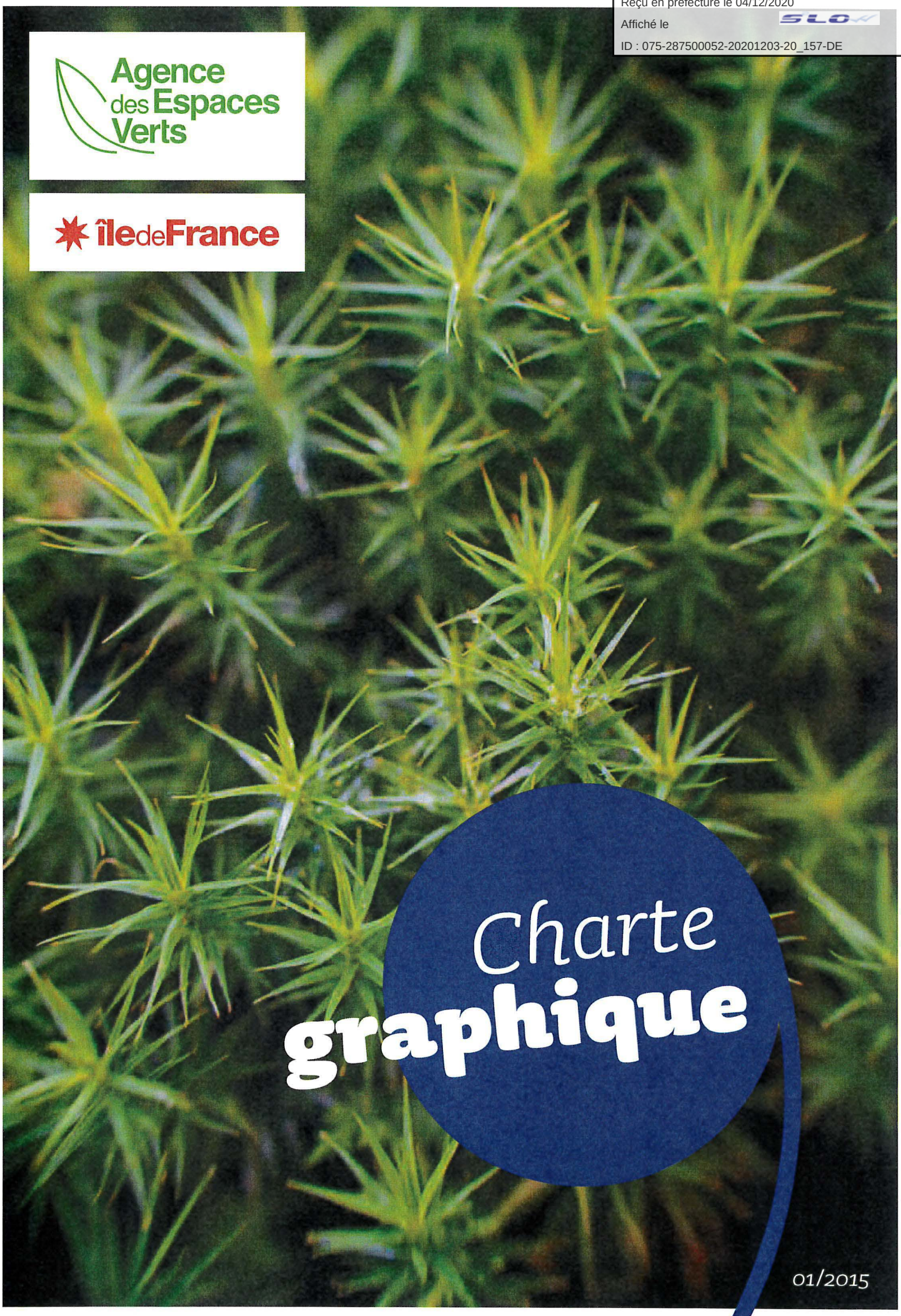
Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

Annexe 2 : Charte d'utilisation du logo de l'AEV

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

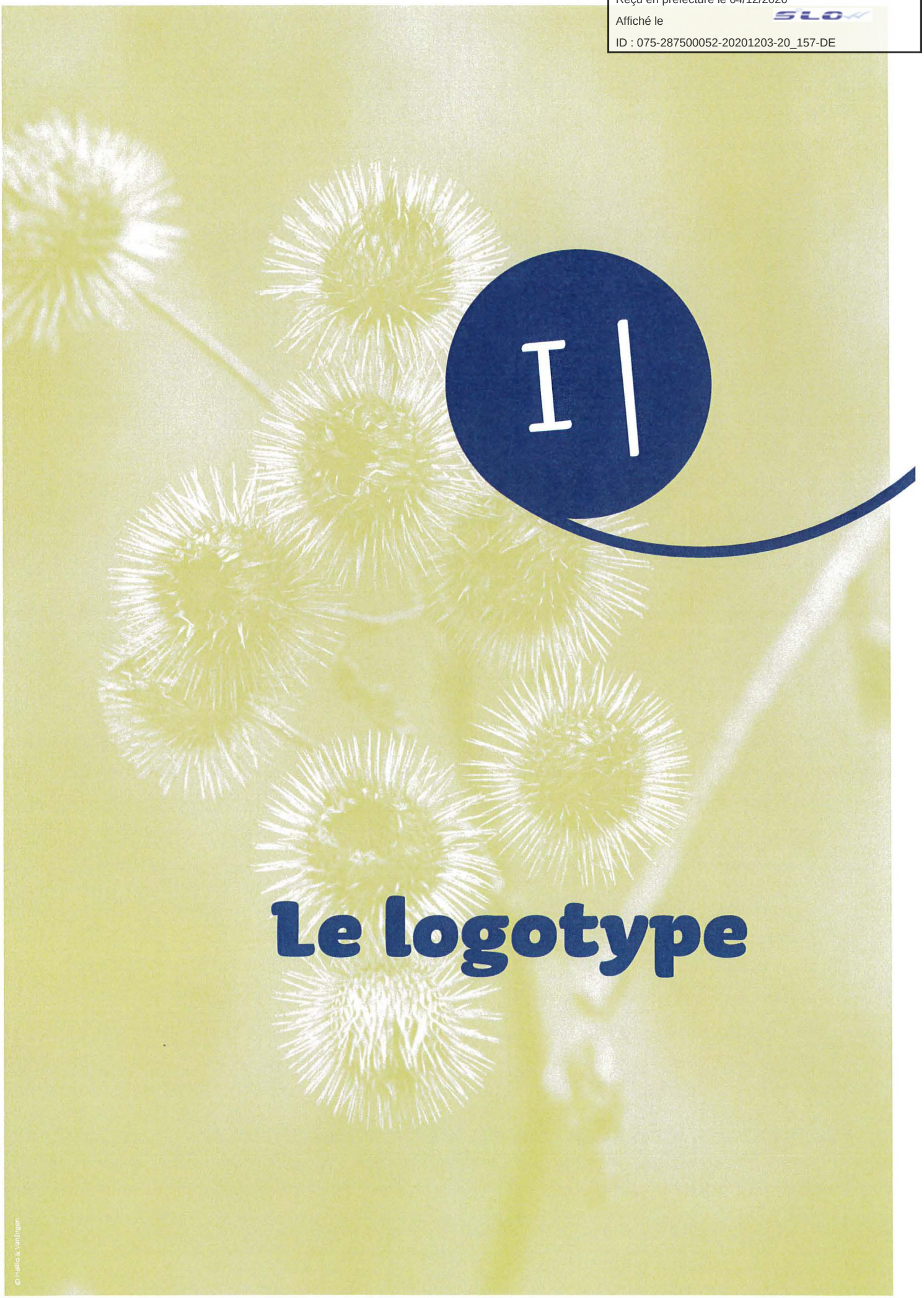


Charte graphique

01/2015

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE



II

Le logotype

© Hello & Landingen

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

| La présentation du logotype

Le logotype est composé de deux cartouches blancs avec un filet gris contenant le logo de la Région Île-de-France, en bas, et celui de l'Agence des espaces verts, en haut. **Il s'utilise avec filet sur fond blanc et sans filet sur fond coloré.**



Les typogrammes et les symboles sont indissociables et doivent toujours être proposés ensemble, dans le même rapport de proportion.

Le logotype doit être impérativement reproduit sans modification de couleur, de proportion ou de construction, autres que celles prévues dans cette présente charte.

| La taille minimale du logotype

Le logotype ne pourra pas être utilisé à une taille inférieure à 25 mm de large.



Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

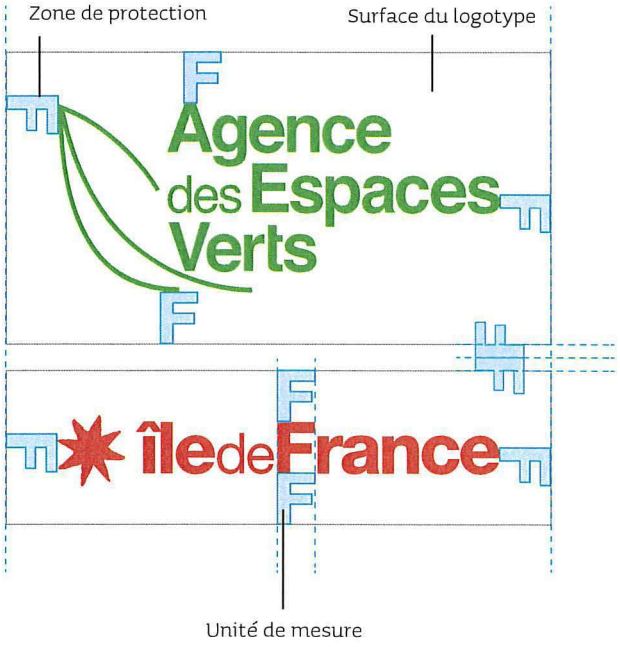
| Le double cartouche

Le logotype est composé de deux cartouches blancs de même largeur. Lorsqu'il est utilisé sur fond blanc, chaque bloc est entouré d'un même filet gris à 50 % de noir, et dont l'épaisseur varie en fonction de la largeur des cartouches. Lorsque le logo est utilisé sur fond de couleur, les cartouches perdent leur filet.

Largeur du logotype	Épaisseur des filets de blocs
de 25 mm à 30 mm	0,3 pt
de 31 mm à 50 mm	0,5 pt
de 51 mm à 100 mm	0,6 pt
de 101 mm à 210 mm	1 pt
de 211 mm à 420 mm	2 pts

| La marge de sécurité

Pour conserver une bonne perception du logotype, il faut tenir compte d'un espace protégé équivalent au « F » du nom « Île-de-France ». Le « F » étant à chaque fois proportionnel au logotype. L'espace de respiration autour du logotype doit être impérativement respecté.



Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

| Les couleurs du logotype

Sur les supports en couleur, le logotype est toujours utilisé dans sa version quadrichromie ou Pantone, sur sa zone de protection blanche.

Pantone :
362

Quadrichromie :
C = 70 %
M = 0 %
J = 100 %
N = 9 %

RVB
R = 81/255
V = 160/255
B = 37/255
hex : #51A025

Pantone :
485 C

Quadrichromie :
C = 0 %
M = 95 %
J = 100 %
N = 0 %

RVB
R = 255
V = 17
B = 0
hex : FF0000

Noir : 50 %

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

Sur les supports en noir et blanc, le logotype est utilisé dans sa version noire 100 % sur sa zone de protection blanche.



Noir : 100 %

Lors de l'impression avec deux tons directs sans noir, il convient d'imprimer le logotype avec le ton le plus foncé.
Par exemple, dans le cas d'une impression avec un ton bleu et un ton jaune, on choisira d'imprimer le logotype en bleu.

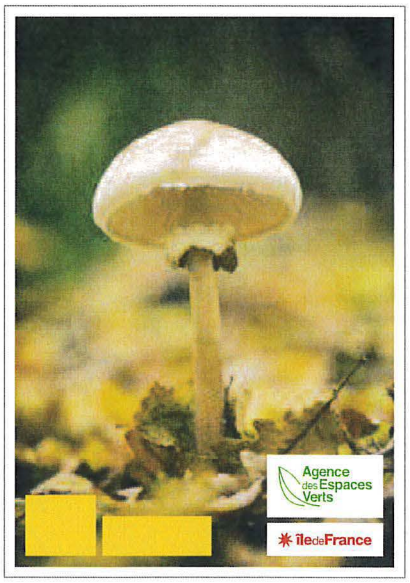
La version monochrome aplat noir est exclusivement réservée au marquage en très petite taille (documents internes, objets publicitaires...).
Cette version peut être utilisée pour les scans ou les photocopies.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

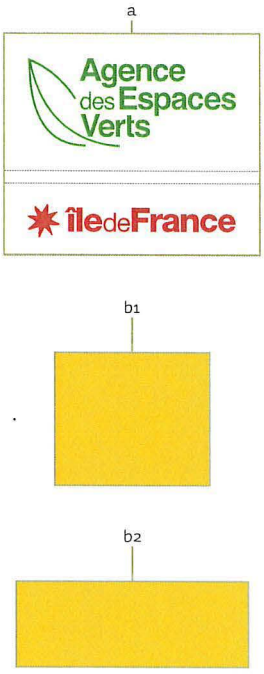
| La gestion du logotype

Lorsque le logotype est utilisé avec ceux d'autres partenaires, sa taille et sa position varient selon trois critères :

• Si l'AEV est l'émetteur principal :
La surface de chaque logotype des partenaires n'excède pas les 60 % de la surface du logotype de l'AEV. Ils sont disposés à l'écart de celui-ci. Par exemple, si le logotype de l'AEV est positionné en haut à droite, les logotypes des partenaires devront être positionnés en bas à droite, ou dans un autre coin de la page.



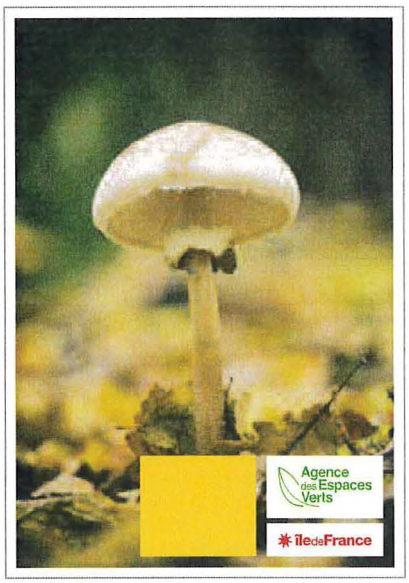
Le logotype de l'Agence des espaces verts est plus gros et isolé des logotypes partenaires.



« b1 » = « b2 »
= 60 % de la surface « a »

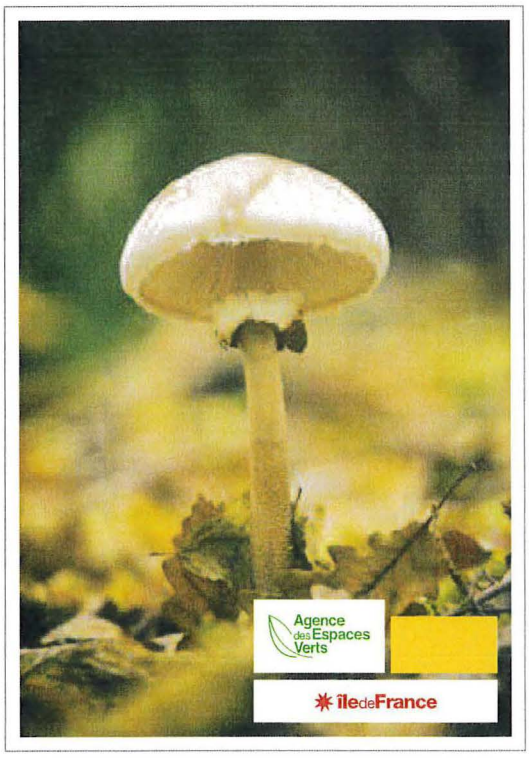
Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

• Si l'AEV est co-émetteur :
Le(s) logotype(s) co-émetteur(s) occupe(nt) la même taille de cartouche que le logotype de l'AEV.



Le logotype de l'Agence des espaces verts et celui du partenaire co-émetteur (ou ceux des partenaires co-émetteurs) sont inscrits dans des blocs de mêmes dimensions et sont disposés côte à côte.

• Si l'AEV est co-émetteur avec un organisme associé de la Région :
Dans ce cas précis, il convient alors de se référer à la charte des organismes associés diffusée par la Région Île-de-France (pages 27 à 29) pour la construction du bloc-marque.



Le logotype de l'Agence des espaces verts et celui de l'organisme associé (ou ceux des organismes associés) sont composés dans un bloc marque global, dont la construction est régie par la charte des organismes associés de la Région Île-de-France.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_157-DE

| Les interdits



Ne pas utiliser le logotype sur fond blanc sans ses filets



Toujours disposer le logotype droit et suivant les règles de construction précédemment mentionnées



Ne pas modifier la nature du filet autrement que comme décrit dans la charte



Ne pas utiliser le logotype sur fond coloré avec filet



Ne pas supprimer le fond blanc des blocs du logotype



Ne pas réunir les deux blocs blancs



Ne pas déformer les blocs et conserver les zones de protection précédemment définies



Ne pas modifier l'espacement entre les deux blocs du logotype



Ne pas modifier la couleur de fond des deux blocs

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_158-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-158

Approbation d'acquisitions foncières au titre d'opérations d'acquisition amiable

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°18-171 du 11 décembre 2018 approuvant la convention cadre de partenariat pour la protection des espaces agricoles et naturels franciliens avec la SAFER ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2020, d'un montant de 2.451.141,60 €

VU les opérations d'acquisition envisagées, présentées en annexes de la présente délibération ;

VU les avis des Domaines sur chaque acquisition envisagée ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE les acquisitions listées en annexe 1.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente à signer les actes d'acquisition et les promesses de vente relatifs aux opérations énumérées à l'annexe 1 et à mandater, en vue du paiement, les prix d'acquisition, les honoraires de notaires ou frais d'actes, les honoraires d'opérateur foncier liés à ces transactions.

ARTICLE 3 : DIT qu'un montant de 368.914 € d'autorisations de programme du budget 2020, programme 12, est affecté aux opérations présentées en annexe 1.

ARTICLE 4 : DIT qu'à l'issue de ces opérations, le montant disponible sur les autorisations de programme du budget 2020, programme 12, s'élève à 2.082.227,60 €.

ARTICLE 5 : HABILITE la Présidente à mandater, dans le cadre d'un préfinancement, l'opération d'acquisition auprès de la SAFER, énumérée à l'annexe 1, conformément à l'article 4 de la convention de partenariat signée le 12 décembre 2018.

ARTICLE 6 : DIT que, suite à une erreur matérielle, l'acquisition au sein du PRIF de la Butte de Marsinval référencée dossier 411, approuvée par délibération du Conseil d'administration n° 19-096 du 1er octobre 2019 porte sur un montant de 260 € et non 259,20 €.

ARTICLE 7 : DIT que, suite à une erreur matérielle, l'acquisition au sein du PRIF de la Plaine de France référencée dossier 133, approuvée par délibération du Conseil d'administration n° 20-114 du 7 octobre 2020

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_158-DE

porte uniquement sur l'acquisition des parcelles situées sur la commune du Thillay (95) cadastrées ZB 209 et ZB 210 pour un montant de 1.522,80 €.

ARTICLE 8 : AUTORISE la démolition des bâtiments désignés ci-après et autorise la Présidente à signer la demande de permis de démolir correspondante.

PRIF	Dépt	Commune	Adresse	Parcelle	Bâti
Précy-sur-Marne	77	Précy-sur-Marne	4 rue du Bac	A 185, A 182 et A 426	734

ARTICLE 9 : AUTORISE la Présidente à solliciter des aides financières de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour les acquisitions foncières dans le cadre de son 11ème programme et, en cas d'attribution de subventions, à signer les conventions financières correspondantes.

ARTICLE 10 : DIT que les crédits nécessaires seront imputés sur le budget de l'Agence des espaces

Nombre de présents..... : 11
Nombre de mandats ..... : 5
Nombre de votants..... : 16
Votes POUR ..... : 16
Votes CONTRE ..... : 0
Abstentions..... : 0
Ne prend pas part au vote..... : 0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_158-DE

ANNEXE 1

Orge Aval (29)

N° de Dossier : 527 () ROQUE/ENAS Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
15/08/20	29/09/20		0 ha 06 a 28 ca
2 400,00 €			Prix principal au m² : 3,82 €/m²

Prix total : 2 400,00 € dont prix principal : 2 400,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
91552	ST GERMAIN LES ARPAJON	AR	57	0 ha 06 a 28 ca	

Total Orge Aval 0 ha 06 a 28 ca 2 400,00 € Nb dossiers : 1

Plateau d'Andilly (44)

N° de Dossier : 46 () SCI des Briqueteries et Carrières de la Berchère Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
17/04/20			3 ha 28 a 13 ca
65 626,00 €			Prix principal au m² : 2 €/m²

Prix total : 65 626,00 € dont prix principal : 65 626,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95426	MONTLIGNON	A	202	0 ha 69 a 00 ca	
95426	MONTLIGNON	A	805	2 ha 59 a 13 ca	

Total Plateau d'Andilly 3 ha 28 a 13 ca 65 626,00 € Nb dossiers : 1

Précy-sur-Marne (09)

N° de Dossier : 84 () SABATIER Préemption

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
	19/10/20	22/10/20	0 ha 71 a 92 ca
			rix principal au m² : 40,32 €/m²

Prix total : 290 000,00 € dont prix principal : 290 000,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77376	PRECY SUR MARNE	AB	178	0 ha 10 a 40 ca	
77376	PRECY SUR MARNE	AB	179	0 ha 06 a 51 ca	
77376	PRECY SUR MARNE	AB	180	0 ha 04 a 80 ca	
77376	PRECY SUR MARNE	AB	183	0 ha 24 a 25 ca	
77376	PRECY SUR MARNE	AB	185	0 ha 14 a 89 ca	
77376	PRECY SUR MARNE	AB	426	0 ha 02 a 92 ca	

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.
** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition , auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_158-DE

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77376	PRECY SUR MARNE	AB	590	0 ha 08 a 15 ca	

Précy-sur-Marne (09)

N° de Dossier : 88 () ECT Enviro Conseil et Travaux Préemption

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
05/11/20		10/08/20	0 ha 86 a 30 ca
			Prix principal au m² : 0,75 €/m²

Prix total : 6 500,00 € dont prix principal : 6 500,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77376	PRECY SUR MARNE	ZD	21	0 ha 86 a 30 ca	

Total Précy-sur-Marne 1 ha 58 a 22 ca 296 500,00 € Nb dossiers : 2

Roche-Guyon (24)

N° de Dossier : 230 () SCI-CHANTEMESLE Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
16/03/20	14/04/20		0 ha 90 a 43 ca
3 000,00 €			Prix principal au m² : 0,33 €/m²

Prix total : 3 000,00 € dont prix principal : 3 000,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95301	HAUTE ISLE	A	235	0 ha 01 a 25 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	443	0 ha 07 a 10 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	582	0 ha 04 a 60 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	651	0 ha 03 a 75 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	664	0 ha 25 a 90 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	771	0 ha 01 a 65 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	848	0 ha 04 a 92 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	849	0 ha 00 a 33 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	890	0 ha 14 a 70 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	1055	0 ha 03 a 00 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	1067	0 ha 02 a 30 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	1105	0 ha 01 a 75 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	1158	0 ha 02 a 10 ca	
95301	HAUTE ISLE	A	1184	0 ha 02 a 10 ca	
95301	HAUTE ISLE	B	166	0 ha 01 a 40 ca	
95301	HAUTE ISLE	B	176	0 ha 07 a 20 ca	
95301	HAUTE ISLE	B	328	0 ha 05 a 68 ca	
95301	HAUTE ISLE	B	731	0 ha 00 a 20 ca	

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.

** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition , auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_158-DE

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95301	HAUTE ISLE	B	760	0 ha 00 a 50 ca	

Roche-Guyon (24)

N° de Dossier : 344 () SAFER Ile de France Attribution SAFER amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
10/09/20			0 ha 25 a 95 ca
938,00 €			Prix principal au m² : 0,36 €/m²

Prix total : 938,00 € dont prix principal : 938,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78276	GOMMECOURT	D	353	0 ha 25 a 95 ca	

Total Roche-Guyon 1 ha 16 a 38 ca 3 938,00 € Nb dossiers : 2

Vallières (10)

N° de Dossier : 656 () Filliatre Amiable

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
26/08/20	06/10/20		0 ha 05 a 55 ca
450,00 €			Prix principal au m² : 0,81 €/m²

Prix total : 450,00 € dont prix principal : 450,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77464	THORIGNY SUR MARNE	A	5	0 ha 05 a 55 ca	

Total Vallières 0 ha 05 a 55 ca 450,00 € Nb dossiers : 1

TOTAL annexe 6 ha 14 a 56 ca

TOTAL annexe 368 914,00 € Dont Prix principal 368 914,00 € dont honoraires

Soit 6 €/m² Nb dossiers : 7

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.

** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition , auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_159-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes

de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,

le : 03 DEC. 2020

La Présidente du Conseil d'administration

Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-159

Approbation de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU les opérations d'acquisition envisagées, présentées en annexe de la présente délibération ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L113-8, L113-10 et suivants ;

VU la délibération du Conseil départemental du Val d'Oise du 9 juillet 1990 relative à la création de la zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles, avec délégation du droit de préemption à l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : AUTORISE l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles pour les biens décrits à l'annexe 1 ci-jointe, à un prix compatible avec l'avis des Domaines

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente à signer les décisions relatives à l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles, pour les opérations décrites à l'annexe 1 ci-jointe.

ARTICLE 3 : DIT que les crédits nécessaires à l'exécution de la convention sont prévus au budget de l'Agence des espaces verts.

ARTICLE 4 : HABILITE également la Présidente à saisir le juge de l'expropriation pour ces opérations, en cas de fixation du prix, ainsi qu'à procéder à la consignation.

Nombre de présents	: 11
Nombre de mandats	: 5
Nombre de votants	: 16
Votes POUR	: 16
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_159-DE

ANNEXE 1

Buttes du Parisis

N° de Dossier : 1532 (Buttes du Parisis 41) ROUSSEAU YVETTE

Montant de la DIA : 1 300,00 €	Surface : 0 ha 02 a 54 ca	Prix moyen : 5,12 €/m²

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95424	MONTIGNY LES CORMEILLES	AD	263	0 ha 02 a 54 ca	

Total Buttes du Parisis	**0 ha 02 a 54 ca**	**1 300,00 €**	**Nb dossiers : 1**

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_160-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 03 DEC. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-160
Approbation de la cession d'un terrain régional situé à Haute-Isle (PRIF de la Roche Guyon)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU l'avis des domaines du 14 avril 2020 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

CONSIDÉRANT que le terrain est situé en dehors du PRIF de la Roche-Guyon et qu'il ne présente pas d'intérêt pour la gestion du site ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la cession de la parcelle régionale cadastrée B n°883 située sur la commune de Haute-Isle (95), d'une superficie de 1.049m² au prix de 45 000 €, au profit de la SCI CHANTEMESLE.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à signer les documents et actes afférents à cette cession.

ARTICLE 3 : DIT que les recettes correspondantes seront constatées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents	: 11
Nombre de mandats	: 5
Nombre de votants	: 16
Votes POUR	: 14
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 2
Ne prend pas part au vote	: 0

Envoyé en préfecture le 04/12/2020
Reçu en préfecture le 04/12/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20201203-20_161-DE

Agence des Espaces Verts

Région îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France,
le : 03 DEC. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 3 DÉCEMBRE 2020

Affaire n°20-161

Approbation de la cession d'une propriété régionale située aux Mureaux (78) au profit d'un agriculteur (PRIF de la Plaine de la Haye)

DÉLIBÉRATION

Le Conseil d'administration,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU l'avis des domaines du 11 juin 2020 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

ARTICLE 1 : APPROUVE la cession des parcelles cadastrées AB 96, AB 97, AB 98, AB 99, AB 100 et AB 112 situées sur la commune des Mureaux (78) pour 20 ha 68 a 05 ca au profit de Monsieur FREMIN au prix de 740.000 €.

ARTICLE 2 : HABILITE la Présidente du Conseil d'administration à engager les démarches nécessaires à cette cession et à signer les documents et actes afférents à cette cession.

ARTICLE 3 : DIT que les recettes correspondantes seront constatées sur le budget de l'Agence des Espaces Verts.

Nombre de présents	11
Nombre de mandats	5
Nombre de votants	16
Votes POUR	14
Votes CONTRE	0
Abstentions	2
Ne prend pas part au vote	0